

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu par le CRDI du(des) bénéficiaire(s) de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

101 577

Le présent document est utilisé avec la permission de Environnement et développement du Tiers Monde.

121374

© 2005, Environnement et développement du Tiers Monde.



**environnement et développement  
du tiers monde**

**réseau genre et TIC**



## **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**

Projet de recherche exploratoire  
sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs  
de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone  
(Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal)

Réalisé avec le soutien du  
**Centre de Recherches pour le Développement International**  
(CRDI, Ottawa, Canada)

**Référence** : Dossier du Centre : 101577

### **Rapport final**

5 août 2005

#### **Institution de recherche :**

ENDA – Environnement et Développement du Tiers Monde

B.P. 3370, Dakar, Sénégal

Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95 ; Courriel : [se@enda.sn](mailto:se@enda.sn)

Chargée de projet : Marie-Hélène Mottin-Sylla

ARCHIV  
415.5(66)  
E 5

## **Liste des documents**



**environnement et développement du tiers monde**  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal  
Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95  
Courriel : [se@enda.sn](mailto:se@enda.sn)



**réseau genre et TIC**

## **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**

*Projet de recherche exploratoire sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal)*

Réalisé avec le soutien du **Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI, Ottawa, Canada)** - Référence : Dossier du Centre : 101577

### **Rapport narratif final et annexes techniques Liste des documents en format électronique**

*L'ensemble des documents produits dans le cadre de la recherche sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone est disponible sur le site web Indifract :*  
<http://www.famafrique.org/regentic/indifract/accueil.html>

#### **Administration du projet**

- Document de projet.doc : Document initial de projet (.doc, 238 Ko)
- Rapport technique année I.doc : Rapport d'étape technique, Année 1 (.doc, 224 Ko)
- Rapport final au CRDI.doc : Rapport narratif final (.doc, 3459 Ko)

#### **Rapports de recherche**

- fracturenumeriquedegenre.pdf : Rapport régional de recherche : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité ", Réseau Genre et TIC, 96 pages, (.pdf, 1017 Ko)
- Rapport Bénin.pdf : "La fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest et au Cameroun: état des lieux au Bénin", Moustapha Gibigaye, 73 pages (.pdf, 1500 Ko)
- Rapport Burkina-faso.doc : "Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique de l'Ouest ; Rapport National Burkina Faso", Sylvestre Ouédraogo, Yam Pukri, Deuxième version, Juin 2005 , 59 pages, (.doc : 12 990 Ko)
- Rapport Cameroun.doc : "Fracture numérique de genre au Cameroun : quelle ampleur ?" Robertine Tankeu, Anaïs AC, mars 2005, 58 pages (.doc, 7 993 Ko)

- Rapport Mali.doc : "Fracture numérique du genre au Mali : existence, ampleur , pourquoi?, Document à l'intention des décideurs politiques, des ONG et de la société civile" Sonya Noudehou, 28 pages (.doc, 852 Ko)
- Rapport Mauritanie.doc : "Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique de l'Ouest : données et indicateurs, Rapport national de la Mauritanie", Fatma Mint Elkory (.doc, 859 Ko)
- Rapport Sénégal.doc : "Etude sur la fracture numérique de genre au Sénégal ", Oumoul Khayri Niang M'Bodj (.doc, 502 Ko)

### ***Rapports nationaux de restitution***

- Restitution Bénin.pdf (.doc, 307 Ko)
- Restitution Burkina Faso.doc (.doc, 595 Ko)
- Restitution Cameroun.doc (.doc, 3100 Ko)
- Restitution Mali.doc (.doc, 120 Ko)
- Restitution Mauritanie.doc (.doc, 61 Ko)
- Restitution Sénégal (1).doc (.doc, 328 Ko) et Restitution Sénégal (2).ppt (.ppt, 311 Ko)

### ***Documents scientifiques de travail***

- questioninstitution.doc : Le questionnaire institutions (.doc, 93 Ko)
- questionindividus.doc : Le questionnaire individus (.doc, 157 Ko)
- atelierfng.doc : Le rapport de l'Atelier "Protocoles de collecte de l'information", Dakar (Sénégal), 9-14 août 2004 (.doc, 214 Ko)
- Tableauesindicateurs.doc : Le tableau des indicateurs (.xls, 64 Ko)
- Calculdesindicateurs.xls : Le tableau de calcul des indicateurs (.doc, 154 Ko)

\*                    \*

\*

# **Administration du projet**

# **Document initial de projet**



## APERÇU DU PROJET

**Titre :** **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**

*Projet de recherche exploratoire sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone*

**Promoteur :** ENDA – Environnement et Développement du Tiers Monde  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal  
Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95 ; Courriel : se@enda.sn

**Budget prévisionnel :** Montant total : 123.983.500 FCFA  
Montant recherché : **88.027.000 FCFA**  
Contribution ENDA : 33.956.500 FCFA

**Durée prévue :** 18 mois

**Objectif général :** Mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

**Abrégé :** Ce projet a pour but de mettre en évidence l'ampleur des disparités de genre dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans six pays témoins de l'Afrique de l'Ouest francophone.

Cette recherche exploratoire, d'une durée de dix-huit mois, permettra de produire des outils de plaidoyer et d'appui à la décision politique, afin de réduire les disparités de genre dans ce secteur stratégique en termes de développement.

Un réseau sous-régional francophone de recherche sur les dimensions de genre de la fracture numérique sera créé. Il identifiera la méthodologie permettant de repérer un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives pour illustrant la fracture numérique de genre dans la zone concernée. Il en mesurera ou qualifiera la valeur actuelle à partir de recherches de terrain, pour en proposer une analyse de synthèse qui sera publiée et diffusée dans la région et auprès de la communauté mondiale.

## DONNEES ADMINISTRATIVES

**Chargée de Projet :** Madame Marie-Hélène Mottin-Sylla  
Responsable Equipe Synergie Genre et Développement  
Environnement et Développement du Tiers-monde  
Tel : (221) 823 45 42 ; 820 08 60 (D) ; Télécopieur : (221) 822 26 95  
Courriel : mhms@enda.sn

**Institution bénéficiaire :** ENDA – Environnement et Développement du Tiers Monde  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal  
Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95  
Courriel : se@enda.sn

## I - PROBLEMATIQUE ET JUSTIFICATION

### I-1 - Les TIC : facteur de développement et risque de fractures

#### • Leçons d'une décennie

L'intérêt pour les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) comme facteur de développement en Afrique remonte maintenant à près d'une décennie. Suscitant de grands espoirs, les TIC ont été perçues comme permettant de rattraper, en sautant les étapes, les retards de développement accumulés par le continent. On attendait d'elles la promotion des ressources humaines, naturelles, culturelles et économiques locales, une meilleure communication entre les individus, les populations et les cultures locales, nationales, et mondiales.

Dix ans après, on constate que, certes, **l'Afrique est maintenant entrée dans l'ère numérique** et tient son rôle dans le concert international des nations. En témoigne son rôle dans la négociation en cours sur l'organisation de la société mondiale de l'information<sup>1</sup>, qui se négocie à l'occasion du processus mondial actuel du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI)<sup>2</sup>.

Ces dix années ont été principalement **consacrées** à la diffusion de l'infrastructure et des équipements<sup>3</sup>, à la définition de stratégies régionales et nationales<sup>4</sup>, et au développement d'initiatives pionnières. Cela a permis d'optimiser le potentiel offert par les technologies de l'information et de la communication au bénéfice des communautés africaines<sup>5</sup>, d'organiser des structures et réseaux de recherche et d'action thématiques<sup>6</sup>, et des politiques sectorielles nationales et régionales<sup>7</sup>. Au terme de cette décennie, le constat est pourtant que la société numérique s'est construite dans un **contexte de disparités socio-économiques** marginalisant l'Afrique. Celles-ci se reflètent dans la fracture numérique globale, régionale, nationales et locale, recoupant d'autres disparités en termes de ressources, d'accès, de capacité de négociation, de culture, d'information, de pouvoir, et se déclinant dans différents domaines : âge, origine, localisation, race, milieu socio-économique...<sup>8</sup>.

Au plan **régional**, les disparités spatiales, économiques et socioculturelles soulignent la polarisation des TIC au sud de l'Afrique (Afrique du Sud) et dans un petit nombre de pays (Kenya, Ouganda, Ghana, Sénégal). Une cohorte de pays "émergents" (Bénin, Mauritanie, Mali, par exemple, en Afrique occidentale) se sont plus récemment distingués d'une majorité de pays en cours d'insertion dans l'ère numérique. Certains foyers (notamment les états

---

<sup>1</sup> Par exemple la proposition de création d'un Fonds de Solidarité Numérique depuis la réunion Intersession du SMSI (Paris, juillet 2003) qui a retenu l'attention de la plupart des pays du Sud.

<sup>2</sup> Cf : <http://www.famafrique.org/smsi/smsi.html>

<sup>3</sup> Organisation de l'ossature de connexion (backbone) : câbles numériques, couverture satellitaire, organisation des réseaux de connexion

<sup>4</sup> **Initiative Africaine de la Société de l'Information et Stratégies Nationales de Communication et d'Information** : <http://www.uneca.org/aisi/>

<sup>5</sup> **Initiative Acacia du CRDI** : [http://www.idrc.ca/acacia/acacia\\_f.htm](http://www.idrc.ca/acacia/acacia_f.htm)

<sup>6</sup> Par exemple : **Programme "Communication pour les femmes en Afrique francophone** :

<http://www.enda.sn/synfev/planact01-03.htm> ; **Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et Inforoutes du Sénégal** : <http://www.osiris.sn>

<sup>7</sup> **Programme Africa ICT Policy Monitor** : <http://africa.rights.apc.org/>

<sup>8</sup> Pour une définition de la fracture numérique en Afrique, voir : [http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/DT\\_65/conte\\_dt65.pdf](http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Publica/DT_65/conte_dt65.pdf)



insulaires et le centre de l'Afrique) restant largement sous-intégrés.<sup>9</sup> Les disparités en termes d'insertion numérique se constatent aussi au niveau **linguistique**, entre les pays utilisant l'anglais et ceux utilisant le français, le portugais ou l'arabe comme langue internationale de communication.

Ces disparités sont tout aussi manifestes au niveau **sous-régional**. En Afrique de l'Ouest francophone, le Sénégal fait figure de pays pionnier, fournisseur d'accès même pour certains pays voisins (Mali, Gambie). Certains pays ont fait preuve d'un dynamisme certain pour entrer dans l'ère numérique (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Bénin, Cameroun) alors que d'autres pour des raisons diverses semblent avoir plus de difficultés à le faire (Côte d'Ivoire, Guinée).

A l'intérieur des pays, la fracture se répète : les infrastructures d'accès et d'équipement sont largement plus accessibles dans les capitales et souvent dans les villes principales, mais bien moins dans les zones péri-urbaines, et moins encore en zones rurales.

- **La fracture numérique est une fracture de genre**

Les incidences de la subordination et de la marginalisation sociale générale des femmes<sup>10</sup> sont maintenant amplement mises en relief par les travaux **du mouvement international des femmes**<sup>11</sup>. La communauté internationale du développement<sup>12</sup> ne met plus en doute que l'égalité des relations de genre soit un aspect central et transversal du processus de développement humain durable<sup>13</sup>.

L'analyse de genre de la société numérique africaine<sup>14</sup> a été engagée à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la Plate-forme d'Action de Beijing<sup>15</sup>. Elle a proposé une première analyse qualitative de l'ampleur et des caractéristiques des disparités de genre, en termes d'accès, d'utilisation et de participation des femmes africaines aux TIC. En milieu anglophone, d'autres groupes<sup>16</sup> se sont plus particulièrement penchés sur la dimension politique de la fracture numérique de genre. Ces travaux mettent en évidence la nécessité du plaidoyer et de l'action politique, pour infléchir les disparités de genre dans le

---

<sup>9</sup> cf : **Information & Communication Technologies (ICTs) Telecommunications, Internet and Computer Infrastructure in Africa** : <http://www3.wn.apc.org/africa>

<sup>10</sup> UNIFEM : **Progress of the World's Women 2002: Gender Equality and the Millennium Development Goals** : <http://www.unifem.org/www/resources/progressv2/index.html>

<sup>11</sup> Voir par exemple : CAPWIP – UNDP/APGEN : "Making Governance Gender Responsive", <http://onlinewomeninpolitics.org>

<sup>12</sup> Save the Children, **State of the World's Mothers 2003** <http://www.savethechildren.org/sowm2003/index.shtml>

<sup>13</sup> Réseau inter-agences des Nations Unies sur les femmes et l'égalité de genre : **Kit d'information sur la centralité du genre** [http://www.un.org/womenwatch/ianwge/gm\\_facts/](http://www.un.org/womenwatch/ianwge/gm_facts/)

<sup>14</sup> APC-Femmes-Afrique et FEMNET **Bénéfices nets : les femmes africaines dressent l'inventaire des technologies de l'information et de la communication**, juin 2000; Version en français : <http://www.enda.sn/synfev/apcfemafr/beneficesnets/intro.html>

<sup>15</sup> cf : <http://www.famafrique.org/femmes2000/dkrpfa1.html> et notamment Objectif Stratégique J1 : <http://www.famafrique.org/femmes2000/medias.html>

<sup>16</sup> Abantu for development **GAP Matters** <http://www.abantu.org> ; African Information Society Gender Working Group : Gillian M Marcelle : **Gender, Justice and Information and Communication Technologies (ICTs)**, 44th Session of the Commission on the Status of Women, 2000, New York ; <http://www.itu.int/ITU-D/gender/documents/marcellecsw-ict2000.html> ; <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/marcelle.htm> ; UNIFEM and United Nations University Institute for New Technologies (UNU/TECH). 2000 **Gender and Telecommunications: An Agenda for Policy** [http://www.unifem.undp.org/pap\\_itu.htm](http://www.unifem.undp.org/pap_itu.htm) ; 47ème Session de la Commission sur le Statut de la Femme **Participation and access of women to the media, and information and communication technologies and their impact on and use as an instrument for the advancement and empowerment of women** <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw47/Panel1.htm>

secteur des TIC en Afrique, et soulignent la pauvreté des indicateurs et données disponibles pour servir de base à la décision politique.

L'intense action en réseau du mouvement international des femmes pour que soit prise en compte la dimension genre dans la société de l'information, menée à l'occasion du processus du SMSI, a encouragé la plupart des **organisations internationales**<sup>17</sup>, régionales et de coopération à organiser des études, rencontres et discussions sur ces questions. Cela a permis de sensibiliser l'opinion, les organisations de femmes, et le secteur public et international à la nécessité de corriger les disparités qui marquent ce secteur central et multiforme. Le secteur des TIC touche tous les domaines de la vie humaine et sociale nécessitant information, communication, production, transfert, décision, et commercialisation de données, tels que la vie personnelle, l'administration, les médias, la culture, l'économie formelle et informelle, la recherche, etc.

## **I - 2 - L'invisibilité de la fracture numérique de genre**

A l'approche du SMSI, un intérêt plus précis se fait jour pour la caractérisation factuelle de la fracture numérique de genre. Nancy Hafkin<sup>18</sup> fait à cette occasion le point sur "l'insignifiante disponibilité de données statistiques et indicatives sur la dimension de genre dans le secteur des TIC (qui) constitue une des faiblesses majeures du système d'information sur la société de l'information (...) : la **fracture statistique de genre est le reflet de la fracture numérique de genre**"

De manière générale, et hormis les cercles spécialisés, la notion de disparité de genre est elle-même très faiblement assimilée. Pourtant, les grandes conférences des Nations Unies tenues dans le dernier quart du vingtième siècle<sup>19</sup> ont établi que "**les femmes et les hommes ne vivent pas les mêmes réalités**", en termes d'accès à l'éducation et au travail, de santé, de sécurité personnelle et de loisir.

La **Société de l'Information** veut "édifier un nouveau type de société à dimension humaine n'excluant personne (*permettant à*) chacun (...) de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et la connaissance et (...) réaliser l'intégralité de (*son*) potentiel (...) privilégiant (...) l'éradication de la pauvreté et de la faim et la réalisation d'un développement socio-économique global et équilibré bénéfique à tous"<sup>20</sup>. Il est donc impératif de collecter des informations sur l'impact différent des TIC sur les hommes et les femmes, pour mesurer, contrôler et favoriser le degré d'équité global de la société. Il est impératif de **concevoir et d'utiliser au plus vite des indicateurs sensibles au genre**, si l'on veut œuvrer pour l'instauration d'une Société de l'Information globalement équitable.

<sup>17</sup> telles que : Nations Unies, UNDAW, Banque Mondiale, CEA, UNIFEM, IUT, etc : Ces initiatives consignées à : <http://www.famafrique.org/smsi/orgintsmsi.html>

<sup>18</sup> **Monitoring the Information Society: Data, Measurement and Methods**, Statistical workshop organized by UNECE, UNCTAD, ITU, UNESCO Inst. of Statistics, OECD, Eurostat, (Geneva, 8-9 December 2003), et notamment : Nancy J. Hafkin **Gender issues in ICT statistics and indicators, with particular emphasis on developing countries** <http://www.unece.org/stats/documents/2003.12.wsis.htm> , et Hafkin Nancy "**Some thoughts on gender and telecommunications/ICT statistics and indicators**" Presented to Third World Telecommunication/ICT Indicators Meeting, 15-17 January 2003, Geneva [http://www.itu.int/ITU-D/ict/WICT02/doc/pdf/Doc46\\_Erev1.pdf](http://www.itu.int/ITU-D/ict/WICT02/doc/pdf/Doc46_Erev1.pdf)

<sup>19</sup> Notamment : Conférences Mondiales des Nations Unies sur les Femmes (Mexico 1975, Copenhague 1980, Nairobi 1985, Beijing 1995), Sommet de la Terre (Rio 1992), Conférence sur la Population et le Développement (Le Caire 1993), Conférence Mondiale sur les Droits de la Personne (Vienne 1994), Conférence sur l'Habitat (Istanbul 1998)

<sup>20</sup> Projet final de **Déclaration de principes de la Troisième conférence préliminaire du Sommet Mondial sur la Société de l'information**, document WSIS/PC-3/DT/1(Rev.2B)-F, 26 septembre 2003, <http://www.itu.int/wsis/documents/>

Selon la définition proposée par l'ACDI<sup>21</sup>, un indicateur sensible au genre doit permettre de "mettre en lumière les changements constatés dans les rapports hommes-femmes au cours d'une certaine période. Ces indicateurs sont utiles dans la mesure où ils permettent de faire ressortir les changements apportés à la situation et au rôle des femmes et des hommes avec le temps, et par conséquent d'évaluer si l'égalité des sexes est devenue une réalité." Certes, les femmes et les hommes ne constituent pas des groupes homogènes, mais les inégalités des rapports entre les hommes et les femmes sont les plus répandues de toutes les formes d'inégalité, dans toutes les sociétés, tout en se conjuguant avec d'autres facteurs d'inégalités, notamment l'âge, la race, les revenus, le statut socio-économique.

La fracture numérique de genre est une réalité : "**Dans aucune société les femmes n'ont les mêmes chances que les hommes**"<sup>22</sup> : "la plupart des femmes sont plus pauvres, bénéficient moins des systèmes d'éducation, sont davantage analphabètes, ont moins de revenus, occupent des fonctions hiérarchiques plus modestes, participent moins que les hommes aux décisions dans le domaine domestique, professionnel, public et politique. Ces inégalités ont une incidence directe sur les possibilités que leur offrent les TIC et sur leur possible participation à la configuration de l'économie et de la société mondiale du savoir". Le résultat de ces inégalités de genre est que **l'impact des TIC n'est pas neutre en termes de genre, au détriment des femmes**, et en termes d'accès et d'usage des TIC. Si rien n'est fait, la plupart des femmes des régions, pays et zones marginalisées, en particulier en zones rurales, ne pourront jamais bénéficier des TIC à l'instar des hommes.

Dans le secteur des TIC, les disparités de genre se repèrent notamment dans les domaines suivants<sup>23</sup> :

- 1) **Disponibilité, coût et accès aux infrastructures de base, à la connectivité et aux équipements** : disparités spatiales, au détriment des zones péri-urbaines et rurales, où les femmes sont majoritaires.
- 2) **Education et capacités** : disparités d'accès à l'alphabétisation, l'éducation, la scolarisation, la formation technique et scientifique.
- 3) **Influence des stéréotypes de genre** : facilité d'accès aux équipements (localisation, horaires, sécurité d'accès, limitations de la mobilité, assistance technique et formation)
- 4) **Contenus en information** répondant aux différents besoins (développement économique, social, familial et personnel) dans un format utilisable.
- 5) **Contraintes d'utilisation** en termes d'accès, de temps, de capacités techniques
- 6) **Source d'emploi** : niveau de hiérarchie et de salaire, métiers en disparition et en émergence, télétravail.
- 7) **Pouvoir et décision** : représentation dans les instances de décision (institutions de réglementation et de politiques, services publics et instances de direction du secteur privé)
- 8) **Protection de la vie privée et sécurité** : respect des droits des femmes, exploitation et harcèlement sexuel, violence contre les femmes, pornographie, préjugés.

---

<sup>21</sup> Agence Canadienne pour le Développement International **Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre hommes-femmes**, 1996, <http://www.acdi-cida.gc.ca/>

<sup>22</sup> United Nations **The World's Women 1995** New York: United Nations

<sup>23</sup> Nancy Hafkin, op. cit.

- **Mesurer la fracture numérique de genre**

**"Sans données, pas de visibilité, sans visibilité, pas de priorité"**<sup>24</sup>. La fracture numérique ne pourra se mesurer et se corriger que par la production de données quantitatives et qualitatives, désagrégées par sexe, relatives aux différents thèmes ci-dessus.

La collecte de données désagrégées par sexe, recommandée par la Plate-forme d'Action de Beijing<sup>25</sup>, s'est opérée surtout dans les domaines sociaux de la santé et de la famille, de l'éducation<sup>26</sup>, du travail<sup>27</sup> et du développement<sup>28 29</sup>. A partir de ces données, le PNUD propose annuellement depuis l'an 2000 un **Indice Sexo-spécifique de Développement Humain** (mesurant les différences entre hommes et femmes sur le plan de l'espérance de vie, du niveau d'instruction et du revenu), et un **Indice de la Participation des Femmes** (qui mesure l'accès des femmes aux possibilités de promotion professionnelle, économique et politique)

Ces indicateurs ont permis de mettre en évidence les **différentes facettes** (non uniquement économique) **de la pauvreté humaine**, à visage majoritairement féminin. Les indicateurs de base retenus (éducation de base, accès aux soins de santé, accès à l'eau potable, longévité minimale, revenu minimal) montrent que les femmes sont effectivement plus pauvres que les hommes dans la plupart des sociétés et dans la plupart des domaines. Le taux de féminisation de la pauvreté s'établit à hauteur de 70%, et la tendance n'est pas à l'amélioration<sup>30</sup>.

Dans le **secteur des TIC**, la plupart des données ne sont pas **désagrégées par sexe**, et, si elles rendent compte de visions moyennes des situations, elles ne rendent pas compte des réalités diverses en termes différentiels d'impact sur l'espace, le genre, la génération, le statut, etc. Elles décrivent surtout le **développement des infrastructures, techniques et dispositifs institutionnels et financiers du secteur moderne**, dont la marginalisation des femmes est patente<sup>31</sup>. Le développement du secteur des TIC étant principalement dominé

<sup>24</sup> Huyer, Sophia and Gunnar Westholm. 2001 **Toolkit on Gender Indicators in Engineering, Science and Technology** Produced for Unesco and Gender Advisory Board, United Nations Conference on Science and Technology for Development <http://gstgateway.wagsat.org/ta/data/toolkit.html>

<sup>25</sup> Plate-forme d'Action de Beijing **Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme, Objectif H.3. Produire et diffuser des données et des informations ventilées par sexe aux fins de planification et d'évaluation** <http://www.famafrique.org/femmes2000vmecanismes.html>

<sup>26</sup> United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization **Gender-sensitive Education Statistics and Indicators: a practical guide** Paris <http://www.uis.unesco.org/en/pub/doc/gend-stat.pdf>

<sup>27</sup> Organisation Internationale du Travail **Base de données Labordoc** <http://www.ilo.org/labordoc>

<sup>28</sup> United Nations Development Programme **Human Development Report 1995**, New York: United Nations ; **Rapports nationaux et régionaux sur le genre et le développement humain** [http://hdr.undp.org/reports/view\\_reports.cfm?theme=18&themename=Gender](http://hdr.undp.org/reports/view_reports.cfm?theme=18&themename=Gender) ; PNUD **Rapport 2003 sur le Développement Humain** <http://www.undp.org/hdr2003/francais/index.html>

<sup>29</sup> **Genderstats, base de donnée électronique de la Banque Mondiale** : indicateurs et statistiques de genre : <http://genderstats.worldbank.org/> ; Social Watch 2003: **Les pauvres et le marché** <http://www.socialwatch.org/> ; **L'état des enfants du monde 2003** <http://www.unicef.org/pubs/gen/sowc03/index.html> ; Institut UNESCO des Statistiques **Statistiques comparatives mondiales et internationales en éducation, sciences, technologies, culture et communication**

[http://portal.unesco.org/uis/ev.php?URL\\_ID=2867&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201](http://portal.unesco.org/uis/ev.php?URL_ID=2867&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201) ; World Bank Development Data Group **ICT at a glance 2003**, Washington, World Bank <http://www.worldbank.org/data/countrydata/ictglance.htm>

<sup>30</sup> <http://france.attac.org/site/page.php?idpage=1570&langue=>

<sup>31</sup> cf **Information & Communication Technologies (ICTs) Telecommunications, Internet and Computer Infrastructure in Africa**, <http://www3.wn.apc.org/africa> op. cit.

par les secteurs public et privé, les indicateurs produits en reflètent davantage les préoccupations économiques (techniques et financières) que sociales.

En Afrique, le projet multilatéral SCAN ICT<sup>32</sup> a cherché à promouvoir les capacités et les informations sur la collecte de données-clé dans le secteur des TIC, et à produire une méthodologie et une liste pertinente d'indicateurs dans ce domaine. Cependant, aucun indicateur spécifique au genre n'a été produit dans ce cadre, pour ce qui est du cas du Sénégal, le seul pays d'Afrique de l'Ouest francophone concerné par le présent projet.

Les statistiques produites au plan international<sup>33</sup> sont – à l'heure actuelle - bien trop limitées, parcellaires et incomplètes pour permettre de décrire les dimensions de genre de la fracture numérique, notamment en Afrique francophone.

### **I - 3 - Mesurer pour convaincre et agir**

Des **exemples** de la fracture numérique de genre peuvent se relever expérimentalement dans la vie de tous les jours. La fracture numérique de genre n'en est pourtant pas moins **invisible**, ignorée tant par les femmes que des personnes et instances en charge des politiques du développement. L'invisibilité de la fracture numérique de genre peut s'expliquer par la **sensibilisation limitée** des militant(e)s de l'égalité de genre aux implications de l'actuelle révolution numérique en Afrique, à laquelle fait pendant la tout aussi faible sensibilisation des décideurs du secteur des TIC aux questions de genre.

Cependant, au-delà du constat, il est maintenant nécessaire de **mesurer la fracture numérique** de genre. Il s'agit de **convaincre** les organisations de promotion de l'égalité de genre, les décideurs dans le secteur des TIC, la communauté des chercheurs et les agences de coopération au développement de l'urgence d'agir pour réduire ces disparités. Pour cela il convient d'identifier les domaines prioritaires d'action et les synergies possibles, et contrôler l'effet des mesures correctives à mettre en place. Pour cela, il faut concevoir et produire des données et indicateurs simples, expressifs et crédibles. Ces **outils** d'appui à la décision, à l'application et au contrôle des politiques de TIC permettront d'orienter les décisions d'allocations budgétaires.

Des changements sociaux majeurs vont affecter les sociétés du fait de l'entrée dans la civilisation numérique. Sans données et indicateurs pertinents, **la réalisation des objectifs de développement durable tels que les Objectifs de développement du Millénaire**<sup>34</sup> risquent, de laisser pour compte la moitié (féminine) de la population de la **société de l'information**.

<sup>32</sup> SCAN ICT : [http://network.idrc.ca/ev.php?ID=8049\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://network.idrc.ca/ev.php?ID=8049_201&ID2=DO_TOPIC)

<sup>33</sup> Union Internationale des Télécommunications : nombre de femmes employées dans les administrations des télécommunication (fournies par un tiers des états) ; Bureau des Statistiques des Nations Unies et Base de donnée sur les Objectifs de Développement du Millénaire des Nations Unies (depuis janvier 2003) : pourcentage de femmes utilisatrices d'Internet sur l'ensemble des usagers ; pourcentage de femmes utilisatrices d'Internet sur l'ensemble des femmes

<sup>34</sup> PNUD **Objectifs de développement du Millénaire** <http://www.un.org/french/millenniumgoals/> Notamment objectifs 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard) ; 7 : Assurer un environnement durable (Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales) et 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous) ; **Base de donnée des Indicateurs du Millénaire** : 8 objectifs, 18 cibles et 48 indicateurs pour mesurer la marche vers les Objectifs de développement du Millénaire [http://unstats.un.org/unsd/mi/mi\\_goals.asp](http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_goals.asp)

La présente proposition de recherche exploratoire sur les données et indicateurs permettant de mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone se base sur les **hypothèses** de recherche suivantes :

- En Afrique de l'Ouest francophone, **la fracture numérique est aussi une fracture de genre**, qui se reflète dans les disparités en termes de localisation, d'âge, d'emploi, d'éducation, de connaissances, linguistiques, de statut socio-économique et professionnel.
- Les **politiques de TIC** développées dans cette région ne tiennent pas compte des inégalités de genre et doivent être **rectifiées** dans ce sens pour assurer une meilleure réalisation de leurs objectifs

#### **I - 4 - Mener la recherche en Afrique francophone**

Il n'est pas paradoxal de proposer de mener un tel travail de recherche en Afrique de l'Ouest francophone qui a été l'une des dernières régions du monde à s'intégrer dans l'ère numérique. Elle compte plusieurs des pays du monde les moins avancés, les plus pauvres, les plus pénalisés par la mondialisation et la fracture numérique.

Dans cette région, la prévalence des femmes pauvres et marginalisées constitue l'un des enjeux majeurs du développement et leur **grande vulnérabilité risque de s'accroître** dans l'ère de l'information, notamment en **zones rurales et périurbaines**. La grande majorité d'entre elles n'est pas **alphabétisée** en langues internationales de communication, notamment en anglais, la langue véhiculaire de la société de l'information. Elles participent très peu au **secteur formel** de l'économie, y compris dans le secteur des TIC. Il est raisonnable de supposer que **le taux de fracture numérique de genre y est l'un des plus élevé du monde**.

Dans le monde entier, la mesure de la fracture numérique de genre fait partie des **domaines quasi-vierges de la connaissance**. L'intérêt de mener un travail de recherche exploratoire sur ce thème dans la zone marginalisée de la société de l'information que représente l'Afrique de l'Ouest francophone n'en est que plus important, car il permettra de combler une partie de la fracture numérique à différents niveaux :

- La **société mondiale du savoir** bénéficiera d'un travail exploratoire de recherche appliquée dans ce domaine nouveau.
- La **communauté africaine de recherche** sur le développement durable verra ses domaines et compétences étendues à un domaine qu'elle aborde encore insuffisamment, et renforcées par l'action de recherche.
- Les **divers décideurs politiques du secteur des TIC** disposeront d'outils d'aide à la décision qui leur permettront d'orienter les politiques, réglementation et allocations budgétaires dans un sens plus conforme à leur mission de promotion du développement pour tous
- Les **organisations actives pour la promotion de l'égalité de genre** (organisations de femmes et de la coopération internationale au développement) disposeront de données plus expressives à l'appui de leur plaidoyer et de leurs actions pour un développement équitable
- Les **femmes de la sous-région**, en particulier dans ses zones marginalisées, bénéficieront à long terme de l'orientation des politiques basées sur les fruits de la recherche.

Ce projet est en **conformité** avec les tendances actuelles du développement. Entrepris dans un cadre géographique circonscrit, il pourra être **répliqué et adapté** par d'autres programmes de développement, y compris dans un cadre plus vaste. Il contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable et équitable, au bénéfice des populations vulnérables et désavantagées, notamment les femmes en général, et celles des zones rurales et péri-urbaines en particulier. Dans ce sens, il s'inscrit dans la ligne des grandes **orientations programmatiques du Centre de Recherches sur le Développement International**, notamment en terme recherche pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de promotion des TIC pour le développement

### **I - 5 - Renforcer les capacités de recherche en Genre et TIC**

Ce projet de recherche exploratoire sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone représente toutefois un défi certain.

Ce domaine de **recherche est nouveau**, les personnes qui le mèneront à bien – identifiées dans le cercle limité des chercheur(e)s spécialisé(e)s dans le domaine du genre et des TIC - devront être **formées, soutenues et encadrées**, y compris en utilisant les TIC. Cette recherche exploratoire sera limitée à **6 pays de l'Afrique de l'Ouest francophone**, parmi ceux dont le **secteur de la recherche sur les TIC et le genre est le plus développé**.

La thématique novatrice du travail de recherche devra nécessairement recourir à une **méthodologie compatible avec l'observation de phénomènes sociaux comme ceux des relations de genre**. Elle devra **s'inspirer de méthodologie d'observation et d'évaluation d'initiatives de TIC**, et proposer une **gamme d'indicateurs et de données aussi bien qualitatifs que quantitatifs**<sup>35</sup>.

S'agissant d'un travail exploratoire dans un domaine nouveau mais vaste, **la recherche ne pourra être exhaustive**. Dans un premier temps, l'objectif sera limité à la production d'une **gamme restreinte mais significative d'indicateurs et de données illustrant la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone**. Ceux-ci devront être **immédiatement utiles** aux principales catégories de bénéficiaires que sont les organisations de promotion de l'égalité de genre dans le développement et les décideurs politiques du secteur des TIC et servir de base d'indicateurs de contrôle à long terme.

On s'attend à ce que cette première gamme limitée d'indicateurs et de données soit **critiquée, amendée et complétée, dans le futur, par la communauté des chercheurs ouest-africains spécialistes du genre et des TIC**, communauté que cette recherche permettra de promouvoir.

La mise en œuvre de ce projet de recherche s'appuiera sur **l'expertise acquise** par les membres du Réseau Genre et TIC, au nom duquel il est présenté par ENDA au CRDI, et notamment leurs ressources humaines et institutionnelles.

Le réseau de chercheur(e)s à mettre en place sera identifié au sein des **réseaux** auxquels appartiennent les membres du Réseau Genre et TIC. Son organisation bénéficiera de

---

<sup>35</sup> Telles que la **Méthodologie d'Evaluation en Genre des Initiatives de TIC**, proposée par le Programme d'Appui aux Réseaux de Femmes de Association for Progressive Participation, <http://www.apcwomen/gem>

l'appui technique développé par ENDA en termes de facilitation de la communication électronique et ses **démarches institutionnelles** sur l'appui apporté par les services publics membres et sympathisants du Réseau Genre et TIC. **L'environnement de recherche** bénéficiera de l'insertion des membres de l'équipe de chercheurs dans la communauté africaine, francophone et ouest-africaine de recherche sur les problématiques genre et TIC.

## II - OBJECTIFS

### Objectif général

Mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

### Objectifs spécifiques

**Objectif spécifique 1** - Organiser un **réseau** sous-régional et francophone de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique.

**Objectif spécifique 2** - Identifier un **ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives** permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone.

**Objectif spécifique 3** - **Mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données**, à partir de recherches entreprises dans six pays témoins en Afrique de l'Ouest francophone, et en proposer une analyse de synthèse.

**Objectif spécifique 4** - **Produire, publier et diffuser** les résultats, auprès des audiences d'utilisateurs concernés.

## III - METHODOLOGIE

### Principes directeurs de la recherche

**Principe 1** – Cette recherche **exploratoire** ne sera pas exhaustive. Elle sera limitée géographiquement à d'un échantillon de six pays témoins en Afrique de l'Ouest francophone, Thématiquement, elle se cantonnera à la sélection d'une gamme limitée mais significative de données et indicateurs, sur la base de critères de simplicité, lisibilité, reproductibilité, et utilité pour les bénéficiaires directs de la recherche. Le but principal est encourager les organisations et pays à collecter systématiquement des données et indicateurs sensibles au genre dans le domaine des TIC.

**Principe 2** – Il s'agit d'une **recherche quantitative et qualitative initiale**, entendue comme devant être critiquée, complétée, amendée, et reproductible ensuite et / ou dans d'autres contextes.

**Principe 3** – Cette recherche sera menée sur une base **interdisciplinaire**, pour mieux cerner l'intersection entre les domaines genre et TIC.



**Principe 4** – La recherche sera menée de façon **participative**, associant lors de sa conception, de sa mise en œuvre, de son exploitation et de sa diffusion, les principales catégories de bénéficiaires directs des travaux : les instances locales, nationales, régionales et globales de promotion de l'égalité de genre, de recherche, et de décision politique dans le secteur des TIC

**Objectif spécifique 1 - Organiser un réseau sous-régional et francophone de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique**

La recherche se déroulera dans **six pays d'Afrique de l'Ouest francophone**, choisis parmi ceux qui présentent une expérience avancée en TIC, en promotion de l'égalité de genre et en recherche en genre et TIC. Les pays retenus sont : le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina-Faso, le Cameroun et le Bénin.

Rassemblant autant de chercheur(e)s-associé(e)s que de pays concernés, **l'équipe de recherche** sous-régionale sera organisée et coordonnée par le Réseau Genre et TIC.

Les **chercheur(e)s-associé(e)s** seront identifié(e)s par appel à manifestation d'intérêt lancé dans les réseaux électroniques pertinents, notamment : femmes-afrique ; Regentic-Info ; aaw-network (APC Femmes Afrique) ; femmes-ntic ; African Information Society Initiative Discussion Forum, gain.

Les **critères de sélection** des chercheur(e)s associé(e)s tiendront compte : de leur expérience du pays représenté, de leur affiliation à une organisation travaillant sur la thématique genre et TIC, de leur expertise personnelle en recherche statistique et qualitative (cinq années de formation supérieure), de leur capacité d'accéder à et d'utiliser les TIC (messagerie électronique individuelle et collective leur recherche d'informations sur le web), de leur capacité à rassembler une équipe nationale de collecte de données. Ils devront en outre pouvoir s'assurer d'une audience représentative d'acteur/trices des secteurs publics, privés et civils, sujets de recherche, de la disponibilité pour participer aux activités de conception, réflexion, analyse et restitution, menées principalement en ligne et pour une part en vis-à-vis, durant la totalité du projet de recherche.

Les **candidatures** exprimées suite à l'appel à manifestation d'intérêt seront examinées par un collège de personnes actives du Réseau Genre et TIC, selon une procédure à finaliser.

L'équipe de recherche communiquera et travaillera principalement par **liste électronique**, mise en place et facilitée par la coordonnatrice du projet. La liste sera le principal support des actions d'information, de discussion, de formation, de décision et de restitution des travaux de recherche. Les informations à destination publique produites à l'occasion du projet de recherche seront accessibles à partir d'une section du **site web** famafrique<sup>36</sup>.

Un **groupe de référence bénévole**, composé de personnes-ressources expertes sur les questions de genre et TIC en Afrique, et intervenant à titre de conseil en méthodologie, sera invité à participer à cette liste<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> <http://www.famafrique.org>

<sup>37</sup> Parmi les personnes pressenties : membres du Réseau Genre et TIC, représentante du CRDI, Nancy Hafkin, représentante de UNIFEM Dakar, Sophia Huyer ...

Le réseau initial s'ouvrira, ensuite, à d'autres intervenant(e)s pour constituer, en fin de projet, la **base d'un réseau** électronique plus vaste liant les chercheur(e)s en genre et TIC, actif au-delà du terme du projet de recherche.

*Durée : 2 mois*

**Objectif spécifique 2 - Identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone**

Les étapes 1 à 3 seront menées en ligne, au moyen de la liste électronique créée à la phase précédente. L'étape 4 sera la tenue d'un atelier en vis-à-vis des membres du réseau à Dakar. Les informations à usage public (documents de formation, ressources et liens...) seront publiées sur le site web créé à l'occasion du projet, mais celui-ci ne sera lancé publiquement que lors de la mise en oeuvre de l'Objectif Spécifique 4.

**Etape 1 - Information/mise à niveau/formation sur les indicateurs de disparités et la mesure de la fracture numérique et les disparités de genre.**

La liste permettra de diffuser et discuter au sein du réseau initial de chercheu(e)s associé(e)s les documents d'appui à la recherche, identifiés par une recherche exploratoire en ligne sur Internet, et des contacts électroniques avec des personnes-ressources contactées par la coordinatrice du réseau. Une section du site web consacré au projet servira de portail documentaire à cet effet.

**Thématiques de mise à niveau/formation :**

- Analyse documentaire et bibliographique disponible sur le secteur des TIC et l'égalité de genre
- Recensement des sources statistiques et qualitatives d'information disponibles en ligne
- La fracture numérique et les disparités de genre dans le secteur des TIC
- La mesure de la fracture numérique : rôle, caractéristiques et pertinence relative des indicateurs statistiques et indicateurs qualitatifs
- Les avancées méthodologiques de la mesure et qualification de la fracture numérique de genre dans le monde et en Afrique

**Méthodologie :** La coordinatrice du projet de recherche assurera la mise à disposition des références bibliographiques, documentaires et de référence, l'analyse de leur contenu, et facilitera la discussion en ligne de leur pertinence.

*Durée : 2 mois, puis maintenance continue jusqu'en fin du projet*

**Etape 2 - Consensus sur les caractéristiques souhaitables des indicateurs et données pertinentes pour mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone**

**Définition :** "Un indicateur est une variable ayant pour objet de mesurer ou d'apprécier un état ou une évolution. Ce doit être une information simple (facilement compréhensible) qui peut-être quantifiée de manière claire, reproductible et rapide et doit synthétiser des phénomènes complexes à différentes échelles (...) Un bon indicateur doit être sensible aux

changements attendus, être fondé sur des données fiables et facilement accessibles et être compris et accepté par ses utilisateurs <sup>38</sup>.

Les caractéristiques d'un indicateur utile sont :

- La **qualité** des données : validité scientifique (bases théoriques saines) et la validité statistique (précision, crédibilité, robustesse)
- La **faisabilité** : disponibilité (données accessibles et reproductibles) et coût (d'acquisition et de traitement) des données
- La **pertinence vis-à-vis du sujet** (mesurer/qualifier la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone) : représentativité spatiale (couverture géographique) et historique (sensibilité aux évolutions structurelles)
- la pertinence vis-à-vis des acteurs (répondant aux attentes des utilisateurs) :
  - o Les décideurs et acteurs : définition d'un objectif quantifié ou existence d'une valeur de référence ; possibilités de comparaison ; possibilités d'utilisation à l'occasion de scénarios prospectifs
  - o Le public et les médias : simplicité ; lisibilité (compréhension immédiate) ; adéquation avec les centres d'intérêts du public.

"Les indicateurs sont des variables (...) qui fournissent des renseignements sur d'autres variables plus difficiles d'accès (...) Les indicateurs servent de repère pour prendre une décision... » (GRAS et Al., 1989)". "Ils fournissent des informations au sujet d'un système complexe en vue de faciliter sa compréhension (...) aux utilisateurs de sorte qu'ils puissent prendre des décisions appropriées qui mènent à la réalisation des objectifs » (MITCHELL et Al., 1995)". Un indicateur correspond à une vision synthétique du système. Il permet de simplifier l'information. C'est un compromis entre les résultats scientifiques et la demande d'information concise.<sup>39</sup>

En résumé, un indicateur de contrôle doit être :

- **fiable** : ne pas induire en erreur
- **adaptable** : tenir compte de la spécificité des contextes
- **sensible** : réagir rapidement aux changements
- **reproductible** : traduire fidèlement les variations constantes
- **facile d'utilisation** : même dans des conditions précaires de travail
- **de faible coût de relevé et de traitement** : pas de charges substantielles lors de leurs relevés et analyses<sup>40</sup>

Nancy Hafkin<sup>41</sup> évoque une **série indicative de données** susceptibles de rendre compte de la fracture numérique de genre :

1. **Accès à Internet** : données utiles en termes d'accès universel, données devant être recoupées avec la localisation et les revenus.
2. **Accès aux télécommunications** : peu d'indicateurs sont disponibles sauf éventuellement en termes d'abonnements aux téléphones portables ; accès aux radios.
3. **Contenus** : aucune donnée disponible, éventuellement étude qualitative des types de sites spécialisés ou plus couramment visités.

---

<sup>38</sup> Source : [http://www.geotraceagri.net/fr/outils/indicateurs\\_gt.php](http://www.geotraceagri.net/fr/outils/indicateurs_gt.php)

<sup>39</sup> Id.

<sup>40</sup> Alioune Camara et Ramata Thioune **Introduction à la session sur l'évaluation d'impact : focus sur les indicateurs**, CRDI/Acacia, "Open Knowledge Network", Gorée, 6 avril 2003

<sup>41</sup> Op. cit.

4. **Emploi dans l'économie de l'information** : statistiques d'emploi dans les industries des TIC et des télécommunications, services et production, usages et utilisation, y compris en termes de hiérarchie professionnelle.
5. **Contribution à la production du savoir et de l'information** : participation des femmes aux activités de recherche et développement dans le secteur privé et public en termes de science et technique informatique et de communication.
6. **Participation des femmes à l'économie basée sur les TIC, y compris le e-commerce** : télétravail
7. **Education** : à partir des données désagrégées par sexe publiées par l'UNESCO<sup>42</sup>
8. **Prise en compte politique du genre dans le secteur des TIC** : analyse des plans, politiques et stratégies dans les secteurs TIC et télécommunications (Côte d'Ivoire, Guinée)
9. **Participation à la décision dans les télécommunications et les TIC** : représentation des femmes aux instances de décision des TIC (secteurs privé et public, instances de régulation et de normalisation, organisations professionnelles, ministères, organisations et instances internationales)

Le réseau examinera comment mettre localement en oeuvre ces recommandations, par exemple autour des **thématiques** suivantes :

1. **Accès** aux infrastructures, aux équipements et à la connectivité (disponibilité et coûts) : disparités spatiales, de genre.
2. **Capacités** d'utilisation, éducation, alphabétisation, besoin d'informations.
3. **Accessibilité** culturelle : localisation, horaires, mobilité, stéréotypes, freins.
4. **Contenus** : adéquation aux besoins des femmes, formats.
5. **Utilisations** et usages (personnel, économique, loisir, éducation, développement personnel/familial)
6. **Emploi** : nature, hiérarchie, télétravail.
7. **Pouvoir et décision** : représentation, expertise technique, économique et sociale.
8. **Protection** de la vie privée et de la sécurité.

En relation avec le travail conceptuel réalisé en ligne, les chercheur(e)s associé(e)s entreprendront d'identifier les **sources locales d'information et les données disponibles**, pouvant servir d'appui à la production des indicateurs synthétiques.

Au titre des **sources locales d'information**, on peut repérer :

- Les **sources de données** statistiques et informations de base sur les contextes socio-économiques et institutionnels/organisationnels des pays, en particulier dans le domaine du genre et des TIC : statistiques nationales et internationales disponibles et désagrégées par sexe (enquêtes nationales, IUT, UNESCO, FNUAP, BIT, PNUD, etc.), statistiques d'usage, textes de référence...
- Les **lieux d'observation** quantitative et qualitative pertinents pour observer la fracture numérique de genre : institutions, entreprises, fournisseurs d'accès et d'abonnements, équipementiers, télécentres et lieux publics d'accès à Internet, associations et organisations professionnelles, organismes universitaires, de recherche et de formation, médias, organisations du secteur populaire (informel)...
- les **types d'indices** possibles et souhaitables (quantitatifs et qualitatifs)...
- les **types de ressources humaines** à solliciter pour collecter les données (associations, personnes-ressources, journalistes, étudiant(e)s, etc.

**Durée** : 2 mois

---

<sup>42</sup> Unesco Gender-sensitive Education Statistics and Indicators

**Etape 3 - Accord sur les critères de sélection d'indicateurs à retenir à l'occasion de la recherche de terrain**

Nancy Hafkin<sup>43</sup> recommande : "Différents indicateurs sont nécessaires, et doivent dépasser la seule référence à l'utilisation différentielle d'Internet par les hommes et les femmes. Ils doivent permettre de **répondre à des questions** :

- Quelles sont les **difficultés particulières des femmes**, en termes d'accès, de contenu, de langue, d'alphabétisation, en particulier pour les femmes pauvres.
- Quels **autres médiums de TIC** (autres que Internet) sont accessibles, par exemple radio, portables.
- Les indicateurs **ne doivent pas porter que sur l'économie du savoir, mais sur la société du savoir** : participation des femmes à la science et à la technologie, égalité des chances, y compris dans le secteur informel, participation politique."

Les produits de la recherche conceptuelle et documentaire permettront de clarifier quels types d'indicateurs et de données, quantitatives et qualitatives, il est possible de construire, pour répondre aux questions ci-dessus, dans le contexte des six pays de la recherche.

*Durée : Un mois*

**Etape 4 - Atelier sous-régional : Consensus sur la nature, le nombre, la définition, les procédures de collecte et de traitement des données et indicateurs quantitatifs et qualitatifs, significatifs de la fracture numérique de genre, valables pour l'ensemble des six pays.**

Un atelier sous-régional rassemblera les membres de l'équipe de recherche, des représentantes du Réseau Genre et TIC, et quelques personnes-ressources invitées es-qualité (par exemple : spécialiste de l'analyse du savoir, en traitement statistique des données, spécialiste en communication, etc.), à Dakar. L'atelier sera facilité par un(e) spécialiste en animation de groupe.

A la lumière du travail préliminaire accompli en ligne et localement dans chaque pays, l'atelier statuera sur la nature des données et indicateurs à collecter dans l'ensemble des six pays. Il précisera leur définition formelle, les lieux et méthodes et procédures (en termes de validité statistique et éthique<sup>44</sup>) de collecte, de restitution et de traitement à l'occasion de la recherche.

**Éléments de programme** (provisoire) :

- Compte-rendu des chercheur(e)s associé(e)s sur les données et informations préexistant dans leurs pays respectifs, pouvant servir à mesurer la fracture numérique de genre (intervenants : les chercheur(e)s-associé(e)s)
- Identification et définition d'une série limitée de données et indicateurs communs aux six pays (intervenants : les participants et le/la facilitateur/trice)
- Collecte et traitement de données statistiques : formation de base, aspects techniques et éthiques (formateur/trice : un(e) statisticien(ne))

---

<sup>43</sup> Op. cit.

<sup>44</sup> Description des procédures de détermination et taille des échantillons, critères éthiques de protection de la confidentialité, de la vie privée, de la dignité et de l'intégrité des participants, de l'équilibre de genre chez les sondeurs et les sondés, modes d'obtention du consentement éclairé des intéressés (institutionnels ou particuliers), procédures de restitution aux intéressés des résultats de la recherche.

- Collecte et traitement de données qualitatives : initiation, aspects techniques et éthiques (formateur : un(e) communicateur/trice)
- Protocoles de collecte à mettre en œuvre : méthodologie, restitution, contrôle, traitement (intervenante(e) : facilitateur/trice).

**Produit de l'Atelier** : protocoles techniques d'enquête, à mettre en œuvre dans les différents domaines suivants, constituant les principaux domaines où peut s'observer la fracture numérique de genre, en relation, le cas échéant, avec d'autres variables significatives des inégalités de genre :

**1 - Education et formation** (cursus général et spécialisé en sciences et techniques)  
(par domaines d'éducation, par étudiants, niveaux, enseignants, recherche)  
Croisement prévu avec la variable âge

**2 – Activité professionnelle dans le secteur des TIC**  
selon les différents secteurs des TIC (ingénieurs, développeurs, médias, chercheurs, industries, production et diffusion de l'information et de la communication)  
Croisement prévu avec la variable hiérarchique

**3 – Par l'usage**  
Nombre de femmes utilisatrices, consommatrices, clientes, place des femmes dans les organisations de consommateurs, d'usagers (degré de participation des femmes et prise en compte des préoccupations des femmes)  
Croisement prévu avec la variable localisation (rural, urbain, péri-urbain) et peut-être éducation

**4 – Applications** : (Entreprenariat et activités)  
Place des femmes dans la mise en œuvre et l'utilisation d'applications (par exemple entreprenariat, santé, etc.)  
Croisement prévu avec : secteur formel et informel, localisation urbaine/rurale, âge

**5 – Participation à la décision**  
Selon le secteur de décision (public, privé, civil, international, local)  
Croisement prévu avec la variable hiérarchique

**6 – Activisme/Plaidoyer**  
Présence des femmes dans les instances de militantisme en TIC et développement (ONG, syndicats, associations, réseaux etc.)  
Avec mise en évidence des enjeux stratégiques (par ex : logiciels libres, gouvernance, etc.) et des niveaux d'intervention : local, national, régional, mondial

La gamme d'indicateurs et données retenues aura pour objectif de répondre aux questions mises en évidence par N. Hafkin, en permettant d'identifier par des données et indicateurs, en termes de relations de genre dans le domaine numérique et pour les pays concernés :

- Où sont les femmes dans la société de l'information et du savoir ? impact de la pauvreté et des disparités
- Quelles sont les réponses apportées par la société numérique aux **besoins** des femmes ? (santé, scolarisation, formation, alphabétisation, rôle économique, domestique, social : exemples de réussites et de carences)
- **Quel rôle** pour les femmes dans la société de l'information ?
- Quel est le rôle **politique** des femmes : taux des femmes décideurs dans les différents secteurs de la société

- Quelles sont les **conséquences** personnelles, économiques, sociales et culturelles de la marginalisation des femmes dans la société numérique.

*Durée : Préparation : deux mois, Durée de l'Atelier : 6 jours*

**Objectif spécifique 3 - Mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données, à partir de recherches entreprises dans six pays témoins en Afrique de l'Ouest francophone, et en proposer une analyse de synthèse**

De retour dans leurs pays respectifs, les chercheur(e)s associé(e)s mettront en œuvre les **protocoles d'enquête qualitative et quantitative** tels que définis par l'atelier. Ils se feront assister par une équipe locale d'enquêteur(e)s qui administreront les questionnaires d'enquête, conduiront les entretiens et/ou réaliseront les reportages prévus à l'occasion du protocole.

Les chercheur(e)s associé(e)s transcriront les résultats bruts collectés sous format électronique et les posteront dans la liste électronique, avec les **résultats de synthèse nationale** qu'ils en auront déduit. Ces résultats nationaux seront discutés par l'ensemble des chercheur(e)s associé(e)s. Ils seront **collationnés, traités, synthétisés et présentés sous forme synthétique** (tableaux, graphiques, illustrations, récits) par la coordinatrice de recherche, assistée d'un(e) statisticien(ne) et d'un(e) communicateur(trice), pour être discutés et validés en groupe et en ligne.

*Durée : quatre mois (collecte d'informations de terrain : trois mois ; traitement et analyse globale : un mois)*

**Objectif spécifique 4 - Produire, publier et diffuser les résultats, auprès des audiences d'utilisateurs concernés.**

Les données nationales et de synthèse, et les discussions en ligne, permettront à la coordinatrice de la recherche de produire un **rapport global de recherche**. Celui-ci proposera une évaluation la fracture numérique de genre dans les six pays concernés. Il décrira le processus mis en œuvre pour collecter les informations, les interprétations des résultats en termes de stratégie d'action, et proposera une série de pistes d'action pour réduire la fracture numérique de genre dans la sous-région.

Ce document sera validé en ligne par l'équipe des chercheur(e)s associé(e)s.

*Durée : deux mois.*

Après validation par l'équipe de recherche, le document sera édité, mis en maquette et **publié** sur papier et en format électronique.

*Durée : deux mois.*

Chaque chercheur(e) associé(e) recevra un stock restreint de publications papier, à diffuser auprès des décideurs nationaux en genre et TIC, au cours d'un **atelier national de restitution** à organiser localement et faisant objet de médiatisation. Les copies supplémentaires nécessaires seront accessibles en ligne en format pdf. Parallèlement, un **lancement mondial** sera organisé par voie électronique (messagerie électronique et Internet), par la coordinatrice de la recherche. Les lancements nationaux et en ligne permettront en outre **d'ouvrir le réseau** initial de chercheurs en genre et TIC en Afrique

francophone, selon les modalités qui seront discutées en ligne par le réseau initial (profil souhaité des membres, coordination du réseau, modalités de l'animation du réseau, plan d'action du réseau)

Les résultats de la recherche seront présentés au Sommet de Tunis sur la Société de l'Information en novembre 2005.

Le rapport final et financier sera produit parallèlement.

*Durée : Deux mois*

#### IV - RESULTATS ET DIFFUSION

Résultat /produit	Plan de diffusion	Mise en œuvre	Utilité des résultats	Usagers	Usagers intermédiaires	Bénéficiaires ultimes	Obstacles éventuels
Un réseau de recherche en genre et TIC initié et lancé en Afrique de l'Ouest francophone	Constitution Renforcement des capacités Elargissement en fin de projet	Liste électronique de liaison  -Site web  Plan d'action ultérieur du réseau	- Extension de la capacité de recherche sous-régionale  - Meilleures conditions d'insertion de l'Afrique francophone dans la société de l'information	-Noyau initial de 6 chercheurs associés via la liste électronique, le site web et l'atelier de formation-recherche	-6 équipes nationales de collecte d'information sensibilisés	Les décideurs politiques du secteur genre et TIC en Afrique de l'Ouest francophone	Indisponibilité imprévue de membres du réseau  Déficiences en informatique ou en connectivité
Un groupe de référence constitué	Association à la liste de diffusion	Consultation bénévole	Validation en continu de la méthodologie de recherche	Le réseau de chercheur(e)s associé(e)s	Le Réseau Genre et TIC et les institutions de recherche d'appartenance des membres du groupe de référence	Les membres du Réseau de Recherche	Indisponibilité imprévue d'un membre  Maîtrise du français
Un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et de données quantitatives et qualitatives de la fracture numérique de genre	Production d'une publication papier et en ligne des résultats de recherche	Organisation de six ateliers nationaux de sensibilisation  Diffusion en ligne	Outils d'analyse, de plaidoyer et de décision politique	Décideurs politiques du secteur Genre et TIC (ateliers nationaux, lancement en ligne, médiatisation)	Communauté de la recherche (en ligne), Organisation militant pour l'égalité de genre (en ligne et en vis-à-vis localement)	Les femmes d'Afrique francophone	Crédibilité absolue des données  Non-exhaustivité des résultats  Mise en œuvre limitée par les évolutions politiques

#### V – INSTITUTION ET PERSONNEL

Ce projet de recherche est présenté à l'occasion du Réseau Genre et TIC par l'organisation internationale non-gouvernementale ENDA Tiers-monde, qui en assure la coordination, le suivi et l'administration.



ENDA<sup>45</sup> intervient avec les groupes les plus pauvres dans la recherche et la mise en œuvre d'un développement alternatif, en joignant action, recherche, formation, communication, et participation à la décision. Son équipe SYNFEV **Synergie Genre et Développement**<sup>46</sup> a pour mission de promouvoir des actions de développement au bénéfice des femmes, par la promotion de l'égalité de genre, pour la paix et le développement. L'équipe anime le Programme "**Communication électronique pour les femmes d'Afrique francophone**"<sup>47</sup>, qui a notamment animé différents réseaux électroniques et sites web au bénéfice des femmes en Afrique francophone, et des actions régionales et globales de formation, recherche et plaidoyer sur la dimension de genre dans le secteur des TIC en Afrique francophone. La phase 2001-2003 de ce programme a débouché sur la mise en œuvre du **Réseau Genre et TIC**<sup>48</sup>, coordonné par ENDA. La Coordination Administrative et Financière de ENDA assurera la gestion des fonds alloués pour la mise en œuvre du projet.

Le **Réseau Genre et TIC** a été créé en novembre 2002 à l'issue de l'Atelier "Dimensions de genre des politiques de TIC au Sénégal"<sup>49</sup>, organisé par ENDA en partenariat avec l'Agence sénégalaise de Régulation des Télécommunications<sup>50</sup> et l'Observatoire des Systèmes d'Information, Réseaux et Inforoutes du Sénégal<sup>51</sup>. Sa mission est de faciliter la concertation entre les organisations de femmes et de la société civile et l'ensemble des acteurs du secteur des TIC pour promouvoir l'égalité de genre, la paix et le développement dans la Société nationale, africaine et mondiale de l'information. Ses priorités sont la promotion de l'expertise en genre et TIC des organisations de femmes et de la société civile, la concertation multi-sectorielle et le plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les politiques de TIC. Son plan d'action<sup>52</sup> - dont fait partie le présent projet - est mis en œuvre dans le cadre d'une convention de partenariat<sup>53</sup> passée entre ces trois organisations, coordonné et administré par ENDA.

Le projet de recherche sera **coordonné** par Mme Marie-Hélène Mottin-Sylla, responsable de l'équipe Synergie Genre et Développement et coordonnatrice du Réseau Genre et TIC (*Voir CV en annexe*), qui assurera la facilitation du forum électronique, la création et la maintenance du site web, la constitution et l'animation du groupe de référence et du réseau, la supervision de la coordination administrative et financière, en liaison avec la Coordination Administrative et Financière de ENDA, la formation en ligne, la production de la synthèse régionale, la supervision de la publication et la coordination des ateliers nationaux, les rapports financier et final.

Elle sera assistée par un(e) **assistant(e) de programme** recruté(e) à plein temps pour toute la durée du projet qui l'appuiera dans les tâches de gestion des relations avec le réseau des chercheurs et le comité conseil, de gestion de la liste électronique et du site web, de suivi financier et administratif.

**Les six chercheur(e)s associé(e)s** seront recrutés selon les procédures mentionnées page 11. Chacun(e) interviendra sur une base équivalente à cinq jours par mois, sur toute la durée

<sup>45</sup> <http://www.enda.sn>

<sup>46</sup> <http://www.enda.sn/synfev/synfev.htm>

<sup>47</sup> <http://www.enda.sn/synfev/planact01-03.htm>

<sup>48</sup> <http://www.famafrique.org/regentic/accueil.html>

<sup>49</sup> <http://www.famafrique.org/smsi.gentricsn/accueil.html>

<sup>50</sup> <http://www.art-telecom-senegal.org>

<sup>51</sup> <http://www.osiris.sn>

<sup>52</sup> <http://www.famafrique.org/regentic/planaction.html>

<sup>53</sup> <http://www.art-telecom-senegal.org/telecharger/conventionplandaction20032005.pdf>

du projet, et percevra une indemnité de recherche ainsi que de transport pour la supervision des enquêtes et la collecte de données primaires.

Dans la phase de collecte des données, ils/elles seront assisté(e)s par une **équipe nationale d'enquêteurs** chargés de collecter les données quantitatives et qualitatives (4 personnes par équipe) percevant une indemnité forfaitaire.

L'atelier sous-régional sera facilité par un(e) **spécialiste en animation de groupe**. Un(e) **statisticienne** et un(e) **communicateur/trice** interviendront à titre de personnes-ressources lors de l'atelier et à titre de conseils lors de la synthèse des données. Une **assistante administrative** sera recrutée temporairement pour la préparation de l'atelier.

## VI – CALENDRIER ET BUDGET

### Calendrier

Trimestre	1	2	3	4	5	6
Objectif 1 - Réseau	X X					
Objectif 2 - Indicateurs et données						
1 – Mise à niveau/formation	X	X X X	X X X	X X X	X X X	X X X
2 – Caractéristiques		X X				
3 – Critères			X			
4 – Atelier Procédures			X X			
Objectif 3 - Collecte et synthèse			X	X X X		
Objectif 4 - Publication & diffusion						
1 – Contenu					X X	
2 – Publication					X	X
3 – Restitution						X X
4 – Rapport						X X

### Budget prévisionnel en FCFA

Poste	Sous total	Contribution locale
1 - Rémunérations	47 250 000	20 250 000
2 - Frais de recherche	7 260 000	-
3 - Biens d'équipement		9 000 000
4 - Conférences	10 360 000	-
5 - Experts-conseils	2 000 000	
6 - Déplacements	1 500 000	
7 - Diffusion	9 530 000	800 000
<i>Sous-total 1 à 7</i>	77 900 000	30 050 000
8 - Frais généraux	10 127 000	3 906 500
<b>Total</b>	<b>88 027 000</b>	<b>33 956 500</b>

(Détail des coûts et notes au budget : voir fichier excell joint)

## Curriculum vitae de la coordinatrice du projet

**Marie-Hélène Mottin-Sylla**

ENDA-SYNFEV

Environnement et Développement du Tiers Monde ; Synergie Genre et Développement  
4 rue Kléber, B.P. 3370 ; Dakar, Sénégal

<http://www.enda.sn/synfev/synfev.htm>

Tel : 221 823 45 42 ; Fax : 221 822 26 95 ; Email : mhms@enda.sn

## Expérience professionnelle

### **2003 –1987 - ENDA Tiers-Monde, Dakar**

Responsable de l'équipe SYNFEV

Programmes : "Autonomie économique pour les femmes", "Santé et droits pour les femmes",  
"Communication pour les femmes".

Création et animation de réseaux électroniques et Internet : famafrique, Parenté conjointe, Réseau  
Genre et TIC

Recherche, formation, publications, traduction, administration de projets, actions en réseaux -  
<http://www.famafrique.org>

### **1994 –1995 – UNIFEM, Dakar**

Chargée de programme en coopération

Conception et mise en œuvre du programme de coordination de la participation des ONG de femmes  
à la 5<sup>ème</sup> conférence régionale sur les femmes (Dakar, 1994)

### **1977–1987 - ENDA Tiers-Monde, Dakar**

Chargée de publication

Production des publications d'ENDA.

Administration de programmes

### **1975–1977 - CNRS, Centre d'Etudes du Tourisme, Paris**

Assistante de recherche

- Recherches en sociologie du tourisme

## Formation

### **1972–1977 - Universités d'Aix-Marseille et de Paris I**

Brevet de Technicien Supérieur de Tourisme, équivalence de Licence.

Diplôme du Centre d'Etudes Supérieures de Tourisme, Equivalence de Maîtrise

- Certificat d'Aptitude à la Gestion des Entreprises, Diplôme de l'Institut d'Administration  
des Entreprises, D.E.S.S

## Affiliations

- Association for Progressive Communication : Programme d'Appui aux Réseaux des  
Femmes, Programme régional Afrique,
- Réseau Genre et TIC (coordinatrice)
- Conseillère internationale de Bridge (UK), Global Fund for Women (U.S.A.), Observatoire  
des politiques de TIC (Afrique du Sud)
- Réseau Mondial des Femmes pour les Droits de la Reproduction

# **Rapport d'étape technique, Année 1**



**environnement et développement  
du tiers monde**

**réseau genre et TIC**



## **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**

Projet de recherche exploratoire  
sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs  
de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone  
(Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal)

**Référence** : Dossier du Centre : 101577

**Rapport d'étape technique, Année 1**  
(6 février 2004 – 6 février 2005)

**Institution de recherche :**

ENDA – Environnement et Développement du Tiers Monde  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal

Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95 ; Courriel : [se@enda.sn](mailto:se@enda.sn)

Chargée de projet : Marie-Hélène Mottin-Sylla

### **Sommaire**

1) - Synthèse	2
2) - Mise en œuvre de la recherche	3
- Objectif 1 : Organisation d'un réseau de recherche	4
- Objectif 2 : Identification d'un ensemble d'indicateurs	6
- Objectif 3 : Recherche de terrain et synthèse régionale	7
3) - Exécution et gestion du projet	8
4) - Perspectives pour l'année 2	9
5) - Annexes	10

## 1 – Synthèse

L'objectif du projet "**Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**", d'une durée de 18 mois, est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC. Il prévoit d'organiser un **réseau** de recherche chargé d'identifier un ensemble d'**indicateurs** qualitatifs et quantitatifs permettant de **mesurer** la fracture numérique de genre dans six pays d'Afrique francophone, d'en produire une **synthèse** régionale diffusée auprès des publics utilisateurs concernés.

La première année a permis **d'organiser** le réseau de recherche et de le doter **d'outils** de travail (liste de discussion et site web), de définir la **problématique** et la **méthodologie**, les concepts de base et les questions de recherche, d'organiser un atelier présentiel qui a finalisé les **outils de collecte** et **protocoles** de traitement de l'information. En fin d'année 1, la phase de **collecte des informations** de terrain est terminée, et la discussion des résultats est en train de démarrer.

La gestion administrative et budgétaire de la première année s'est déroulée en relative conformité avec les prévisions. Le Rapport financier de l'année 1 sera présenté conformément aux engagements à la fin du 13ème mois du projet. L'enveloppe budgétaire annuelle a été presque respectée, bien que des réaménagements internes aient été opérés, principalement pour répondre à la sous-évaluation initiale des frais de recherche de terrain.

Le retard d'un mois constaté en fin d'année 1 par rapport au chronogramme initial a conduit à modifier la procédure d'analyse des résultats. Il est prudent de prévoir que la date d'achèvement du projet sera retardé d'autant.

Les résultats méthodologiques de la recherche seront présentés à la Conférence Régionale Africaine préparatoire du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (Accra, 31 janvier - 5 février 2005).

## **2 - Mise en œuvre de la recherche**

Les travaux du projet "**Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**" ont été engagés le 6 février 2004, pour une durée prévue de 18 mois. L'objectif du projet est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

Les quatre étapes de mise en œuvre du projet comprennent :

- l'organisation d'un **réseau** sous-régional et francophone de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique
- l'identification d'un **ensemble limité mais significatif d'indicateurs** et données qualitatives et quantitatives permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest
- la mesure ou qualification de la valeur actuelle de ces données à partir d'une **recherche de terrain** dans six pays d'Afrique francophone, et leur présentation sous forme de synthèse régionale
- la production, **publication** et diffusion des résultats de recherche auprès des publics utilisateurs concernés.

Après douze mois de travaux, dont rend compte le présent rapport technique d'étape, les objectifs d'étape 1 (constitution du groupe de recherche) et 2 (mise au point de la méthodologie de recherche) sont atteints. Les recherches de terrain prévues dans la troisième étape sont terminées, bien que la totalité des résultats ne soit pas encore disponibles. La synthèse régionale interviendra au cours de la deuxième année de travail, ainsi que la publication et diffusion des résultats. Au cours de la première année d'exécution, la mise en œuvre du projet s'est déroulée en conformité générale avec le projet initial. Les rapports nationaux de recherche, qui étaient attendus pour fin décembre, attestent actuellement d'un retard d'un mois. Ils devraient être disponibles probablement mi-février. Pour pallier à ce retard, l'équipe a convenu d'analyser au plan régional les données brutes rassemblées dans les pays, au cours du mois de janvier.

Les principes initiaux de la recherche (exploratoire, interdisciplinaire et participative) ont été complétés en "**travail exploratoire et militant pour l'égalité de genre**", mis en œuvre par une équipe interdisciplinaire, se basant sur les avancées théoriques proposées par les experts en genre et TIC.

## **Objectif 1 : Organiser un réseau de recherche**

La coordonnatrice du projet s'est assurée de la collaboration d'un **Groupe de référence-conseil** bénévole, composé de :

- **Madame Ramata Thioune**, analyste des connaissances, Initiative Acacia/Connectivité Afrique, du Centre de Recherches sur le Développement International, basée à Dakar ;
- **Madame Fatimata Seye Sylla**, Point focal l'Observatoire des Systèmes d'Information, Réseaux et Inforoutes du Sénégal (OSIRIS) auprès du Réseau Genre et TIC, Directrice exécutive du programme de Digital Freedom Initiative, basée à Dakar ;
- **Madame Nancy Hafkin**, précédemment directrice du Système d'Information Pan-Africain pour le Développement de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, actuellement consultante en genre et TIC ;
- **Madame Tacko Ndiaye**, chargée de programme auprès du Fonds de Développement des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM) à Dakar, puis auprès du Centre Africain sur le Genre et le Développement de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, chargée de programme pour la mise au point de l'"Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique".

Le groupe de recherche, identifié par Appel à candidatures diffusé en ligne au travers des réseaux virtuels et contacts relais, se compose de :

- **Bénin : Monsieur Moustapha Gibigaye**, Chercheur au Centre de Formation et de Recherche en matière de Population (CEFORP) de l'Université d'Abomey-Calavi ; titulaire d'un Diplôme d'Etude Supérieure Spécialisée (DESS) en Populations et Dynamiques Urbaines, actif dans le secteur des TIC (planification, recherche et développement).
- **Burkina Faso : Monsieur Sylvestre Ouédraogo**, docteur en économie et enseignant à l'Université de Ouagadougou, fondateur et directeur de l'association Yam Pukri, actif pour la vulgarisation des TIC au Burkina.
- **Cameroun : Madame Robertine Tankeu**, Titulaire d'un MBA international de l'Université d'Ottawa et d'un Master's Degree en Sciences économiques de l'Université de Montréal, Directrice nationale d'Anaïs.AC, oeuvrant pour l'appropriation sociale des TIC.
- **Mali : Madame Sonya Noudehou**, Bachelor of Science de Rhodes University (Afrique du Sud), chargée de recherche au CEPROCIDE (Centre de Promotion de la Citoyenneté pour le Développement Durable à la Base).
- **Mauritanie : Madame Fatma Mint Elkory**, chef du service de la gestion informatisée et des NTIC à la Bibliothèque Centrale de l'Université de Nouakchott,



présidente de l'ONG "Ntic & Citoyenneté", fondatrice des site web "Maurifemme" et "Minterrif", militante de la société civile mauritanienne.

- **Sénégal : Madame Oumoul Khayri Niang M'Bodj**, DEA d'Anthropologie et DESS en Diplomatie et Relations internationales, membre de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) et formatrice en genre. *A noter* : Madame Niang a intégré l'équipe de recherche début juillet 2004, en remplacement de la personne initialement pressentie, qui a du être récusée pour participation insuffisante.

- **Outils de travail**

- **La liste électronique de discussion "Indifract"**, privée, interactive et non modérée, a été mise en place pour servir d'espace d'échanges et de discussion pour les membres de l'équipe de recherche et les membres du groupe de référence. Monsieur Alioune Camara, Spécialiste Principal de Programme au Centre de Recherches sur le Développement International et interlocuteur de ENDA pour la mise en œuvre de la recherche, et Monsieur Hassan Cissé, consultant en statistiques, font partie de ce groupe. Les travaux en ligne ont démarré le 10 mars 2004. Entre février et décembre 2004, la liste a permis d'échanger 63 messages par mois en moyenne.

(Adresse : <http://fr.groups.yahoo.com/group/indifract/>)

- La section "**Fracture numérique de genre en Afrique francophone Données et indicateurs**" du site web du réseau Genre et TIC a été ouverte pour servir de d'espace de collecte des éléments de recherche faisant consensus ou référence. Entre mars et juillet 2004, le site a principalement été alimenté des éléments suivants :

- **Bibliographie en ligne annotée**, dépouillée par la coordonnatrice de recherche, et dont les éléments les plus significatifs par rapport au projet ont été discutés par les membres (plus de 80 ouvrages et documents recensés). Cette activité d'analyse en groupe des documents produits sur la dimension de genre dans le secteur des TIC a servi de base de formation/mise à niveau des membres des membres de l'équipe de recherche sur les indicateurs de disparités et la mesure de la fracture numérique et les disparités de genre.
- **Bibliographie des documents disponibles localement** dans les pays concernés par la recherche, identifiés, annotés et présentés par les membres de l'équipe de recherche (plus de 20 documents recensés).
- **Eléments de consensus méthodologique** : Abréviations ; Audience ; Auteurs et remerciements ; Principes directeurs ; Concepts de base ; Introduction ; Méthodologie ; Contexte ; Glossaire ; Réseau de recherche.
- A partir de décembre 2004, le site a servi d'espace de centralisation des **résultats nationaux de recherche de terrain**, généralement trop lourds pour circuler dans la liste électronique.

L'accès à cette section du site a été limité par mot de passe, afin de protéger les résultats de recherche jusqu'à publication.

- **Perspectives d'avenir**

L'avenir du réseau pilote de recherche sous-régional et francophone sur les dimensions genre de la fracture numérique a été discuté lors de l'atelier "**Protocoles de collecte de l'information**", qui a rassemblé les membres de l'équipe de recherche et des personnes ressources, à Dakar (Sénégal), du 9-14 août 2004 (voir le rapport final de l'atelier en Annexe 1). Les perspectives de développement du réseau de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique devraient s'articuler sur le développement d'un réseau *virtuel semi formel de recherche-action et de plaidoyer*, axé sur la *proposition de solutions et l'implication des décideurs*, intervenant en synergie, partenariat ou association avec les multiples réseaux existants mais inséré dans le Réseau Genre et TIC, s'appuyant sur les différentes masses critiques de femmes déjà dans le secteur des TIC, réalisant une *politique de publication*.

## **Objectif 2 : Identifier un ensemble d'indicateurs**

Cette première année de travail d'équipe a permis de mettre au point la méthodologie et d'identifier les indicateurs à observer.

Le principe préliminaire de **recherche participative** a imposé de se baser sur les avancées théoriques proposées par les spécialistes en genre et TIC et militantes pour l'égalité de genre, pour formuler un **indicateur synthétique de la fracture numérique de genre**.

A partir du principe préliminaire qui fait de ce projet une recherche exploratoire non exhaustive, **trois TIC** ont été retenues comme stratégiquement importantes pour mesurer la place des femmes dans le secteur des TIC :

- l'ordinateur
- l'utilisation d'Internet
- le téléphone portable.

Le principe de participation, à partir des préoccupations avancées dans les travaux théoriques des spécialistes en genre et TIC militantes pour la promotion de l'égalité de genre, a conduit à retenir **quatre domaines d'indicateurs** :

- **Indice de contrôle**, mesurant la place des femmes dans le secteur des TIC et le degré de préoccupation des politiques de TIC pour les questions de genre.
- **Indice de contenu**, mesurant les contenus sont consommés et ou produits par/pour les femmes.

- **Indice de capacités**, mesurant les disparités de genre en termes de formation en informatique et techniques de TIC, la sensibilité des formations en TIC aux questions de genre et aux aspects politiques des TIC.
- **Indice de connectivité**, mesurant l'accès (physique) et l'accessibilité (sociale) des TIC pour les femmes et les hommes.

Une liste de 17 indicateurs a ainsi été définie (Voir le tableau des indicateurs en Annexe 2), qui a permis d'établir un questionnaire d'enquête destiné aux individus et un autre questionnaire destiné aux institutions (Voir les questionnaires Individus et Institutions en Annexes 3 et 4). Ces documents de travail ont été revus et finalisés au cours de l'atelier sur les protocoles de collecte de l'information qui s'est tenu à Dakar du 9 au 14 août 2004 (Voir Annexe 1). Un tableau provisoire de calcul des indicateurs (Voir le tableau de calcul des indicateurs en Annexe 5) sera raffiné après l'exploitation régionale des données brutes et la discussion des résultats définitifs des recherches de terrain.

L'atelier "**Protocoles de collecte de l'information**" (Voir Annexe 1) a en outre permis :

- de rediscuter de la problématique, ainsi que des concepts de base et des questions de recherche,
- de réviser l'état d'avancement des études de contexte national et d'en harmoniser la présentation,
- de préciser la composition des échantillons de recherche, et les questionnaires,
- de prévoir le plan de traitement des données et d'offrir une initiation à l'utilisation du logiciel de traitement de données SPSS,
- d'harmoniser le mode de présentation des données qualitatives.

### **Objectif 3 : Recherche de terrain et synthèse régionale**

La fin du mois d'août et le mois de septembre ont été consacrés à l'enquête pilote dans cinq des six pays de la recherche, et à la formulation finale des questionnaires d'enquête.

Le travail de collecte des informations nationales s'est déroulé durant les mois d'octobre à décembre 2004. Les premières tendances nationales ont commencé à être partagées dans le groupe en fin d'année 2004, soit avec un retard de près d'un mois par rapport aux prévisions initiales.

Pour pallier au retard de production des rapports nationaux, l'ensemble des données brutes recueillies dans les pays a été centralisé pour analyse globale. Les rapports nationaux et l'analyse régionale devraient commencer mi-février 2005. Il est prudent de prévoir que ce retard se répercutera sur la date de clôture du projet, et de prévoir que celle-ci interviendra probablement en juillet/début août 2005.

### **3 - Exécution et gestion du projet**

L'exécution budgétaire du projet s'est déroulée en relative conformité avec les prévisions :

- **Mise à disposition des fonds de travail pour l'année 1**

Deux versements ont été reçus du centre, en février et septembre 2004, pour un montant total de 56.418.755 FCFA, soit un écart de 3.177.445 FCFA par rapport au montant initialement prévu (59.596.200 FCFA)

- **Personnel**

Le projet a été mis en œuvre par la coordonnatrice du projet et une assistante de projet, conformément aux prévisions.

- **Consultants**

La consultation en traitement statistique s'est opérée selon les prévisions.

Une **consultation en communication** était prévue pour l'année 1 dans le projet initial, aux fins de rehausser la qualité de la présentation des résultats. Il est finalement apparu que ces services seraient davantage nécessaires au moment de la rédaction de la synthèse régionale, et qu'il serait préférable, sous réserve de l'accord du CRDI, d'en **reporter le montant au titre de l'année 2**.

- **Voyages**

Les frais de voyage encourus pour permettre la participation des six chercheurs nationaux à l'atelier présentiel ont été légèrement plus importants (9 %) que prévu.

- **Frais de recherche**

- Les chercheurs nationaux et le consultant statisticien ont fait valoir, lors de l'atelier présentiel, que les montants initialement prévus, en consultation avec le CRDI, pour les **frais d'enquête de terrain** étaient **largement sous-évalués**. Cette sous-estimation initiale a principalement tenu à l'omission de la prise en compte des frais de reproduction des questionnaires, de saisie des questionnaires remplis, de formation et de frais de transport des enquêteurs, des variations locales de leur rémunération. A partir de la taille préconisée pour l'échantillon de recherche, et des barèmes localement en vigueur dans les pays, **le montant des frais de recherche de terrain a été recalculé (Voir Annexe 6)**. Le montant nécessaire a pu être versé aux chercheurs nationaux à partir des fonds non utilisés pour les frais de conférence.

- L'ensemble des frais de recherche nationale, qui font dans le budget initial l'objet de trois lignes budgétaires distinctes (déplacements locaux, enquêteurs de terrain, traitements statistiques nationaux) ont été **avancés de manière globale** aux chercheurs lors de l'atelier présentiel. La remise et validation des rapports nationaux

inclut la justification de l'utilisation de ces montants, les reliquats éventuels étant considérés comme avance sur la seconde tranche des honoraires aux chercheurs.

- Cinq chercheurs ont reçu la **première tranche de leurs honoraires** de recherche au moment de l'atelier présentiel d'août 2004, lors de la présentation de leur étude de contexte national. Du fait de son intégration tardive à l'équipe de recherche, la première tranche des honoraires (considérée comme **engagement de dépenses au titre de l'année 1**) de Mme Niang (Sénégal) a été reportée à la remise de son étude de contexte national. Le versement de la deuxième tranche des honoraires des chercheurs, considéré de même comme **engagement de dépenses au titre de l'année 1**) sera versée à la remise de l'ensemble des documents formant rapports nationaux de recherche de terrain, excepté pour Mme Noudehou (Mali), qui a perçu la seconde tranche de ses honoraires en décembre 2004.

- Après consultation du CRDI, il a été convenu d'utiliser les fonds prévus pour la facilitation de l'atelier à la prise en charge de la **participation de Madame Hafkin**, membre du Groupe de Référence (*Voir Annexe 5*).

Au total, le budget dépensé pour l'année 1 excède légèrement (1 %) le budget de cette première étape tel qu'initialement prévu.

#### **4 - Perspectives pour l'année 2**

Le **retard** constaté en fin d'année 1 en ce qui concerne la remise des rapports nationaux de recherche, devrait se répercuter sur la date d'achèvement des travaux, s'il n'est pas possible de le résorber auparavant.

Les réaménagements intérieurs apportés à la gestion du **budget**, n'ont pas modifié le volume global de celui-ci, et il est prévu de terminer la recherche dans le cadre du budget établi, sous réserve de la modification d'allocation des fonds prévus pour le consultant en communication de l'année 1 à l'année 2.

Le projet a réussi à souder une équipe de recherche, de haut niveau et motivée. L'impact public de la recherche reste actuellement limité, tant que les résultats définitifs ne sont pas disponibles pour publication, au groupe de recherche et au cercle restreint des professionnels en TIC et développement. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a cependant demandé que soient présentés les résultats préliminaires de la recherche (problématique et méthodologie) lors des ateliers préliminaires organisés dans le cadre de la Conférence Régionale Africaine Préparatoire à la Seconde Phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, qui se déroulera à Accra (Ghana) du 28 janvier au 4 février 2005.

## **Annexes**

- 1) Rapport final, Atelier "Protocoles de collecte de l'information" Dakar (Sénégal), 9-14 août 2004
- 2) Tableau des indicateurs et leurs définitions
- 3) Questionnaire individus
- 4) Questionnaires institution
- 5) Tableau provisoire de calcul des indicateurs
- 6) Message autorisant le financement de la participation de Mme Hafkin sur les fonds du projet
- 7) Calcul des frais d'enquête de terrain

## Annexe 6 - Message autorisant le financement de la participation de Mme Hafkin sur les fonds du projet

Date: Fri, 14 May 2004 17:43:44 +0000  
To: Marie-Helene <mhms2@enda.sn>  
From: Alioune Camara <acamara@idrc.org.sn>  
Subject: Re: Fwd: Nancy Hafkin / facilitation de l'atelier Fracture numérique ?

J'accuse réception de ton message. En ce qui me concerne, je n'ai aucun problème à ce niveau, l'essentiel étant que les dépenses restent dans la limite du budget disponible.

Alioune

>Date: Mon, 03 May 2004 11:05:59 +0000  
>To: alioune Camara  
>From: Marie-Helene <mhms2@enda.sn>  
>Subject: Nancy Hafkin / facilitation de l'atelier Fracture numérique ?  
>Est ce que tu confirmes ton accord de principe pour que nous utilisions la  
>ligne budgétaire prévue pour les honoraires de la personne ressource  
>facilitant l'atelier, pour couvrir les frais de participation de Nancy  
>Hafkin à l'atelier ?  
>Marie Helene

# **Rapport narratif final**





**environnement et développement  
du tiers monde**

**réseau genre et TIC**



## **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**

Projet de recherche exploratoire  
sur les données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs  
de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone  
(Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal)

Réalisé avec le soutien du  
**Centre de Recherches pour le Développement International**  
(CRDI, Ottawa, Canada)

**Référence** : Dossier du Centre : 101577

### **Rapport narratif final**

5 août 2005

#### **Institution de recherche :**

ENDA – Environnement et Développement du Tiers Monde  
B.P. 3370, Dakar, Sénégal

Tel : (221) 823 45 42 ; Télécopieur : (221) 822 26 95 ; Courriel : [se@enda.sn](mailto:se@enda.sn)

Chargée de projet : Marie-Hélène Mottin-Sylla

#### **Membres de l'équipe de recherche :**

Coordination : Marie-Hélène Mottin-Sylla (Réseau Genre et TIC, ENDA, Sénégal)

Membres : Moustapha Gibigaye (Bénin)

Sylvestre Ouédraogo (Burkina-Faso)

Robertine Tankeu (Cameroun)

Sonya Noudehou (Mali)

Fatma Mint Elkory (Mauritanie)

Oumoul Khayri Niang Mbodj (Sénégal)

## **Table des matières**

Résumé .....	3
Problème de recherche .....	4
Principales constatations.....	5
Réalisation des objectifs.....	6
Conception et mise en oeuvre du projet.....	13
Résultats du projet et diffusion .....	15
Renforcement des capacités de recherche .....	17
Gestion du projet.....	19
Incidence du projet.....	20
Evaluation globale et recommandations.....	21
Annexes : Liste des résultats scientifiques.....	22

## **Résumé**

L'objectif général du projet de recherche "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs" était de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

Il s'agissait, en particulier, organiser un réseau sous-régional et francophone de recherche dont la mission serait d'identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone. Une enquête de terrain, entreprise de manière coordonnée dans chacun des six pays concernés par la recherche, devait mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données, à partir de recherches entreprises dans six pays témoins en Afrique de l'Ouest francophone, et en proposer une analyse de synthèse et permettre de produire, publier de diffuser les résultats auprès des audiences d'utilisateurs concernés.

Les résultats de recherche font apparaître que la fracture numérique de genre est une réalité en Afrique francophone, pénalisant les femmes des deux-tiers en termes de participation à la décision, d'un tiers dans le domaine des contenus et des capacités, et d'un dixième en termes d'accès et d'accessibilité. Au total, les femmes ont un tiers de chances en moins que les hommes de bénéficier des avantages escomptés de la société africaine de l'information. Seules les couches minoritaires des populations parmi celles qui sont scolarisées jusqu'au cycle secondaire semblent échapper aux disparités de genre, mais la société africaine de l'information ne semble réserver aux femmes qu'une place de second ordre d'exécutantes et de consommatrices.

Les résultats de la recherche ont été simultanément restitués au public cible des décideurs publics, privés et civils des pays concernés, ainsi qu'auprès des audiences africaines et internationales de chercheurs et de décideurs en genre et TIC, notamment ceux chargés de mesurer la société de l'information. On s'attend à ce que les résultats du projet incitent les décideurs nationaux en genre et TIC à organiser des concertations pérennes sur cette thématique pour que le genre soit pris en compte dans la formulation des politiques de TIC, et à ce que les institutions chargées de mesurer la société de l'information s'inspirent de sa méthodologie pour définir et mesurer des indicateurs de TIC sensibles au genre.

## **Problème de recherche**

L'Afrique a été le dernier continent à bénéficier de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), mais, avec le soutien des politiques de coopération internationale, elle les a rapidement adoptées comme facteur de développement accéléré lui permettant rattraper son retard en terme de développement, et notamment de lutter contre la pauvreté.

A l'occasion de la préparation du Sommet Mondial de la Société de l'Information, les spécialistes mondiaux des questions genre et TIC ont alerté les décideurs politiques sur la nécessité de procéder à une analyse de genre du secteur des TIC comme outil de développement. Toutefois, le discours sur l'indispensable prise en compte des questions de genre dans les politiques de TIC et développement y a jusqu'ici été principalement développé sous l'angle théorique. Quelques études ponctuelles ont certes mis en relief que, dans certains contextes, on pouvait noter, et mesurer, que les femmes et les hommes ne bénéficient pas à égalité des bienfaits des TIC, mais aucune étude d'envergure n'a jamais été menée sur la question, procédant d'une méthodologie axée sur l'analyse systématique en termes de genre.

Pourtant, il est urgent de répondre à ce besoin, à l'heure où la communauté internationale commence à mettre en œuvre et à évaluer le plan d'action du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (Tunis, novembre 2005).

Les instances chargées de mesurer la société de l'information, sommairement alertées sur la nécessité de prendre les questions de genre en compte dans les outils de mesure, ne sont pas outillées pour remettre en cause les visions traditionnellement utilisées, celles-ci se limitant à étudier d'une part sur la pénétration des outils et infrastructure et d'autre part l'accès et la consommation. Ce biais méthodologique rend invisibles les questions de genre, car les inégalités de rapports de genre procèdent avant tout des inégalités en termes de statut et de pouvoir.

Il est donc important de proposer une analyse quantitative et qualitative des disparités de genre dans le secteur des TIC, c'est-à-dire de la fracture numérique de genre. Il est aussi important de mener ce travail dans les pays et régions parmi ceux qui sont les plus touchés par la fracture numérique mondiale, c'est-à-dire les pays les moins bien classés en termes de développement humain, dont la plupart se trouvent en Afrique francophone.

Ainsi, outre l'aspect méthodologique, l'apport du projet a consisté à apporter des données permettant de mesurer le besoin et les domaines dans lesquels il est important de formuler des politiques de TIC sensibles aux questions de genre.

## Principales constatations

La recherche a permis d'établir que la notion de fracture numérique de genre est une réalité en Afrique francophone, et que son ampleur n'est pas négligeable.

La méthodologie de recherche, appuyée sur les propositions théoriques des spécialistes mondiaux en genre et TIC, a consisté à construire un indicateur synthétique de la fracture numérique de genre, reposant sur quatre composantes que sont les domaines du contrôle, des contenus, des capacités et de la connectivité, chacun de ces domaines étant illustré par trois à six indices spécifiques, soit 18 indices au total.

Globalement, l'indicateur synthétique de la fracture numérique de genre en Afrique francophone s'estime à 0,64, ce qui signifie que les femmes (et les questions de genre) sont globalement pénalisées d'un tiers par rapport aux hommes dans l'actuelle société africaine de l'information.

Selon les composantes, par contre, la situation est plus ou moins marquée. Schématiquement, les femmes sont pénalisées des deux tiers en termes de participation à la décision, d'un tiers dans le domaine des contenus et des capacités, et d'un dixième en termes d'accès et d'accessibilité. Au total, les femmes ont un tiers de chances en moins que les hommes de bénéficier des avantages escomptés de la société africaine de l'information. L'analyse de la signification relative de chacun des indices permet de conclure que ces résultats, peu rassurants dans l'immédiat et préoccupants à long terme, doivent particulièrement interpeller les décideur-e-s politiques, tant publics que civils, pour orienter stratégiquement leur action vers la construction d'une société africaine de l'information informée, responsable, citoyenne et inclusive.

Le projet a été une première dans le domaine des TIC et genre. Le résultat le plus important est la mise en évidence, preuve à l'appui, de l'existence de la fracture numérique du genre et d'avoir motivé d'autres chercheurs et statisticiens à présenter leurs résultats sous forme désagrégée par sexe. (*Sonya Noudéhou, Mali*)

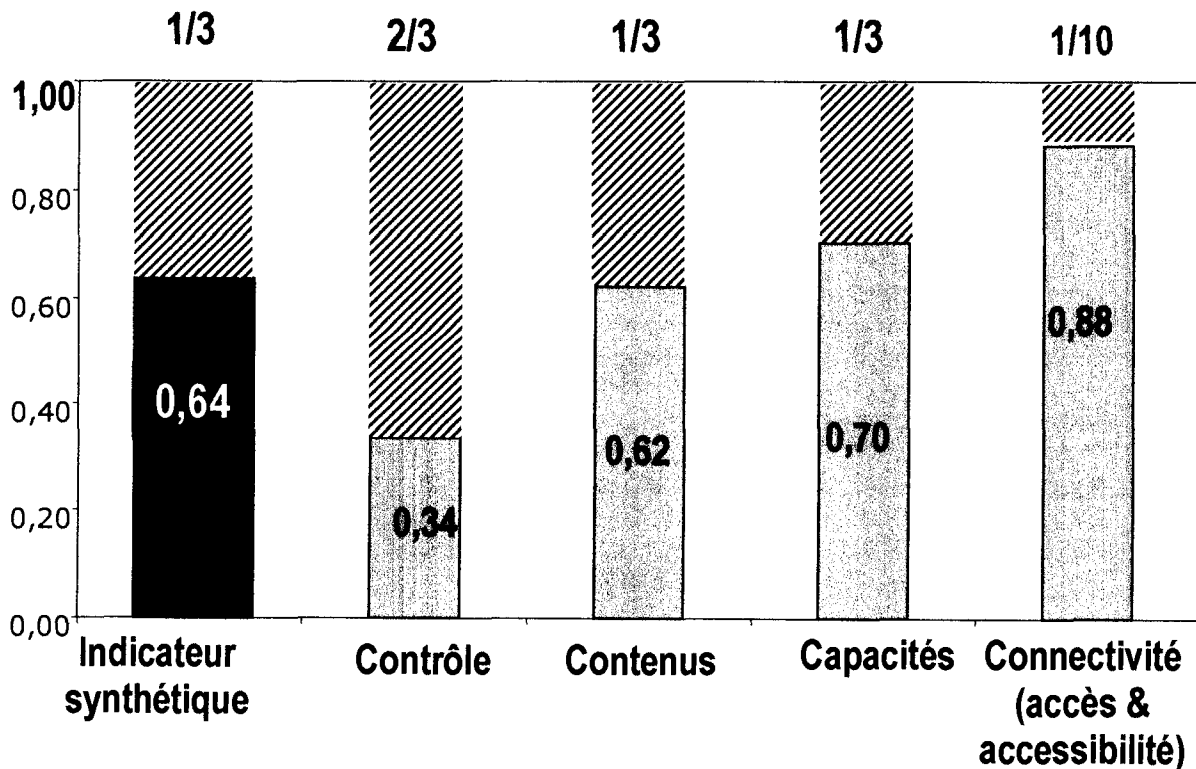
## Réalisation des objectifs

L'objectif général du projet était de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone, à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC. Cet objectif a été atteint : le taux de disparités de genre a pu être fixé, après la mise en œuvre d'une méthodologie adaptée et pertinente et le traitement et l'analyse des données recueillies sur le terrain.

Pour moi, le résultat le plus important a été de faire un exercice de travail collectif à distance sur un sujet très nouveau et avec des outils de travail également nouveaux : ce n'était pas évident. Pour le Burkina, cette recherche est une première et va susciter une réflexion sur le sujet : peu de gens pensent sur cette question au Burkina, bien que vivant la situation s'une manière passive. Très peu de gens ont conscience de ce problème, mais quand on leur explique, on sent une lueur dans leurs yeux et ils disent : "oui, c'est vrai, on peut faire comme cela, je n'y avait pas pensé!!!" (*Sylvestre Ouedraogo, Burkina-Faso*)

Les résultats n'ont pas tellement surpris les gens car ils ne s'attendaient pas à voir une fracture numérique de genre globalement globale en faveur de la femme, ni même dans chacun des quatre domaines stratégiques. Ce qui a par contre les a intéressés, c'est qu'il a pu être possible de la mesurer (*Robertine Tankeu, Cameroun*)

Résultat principal : Les quatre composantes de l'indicateur synthétique de la fracture numérique de genre



**L'objectif spécifique 1** était d'organiser un réseau sous-régional et francophone de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique. Il a été atteint dès le début du projet, par la constitution d'une équipe sous-régionale qualifiée et interdisciplinaire de six chercheur(e)s appuyé(e)s par leur institution locale et un groupe de référence bénévole et international. L'équipe de recherche a eu a rencontrer des pairs lors de l'atelier méthodologique, qui ont apporté leurs avis et conseils (détaillés dans le rapport technique d'étape de l'année 1) sur le devenir souhaitable de ce réseau de recherche en genre et TIC. Les ateliers nationaux de restitution des résultats de la recherche ont permis de sensibiliser davantage de chercheurs dans chacun des pays concernés par la recherche, ainsi que, en ligne, grâce au lancement électronique du rapport de recherche et au site web.



**Objectif spécifique 1 : L'équipe de recherche sur la fracture numérique de genre  
(Atelier méthodologique (Dakar, août 2004))**

*De gauche à droite, debout : Moustapha Gibigaye (Bénin), Fatma Elkory (Mauritanie), Sonya Noudehou (Mali), Fatimata Seye Sylla (Sénégal), Amadou Cisse (Sénégal), Marie Odile Faye (Sénégal), Oumoul Khayri Niang (Sénégal), Robertine Tankeu (Cameroun) ; devant : Ramata Molo Thioune (Sénégal), Nancy Hafkin (U.S.A.), Sylvestre Ouedraogo (Burkina-Faso)*

**L'objectif spécifique 2** visait à identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone. Cet objectif spécifique a été atteint grâce à l'analyse documentaire de la littérature disponible sur les questions de genre et TIC et d'indicateurs de la société de l'information. Celle-ci a permis de construire théoriquement la liste des 18 indices regroupés en 4 composantes de l'indicateur de la fracture numérique de genre.

**Objectif spécifique 2 - Les quatre composantes et 18 indices de l'indicateur synthétique de la fracture numérique de genre**

**1 - Indicateur de contrôle**

- 11 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances de décision politique des TIC
- 12 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances économiques des TIC
- 13 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile
- 14 - Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC
- 15 - Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC
- 16 - Disparités en formation de genre dans les institutions de TIC

**2 - Indicateur de contenus**

- 21 - Disparités de genre dans la consommation des produits virtuels
- 22 - Taux de produits électroniques nationaux traitant du genre en langue française ou nationale
- 23 - Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes

**3 - Indicateur de capacités**

- 31 - Disparités de genre en alphabétisation/scolarisation (niveaux primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue
- 32 - Disparités de genre en formation aux TIC
- 33 - Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques de TIC dans les formations en TIC (formateurs, bénéficiaires, contenus, méthodes)
- 34 - Disparité de genre chez les professionnels des TIC (informatique, et télécommunications), actifs/en formation :

**4 - Indicateur de connectivité**

- 41 - Disparités de genre dans l'utilisation des 3 TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable)
- 42 - Disparités de genre dans l'accès à l'ordinateur et à Internet, selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)
- 43 - Disparités de genre en termes d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse e-mail
- 44 - Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC : personnel, professionnel; citoyen
- 45 - Disparité de genre en terme de difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable



**L'objectif spécifique 3** visait à mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données, à partir de recherches entreprises dans six pays témoins en Afrique de l'Ouest francophone, et en proposer une analyse de synthèse. Les recherches de terrain ont été menées grâce aux outils de collecte de l'information produits dans le cadre de la méthodologie. Les résultats ont été traités au plan national, puis harmonisés et retraités au plan régional, pour aboutir à une synthèse régionale approuvée par l'ensemble des membres de l'équipe.



**Objectif spécifique 3 –**  
**Couverture du Rapport régional sur la fracture numérique de genre,**  
**publié par le Réseau Genre et TIC**  
ENDA Editions, 88 pages, juillet 2004  
Avant-propos : Mme M. O'Neil, Présidente du CRDI  
Préface : Mme J. Ouédraogo, Secrétaire Exécutive Adjointe, UNECA.

L'**objectif spécifique 4** consistait à produire, publier et diffuser les résultats auprès des audiences d'utilisateurs concernés. Le document d'analyse de synthèse a été publié en 1500 exemplaires et en ligne, sur le site web<sup>1</sup> dédié au projet. Les six membres de l'équipe de recherche, ayant reçu chacun une centaine d'exemplaires papier, ont simultanément organisé un atelier de restitution des résultats de la recherche à l'intention des décideurs publics, privés et civils de leur communauté nationale, durant la semaine précédant la Journée de la Femme Africaine. Un lancement électronique a été assuré au même moment sur Internet, dans les listes de diffusion et de discussions traitant des questions de genre et de TIC, et ouvrant vers le site web du projet qui présente l'ensemble des documents de recherche, y compris le rapport en ligne<sup>2</sup>.

En addition aux produits de recherche prévus, les chercheurs nationaux ont produit un rapport national sur la fracture numérique de genre dans leur propre pays.

Les ateliers nationaux de restitution se sont tenus en prélude à la Journée de la Femme Africaine 2005, le 26 juillet au Cameroun et Mali, le 28 juillet au Bénin, en Mauritanie et au Sénégal et le 30 juillet au Burkina Faso. Chaque atelier, suivi par 60 à 80 personnes, a été ouvert par les Ministres (ou leurs représentants le cas échéant) chargés des questions de genre et des questions de TIC, en présence des représentants des organisations internationales de coopération au développement, des services publics, des institutions académiques, des organisations citoyennes et des organisations de femmes, des représentants des médias. Les organes nationaux de presse ont largement couvert les événements.

**Objectif spécifique 4 – Diffusion des résultats de recherche :  
ateliers de restitution dans les six pays concernés par la recherche**



Atelier de restitution au Bénin

<sup>1</sup> Site web du projet de recherche "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs" : <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/accueil.html>

<sup>2</sup> "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité", Réseau genre et TIC, ENDA, Série études et recherches n° 244, juillet 2005, 88 pages : <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/fracturenumeriquedegenre.pdf>



**Atelier de restitution au Burkina-Faso**



**Atelier de restitution au Cameroun**



**Conférence de presse lors de l'atelier de restitution au Mali**



**Atelier de restitution en Mauritanie**



**Atelier de restitution au Sénégal**

## **Conception et mise en oeuvre du projet**

### **Méthodes de recherche**

Après constitution de l'équipe de recherche, le travail a commencé par une revue analytique de la littérature produite, en ligne et localement, sur les questions de genre et TIC et sur la mesure de la société de l'information. Les principaux documents paraissant directement importants pour le projet de recherche ont été discutés en ligne dans la liste électronique<sup>3</sup> ouverte pour le groupe de recherche, et les références ont été consignées dans le site web ouvert pour le même usage (avec accès limité). La bibliographie annotée ainsi constituée reste en ligne après ouverture du site au public.

Cela a permis de concevoir la grille théorique permettant, au travers des 18 indices regroupés en quatre composantes, de construire l'indicateur de la fracture numérique de genre, et d'envisager comment collecter sur le terrain les données qui permettraient d'en calculer les valeurs. Trois outils de recherche ont été ainsi conçus

- Un questionnaire adressé aux personnes, appliqué à un échantillon<sup>4</sup> aléatoire (méthode des itinéraires) de 6743 personnes de plus de 15 ans<sup>5</sup>, respectant les caractéristiques des populations nationales en termes de sexe, d'âge et de lieu de résidence.

- Un questionnaire adressé à 380 institutions sélectionnées par stratification et comprenant au moins 1/10<sup>ème</sup> des institutions et centres de formation les plus importants, les autres étant choisies par tirage aléatoire.

Les données produites grâce aux deux questionnaires ont été traitées dans chaque pays et synthétisées selon un tableau commun de calcul des indicateurs, puis analysées et présentées en rapports nationaux. Une compilation de l'ensemble des bases de données a permis de présenter la synthèse régionale

- Un guide d'entretien semi-directif a été élaboré pour servir de base à la collecte d'indicateurs qualitatifs, notamment de témoignages. Une analyse de contenu des textes de politiques de genre et de TIC ainsi que des sites web hébergés dans les pays a été menée.

### **Déroulement des activités**

Chacun des membres de l'équipe présentait des qualifications avancées en questions de genre, de TIC, de recherche ou de travail statistique. Mais, hormis la coordonnatrice de recherche, aucun membre de l'équipe n'avait d'expérience de la

---

<sup>3</sup> Liste Indifract : indifract@yahoogroupes.fr

<sup>4</sup> Echantillon du questionnaire (individus et institutions confondus) : minimum 1000 personnes par pays, soit : Bénin : 1006 ; Burkina : 1150 ; Cameroun : 1547 ; Mali : 1000 ; Mauritanie : 1000 ; Sénégal : 1040.

<sup>5</sup> Excepté au Mali et en Mauritanie, où n'ont été interrogées que les personnes de plus de 18 ans. Les mineurs ont été interrogés sur autorisation du responsable de leur communauté. Les personnes interrogées ont été informées des buts de l'enquête, de son caractère anonyme et de leur faculté de refuser d'y participer.

recherche sur les questions de genre et TIC en utilisant les outils de TIC. La co-formation assurée durant toute la phase d'analyse documentaire et au-delà a permis de mettre à niveau les membres de l'équipe.

Le travail d'équipe, coordonné en ligne par le biais d'une liste de discussion et d'un site web, a permis à l'ensemble des membres de l'équipe de travailler collectivement en temps réel. Toutefois, la coordination des processus de recherche sur le terrain aurait pu être plus serrée, pour renforcer les interactions lors des recherches nationales. Le délai nécessaire au traitement des données nationales a été beaucoup plus important que prévu. Cela a conduit l'équipe de coordination à centraliser l'ensemble des bases de données nationales, pour apporter les harmonisations nécessaires et corriger progressivement certaines incohérences avant de procéder à une première analyse régionale. Cette phase a conduit le consultant régional en statistique à procéder à des ajustements méthodologiques de calcul, qui ont été réajustés au niveau de chacun des pays.

Le retard constaté dans la remise des rapports nationaux n'a ainsi pas eu d'incidences sur le déroulement global du travail. Le planning général a été respecté, ainsi que le cadre budgétaire initialement prévu, à l'exception du cas du Sénégal.

Une fois réalisée l'étude de contexte et l'enquête de terrain, la chercheuse sénégalaise n'a plus assuré ses engagements. Les questionnaires administrés au Sénégal ayant été récupérés, il a été demandé au consultant en statistiques de bien vouloir, en supplément des tâches qui lui avaient été confiées, vérifier et traiter les données du Sénégal qui ont pu ainsi figurer dans l'étude régionale comme initialement prévu.

Le groupe de référence (dont faisait partie une spécialiste en genre et TIC du CRDI) bénévolement constitué autour de l'équipe de recherche a rempli très efficacement et discrètement son rôle de conseil et d'orientation, tout en respectant l'autonomie des chercheurs.

Les bénéficiaires primaires (décideurs en genre et TIC) et secondaires (chercheurs, professionnels des médias et grand public) ont été associés lors de la phase de collecte d'information et de restitution des résultats.

La question des disparités entre hommes et femmes a été au centre du projet.

## Résultats du projet et diffusion

### Echange et diffusion d'information

- Un **espace d'échange et de co-formation** en ligne rassemblant les membres du réseau<sup>6</sup>
- Un **espace documentaire** publiant une bibliographie annotée publiée sur Internet de plus de 80 titres sur les questions de genre, de TIC et de mesure de la fracture numérique<sup>7</sup>
- Un **site web** consacré à la fracture numérique de genre en Afrique francophone, présentant la totalité des documents produits dans le cadre de la recherche (instruments de recherche notamment)
- Un **rapport régional** sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone (80 pages) disponible en ligne<sup>8</sup> et sur papier
- **Cinq rapports nationaux** (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie) sur la fracture de genre nationale dans ces pays
- **Lancement numérique** du rapport de recherche diffusé par communiqué électronique le 28 juillet 2005 : l'information a été reprise dans de très nombreuses pages web référencées sur Internet.
- **Copie du document PDF en miroir :**  
<http://africacomputing.org/IMG/pdf/fracturenumeriquedegenre.pdf>
  
- **Projets envisagés, mais non encore concrétisés**
  - o Traduction et diffusion de la version anglaise du rapport de recherche (*projet à l'étude au CRDI*)
  - o Préparation de deux "Briefing papers" de la CEA (*projet à l'étude à la CEA*) sur la fracture numérique de genre et les dimensions de genre des politiques de TIC
  - o Utilisation des résultats régionaux et nationaux dans des publications scientifiques par les membres de l'équipe
  - o Projets ponctuels de vulgarisation locale des résultats nationaux :
    - **Burkina Faso** : émissions radio, affiches, auto-collants ; production de contenu en ligne sur les TIC au Burkina : [http://www.burkina-ntic.org/actu1.php3?id\\_article=490](http://www.burkina-ntic.org/actu1.php3?id_article=490) ; Publication de la synthèse du rapport national dans un chapitre d'un livre (local) sur l'état des lieux des TIC au Burkina
    - **Bénin** : recherche de financement pour publier les résultats nationaux à l'intention des associations de femmes actives dans le débat national, contribution au Plan d'Action 2001-2006 du Ministère de la Promotion de la Femme
    - **Cameroun** : Mise à disposition du public du document ; recherche de financement pour la publication du rapport national ; rencontres personnelles de décideurs pour information ;

<sup>6</sup> Liste **Indifract** : [indifract@yahoogroupes.fr](mailto:indifract@yahoogroupes.fr) : plus de 1050 messages échangés depuis février 2004

<sup>7</sup> **Bibliographie** en ligne sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone (80 documents recensés) : <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/espdoc.html>

<sup>8</sup> "**Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité**", Réseau genre et TIC, ENDA, Série études et recherches n° 244, juillet 2005, 88 pages : <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/fracturenumeriquedegenre.pdf>

présentation des résultats de recherches lors des rencontres nationales ou internationales.

- **Mali** : Plaidoyer pour appuyer des projets facilitant l'accès aux TIC par les femmes, et pour l'insertion officielle de l'éducation aux NTIC dans les programmes scolaires officiels. Négocier des fonds pour la formation des femmes responsables d'associations mais aussi des femmes des différents niveaux de la promotion de la femme. La Direction Nationale de la promotion de la femme a promis d'utiliser les résultats de recherche. Emission en bambara sur la femme et Tic animé par Mme Diallo Fanta de la Radio Patriote et don de livres au Centre Culturel Français, aux Archives nationales, aux bibliothèques du CNDIFE et de la Maison de la Presse
- **Afrique francophone** : Projet de discussion des résultats de recherche sur le forum électronique Africa-Net

### **Création de savoir**

- Une **méthodologie** novatrice, pertinente, simple et opérationnelle de mesure de la fracture numérique de genre, qu'il est possible d'améliorer et de répliquer
- Une **liste simple et pertinente d'indicateurs** permettant d'évaluer l'ampleur des disparités de genre dans le secteur des TIC
- Des **résultats** ponctuels chiffrant l'ampleur de la fracture numérique de genre dans six pays d'Afrique francophone de l'Ouest et du Centre
- **Prise en compte des résultats** dans les plans d'actions et activités des acteurs locaux et internationaux (Orbicom et Statistiques Canada, OXFAM Québec)
- La constitution d'un **réseau** sous-régional et francophone de chercheurs en genre et TIC, formés à l'analyse de genre des politiques de TIC

### **Formation**

- **Six ateliers de restitution nationale** des résultats de recherche, organisés simultanément dans les pays concernés par le projet en prélude à la Journée de la Femme Africaine 2005, à l'intention des publics cibles de la recherche.
- **Diverses présentations des résultats de recherche lors de rencontres d'experts** ou publications scientifiques :
  - **Atelier Scan-Ict** organisé par la CEA en juin 2005, Addis Abeba,
  - Présentation des résultats lors d'un panel sur la mesure de la société de l'information, prévu à l'occasion du **Sommet de Tunis sur la Société de l'Information**
- **Sensibilisation des acteurs locaux** (par exemple, au Burkina-Faso : sensibilisation à l'enjeu de la fracture numérique de genre lors d'une conférence de journalistes, le 24 juillet 2004 ; atelier de sensibilisation à l'analyse de genre dans le secteur des TIC ; interviews)
- **Soutien institutionnel** au projet TIC de OXFAM Québec au Burkina Faso qui a exploité le rapport provisoire national, information sur les résultats de la recherche (PNUD/CISCO)



## Renforcement des capacités de recherche

J'ai solidement acquis la capacité de travailler à distance, c'est un véritable apprentissage à "l'intégration régionale", en particulier pour l'analyse et la concertation, dans des domaines complexes et transversaux, la mise à niveau des connaissances, cultures, théories et actualités en matière de Genre, TIC, de développement durable, de techniques statistiques, organisations et de conférences internationales, d'auteurs et militants, de documentation, bibliographies et références. Ce passionnant travail, tout en suivant un tracé bien précis, nous a donné la latitude et la liberté de le personnaliser et de l'adapter à nos contextes, réalités et même à nos rythmes personnels. Je me félicite d'avoir cru et adhéré au réseau "Genre et TIC". *(Fatma Elkory, Mauritanie)*

Le projet a expérimenté une forme originale de travail jamais encore utilisée dans ce cadre en Afrique francophone : le travail scientifique collaboratif entièrement en ligne, à l'exception de l'atelier méthodologique présentiel d'août 2004. A l'exception de la coordonnatrice du projet, aucun membre de l'équipe de recherche n'avait utilisé cette méthode de mener à bien un travail d'équipe uniquement par le biais d'une liste électronique et d'un site web.

Le projet m'a permis de renforcer mes capacités de travail en groupe virtuel et de gestion des ressources humaines. Il en est de même pour les étudiants en fin de formation qui ont collaboré à l'enquête sur le terrain. *(Sonya Noudehou, Mali)*

Le projet a incontestablement atteint son objectif de mesurer la fracture numérique de genre dans les 6 pays de l'étude et de produire le document régional, ce qui n'a pas été aisé vu le caractère pionnier de la recherche et la coordination à distance des activités. Ça été une bonne expérience, ne serait-ce que pour moi. A long terme, j'espère que les décideurs vont s'en servir pour la mise en place d'une société de l'information juste, équitable et inclusive. Le projet a apporté des éléments nouveaux de compréhension de la dynamique de genre dans le secteur des TIC. Il m'a aidée à développer mes capacités de travail en ligne car c'était la première fois que j'étais impliquée dans un projet régional, et d'accroître mes connaissances en logiciels de traitement des données quantitatives. Au niveau de notre structure, on a essayé d'appliquer la méthodologie à un projet semblable.  
*(Robertine Tankeu, Cameroun)*

Aucun membre de l'équipe n'avait jamais non plus travaillé simultanément sur les questions à la fois de genre, de TIC et de statistiques. La complémentarité des profils des membres de l'équipe a permis de réaliser cependant un travail de qualité. Cette formation interdisciplinaire mutuelle a aussi bénéficié aux équipes nationales de recherche, de même qu'aux institutions locales qui ont hébergé les recherches nationales.

Un document pouvant permettre de mettre en œuvre une stratégie d'appropriation des TIC en tant qu'outils de développement par les composantes de la société constitue un atout supplémentaire pour les acteurs de développement. Je n'avais jamais auparavant fait de

plaidoyer sur ces questions auprès des décideurs. A mon niveau le projet a permis d'acquérir de nouvelles aptitudes de recherche : échanges collectifs via le Net. Cela n'a pas été facile pour moi vu les contraintes liées à l'accès à Internet au sein de ma structure. Ce fut donc l'occasion pour moi de plaider pour une connexion plus performante (ADSL) qui est aujourd'hui en bonne voie.

*(Moustapha Gibibaye, Bénin)*

Les personnes et institutions ayant répondu aux enquêtes de terrain ont pour la plupart fait, pour la première fois et de manière concrète, le lien entre les questions de genre et les questions de TIC et développement. Certaines institutions ainsi rencontrées ont manifesté leur disposition à utiliser les résultats de recherche produits localement (ex Oxfam Quebec au Burkina Faso).

Moi même et mon institution ont appris du travail collaboratif, sur un sujet nouveau qui est le genre et le TIC. Ceux et celles qui ont participé au projet ont appris des méthodes de récoltes d'information et meilleure connaissance du genre. Les institutions et les individus ont bénéficié d'un grand travail de sensibilisation et d'information sur les TIC, le rôle du genre sur le sujet et éveil des structures et des gens sur la nécessité de prendre en compte le genre dans la démarche des TIC *(Sylvestre Ouedraogo, Burkina Faso)*

Les chercheurs nationaux envisagent maintenant des opérations de démultiplication des résultats de recherche, pour informer et sensibiliser les populations, notamment marginalisées et par l'intermédiaire des médias.

## Gestion du projet

Le projet a été géré conformément aux prévisions calendaires et budgétaires initiales, à l'exception de deux aspects qui sont la sous-évaluation des frais et des durées nécessaires pour les enquêtes de terrain et la défection du chercheur national du Sénégal. Ces deux imprévus n'ont pas affecté le calendrier ni le budget prévisionnels : les frais de recherches supplémentaires ont été trouvés sur les excédents de prévision concernant la rencontre présentielle ; les données collectées au Sénégal ont été traitées par le consultant régional en statistiques.

L'équipe de Dakar a été vraiment opérationnelle, sinon le projet n'aurait pas abouti (*Sylvestre Ouédraogo, Burkina Faso*)

Bonne coordination des activités du projet ; délai de réalisation du projet suffisant ; objectif et finalité du projet bien clairs et atteints. Mais un projet pionnier ce qui fait qu'au niveau de la méthodologie de travail pour le calcul des indicateurs, on a un peu « pédalé ». Il aurait fallu prévoir un budget de secrétariat et de communication d'autant plus qu'on travaille à distance, en ligne. (*Robertine Tankeu, Cameroun*)

La gestion scientifique du projet a été satisfaisante, grâce à la complémentarité des diverses expertises au niveau de la coordination régionale (coordonnatrice et consultant en statistiques) et des membres de l'équipe de recherche, appuyés par un groupe de référence aussi discret qu'attentif et efficace. La mise à niveau des membres de l'équipe, dans les domaines dont ils n'étaient pas initialement familiers (les TIC pour les uns, le genre pour les autres, les statistiques pour certains) a permis d'apporter une contribution de valeur, tout en réservant la possibilité d'améliorer encore les résultats, dans le futur.

Le montant alloué à la collecte était insuffisant, certaines observations n'ont pas été traitées avec beaucoup d'attention surtout les questions qui ont trait aux statistiques ; la coordonnatrice n'ayant pas toute la compétence requise en statistique pour satisfaire les demandes se trouve obligée parfois de passer sous silence ces préoccupations. Au titre des aspects positifs : recherche collective, échanges d'expériences avec les collègues des autres pays, prise de conscience d'un aspect nouveau pour la lutte contre la pauvreté notamment pour les femmes. C'est une opportunité pour chacun de nous de pouvoir mettre au niveau national à la disposition des décideurs et les associations qui œuvrent pour la lutte contre les inégalités dans nos sociétés un outil qui très tôt attirera l'attention pour ensuite influencer les décisions. (*Moustapha Gibibaye, Bénin*)

La proximité de l'équipe du CRDI a été très appréciée tout au long du projet, tant pour répondre aux questions techniques ou administratives qu'au point de vue du soutien scientifique.

## Incidence du projet

Dans chacun des pays concernés par la recherche, tout autant qu'au plan sous-régional, africain et mondial, cette recherche sur l'évaluation de l'ampleur de la fracture numérique de genre est une première, qui va susciter l'intérêt, tant pour la problématique que pour ses résultats, de la part de tous les acteurs concernés (décideurs, chercheurs, statisticiens, professionnels des médias, organisations de femmes). Auparavant, la question de la fracture numérique de genre était appréhendée comme une hypothèse théorique, dont on pouvait voir des manifestations dans la vie quotidienne mais que personne n'avait su ou pu décrire de manière suffisamment concrète pour être significative au plan des politiques publiques.

Le projet m'a permis d'apporter de plaider pour la prise en compte de la question genre et TIC en tant membre de l'équipe de montage du programme d'appui à la mise en œuvre du document de politique et stratégies nationales des TIC au Bénin, un programme parrainé par le CRDI qui vient d'être approuvé. Beaucoup de mes collègues ont eu l'occasion de découvrir de nouveaux concepts auxquels ils ne prêtaient pas une attention particulière, et ont été sensibilisés la question.  
*(Moustapha Gibibaye, Bénin)*

La méthodologie proposée a l'évidence de la simplicité, et les résultats apportés, qui sont frappant par leur ampleur et leur netteté, vont certes alerter tant les organisations de femmes que les décideurs politiques et les statisticiens. Il est probable que cette recherche fera date dans l'histoire des rapports entre le genre et les politiques de TIC et servira de référence à nombre de décideurs et d'organisations de promotion de l'égalité de genre. La fracture numérique de genre sera perçue comme une question concrète et mesurable appelant des mesures concrètes, et mesurables.

"Pour ma part, le projet a atteint ses objectifs au regard des données pertinentes auxquelles nous sommes parvenus. Le résultat le plus important pour moi, c'est d'avoir réussi à mettre à la disposition du public, un travail novateur. Au Bénin, ce travail sera également d'une grande utilité pour le ministère de la promotion de la femme dont le plan d'action de 2001-2006 n'avait pas perçu la question du genre et les TIC. Quant à moi, c'est une nouvelle piste de réflexion avec à ma disposition des informations de base pour une réflexion plus approfondie sur la question."  
*(Moustapha Gibibaye, Bénin)*

## Evaluation globale et recommandations

L'ensemble de l'équipe de recherche et du groupe de référence est convaincue d'avoir fait un travail pionnier, utile, efficace et convainquant. Le délai imparti pour ce travail, les efforts et le financement qui y ont été consacrés, ont été bien nécessaires pour des résultats amplement justifiés, tout laissant la place à la possibilité de les affiner et de les améliorer dans le futur. Le défi initial n'a pu être relevé que grâce à l'intérêt actuel suscité pour cette thématique pionnière, l'engouement des membres de l'équipe pour cette thématique et la formule de travail adoptée, l'expertise en recherche et en gestion de la coordonnatrice de la recherche, l'expertise approfondie du consultant en statistiques et le soutien constant du groupe de référence et de l'équipe locale du CRDI.

Dans un court délai, nous avons produit des données de qualité, grâce à la détermination des chercheurs nationaux, pour lesquels l'enjeu n'était pas économique, mais la volonté de découvrir et renforcer leurs propres capacités, ce à quoi nous sommes parvenus. Si c'était à refaire, il vaudrait mieux complètement élaborer une méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse des données et procéder au pré-test des outils de collecte avant l'atelier de Dakar, pour permettre d'identifier les difficultés possibles sur le terrain, les améliorations à apporter sur les outils, tester les différents logiciels de traitement des données, les méthodes d'apurement des données et enfin comment analyser les données recueillies. Il faut maintenant poursuivre la réflexion, aborder d'autres aspects de la question et affiner les indicateurs. Il faut également l'étendre à plusieurs villes au niveau de chaque pays mais aussi à d'autres pays de la sous-région.  
*(Moustapha Gibibaye, Bénin)*

Il serait souhaitable qu'une telle avancée scientifique et sociale soit développée dans le futur, répliquée dans le temps et dans l'espace, pour qu'elle puisse être prise en compte dans les processus de collecte et de traitement de l'information dans une perspective de développement humain durable, c'est-à-dire inclusive en termes de genre.

Cette recherche doit être approfondie pour affiner les indicateurs et les modes de calcul, et répétée afin que l'on puisse voir si la tendance change avec les politiques nationales. Elle pourrait ouvrir sur un observatoire qui ne traitera pas seulement du genre, mais de l'appropriation des TIC par les communautés dans la sous-région, en se fondant sur des indicateurs donnés, et, pourquoi pas, mériter une place dans les statistiques du PNUD!!!  
*(Sylvestre Ouedraogo, Burkina Faso)*

## **Annexes : Liste des résultats scientifiques**

L'ensemble des documents produits dans le cadre de la recherche sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone est disponible sur le site web Indifract : <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/accueil.html>

**Rapport régional** : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité ", Réseau Genre et TIC, 96 pages

### **Rapports nationaux :**

- **Bénin** : "La fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest et au Cameroun: état des lieux au Bénin", Moustapha Gibigaye, 73 pages
- **Burkina-Faso** : "Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique de l'Ouest ; Rapport National Burkina Faso", Sylvestre Ouédraogo, Yam Pukri, Deuxième version, Juin 2005 , 59 pages
- **Cameroun** : "Fracture numérique de genre au Cameroun : quelle ampleur ?" Robertine Tankeu, Anaïs AC, mars 2005, 58 pages
- **Mali** : "Fracture numérique du genre au Mali : existence, ampleur , pourquoi?, Document à l'intention des décideurs politiques, des ONG et de la société civile" Sonya Noudehou, 28 pages
- **Mauritanie** : "Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique de l'Ouest : données et indicateurs, Rapport national de la Mauritanie", Fatma Mint Elkory
- **Sénégal** : " etude sur la fracture numerique de genre « fng » Au senegal ", Oumoul Khayri Niang M'Bodj

### **Rapports des ateliers de restitution :**

- **Bénin**
- **Burkina-Faso**
- **Cameroun**
- **Mali**
- **Mauritanie**
- **Sénégal**

### **Les documents de travail :**

- Le questionnaire institutions
- Le questionnaire individus
- Le rapport de l'Atelier "Protocoles de collecte de l'information", Dakar (Sénégal), 9-14 août 2004
- Le tableau des indicateurs
- Le tableau de calcul des indicateurs

# **Rapports de recherche**

# Rapport régional de recherche



*Fracture numérique de genre  
en Afrique francophone*

**une  
inquiétante  
réalité**



Rapport régional de recherche : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité ", Réseau Genre et TIC, 96 pages,  
**Présenté à part**

# **Rapport National du Bénin**



Réseau genre et TIC (REGENTIC)

**Rapport National Bénin**

**La Fracture Numérique de Genre en  
Afrique de l'Ouest et au Cameroun : État  
des lieux au Bénin**

*Rapport final*

**Moustapha GIBIGAYE  
CEFORP, UAC**

*Avril 2005*



**F** **racture Numérique de  
Genre en Afrique de l'Ouest et  
au Cameroun : État des lieux  
au Bénin**

---

## Table des matières

---

Table des matières.....	3
Liste des tableaux.....	5
Liste des graphiques.....	6
Liste des sigles et acronymes.....	7
Remerciements.....	8
Résumé.....	9
<b>1. Introduction générale.....</b>	<b>11</b>
1.1 <i>Problématique et justification de l'étude.....</i>	<i>11</i>
1.2 <i>Objectifs de l'étude.....</i>	<i>12</i>
1.2.1 <i>Objectif général.....</i>	<i>12</i>
1.2.2 <i>Objectifs spécifiques.....</i>	<i>12</i>
1.2.3 <i>Clarification conceptuelle.....</i>	<i>12</i>
<b>2. Démarche méthodologique.....</b>	<b>14</b>
2.1 <i>Champ géographique de l'étude et population cible.....</i>	<i>14</i>
2.1.1 <i>Champ géographique.....</i>	<i>14</i>
2.1.2 <i>Champ numérique, population cible et lieux d'observation.....</i>	<i>14</i>
2.2 <i>L'échantillonnage.....</i>	<i>15</i>
2.3 <i>Les outils de collecte.....</i>	<i>15</i>
2.4 <i>Mise en œuvre de la collecte.....</i>	<i>16</i>
2.5 <i>Durée de la collecte.....</i>	<i>16</i>
2.6 <i>Traitement des données.....</i>	<i>16</i>
2.7 <i>Difficultés et limites de l'étude.....</i>	<i>16</i>
<b>3. Situation des TIC et les politiques nationales de genre au Bénin.....</b>	<b>18</b>
3.1 <i>Situation des TIC au Bénin.....</i>	<i>18</i>
3.1.1 <i>Infrastructures et services offerts.....</i>	<i>18</i>
3.1.2 <i>Téléphonie fixe et mobile.....</i>	<i>18</i>
3.1.2.1 <i>L'Internet.....</i>	<i>19</i>
3.1.2.2 <i>Les fournisseurs d'accès.....</i>	<i>19</i>
3.1.2.3 <i>Les activités et programmes sectoriels des Ntic.....</i>	<i>19</i>
3.2 <i>Les politiques nationales de genre et représentativité des femmes au Bénin sur l'échiquier national.....</i>	<i>20</i>
3.2.1 <i>Les grands contacts.....</i>	<i>20</i>
3.2.2 <i>Bref aperçu sur la représentativité des femmes sur l'échiquier national.....</i>	<i>21</i>
<b>4. Présentation des résultats : caractéristiques de l'échantillon.....</b>	<b>24</b>
<b>5. Indices de contrôle et de pertinence des contenus.....</b>	<b>26</b>
5.1 <i>Catégories de contenus virtuel.....</i>	<i>26</i>
5.2 <i>Les produits électroniques.....</i>	<i>26</i>
5.3 <i>Indice de contrôle.....</i>	<i>27</i>
5.4 <i>Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC.....</i>	<i>28</i>
5.5 <i>Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés.....</i>	<i>29</i>
<b>6. Indice de capacité.....</b>	<b>31</b>
6.1 <i>Disparités en formation générale : Scolarisation et alphabétisation.....</i>	<i>31</i>
6.1.1 <i>Niveau de scolarisation : primaire.....</i>	<i>31</i>
6.1.2 <i>Niveau de scolarisation : secondaire.....</i>	<i>32</i>
6.1.2.1 <i>L'enseignement technique et professionnel.....</i>	<i>32</i>

6.1.2.2 Enseignants dans l'enseignement technique et professionnel .....	33
6.1.3 Niveau de scolarisation : supérieur.....	34
<b>6.2 Alphabétisation.....</b>	<b>34</b>
<b>6.3 Disparités en formation numérique.....</b>	<b>34</b>
6.3.1 Formation en informatique et en Internet .....	35
6.3.1.1 Formation en informatique.....	35
6.3.1.1.1 Formation formelle ou informelle en informatique.....	35
6.3.1.1.2 Formation formelle en informatique .....	36
6.3.1.2 Formation en Internet .....	36
6.3.2 Prise en compte du genre dans les formations en TIC .....	38
6.3.3 Pourcentage de femmes et/ou d'hommes professionnels des TIC.....	38
<b>7. Indice de connectivité : accès et accessibilité .....</b>	<b>39</b>
7.1 Utilisation de l'ordinateur/Internet/téléphone portable dans le cadre des activités professionnelles ou personnelles .....	39
7.1.1 Utilisation de l'un au moins des TIC ciblées.....	39
7.1.2 Utilisation de l'ordinateur.....	40
7.1.3 Utilisation de l'Internet .....	41
7.1.4 Utilisation du téléphone portable .....	41
7.2 Accès aux TIC.....	42
7.2.1 Accès à l'ordinateur au bureau ou au service.....	43
7.2.2 Accès à l'ordinateur dans un lieu public.....	43
7.2.3 Accès à l'ordinateur à domicile.....	43
7.2.4 Accès à l'Internet au bureau ou au service .....	44
7.2.5 Accès à l'Internet dans un lieu public (cybercafé, télécentre, etc.).....	44
7.2.6 Accès à l'Internet à domicile .....	46
7.2.7 Accès au téléphone portable.....	46
7.3 Abonnement au téléphone portable et/ou a une adresse Internet.....	46
7.4 Utilisation de l'ordinateur, Internet et du téléphone portable. ....	47
7.5 Difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC.....	49
<b>8. Conclusion et recommandations .....</b>	<b>50</b>
<b>9. Références bibliographiques .....</b>	<b>51</b>
<b>10. Annexes 1 Tableaux statistiques .....</b>	<b>52</b>
<b>10. Annexes 2 : liste des sites nationaux d'extension ".bj" .....</b>	<b>65</b>
<b>11. Annexes 3 : Les outils de collecte .....</b>	<b>66</b>

---

## Liste des tableaux

---

	Page
<b>Tableau 1 :</b> Répartition de l'échantillon "individu" par localité touchée pour l'enquête individu.....	15
<b>Tableau 2 :</b> Répartition de l'échantillon "institution" par localité touchée pour l'enquête institution.....	15
<b>Tableau 3 :</b> Taux nets de scolarisation au primaire par milieu de résidence et par sexe en 2002 au Bénin.....	31
<b>Tableau 4 :</b> Répartition (en %) des élèves par sexe dans l'enseignement secondaire général public et privé.....	32
<b>Tableau 5 :</b> Rapport de Féminité dans l'enseignement technique et professionnel.....	33
<b>Tableau 6 :</b> Proportion (en %) des étudiantes dans l'enseignement supérieur par sexe.....	34
<b>Tableau 7 :</b> Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus au Bénin en 2002.....	34

---

## Liste des graphiques

---

	Page
<b>Graphique 1</b> : Répartition des enquêtés par sexe selon la situation professionnelle.....	24
<b>Graphique 2</b> : Répartition des enquêtés selon le sexe et le domaine d'activité.....	25
<b>Graphique 3</b> : Proportion de femmes et d'hommes dans les instances politiques de décision TIC au Bénin en 2004.....	27
<b>Graphique 4</b> : Répartition (en %) des élèves selon le sexe dans l'enseignement technique et professionnel (privé et publique).....	32
<b>Graphique 5</b> : Proportion (en %) des enseignants selon le sexe et le secteur (public et privé) dans l'enseignement technique et professionnel.....	33
<b>Graphique 6</b> : Proportion des enquêtés hommes et femmes ayant reçu une formation formelle ou informelle selon le milieu de résidence, l'âge et le niveau d'instruction.....	36
<b>Graphique 7</b> : Proportion des enquêtés ayant reçu une formation formelle en Internet selon le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le milieu de résidence.....	38
<b>Graphique 8</b> : Utilisation de l'un au moins des TIC pour les activités professionnelles ou personnelles par les enquêtés.....	40
<b>Graphique 9</b> : Proportion (%) des utilisateurs d'ordinateur et d'Internet à des fins professionnelles ou personnelles.....	41
<b>Graphique 10</b> : Utilisation du téléphone portable dans les activités personnelles ou professionnelles selon le milieu de résidence et le sexe des enquêtés.....	42
<b>Graphique 11</b> : Proportion des enquêtés ayant accès à l'Internet par le biais du milieu professionnel ou des lieux d'accès publics selon l'âge .....	45
<b>Graphique 12</b> : Pourcentage des enquêtés ayant accès à l'Internet, par le biais du milieu professionnel ou des lieux d'accès publics selon le milieu de résidence.....	45
<b>Graphique 13</b> : Proportion des enquêtés ayant souscrit à un abonnement au téléphone portable et/ou à une adresse Internet selon le sexe.....	46
<b>Graphique 14</b> : Proportion des utilisateurs de l'ordinateur, Internet et le téléphone portable selon les catégories d'usage et le sexe.....	48



---

## **Liste des sigles et acronymes**

---

<b>AGENTIC</b>	:	<b>Agence de Gestion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication</b>
<b>BUBEDRA</b>	:	<b>Bureau Béninois du Droit d'Auteur</b>
<b>CBI</b>	:	<b>Commission Béninoise pour l'informatique</b>
<b>CEA</b>	:	<b>Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique</b>
<b>CEFOP</b>	:	<b>Centre de Formation et de Recherche en matière de Population</b>
<b>CRDI</b>	:	<b>Centre Canadien de Recherche sur le Développement International</b>
<b>HAAC</b>	:	<b>Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication</b>
<b>MCPTN</b>	:	<b>Ministère de la Communication et de la Promotion des Technologies Nouvelles</b>
<b>ONG</b>	:	<b>Organisation non Gouvernementale</b>
<b>RGPH</b>	:	<b>Recensement Général de la population et de l'Habitation</b>
<b>TIC</b>	:	<b>Technologie de l'Information et de la Communication</b>

---

## **Remerciements**

---

Tous nos remerciements aux réseaux REGENTIC et INDIFRACT en particulier à la Coordinatrice, Marie-Hélène Mottin-Sylla pour tout le courage et la ténacité dont elle fait preuve. A tous les chercheurs nationaux et personnes ressources membres de INDIFRACT ayant apporté leur appui à différents niveaux durant tout le processus.

Nos remerciements vont également à l'endroit de toutes les bonnes volontés au niveau national qui ont accepté de prendre part à cette étude en apportant leur contribution, je veux nommer les différentes structures publiques et privées les organisations de la société civile, les personnes ressources, les populations. A à toute l'équipe du CEFORP qui a aidé à la réalisation de ce document : personnel de terrain, chercheurs.

---

## Résumé

---

L'étude sur la fracture numérique du genre en Afrique de l'Ouest et au Cameroun, est une enquête par sondage qui a couvert globalement six pays : le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Aujourd'hui, il est quasiment impossible de mener une quelconque activité sans faire usage d'une TIC. La lutte contre les disparités entre hommes et femmes dans les différents secteurs d'activité pour un développement durable et équitable est devenu une réalité dans la plupart des sociétés africaines. Beaucoup de choses reste cependant à faire pour un meilleur épanouissement de la femme. Dans cette perspective, le réseau genre et TIC de l'ONG internationale ENDA a initié cette étude pour produire des indicateurs désagrégés par sexe pour une meilleur prise de décision.

Au Bénin, l'enquête a couvert trois<sup>1</sup> des quatre principales villes, le milieu semi urbain et deux zones rurales tous couverts par les TIC. Elle a touché mille six (1006)<sup>2</sup> personnes individuellement et soixante trois (63) institutions. Parmi les individus touchés, on dénombre 45,2% de femmes et 54,8% hommes. L'étude s'est intéressé aux acteurs suivants : entreprises privées formelles ou informelles, instances politiques nationales et locales; organisations de la société civile, milieux associatifs ; organisations publiques et privées ; centres de formation publique et privé ; télé centre, cybercafés et certains ménages au sein des quartiers.

Le présent rapport restitue des informations relatives à quatre domaines stratégiques en matière de TIC : le contrôle, la pertinence des contenus, la capacité et la connectivité (accès et accessibilité).

Avec un indice synthétique global de **0,97** au Bénin, la fracture numérique est réelle et présente d'énormes disparités à l'intérieur.

**Contrôle** : L'indice de contrôle est de **1,21 (0,28** chez les femmes et **0,23** au niveau des hommes). Logiquement en faveur des femmes, cet indice montre cependant que 69,4% des hommes enquêtés contre 30,6% de femmes contrôlent les instances de décision politique en matière de TIC. Ils sont 2,3 fois plus présents et montrent un faible niveau de connaissance du concept genre. (24% des hommes touchés contre 100% des femmes). L'analyse du contenu des textes relatifs aux TIC révèle également l'absence d'une réelle implication du genre.

**Pertinence des contenus** : Les contenus sont diversement appréciés par les hommes et les femmes. L'analyse de l'adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés par les hommes et les femmes, montre un indice global de **0,93 (0,38** pour les hommes qui se disent satisfaits des contenus contre **0,36** chez les femmes qui pensent le contraire) L'adéquation totale des contenus virtuels aux besoins et attentes est estimée à 79,5% pour les deux sexes (80,8% des hommes ; 77,5% de femmes). Les femmes ayant atteint le niveau supérieur sont autant satisfaites par les contenus virtuels que les hommes ayant le même niveau d'instruction.

**Capacité** : La capacité d'usage des TIC est fonction du niveau d'éducation/alphabétisation. Le taux d'alphabétisation au plan national est estimé à 37,7% en 2002. Ce taux encore faible, présente un déséquilibre en faveur des hommes : 48,2% des hommes est alphabétisé contre 28,1% chez les femmes, soit un indice de disparité du genre de 0,58<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cotonou et Porto-Novo dans le sud et Parakou dans le nord

<sup>2</sup> Tous les tableaux statistiques liés aux différents échantillons sont en annexe

<sup>3</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3), fév. 2002

Les tendances se confirment à l'issue de cette étude où l'indice de capacité global est de **0,87** (chez la femme il est de **0,19** contre **0,22** chez l'homme). En matière de formation numérique, 66% des enquêtés se sont formés (dans le formel ou l'informel) en Internet : 67,2% des hommes contre 63,7% de femmes. Alors qu'en informatique, les femmes sont plus enclines à la formation formelle, les hommes s'initient plus dans l'informel.

Les centres de formation en TIC tiennent peu compte du genre dans la sélection des formateurs (seulement 18% des centres touchés) et des bénéficiaires de leur prestation (12%). La situation est plus criarde quand il s'agit du contenu des formations (6%) et des supports pédagogiques (6%).

**Connectivité accès et accessibilité** : D'une façon générale, l'indice global de connectivité est de **0,93** (**0,51** pour les femmes contre **0,55** pour les hommes). Les hommes du milieu urbain ont un léger avantage comparés aux femmes (37% contre 34%). C'est tout le contraire qu'on observe en milieu rural. Plus de la moitié des enquêtés (54%) fréquentent les lieux publics pour accéder aux ordinateurs. D'une façon générale, on retrouve plus d'hommes (57,4%) que de femmes (50,8%) à ces endroits.

En milieu professionnel au Bénin, l'Internet reste encore une denrée rare. Seule une personne sur six (17%) a accès au Net. Les hommes plus que les femmes (21% contre 13%) en profitent. La possibilité d'accéder au Net en milieu professionnel dépend aussi du niveau d'instruction. Près de quatre répondant sur cinq au supérieur (36%) dont 30% de femmes contre 39% d'hommes ont accès à Internet.

Dans les lieux publics, les disparités observées selon le sexe sont s de plus de dix (10) points au profit des hommes (59,0% contre 48,6 pour les femmes). Les hommes utilisent plus le téléphone portable et Internet à la fois, que les femmes. La proportion des hommes abonnés à une adresse Internet est 1,3 fois supérieur à celle des femmes (hommes=60%; femmes=47%). Les hommes ont une légère avance sur les femmes en ce qui concerne l'usage personnel de l'ordinateur, Internet et du téléphone portable (soit respectivement 64% contre 58%; 60% contre 49% et 79% contre 77%). La même tendance caractérise l'usage professionnel de ces TIC.

---

# 1. Introduction générale

---

## 1.1 Problématique et justification de l'étude

---

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont aujourd'hui en train de révolutionner presque tous les aspects du développement. En tant que nouvelle donne incontournable, ces outils sont de plus en plus intégrés dans l'agenda de développement des pays africains avec l'élaboration des politiques et stratégies nationales des TIC en vue de leur insertion progressive dans les actions de développement. Elles constituent aujourd'hui un outil de la lutte contre la réduction de la pauvreté, par le fait qu'elles peuvent avoir un impact appréciable dans le cadre des différents processus de production pouvant aboutir à la satisfaction des besoins de base des hommes et des femmes. Le processus de développement et de mise en œuvre de ces outils en Afrique de l'Ouest et au Bénin en particulier connaît déjà des faiblesses qu'il convient de prendre en compte assez tôt dans les différents programmes de développement pour permettre à toutes les couches de la vie sociale de jouir pleinement de leurs avantages.

S'il est vrai que la « fracture numérique » entre les différentes zones géographiques (urbaines et rurales) contribuent à l'inégal accès aux TIC de façon générale, il faut également noter l'existence d'une autre fracture numérique qui frappe particulièrement les femmes. Comparées aux hommes, les femmes semblent avoir moins de possibilités d'accès aux nouvelles technologies à cause de leur niveau d'éducation en général plus bas et un pouvoir économique et politique faible. Alors qu'elles représentent la majorité de la population dans plusieurs pays en développement et jouent un rôle essentiel dans les différents secteurs de la vie économique, les femmes sont confrontées à plusieurs obstacles : difficulté d'accès à des lieux publics, absence de connaissance des possibilités offertes par les TIC, manque de temps matériel pour participer à une formation et pour utiliser les TIC, etc. Il se pose de ce fait un réel handicap pour les femmes d'être outillées sur les choix concernant leur quotidien (choix de produits, possibilité de formation, débouché de vente de leurs différents produits etc.). Or de nos jours, avec la mondialisation, les TIC se révèlent être des outils précieux à plusieurs niveaux de production. Elles multiplient chaque jour de nouvelles opportunités pouvant renforcer le développement économique et social des populations. Mais, le constat général est que leur utilisation, se trouve être réduit par les relations de pouvoir existant : les hommes occupent la plupart des postes de décision et les politiques mises en œuvre marginalisent plus les femmes.

Renforcer les capacités des femmes ou associations de femmes en Afrique à travers l'usage des nouvelles technologies devient donc de plus en plus une préoccupation. A cet effet, les organisations de la société civile et les organismes s'emploient à résorber ces inégalités afin de mettre les technologies au service de l'égalité des sexes et de la justice sociale.

Au Bénin, en dépit des efforts de promotion de la femme constatés sur le terrain, la problématique du genre et les TIC n'est quasiment pas prise en compte. *Le Plan d'Action de la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PA/PNPF)* constitue le document de référence de la promotion de la femme. Mais ce support ne met pas en exergue la question du genre et les TIC. D'un autre point de vue, *la Politique et Stratégies des TIC au Bénin* qui se trouve être le document de référence sur la politique des TIC n'a fait qu'effleurer la question du genre dans le 4<sup>ème</sup> pilier relatif à la « *politique de développement des applications*

sectorielles favorables à la dynamisation des activités de tous les secteurs de la vie au Bénin » évoquant « la promotion de la jeunesse et du genre ». Il se pose donc au Bénin, un manque criard de données de base désagrégées par sexe dans ce secteur permettant d'apprécier l'ampleur des disparités.

La présente étude vient donc à point nommé. Recherche exploratoire non exhaustive, elle expose cependant un premier visage sur le niveau d'utilisation des TIC par les deux composantes de la société.

L'initiative du réseau Genre et TIC parrainée par l'ONG ENDA au Sénégal, a permis au Bénin à l'instar d'autres pays d'Afrique de l'ouest (Burkina-Faso Mali, Mauritanie et Sénégal) et du centre (Cameroun), de prendre part à la recherche sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la fracture numérique de genre en Afrique francophone. Les données produites ont permis d'apprécier la dimension réelle des faits. Ces informations permettront aux décideurs politiques béninois de prendre des mesures appropriées qui favorisent une participation aux processus de décision dans le secteur des TIC, dans une perspective d'égalité de genre afin de contribuer à l'épanouissement des femmes et à la lutte contre la pauvreté.

## ***1.2 Objectifs de l'étude***

---

### **1.2.1 Objectif général**

Il s'agit dans le cadre de l'étude sous régionale, de mesurer au niveau du Bénin, l'ampleur de la fracture numérique de genre à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

### **1.2.2 Objectifs spécifiques**

De façon plus spécifique, il s'agit au niveau du Bénin :

- de contribuer à la dynamique du réseau sous-régional et francophone de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique.
- d'identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et mesurer la fracture numérique de genre au Bénin
- de mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données, à l'issue de la collecte des données et en proposer une analyse au niveau local (Bénin).
- de Produire, publier et diffuser les résultats, auprès des audiences d'utilisateurs concernés.

### **1.2.3 Clarification conceptuelle**

Pour mieux cerner le contenu de ce rapport, il est nécessaire de procéder à une clarification de certains thèmes utilisés (voir *Encadré 1*)

### **Encadré 1 : Quelques concepts clés**

**Abonnement** : Accord de licence par lequel le souscripteur paie un service à un fournisseur pour accéder à une TIC (Source : ITU, WTDR2003)

**Accès** : Capacité ou possibilité d'utiliser un outil ou un service de TIC, par exemple en disposant à la maison, ou à distance accessible, ou dans un rayon de couverture. Avoir accès à une TIC ne signifie pas que la personne utilise cette TIC. (Source : ITU, WTDR2003)

**Accès et accessibilité** : L'accès est la disponibilité physique en infrastructure et technologies de l'information et de la communication. L'accessibilité, c'est la capacité à utiliser ces infrastructures et technologies.

**Accès universel** : Traite de l'accès raisonnable aux TIC pour tous. Se compose du service universel pour ceux ont les moyens de payer un service individuel aux TIC et la fourniture généralisée de services de TIC dans un raisonnable rayon d'accès pour les autres. Statistiquement mesuré par le pourcentage de la population desservie en TIC. (Source : ITU, WTDR2003)

**Accessibilité** : Tarification d'un service de TIC permettant à la plupart des citoyens de le payer. (Source : ITU, WTDR2003)

**Égalité versus équité** : L'égalité signifie que tout le monde a les mêmes chances, particulièrement dans le domaine de l'accès aux ressources. En d'autres termes, l'égalité signifie qu'il n'y a aucune discrimination structurelle au niveau des individus et des groupes sociaux. L'équité est plus large que l'égalité, car elle prend en compte les facteurs discriminants qui, malgré le principe, ne permettent pas à ceux que l'on désigne comme égaux de bénéficier concrètement de ces avantages à égalité. L'équité permet de prendre en compte les écarts de départ. (Sarr, 1999)

**Fracture (ou fossé numérique)** : Le fossé numérique peut être défini comme une inégalité face aux possibilités d'accéder et de contribuer à l'information, à la connaissance et aux réseaux, ainsi que de bénéficier des capacités majeures de développement offertes par les TIC. Ces éléments sont quelques uns des plus visibles du fossé numérique, qui se traduit en réalité par une combinaison de facteurs socio-économiques plus vastes, en particulier l'insuffisance des infrastructures, le coût élevé de l'accès, le manque de création locale de contenus et la capacité inégale de tirer parti, aux niveaux économiques et social, d'activités à forte intensité d'information. (Michel, 2001, p. 32)

**Secteur des TIC** : l'ensemble des industries et des services de collecte, transmission et diffusion électronique des données et informations

**TIC, technologies de l'information et de la communication** : l'ensemble des équipements, logiciels, réseaux et medias permettant la collecte, le stockage, le traitement, la transmission et la présentation de l'information (voix, données, textes, images).

**Usage et utilisation** : L'usage se réfère aux potentialités qu'offrent les TIC (par exemple : se connecter à Internet). L'utilisation concerne l'usage qu'on fait des TIC (par exemple : animer une liste virtuelle de discussion thématique)

---

## **2. Démarche méthodologique**

---

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de la réalisation de cette recherche s'articule autour des points ci-après :

- (i) le champ de l'étude et la population cible,
- (ii) l'échantillonnage,
- (iii) les outils de collecte,
- (iv) la mise en œuvre de la collecte
- (v) et le traitement des données.

---

### ***2.1 Champ géographique de l'étude et population cible***

---

#### **2.1.1 Champ géographique**

L'étude a en priorité pris en considération les zones couvertes par les trois TIC (Ordinateur, Téléphone portable et Internet). A cet effet, les localités ci-après ont été touchées :

- Cotonou et sa périphérie dans le département du Littoral,
- Allada dans le département de l'Atlantique,
- Porto-Novo et Adjarra dans le département de l'Ouémé ;
- Parakou, dans le département du Borgou,

Au total, ont été parcouru dix (10) arrondissements urbains dans Cotonou, Porto-Novo et Parakou (principaux centres urbains) ; trois arrondissements péri-urbains à Cotonou et à Parakou ; deux arrondissements ruraux (Allada et Adjarra). Les données ont été collectées dans trente neuf (39) quartiers de l'ensemble dans localités sillonnées.

#### **2.1.2 Champ numérique, population cible et lieux d'observation**

##### ***2.1.2.1 Champ numérique***

Trois TIC sont privilégiés dans le cadre de la présente étude à savoir l'ordinateur, l'Internet et le téléphone portable. En effet, la vélocité des mutations technologiques dans le monde et en Afrique en particulier justifie ce choix au détriment des autres TIC à savoir la télévision, la radio etc. Aussi, leur caractère individuel peut permettre non seulement le développement personnel mais aussi, contribuer à réduire la pauvreté au sein de la population en général et au niveau des femmes en particulier.

##### ***2.1.2.2 Population cible***

L'étude a touché à la fois les individus des deux sexes (homme et femme) âgés d'au moins quinze (15) ans. Trois types d'enquêtés ont été retenus. Il s'agit des employés, les clients/ usagers ou non des TIC et des apprenants touchés dans différents lieux d'observation.

##### ***2.1.2.3 Lieux d'observation***

Dans le but de produire des informations pour une meilleure appréciation du niveau d'appréhension des tic auprès des différentes catégories de personnes retenues, les lieux d'observation ci-après ont été ciblés : les entreprises privées formelles ou informelles (instances économiques de TIC) ; les instances politiques nationales et locales (de décision ou non en matière de TIC); les organisations de la société civile (ayant pour mandat le secteur



des TIC ou actives sur les questions de genre); les milieux associatifs ; les organisations publiques et privées ; les centres de formation publique et privé ; les télécentres, les cybercafés et les ménages au sein des quartiers.

## 2.2 L'échantillonnage

Un échantillon de mille six (1006) individus et soixante trois (63) institutions a permis de produire en relation avec les objectifs à atteindre. La répartition de cet échantillon a été faite en tenant compte de la taille de population (homme, femme) par localité retenue. Au niveau de chaque localité, un minimum de trente (30) individus a été enquêté par quartier en zone urbain/péri-urbaine et vingt cinq (25) individus par quartier en milieu rural. La répartition de l'échantillon par localité se présente comme suit :

**Tableau 1 : Répartition de l'échantillon "individu" par localité touchée pour l'enquête individu**

Commune	Type de milieu	Nb. total d'ind. prévu	Nb. d'ind. dans ménages	Nb. D'ind. dans autre lieux d'obs.	Nb d'individus touchés effectivement
Cotonou	Urbain et Péri-Urbain	540	180	360	543
Parakou	Urbain et Péri-Urbain	120	40	80	128
Porto-Novo	Urbain	180	60	120	181
Allada	Rural	75	50	25	78
Adjarra	Rural	75	50	25	76
<b>Total</b>	-	<b>990</b>	<b>380</b>	<b>610</b>	<b>1006</b>

Au niveau des institutions, la répartition de l'échantillon se présente comme suit :

**Tableau 2 : Répartition de l'échantillon "institution" par localité touchée pour l'enquête institution**

Commune	Type de milieu	Nb d'institutions touchées
Cotonou	Urbain et Péri-Urbain	21
Parakou	Urbain et Péri-Urbain	13
Porto-Novo	Urbain	14
Allada	Rural	13
Adjarra	Rural	2
<b>Total</b>		<b>63</b>

Un sondage aréolaire stratifié à un degré a été conçu. Trois strates ont été retenues : la zone urbaine : Cotonou, Porto-Novo, Parakou, la zone péri-urbaine (de Cotonou et Parakou) et la zone rurale : Allada et Adjarra ont été choisies de façon raisonnée.

## 2.3 Les outils de collecte

Trois outils de collecte ont été utilisés : un questionnaire individu, un questionnaire institution et un guide d'entretien à l'endroit de personnes ressources pour recueillir les données. Le questionnaire individu comporte sept sections : l'identification, la connaissance du genre, l'ordinateur, l'Internet, le téléphone mobile/portable/cellulaire et la conclusion. Quant au questionnaire institution, il comporte cinq sections : l'identification, connaissance/implication du genre, projet formel et informel de formation, conclusion et la section fin d'interview (voir questionnaires en annexes).

## ***2.4 Mise en œuvre de la collecte***

---

Dix (10) agents de collecte de niveau universitaire (hommes et femmes) ont été recrutés et formés au Centre de Formation et de Recherche en matière de Population (CEFOP) pendant deux jours. Trois superviseurs ont veillé au bon déroulement de la collecte des données. Avant la phase de collecte proprement dite, les dix agents de collecte ont été mobilisés pour une journée en vue de tester les outils dans les localités non retenues pour la phase proprement dite.

Comme méthode de collecte des données, le porte à porte (ou méthode de l'itinéraire) a été utilisé. Elle a permis aux agents de collecte, d'identifier les structures éligibles et d'administrer les questionnaires. Des équipes de deux à trois enquêteurs ont été déployées dans les arrondissements échantillonnés pour sillonner tous les quartiers qui y sont retenus.

## ***2.5 Durée de la collecte***

---

La collecte des données a duré en moyenne dix (10) jours. Elle varie en fonction Selon la taille de l'échantillon par localité : Cotonou 13 jours ; Parakou 9 jours, Porto-Novo et Adjara 10 jours, Allada 9 jours. En définitive la collecte s'est étendue du 24 Septembre au 11 Octobre 2004.

## ***2.6 Traitement des données***

---

Les opérations de saisie, de contrôle et d'apurement des données ont été réalisées au CEFOP, au moyen de la version 6 du logiciel EPI-INFO Après la saisie des données, un programme d'apurement des données a été élaboré puis exécuté pour déceler et corriger les erreurs de saisie et les incohérences contenus sur les questionnaires.

La tabulation des données a été réalisée avec la version 10.1 du logiciel SPSS. Les travaux de mise en forme des résultats (tableaux, graphiques) ont été réalisés à l'aide des logiciels EXCEL et WORD.

Deux agents de dépouillement et de codification ont été formés pour parachever l'examen des réponses entamées sur le terrain. Deux opératrices de saisie ont assuré le transfert des données collectées sur support magnétique. Les données de l'enquête ont été analysées à l'aide des techniques d'analyse uni variée et bivariée.

## ***2.7 Difficultés et limites de l'étude***

---

La mise en œuvre de cette première étude sur le genre et les TIC au Bénin a connu certaines difficultés d'ordre pratique. Elles peuvent être résumées en cinq points à savoir :

- les difficultés liées à l'obtention de données de base auprès de certaines structures au cours de la phase exploratoire ;
- la difficile ou laborieuse collaboration des institutions et de certains individus et le refus pur et simple de l'entretien par d'autres;
- le faible niveau de connaissance du genre de la part de certains enquêtés : ce a allongé les entretiens dans certains lieux d'observation ;
- les rendez-vous manqués par manque de temps de la part de certaines catégories d'enquêtés,

- le processus de remplacement de certaines institutions qui ont refusé de collaborer a pris également du temps du fait qu'il fallait introduire une correspondance officielle avant de pouvoir réaliser les interviews etc.).

Comme limite, la présente étude compte tenu des contraintes budgétaires n'a pris en compte qu'une cinquantaine d'institutions toutes catégories confondues et n'a couvert que cinq localités. Une investigation plus approfondie avec un plus grand nombre d'institutions, aurait pu permettre de recueillir plus d'informations.

---

## **3. Situation des TIC et les politiques nationales de genre au Bénin**

---

### **3.1 Situation des TIC au Bénin**

---

La promotion et le développement des TIC au Bénin se sont traduits par la mise en œuvre d'un certain nombre d'infrastructures de base dans les domaines des télécommunications, de l'informatique et des médias. Il s'agit notamment de : (i) la création d'un Ministère de la Communication et de la Promotion des Technologies Nouvelles (MCPTN) en 2001, d'une direction chargée de la promotion des TIC (DPNTIC), et d'une Agence de Gestion des TIC (AGeNTIC) en 2001; (ii) la mise en place de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), (iii) l'adoption du décret portant création de la Commission Béninoise pour l'informatique (CBI) dont la mission est l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique nationale dans le domaine de l'informatique.

Cependant, les télécommunications au Bénin sont encore peu développées. L'office des Postes et Télécommunications en tant que pilier central des Télécoms est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il dispose d'un réseau mixte : analogique et numérique.

#### **3.1.1 Infrastructures et services offerts**

La plupart des infrastructures de base en matière de TIC appartiennent à l'OPT. Elles permettent d'offrir au plan national, sept (7) principaux services : la téléphonie (fixe et mobile), la messagerie Internet, la navigation, l'enregistrement du nom de domaine, hébergement de site web, fournisseur d'accès Internet, abonnement au FTP.

#### **3.1.2 Téléphonie fixe et mobile**

La densité téléphonique actuelle en mai 2003, (si l'on considère le téléphone fixe uniquement) se situe autour de 0,9 pour cent (9 téléphones pour mille habitants) : c'est l'un des taux les plus faibles au monde, même s'il est représentatif de la moyenne en Afrique subsaharienne. On estime qu'avec la téléphonie mobile, cette télé densité est située entre 1 et 2 %. Dans la pratique, un plus grand nombre de Béninois a accès au téléphone par le biais des multiples télécentres privés et cabines téléphoniques publiques. On dénombre jusqu'en mai 2003, 63950 abonnés au réseau conventionnel (mobile et fixe).

La téléphonie mobile GSM lancée en mai 2000, s'est rapidement développée. Bien que les télécommunications soient encore largement sous monopole étatique, certains secteurs comme la téléphonie cellulaire ont été libéralisés à partir de 1997. Outre *Libercom*, filiale de l'OPT, trois opérateurs privés de téléphonie mobile (*Télécel*, *Bénincell*(devenu *areeba*) et *BellBénin Communication*) ont été agréés. On estime aujourd'hui que le nombre d'abonnés au réseau mobile a déjà doublé celui du fixe. Jusqu'en décembre 2004 il avait y au niveau de (i) *Libercom* 69.607 abonnés pour une capacité de 70 000 ; (ii) 180 000 à *Bénincell* pour une capacité de 250000 abonnés (ii) 128 000 abonnés à *Télécel* pour une capacité de 300 000 et (iv) 15 035 abonnés sur 100 000 à *BBCom* soit une télé densité de 6% pour le GSM. Qu'en set-il de l'Internet ?

### 3.1.2.1 L'Internet

Le Bénin a été connecté à l'Internet en décembre 1995 à la faveur du sommet de la Francophonie avec une passerelle d'accès de 64 kilobits par seconde. Depuis le 07 mai 2003, le débit du nœud national à l'Internet est de 45 mégabits/s.

A part l'OPT, plusieurs opérateurs privés fournissent également l'accès Internet soit par réseau téléphonique commuté (RTC), soit par boucle locale radio, soit par satellite VSAT ou soit par ADSL dernière technologie mise en service par l'OPT il y a peu de temps.

La situation de la connectivité jusqu'en juin 2004 au niveau de l'OPT fait état de : 6006 abonnés par liaison RTC, 13 par liaison ADSL, 21 liaisons Spécialisées Wireless 17 liaisons spécialisées et autres. On dénombre également 66 sites nationaux .bj avec 51 hébergés à l'OPT et 15 à l'extérieur<sup>4</sup>

Dans le secteur privé au Bénin, on dénombre environ 760<sup>5</sup> télécentres offrant sur le plan national des services afférents à l'accès Internet et à la formation.

Une estimation des internautes fait état de plus 100 000. L'accès à l'Internet est beaucoup plus développé dans les grandes agglomérations notamment à Cotonou. Pour permettre l'accès à un plus grand nombre de personnes, le gouvernement du Bénin a mis en place courant 2002 une vingtaine de télécentres communautaires<sup>6</sup> offrant des services Internet répartis sur le territoire national.

### 3.1.2.2 Les fournisseurs d'accès

On dénombre deux groupes de fournisseurs d'accès Internet : les fournisseurs d'accès reliés à l'OPT et ceux qui ne le sont pas. On peut citer l'OPT, opérateur public et historique [www.opt.bj](http://www.opt.bj), Firstnet [www.firstnet.bj](http://www.firstnet.bj), Sobiex informatique [www.sobiex.bj](http://www.sobiex.bj), Espace Informatique et Télécommunications (EIT) [www.eit.bj](http://www.eit.bj), le groupe géant, le MCPT, Unitec-Bénin, Afripa-Télécom, et Global Trading Agency propose une connexion par satellite <http://www.globaltradingagency.biz/fr/INDEX.htm>.

Notons également que le Campus numérique francophone [www.bj.refer.org](http://www.bj.refer.org) offre la connexion à la communauté universitaire, tandis que le Ministère du Plan <http://www.planben.gouv.bj> connecte l'administration.

### 3.1.2.3 Les activités et programmes sectoriels des Ntic

- Le Programme de constitution de réseaux pour le développement durable (Sustainable Development Networking Program - SDNP) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a pour objectif global de contribuer à la promotion des NTIC au Bénin. Ces actions sectorielles sont surtout relatives à la formation, à l'informatisation des structures et à leur connexion à l'Internet.
- Le système d'information environnemental mis en place par l'ABE (Agence Béninoise pour l'Environnement), avec le concours de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) c'est un Système d'Information et de Suivi de l'Environnement sur l'Internet (SISEI) <http://www.sisei.net/nationaux/benin/> ..

<sup>4</sup> Données Statistiques de l'Office des Postes et Télécommunications, Direction des NTIC, juin 2004

<sup>5</sup> PNUD/PASNTIC/CEFOP, Statistiques sur les NTIC dans le secteur privé au Bénin, vol 2, 2003 p5

<sup>6</sup> La plupart de ces télé-centres sont fermés faute de ressources, ou de mauvaise gestion.

- Le secteur agricole, malgré son importance, connaît très peu d'activités en relation avec les TIC. On note cependant, quelques grandes initiatives notamment la mise en place du système d'information rural RUNetwork [www.runetwork.de](http://www.runetwork.de) (dans le cadre de la coopération entre l'Allemagne et l'Institut National de Recherche Agronomique du Bénin - INRAB), le Réseau Béninois des Téléservices Communautaires installés par l'ONG Songhai [www.songhai.org](http://www.songhai.org), l'offre de services internet aux acteurs du monde rural et enfin, la mise en place d'une plate-forme d'information par l'ONG BorgouNet [www.borgou.net](http://www.borgou.net), etc.
- **Au niveau du secteur de l'éducation retenons**, le Campus numérique francophone autrefois Centre Syfed-Refer ([www.syfed.bj.refer.org](http://www.syfed.bj.refer.org)). Il offre un accès au corps enseignant et aux étudiants, des formations à distance dans différentes disciplines. Le Centre d'Education à Distance (CED) en collaboration avec la Banque mondiale, le Réseau Africain de Formation à Distance (RESAFAD) au Bénin une initiative de la coopération française mettant en œuvre l'enseignement à distance (<http://www.resafad.net/>), le projet CERCO, établissement secondaire privé qui couvre toutes ses annexes implantées à Cotonou en ce qui concerne l'accès à Internet avec beaucoup d'autres services à l'endroit des parents d'élève, notamment la possibilité d'interroger la base d'information de l'établissement grâce au téléphone portable pour obtenir des informations sur leurs enfants.
- **Le commerce électronique est un aspect des TIC qui est encore très peu** utilisé par des structures ou individuellement dans le cadre de leurs activités. On peut néanmoins retenir à travers le net, les activités de vente en ligne :
  - De textes juridiques béninois par Afrikinfo [www.afrikinfo.org](http://www.afrikinfo.org),
  - Des productions du Centre Songhai (produits alimentaires, produits de ménage, etc.) à de potentiels clients béninois <http://www.songhai.org/vente>,
  - De produits de pharmacopée par la société Sobeplant [www.sobeplant.com](http://www.sobeplant.com).

### ***3.2 Les politiques nationales de genre et représentativité des femmes au Bénin sur l'échiquier national***

---

#### **3.2 1 Les grands contacts**

En vue de la réduction de la pauvreté et des inégalités de genre, les différents gouvernements depuis 1992 font de la promotion de la femme un des principaux vecteurs du développement. A cet effet, plusieurs engagements ont été pris notamment :

- ☞ L'organisation en 1992, du colloque sur l'intégration de la femme au développement,
- ☞ La création en 1993, de la commission Nationale pour l'intégration de la femme au développement (CN/IFD)
- ☞ La création en 1996, de la Direction de la condition féminine (DCF)
- ☞ La création en 1998, du Ministère Chargé de la promotion de la femme (actuellement dénommé Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS). Ce Ministère a pour mission de coordonner les politiques et programmes qui sont orientés vers les femmes et le rapport genre.
- ☞ Au comité des Nations-Unies sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW ou CEDEF), le Bénin a une représentante depuis le 29 août 2002
- ☞ L'adoption en Conseil des ministres du 31 janvier 2001 du document portant Politique Nationale de Promotion de la Femme. Les objectifs de cette politique se résument en 3 grands axes :

- L'éducation et la formation de la femme béninoise,
- Le renforcement de son pouvoir économique
- L'amélioration de ses conditions sociales et de son statut juridique

Il s'agit donc à travers ces objectifs, de créer un environnement adéquat où peuvent s'inscrire les différents schémas de planification et programmes sectoriels de développement ainsi que les mécanismes institutionnels, de manière à donner à la fois aux hommes et aux femmes des possibilités d'actions équitables et à en mesurer les impacts sur ces deux groupes.

Aujourd'hui, on peut retenir à titre illustratif sur la prise en compte du genre dans les politiques nationales, l'**objectif 3**<sup>7</sup> dans les objectifs du millénaire pour le développement du Bénin qui promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mieux, au Bénin existe une commission nationale de promotion de la femme. Elle est composée de points focaux choisis dans différentes structures de planification des ministères techniques et ONG en vue d'assurer à ces différents niveaux, la prise en compte des principes d'égalité et d'équité.

En ce qui concerne les Technologies nouvelles, le document des politiques et stratégies des TIC adopté en février 2003, fixe entre autres objectifs, le développement des applications sectorielles favorables à une dynamisation des activités de tous les secteurs de la vie en prenant en compte, la promotion de la jeunesse et du genre ; généraliser l'utilisation des TIC à toutes les couches de la population. C'est à ce titre que l'Agence de gestion (voir cadre institutionnel) des TIC accorde un tarif préférentiel pour la formation à l'endroit des femmes. Notons que l'application de cette disposition sur le terrain n'est pas perceptible en raison du caractère jeune de cette institution qui cherche ses marques.

### 3.2.2 Bref aperçu sur la représentativité des femmes sur l'échiquier national.

La participation des femmes béninoises au processus de décision sera appréciée sous deux angles selon les données disponibles : le secteur public et la société civile.

**A niveau du secteur public**, cinq principaux indicateurs permettent d'apprécier la participation des femmes aux décisions :

- ☞ Les membres du parlement<sup>8</sup> : en 2002 on dénombre 5 femmes députés sur 83 soit 6%
- ☞ Les membres du gouvernement<sup>9</sup> : en 2005 on dénombre 5 femmes ministres sur 22 soit 23%.
- ☞ Les institutions de l'État :
  - Conseil économique et social dernière mandature 2 femmes sur 28 soit 7,1%
  - La Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication dernière mandature 1 femme sur 9 soit 11%
  - La cour Suprême 10 femmes sur 31 soit 32,2%
  - La Haute cour de Justice 1 femme sur 13 soit 8%
  - La cour constitutionnelle 2 femmes sur 7 soit 29%
- ☞ Les membres des conseils locaux : 38 femmes sur 1161 soit 3,3%<sup>10</sup>
- ☞ Les hauts fonctionnaires de l'administration publique. Ils sont généralement nommés par arrêté ou par décret. Dans les institutions publiques on note 6 femmes sur 17, (avec 5 aux postes des directions techniques et administratives des ministères et une femme au niveau des directions d'institutions publiques et de projet<sup>11</sup>

<sup>7</sup> MCPPD, système des Nations Unies, Objectif du Millénaire, pour le Développement, 2003, p11

<sup>8</sup> Rapport national sur le développement humain PNUD-Bénin, 2003

<sup>9</sup> Journal Officiel de la République du Bénin

<sup>10</sup> SAP CENA, Résultats des élections communales et municipales, 2002

<sup>11</sup> CEA, CAGED, Indice de développement et des inégalités entre sexes en Afrique (IDISA), juillet 2004 Rapport provisoire p76

### **Au niveau de la société civile**

L'inégalité au niveau de la société civile est appréciée à six niveaux

- ☞ Les chefs de nouveaux partis politiques<sup>12</sup> créés en 2001 aucune femme sur 6
- ☞ Les syndicats professionnels<sup>13</sup> aucune femme sur 35 associations et syndicats professionnels
- ☞ Les associations patronales :
  - Élus consulaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) 14 femmes sur 53 (CCIB, 2003)
  - Membre du bureau de la CCIB 1 femme sur 8 (CCIB, 2003)
- ☞ Responsables d'ONG : en 2001 56 femmes sur 703 ONG ayant vu le jour (MISD, 2003)
- ☞ Les chefs d'arrondissement ou d'union communautaires : une femme responsable d'association sur 13 associations créées en 2001 au niveau arrondissement, et 1 femme sur 3 au niveau des associations de communes. (MISD, 2003)

Malgré leur faible représentativité dans les instances du pouvoir, les femmes intellectuelles ont réussi à forcer l'admiration de la population. C'est ainsi que, depuis sa création en 1990, la cour constitutionnelle a été jusque là dirigée que par les femmes. Créer récemment, la haute cour de justice a à sa tête aussi une femme juriste.

### **3.2.3 Plan d'action multisectoriel pour la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la femme (2002)**

Dans ce Plan d'action de mise en œuvre de la PNPf, 14 domaines sont retenus : (1) Genre et Éducation (2) Genre et Sports, (3) Genre et Loisirs, (4) Genre et Santé, (5) Genre et Communication, (6) Genre et Emploi, (7) Genre et Agriculture, (8) Genre et Élevage, (9) Genre et Pêche, (10) Genre et Industrie/Commerce, (11) Genre et Environnement/Tourisme, (12) Genre et Hydraulique, (13) Genre et Énergie et enfin (14) Genre, Législation, Contrôle et Prise de décision

De tous ces secteurs cités, un seulement semble proche de la problématique *Genre et NTIC*, il s'agit : « *Genre et Communication* » avec comme objectifs, d'une part d'assurer l'accès équitable des femmes aux canaux modernes et traditionnels de communication et d'information et d'autre part de promouvoir le développement socio-économique des femmes à travers les canaux traditionnels et modernes d'informations et de communication. Les stratégies pour atteindre ces objectifs sont entre autres : la valorisation du rôle des femmes comme agents économiques dynamiques au sein de la société béninoise ; l'encouragement des filles à s'orienter vers les domaines scientifiques et techniques relatifs à la science de la communication ; la vulgarisation de l'approche Genre pour son appropriation par la société béninoise à tous les niveaux...

### **3.2.4 La politique sectorielle du Ministère de l'enseignement technique et professionnelle.**

L'objectif de ce programme sectoriel est la promotion des jeunes filles à l'enseignement technique et à la formation professionnelle en vue de leur accès aux filières industrielles et agricoles.

---

<sup>12</sup> Ministère de l'intérieur et de la décentralisation, 2001

<sup>13</sup> Idem



**Encadré 2 : Quelques textes et loi relatifs au genre en république du Bénin**

Les dispositions de l'article 147 de la constitution du Bénin consacrent la supériorité des accords et traités régulièrement ratifiés par le Bénin sur la législation nationale. Plusieurs textes de lois applicables ou en projet relatifs au statut de la femme au Bénin existent. On a pu dénombrer au total 22 :

1. Constitution de la République du Bénin du 11 Décembre 1990 à travers le préambule et les articles 6, 7, 8, 9, 15, 18, 26, 36 et 38
2. La charte africaine de droit de l'homme et des peuples ratifié par le Bénin le 20 janvier 1986 à travers les articles 2, 3, 4, 5, 6, 9, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 26, 27 et 28
3. Le code civil de 1958 à travers les articles 144, 146, 147, 148, 203, 212, 213, 214, 215, 216, 220, 223, 225, 226, 228, 230, 296, 373, 374, 383, 390, 391, 393, 767, 1419, 1420, 1421, 1422, 1424, 1428, 1431 et 1443.
4. Le Coutumier du Dahomey (Circulaire a.p. 128 du 19 mars 1931) Points 36 ; 68 ; 75 ; 80 ; 122 ; 127 ; 162 ; 166 ; 173 ; 256 ; 257 ; 258 ; 259 ; 270.
5. Code pénal bouvenet (Décret du 6 mai 1877) Articles 317 ; 332 ; 337 ; 339.
6. Loi n° 98-004 du 27 Janvier 1998 Portant Code du Travail en République du Bénin Articles 1 ; 2 ; 4 ; 35 ; 79 ; 143 ; 153 ; 158 ; 168 ; 169 ; 170 ; 171 ; 172 ; 173.
7. Loi 65-17 du 23 Juin 1965 portant Code de la nationalité dahoméenne Articles 12 ; 13 ; 18 ; 19 ; 20.
8. Loi n° 86-013 du 26 Février 1986 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat Articles 1 ; 35 ; 81 ; 86 ; 94 ; 98.
9. Loi n° 86-014 du 26 Septembre 1986, portant Code des pensions civiles et militaires de retraite Articles 1 ; 5 ; 9 ; 20 ; 30 ; 31 ; 34.
10. Loi 65-25 Portant Organisation du Régime de la propriété Foncière au Dahomey Articles 32 ; 33 ; 34 ; 38.
11. Loi du 31 Juillet 1920 réprimant la Provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle Articles 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6.
12. Avant-Projet du Code Pénal Articles 17 ; 209 ; 210 ; 334 ; 342 ; 348 ; 349 ; 350 ; 351 ; 352 ; 353 ; 358 ; 359 ; 360 ; 386.
13. Avant-Projet de Décret portant transmission à l'Assemblée d'un projet de loi relatif à la répression du viol Articles 1 ; 2 ; 3.
14. Avant-Projet de Décret portant transmission à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à l'abrogation de la loi du 31 Juillet 1920, réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle Articles 1 ; 2 ; 3 ; 4.
15. Avant-Projet de Décret portant transmission à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à l'interruption thérapeutique volontaire de grossesse Articles 1 ; 2 ; 3 ; 4.
16. Avant-Projet de Décret portant transmission à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la répression de la provocation à l'avortement Articles 1 ; 2 ; 3 ; 4.
17. Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (7 mars 1968) Articles 1 ; 2 ; 3.
18. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (12 mars 1992) Articles 3 ; 7.
19. Pacte international relatif aux droits civils et politiques (12 mars 1992) Articles 2 ; 3 ; 7 ; 16 ; 23 ; 25 ; 26.
20. Convention sur le consentement au mariage, à l'âge minimum du mariage et l'enregistrement au mariage (19 Octobre 1965) Articles 1 ; 2 ; 3.
21. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (12 mars 1992) Articles 3 ; 5.
22. Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard de la femme (12 mars 1992) Articles 1 ; 2 ; 4 ; 6 ; 10.

**Source :** Rapport sur le développement humain durable au Bénin (1998)

## 4. Présentation des résultats : caractéristiques de l'échantillon

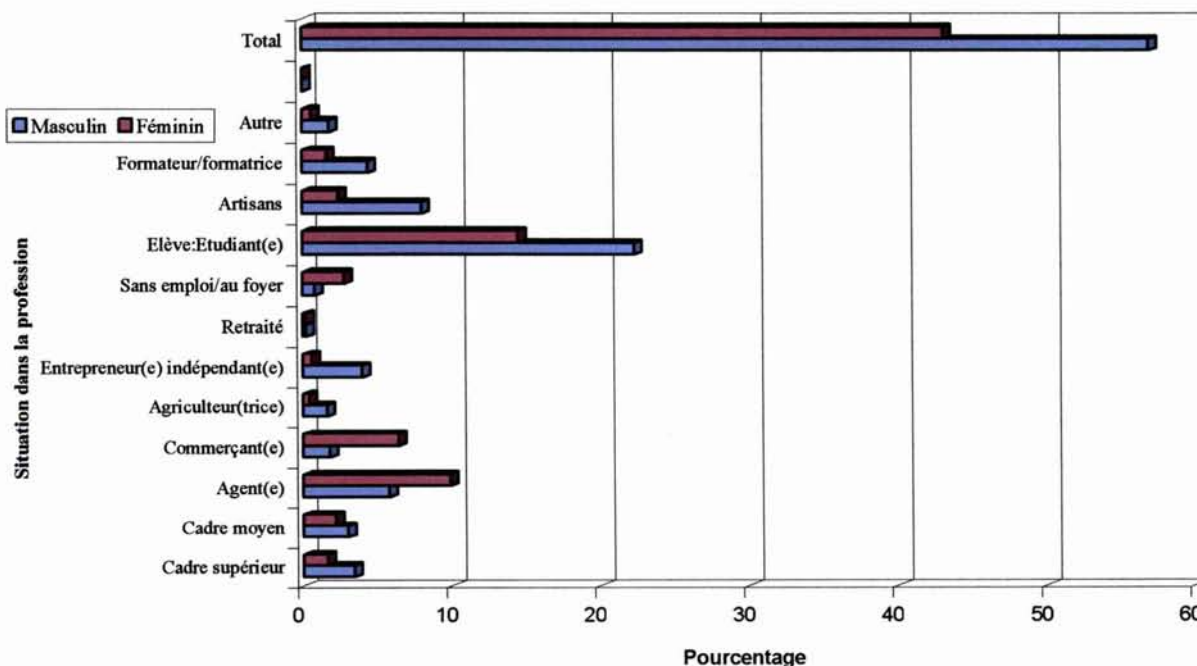
Ce paragraphe présente les caractéristiques de l'échantillon au niveau du Bénin à travers le genre, l'occupation, la situation matrimoniale, le niveau d'instruction, la situation professionnelle et le domaine d'activité des enquêtés...

L'étude a touché au total mille six (1006) personnes individuellement des deux sexes. Parmi eux on dénombre 551 hommes et 455 femmes soit 54,8% des enquêtés de sexe masculin et 45,2% de sexe féminin. Notons également que 41,6% étaient mariés (22,4% d'hommes contre 19,2% de femmes) alors que 57,2 sont des célibataires (avec 23,0% de femmes et 34,3% d'hommes).

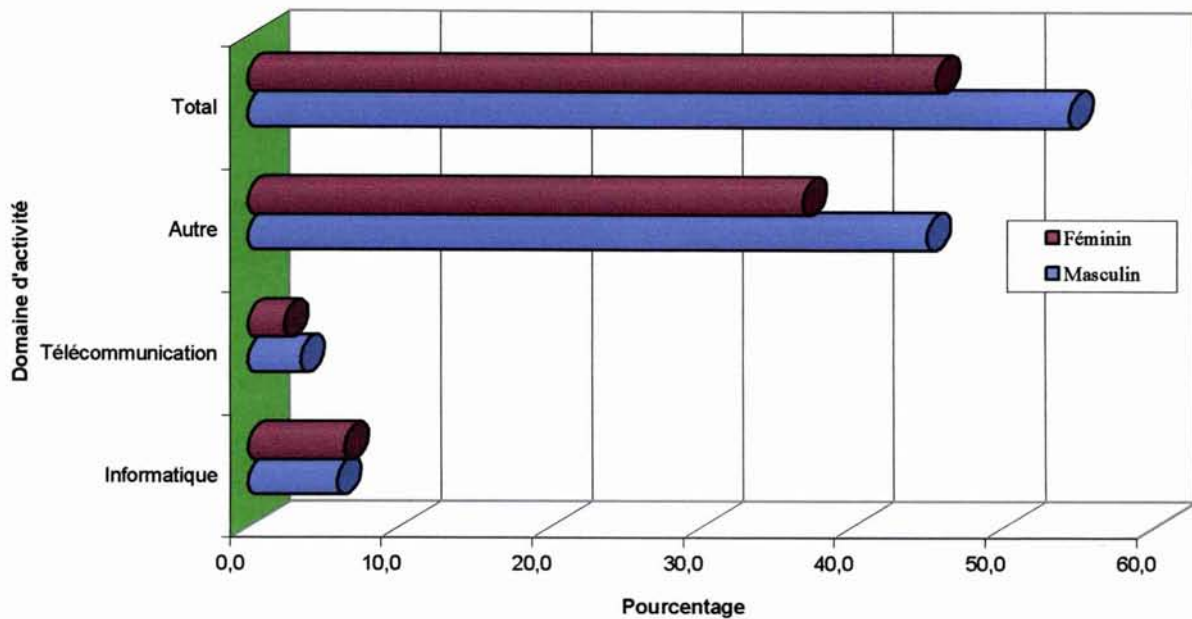
Au plan éducatif, la quasi-totalité (91,4%) a fréquenté l'école. Selon le sexe, 41,1% sont des femmes et 50,3% des hommes. Au sein de ce groupe, 42,7% ont atteint le niveau secondaire (avec 21,7% de femmes et 21,1% d'hommes) et 37,5% le niveau supérieur (13,2% de femmes contre 24,3% d'hommes). Il faut signaler que plus de quatre enquêtés sur cinq (82,8) n'a été alphabétisé dans aucune langue locale du Bénin contre seulement 17,2% qui l'ont été. Au nombre de ces derniers, 10,6% sont des hommes contre 6,6% de femmes.

Au plan professionnel, l'échantillon est composé principalement des élèves/Étudiant (31,7%), viennent ensuite les agent(e)s puis les artisans (11,6%) et les commerçants (7,7%) comme l'indique le graphique ci-dessous

**Graphique 1** Répartition des enquêtés par sexe selon la situation professionnelle



**Graphique 2 : Répartition des enquêtés selon le sexe et le domaine d'activité**



De l'analyse du graphique ci-dessus, il ressort que les femmes embrassent plus l'informatique comme métier que les hommes. On les retrouve souvent comme secrétaire mentionne un responsable d'un centre de formation en informatique « *Généralement beaucoup de femmes n'utilisent pas l'ordinateur en tant qu'outil de développement en dehors des secrétaires qui ont accès à cet appareil uniquement à cause de leur travail. Il y a souvent des femmes ou des filles qui viennent se former, et celles qui viennent sont des déscolarisées à la recherche d'un diplôme afin de trouver un emploi...* ».

---

## 5. Indices de contrôle et de pertinence des contenus

---

L'indice de contrôle est un indice composite qui se base sur cinq sous indicateurs : (i) Proportion de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) des instances politiques de décision des TIC ayant/n'ayant pas reçu une formation en genre ; (ii) Proportion de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs) des instances économiques (formelles et informelles) de TIC (iii) Proportion de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs) des instances économiques (formelles et informelles) de TIC (iv) Proportion d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays et enfin (v) la prise en compte explicite du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC

**L'indice global de contrôle au Bénin est de 1,2. Visiblement en faveur de la femme (0,28 contre 0,23) mais foncièrement dominé par les hommes.** Cet indice présente en effet, un seul handicap, celui de n'avoir pas couvert un nombre suffisant d'organismes. Cependant, les plus pertinents à savoir dans les instances politiques de décision ont pu être touchés. L'indice montre que la fracture numérique est bien en défaveur des femmes. 69,4% des postes décisionnels sont la chasse gardée des hommes contre seulement 30,6%, soit un écart de 28 points. Or la mise en œuvre des différentes activités et programmes liés aux TIC au plan national sont déterminés par les orientations politiques qui sont adoptées. Une meilleure participation des femmes aux prises de décision pourrait favoriser une plus grande équité entre les hommes et les femmes.

### 5.1 Catégories de contenus virtuel

---

L'examen des sites nationaux visités au niveau national montre une variété de contenu allant du domaine culturel à l'économie en passant par la politique, l'éducation et les questions relatives aux activités d'ONG nationales. D'après les résultats de l'étude, les catégories de contenus "consommés" par les hommes et les femmes se résument à la communication inter-individuelle pour 92,0% des femmes enquêtés et 95,0% des hommes ; la recherche de documents et d'informations (81,1% des homes et 73,1% de femmes). 31,0% de femmes s'adonnent à la communication de groupe (chat, liste électronique, forum de discussion) contre 28% des hommes. Les femmes s'adonnent plus aux jeux/loisirs (30%) que les homes (25%).

### 5.2 Les produits électroniques

---

Au total, soixante six (66) sites nationaux d'extension ".bj" ont été recensés sur la toile (voir annexe). Dont (i) le "réseau des femmes pour le développement des TIC" traite des questions de genre et TIC <http://www.restic.gouv.bj/index.htm> Ce réseau est né le 08 Septembre, 2004 avec l'appui de la CEA. (ii) Le site de promotion de la beauté féminine [www.missbenin.bj](http://www.missbenin.bj) (iii) le site de l'AGENTIC [www.agentic.bj](http://www.agentic.bj) qui anime une liste électronique avec les réseaux de femmes actifs au Bénin. Une proportion de 4,5% de sites aborde le genre au Bénin. Une mobilisation des associations/organisations actives pour la promotion de l'égalité de genre à mettre sur la toile des données pertinentes liées à leurs

activités sur le terrain aiderait à sensibiliser une plus grande frange de la population sur cette problématique et incitera les femmes à aller vers le Net.

### 5.3 Indice de contrôle

L'analyse des données empiriques permet de relever les effectifs des hommes et des femmes présents aux trois échelons<sup>14</sup> de quelques instances politiques et économiques de décision TIC. Elle aborde aussi le renforcement des connaissances en genre chez les décideurs.

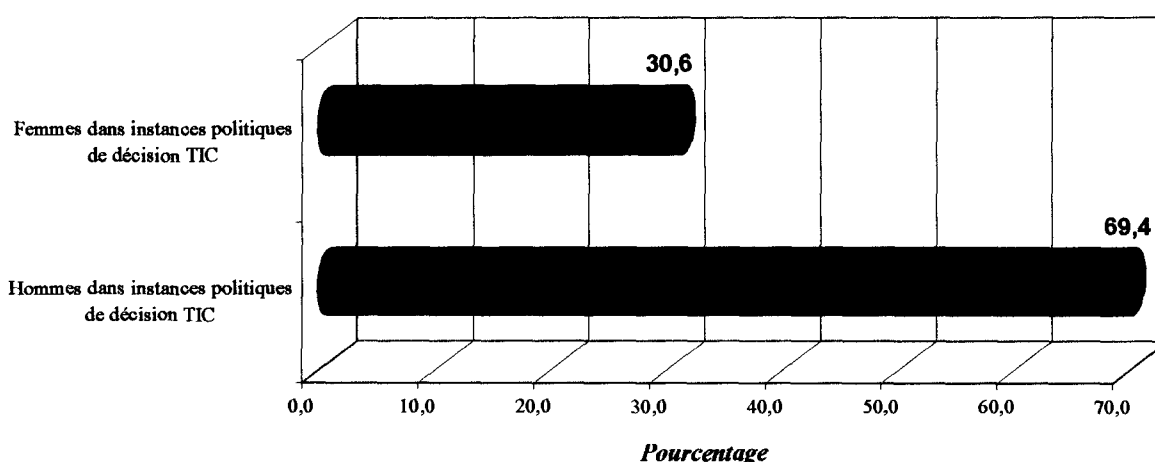
Dans les instances politiques de décision TIC visitées, les hommes sont 2,3 fois plus nombreux que les femmes (69,4% contre 30,6%). Soit un **indice de disparité 0,69** qui marque le fossé entre les hommes et les femmes en matière de prise de décision au plan politique. Toutes les femmes (100%) enquêtées ont reçu une formation en genre, un quart seulement des hommes (24%) a acquis des connaissances dans ce domaine.

Au sein des instances économiques de décision TIC touchées, l'indice de la fracture est de **0,20** en faveur des hommes. Globalement, quatre personnes sur cinq (79,5%) sont de sexe féminin pour un cinquième (20,5%) d'hommes. La majorité de ces femmes (67,7%) a reçu une formation en genre. Trois hommes sur les huit (37,5%) qui y travaillent en ont bénéficié.

**Le faible niveau de connaissance du genre chez les hommes constitue aussi un handicap qui ne fait que marginaliser davantage les femmes et aggraver le fossé numérique.** Cette situation est entretenue par le fait que certains enquêtés pensent encore qu'« *il faut se rendre à l'évidence : la nature a défini le rôle de chacun dans le processus de développement (...) il n'est pas normal que la femme pense avoir le même rôle que l'homme dans la cité. Il y a une différence morphologique entre l'homme et la femme* » (Homme, dans une institution publique).

Or une réussite de la prise en compte du genre passé par un travail de fond à l'endroit des hommes. « *Il serait intéressant de sensibiliser les hommes afin qu'ils laissent leurs compagnes se cultiver et s'intéresser aux nouvelles techniques d'informations et de communications* ». (Etudiante à Cotonou)

**Graphique 3 : Proportion de femmes et d'hommes dans les instances politiques de décision TIC au Bénin en 2004**



<sup>14</sup> Cadre supérieur, cadre moyen, décideurs, agent d'exécution etc.

#### 5.4 Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC

---

*« La mission de la HAAC est de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que de tous les moyens de communication de masse y compris l'Internet. Il n'y a pas une politique particulière à l'endroit des femmes, mais nous suivons tout ce qui concerne la communication. (...). Ce qui est pertinent par rapport à ce que vous faites, à la HAAC c'est que les secrétaires n'ont pas accès l'Internet. Leurs ordinateurs ne sont pas branchés » Cadre d'une institution politique (HAAC)*

La Constitution de la République du Bénin, promulguée par loi n°90-32 du 11 décembre 1990 et qui place le citoyen au centre de ses préoccupations matérielles et morales, constitue le texte par excellence sur lequel s'appuie la politique nationale en matière de technologies de l'information et de la communication.

Cette Constitution prescrit à l'État, en son article 8, l'obligation d'assurer un égal accès des citoyens à l'information ; de même qu'elle lui prescrit encore, à l'article 13, l'obligation d'éducation. La liberté de la presse est garantie à l'article 24, par ce même État, sous la régulation d'une Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC), dont les attributions sont explicitement stipulées à l'article 142 du Titre VIII, notamment de : « ...garantir et assurer la liberté de la presse, ainsi que tous les moyens de communication de masse... ».<sup>15</sup>

De ce principe institutionnel fondamental, s'organise un ensemble d'institutions étatiques chargées de mettre en œuvre les textes organiques ou d'application et de réguler ou de contrôler :

- l'existence de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication, une institution de la République dont la mission est d'œuvrer pour le renforcement de la démocratie en garantissant les conditions d'exercice de la liberté de presse ainsi que l'accès équitable des partis politiques, associations et des citoyens en général à l'information et aux médias du service public ;
- la création du Ministère de la Communication et de la Promotion des Technologies Nouvelles (MCPTN) en 2001 dont la mission essentielle est la promotion pour le développement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- l'adoption, en mars 2000, du plan de développement de l'infrastructure de l'information et de la communication du Bénin, préparé dans le contexte de l'intégration du Bénin au processus AISI (Initiative pour la Société de l'Information en Afrique), sous l'égide du Centre Canadien de Recherche sur le Développement International (CRDI) et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ;
- l'adoption du décret portant création de la Commission Béninoise pour l'informatique (CBI) <http://www.cbi.bj/> ; la mission de cette commission est l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique nationale dans le domaine de l'informatique ;
- la mise en place, en 2001, par les acteurs du domaine des NTIC d'une Agence de Gestion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (AGENTIC) ; la mission de cette agence est la maîtrise d'ouvrage déléguée des projets et programmes en NTIC, pour aider à une meilleure visibilité, synergie et complémentarité des initiatives et investissements dans le secteur ;
- La défiscalisation depuis 2000 du matériel informatique à l'importation, dans le but de favoriser une réduction des coûts d'acquisition du matériel informatique. Cette disposition reste cependant limitée. En effet, elle est liée à la loi des finances de chaque année et le retard dans le vote du budget crée un vide juridique préjudiciable aux opérateurs du secteur. En outre, elle ne s'applique

---

<sup>15</sup>Politique et stratégies des tic au Bénin, Cotonou, février 2003, 97p

qu'à certains types d'équipements<sup>16</sup> et ne prend pas en compte l'ensemble du matériel entrant dans le développement des NTIC, à cause des évolutions rapides dans le secteur ;

- La loi n° 84-008 du 15 mars 1984 relative à la protection du droit d'auteur au Bénin : le **BUBEDRA**. La gestion des droits de la propriété intellectuelle est du ressort du BUBEDRA, le Bureau Béninois du Droit d'Auteur, une institution dépendant du MCPTN. Elle n'a pas encore des activités liées à la protection des droits d'auteurs sur l'Internet. Ses actions les plus connues sont la protection d'œuvres artistiques (musique, théâtre, etc.)

Notons que les différents textes ayant trait aux technologies de l'information et de la communication ne mettent de façon explicite un accent sur le genre en dehors des déclarations d'ordre général Néanmoins, le 24 août 2004, a été promulgué au Bénin le code des personnes et de la famille. Ce texte, marque un progrès notable dans la promotion des droits de la femme

### ***5.5 Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés.***

---

L'indice de satisfaction des besoins est de 0,79 c'est une fracture numérique de genre en faveur des hommes avec 0,80 pour les hommes contre 0,77 pour les femmes. Les femmes semblent globalement moins satisfaites. Les contenus développés prennent-ils en compte le besoin des femmes ? Les femmes ont-elles les prédispositions nécessaires pour faire convenablement usage des TIC ?

*« Quand vous allez au cyber, les jours où on ne s'occupe pas de vous, c'est frustrant ! De plus il y a souvent trop de monde et c'est gênant de demander de se faire aider par les agents du cyber, c'est pourquoi quand moi je vais je n'envoie que les messages ou pour lire des messages » (jeune fille dans un cyber)*

L'analyse de l'adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés par les hommes et les femmes est effectuée selon le milieu de résidence, les tranches d'âge et le niveau d'instruction.

Dans l'ensemble, près de quatre personnes sur cinq (79,5%) sont totalement satisfaites des contenus virtuels ; tandis que le cinquième (19,3%) l'est partiellement. Cette congruence des contenus virtuels avec les besoins et les attentes est plus manifeste en ville qu'en campagne (81,6% contre 41,2%).

L'écart entre les deux sexes (80,8% des hommes contre 77,5% des femmes) n'est pas statistiquement significative au seuil de 5% pour affirmer un réelle fissure entre homme et femme en ce qui concerne les contenus développés. Il faut observer également les mêmes tendances quant à la satisfaction partielle des contenus virtuels.

Par rapport à l'âge, l'adéquation totale des contenus virtuels aux besoins et attentes est estimée à 79,5% pour les deux sexes (80,8% sont des hommes ; 77,5% sont des femmes). Cette adéquation croît avec l'âge : 15-24 ans = 78,4% ; 25-49 ans = 79,8% ; 50 ans et plus = 100%. Les jeunes sont donc moins satisfaits que les plus âgés. Pour les trois groupes d'âge, 19,3% des interviewés ont affirmé être satisfaits partiellement des contenus virtuels des TIC. Cependant, les écarts identifiés entre les groupes d'âge et les sexes ne sont pas statistiquement significatifs au seuil de 5%.

Les analphabètes et les personnes n'ayant pas dépassé le niveau primaire d'étude font très peu usage des TIC. Plus de quatre cinquième des hommes (81,1%) contre moins de trois quart des femmes (73,6%) de niveau secondaire affirment que leurs besoins sont pleinement satisfaits par les contenus virtuels. Par contre, les femmes ayant atteint le niveau supérieur sont moins satisfaites par les contenus virtuels que les hommes qui sont parvenus à l'université (81,2% contre 80,7%). Cependant, cette différence est virtuelle.

---

<sup>16</sup> Ordinateur en particulier

Notons donc que l'adéquation des contenus virtuels développés avec la satisfaction des utilisateurs est étroitement liée au niveau d'instruction, au milieu de résidence et à l'âge. Et l'écart numérique est toujours plus en défaveur des femmes



## 6. Indice de capacité

L'Indice de capacité dans la présente étude est obtenu à partir de quatre sous indicateurs qui se rapportent non seulement à l'utilisation des TIC mais aussi à l'éducation, alphabétisation/scolarisation, la formation formelle ou informelle en **informatique et Internet** (alphabétisation numérique). Il s'est également intéressé aux **formations en TIC** (y compris en ligne) qui prennent spécifiquement en compte les **questions de genre / questions de politiques des TIC** (formateurs, bénéficiaires, contenus, méthodes).

Au Bénin, l'indice de capacité est globalement de **0,86** soit une valeur de **0,19** en ce qui concerne les femmes et de **0,22** au niveau des hommes. Cette fissure numérique exprime bien le niveau de faible implication des femmes dans l'utilisation des TIC au Bénin. Apparemment léger, ce fossé est encore plus expressif lorsqu'on explore les facteurs favorisant. Ils se résument en trois principaux points : la scolarisation, l'alphabétisation et la formation numérique.

### 6.1 Disparités en formation générale : Scolarisation et alphabétisation

*« La majorité des femmes sont analphabète et cela crée un déséquilibre intellectuel... Le mal c'est le fort taux d'analphabétisme » (Élève du seconde cycle à Porto-Novo)*

Le niveau de scolarisation et/ou d'alphabétisation<sup>17</sup> est un élément fondamental de l'usage des TIC. Il est essentiel dans la lecture des indicateurs d'intégrer ces facteurs. Car l'usage de l'ordinateur, du portable ou de l'Internet nécessite en effet une connaissance minimum d'aptitude à déchiffrer l'information. Les prémices de la fracture peuvent être visible à partir du contexte de base. D'après les informations tirées du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3, 2002) et de la Base de données socioéconomiques du Bénin en 2003, on note : le niveau de scolarisation primaire, secondaire et le niveau supérieur.

#### 6.1.1 Niveau de scolarisation : primaire.

Le niveau de scolarisation au primaire est apprécié essentiellement selon le milieu de résidence et le sexe

Tableau 3 : Taux nets de scolarisation au primaire par milieu de résidence et par sexe en 2002 au Bénin

Milieu	Féminin	Masculin	Total
Rural	39,6	52,3	46,3
<b>Bénin</b>	<b>45,3</b>	<b>56,9</b>	<b>51,3</b>
Urbain	54,6	65,6	60

Source : Base de données socioéconomiques du Bénin (BenInfo)

<sup>17</sup> La traduction des pages Web en langues nationales est désormais une réalité dans certains pays africains. comme l'indique le projet "Open Swahili Localization", ou Kilinux, ayant mis sur pied la première suite bureautique en langue swahili, "Jambo OpenOffice". (<http://thot.cursus.edu/rubrique.asp?no=21415>) « Le Bénin a bénéficié de cette trouvaille parce que, depuis 40 ans, la Suisse soutient les projets d'alphabétisation au Bénin. L'utilisation des langues locales est très importante dans les médias et les écoles et aussi à l'université du Bénin. Plusieurs publications sont conçues dans les différents centres d'alphabétisation départementaux. À l'exemple de celui de Porto-Novo qui produit "Imonle" le jour se lève ou de celui de Parakou qui publie "Kparo" en Bariba, permettant ainsi aux populations locales de s'informer dans leur langue maternelle. (<http://thot.cursus.edu/rubrique.asp?no=20829>)

### 6.1.2 Niveau de scolarisation : secondaire

Le niveau de scolarisation au secondaire est apprécié dans l'enseignement privé et public selon le milieu de résidence et le sexe

#### Dans l'enseignement secondaire général privé et public

Tableau 4 : Répartition (en %) des élèves par sexe dans l'enseignement secondaire général public et privé

Sexe	Secteur public	Effectif	Secteur privé	Effectif
Masculin	70	162466	54	17196
Féminin	30	68883	46	14405
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>231349</b>	<b>100</b>	<b>31601</b>

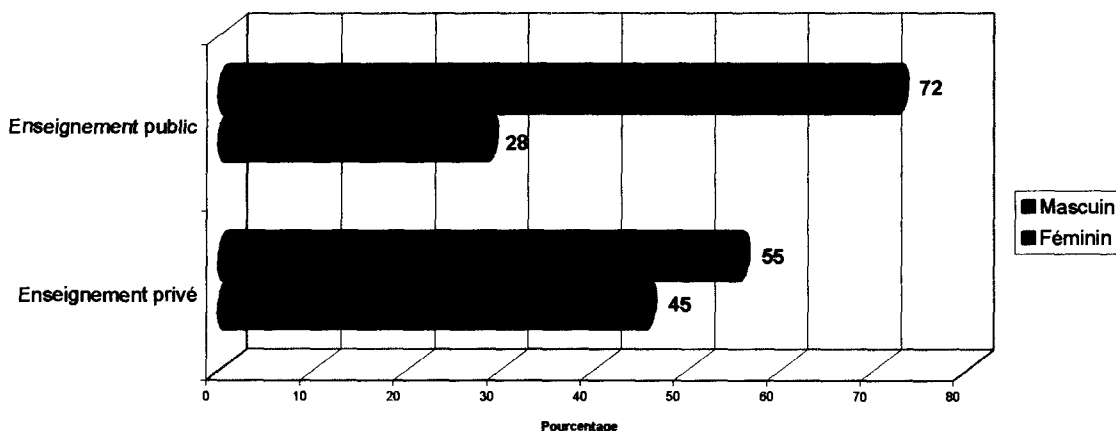
Sources : BEN-MENRS\_DSESG02, Données Statistiques de l'Enseignement Secondaire Général, Août 2002

#### 6.1.2.1 L'enseignement technique et professionnel

« A l'instar d'autres pays africains comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, il faut développer le secteur industriel en donnant la chance aux femmes d'avoir accès à l'industrie parce qu'elles sont en nombre à peine croyable dans ce secteur. Donc à l'instar de genre et TIC, il faut organiser des enquêtes sur genre et secteur industriel ». (Analyste Programmeur à Cotonou)

L'enseignement technique et professionnel représente au Bénin aujourd'hui la seconde priorité de l'État après l'enseignement primaire. C'est l'un des secteurs de l'éducation moderne les moins lotis depuis les indépendances. Ce secteur traverse plusieurs difficultés qui se résument en deux idées forces : non disponibilité ou infrastructure obsolète et déficit en ressources humaines. En ce qui concerne ce dernier aspect, on constate que les effectifs des apprenants et des enseignants présentent aussi de fortes disparités selon le sexe comme l'indique les graphiques 4 et 5.

Graphique 4 : Répartition (en %) des élèves selon le sexe dans l'enseignement technique et professionnel (privé et public)



Dans l'enseignement technique et professionnel, les effectifs des élèves sont inégalement répartis dans les deux secteurs (privé et public). Mais la fracture est davantage

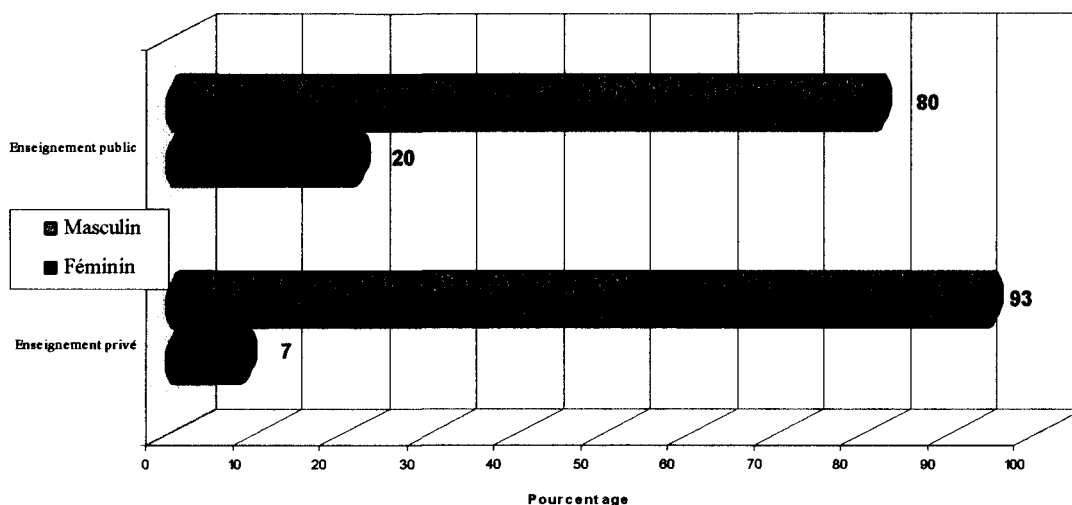
plus prononcée dans le secteur public avec 72% des effectifs hommes contre 28% de femmes soit un écart montre de 44 points contre 10 points dans le privé.

Cette disparité a des chances d'être résorbée : il a été initié un programme de promotion des jeunes filles dans l'enseignement technique et agricole au Ministère de l'enseignement professionnel.

### 6.1.2.2 Enseignants dans l'enseignement technique et professionnel

En ce qui concerne les formateurs dans l'enseignement technique et professionnel, les disparités entre les sexes sont encore plus criardes dans les deux secteurs (privé et public). Les femmes sont faiblement représentées dans les filières techniques. Toute chose qui présage l'image d'une potentielle fracture numérique.

**Graphique 5 : Proportion (en %) des enseignants selon le sexe et le secteur (public et privé) dans l'enseignement technique et professionnel.**



**Tableau 5 : Rapport de Féminité dans l'enseignement technique et professionnel**

Niveau	Rapport de féminité dans l'enseignement technique et professionnel
Privé cycle I et II	80,88
Public cycle I et II	37,94

Ce secteur comprend : au total 179 collèges techniques et professionnels (169 du privé et 15 public)

Ces disparités s'observent aussi au niveau de certaines unités économiques comme le témoigne un responsable de l'Office de Poste et Télécommunication « ...nous sommes ici l'Office des Postes et Télécommunication dans un département de priorité, très technique. Les femmes y apportent ce qu'elles peuvent mais de façon large, c'est les hommes qui abattent le plus grand travail à cause de l'indisponibilité des femmes. Elles doivent rentrer à la maison pour s'occuper de leur ménage au moment où les hommes sont au charbon. Voilà d'autres réalités. Ceci conduit forcément à une baisse de productivité. Voilà des freins. Mais généralement les femmes apportent beaucoup d'humanité dans leur prestation. : bon accueil, bon tempérament et rigueur surtout dans la gestion des finances à l'OPT. C'est important !... » (Responsable à l'Office des Postes et Télécommunication)

### 6.1.3 Niveau de scolarisation : supérieur

Tableau 6 : Proportion (en %) des étudiantes dans l'enseignement supérieur par sexe

Type de formation	Proportion des étudiantes dans l'enseignement supérieur
Formation générale	21,03
Formation post universitaire	18,06
Formation professionnelle	29,8

Source : BEN-MESRS\_EEE02, Evolution de l'Effectif des Etudiants (1996-2002), SSS, Rectorat, UAC, 2002

## 6.2 Alphabétisation<sup>18</sup>

D'après la définition donnée par l'UNESCO, « une personne est dite alphabétisée si elle sait lire, écrire et comprendre un texte simple relatif à des faits de sa vie quotidienne ». En tant que canaux de communication, d'échanges et de diffusion des connaissances, les langues parlées ou écrites sont des moyens non seulement de développement économique, mais aussi de participation à la dynamique socioculturelle. Elles constituent de ce fait des instruments de développement. Au Bénin, le taux d'alphabétisation sur le plan national est de 37,7% en 2002. Près de 2/3 de la population béninoise est encore analphabète. Ce taux encore faible, présente un déséquilibre en faveur des hommes. 48,2% des hommes est alphabétisé contre 28,1% chez les femmes, soit un indice de parité du genre 0,58<sup>19</sup>. Par rapport à la population de 15ans et plus, le tableau ci-dessous présente les proportions selon le sexe.

Tableau 7 : Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus au Bénin en 2002

Période	Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) Féminin	Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) Masculin	Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) Total
Bénin 2002	21,9	45	32,6

Source Base de données socio-économique (BenInfo)

Deux fois plus d'hommes sont alphabétisés que les femmes

### 6.3 Disparités en formation numérique

« Les femmes et plus particulièrement les jeunes filles ont accès à l'ordinateur dans le cadre d'une formation : secrétariat, opératrice de saisie. On pense que les femmes ont plus accès à l'ordinateur parce qu'on a plus de secrétaires femmes que d'hommes. En réalité elles viennent à l'ordinateur par nécessité et non par souci de se former et de se mettre au pas des choses actuelles. Elles se forment juste pour se trouver un boulot de survie, alors que les hommes eux c'est pour se cultiver qu'ils vont généralement à l'ordinateur. » (Formateur dans un centre privé en informatique)

L'utilisation de l'ordinateur est subordonnée à la détention d'un minimum d'aptitudes de base. Elles ne s'acquièrent que par la formation (formelle ou informelle) et un contact

<sup>18</sup> Dans le cadre du troisième recensement général de la population et l'habitation, quatre (4) sous-groupes d'alphabétisés sont retenues : (i) ceux qui ne savent lire, écrire et comprendre qu'en français (ii) ceux qui ne savent lire, écrire et comprendre qu'en langues nationales (iii) ceux qui ne savent lire, écrire et comprendre qu'en français et en langues nationales (iv) ceux qui ne savent lire, écrire et comprendre qu'en d'autres langues.

<sup>19</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3), fév. 2002

régulier et soutenu avec cet outil. En conséquence, des Capacités développées et de l'intérêt accordé aux TIC dépendront le degré d'utilisation. Et cela la plupart des interviewés ne réunissent pas ces conditions surtout dans le rang des femmes.

### **6.3.1 Formation en informatique et en Internet**

#### **6.3.1.1 Formation en informatique**

##### *6.3.1.1.1 Formation formelle ou informelle en informatique*

D'une façon générale, environ deux enquêtés sur trois (65,6%) au Bénin ont reçu une formation (formelle ou non) en informatique. L'accès à cette formation varie peu selon le milieu de résidence mais diffère significativement selon l'âge et le niveau d'instruction des enquêtés.

Comme on pouvait s'y attendre, l'inclination à avoir une formation formelle ou informelle en informatique s'observe beaucoup plus chez les citadins (73,2%) que chez les ruraux (36,2%) et les habitants des milieux semi ou péri-urbains (43,3%).

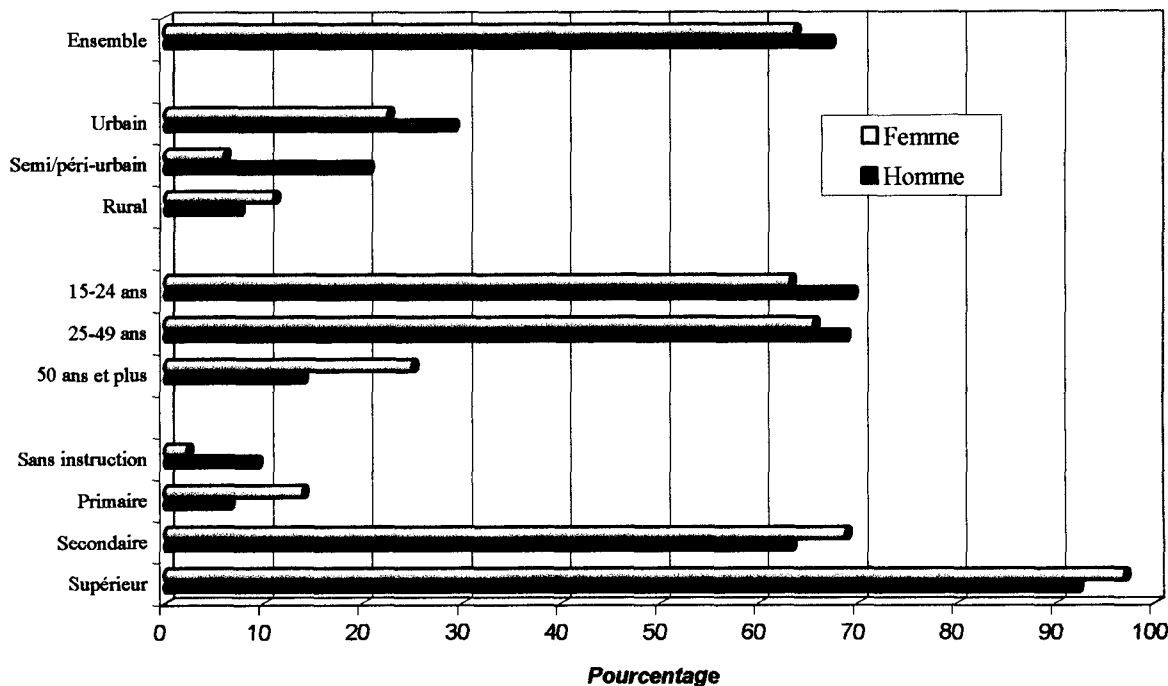
L'examen des résultats selon le genre montre qu'en zone urbaine, en milieu semi urbain et en milieu rural les différences observées ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5% (74,4% des hommes contre 71,7 des femmes en ville ; alors qu'en campagne l'écart observé est d'environ 3 points en faveur des femmes). Ce qui laisse croire que mieux que les hommes, les femmes se mettent à l'école des TIC En milieu semi ou péri-urbain par contre, on note des disparités qui ne sont pas aussi significatives statistiquement : la formation en informatique n'est pas plus accessible aux hommes (50% contre 36,4% pour les femmes). Il s'agit donc d'une facture apparente en faveur des hommes

Selon l'âge, l'accès à la formation formelle ou informelle en informatique est inversement proportionnel à l'âge des enquêtés : les jeunes sont nettement plus outillés en la matière que les adultes (67,1%, 66,8% et 45% respectivement chez les 15-24 ans, les 25-49 ans, les 50 ans et plus).

Enfin l'accès à la formation en informatique dépend du niveau d'instruction : plus on est instruit et plus on a des chances de recevoir une formation (formelle ou non) en informatique : supérieur (94%), secondaire (66%), Primaire (11%), sans instruction (6%). On remarque ici que les femmes de niveau supérieur (97%) sont plus nombreuses que les hommes (92,2%) à recevoir une telle formation (*cf. graphique 6*). Dans les autres ordres d'enseignement, les différences observées entre hommes et femmes ne sont pas significatives.

Il est à remarquer que les femmes ayant un niveau scolaire supérieur ou égal au primaire sont plus présentes en informatique. Plusieurs raisons peuvent justifier cet état de chose. On peut citer entre autre : (i) abandon précoce des cours dû à l'absence de promotion ou à la maternité précoce (ii) les femmes sont plus sollicitées par les entreprises pour le métier de secrétariat et constituent une main d'œuvre plus accessible etc. Aussi, le souci d'obtenir un diplôme en informatique pour la recherche d'un emploi les oblige plus à la formation formelle contrairement aux hommes.

**Graphique 6 : Proportion des enquêtés hommes et femmes ayant reçu une formation formelle ou informelle selon le milieu de résidence, l'âge et le niveau d'instruction**



#### 6.3.1.1.2 Formation formelle en informatique

La moitié (49,5%) des personnes interrogées ont reçu une formation formelle en informatique. L'examen des résultats selon le milieu de résidence et le sexe révèle une différence de 6 point en faveur des hommes en milieu urbain alors que l'écart est de près de 11 points en faveur des femmes en milieu rural. Par contre, en milieu semi/péri-urbain, il n'y a aucune différence selon le genre.

Selon l'âge, ce sont les personnes de 25 à 49 ans qui sont les plus nombreuses à suivre une formation dans un cadre formel (54,9% contre 44,1% pour les 15-24 ans et 31,7% pour les 50 ans et plus). Ces indices justifient l'interprétation faite (*Supra* 6.3.1.1.1)

Suivant le niveau d'instruction, les tendances observées plus haut se confirment sauf qu'ici, au niveau secondaire et au niveau primaire, les femmes (respectivement 59% et 9%) sont plus nombreuses que les hommes (respectivement 36% et 0%) à recevoir de façon formelle une formation en informatique.

On retient donc que, l'initiation à l'informatique dans le secteur informel est plus le fait des hommes avec une différence statistiquement significative au seuil de 5%, soit (27,4% contre 16,7%). Alors que les femmes sont plus enclines à aller vers les formations formelles en informatique.

#### 6.3.1.2 Formation en Internet

*« ... il faut créer des centres de formation à l'intention des jeunes surtout des femmes non scolarisées car c'est le principal handicap dans l'utilisation des TIC... Je voudrais bien suivre des cours d'informatique avec Internet aussi, mais il paraît que c'est pour les intellectuels. Et comme je ne suis même pas allée au CM2... » (Jeune femme couturière)*

D'une façon générale, les personnes ayant déclaré avoir une formation en Internet l'ont reçue dans un cadre formel et peu d'enquêtés (23%) ont eu une telle formation.

En ville, comme on pouvait s'y attendre, il y a trois fois plus de personnes formées en Internet (26%) qu'en campagne (9%). Ce taux est d'environ 13% en zone semi ou péri-urbaine.

L'analyse selon l'âge révèle que ce sont les personnes de 25 à 49 ans qui ont le plus bénéficié de la formation en Internet : plus d'une personne sur quatre (27%) âgées de 25 à 49 ans a reçu une formation en Internet, contre environ une personne sur cinq (20%) âgées de 15-24 ans et une personne sur huit ayant 50 ans ou plus.

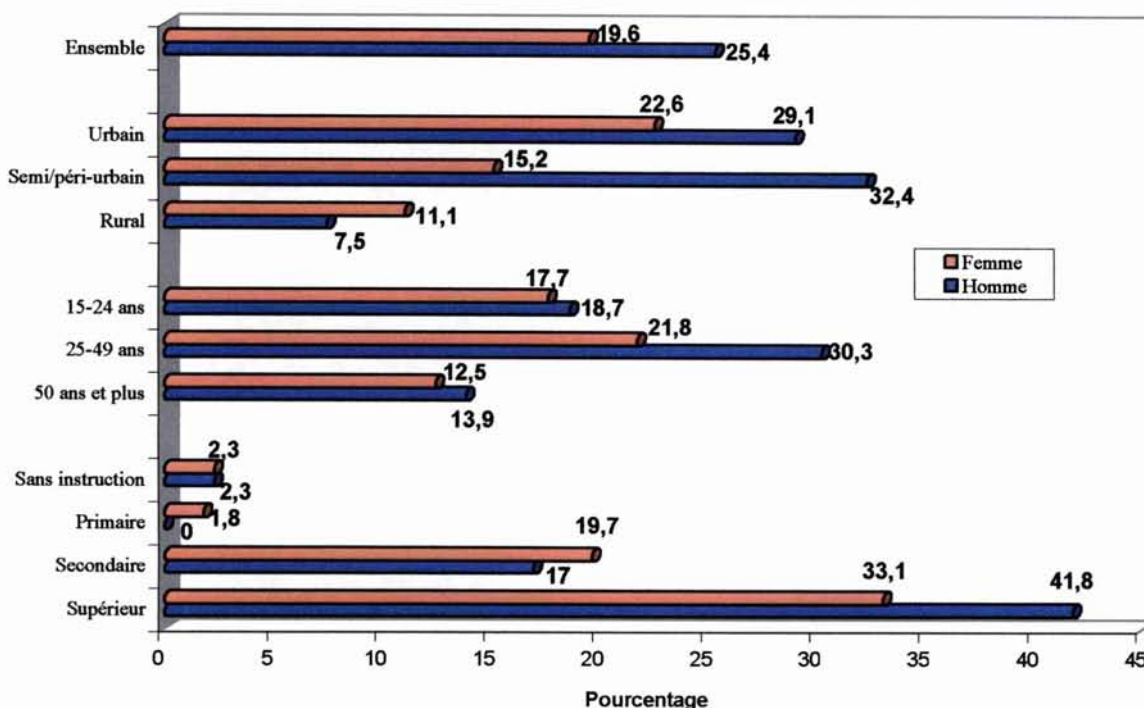
Enfin, ce sont les plus instruits qui s'intéressent à l'Internet : près de deux enquêtés sur cinq (39%) de niveau supérieur contre environ une personne sur six (18%) au niveau secondaire, ont reçu une formation en internet.

On note aussi une différence statistiquement significative selon le sexe : les hommes ont plus la possibilité d'être formés que les femmes (25,4% contre 20%). Il en est de même la tranche d'âge des 25-49 ans (30,3% pour les hommes contre 21,8%). (*voir graphique 7*)

Comme on peut le constater, le fossé numérique entre les deux composantes de la société est assez expressif. En matière d'Internet, les femmes sont durement plus marginalisées. Les contraintes liées à la disponibilité et l'instruction expliquent parfois cette situation comme le témoigne une enquêtée « : *Je ne suis pas instruite et je n'en ai pas les moyens... c'est pour les personnes instruites... je n'ai pas les moyens et je ne dispose pas de temps à consacrer à cela.* » (Femme dans un ménage)

Il convient de promouvoir l'approche genre dans les structures de formation, ce qui pour l'instant n'est pas une réalité ainsi que le déclare un responsable « *CEDIJ est un centre de formation pour les jeunes et non une structure de promotion du concept Genre dans les TIC. Nous travaillons avec les jeunes (filles, garçons, hommes et femmes) qui viennent à nous. Nous tenons aussi compte de la qualité des gens pour atteindre l'efficacité que nous voulons. Ce qui nous gêne dans cette approche c'est que les béninois le traduisent mal. Le genre, oui ! Mais le sexe, non. C'est ça qui me gêne. On veut coûte que coûte attribuer des postes ou responsabilité à des femmes sans tenir compte de leur compétence. Nous ne cautionnons pas cela chez nous ici. Les programmes que nous concoctons sont destinés à tout le monde. Le recrutement est fait de telle sorte que les meilleurs sont pris pour diriger le centre. Peut-être des programmes "Genre" viendront mais pas maintenant* » (Un responsable du centre)

**Graphique 7 : Proportion des enquêtés ayant reçu une formation formelle en Internet selon le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le milieu de résidence**



### 6.3.2 Prise en compte du genre dans les formations en TIC

D'une façon générale, les centres de formation en TIC tiennent peu compte du genre dans la sélection des formateurs (18%) et des bénéficiaires (12%). La situation est plus criarde quand il s'agit du contenu des formations (6%) et des supports pédagogiques (6%).

### 6.3.3 Pourcentage de femmes et/ou d'hommes professionnels des TIC

Près d'une personne sur cinq (18%) touchées par la présente étude est un professionnel des TIC. En campagne, les femmes sont plus tournées vers les TIC, principalement en informatique (*cf. graphique 2 page 24*). Par contre, être professionnel des TIC ne dépend pas de l'âge, mais plutôt du niveau d'instruction des enquêtés : on trouve en effet ces professionnels surtout parmi les personnes ayant le niveau secondaire (20%). L'analyse selon le sexe révèle que les professionnels des TIC de niveau secondaire sont 1,5 fois plus nombreux chez les femmes (24,3%) que chez les hommes (16%).



---

## 7. Indice de connectivité : accès et accessibilité

---

L'indice de connectivité est un indice composite de cinq indicateurs. Il met en exergue (i.) le niveau d'utilisation de l'ordinateur/Internet/un téléphone portable, dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles (ii.) le niveau d'accès à l'ordinateur/le téléphone portable/Internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé) (iii.) la souscription à un abonnement au téléphone portable/abonné(e)s à une adresse Internet (iv.) l'utilisation faite des TIC : usage personnel (loisir, développement social et personnel) ; professionnel (économique) ; citoyen (politique, information, stratégique) et enfin (v.) les difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC : disponibilité/coût ; disponibilité sur le lieu fréquenté ; horaires de disponibilité ; sécurité du lieu d'accès ; distance d'accessibilité ; langue ; divers l'accès et l'accessibilité aux TIC exprimées par les hommes et les femmes.

**Cet indice est évalué au Bénin à 0,93. La valeur estimée chez la femme est de 0,51 et 0,55 chez l'homme. C'est une fissure numérique qui exprime de façon globale, le retard des femmes sur les hommes.** Elle présente également des disparités internes en faveur de l'une ou l'autre composant de la société.

*« Équité entre les femmes et les hommes est un creuset pour le développement d'un pays. Si on aide la femme à s'orienter, si on lui ouvre la voie, elle peut tout faire. Le genre éveille l'intelligence des deux sexes. Mais le courage, l'audace, la volonté manque aux femmes » (Homme, cadre de la commune de Parakou)*

---

### 7.1 Utilisation de l'ordinateur/Internet/téléphone portable dans le cadre des activités professionnelles ou personnelles

---

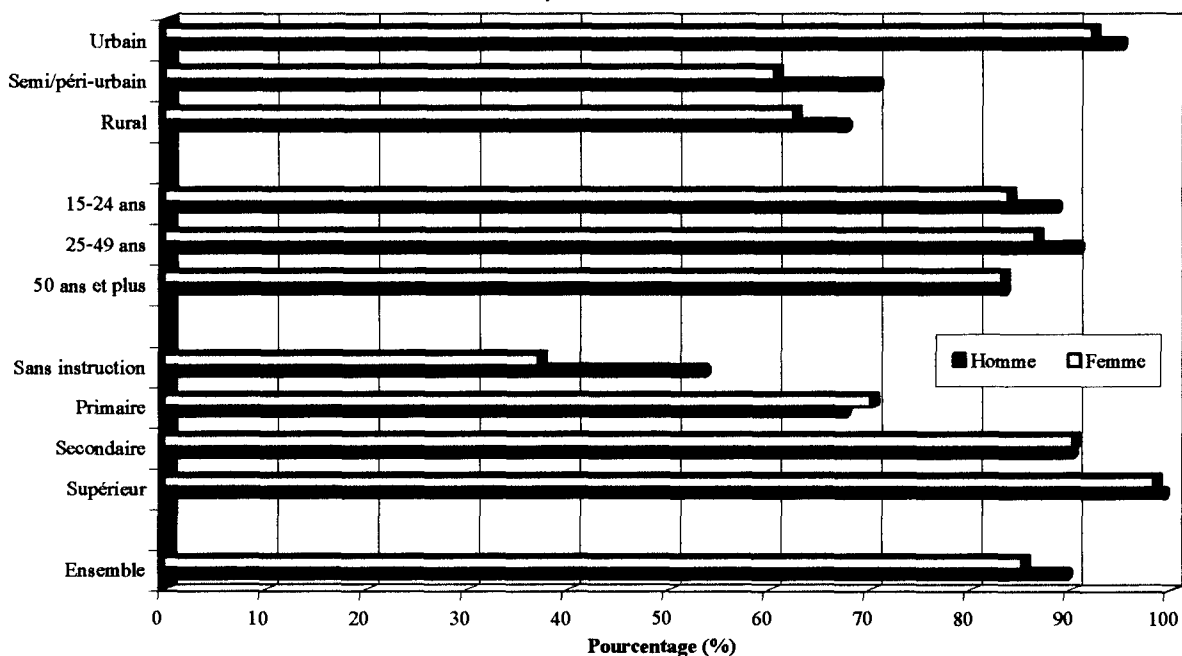
#### 7.1.1 Utilisation de l'un au moins des TIC ciblées

Les TIC considérées dans le cadre de cette étude sont fortement utilisées au Bénin. En effet, environ neuf personnes sur dix (88%) interrogées utilisent soit l'ordinateur, l'Internet ou soit le téléphone portable. C'est en ville (94%) qu'on note la plus forte utilisation. Cependant les proportions enregistrées en milieu semi ou péri-urbain et en milieu rural sont aussi élevées et témoignent des efforts faits dans le sens de la promotion des TIC au Bénin (respectivement 66% et 65%). Cependant, certains estiment que *« les femmes ne bénéficient pas au Nord Bénin des TIC (ordinateur, Internet) au même titre que les hommes. Seules les jeunes filles ont peut-être accès de façon majoritaire à la téléphonie mobile (portable) »*. Il ajoute que *« les femmes ont assez de contraintes par rapport aux TIC (Internet, ordinateur surtout en terme de formation, équipements, moyens financiers, temps. Le facteur culturel joue beaucoup et croît avec l'égoïsme de l'homme (garçon). On entend souvent les hommes dire je n'achèterai jamais de téléphone portable ou l'ordinateur pour qu'elle aille naviguer ou par peur de voir sa femme courtisée au téléphone ou au cyber » (Opérateur économique à Parakou au Nord Bénin)*

L'analyse selon l'âge révèle que les jeunes utilisent plus les TIC que les adultes, mais les écarts entre les proportions ne sont pas très élevés : 15-24 ans (86%), 25-49 ans (89%), 50 ans et plus (83%).

Selon le niveau d'instruction, les résultats montrent que plus on est instruit, plus on est enclin à faire usage des TIC : la proportion des utilisateurs va de 45,3% chez les non instruits à 99% chez les personnes ayant fait des études universitaires, en passant par 69% chez les répondants de niveau primaire et 90% chez ceux de niveau secondaire. Pour ce qui est des instruits de niveau primaire, on note une fracture numérique de genre en faveur défaveur des hommes : les femmes (70%) utilisent légèrement plus les TIC que les hommes (67,4%). (cf. graphique 8)

**Graphique 8 : Utilisation de l'un au moins des TIC pour les activités professionnelles ou personnelles**



Les rubriques suivantes abordent chacune des TIC considérées par l'enquête : l'ordinateur, l'Internet et le téléphone portable.

### 7.1.2 Utilisation de l'ordinateur

Plus de deux personnes sur trois enquêtées (68%) utilisent l'ordinateur dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles. Généralisée en milieu urbain (76%), moins de la moitié en zone semi ou péri-urbaine et en milieu rural avec respectivement, (43%) et (34%) des enquêtés utilisent l'ordinateur. Cette fracture numérique géographique, devient un fossé numérique de genre en milieu semi ou péri-urbain en défaveur des femmes où les résultats révèlent 53% des hommes contre 33% de femmes. Soit une longueur de 20 points d'écart.

L'usage de l'ordinateur est plus fréquent chez les jeunes de 25-49 ans (70%) que chez les 15-24 ans (69%) et les 50 ans ou plus (43%). On note une différence significative selon le sexe chez les 25-49 ans où les hommes (73%) prennent le dessus sur les femmes avec un écart de près de 9 points soit (64,4%).

Selon le degré d'instruction, deux groupes se dégagent : le premier est constitué des personnes qui font une grande utilisation de l'ordinateur. Il s'agit des enquêtés ayant le niveau secondaire (69,3%) ou le niveau supérieur (95%). Le second groupe, composé des enquêtés qui font une très faible utilisation de l'ordinateur rassemble les non instruits (9%) et les personnes ayant le niveau primaire (13%).

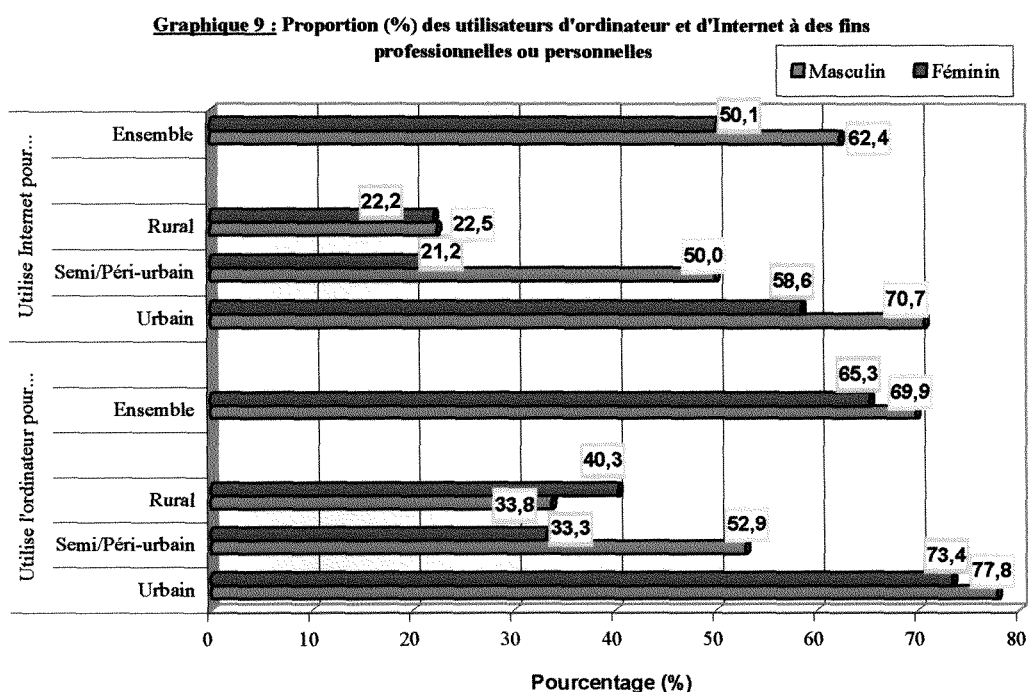
### 7.1.3 Utilisation de l'Internet

Moins de trois personnes sur cinq (57%) enquêtées utilisent l'Internet à des fins professionnelles ou personnelles et, comme on pouvait s'y attendre, c'est en zone urbaine surtout (65,3%) qu'on rencontre beaucoup plus des internautes. Ils sont peu nombreux en milieu semi ou péri-urbain (36%) et en zone rurale (22%).

Excepté le milieu rural où on ne note pas de différence de genre, en milieu urbain et zone semi ou péri-urbaine, les internautes se dénombrent plus chez les hommes que chez les femmes (cf. figure 9).

Le degré d'utilisation de l'Internet est inversement proportionnel à l'âge des enquêtés : plus on est âgé et moins on fait usage de l'Internet (respectivement 63% chez les 15-24 ans, 57% chez les 25-49 ans et 23% chez les 50 ans ou plus). Aussi constate t-on **une fracture numérique de genre** au niveau des différents groupes d'âge : les hommes sont plus nombreux que les femmes à utiliser l'Internet.

L'utilisation de l'Internet est fortement liée au niveau d'instruction : de 5% chez les non instruits, la proportion des utilisateurs passe à 8% chez les scolarisés de niveau primaire, puis à 54% chez les personnes ayant le niveau secondaire et à 87% chez celles ayant le niveau supérieur. Ainsi, avoir fait des études universitaires prédispose plus à utiliser l'Internet. Au secondaire comme au supérieur, les hommes sont plus enclins que les femmes à faire usage de cet outil.



### 7.1.4 Utilisation du téléphone portable

Comparativement à l'ordinateur et à l'Internet, l'utilisation du téléphone portable est plus répandue parmi les enquêtés : quatre répondants sur cinq (80%) utilisent au moins un mobile. L'utilisation du portable est 1,6 plus généralisée en milieu urbain (86%) qu'en zone semi-urbaine (54%) et 1,5 plus en milieu rural (57%). Outre les contraintes financières qui

peuvent expliquer ces disparités il est important de noter qu'à ce jour aucun réseau GSM ne couvre tout le territoire

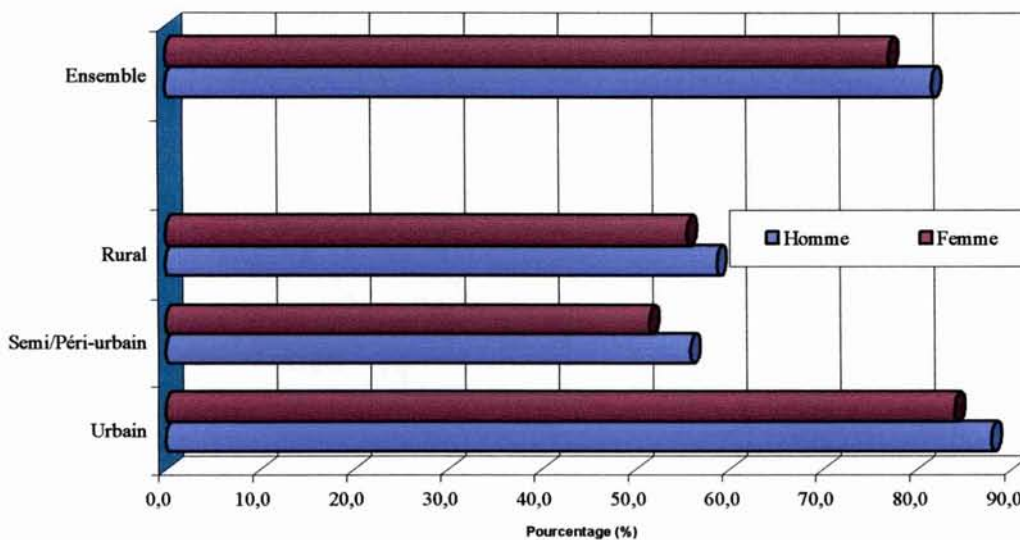
Le degré d'utilisation augmente aussi avec le niveau d'instruction : il va de 45% chez les non instruits à 92% chez les personnes de niveau supérieur, en passant respectivement par 67% chez les scolarisés de niveau primaire et 78% chez ceux de niveau secondaire. Par contre, l'utilisation du portable ne varie pas selon l'âge.

Exceptés les niveaux d'instruction supérieur et secondaire où l'on observe une parité quant à l'utilisation du téléphone portable, il existe un écart de points entre homme et femme en faveur des hommes.

Il est vrai que l'unanimité est établie sur le fait que l'utilisation du téléphone portable par les hommes et les femmes, ne souffre pas de fracture numérique, parce que l'accès est équitable. Seulement cette équité dans l'utilisation du portable pose d'autres problèmes soulignés par les enquêtés. *« Les portables amènent souvent des disputes dans les couples..... l'utilisation du portable crée des discordes dans les ménages. Les hommes refusent que les femmes aient accès à cet outil... Il n'aime pas voir son épouse utiliser des portables à cause des coutumes, cet outil crée régulièrement des tensions de suspicion ce qui brise l'harmonie dans les foyers. »* (Jeune fille élève).

En conséquence, certaines femmes ne veulent plus du téléphone portable : *« Chaque fois que je reçois un appel, on me dit qui t'a appelé ? qu'est-ce qu'il veut, tout un tas de questions si bien que je suis parfois dégoûtée par le téléphone : Si le mari doit à chaque fois contrôler le portable c'est inutile de l'avoir si on veut préserver son ménage... je comprends certaines femme (...) c'est vous les hommes qui exagérez en tout ! »*... (Femme, cadre moyen)

**Graphique 10 : Utilisation du téléphone portable dans les activités personnelles ou professionnelles selon le milieu de résidence et le sexe.**



## 7.2 Accès aux TIC

Il sera examiné ici l'accès aux différentes TIC en milieu de travail, à des endroits publics (cybercafé, télécabine, etc.) et à domicile.

### **7.2.1 Accès à l'ordinateur au bureau ou au service**

D'une façon générale, l'accès à l'ordinateur en milieu de travail est faible : environ une personne sur trois (32,1%) utilise cet outil dans le cadre professionnel. La situation est un peu plus prononcée en milieu semi ou péri-urbain : seulement deux personnes sur onze (18%) y ont accès. En milieu urbain et en milieu rural, respectivement une personnes sur trois (35,2%) et une personnes sur cinq (21%) utilisent cet outil pour les besoins de service.

Notons aussi que, selon le sexe, les hommes du milieu urbain ont un léger avantage, comparés aux femmes (37% contre 34%). C'est tout le contraire qu'on observe en zone rural où les femmes prennent une avance de près de 8 points sur les hommes alors qu'en zone péri-urbaine on note un accès équitable à cet outil.

C'est surtout les personnes âgées de 25 à 49 ans (44%) qui ont plus accès à l'ordinateur en milieu de travail. Les 50 ans et plus (32%) et les 15-24 ans (15%) y ont un faible accès. Dans cette dernière tranche d'âge (15-24 ans), on note une différence significative en faveur des femmes (18,2%) contre 11% chez les hommes.

Très faible chez les non instruits et les instruits de niveau primaire, l'accès à l'ordinateur dans le milieu professionnel est deux fois plus élevé chez les personnes ayant mené des études universitaires (54%) que chez celles ayant le niveau secondaire (26%). On remarque ici aussi que les femmes de niveau secondaire sont plus nombreuses (32%) que les hommes de même niveau (19%), à accéder à l'ordinateur contrairement à celles du niveau supérieur qui ont retard sur les hommes (51,1% contre 55,3%).

### **7.2.2 Accès à l'ordinateur dans un lieu public**

Plus de la moitié des enquêtés (54%) fréquentent les lieux publics pour accéder aux ordinateurs et d'une façon générale, on retrouve plus d'hommes (57,4%) que de femmes (50,8%) à ces endroits.

L'accès à l'ordinateur dans les cybercafés, les télécentres ou autres sites publics, est deux fois plus intense en milieu urbain (62%) qu'en milieu semi ou péri-urbain (34%) et près de trois fois plus qu'en milieu rural (23%). En zone semi ou péri-urbaine, ce sont les hommes (54% contre 18,2% pour les femmes) qu'on retrouve dans ces lieux publics. Le même constat reste valable en milieu urbain dans une proportion de 64,3% d'hommes pour 59,4% de femmes.

Ce sont les jeunes de 15 à 24 ans (66%) qui fréquentent surtout les endroits publics pour utiliser l'ordinateur. Les plus âgés (50 ans et plus) utilisent très peu (22%) ces sites. La population des 24-49 ans présente des disparités significatives liées au sexe : les hommes prennent une bonne longueur d'avance sur les femmes (57% pour les hommes contre 46% chez les femmes). Selon le niveau d'instruction, ce sont surtout les personnes de niveau supérieur (77%) et de niveau secondaire (56%) qui fréquentent les lieux publics pour utiliser l'ordinateur. Mais contrairement à ce qui s'observe en milieu professionnel, les hommes de niveau secondaire (58%) sont plus nombreux à fréquenter les télécentres, cybercafés, etc. que les femmes de même niveau (53,2%).

### **7.2.3 Accès à l'ordinateur à domicile**

De façon générale, moins du quart (21%) des interviewés ont accès à l'ordinateur dans leur domicile avec une différence selon le genre au profit des hommes (23,4% contre 18,7%).

Selon le milieu de résidence, les personnes du milieu urbain ont deux fois plus accès à l'ordinateur à domicile (25%) que ceux des milieux péri-urbains (13,4%) et trois (3) fois plus par rapport à ceux des milieux ruraux (7%). Avec une différence significative statistiquement, les hommes en milieu urbain (28%) ont plus de possibilités d'accès à domicile que les femmes (21%) du même milieu.

Relativement aux groupes d'âges touchés par l'étude, les 24-49 ans (26,%) ont beaucoup plus accès à l'outil à domicile par rapport ceux âgés de moins de 25 ans (15%) et de plus de 50 ans (13,3%).

Par rapport au niveau d'instruction, c'est de loin les instruits du niveau supérieur qui ont plus accès à l'ordinateur chez eux avec une légère supériorité des femmes (44,4% contre 41,4%).

#### **7.2.4 Accès à l'Internet au bureau ou au service**

En milieu professionnel au Bénin, l'Internet reste encore un luxe. Seulement une personne sur six (17%) a accès au Net. c'est beaucoup plus les hommes (21% contre 13%) qui en profitent.

Selon le milieu de résidence, les personnes résidant en zone péri-urbaine (6%) et rural (5%) sont beaucoup plus pénalisées que ceux des centres urbains (21%). A l'intérieur de ce dernier groupe un écart significatif en terme de genre est lisible en défaveur des femmes (24% contre 16%).

L'analyse selon le groupe d'âge montre qu'une personne sur quatre (25%) parmi les 25-49 ans, a plus de possibilité d'accéder à Internet dans son lieu de travail comparé aux autres groupes. Parmi eux, 29% sont des hommes contre 20% de femmes.

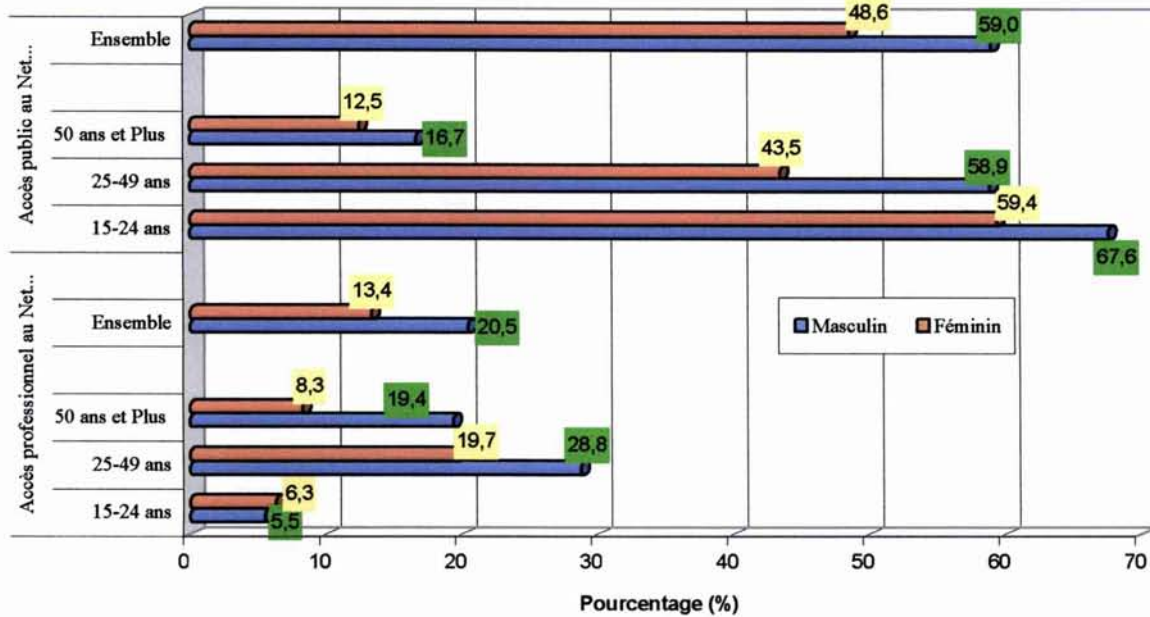
Comme on pouvait l'imaginer, l'accès au Net en milieu professionnel dépend aussi du niveau d'instruction. Au niveau supérieur 36% ont accès (30% de femmes contre 39% d'hommes). Alors qu'au niveau du secondaire, seul 8,4% ont accès.

#### **7.2.5 Accès à l'Internet dans un lieu public (cybercafé, télécentre, etc.)**

Plus de la moitié des enquêtés (54,3%), déclare accéder à l'Internet dans un lieu public. La disparité observée selon le sexe est de plus de dix (10) points au profit des hommes (59,0% contre 48,6 pour les femmes). Selon le milieu de résidence, cette disparité persiste : 50,0% pour les hommes contre 21,2 % pour les femmes en milieu semi/péri-urbain soit un écart d'environ 29 points ; 66,8% contre 56,6% au niveau des femmes.

Si la plupart des femmes ne vont pas naviguer, c'est à cause de l'environnement social et de tout ce qu'il génère comme contrainte à l'épanouissement de la femme. Le cadre physique des cybers est parfois considéré comme peu propice aux femmes parce que fréquenté par une population plus jeune. Il est souvent dit que se sont des espaces de dépravation. Ils ne sont donc pas dignes des femmes surtout si elles sont mariées. « *Quel mari laissera sa femme aller au cyber, pour faire quoi ? À moins que la connexion soit à la maison* » (femme commerçante). Les plus jeunes ne partagent cependant pas cette vision comme le souligne l'un des enquêtés « *Il faut changer les mentalités liées aux rumeurs sur la dépravation des moeurs quant à l'utilisation de l'Internet.* » (**Jeune garçon dans un cybercafé**)

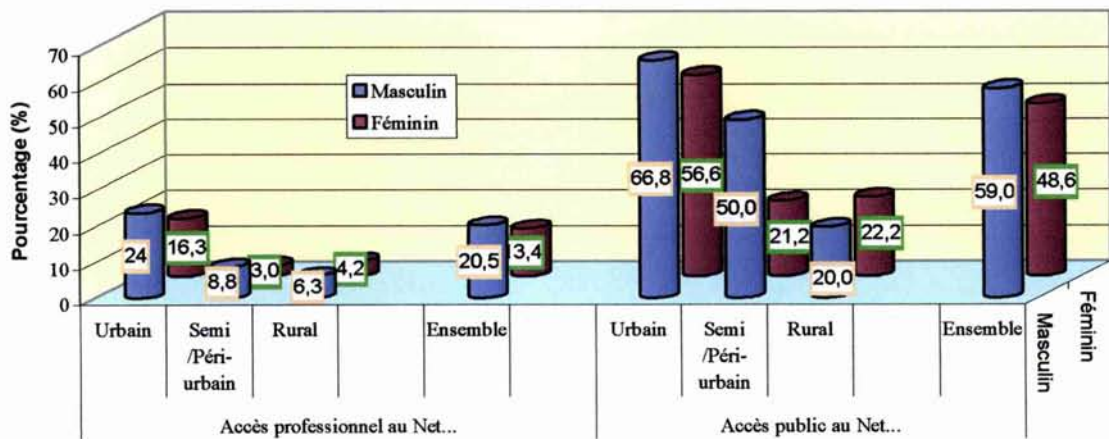
**Graphique 11 : Proportion des enquêtés ayant accès à l'Internet par le biais du milieu professionnel ou des lieux d'accès publics selon l'âge**



Selon l'âge, ce sont les 15-24 ans qui prennent le dessus (63,4%), viennent ensuite les 25-49 ans (52,4%) et enfin les 50 ans et plus pour une proportion de 15%. Les différences internes entre les sexes sont plus significatives au niveau des 25-49 ans (58,9% d'hommes contre 43,5% de femmes).

Selon le niveau d'instruction, l'accès à l'Internet dans les lieux publics reste globalement plus important chez les interviewés de niveau supérieur et secondaire (respectivement 82,2% et 51,6%). Par contre, on ne note aucune différence significative dans la répartition par sexe.

**Graphique 12 : Pourcentage des enquêtés ayant accès à l'Internet, par le biais du milieu professionnel ou des lieux d'accès publics selon le milieu de résidence.**



### 7.2.6 Accès à l'Internet à domicile

L'usage de l'Internet à domicile est encore plus faible dans l'ensemble (6%) comparé au milieu professionnel (17,3%).

Selon le milieu de résidence, il est noter que plus on s'éloigne des centre urbains, moins la possibilité d'accéder au Net à domicile devient difficile : 7,2% dans les centres urbains, 4,5% en zone péri-urbaine et 0,0% en milieu rural. Les mêmes tendances s'observent lorsqu'on considère l'âge et le niveau d'instruction.

### 7.2.7 Accès au téléphone portable.

Accéder au téléphone portable au bureau ou au service est chose rare au Bénin. En effet, moins de 4% des enquêtés ont cette possibilité. Dans l'ensemble les statistiques produites ne sont pas significatives selon le milieu de résidence et l'âge.

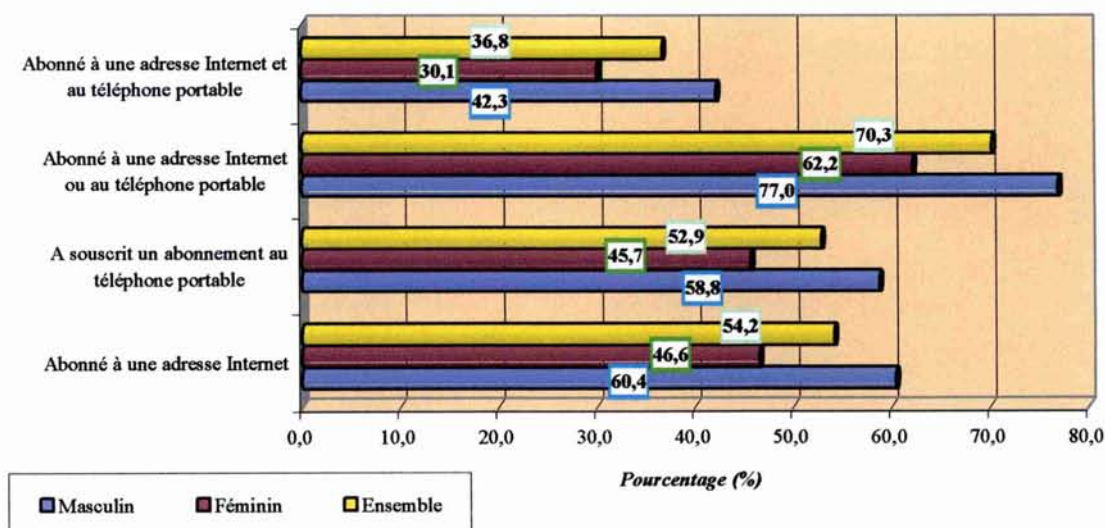
Il en est de même lorsqu'il s'agit d'accéder au portable dans un lieu public. Il faut noter qu'au Bénin, accéder au téléphone portable par le biais des points publics est une pratique très rare contrairement aux autres formes de communication publique.

Par contre, environ quatre personnes sur cinq (78%) déclarent avoir accès au téléphone portable à domicile. Malgré ce taux élevé d'accès à domicile, les écarts selon le genre ne sont pas statistiquement significatifs au seuil de 5%.

## 7.3 Abonnement au téléphone portable et/ou a une adresse Internet

Une grande majorité des interviewés (70%) est abonnée soit à une adresse Internet soit à un téléphone portable (hommes=77% ; femmes=62,2 %). L'abonnement aux deux types de TIC à la fois a été affirmé par moins de la moitié des enquêtés (37%). L'analyse de l'abonnement au téléphone portable et/ou à une adresse Internet a prouvé qu'il varie selon le sexe, le milieu de résidence, la tranche d'âge et le niveau d'instruction.

**Graphique 13 :** Proportion des enquêtés ayant souscrit à un abonnement au téléphone portable et/ou à une adresse Internet selon le sexe



Quelle que soit la variable d'analyse, les hommes utilisent plus le téléphone portable et Internet que les femmes. La proportion des hommes abonnés à une adresse Internet est 1,3



fois supérieur à celui des femmes (hommes=60% ; femmes=47%). Le même écart s'observe en ce qui concerne la détention du téléphone portable (hommes=59% ; femmes=46%). Lorsqu'on analyse l'abonnement à une adresse Internet et au téléphone portable, il est constaté que cela est une réalité chez deux hommes sur cinq (42%) contre une femme sur dix (30%).

Selon le milieu de résidence, tant en ville, en campagne qu'en milieu semi-urbain les hommes utilisent davantage le téléphone portable que les femmes. L'écart entre les deux sexes est accentué en milieu rural (hommes=17% ; femmes=34%) mais relativement réduit en milieu urbain (hommes=64% ; femmes=53%). En ville, le taux d'abonnement simultané à une adresse Internet et au téléphone portable des hommes est (48%) fois supérieur à celui des femmes (36%).

L'analyse par rapport à l'âge montre que l'utilisation des TIC relève davantage des 25-49 ans. Ici également, les hommes surpassent les femmes. Trois hommes sur cinq (62%) et deux femmes sur cinq (43%) peuvent envoyer des mails par leur boîte électronique personnelle. De même, une large majorité des hommes âgés de 25-49 ans (71%) est joignable sur leur téléphone mobile, tandis qu'un peu plus de la moitié des femmes (58%) de la même tranche d'âge est abonnée au téléphone portable.

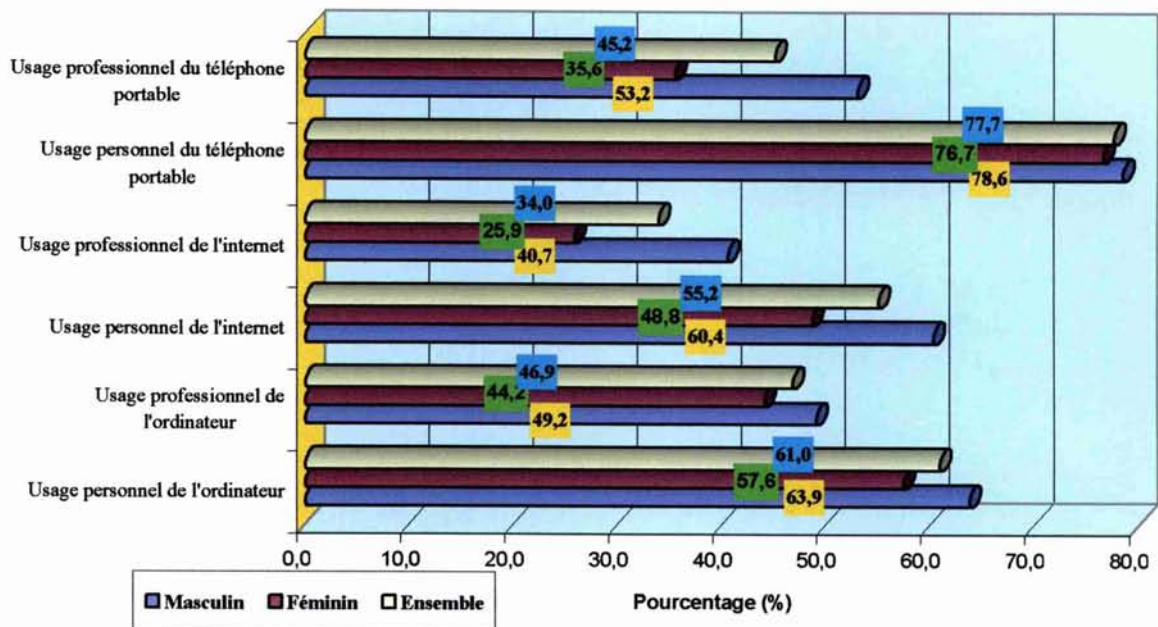
Selon le niveau d'instruction, les hommes disposant d'un portable personnel et ayant le niveau secondaire (45%) sont 1,2 fois plus nombreux que les femmes (36%). Un écart identique s'observe quant à l'abonnement à une adresse Internet ou à un téléphone portable (hommes=69% ; femmes=60%).

#### ***7.4 Utilisation de l'ordinateur, Internet et du téléphone portable.***

---

Les hommes ont une légère avance sur les femmes en ce qui concerne l'usage personnel de l'ordinateur, Internet et du téléphone portable (soit respectivement 64% contre 58% ; 60% contre 49% et 79% contre 77%). La même tendance caractérise l'usage professionnel de ces TIC. Toutefois, l'analyse a fait ressortir les différences qui existeraient par rapport au milieu de résidence, à l'âge et au niveau d'instruction.

**Graphique 14 : Proportion des utilisateurs de l'ordinateur, Internet et le téléphone portable selon les catégories d'usage et le sexe**



En ville, l'usage professionnel de l'ordinateur est relativement identique entre les hommes et les femmes (56% contre 48%). Cependant, l'utilisation d'Internet et du téléphone portable en milieu de travail est davantage le fait des hommes. Il est constaté qu'un homme sur deux (46%) peut naviguer sur la toile à partir d'un ordinateur de service, tandis que trois femmes sur dix (29%) bénéficie d'un tel atout en ville. En milieu, urbain, l'usage d'un téléphone portable de service a été affirmé par 55% d'hommes contre 39% de femmes.

Plus de la moitié des 25-49 ans utilisent à titre personnel un ordinateur (62%) et Internet (55%). Toutefois, des nuances surviennent selon le sexe : 66% des hommes disposent d'un ordinateur personnel pour 56% des femmes.

L'utilisation d'Internet pour leur propre gouverne est davantage le fait des hommes (61%) que celui des femmes (45%). De même, la navigation sur la toile mondiale pour des raisons professionnelles est une réalité pour la moitié des personnes interviewées (50%) ; ce qui est le cas pour 28% des femmes. Le téléphone portable de service est utilisé par sept hommes sur dix (67%) contre une femme sur deux (46%).

L'analyse selon le niveau d'instruction montre que les hommes ayant atteint l'université utilisent 1,4 fois plus Internet pour des raisons professionnelles que les femmes du même niveau d'étude (68% contre 50%). La différence est de 17,6 points en ce qui concerne l'usage professionnel du téléphone portable (hommes=53% ; femmes=36%). Il est remarquable que si au moins la moitié des femmes de niveau supérieur (53%) utilisent le téléphone portable pour le service, une majorité des hommes (68%) recourt au téléphone mobile pour des raisons professionnelles. Cependant, une différence subsiste entre les deux sexes chez les enquêtés de niveau primaire (hommes=42% ; femmes=19%) et sans instruction (hommes=52% ; femmes=25%).

### ***7.5 Difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC.***

---

Les difficultés d'accès et d'accessibilité au téléphone portable sont reportées par la moitié des enquêtés (47%). Mais elles varient selon le milieu de résidence, l'âge et le niveau d'instruction des enquêtés.

Si la moitié des femmes interviewées en ville (47%) avoue que l'abonnement au téléphone portable leur est difficile, tel est le cas pour deux hommes sur cinq (36%). En milieu rural, les difficultés d'accès et d'accessibilité au téléphone portable ont été mentionnées par la plupart des femmes et des hommes (respectivement 83% et 66%).

Près de la moitié des femmes (42%) dont l'âge est compris entre 25-49 ans éprouve davantage de difficultés d'accès et d'accessibilité au téléphone portable que les hommes (29%) de la même tranche d'âge.

L'analyse selon le niveau d'instruction montre que plus de la moitié des personnes interviewées et ayant atteint le cours secondaire fait face à des difficultés d'accès et d'accessibilité au téléphone portable (hommes=55% ; femmes=64%). Tel est le cas pour 63% des hommes sans instruction et pour 84% des femmes non instruites.

---

## 8. Conclusion et recommandations

---

Les technologies de l'information et de la communication représentent de nos jours des outils indispensables au développement socioéconomique et culturel. Leur insertion dans différents processus de développement en vue de réduire la pauvreté au sein des couches les plus vulnérables semble être une priorité.

Au Bénin, comme dans la plupart des pays africains, des efforts de promotion et de vulgarisation sont en cours. Mais, dans de nombreux cas, ces actions de promotion ne sont pas corrélées avec les questions de genre pour l'instauration d'une société de l'information sans disparité.

L'on peut donc constater à travers les résultats obtenus à l'issue de cette enquête que la majorité des enquêtés ignore encore ce que recouvre le concept genre même au sein de la classe intellectuelle. Des réactions d'étonnement laissaient souvent place à des questionnements tels que : « *L'approche genre, qu'est-ce que vous appelez comme cela* » ou « *hein ! C'est encore quoi ça ...* ».

Beaucoup de résistances liées aux facteurs socioculturels subsistent encore ; aussi a-t-on entendu une femme déclarer : « *Quel mari laissera sa femme aller au cyber, pour faire quoi ? À moins que la connexion soit à la maison* ». Certaines femmes pensent que l'Internet est la chasse gardée de la jeunesse.

Notons aussi des contraintes liées à la formation, aux facteurs financiers/ équipements, à la capacité de décision, à la représentation que certaines personnes ont des cybers. Retenons aussi que la plupart des enquêtés ne mesurent pas la dimension (outil de développement) de l'Internet, les différentes possibilités qu'offrent l'Internet échappent à ceux qui l'utilisent.

Par contre, l'ordinateur est un outil très utilisé par les femmes (les secrétaires sont en majorité des femmes). Le téléphone portable connaît une utilisation quasi équitable car non seulement objet de positionnement social, de distinction au sein des femmes mais avant tout outil de travail des femmes d'affaires, des commerçantes (même non scolarisées).

Les informations recueillies dans cette étude montrent également de profondes disparités en matière d'accès accessibilité en défaveur des femmes.

Les résultats inspirent les recommandations ci-après :

- La prise en compte du genre et TIC dans la politique globale de promotion de la femme du Ministère de la famille, de la protection Sociale et de la Solidarité
- La nécessité d'associer plus de femmes dans la prise de décision sur les politiques de TIC
- L'élaboration et l'exécution d'une stratégie de sensibilisation sur les opportunités qu'offrent les TIC dans les différentes activités économiques
- La promotion de cadres appropriés notamment dans les milieux ruraux susceptibles de favoriser un plus grand accès des populations en général et des femmes en particulier

---

## 9. Références bibliographiques

---

1. CNDLP, Document de Stratégie de réduction de la pauvreté au Bénin, novembre 2001 vol 1 50p
2. Groupe des ONG pour le programme des femmes dans le processus de développement durable (G/PIFeD), USAID, plate-Forme pour la participation des femmes au processus de prise de décision, Cotonou, plaquette d'information.
3. INSAE, *rapport d'analyse de l'enquête sur l'utilisation des NTIC dans l'administration publique et parapublique*, Cotonou, Septembre, 2003, 34p
4. LOHENTO Ken, *société civile et politique nationale des NTIC au Bénin*, avril 2003 34p
5. LOHENTO Ken, *Usage des NTIC et médiatisation des savoirs en milieu rural africain : étude cas au Bénin et au Mali*, mémoire de DEA, Université Paris X Nanterre, 2003, 205p
6. MCPTN, *politique et stratégies des tic au Bénin*, Cotonou, février 2003, 97p.
7. MFPSS, *politique nationale de promotion de la femme*, Cotonou, 2<sup>ème</sup> Ed., juin 2002 109p
8. Ministère Chargé du plan, de la prospective et du développement, *Système des Nations-Unies, Premier rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement*, Cotonou juillet 2003, 28p.
9. Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité, *Fonds des Nations Unies pour la Population, Plan d'action multisectoriel, pour la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme*, Cotonou, 2002, 222p.
10. PNUD, *Rapport sur le développement humain durable au Bénin*, 1998, 247p
11. PNUD, *Rapport sur le développement humain durable au Bénin*, 2003, ...p
12. République du Bénin (1999), *Rapport National d'évaluation de la mise en œuvre des plate-formes de Dakar et de Beijing*, juillet 1999
13. UNDP/PASNTIC/CEFOP, *Les NTIC et le secteur privé au Bénin : Contribution à la production et la création d'emplois*, Cotonou, décembre 2003, 67p
14. UNDP/PASNTIC/CEFOP, *Statistiques sur les NTIC dans le secteur privé au Bénin* Cotonou, décembre 2003, 31p.

# **Rapport National du Burkina Faso**

## **Réseau Genre et TIC**



### **Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique de l'Ouest**

**Rapport National Burkina Faso**  
Deuxième version, Juin 2005

# Sommaire

1	Introduction générale .....	11
2	Caractéristiques socio-démographiques et économiques du Burkina Faso, une situation défavorisant en partie le statut de la femme.....	12
2.1	L'éducation au Burkina Faso .....	12
2.2	Disparités ethniques du Burkina Faso.....	15
2.3	Les stéréotypes socio culturels limitant l'égalité de statut des femmes .....	16
3	La prise en compte du genre dans les politiques nationales au Burkina.....	18
3.1	La question du genre dans la stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication.....	21
3.2	La prise en compte du genre au niveau des statistiques nationales. ....	23
3.3	La dynamique féminine dans la société civile et privée au Burkina Faso .....	23
3.4	Les questions du genre sur le web au Burkina Faso .....	24
4	Présentation des résultats : analyse descriptive sur les individus utilisant ou non les Nouvelles technologies au Burkina faso.....	26
4.1	Présentation de l'échantillon de l'étude .....	26
4.1.1	Lieux de l'enquête.....	26
4.1.2	Répartition par sexe.....	27
4.1.3	Situation socio économique des enquêtés.....	27
4.2	Compréhension de la question de genre.....	28
4.3	Sources d'information et niveau de connaissance du genre .....	29
4.4	Connaissance et usage de l'ordinateur.....	30
4.5	Niveau de connaissance et raisons de l'usage de l'Internet.....	31
4.6	Appréciation de l'adéquation d'Internet avec les préoccupations des internautes ...	31
4.7	L'usage de la téléphonie mobile au Burkina Faso.....	32
4.7.1	Les raisons de non usage des téléphones mobiles.....	32
4.8	Points de vue des interviewés sur les TIC et leur prise en compte dans les politiques et programmes au niveau national. ....	33
4.9	Politiques et programmes spécifiques pour que les femmes aient accès aux TIC....	33
4.10	Conclusion partielle. ....	34
5	Résultats des observations au niveau des institutions du Burkina Faso .....	36
5.1	Actions sur le genre et politique de genre au sein des institutions .....	38
5.2	Formations en TIC et prise en compte des questions de genre.....	38
5.3	Conclusion partielle .....	40
6	Présentation des résultats : la mesure de la fracture numérique du Genre.....	41
6.1	Le mode de calcul et de vérification des hypothèses. ....	41
6.2	Calcul et interprétation de l'indice $I_{mg}$ .....	42
6.2.1	Les indicateurs de l'Indice de Contrôle ( $I_{co}$ ) .....	42
6.2.2	Les variables de l'indice de contenus ( $I_{cu}$ ).....	43
6.2.3	Les indicateurs de l'indice de capacités ( $I_{ca}$ ) .....	43
6.2.4	Les indicateurs de l'indice de la Connectivité ( $I_{cec}$ ).....	44
6.2.5	Calcul de l'indice de contrôle .....	44
6.2.6	Calcul de l'indice de pertinence de contenus.....	45
6.2.7	Calcul de l'indice de capacité .....	45
6.2.8	Calcul de l'indice de connectivité.....	45
6.3	Détermination de la fracture numérique de genre.....	46
6.3.1	L'indice de contrôle, situation de nette fracture .....	47
6.4	L'indice de pertinence des contenus, un vrai fossé en défaveur de la femme. ....	48



6.5	L'Indice de capacité, une situation préoccupante.....	49
6.6	L'indice de connectivité et d'accessibilité : hommes et femmes face au même problème.....	52
7	Conclusions et recommandations. ....	55
8	Références documentaires.....	56
9	Annexes : Présentation des données brutes de l'enquête.....	58

## **Listes des acronymes**

<b>ARTEL</b>	<b>: Autorité Nationale de Régulation des Télécommunications</b>
<b>CMC</b>	<b>: Centres Multimédias de la Mairie de Ouagadougou</b>
<b>DELGI</b>	<b>: Délégation Générale à l'Informatique</b>
<b>ENDA</b>	<b>: Environnement et Développement du Tiers Monde</b>
<b>FNG</b>	<b>: Fracture Numérique de Genre</b>
<b>ISFNF</b>	<b>: Indice Synthétique de Fracture Numérique de Genre</b>
<b>IICD</b>	<b>: International Institute For Communication and Development</b>
<b>INTIF</b>	<b>: Institut des Nouvelles Technologies de l'information et de la Formation</b>
<b>INSD</b>	<b>: Institut National de la Statistique et de la Démographie</b>
<b>ISIG</b>	<b>: Institut Supérieur d'Informatique de Gestion,</b>
<b>NTIC</b>	<b>: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication</b>
<b>ONATEL</b>	<b>: Office National de Télécommunication</b>
<b>PAJE</b>	<b>: Points d'Accès aux Inforoutes pour la Jeunesse</b>
<b>TCP</b>	<b>: Télécentre Communautaire Polyvalent</b>
<b>TIC</b>	<b>: Technologies de l'Information et de la Communication.</b>
<b>UEMOA</b>	<b>: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.</b>
<b>UNESCO</b>	<b>: Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture.</b>
<b>YAM PUKRI</b>	<b>: association nationale pour le développement des nouvelles technologies</b>

## Liste des tableaux et des encadrés

Tableau N°1: Indicateurs de base et sexo-spécifique de quelques pays de la sous région dont le Burkina Faso .....	13
Tableau N°2: Liste des institutions et organisations à tendance genre possédant des sites webs au Burkina Faso .....	25
Tableau N°3: Sexe de l'enquêté(e) par domaine d'activité .....	28
Tableau N°4: Compréhension du genre selon le sexe de l'enquêté(e) .....	28
Tableau N°5: Appréciation de la formation sur les questions de genre selon le sexe de l'enquêté(e) .....	29
Tableau N°6: Usage de l'ordinateur selon le sexe .....	30
Tableau N°7: Nécessité d'une prise en compte des politiques et programmes TIC spécifiques aux femmes en fonction du sexe .....	34
Tableau N°8: Appréciation de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes actuels dans le secteur des TIC selon le sexe .....	34
Tableau N°9: Caractéristiques des institutions interviewées au Burkina Faso .....	36
Tableau N°10: Désagrégation des effectifs moyens des employés dans les institutions enquêtées .....	37
Tableau N°11: Détermination de l'indice de contrôle .....	44
Tableau N°12: Détermination de l'indice de pertinence des contenus .....	45
Tableau N°13: Détermination de l'indice de capacité .....	45
Tableau N°14: Détermination de l'indice de connectivité (accès et accessibilité) .....	46
Encadré 1 : La parenté à plaisanterie ou le ciment social .....	13
Encadré 2 : Lois au Burkina Faso garantissant l'égalité de l'homme et de la femme <sup>1</sup> .....	16
Encadré 3: la sous représentativité des femmes dans les institutions au Burkina Faso <sup>2</sup> .....	17
Encadré 4: Objectifs spécifiques pour les populations les plus défavorisées <sup>3</sup> .....	18
Encadré 5 L'association de femmes WEND MANEGDA, est basée à Ouagadougou au quartier Sambin. ....	20
Encadré 6 : Assemblée Nationale du Burkina Faso .....	28
Encadré 7 : La Mairie de Ouagadougou et l'ISIG .....	29
Encadré 8 : Yam Pukri, Une recherche de l'efficacité qui aboutit à un prise en compte implicite du genre. ....	30

---

<sup>1</sup> <http://www.mpf.gov.bf/Documents/Textes/instnation.html>

<sup>2</sup> CSLP (2004, page 19)

<sup>3</sup> Même ref. (document de stratégie nationale)

## Liste des graphiques

Grahiqne 1-	Répartition de l'échantillon par zone .....	27
Grahiqne 2-	Taille moyenne des institutions enquêtées par catégorie professionnelle désagrégée par sexe .....	37
Grahiqne 3-	Prise en compte du genre dans les formations TIC au niveau des institutions .....	38
Grahiqne 4-	Situation de la prise en compte du genre dans les formations en TIC .....	39
Grahiqne 5-	Conditions favorables aux femmes dans les formations TIC faites par les institutions .....	39
Grahiqne 6-	Représentation de l'indice de contenus au Burkina Faso .....	49
Grahiqne 7-	Représentation graphique de l'indice de disparité et de ses déterminants.....	50
Grahiqne 8-	Représentation graphique de l'indice de connectivité et de ses composants.....	52

## **Remerciements**

Nous remercions toutes les bonnes volontés qui nous aidé à mener ce travail à bien, en particulier,

- La responsable du réseau Genre et TIC, Marie Helène Mottin Sylla (ENDA, Sénégal) pour sa disponibilité, sa patience et sa capacité à nous galvaniser et à nous orienter dans ce travail
- les organisations de la société civile, les structures étatiques, les entreprises et les individus qui nous ont aidé dans ce travail en nous écoutant et nous renseignant
- l'équipe locale de recherche (enquêteurs, superviseurs, statisticiens, cellule traitement statistique de Yam Pukri) au Burkina qui avec Yam Pukri a sillonné le Burkina pour recueillir de précieuses informations

Nous tenons toutefois à signaler que l'utilisation du masculin dans ce document n'a pas une connotation négative du genre mais vise simplement à simplifier la lecture du document. Le genre masculin peut être donc considéré indifféremment comme le féminin.

Sylvestre Ouédraogo

Responsable de l'étude au Burkina

## **1 Introduction générale**

Il est généralement admis que les pays en voie de développement et principalement les pays au Sud du Sahara sont en retard dans presque tous les domaines et pour le cas qui nous intéresse, le domaine des technologies de l'Information et de la Communication n'échappe pas à cette règle. Le nombre de rencontres internationales depuis 1996 où la problématique a commencé à émerger avec l'avènement de l'Internet est considérable. Actuellement, le Sommet de Tunis qui est en train de se préparer sera l'aboutissement d'un long périple qui a conduit la communauté internationale dans plusieurs pays comme Genève, Bamako, Accra et à la fin de l'année 2005, Tunis.

L'ère du numérique a montré que personne ne pouvait vivre en marge de ce phénomène et les pays en voie de développement l'ont compris, eux qui ne veulent pas rater le train du numérique.

Comme le montre le tableau ci après, la plupart des indicateurs sexo spécifique montrent que la femme est désavantagée par rapport à l'homme dans des domaines jugés vitaux (santé, nutrition, économie, éducation, alphabétisation...)

Les nouvelles technologies viendront-elles perpétuer encore ce phénomène ou même l'aggraver? Si cette différence est importante, comment le sera-t-elle dans quelques années avec l'avancée quasi exponentielle de la technologie? Comment démontrer que les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes dans les TIC et dans quel ampleur?, comment mesurer cela d'une manière convaincante? Telles sont les questions que le réseau Genre et TIC s'est posé dans cette étude afin de pouvoir l'aborder d'une manière convaincante, le milieu des décideurs ayant besoin de preuves fondées, scientifiques et acceptées par le plus grand nombre pour pouvoir passer à l'action.

Cette étude vise donc à mesurer la fracture numérique du genre dans quelques pays africains afin d'avoir un instrument fiable de lobbying et de plaider auprès des décideurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Ce travail qui jouera un rôle de baromètre permettra de prendre la température exacte et de préconiser des solutions judicieuses pour le bien être de milliers de personnes.

L'étude sur la FNG doit permettre, pour les pays impliqués (Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Cameroun, Sénégal) de mesurer quantitativement et qualitativement :

Le degré d'accès aux nouvelles technologies

L'importance accordée à l'égalité de genre et la place des femmes dans la participation

L'appropriation et la modélisation de la société numérique africaine.

Nous allons dans ce travail présenter dans une première partie le Burkina Faso et sa politique en matière de TIC en rapport avec le genre. Dans une seconde, nous allons présenter les résultats de nos travaux qui se résumeront aux calculs et à l'interprétation des résultats des mesures de la fracture numérique. En terme de conclusion nous formulerons quelques recommandations pour une prise en compte de l'aspect genre dans les politiques TIC dans nos pays.

Les résultats statistiques et la méthodologie détaillée seront présentés à l'annexe afin de faciliter la lecture du document.

## **2 Caractéristiques socio-démographiques et économiques du Burkina Faso, une situation défavorisant en partie le statut de la femme.**

Le Burkina Faso est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. C'est un pays sans débouché direct sur la mer, comptant sur ses voisins le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana pour rejoindre la mer dont le port le plus proche se trouve à 1000 km de la capitale, Ouagadougou. La population est estimée à 12 millions d'habitants environ dont plus de la moitié est féminine.(51,3% contre 48,7%)

Il faut aussi souligner l'importance de la population jeune au niveau du Burkina Faso, les moins de 15 ans représentant 46% de la population.

### **2.1 L'éducation au Burkina Faso**

L'accès à une éducation de base en premier lieu et ensuite moyenne et supérieure est un préalable à une meilleure maîtrise ou usage des nouvelles technologies.

Les lignes qui suivent donnent une situation générale très défavorable au Burkina Faso, surtout ce qui concerne le sexe féminin.

Le Burkina Faso est en retard dans le domaine de l'éducation, ce qui joue défavorablement sur son classement au niveau International, le ramenant à l'un des pays les plus pauvres du monde.

Actuellement, le taux d'alphabétisation est de 21,8%. Ce taux a subi une légère progression, le précédent étant de 18,4% (1998).

Selon une étude récente faite par l'INSD<sup>4</sup>, on constate une forte disparité selon le lieu de résidence (12,5% pour le milieu rural et 56,3% pour le milieu urbain) selon les groupes socio économiques (12,5% pour les agriculteurs indépendants et 82,0% pour les employés du public) et selon les sexes (15,2% pour les femmes et 29,4% pour les hommes).

Au niveau de l'enseignement primaire, le taux net brut de scolarisation est de 40,09% en 1998. Ce taux est inégalement réparti comme le niveau d'alphabétisation. En effet, il est de 34,1% en milieu rural et de 102,3% en milieu urbain, représentant le triple de celui en milieu rural, et de 38,2% pour les filles et de 49,6% pour les garçons.

En ce qui concerne le secondaire, on constate que le taux brut de scolarisation est de 15,6% pour l'ensemble du pays. Ce taux comme les autres est inégalement réparti entre les milieux (6,1% pour le milieu rural et 50,7% pour le milieu urbain). Ce taux est de 13,9% pour les filles et de 17,3% pour les garçons.

---

<sup>4</sup> INSD, 2003, Analyse des résultats de l'enquête Burkinabè sur les conditions de vie des ménages, rapport final

Pour le supérieur, ce taux est encore nettement moindre. Il est de 2,1%. Comme les autres, les garçons sont les grands favoris avec 3,3% et pour les filles, 1,1%.

Nous constatons donc qu'au Burkina Faso, seuls les milieux urbains sont favorisés. Les garçons jouissent également d'une meilleure attention que les filles, çà tous les niveaux de l'enseignement.

Il faut souligner que l'Etat Burkinabè a pris conscience de ce phénomène et a instauré un système de bourse discriminatoire au secondaire pour favoriser l'avancée des filles: seules les filles ont désormais droit à la bourse au niveau du secondaire.

Tableau N°1: Indicateurs de base et sexo-spécifique de quelques pays de la sous région dont le Burkina Faso<sup>5</sup>

	BJ	BF	ML	MR	SN
Indice du Développement Humain (IDH), valeur en 2002	0,421	0,302	0,326	0,465	0,437
Rang de classement mondial selon l'IDH, en 2002 (sur 177)	161	175	174	152	157
Indicateur du développement humain, IDH 1975	0,288	0,239	0,232	0,339	0,315
Indicateur du développement humain, IDH 1990	0,356	0,302	0,288	0,387	0,382
Indicateur de la pauvreté humaine, pays en développement	45,7	5,5	58,9	48,3	44,1
Espérance de vie à la naissance, années, 2002	50,7	45,8	48,5	52,3	52,7
Taux d'alphabétisation des adultes (+ de 15 ans), 2002	39,8	12,8	19	41,2	39,3
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur), %, 2001-2002	52	22	26	44	38
PIB par Habitant, en PPA, 2002	1070	1100	930	2220	1580
Différence de classement selon le PIB par habitant (en PPA) et l'IDH,	-5	-20	-11	-25	-11

Indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH), classement	130	143	142	124	128
Indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH), valeur	0,406	0,291	0,309	0,456	0,429

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2004 : "Rapport mondial sur le développement humain 2004" <http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/>



Espérance de vie à la naissance (en années), 2002, population féminine	53,1	46,3	49	53,9	54,9
Espérance de vie à la naissance (en années), 2002, population masculine	48,5	45,1	47,9	50,7	50,6
Taux d'alphabétisation des adultes (en % 15 ans et +), 2002, population féminine	25,5	8,1	11,9	31,3	29,7
Taux d'alphabétisation des adultes (en % 15 ans et +), 2002, population masculine	54,8	18,5	26,7	51,5	49
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur), %, 2001-2002, population féminine	41	18	21	42	35
Taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur), %, 2001-2002, population masculine	64	26	31	6	41
Revenu estimé du travail (PPA), 2002, population féminine	876	855	635	1581	1140
Revenu estimé du travail (PPA), 2002, population masculine	1268	1215	1044	2840	2074
Différence de classement entre l'IDH et l'ISDH	0	0	0	0	0

Femmes parlementaires, en % du total, 1 <sup>er</sup> mars 2004	7,2	11,7	10,2	4,4	19,2
Femmes siégeant au gouvernement, en % du total (2001)	10,5	8,6	33,3	13,6	15,6
Part estimée du revenu du travail des femmes sur celles des hommes	0,69	0,7	0,61	0,56	0,55

Alphabétisation des femmes adultes, taux, en % des 15 ans et +, 2002	25,5	8,1	11,9	31,3	29,7
Alphabétisation des femmes adultes, en % du taux masculin, 2002	47	44	44	61	61
Alphabétisation des jeunes femmes adultes, taux, en % des 15-24 ans, 2002	38,5	14	16,9	41,8	44,5
Alphabétisation des jeunes femmes adultes, en % du taux masculin, 2002	53	55	52	73	72
Scolarisation nette des filles dans le primaire, (taux %), 2001-2002	58	29	32	65	54
Scolarisation nette des filles dans le primaire, en % du taux masculin, 2001-2002	0,69	0,71	0,72	0,96	0,89
Scolarisation nette des filles dans le secondaire, (taux %), 2001-2002	13	6	..	13	..
Scolarisation nette des filles dans le secondaire, en % du taux masculin, 2001-2002	0,48	0,65	..	0,83	..
Taux brut d'inscription des femmes dans le supérieur, (taux %), 2001-2002	1	1	..	1	..
Taux brut d'inscription des femmes dans le supérieur, en % du taux masculin, 2001-2002	0,24	0,33	..	0,27	..

Taux d'activité économique des femmes (âgées de 15 ans et plus) taux, %, 2002	73,2	74,7	69,8	63,2	61,7
---	------	------	------	------	------

Taux d'activité économique des femmes (âgées de 15 ans et plus) Indice, base 100=1990, 2002	96	97	97	97	101
Taux d'activité économique des femmes (âgées de 15 ans et plus) en % du taux masculin, 2002	90	85	79	74	72

La plupart des indicateurs sont en défaveur de la femme, ce qui peut entraîner par voie de conséquence une situation similaire dans le domaine des nouvelles technologies.

## 2.2 Disparités ethniques du Burkina Faso

Le Burkina Faso compte environ 60 ethnies d'importances inégales. Les mossis qui sont plus de 50 % occupent le plateau central du pays, mais aussi ont envahi les autres régions, en particulier les régions où les sols sont encore fertiles. Leur langue, le mooré est parlée par plus de la moitié de la population également.

Certaines populations comme les Yarsés sont commerçantes et se retrouvent partout sur le plateau central. Les dioulas sont plus concentrés dans les milieux urbains et dans sud ouest du pays.

Parmi les migrants, il faut compter les Mossi et surtout les Peulhs qui sont des peuples pasteurs. Ces derniers se concentrent plus dans la région Nord du pays frontalière au Mali et au Niger mais se retrouve un peu partout également sur tout le territoire

Trois langues ont été choisies comme langues nationales, bien que la langue française soit la seule officielle. Il s'agit du Mooré, du Dioula et du Fulfulde (langue Peulh).

A travers la radio et la télévision, on peut suivre des émissions dans les principales langues qui ont des plages réservées à cet effet. Dans la presse écrite en revanche, seule de rares journaux paraissent dans les langues locales.

Si les nouvelles technologies nous permettent de mieux communiquer, de mieux renforcer la démocratie et la participation au développement grâce à une meilleure circulation de l'information, certaines pratiques traditionnelles tendent à jouer un temps soit peu ce rôle de passerelle entre les groupes ethniques et entre les sexes.

La parenté à plaisanterie ou mécanisme de réduction des écarts hommes femmes

Un phénomène qui joue une fonction importante dans la régulation sociale au Burkina Faso est la parenté à plaisanterie. Cette pratique interethnique, ayant comme fondement des

événements historiques ou anecdotiques entre des personnes de groupes sociaux et d'ethnies différentes permet des interférences joyeuses entre les groupes. Ce genre de communication et d'échange est matérialisé par des provocations verbales, des insultes et a tendance à dénigrer et à insulter l'autre. Ainsi, on peut dire que l'autre est son esclave ou qu'il est faible... Dans cet échange, le sexe est indifférent. Une femme appartenant à un groupe donné est capable de ridiculiser un homme appartenant à un autre groupe, quelque soit le statut professionnel ou le nouveau de richesse de l'autre<sup>6</sup>. Selon le site web du ministère de la culture.

#### Encadré 1 : La parenté à plaisanterie ou le ciment social

Les origines de la parenté à plaisanterie sont souvent liées à des événements historiques communs, mais parfois aussi à des faits divers anecdotiques, souvent rocambolesques dans la mémoire collective, mais la plupart du temps oubliées.

Tout l'intérêt de cette relation réside dans l'interaction des deux personnes ou groupes concernés. Une des fonctions de ce jeu relationnel est d'affirmer, pour chacun, son identité et son appartenance à un groupe, tout en dénigrant l'autre.

Pour un non-initié, assister à une telle scène peut s'avérer inquiétant : les deux parties s'invectivent parfois avec violence, laissant croire que l'altercation va dégénérer en bagarre. En fait, c'est tout le contraire qui se produit : grâce à ce jeu de rôle, chacun évacue son agressivité, tout en amusant un public qui sait à quoi s'en tenir.

Il existe plusieurs types/duo de partenaires ayant entre eux un lien de parenté à plaisanterie : samo/mossé, gourounsi/bissa, samo/bissa, peul/bobo, lobi/siamou, etc.

Les peul représentent le groupe le plus sujet à plaisanterie, il est le "souffre-douleur" de presque toutes les autres ethnies. Pour tous, il est le voleur de bétail, il est même parfois nié en tant qu'humain et dans le cadre de la parenté à plaisanterie, l'on peut entendre des descriptions de ce type: « il y avait six personnes et deux peul ... ».

...Les bisca sont considérés par leurs parents à plaisanterie comme des mangeurs d'arachides ; les gourounsi, des voleurs ; les samo, des mangeurs de chien, etc....

### 2.3 Les stéréotypes socio culturels limitant l'égalité de statut des femmes

Bien qu'il existe ce genre de pratique au Burkina Faso qui vient atténuer les différentiations de sexe et d'ethnie, on dénote à l'intérieur des groupes ethniques le plus souvent des considérations sociales en fonction du sexe et de l'âge.

---

<sup>6</sup> [http://www.culture.gov.bf/Site\\_Ministere/textes/tourisme/tourisme\\_culture.htm](http://www.culture.gov.bf/Site_Ministere/textes/tourisme/tourisme_culture.htm)

Les personnes les plus âgées sont les plus respectées, surtout dans l'ethnie majoritaire mossi. Les femmes sont considérées comme des seconds et toujours mises en arrière. Un homme, même s'il est plus jeune a plus de considération qu'une femme dans la famille.

Parmi les raisons émises, il y en a qui sont d'ordre économique (homme reste dans la famille, donc doit être le plus avantageux, la femme ira dans la famille de son mari un jour) et ésotérique (la femme est capable d'enfanter, mais l'homme non. Il faut donc la mettre à l'écart).

Les pratiques les plus humiliantes et les plus combattues au Burkina Faso sont sans conteste les mutilations génitales de la femme avec l'excision et le mariage forcé. De grands travaux de sensibilisation et de répression sont faits à ce niveau. La loi condamne toutes ces pratiques et les cas avérés sont punis avec une approche médiatique pour dissuader d'éventuels récalcitrants.

Des campagnes d'informations sont faites par les ONG et l'Etat et au niveau des zones rurales pour informer la population. Il faut aussi souligner l'implication des pouvoirs religieux et traditionnels dans la lutte contre ces pratiques.

Dans le domaine de la scolarisation, ce phénomène se ressent parce que les parents préfèrent mettre les garçons à l'école plutôt que les filles qui sont considérées comme des investissements non rentables: il faut plutôt les utiliser dans les travaux domestiques!

Des différences significatives existent toutefois en fonction des groupes ethniques. Traditionnellement par exemple, chez les samos, la femme ne cultivait pas. C'est l'accroissement de la pauvreté combiné avec le frottement avec d'autres groupes ethniques émigrées qui ont considérablement changé la mentalité des femmes samo qui ont commencé à travailler comme l'homme.

Chez les peuls, la femme a un statut privilégié et peut posséder de la richesse. En cas de divorce elle retourne avec sa part. Cette situation conduit à des mariages consanguins afin de protéger la richesse familiale.

Il faut dire que de plus en plus, ces stéréotypes sont en train de fondre à cause du mouvement des femmes, de l'Etat qui fait beaucoup d'efforts dans ce sens ainsi que la pauvreté de la population qui pousse les femmes à travailler et à montrer qu'elles sont aussi capables que les hommes. Le fait de voir des femmes occuper des postes de responsabilités joue aussi sur le mental des parents qui, désormais commence à abandonner leurs comportements de ségrégation et à inscrire de plus en plus les filles à l'école.

### **3 La prise en compte du genre dans les politiques nationales au Burkina**

On peut décomposer les approches politiques sur la question de la femme en 5 étapes. En nous inspirant des textes du site web du ministère de la promotion de la femme<sup>7</sup>, nous avons:

La période coloniale de 1948 à 1950: répression du mariage forcé. Cette période est marquée par la tentative des colons d'éliminer le mariage forcé grâce à la loi cadre et à la loi Mendel. Les autres aspects discriminatoires n'étant pas pris en compte pour le moment.

La Période 1950-1970 : assistance, bien-être familial

Grâce à l'impulsion des missionnaires, on a commencé à créer des centres sociaux où la femme apprenait les bonnes manières et où les questions de santé et d'économie sociale étaient abordées

La Période 1970 aux années 1980 : intégration des femmes au développement ; Femme et Développement et la quête de l'égalité

Grâce à l'approche de développement communautaire par le biais des organismes régionaux de développement, la femme est considérée comme actrice pouvant contribuer au développement. Elle est alors considérée comme l'égal de l'homme

La période 1975 – années 1980 : anti-pauvreté et efficacité

Les stratégies de développement entreprises jusque alors ont commencé à mettre l'accent sur le droit de la femme au bien être et surtout à sa capacité à travailler pour réduire la pauvreté.

La femme peut aussi être efficace que l'homme dans le travail. Elle ne doit pas seulement être une figurante. La courte période de 1983-1987 a été très déterminante dans la percée de la position économique et sociale de la femme au Burkina Faso avec la Révolution.

Période à partir de 1985 : Genre et Développement, Empowerment

A partir des années 1985, la démarche genre a apparue et le développement des capacités tant des hommes que des femmes sont devenus les maîtres mots.

Parmi les actions spectaculaires de la période de la révolution (1983-1987), on peut noter la formation militaire des femmes, leur participation à certaines activités dans l'armée comme la douane, la recherche d'un salaire minimum pour les femmes prélevé sur le salaire de l'homme (pas concrétisé) le marché au masculin (devoir pour les hommes de faire les travaux domestiques et d'aller payer des condiments au marché...), la création et le soutien des activités rémunératrices des femmes, l'obligation de porter des habits traditionnels lors de cérémonies officielles. Ces cotonnades sont tissées par les femmes.

Même si certaines actions sont à prendre en compte dans le cadre de l'euphorie populaire, beaucoup de choses ont changé dans la mentalité de la population. Le Burkina Faso a fait un travail de fond sur le plan officiel dans ce sens comme le résume l'encadré suivant qui montre que les textes de base ont pris en compte la question du statut de la femme en profondeur.

---

<sup>7</sup> <http://www.mpf.gov.bf/Femmegenre/Politique.html>

Encadré 2 : Lois au Burkina Faso garantissant l'égalité de l'homme et de la femme<sup>8</sup>

**LOI FONDAMENTALE**

Adoptée en juin 1991, la loi fondamentale du Burkina garantit l'égalité entre l'homme et la femme.

**INSTRUMENTS SPECIFIQUES**

Code des personnes et de la famille

Adoptée en 1989 et entrée en vigueur en 1990

**Code pénal**

Adopté par la loi n° 043/96/ADP du 13 novembre 1996, cette loi protège l'intégrité physique de la femme et de la petite fille (article 380-381).

Code du travail

Loi sur la liberté d'association adoptée en 1992

Création de la CONALDIS en 1992

Loi sur la décentralisation adoptée en 1993

Relecture du code pénal en 1996

Code civil de 1984

Abrogation en 1996 de la loi de 1920 sur l'interdiction de la publicité sur les contraceptifs.

Loi N° 10/92/ADP portant liberté d'association

Loi sur la décentralisation adoptée en 1993

Loi N° 43/96/ADP du 13 Novembre 1996 portant code électoral

Loi portant Réorganisation agraire et foncière

Dans la pratique, nous pouvons citer les efforts suivants au niveau national:

Création un ministère de la promotion de la femme Ce ministère créé par décret n° 97\_270 du 10 Juin 1997

Création d'un ministère de droits humains

Application d'une discrimination positive dans le domaine de l'éducation des filles

Création du Fond des Activités Rémunératrices des Femmes

Soutenant la création et le financement des mouvements de femmes: maison de la femme dans plusieurs régions du Burkina.

Proclamation de la loi sur le droit des personnes et de la famille.

---

<sup>8</sup> <http://www.mpf.gov.bf/Documents/Textes/instnation.html>

Dans son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (2004), l'analyse de la pauvreté selon le genre montre clairement que le niveau de discrimination entre les femmes et les hommes, que l'on peut exprimer par l'écart des incidences de la pauvreté, est de 1,4 point au profit des hommes<sup>9</sup>.

Selon le même rapport, les femmes contribuent également plus que les hommes à l'incidence globale de la pauvreté au niveau national (52% contre 48%) et la sévérité de la pauvreté chez les femmes est légèrement supérieure à son niveau chez les hommes.

**Encadré 3: la sous représentativité des femmes dans les institutions au Burkina Faso<sup>10</sup>**

Le retard de la scolarisation féminine constitue un frein à la participation de la femme au secteur moderne où les femmes scolarisées représentent environ 21% des effectifs dans les administrations publiques et seulement 5% dans les sociétés privées du secteur moderne. Au niveau de l'animation de la vie publique (politique), bien que de nets progrès aient été réalisés, les femmes demeurent peu représentées au Parlement, au Gouvernement comme dans la haute administration centrale et communale. Par exemple, en 2000, la fonction publique comptait environ 11206 femmes fonctionnaires sur 44316 soit 25,3%. En 2003, on comptait:

04 femmes ministres sur 30, soit 13,3%

13 femmes députées sur 111, soit 11,7%

50 femmes magistrats sur 200 soit 25%

04 femmes secrétaires générales de provinces sur 45, soit 08,9%

05 femmes hauts commissaires sur 45, soit 11,1%

05 femmes ambassadeurs sur 25 soit 20%

03 femmes maires sur 57, soit 05,3%

Il faut souligner que le Burkina Faso vient d'être divisé en 13 régions. Les régions sont dirigées par des gouverneurs. Sur les 13 gouverneurs, 3 sont de sexe féminin.

Les femmes du Burkina Faso sont deux fois moins alphabétisées (12,9%) que les hommes (24,8%). Cette inégalité qui existe dans toutes les catégories sociales est beaucoup plus prononcée au niveau des catégories les plus pauvres.

---

<sup>9</sup> Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (2004)

<sup>10</sup> CSLP (2004, page 19)

En résumé, les femmes ont un accès limité aux soins de santé, aux opportunités d'emploi et de crédit et participent moins à la vie politique nationale et à la prise de décision. Toutes choses qui traduisent et déterminent leur niveau de pauvreté en même temps qu'elles amplifient celui de l'ensemble de la population compte tenu du rôle déterminant des femmes dans la production, la santé, l'hygiène, la nutrition et l'éducation des enfants, d'où la nécessité impérieuse d'accélérer l'accroissement du taux d'alphabétisation des femmes.

### **3.1 La question du genre dans la stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication**

Parmi les couches les plus défavorisées, il est communément admis que les femmes sont les plus nombreuses.

La question du genre a été mentionnée dans le point concernant le développement durable des ressources humaines. C'est un axe important qui, selon le plan "vise la création d'un cadre de vie offrant les meilleures opportunités d'épanouissement et de développement individuel et collectif au sein de la société en prenant notamment en compte les besoins spécifiques des couches défavorisées et la nécessité de maîtriser les contraintes du développement par l'innovation spécifique"<sup>11</sup>.

Encadré 4: Objectifs spécifiques pour les populations les plus défavorisées<sup>12</sup>.

Ils visent la création d'un cadre institutionnel, le développement des compétences locales et la mise en place des moyens technologiques nécessaires pour:

- Produire, dans le cadre d'une approche intégrée des politiques sectorielles de développement des contenus multimédias interactifs d'information, de sensibilisation et d'autoformation, en langues nationales adaptés aux besoins et au niveau des populations rurales et pouvant faciliter l'apprentissage tout au long de la vie dans les domaines ci après: formation formelle et non formelle, santé, environnement, hydraulique, agriculture, élevage, pêche, commerce et artisanat, culture et loisirs, genre;
- Rendre ces contenus accessibles aux diverses couches défavorisées à travers des structures d'accès communautaires;

Faciliter, grâce à la diffusion de ces contenus, la mise en œuvre des politiques sectorielles;

---

<sup>11</sup> Premier Ministère, Délégation Générale à l'Informatique "Stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication", mars 2004, Burkina Faso.

<sup>12</sup> Même ref.(document de stratégie nationale)



- Contribuer ainsi de façon durable au développement économique, social et culturel des communautés bénéficiaires.

L'atteinte de ces objectifs contribuera :

- A améliorer l'efficacité de tout un chacun, les relations sociales, l'accessibilité et la disponibilité des services d'appui au développement, notamment en réduisant, voire en supprimant les déplacements;
- A venir à bout plus rapidement des mentalités et des pratiques considérées comme rétrogrades dans le domaine de la préservation de l'environnement, de la santé et de la promotion de la femme;
- A diffuser plus efficacement les nouvelles méthodes de production et à augmenter le savoir, le savoir-faire et le pouvoir des populations défavorisées à gérer leur développement;
- A sensibiliser le plus grand nombre sur leurs droits et leurs afin de favoriser l'enracinement de la démocratie;
- A favoriser les échanges d'expérience dans tous les domaines de développement;
- A impulser de façon durable les activités économiques et le développement à la base

En dehors de cet objectif spécifique qui souligne l'aspect genre, on retrouve une partie des principes directeurs orientés spécifiquement sur les femmes.

« Nous affirmons que le développement des TIC est porteur de multiples opportunités pour les femmes, qui devraient faire partie intégrante de la société de l'information et en être des acteurs clefs. Nous sommes résolu à faire en sorte que la société de l'information favorise l'autonomisation des femmes et leur participation pleine et entière, à égalité avec les hommes, toutes les sphères de la société, à tous les processus de prise de décision. Nous devrions favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes et, à cette fin, utiliser les TIC comme outil ». (Document de stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication, 2004.)

Si la version 2004 de la stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication souligne clairement la place accordée par la stratégie à la femme dans le processus en cours, il ne fait plus tellement cas dans les 6 axes d'interventions de la stratégie. L'aspect genre reste dilué sur la plupart des axes. Il en est de même de la place des jeunes qui pourtant devrait être le fer de lance de la stratégie.

Il faut donc aller dans les programmes sectoriels pour retrouver ces questions jugées trop spécifiques. Soulignons que le Burkina Faso possède un Ministère de la promotion de la femme et c'est à ce ministère qu'incombe le développement d'une stratégie adaptée pour les femmes.

La prise en compte du genre dans l'accès au service universel en matière de télécommunication.

Conscient de son retard dans le domaine de l'accès au service universel en matière de communication, le Burkina Faso est en train de monter un projet qui permettra d'avoir un point d'accès téléphonique dans un rayon très proche sur tout le territoire national, surtout pour le milieu rural.

### **3.2 La prise en compte du genre au niveau des statistiques nationales.**

Depuis quelques années, le Burkina Faso met en évidence la question du genre dans les récoltes d'informations ainsi que dans les études spécifiques. La dernière étude en date est celle menée par l'institut National de la statistique et de la Démographie qui porte sur une étude thématique du genre et de la pauvreté. Cette étude est extraite du rapport sur la condition de vie des ménages au Burkina Faso. Dans ce même rapport, les données sont désagrégées par sexe, ce qui facilite les études sur le genre.

### **3.3 La dynamique féminine dans la société civile et privée au Burkina Faso**

Malgré la sous représentativité des femmes au niveau des instances publiques, nous constatons un grand dynamisme de ces dernières au niveau associatif. On dénombre des centaines d'associations féminines et quelques ONG nationales à composante féminine et couvrant pour la plupart des domaines de développement.

Dans le domaine des PME/PMI, les femmes excellent dans le domaine de l'agroalimentaire (pâtisserie, farine infantile, produits séchés ...) ainsi que dans le domaine de l'artisanat (couture, fabrication de savons...)

Dans le domaine des technologies de l'information, le réseau RECIF ONG est un exemple de réseau constitué de femmes qui travaillent pour améliorer les problèmes d'information et de communication au Burkina Faso.

La plupart des associations de femmes commencent à percevoir l'intérêt des NTIC comme le montre le commentaire suivant:

Encadré 5 L'association de femmes WEND MANEGDA, est basée à Ouagadougou au quartier Sambin.

Au début de leurs activités, elles n'utilisaient pas les TIC de sorte qu'elles mettaient du temps pour mener à bien certaines activités. En collaborant avec les autres associations, elles ont pu se rendre compte de la nécessité d'intégrer les TIC dans leurs outils et méthodes de travail. La portée géographique de l'association est nationale et les porteurs du projet sont Mme TAPSOBA Clarisse et Mme OUEDRAOGO Kady. Son domaine d'intervention est multiple. Il va de la socio économie à la culture en passant par la santé. Les objectifs visés par l'association sont d'abord, l'amélioration des conditions de vie de la femme et des enfants en particulier et de la population en générale à travers la réalisation de programmes et de projets de développement socio-économique, sanitaire et culturel.

*Les activités de la santé concernent la sensibilisation la lutte contre le Sida et l'excision. Les outils utilisés sont la télévision, la photographie, le téléphone et la messagerie électronique. Les langues*

*utilisées sont le français et le mooré. Les partenaires financiers sont l'UNICEF essentiellement. Avec Les TIC, l'association parvient à de bons résultats et souhaite que les prix des accès baissent encore pour la permettre d'être plus performante. (Source: burkina-ntic.org 2003)*

Comme le montre ce témoignage et d'autres en annexe, nous constatons que les femmes ont pris conscience des opportunités des NTIC, mais que des blocages de tout ordre ne militent pas en leur faveur (coûts élevés des équipements et services TIC, manque de formation et d'information.

Certaines organisations comme le RECIF ONG<sup>13</sup> a mis en place un centre d'information multimédia à la disposition des femmes de la capitale.

### **3.4 Les questions du genre sur le web au Burkina Faso**

Un regard sur la toile nous montre une quasi absence de l'appropriation des femmes et des questions du genre au Burkina Faso sur ce support.

En effet, très peu de sites webs typiquement burkinabés sont dédiés à cette question. Nous avons seulement quelques rares associations féminines qui possèdent des sites webs, mais même à ce niveau, nous constatons le manque d'interactivité dans ces sites webs dus à la non dynamisation de ceux-ci. Les sites présentent seulement des activités mais ne portent pas l'actualité ni les débats sur les questions de genre du Burkina. Il en est de même de la quasi absence de listes de discussions ainsi que des forums.

En prenant un exemple, sur la liste Burkina-ntic.org, avec près de 80 inscriptions, nous notons 7 femmes inscrites et très rarement de l'intervention des femmes au niveau de la liste.

L'assimilation des NTIC au domaine technique et la tradition que la femme ne prend pas la parole dans les milieux dominés par les hommes peuvent expliquer cet état de fait: les femmes utilisent les messageries électroniques, mais rarement de listes ou de forums de discussion.

Sur plus de 300 sites web, nous avons trouvé 10 sites seulement qui abordent spécifiquement la question du genre d'une façon plus ou moins directe. Il faut dire que la plupart des références sur cette question se retrouvent dans les sites webs des institutions et organisations qui appuient les organisations de la société civile. L'absence de savoir faire, le manque de moyens ainsi que le manque d'informations font que peu de structures osent créer des sites webs.

---

<sup>13</sup> <http://www.recif.kabissa.org/>

Nous avons constaté à ce niveau que le site web du Ministère chargé de la promotion de la femme est fort riche et bien actualisé au fil des événements survenant dans le domaine de la femme au Burkina Faso. Le site web su RECIF/ONG est aussi intéressant, mais il reste à dynamiser le site pour plus d'interactivités entre les nombreuses associations de femmes qui sont membres.

Tableau N°2: Liste des institutions et organisations à tendance genre possédant des sites webs au Burkina Faso

Noms	Adresse site
Centre International pour l'Education des <b>Filles</b> et des <b>Femmes</b> - Sahel Solidarité	<a href="http://www.cieffa.bf">www.cieffa.bf</a>
SOS SIDA	<a href="http://www.sahelsolidarite.bf">www.sahelsolidarite.bf</a>
Fondation SUKA	<a href="http://www.sos-sida.bf">www.sos-sida.bf</a>
<u>Ministère de la promotion de la femme</u>	<a href="http://www.ezdf.bf">www.ezdf.bf</a>
RECIF ONG	<a href="http://www.mpf.gov.bf">www.mpf.gov.bf</a>
Association <u>Songtaaba</u> - Yalgré	<a href="http://www.recif.kabissa.org">www.recif.kabissa.org</a>
Impact Burkina	<a href="http://www.songtaaba.com/">www.songtaaba.com/</a>
Centre National de lutte contre le Sida et les maladies sexuellement transmissibles	<a href="http://www.centremuraz.bf/impact/">http://www.centremuraz.bf/impact/</a>
Promo femmes développement sport	<a href="http://www.cnls.bf/">http://www.cnls.bf/</a>
Association Burkinabè pour la survie de l'enfance	<a href="http://www.promo-femmes.org">www.promo-femmes.org</a>
Ministère de la Promotion des droits humains	<a href="http://www.abse.bf">http://www.abse.bf</a>
	<a href="http://www.mpdh.gov.bf/">http://www.mpdh.gov.bf/</a>

Le Burkina Faso, bien que très engagé dans la promotion de la femme et des questions de genre (création d'un fond pour la femme, création d'un ministère de la femme, création d'un ministère des droits humains, création d'un centre pour l'éducation des filles...) ne semble pas mettre l'accent sur l'insertion des femmes et des filles dans le domaine des TIC. La politique en matière de TIC n'est pas explicite quant au rôle que les femmes doivent jouer à ce niveau.

## **4 Présentation des résultats : analyse descriptive sur les individus utilisant ou non les Nouvelles technologies au Burkina faso**

La présentation des résultats va s'articuler autour de 2 axes : une première partie qui décrira les résultats descriptifs de notre étude et une autre qui va consister à calculer les indicateurs de la fracture numérique de genre selon une méthodologie appropriée et acceptée par l'ensemble des chercheurs impliqués dans l'étude.

L'étude sur la FNG du genre a été menée au Burkina Faso conformément aux recommandations tenues à Dakar sur la question. Des enquêtes test ont été menées, ce qui a permis de prendre en compte la réalité du terrain et de retravailler le questionnaire ensemble avec les chercheurs des autres pays.

L'enquête a été faite principalement en français et une faible portion en langue locale (140 personnes sur les 1150 interviewés).

### **4.1 Présentation de l'échantillon de l'étude**

#### *4.1.1 Lieux de l'enquête*

L'enquête s'est déroulée dans 5 régions du Burkina Faso.

1- La capitale qui compte environ 16% de la population du Burkina Faso mais concentrant en revanche plus des 85% des usages et infrastructures dans les TIC.

2 - La deuxième ville du Burkina Faso qui est moins peuplée mais relativement plus avancée par rapport aux autres villes du Burkina.

3- Enfin, 3 villes secondaires ont été concernées par les enquêtes, cela en vu d'avoir une vision générale du Burkina.

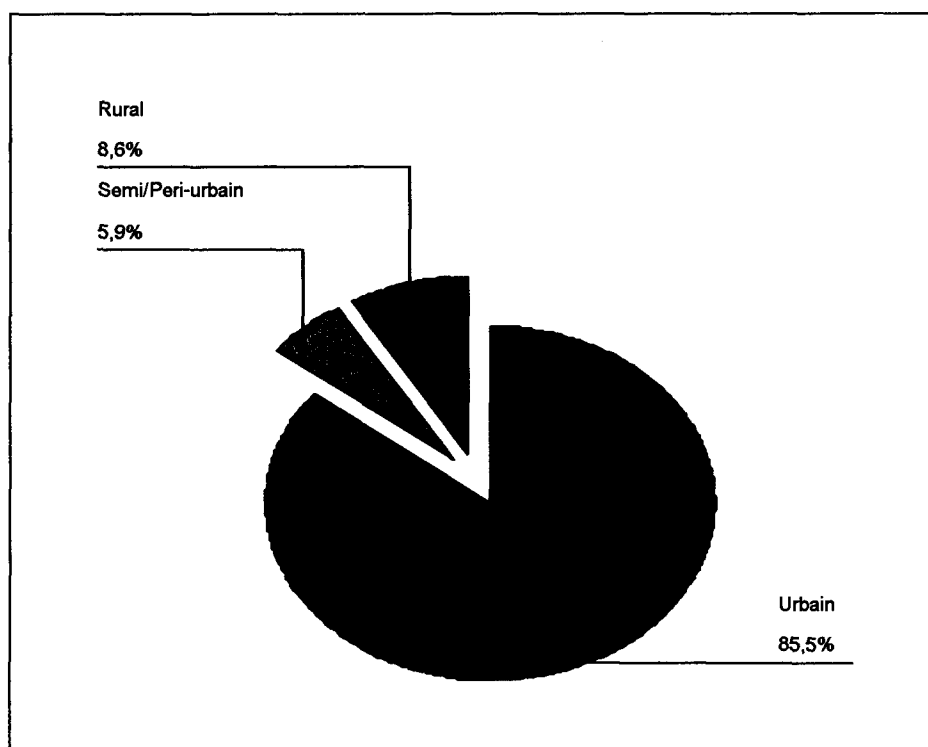
Il faut noter qu'une ville secondaire éloignée à plus de 450 kilomètres de la capitale a été concernée par l'enquête (Gaoua, province du Poni,).

Le Burkina Faso est un pays à dominante rurale (environ 80%) mais le fait que notre sujet soit concentré sur les TIC fait que nous avons privilégié les zones urbaines.

Une partie de l'échantillon s'est concentrée dans les zones périurbaines autour de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso.

Les reproches faites le plus souvent dans ces types d'enquêtes est de dire que le travail est toujours concentré dans la capitale et on a pas généralement des informations sur toute l'étendue du pays.

**Grahiqe 1- Répartition de l'échantillon par zone**



#### 4.1.2 Répartition par sexe

Afin de refléter la répartition des sexes au Burkina Faso, nous avons enquêté 532 femmes contre 618 hommes, ce qui nous donne approximativement la tendance de la répartition par sexe au Burkina Faso

#### 4.1.3 Situation socio économique des enquêtés

Le tableau suivant synthétise la situation matrimoniale des enquêtés. Il se dégage une forte prépondérance des célibataires (57,8% de l'échantillon) suivi de près par les mariés (39,8%) des enquêtés.

##### 4.1.3.1 Niveau de scolarisation et d'alphabétisation

Notre échantillon a révélé que 92,1% des enquêtés avait fréquenté l'école et seulement 5,2% n'ont pas la chance d'être alphabétisé, ce qui est tout à fait normal du fait de la prépondérance de la population urbaine dans le travail.

Le niveau d'étude majoritaire dans notre échantillon est toutefois le secondaire (57,4%) contre seulement 11% pour le primaire et 23,7% pour le supérieur.

En ce qui concerne la situation professionnelle, les élèves et les étudiants sont les plus nombreux (22%). Le public *autre* qui concerne des occupations diverses (informel) est aussi très important

Les célibataires représentent 57,8% de notre échantillon contre 39,8% de mariés. Les autres situations (divorcés et veufs) donnant 2,4%.

#### 4.1.3.2 Population travaillant dans les TIC dans l'échantillon

Tableau N°3: Sexe de l'enquêté(e) par domaine d'activité

		Informatique	Télécommu- nication	Autre	Sans objet	Total
Masculin	Effectif	38	24	455	101	618
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	6,1%	3,9%	73,6%	16,3%	100,0%
Féminin	Effectif	49	38	313	132	532
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	9,2%	7,1%	58,8%	24,8%	100,0%
Total	Effectif	87	62	768	233	1150
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	7,6%	5,4%	66,8%	20,3%	100,0%

13% de notre échantillon travaille dans les TIC, ce qui est appréciable et permettra de voir comment il appréhende la question de la fracture numérique de genre. Les femmes sont relativement plus importantes numériquement dans le secteur des TIC que les hommes, mais cela ne laisse pas percevoir leur statut dans ce sous secteur.

L'échantillon confirme donc la tendance d'ensemble qui est que les TIC sont surtout utilisés par les personnes alphabétisées(94,8%), sauf bien sur les téléphones portables qui sont venus simplifier la tâche des gens n'ayant pas eu accès à l'école.

## 4.2 Compréhension de la question de genre

Notre échantillon a révélé que 65% avait déjà entendu parler des relations de genre.

Le tableau suivant nous donne le niveau de connaissance du genre en fonction du sexe des enquêtés:

Tableau N°4: Compréhension du genre selon le sexe de l'enquêté(e)

			Masculin	Féminin	Total
Avez-vous déjà entendu parler de ce qu'on appelle les relations de genre ?	Oui	Effectif	417	332	749
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	67,5%	62,4%	65,1%
	Non	Effectif	201	200	401
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	32,5%	37,6%	34,9%
Total		Effectif	618	532	1150
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	100,0%	100,0%	100,0%

Nous constatons ici une répartition presque égalitaire en fonction du sexe de la connaissance du genre. Que ce soit ceux qui ont entendu parler que ceux qui n'ont pas entendu parler. Ce qui est intéressant, c'est que plus de la moitié, soit 65% (dont 67,5% d'hommes et 62,4% de femmes) ont déjà entendu parler des relations de genre.

Nous pouvons donc dire que le niveau de connaissance du genre ne dépend pas tellement du sexe des enquêtés dans notre échantillon.

#### 4.3 Sources d'information et niveau de connaissance du genre

Nous constatons que la radio (41,9% de notre échantillon) est le canal de communication le plus utilisé pour avoir de l'information sur le genre, suivi de près par la télévision (39%), ensuite journaux (25,5%) et le lieu de travail (15,6%).

En ce qui concerne le niveau de formation en genre, seulement, 8,7% soit 100 personnes qui ont entendu parler du genre ont reçu une formation en genre.

Curieusement, il y a autant d'hommes que de femmes qui ont reçu une formation en genre (49 hommes contre 51 femmes) comme le montre le tableau suivant:

Tableau N°5: Appréciation de la formation sur les questions de genre selon le sexe de l'enquêté(e)

		Masculin	Féminin	Total
Oui	Effectif	49	51	100
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	7,9%	9,6%	8,7%
Non	Effectif	368	273	641
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	59,5%	51,3%	55,7%
Sans objet	Effectif	201	208	409
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	32,5%	39,1%	35,6%
	Effectif	618	532	1150
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	100,0%	100,0%	100,0%



#### 4.4 Connaissance et usage de l'ordinateur

Si de nos jours beaucoup de gens ont vu des ordinateurs, très peu en ont touché le clavier. Ceux qui affirment savoir utiliser un micro-ordinateur dans notre échantillon représentent 55,3% de notre échantillon.

Pour ce public, nous constatons de même qu'il n'y a pas une grande différence entre les hommes et les femmes en matière d'usage d'ordinateur comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau N°6: Usage de l'ordinateur selon le sexe

			Sexe de l'enquêté(e)		
			Masculin	Féminin	Total
Savez-vous utiliser un ordinateur ?	Oui	Effectif	340	296	636
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	55,0%	55,6%	55,3%
	Non	Effectif	278	236	514
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	45,0%	44,4%	44,7%
Total		Effectif	618	532	1150
		% dans Sexe de l'enquêté(e)	100,0%	100,0%	100,0%

##### 4.4.1.1 Les raisons des usages

En matière d'usage d'ordinateur, 26% des enquêtés les utilisent à la fois pour des raisons professionnelles et personnelles. Nous constatons en revanche une dominante des usages strictement personnels (27%) par rapport aux usages professionnels.

##### 4.4.1.2 Les lieux d'usage

En ce qui concerne les lieux d'usage, les répondants qui utilisent les ordinateurs montre dans l'ensemble une faible utilisation de l'ordinateur à domicile. Par ordre d'importance, nous avons la fréquentation des télécentres, (46%) ensuite au niveau du service (31%) et enfin à domicile (10%)

##### 4.4.1.3 La fréquence dans l'usage de l'ordinateur

La fréquence d'usage de l'ordinateur a révélé que seulement 22% de ceux qui affirment utiliser un ordinateur sont à l'affût tous les jours devant leur écran. Comme le montre le tableau, 5% de l'échantillon utilise l'ordinateur moins d'une fois par mois. Le croisement entre le sexe et la fréquentation donne un léger avantage aux hommes pour ce qui est de la fréquence d'usage des ordinateurs. Cela signifie que les hommes ont plus tendance à utiliser les ordinateurs que les femmes, que ce soit quotidiennement qu'épisodiquement.

##### 4.4.1.4 Niveau de formation en ordinateur des enquêtées et rapport avec le genre

Le niveau de formation dominant reste la bureautique de base (498 personnes), suivi du niveau moyen, (85 personnes) et élevé (62 personnes).

Sur notre groupe ayant suivi une formation, seulement 22 personnes ont eu à aborder des questions relatives au genre au cours de leur formation. Cela montre que le sujet genre reste très insuffisamment intégré dans les programmes de formation au niveau des nouvelles technologies.

#### **4.5 Niveau de connaissance et raisons de l'usage de l'Internet**

Notre enquête révèle que la plupart de nos interviewés ont entendu parler de l'Internet. (94,8%). En revanche, seulement 534 personnes, soit 47,2% a recours à l'Internet et 472 personnes, soit 41% possède une adresse électronique.

Les hommes ont aussi ici un léger avantage par rapport aux femmes en matière d'accès à l'Internet. (43,9%) contre (37,9%) .

En ce qui concerne la fréquence d'utilisation de l'Internet, nous constatons qu'elle est très faible: seulement 24 personnes sur les 534 personnes dépasse le seuil de 10 heures par semaines pour la connexion Internet. Ce chiffre est réaliste si nous savons que les frais de connexion à l'Internet sont très élevés et que la plupart de nos interviewés fréquentent les télécentres où les connexions sont payantes en fonction du temps.

##### *4.5.1.1 Les usages d'Internet*

Comme avec l'ordinateur, les usages Internet les plus soulignés sont les usages privés 317 cas) contre 41 cas pour des usages purement professionnels et 187 cas pour les usages combinés (privés et professionnels).

Les lieux d'usages par ordre d'importance croissante sont les cybercafés (451 cas), au niveau du bureau (147 cas) et dans une moindre mesure à domicile.(26 cas). Il est intéressant de constater que sur 122 personnes qui utilisent les ordinateurs à domicile, seulement 26 personnes se permettent d'avoir une connexion Internet.

L'Internet est utilisé en grande partie au Burkina Faso pour la messagerie électronique comme nous le confirme nos entretiens :

426 nominations pour les communications inter individuelles contre 107 pour les communications en groupe. En ce qui concerne la recherche de donnée, la tendance est assez forte (339 nominations). Les autres cas sont par ordre décroissant la recherche informations et presse en ligne: 114 cas, les jeux et le loisir, 88 cas et les achats en ligne (6 cas).

#### **4.6 Appréciation de l'adéquation d'Internet avec les préoccupations des internautes**

Nous constatons en général qu'Internet répond pour la plupart aux attentes des interviewés (477 cas pour 543 usagers Internet). En affinant l'analyse, on se rend compte que les femmes sont les moins satisfaites. (87% des hommes affirment que l'Internet répond parfaitement à leurs attentes et 85% des femmes l'affirment aussi).

#### 4.6.1.1 Les raisons de l'usage d'Internet en fonction du sexe des enquêtés

Raisons d'utilisation de l'Internet (dans le cadre d'activités professionnelles/personnelles, combinées) selon le sexe

		Activités personnelles	Activités professionnelles	Activités professionnelles et personnelles	Sans objet	Total
Masculin	Effectif	180	27	109	301	617
	% dans sexe de l'enquêté(e)	29,2%	4,4%	17,7%	48,8%	100,0%
Féminin	Effectif	140	14	78	299	531
	% dans sexe de l'enquêté(e)	26,4%	2,6%	14,7%	56,3%	100,0%
Total	Effectif	320	41	187	600	1148
	% dans sexe de l'enquêté(e)	27,9%	3,6%	16,3%	52,3%	100,0%

Utilisation indirecte de l'ordinateur selon le sexe

		Recours des tiers	Non recours à des tiers	Total
Masculin	Effectif	376	242	618
	% dans sexe de l'enquêté(e)	60,8%	39,2%	100,0%
Féminin	Effectif	305	227	532
	% dans sexe de l'enquêté(e)	57,3%	42,7%	100,0%
Total	Effectif	681	469	1150
	% dans sexe de l'enquêté(e)	59,2%	40,8%	100,0%

#### 4.7 L'usage de la téléphonie mobile au Burkina Faso

La téléphonie mobile commence à être outil prisé dans les centres urbains et dans une moindre mesure dans les zones rurales (absence de réseaux, cherté des appels...). Notre étude a ainsi révélé que la majorité des personnes qui utilisent des téléphones mobiles sont dans le milieu urbain (95%) et seulement 4% se retrouvent dans le milieu péri urbain et 1% dans le milieu rural.

Cependant, on constate que les hommes et les femmes dans le milieu urbain possèdent à égalité ces outils de communication.

##### 4.7.1 Les raisons de non usage des téléphones mobiles.

Nous constatons à la lecture de nos résultats que les femmes et les hommes ont la même attitude pour les raisons de non usage des téléphones portables. Seulement, on constate que

les femmes soulignent plus le fait que les appareils sont compliqués à utiliser (71%) des femmes contre 28% des hommes non utilisateurs.

Pour le problème de coût, les femmes le soulignent légèrement plus que les hommes (52,4% contre 47,6%)

On constate cependant que même ceux qui ne possèdent pas de téléphones portables en utilisent souvent (28,4%) des enquêtés. Le téléphone portable est donc un outil de communication qui est utilisé collectivement. Pour les autres, ils se contentent des appareils d'ami (es) (16,9%), de parents (12,9%) des télécentres (12,3%) ou de l'utilisation de l'appareil d'un collègue (2,1%).

Le téléphone portable est utilisé le plus souvent pour des usages personnels (46,8%) et mixtes (personnelles et professionnels) 38,6% des enquêtés. Cela se comprend si nous savons que la plupart des gens ne possèdent pas de téléphones fixes, même dans leur lieu de travail.

#### **4.8 Points de vue des interviewés sur les TIC et leur prise en compte dans les politiques et programmes au niveau national.**

Les nouvelles technologies, en tant qu'outils de communication et d'information doivent être appréciées et adaptés au besoin par la population si nous voulons que ces derniers les utilisent d'une manière savante dans le processus de développement et si nous voulons qu'elles soient prises en compte dans les politiques et programmes de développement en particulier l'aspect genre.

Les interviewés sont presque unanimes à reconnaître que les TIC peuvent les aider dans leurs activités professionnelles ainsi que les activités personnelles (95,5%).

En ce qui concerne la question des accès équitables à l'ordinateur, à l'Internet et au téléphone (respectivement 56,3%, 55,1%, 59,8%), on constate que plus de la moitié des enquêtés pensent que les hommes ont de meilleures facilités d'accès que les femmes.

Cette observation est indifféremment perçue par les hommes et les femmes interviewés, les tests de corrélation ayant révélée que le critère sexe n'influence pas cette réponse.

Pour l'accès à la formation, aux finances/équipements ainsi que la capacité de décision, on constate le même fait (43,6% 56,4%, 53,3%,). Les femmes et les hommes interviewés pensent donc en moyenne que les hommes ont plus de facilités dans ces indicateurs.

#### **4.9 Politiques et programmes spécifiques pour que les femmes aient accès aux TIC**

Nous avons demandé aux interviewés ce qu'ils pensent de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes spécifiques pour améliorer l'accès des femmes aux nouvelles technologies. Nous constatons que 74,4% des interviewés pensent que cela est nécessaire. Les femmes le manifestent encore plus que les hommes dans ce public.

En ce qui concerne l'appréciation de la prise en compte de l'aspect genre dans les nouvelles technologies, on constate dans l'ensemble que 51,2% de l'échantillon pense que cet aspect n'est pas pris en compte au Burkina Faso.

Tableau N°7: Nécessité d'une prise en compte des politiques et programmes TIC spécifiques aux femmes en fonction du sexe

		Oui, il faudrait en mener	Non, ce n'est pas nécessaire	Ne sais pas	ça m'indiffère	Total
Masculin	Effectif	403	170	30	15	618
	% dans sexe de l'enquêté(e)	65,2%	27,5%	4,9%	2,4%	100,0%
Féminin	Effectif	453	51	19	9	532
	% dans sexe de l'enquêté(e)	85,2%	9,6%	3,6%	1,7%	100,0%
Total	Effectif	856	221	49	24	1150
	% dans sexe de l'enquêté(e)	74,4%	19,2%	4,3%	2,1%	100,0%

Tableau N°8: Appréciation de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes actuels dans le secteur des TIC selon le sexe.

		Oui, suffisamment	Non, pas suffisamment	Ne sait pas	Ca m'indiffère	Total
Masculin	Effectif	198	289	107	24	618
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	32,0%	46,8%	17,3%	3,9%	100,0%
Féminin	Effectif	112	300	113	7	532
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	21,1%	56,4%	21,2%	1,3%	100,0%
	Effectif	310	589	220	31	1150
	% dans Sexe de l'enquêté(e)	27,0%	51,2%	19,1%	2,7%	100,0%

#### 4.10 Conclusion partielle.

L'analyse sommaire des résultats nous a permis d'avoir un aperçu de la vision des enquêtées sur les outils TIC, en particulier, l'ordinateur, téléphone et l'Internet. Nous avons aussi pu observer la vision des interviewés sur les politiques et stratégies en matière de TIC au Burkina Faso en relation avec le genre.

Cette étape de l'analyse nous montre que les outils TIC sont surtout utilisés dans le milieu urbain. L'utilisation des téléphones portables est très rare dans le milieu rural du fait même de l'inexistence des réseaux et des coûts élevés de ce type d'outils.

Nous avons aussi remarqué que les hommes avaient plus tendance à utiliser les ordinateurs que les femmes, que ce soit quotidiennement qu'épisodiquement.

En ce qui concerne les questions de formation, elle est dominée par la bureautique de base, suivi de loin par les formations de niveau moyenne et élevée.

Les formations en TIC n'abordent pas les questions de genre. Nous n'avons constaté qu'une infime partie des personnes ayant bénéficié d'une formation qui ont abordé la thématique genre ou pris en compte cette question dans la formation./ le genre n'est pas intégré dans la formation en TIC au Burkina Faso.

En ce qui concerne l'adéquation entre le contenu Internet et leurs préoccupations des interviewés, 87% du public enquêté pense que l'Internet répond à leurs attentes. Une analyse plus poussée nous révèle que les femmes semblent être les moins satisfaites quant à l'adéquation d'Internet avec leurs préoccupations.

Les interviewés, qu'ils soient hommes ou femmes manifestent le désir de voir la question du genre prise en compte dans les politiques et stratégies TIC au Burkina Faso.

## 5 Résultats des observations au niveau des institutions du Burkina Faso

Les entretiens au niveau des institutions ont concerné 49 structures réparties comme suit :

Tableau N°9: Caractéristiques des institutions interviewées au Burkina Faso

		Intervenant les TIC	Pas d'interventio n dans les TIC	Total
Centre de formation	Effectif	5		5
	% dans Type de l'institution_structur e	100,0%		100,0%
Cybercafé, télécentre, lieu d'accès public ou communautaire	Effectif	7		7
	% dans Type de l'institution_structur e	100,0%		100,0%
Entreprise privée	Effectif	7	2	9
	% dans Type de l'institution_structur e	77,8%	22,2%	100,0%
Administration publique	Effectif	4	12	16
	% dans Type de l'institution_structur e	25,0%	75,0%	100,0%
Société Civile	Effectif	5	3	8
	% dans Type de l'institution_structur e	62,5%	37,5%	100,0%
Institution régionale_internationale	Effectif	1	3	4
	% dans Type de l'institution_structur e	25,0%	75,0%	100,0%
Total	Effectif	29	20	49
	% dans Type de l'institution_structur e	59,2%	40,8%	100,0%

Nous constatons que les institutions publiques ont été les plus enquêtées (32,7%) dont 25% travaillent dans le domaine des TIC. Ensuite, nous avons les entreprises privées, (18,4%) la société civile (16,3%) les centres de formation (10,2%).

La société civile et les entreprises privées semblent plus actives dans le domaine des TIC respectivement 62,5% et 77,8%.

	type			8	9		
Total	Moyenne	3,8710	1,1379	5,7500	5,5000	14,5667	5,9655
	Ecart-type	7,04624	1,64152	9,39119	11,68570	27,95277	7,87166

Même en désagrégeant les employés en secteur des TIC ou non, nous constatons que les femmes sont sous représentées à tous les niveaux, sauf en ce qui concerne les cadres moyens, que ce soit le secteur des TIC (4,27 hommes cadres moyens en moyenne et 3,55 cadres moyens femmes en moyenne) ou non (8,4 hommes cadres moyens en moyenne et 9 cadres moyens femmes en moyenne).

### 5.1 Actions sur le genre et politique de genre au sein des institutions

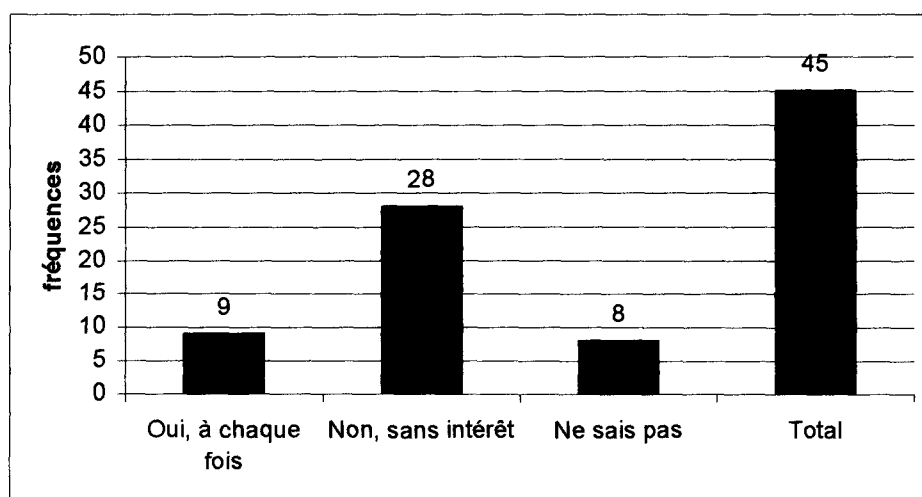
Nous constatons que 10 institutions sur 49, soit 20,4% interviennent plus moins dans le domaine du genre.

Cependant, 17 institutions, soit 34,7% ont défini une politique dans le domaine du genre. Nous constatons que ce sont à l'intérieur dans ces mêmes institutions que se trouvent des personnes ayant bénéficiées de formation en genre.

### 5.2 Formations en TIC et prise en compte des questions de genre.

Nous nous sommes intéressés à savoir si la formation en TIC faite au niveau des centres et autres structures intégrait la dimension genre, par exemple, programmation souple, formation à la sécurité sur l'Internet...

**Grahiqe 3- Prise en compte du genre dans les formations TIC au niveau des institutions**



Nous donc que la dimension genre apparaît très faiblement au niveau des formations en TIC au Burkina Faso. Une sensibilisation pour une plus grande intégration du genre dans les différentes formations serait nécessaire.

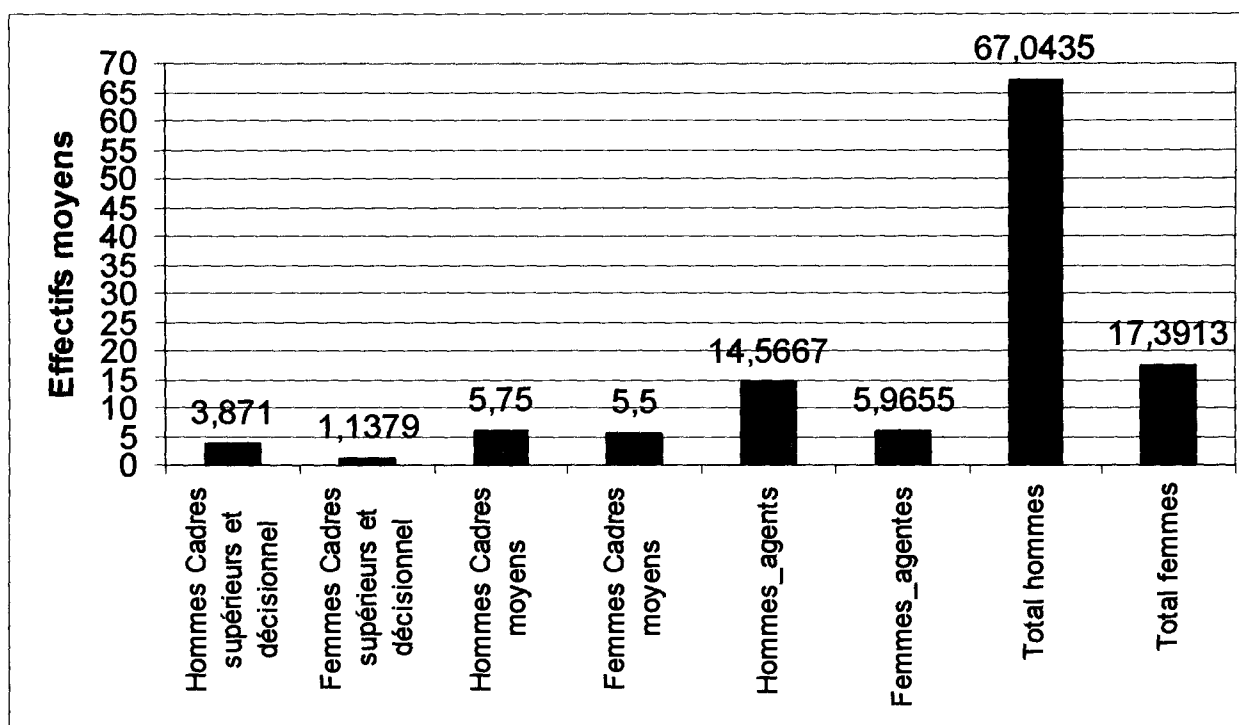
Sur les 49 institutions interviewés, seulement 11, soit 22,4 adoptent une politique particulière dans le domaine du Genre et TIC.



Nous constatons que les institutions publiques ont été les plus enquêtées (32,7%) dont 25% travaillent dans le domaine des TIC. Ensuite, nous avons les entreprises privées,(18,4%) la société civile (16,3%) les centres de formation (10,2%).

La société civile et les entreprises privées semblent plus actives dans le domaine des TIC respectivement 62,5% et 77,8%.

**Graohique 2- Taille moyenne des institutions enquêtées par catégorie professionnelle désagrégée par sexe**



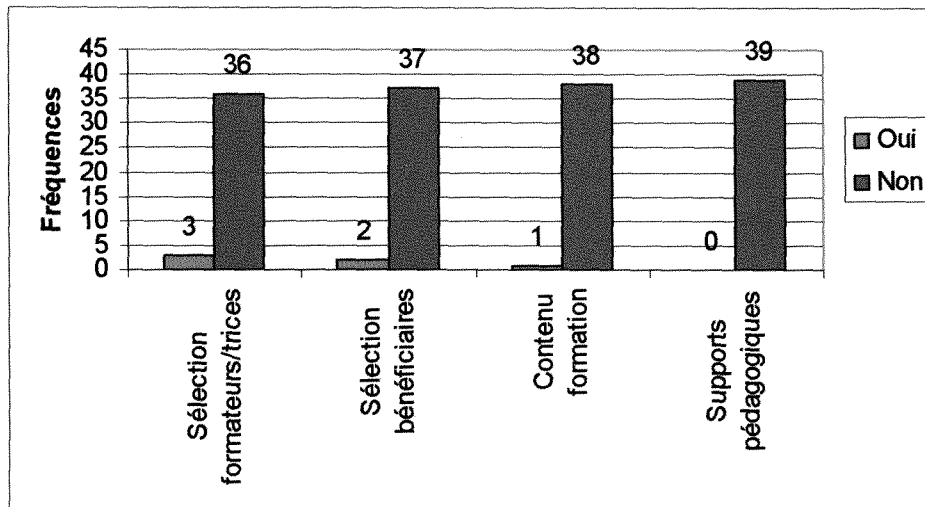
Le graphique ci-dessus montre clairement que les femmes sont sous représentées en général à tous les échelons dans notre échantillon. En revanche en ce qui concerne les cadres moyens, hommes et femmes ont en moyenne le même poids.

**Tableau N°10: Désagrégation des effectifs moyens des employés dans les institutions enquêtées**

TIC		Hommes Cadres supérieurs et décisionnel	Femmes Cadres supérieurs et décisionnel	Hommes Cadres moyens	Femmes Cadres moyens	Hommes_agents	Femmes_agents
Oui	Moyenne	2,4500	1,0526	4,2778	3,5556	7,5263	4,5263
	Ecart-type	2,11449	1,07877	2,80348	3,92911	9,40667	8,68823
Non	Moyenne	6,4545	1,3000	8,4000	9,0000	26,7273	8,7000
	Ecart-	11,36102	2,45176	15,4142	18,9560	43,00951	5,39650

Comme le montre le graphique suivant également, la dimension genre est rarement prise en compte dans les formations.

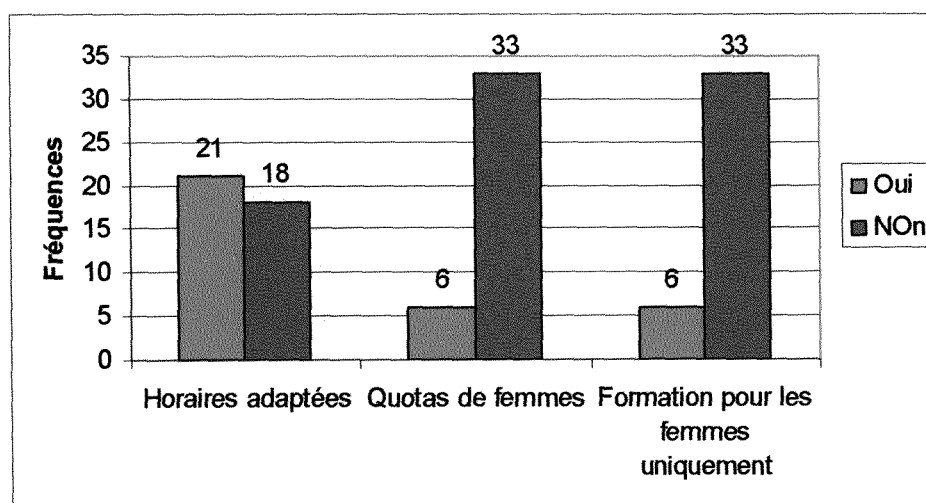
**Grahiqe 4- Situation de la prise en compte du genre dans les formations en TIC**



Pour ceux qui offrent des formations, il a été demandé si des aménagements sont effectués pour tenir compte de la condition spécifique des femmes.

La figure suivante matérialise nos observations :

**Grahiqe 5- Conditions favorables aux femmes dans les formations TIC faites par les institutions**



Il ressort de cette figure qu'un faible pourcentage de structures accordent des cotas ou font seulement des formations orientées sur les femmes. Le chapitre sur les indicateurs viendra appuyer ces constats. Seules les horaires adaptées donnent une situation meilleure.

Appréciation de l'impact possible des femmes dans la politique TIC des institutions interviewées.

Si dans la plupart des cas, les institutions n'ont pas de politiques précises dans le domaine du genre et TIC, il est à souligner qu'elles pensent fortement que les femmes ont un rôle à jouer dans le domaine des TIC du fait que leur impact peut être très important (77,6 des interviewés l'affirment.)

### **5.3 Conclusion partielle**

La question du genre n'est pas suffisamment prise en compte au niveau des institutions, bien que la plupart des institutions perçoivent le problème et pense qu'une meilleure implication de la femme pourra apporter un plus dans le domaine des TIC. Nous constatons l'absence d'une sensibilisation aux méthodes de formation en TIC prenant en compte le genre. Les formations en TIC sont le plus souvent purement technique et on occulte tout le phénomène social.

On constate cependant que les maisons de formations prennent en compte l'adéquation du temps en fonction du sexe, non pas qu'elles veulent nécessairement aider ou soutenir l'action genre, mais simplement pour se conformer aux désirs de la clientèle.

Des lois plus orientées permettraient de soutenir le genre dans des domaines où l'impact financier n'est pas prédominant dans les actions.

## **6 Présentation des résultats : la mesure de la fracture numérique du Genre**

En rappel, notre travail consiste à étudier :

Le degré d'accès aux nouvelles technologies

L'importance accordée à l'égalité de genre et la place des femmes dans la participation

L'appropriation et la modélisation de la société numérique africaine.

Les outils retenus comme caractéristique des NTIC sont l'ordinateur, l'Internet, et le téléphone portable.

Cette approche est surtout orientée sur une mesure quantitative de la fracture numérique du genre (FNG).

Quatre indices clés ont été identifiés:

- L'indice de contrôle
- L'indice de pertinence des contenus
- L'indice de capacité
- L'indice de connectivité (accès et accessibilité)

Ces quatre indices, analysés par rapport aux hommes et aux femmes et en observant les écarts vont nous permettre de voir si les hommes sont plus favorisés que les femmes dans le domaine des TIC.

L'indice de contrôle essaie de voir si les femmes sont aussi impliquées dans le processus de décision des TIC (instance politiques de TIC, prise en compte du genre dans les textes réglementaires...)

Le discours dominant est que les femmes ne sont pas impliquées à ce niveau et nous allons essayer de le vérifier.

L'indice de pertinence de contenus est un indicateur qui apprécie la qualité des contenus en rapport avec le sujet genre. En effet, si les contenus TIC ne sont pas pertinents, les femmes et certains publics ne vont pas les utiliser. Ils vont donc voir à ce niveau si les idées véhiculées à cet effet sont exacts.

L'indice de capacité essaie de voir si les femmes ont des capacités intellectuelles en matière d'éducation et de formation dans le domaine des TIC pour les rendre apte à travailler ou à utiliser les outils TIC. On pense en effet que si les femmes n'ont pas de capacités suffisantes, elles ne pourront pas utiliser ces outils;

Enfin, l'indice de connectivité ou d'accessibilité mesure la disponibilité des outils TIC au niveau des hommes et des femmes et si les femmes n'ont plus de difficultés d'accès à ces outils, il est clair qu'elles ne pourront pas travailler avec ces outils.

### **6.1 Le mode de calcul et de vérification des hypothèses.**

Il sera utilisé de calculs simples de moyenne et de sommes et de pourcentages.

Le mode opératoire sera le suivant :

Soit  $IS_{fng}$ , l'indice synthétique mesurant la fracture numérique de genre ;

Et

$I_{co}$  : l'indice de contrôle  
 $I_{cu}$  : l'indice de contenus  
 $I_{ca}$  : l'indice de capacité  
 $I_{cec}$  : l'indice de connectivité

$IS_{mg} = (I_{co} + I_{cu} + I_{ca} + I_{cec})/4$ , soit la moyenne arithmétique des indices séparés.

Pour le calcul des indices séparés nous faisons de même la moyenne arithmétique des indicateurs composant les 4 variables de base.

Par exemple, l'indice de contrôle comporte 6 variables.

Soit  $C_{ij}$ ,  $i$  représentant le numéro de la variable (les 4 C) et  $j$  le numéro de l'indicateur.

$C_{11}$  représente la disparité par rapport au genre du premier indicateur de l'indice de contrôle.

$C_{12}$  représente la disparité par rapport au genre du deuxième indicateur de l'indice de contrôle.

Et ainsi de suite.

$$I_{co} = (C_{11} + C_{12} + C_{13} + C_{14} + C_{15} + C_{16})/6$$

$$I_{cu} = (C_{21} + C_{22} + C_{23})/3$$

$$I_{ca} = (C_{31} + C_{32} + C_{33} + C_{34})/4$$

$$I_{cec} = (C_{41} + C_{42} + C_{43} + C_{44} + C_{45})/5$$

## 6.2 Calcul et interprétation de l'indice $I_{mg}$

Les différentes valeurs ont été mesurées en faisant un rapport au dénominateur avec le genre masculin. Cela signifie donc qu'une valeur de l'indice égale à 1 montre une égalité d'accès aux outils TIC tels que définis par les 4 indicateurs. Plus la valeur est inférieure à 1, plus l'inégalité ou la fracture est importante en défaveur de la femme. On parle en ce moment de fissure.

Selon les discussions et le consensus des membres de l'équipe, nous considérons qu'une variation plus ou moins grande de 5% autour de la valeur 1 est une situation acceptable, c'est-à-dire que la différence est négligeable : 0,95 à 1,05 comme indice est jugée d'égalitaire. En revanche, entre 0,95 et 0,80 ou 1,05 et 1,20, la situation commence à être préoccupante : l'inégalité est manifeste à ce niveau et il faut agir sur le plan politique pour faire des corrections.

Par contre, entre 0,80 et 0,60 et entre cette valeur et 1,40, on observe une cassure et des actions urgentes sont à prévoir.

En deca de 0,60 ou au delà de 1,60 nous pouvons qualifier la situation de très critique parce qu'une composante est exclue (les hommes ou les femmes).

Les paragraphes suivants récapitulent toutes les variables et les indicateurs entrant dans le calcul des indices.

### 6.2.1 Les indicateurs de l'Indice de Contrôle ( $I_{co}$ )

C<sub>11</sub> - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances de décision politique des TIC: Pourcentage de femmes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les instances de décision politique des TIC sur le pourcentage d'hommes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les instances de décision politique des TIC.

C<sub>12</sub> - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des entreprises de TIC : Pourcentage de femmes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les entreprises du secteur des TIC sur le pourcentage d'hommes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les entreprises du secteur des TIC.

C<sub>13</sub> - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile : Pourcentage de femmes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les organisations de la société civile sur le pourcentage d'hommes occupant des postes de niveau hiérarchique supérieur dans les organisations de la société civile.

C<sub>14</sub> Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC : Pourcentage d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives au Burkina Faso.

C<sub>15</sub> Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC : Variable dichotomique prenant la valeur 1 s'il est fait explicite au genre dans les textes législatifs réglementaires du secteur des TIC et 0 sinon.

C<sub>16</sub> - Disparités en formation de genre dans les institutions de TIC : Pourcentage des femmes ayant reçu une formation en genre sur le Pourcentage d'hommes ayant reçu une formation en genre dans les institutions de TIC.

### *6.2.2 Les variables de l'indice de contenus (I<sub>cu</sub>)*

C<sub>21</sub> Disparités de genre dans la consommation des produits virtuels (loisir, domestique, formation, économique, politique) : Pourcentage de femmes utilisant des produits virtuels (selon les catégories fixées) sur le pourcentage des hommes utilisant les mêmes produits virtuels

C<sub>22</sub> Taux de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre en langue française ou nationale : Pourcentage de produits électroniques (sites web, listes électroniques, services Vocaux), enregistrés sous le nom de domaine national et ayant le genre pour objet principal, par rapport au nombre total des mêmes produits virtuels

C<sub>23</sub> Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes : Pourcentage des femmes se déclarant satisfaites des contenus virtuels sur pourcentage des hommes se déclarant satisfaits.

### *6.2.3 Les indicateurs de l'indice de capacités (I<sub>ca</sub>)*

C<sub>31</sub> Disparités de genre en alphabétisation/scolarisation (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelle que soit la langue : Taux de scolarisation des femmes alphabétisés/scolarisés aux trois niveaux d'éducation sur taux de scolarisation des hommes au même niveau.

C<sub>32</sub> Disparités de genre en formation aux TIC : Nombre de femmes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique et à Internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet; production de contenus) sur nombre d'hommes ayant reçu une formation de la même catégorie.

C<sub>33</sub> Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques de TIC dans les formations en TIC, en termes de sélection des formateurs et des bénéficiaires, de contenus et de pédagogie : Nombre de formation en TIC prenant explicitement en compte les questions de genre (en termes d'agents de formation, de bénéficiaires des formations, de contenus et de pédagogie) par rapport au nombre total des produits de formation, selon les mêmes catégories.

C<sub>34</sub> - Disparité de genre chez les professionnels des TIC (informatique, et télécommunications), actifs/en formation : Nombre de femmes Professionnelles des TIC dans les domaines de l'informatique et des Télécommunications sur le nombre d'hommes professionnels des TIC.

#### 6.2.4 Les indicateurs de l'indice de la Connectivité ( $I_{Cec}$ )

C<sub>41</sub> - Disparités de genre dans l'utilisation des 3 TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable) : Nombre de femmes utilisant les trois TIC par rapport au nombre des hommes utilisant les mêmes TIC.

C<sub>42</sub> - Disparités de genre dans l'accès à l'ordinateur et à Internet, selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé) : Nombre de femmes utilisant l'ordinateur et Internet dans les trois catégories de lieux d'accès sur le nombre d'hommes utilisant l'ordinateur et Internet dans les mêmes catégories.

C<sub>43</sub> - Disparités de genre en termes d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse e-mail : Nombre de femmes disposant d'un abonnement au téléphone portable ou à une adresse électronique sur nombre d'homme disposant d'un abonnement au téléphone portable ou à une adresse électronique.

C<sub>44</sub> Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC: personnel, professionnel; citoyen: Nombre de femmes utilisant l'ordinateur, Internet ou le téléphone portable pour un usage personnel, professionnel ou citoyen sur nombre d'hommes utilisant l'ordinateur, Internet ou le téléphone portable pour les mêmes catégories d'usage.

C<sub>45</sub> - Disparité de genre en terme de difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable : Pourcentages d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable sur le nombre de femmes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable.

Une analyse des questionnaires et des tableaux de fréquences des questionnaires individus et institutions permet de reconstituer les différents indicateurs et indices que nous synthétisons comme suit :

#### 6.2.5 Calcul de l'indice de contrôle

Tableau N°11: Détermination de l'indice de contrôle

	Indice de disparité
Indice de contrôle $I_{co} = (C_{11} + C_{12} + C_{13} + C_{14} + C_{15} + C_{16})/6$	0,61

C <sub>11</sub> : Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances politique de décision des TIC	0,39
C <sub>12</sub> : Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances entreprises de TIC	0,61
C <sub>13</sub> : Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile	1,26
C <sub>14</sub> : Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays	0,01
C <sub>15</sub> : Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC	0,00
C <sub>16</sub> : Disparité en formation en genre dans les institutions de TIC	1,42

### 6.2.6 Calcul de l'indice de pertinence de contenus

Tableau N°12: Détermination de l'indice de pertinence des contenus

	Indice de disparité
$I_{cu} = (C_{21} + C_{22} + C_{23})/3$	0,56
C <sub>21</sub> : Disparité de genre dans la consommation de produits virtuels de (loisir, domestique, formation, économique, politique)	0,79
C <sub>22</sub> : Taux de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre en langue française ou nationale	0,06
C <sub>23</sub> : Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes	0,82

### 6.2.7 Calcul de l'indice de capacité

Tableau N°13: Détermination de l'indice de capacité

	Indice de disparité
$I_{ca} = (C_{31} + C_{32} + C_{33} + C_{34})/4$	0,84
C <sub>31</sub> : Disparité de genre en alphabétisation /scolarisation (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue	0,52
C <sub>32</sub> : Disparité de genre en formation aux TIC	
Informatique	1,15
Internet	0,88
C <sub>33</sub> : Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques des TIC dans la formation en TIC en terme de sélection des formateurs et des bénéficiaires	0,03
C <sub>34</sub> : Disparité de genre chez les professionnels des TIC (informatique et télécommunication)	1,63

### 6.2.8 Calcul de l'indice de connectivité



Tableau N°14: Détermination de l'indice de connectivité (accès et accessibilité)

	Indice de disparité
$I_{Cec} = (C_{41} + C_{42} + C_{43} + C_{44} + C_{45})/5$	0,98
<b>C<sub>41</sub>: Disparité de genre dans l'utilisation des 3 TIC (Ordinateur, Internet, Portable)</b>	0,92
Ordinateur	0,96
Internet	0,95
Portable	0,86
<b>C<sub>42</sub>: Disparité de genre dans l'accès à l'ordinateur et à l'Internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)</b>	0,93
Ordinateur	0,96
Internet	0,96
Portable	0,86
<b>C<sub>43</sub>: Disparité de genre en terme d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse Email</b>	0,91
E-mail	0,86
Portable	0,96
<b>C<sub>44</sub>: Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC (Personnel, professionnel (économique) ; citoyen (politique, information, stratégique)</b>	
<b>C<sub>45</sub>: Disparité de genre en terme d'accès et d'accessibilité à l'Internet et au téléphone portable:</b>	1,21
Internet	1,11
Portable	1,30

### 6.3 Détermination de la fracture numérique de genre

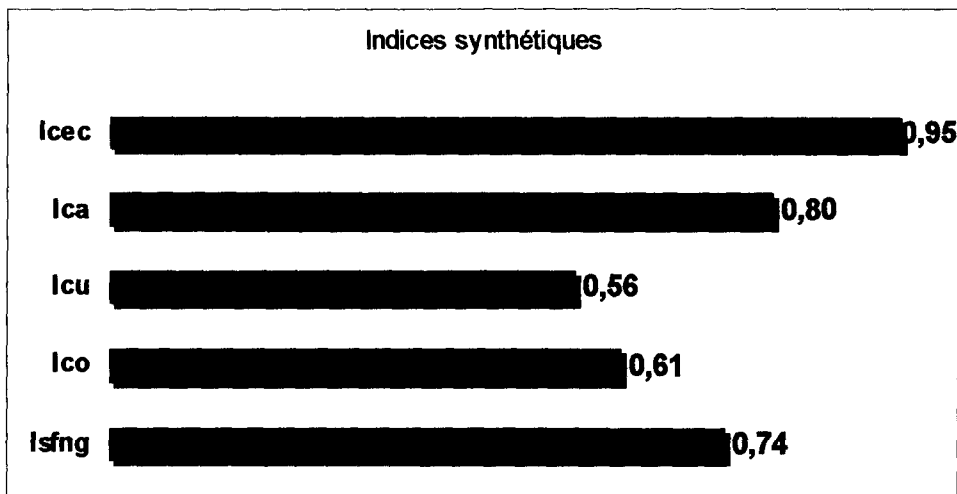
Comme le montre notre formule,

$$IS_{fng} = I_{fng} = (I_{co} + I_{cu} + I_{ca} + I_{Cec})/4$$

En remplant par les valeurs,

$$IS_{fng} = (0,61 + 0,56 + 0,80 + 0,95)/4$$

$$IS_{fng} = 0,74$$



Nos résultats montrent que l' $IS_{fg}$  est égal à 0,75, ce qui signifie que l'écart entre les hommes et les femmes d'une manière globale est assez important dans le domaine des nouvelles technologies au Burkina Faso. Cet écart est en faveur des hommes parce que l'indice est inférieur à 1.

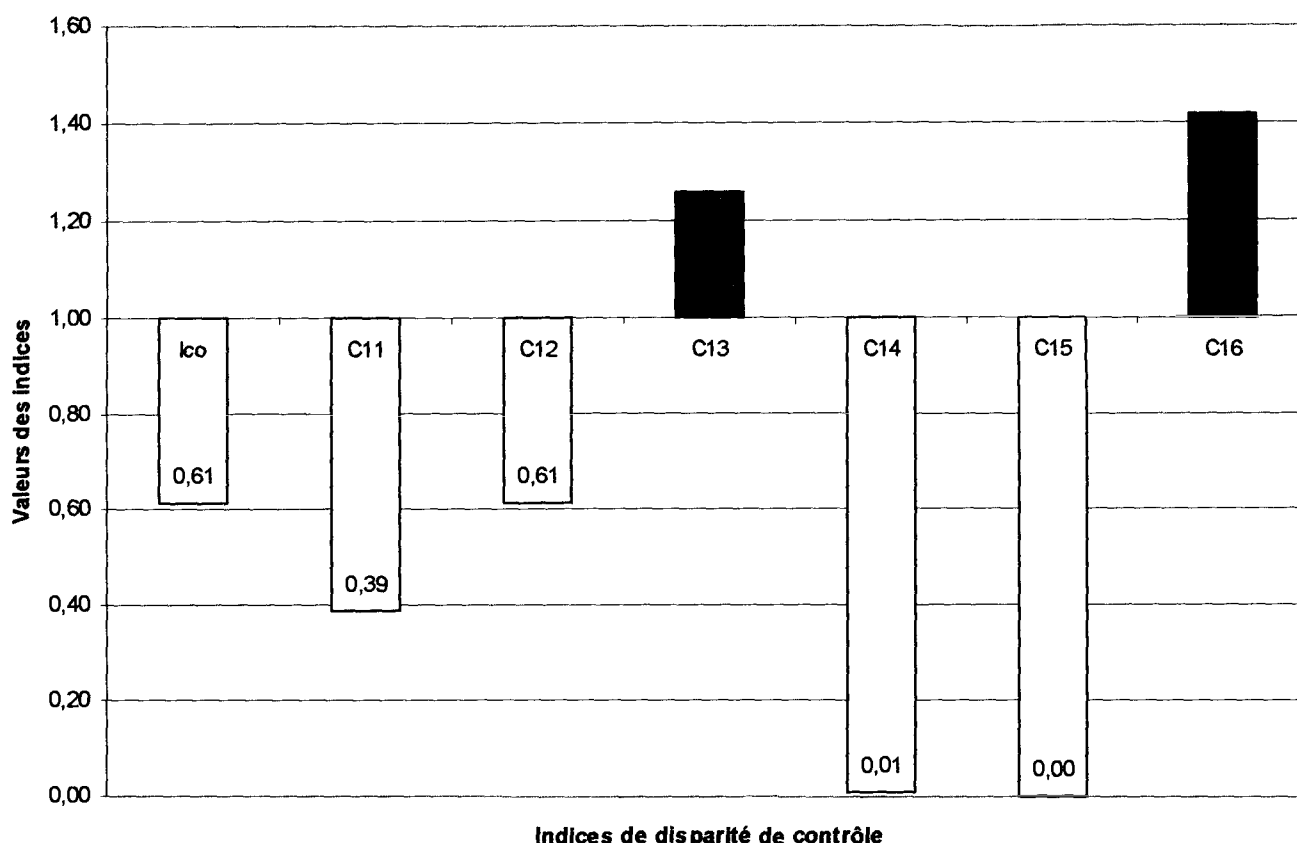
Une analyse détaillée permettra de voir les facteurs de rapprochement et les facteurs de vraie fracture numérique de genre au Burkina, mais d'ores et déjà, la situation donne des signes d'alarme.

### 6.3.1 L'indice de contrôle, situation de nette fracture

Nous constatons au niveau de l'indice de contrôle est égal à 0,61 ce qui montre que l'écart entre les hommes et les femmes est très important au niveau du contrôle. Cela signifie que les hommes sont plus avantagés que les femmes au niveau décisionnel. Cette situation corrobore la faible implication des femmes dans les instances décisionnelles à tous les niveaux, pas seulement dans le domaine des TIC.

L'écart est encore plus sensible au niveau des instances politiques des TIC : 0,39.

Graphique : situation des indices de contrôle au Burkina Faso



Ico	Indice de contrôle	0,61
C <sub>11</sub>	Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances politique de décision des TIC	0,39
C <sub>12</sub>	Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances entreprises de	0,61

	TIC	
C <sub>13</sub>	Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile	1,26
C <sub>14</sub>	Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays	0,01
C <sub>15</sub>	Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC	0,00
C <sub>16</sub>	Disparité en formation en genre dans les institutions de TIC	1,42

Si cette situation est bien caractéristique, cela n'étonne nullement certaines instances au niveau national qui affirme que les femmes doivent lutter si elles veulent occuper des postes de responsabilité, le contraire devant plus les frustrer. Cette manière de raisonner ignore que les conditions au départ étaient inégales (accès à l'éducation, pression familiale...)

#### Encadré 6 : Assemblée Nationale du Burkina Faso

...Actuellement, on parle d'égalité des droits, donc les femmes, si elles sont compétentes dans leur domaine, il n'y a pas de raisons qu'on la soutienne.

En plus de cela, si on leur donne tous les droits, elles auront encore plus complexés parce qu'elles sentent que l'on leur a favorisé.

En revanche, mettre en place un système pour permettre une meilleure accessibilité des femmes aux NTIC, OK, pas de problèmes, Après elles doivent arriver à lutter pour se mettre en valeur.

Propos recueillis par Elisabeth Sanou et Sylvestre Ouédraogo, 2004 auprès du responsable ressources humaines et informatiques de l'Assemblée Nationale

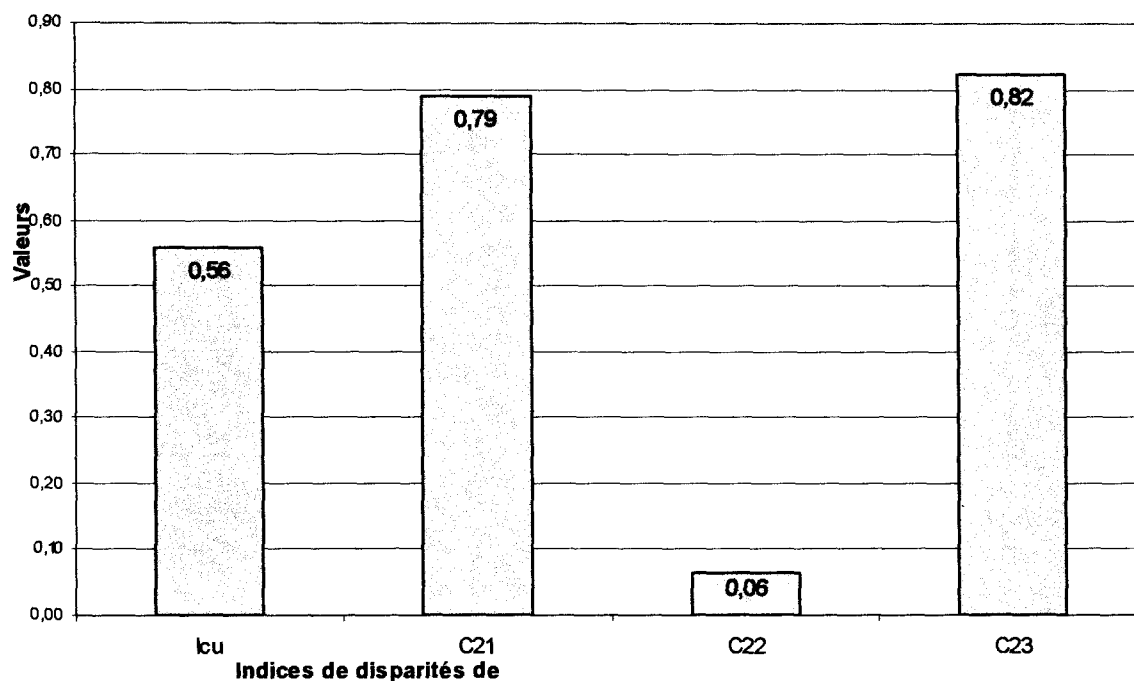
#### 6.4 L'indice de pertinence des contenus, un, vrai fossé en défaveur de la femme.

A ce niveau, nous avons essayé de voir si les contenus TIC répondaient à l'attente des intéressés. Nous constatons ici que globalement, les contenus TIC ne répondent pas à l'attente des usagers. Cela est fortement perceptible sur le plan du genre, parce que les femmes le manifeste plus que les hommes d'une manière significative.

Cela se comprend aisément si nous savons que la plupart des contenus sont créés par le Nord, le Sud, n'ayant ni les capacités, ni les moyens de créer des contenus adaptés pour leur propre usage.

La mesure de la fracture ici nous donne 0,56. C'est donc un problème très profond, mais avec une situation en défaveur de la femme.

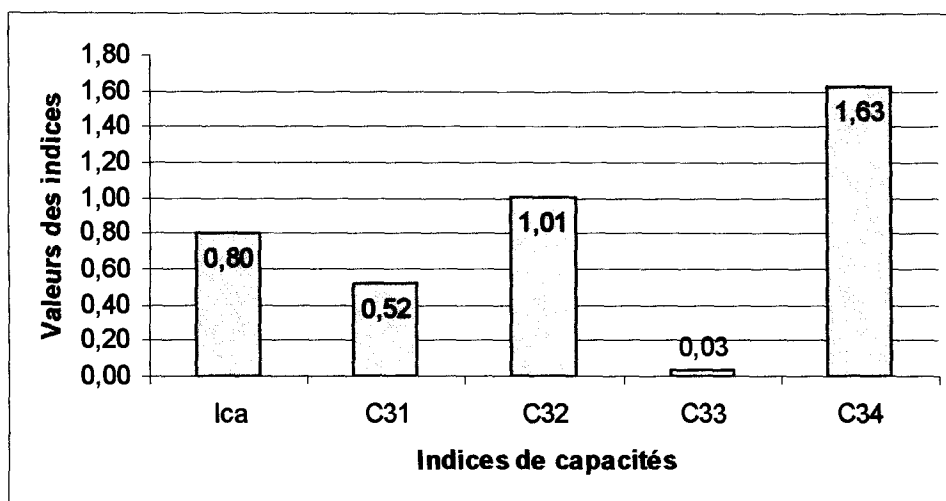
**Grahiqne 6- Représentation de l'indice de contenus au Burkina Faso**



I <sub>cu</sub>	Indice de pertinence des contenus	0,56
C <sub>21</sub>	Disparité de genre dans la consommation de produits virtuels de (loisir, domestique, formation, économique, politique)	0,79
C <sub>22</sub>	Taux de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre en langue française ou nationale	0,06
C <sub>23</sub>	Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes	0,82

### 6.5 L'Indice de capacité, une situation préoccupante.

**Grahique 7- Représentation graphique de l'indice de disparité et de ses déterminants**



I <sub>ca</sub>	Indice de capacité	0,80
C <sub>31</sub>	Disparité de genre en alphabétisation /scolarisation (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue	0,52
C <sub>32</sub>	Disparité de genre en formation aux TIC	1,01
C <sub>321</sub>	Informatique	1,15
C <sub>322</sub>	Internet	0,88
C <sub>33</sub>	Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques des TIC dans la formation en TIC en terme de sélection des formateurs et des bénéficiaires	0,03
C <sub>34</sub>	Disparité de genre chez les professionnels des TIC(informatique et télécommunication)	1,63

Le calcul de l'indice de capacité montre que dans l'ensemble, les hommes et les femmes ont des capacités moyennes d'accès aux TIC (0,84). On constate comme dans les autres indices que le critère sexe est presque toujours en défaveur des femmes.

Au Burkina Faso, certaines écoles font des efforts afin de réduire cette fracture en proposant des formations adaptées pour les filles et les femmes (Mairie de Ouagadougou, et l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion)

#### Encadré 7 : La Mairie de Ouagadougou et l'ISIG

Depuis 1999, la Mairie de Ouagadougou a ouvert dans les 5 communes de la ville des centres multimédias permettant aux jeunes d'avoir accès à l'Internet ainsi qu'à la formation en informatique. La Mairie de Ouagadougou organise aussi des formations en informatique pour les secrétaires. Soulignons que dans le métier de secrétaire, les femmes sont les plus nombreuses.

ISIG, Institut Supérieur d'Informatique de Gestion,

### Une discrimination positive en faveur des femmes dans certaines filières

L'ISIG est une des premières écoles supérieures en informatique au Burkina Faso. Elle est impliquée depuis quelques années dans la formation CISCO. La formation CISCO vise à donner des aptitudes en administration des réseaux à des jeunes professionnels de l'informatique. Cette initiative est l'œuvre du PNUD en partenariat avec la firme CISCO.

Afin d'aider les femmes à bénéficier de cette formation, des places sont réservées d'office pour les femmes voulant s'y inscrire. Les frais d'inscription des candidates féminines sont aussi nettement inférieurs aux frais d'inscription des hommes.

Propos recueillis par Elisabeth Sanou et Sylvestre Ouédraogo, 2004 auprès du responsable des Centres Multimédias de la Mairie de Ouagadougou et du responsable ressources humaines de l'ISIG.

Si certaines écoles et centres de formations essaient de favoriser les femmes, d'autres par leur fonctionnement vont dans le sens de la prise en compte du genre d'une manière naturelle en essayant de responsabiliser les travailleurs et de jouer sur leurs compétences respectives. C'est le cas de l'association Yam Pukri au Burkina Faso où la plupart des formateurs sont de sexe féminin. En revanche pour les travaux de maintenance informatique, les hommes sont plus nombreux, très peu de femmes voulant s'aventurer dans ce domaine.

En plus de cet aspect, Yam Pukri a une approche modulaire des formations et chacun peut choisir librement ses heures de travail et de formation, ce qui est pratique pour les travailleurs et les auditeurs qui souvent préfèrent venir le soir à la fin du service.

Encadré 8 : Yam Pukri, Une recherche de l'efficacité qui aboutit à une prise en compte implicite du genre.

Yam Pukri est une des pionnières dans le domaine de la formation en informatique et à l'Internet dans le domaine associatif au Burkina Faso.

Sa démarche a évolué au fil du temps afin de correspondre au besoin de ses membres et de ses clients.

Yam Pukri faisait au début des formations de groupe par session. Quand un groupe commençait une session de formation, il fallait attendre la fin avant de s'inscrire à une autre session.

Cette façon de travailler ne permettait pas de remplir ses salles de formation et aussi, il y avait beaucoup d'absentéisme du fait que les auditeurs ont des programmes variés et des occupations diverses.

Il faut souligner que plus de 60% des personnes formées sont de sexe féminin.

Yam Pukri a donc changé d'approche et proposée des formations à la carte. Ainsi, on peut venir à n'importe quelle heure et même la nuit pour se former. Les manuels de formation ont été modifiés afin de faciliter le travail des moniteurs et de permettre aux auditeurs de se retrouver. Ainsi, on peut trouver dans une salle de formation des gens qui ont des niveaux différents et qui viennent à des moments différenciés.

Sans avoir penser au genre, la démarche de Yam Pukri a permis donc à son public à dominante féminine de bénéficier de la formation et des services informatiques à des conditions avantageuses: on peut en effet décider de venir les soirs, à midi ou le matin pour faire la formation. Certains clients(es) demandent même que l'on leur fasse des formations à domicile ou au lieu de travail, ce qui est fait avec une légère augmentation des frais de formation.

Les moniteurs de Yam Pukri sont à dominante féminine.

Par expérience, à Yam Pukri, on a constaté que les formatrices de sexe féminin dispensait mieux les enseignements que les hommes, on trouve donc parmi le personnel de Yam Pukri 4 formatrices dont une faisant de la maintenance informatique, plusieurs femmes venant appuyer de temps à l'autre pour

divers travaux, 4 formateurs et une Coordonnatrice gérant l'ensemble de l'association au quotidien. En plus de cela, d'autres membres s'occupent des questions multimédias et autres.

## 6.6 L'indice de connectivité et d'accessibilité : hommes et femmes face au même problème

A ce niveau, nous constatons une situation quasi égalitaire entre les hommes et les femmes : (0,98).

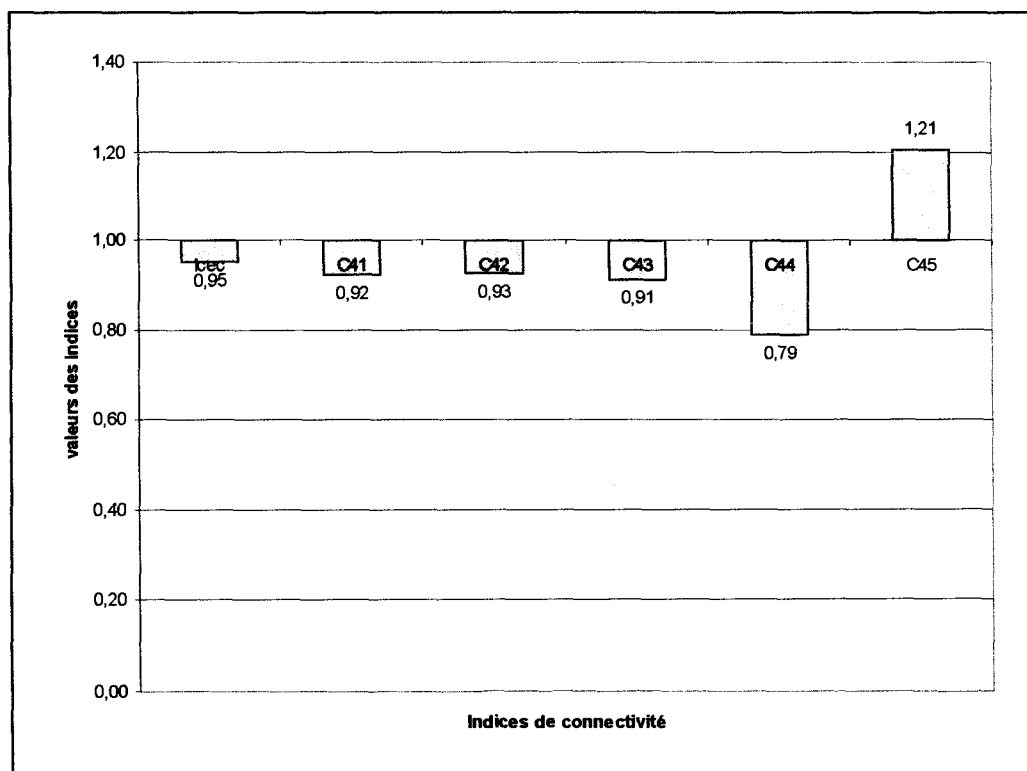
Au Burkina Faso, la connectivité et l'accessibilité sont seulement disponibles dans les milieux urbains. Le milieu rural qui représente 80% de la population du pays est enclavé numériquement.

Bien que nous constatons encore ici une faible différence entre les hommes et les femmes à l'accès, les résultats sont très intéressants, parce que caractéristiques de la situation du pays.

L'accès au téléphone portable est rare (47%) et ce moyen de communication est peu utilisé dans le cadre du travail ou à titre personnel à cause de la cherté de son achat, de son usage et surtout de l'absence des réseaux de téléphonie dans certains endroits (quartiers éloignés, zones rurales).

Les difficultés d'accès aux TIC sont nombreuses et les femmes sont encore celles qui perdent dans cette situation. Pour l'Internet, nous avons 39% contre 35% pour les hommes et pour le téléphone portable (33% contre 26% pour les hommes).

**Grafiqne 8- Représentation graphique de l'indice de connectivité et de ses composants**



I <sub>cec</sub>	Indice de connectivité (accès et accessibilité)	0,95
C <sub>41</sub>	Disparité de genre dans l'utilisation des 3 TIC (Ordinateur, Internet, Portable)	0,92
	Ordinateur	0,96
	Internet	0,95
	Portable	0,86
C <sub>42</sub>	Disparité de genre dans l'accès à l'ordinateur et à l'Internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)	0,93
	Ordinateur	0,96
	Internet	0,96
	Portable	0,86
C <sub>43</sub>	Disparité de genre en terme d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse Email	0,91
	e-mail	0,86
	Portable	0,96
C <sub>44</sub>	Disparité de genre selon le monde d'usage des TIC (Personnel, professionnel (économique) ; citoyen (politique, information, stratégique)	0,79
C <sub>45</sub>	Disparité de genre en terme d'accès et d'accessibilité à l'Internet et au téléphone portable:	1,21
	Internet	1,11
	Portable	1,30



## **7 Conclusions et recommandations.**

Notre étude sur la FNG au Burkina Faso sur un échantillon de près de 1200 personnes et 49 institutions a révélé que la différence d'accès hommes femmes aux outils TIC était importante. En faisant une analyse séparée des indices, nous constatons que l'indice de connectivité est le plus égalitaire. La connectivité touchant bien aussi bien les hommes que les femmes. Les autres indices montrent des situations très préoccupantes. Cela montre qu'au Burkina Faso, les femmes sont désavantagées dans le domaine des instances décisionnelles en matière de nouvelles technologies. Dans le livre, Citoyennes africaines de la société de l'information P 62, l'encadré sur la situation du Burkina dans les phases préparatoires de la stratégie d'opérationnalisation des TIC où une seule femme participait aux travaux est très éloquent.

Le vide en ce qui concerne les contenus est aussi à déplorer, que ce soit les hommes et encore plus les questions de genre, très peu de contenus existent sur la toile. Des efforts devront donc être faits à ce niveau afin de permettre à ceux qui s'intéressent à la question du genre de trouver des documents locaux et adaptés à leurs usages. Les technologies telles que l'Internet du fait de leur interactivité sont donc des outils incontournables, mais il faudrait à ce niveau comme dans les autres briser la barrière linguistique et l'insérer dans tous les contenus multimédias.

Les initiatives en matière de prise en compte du genre dans le domaine des TIC sont encore très timides. Des actions de plaidoyer permettront à ce niveau de faciliter et surtout de briser les tabous et autres blocages mentaux qui sont les causes de comportements avilissants et anti-progrès.

Le réseautage au niveau régional et africain est un moyen qui permettra de voir les expériences des uns et des autres en matière de prise en compte du genre dans les TIC, sujet très nouveau comme l'est même la thématique des TIC.

Au cours de nos interviews dans cette étude qui se sont révélés être en partie une campagne de sensibilisation en faveur de la prise en compte du genre dans les TIC, nous avons constaté que le phénomène genre était insuffisamment compris. Par exemple, très peu de structures adaptent leurs programmes ou insère des aspects de genre dans leurs formations comme dans la conduite même de l'organisation.

Une bonne connectivité permettra à ce niveau de pouvoir travailler directement avec du son et des images, plus adaptés pour le monde rural où l'analphabétisme règne.

En ce qui concerne les difficultés d'accès aux TIC, la multiplication des accès collectifs et l'utilisation de technologies appropriés (VSAT, énergie solaire, ordinateurs indiens de poche de type SIMPUTER) pourront aider aussi bien les hommes que les femmes à avancer dans l'ère du numérique pour le développement.

Dans le domaine de la formation et de la sensibilisation, des modules devront être développées pour aider les formateurs à intégrer les aspects de genre.

## 8 Références documentaires

Citoyennes Africaines de la Société de l'Information, Etudes et Recherches N°231, ENDA, Dakar, 2004

Décret N° 2003-176/PRES/PM/MPT portant adoption de la stratégie de développement du service universel en matière de télécommunications. Mars 2003, Burkina Faso

Inégalité des sexes, Pauvreté et santé en Afrique Subsaharienne

INSD, Analyse des resultants de l'enquête Burkinabè sur les conditions de vie des ménages, Burkina Faso 2003.

- Ministère de l'Economie et des finances, Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Burkina Faso.2000
- Ministère de l'Economie et des finances, Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté, Burkina Faso. version 2004
- OUEDRAOGO Sylvestre (2002) :Les réseaux et associations de développement dans la dynamique de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication. Une analyse de la situation au Burkina Faso, Yam Pukri, IICD, Ouagadougou

OUEDRAOGO Sylvestre (2003) Les technologies de l'information au Burkina Faso, une course de fond, Annuaire Suisse de Politique de Développement. (Page 77, 79), IUED, Genève.

OUEDRAOGO Sylvestre (2003) Pour une approche africaine des technologies de l'information, Annuaire Suisse de Politique de Développement. (Page 31, 33), IUED, Genève.

OUEDRAOGO Sylvestre, Panos, Afrique de l'Ouest (2004) Copying with poverty, in Panos report N° 48, Completing the revolution, the challenge in rural Telephony in Africa, Panos Institute, London.(www.panos.org.uk)

Plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication du Burkina Faso 2001 - 2005 Elaboré avec le concours de la CEA et du CRDI

Premier Ministère, Délégation Générale à l'Informatique (mars 2004) "Projet de stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication". 2004 2006,

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2004 : "Rapport mondial sur le développement humain 2004"

Sites webs: CD Rom

Cdrom Réseau ANAIS, "les passerelles du développement" 2001

<http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/>

<http://www.artel.bf>

<http://www.burkina-ntic.org>

<http://www.centremuraz.bf/impact/>

<http://www.cnls.bf/>

<http://www.csdptt.org>

<http://www.csi.bf> (conseil supérieur de l'Information du Burkina Faso)

<http://www.delgi.gov.bf>

<http://www.famafrique.org/>

<http://www.fasonet.bf>

<http://www.mpdh.gov.bf/>

<http://www.recif.kabissa.org/>

[www.cieffa.bf](http://www.cieffa.bf)

[www.ezdf.bf](http://www.ezdf.bf)  
[www.mpf.gov.bf](http://www.mpf.gov.bf)  
[www.recif.kabissa.org](http://www.recif.kabissa.org)  
[www.sahelsolidarite.bf](http://www.sahelsolidarite.bf)  
[www.songtaaba.com/](http://www.songtaaba.com/)  
[www.sos-sida.bf](http://www.sos-sida.bf)

## **9 Annexes : Présentation des données brutes de l'enquête**

# **Rapport National du Cameroun**



ENDA

**FRACTURE NUMERIQUE DE  
GENRE AU CAMEROUN :  
QUELLE AMPLEUR?**

**Robertine Tankeu  
Consultante Genre et TIC  
Directrice ANAIS.AC**

**Mars 2005**



VII.4.2.	Coopération multilatérale.....	15
VII.4.3.	La Société civile.....	16
VIII	-Genre et sites “cm” au Cameroun -----	16

**2<sup>ème</sup> PARTIE : GENRE ET TIC : ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE.....18**

I -	Genre dans les institutions camerounaises -----	18
II -	Connaissance de genre et sexe -----	21
III -	Genre et ordinateur -----	23
IV -	Genre et internet -----	27
V -	Genre et telephone mobile -----	31

**3<sup>ème</sup> PARTIE : INDICATEURS DE LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE.....34**

I -	Indicateur de contrôle -----	34
I.1	Le genre dans les sphères de décision-----	34
I.2	Prise en compte du genre dans les politiques TIC -----	35
II -	Indicateur de contenu-----	36
II.1	Categories et adequation des contenus aux besoins exprimes -----	36
II.2	Genre dans les contenus virtuels -----	36
III -	Indicateur de capacités -----	37
III.1	Scolarisation/Formation -----	37
III.2	Genre et formation numerique-----	37
IV-	Indicateur de connectivite -----	38
IV.1	Acces/Accessibilite aux TIC-----	38
IV.2	Difficultes d’acces et d’accessibilite aux TIC -----	38

**CONCLUSION.....39**

**RECOMMANDATIONS.....40**



<b>ANNEXES</b> .....	<b>41</b>
Annexe 1 : Questionnaires d'enquête-----	42
Annexe 2 : Tableau synthétique des indicateurs de la FNG au Cameroun-----	51
Annexe 3 : Échelle de mesure de la fracture numérique de genre -----	57
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>58</b>

## **ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

### **SIGLES**

### **SIGNIFICATIONS**

ADEN :	Aide au Désenclavement numérique.
ANAS.AC :	Advisory Network for African Information Society.
ANTIC :	Agence Nationale des Technologies de l'information et de la communication.
ART :	Agence de Régulation des Télécommunications.
CAMTEL :	Cameroon Telecommunications.
CEA :	Commission Économique pour l'Afrique.
CEDAW :	Convention for the Elimination of all forms of Discrimination Against Women.
FAI :	Fournisseur d'Accès Internet.
FNG :	Fracture numérique de genre.
GSM :	Standard européen du service de téléphonie mobile.
IAI :	Institut Africain d'Informatique.
IDH :	Indice de Développement Humain.
MINESUP :	Ministère de l'Enseignement Supérieur.
MINPOSTEL :	Ministère des Postes et Télécommunications.
MINPROFF :	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.
MTN :	Mobile Telecommunications Network.
NICI :	Plan National des Infrastructures de la Communication et de l'Information.
ODM :	Objectif de Développement du Millénaire.
ONG :	Organisation Non Gouvernementale.
ONUDI :	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.
SIGEFI :	Système de Gestion des Finances.
SIGIPES :	Système Intégré de Gestion Informatique du Personnel et de la Solde
TIC :	Technologies de l'information et de la communication.
TICAD-IT :	Tokyo International Conference on African Development – Information Technology.
UIT :	Union Internationale des Télécommunications.
UNESCO :	United Nations Organisation for Education, Science and Culture.
VSAT :	Very Small Aperture Terminal (très petite station terrienne).

## **RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

L'objectif de l'étude est de mesurer, à partir de données et d'indicateurs, la fracture numérique de genre au Cameroun et d'en sortir avec un indicateur synthétique de FNG obtenu à partir de quatre indices. Trois TIC (ordinateur, internet et téléphone mobile) ont été retenues de par leur caractère essentiel pour la promotion de l'égalité de genre dans la société de l'information et du fait qu'elles se développent très rapidement dans nos pays. La mesure s'est faite dans quatre domaines jugés stratégiques en terme de relations hommes-femmes dans la société de l'information; il s'agit du contrôle, du contenu, des capacités et de la connectivité.

Afin d'atteindre notre objectif et de produire des résultats représentatifs de la société camerounaise, une enquête par sondage s'est effectuée auprès de 1547 individus et 50 institutions camerounaises répartis dans quatre provinces (Centre, Littoral, Ouest et Nord-Ouest) et dans les zones rurale, péri-urbaine et urbaine. Au terme de l'exercice de collecte, de traitement et d'analyse des données, il ressort que d'après notre échantillon, **il existe une réelle fracture numérique de genre au Cameroun en faveur de l'homme. L'indicateur synthétique de FNG est de 0.81** selon notre échelle de mesure.

Ce chiffre global cache des disparités de genre observées au niveau des indices calculés dans nos quatre domaines stratégiques. D'après notre nomenclature, il existe **un gouffre numérique de genre en faveur de l'homme** au niveau de **l'indice de contrôle** car il est de **0.41**; **l'indice de pertinence de contenu** est de **1.13** ce qui traduit **une fracture numérique de genre en faveur de la femme**; **l'indice de capacités** de l'ordre de **0.97** exprime **une fissure numérique de genre en faveur de l'homme**, de même que **l'indice de connectivité** qui est de **0.96**.

## I - INTRODUCTION

Il n'est plus à démontrer le rôle majeur que joue les TIC en tant qu'outil de promotion socio-économique, mais aussi de développement personnel. Selon la Commission des sciences et de la technologie au service du développement, les TIC "*revêtiront une importance cruciale pour le développement durable dans les pays en développement*" (Credé et Mansell 1998). Au Cameroun, le secteur a connu ces cinq dernières années, une évolution, marquée par la libéralisation du secteur. Des opérateurs privés sont entrés en scène augmentant ainsi l'offre des produits et services TIC. Bien que des efforts soient entrepris pour rendre universel l'accès et l'utilisation de ces TIC, on constate encore une certaine inégalité de répartition entre les zones, rural versus urbain. Le monde rural défaillant en infrastructure de base, son arrimage à la société de l'information est plus pénible qu'en zone urbaine.

Dans la même perspective, les retombées des TIC ne sont pas neutres ou indifférentes sur les individus. Son accès ou son utilisation dépend de la capacité de tout un chacun. Homme-femme, nantis-moins nantis, jeunes-moins jeunes, ne bénéficient pas de la même façon des avantages que procurent les TIC. En se limitant aux relations hommes-femmes dans la société camerounaise, caractérisées par la marginalisation de la femme aux plans politique, économique et socio-culturel, on peut dire à priori que les femmes, comparées aux hommes sont défavorisées en matière de TIC. Au Cameroun, les données et indicateurs de genre et TIC sont rares. En l'absence de ces éléments de mesure, il sera difficile pour les décideurs de mener des politiques justes en vue d'une société de l'informatin équitable et inclusive. "*Sans données, pas de visibilité, sans visibilité, pas de priorité*", Huyer, Sophia and Gunnar Westholm, 2001.

Faisant ce constat, l'ONG ENDA Tiers monde basée a Dakar, a entrepris de mener des recherches dans six pays francophones d'Afrique dont le Cameroun fait parti, afin d'élucider à partir d'indicateurs significatifs et fiables, la situation des hommes et des femmes dans la société de l'information qu'on veut inclusive et équitable. En procédant ainsi, cela permettrait d'avoir des éléments d'appréciation du secteur des TIC et partant de contribuer à la lutte contre la pauvreté qui frappe encore près de la moitié de la population camerounaise et principalement les femmes. Ce document s'inscrit dans cette perspective.

Le présent rapport qui se veut un manuel de plaidoyer en direction des décideurs camerounais, vise à mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre au Cameroun à titre d'outil d'information, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC. De manière spécifique, il s'agit de:

- organiser un réseau national de recherche sur les dimensions genre de la fracture numérique;
- identifier un ensemble limité mais significatif d'indicateurs et données quantitatives et qualitatives permettant d'illustrer et de mesurer la fracture numérique de genre au Cameroun;
- mesurer ou qualifier la valeur actuelle de ces données à partir de recherches entreprises sur le terrain et en proposer une analyse de synthèse;
- produire, publier et diffuser les résultats auprès des audiences d'utilisateurs concernés.

Le rapport est structuré comme suit: la première partie brosse le contexte des TIC et genre au Cameroun; dans la deuxième partie, il s'agit d'une analyse quantitative et qualitative des TIC sous l'angle du genre et enfin dans la troisième partie, on essaye de mesurer et de qualifier la valeur des indicateurs.

## **II - MÉTHODOLOGIE**

L'approche méthodologique a consisté essentiellement en une démarche participative; quatre phases ont maillonné le processus.

### **1 - COMPREHENSION DU MANDAT ET EVALUATION DU CONTEXTE NATIONAL**

Le projet a démarré en mars 2004. Ainsi lancé, il était question pour toute l'équipe de chercheurs nationaux de s'imprégner de celui-ci et de définir ensemble les éléments clés de l'étude afin de mieux comprendre la problématique soulevée. Cette étape s'est faite essentiellement en ligne. Dans le même temps, une analyse de l'état des lieux des TIC et genre dans chacun des pays respectifs de l'étude s'est effectuée à travers la recherche documentaire et les entretiens avec les principaux acteurs du secteur. Cette première phase a duré six mois de mars à août 2004.

### **2 - MISE A NIVEAU ET ELABORATION DES OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES**

Une fois le projet assimilé et les contextes nationaux analysés, un atelier sous-regional d'une semaine, du 9 au 14 août 2004, s'est tenu à Dakar. Il a rassemblé les membres de l'équipe de recherche, des représentants du réseau genre et TIC et quelques personnes ressources. Le but de cet atelier était de statuer sur la nature des données et indicateurs à collecter dans chacun des six pays respectifs, les lieux, méthodes et procédures de collecte, de restitution et de traitement. Au terme de cette phase, trois outils de collecte ont été élaborés: un questionnaire individu, un questionnaire institution (voir annexe 1) et un manuel de l'enquêteur.

### **3 - COLLECTE DES DONNEES**

Pour les besoins de recherche, trois TIC ont été retenues à cause de leur caractère stratégique pour la promotion de l'égalité de genre dans la société de l'information, du fait qu'elles se développent très rapidement dans nos pays et permettent mieux le développement personnel. Ces trois TIC sont l'ordinateur, l'internet et le téléphone mobile. A l'aide des questionnaires, la collecte des données s'est étendue sur l'ensemble du territoire national dans les provinces du Centre, Littoral, Ouest et Nord Ouest. Après une formation d'une journée dans les locaux d'Anais, 14 enquêteurs et 3 superviseurs ont sillonné les zones urbaine, peri-urbaine et rurale de ces provinces pendant un mois, d'octobre à novembre 2004.

La méthode de collecte a consisté en des entretiens et interviews sur la base des questionnaires auprès des individus pris aléatoirement dans les lieux tels que: les entreprises publique, para-publique et privée, les ONG et associations, les centres de formation, lycées et universités, cybercafés, ménages et même dans la rue. Pour le questionnaire institution, il s'est agit d'interviews auprès des principaux acteurs dans le domaine des TIC.

#### **4 - TRAITEMENT DES DONNEES**

Au terme de la phase de collecte, deux types de données en sont sorties: les données quantitatives et les données qualitatives. Pour les données quantitatives, deux opératrices ont utilisé le logiciel EPI INFO pour la saisie. De même le traitement statistique s'est effectué à l'aide d'EPI INFO dans un premier temps, et par la suite, par souci d'harmonisation du travail régional, on a du convertir les données en SPSS. Les tableaux et graphiques ont été élaborés à l'aide des logiciels Excell et Word. En ce qui concerne les données qualitatives, l'exploitation a été faite selon l'analyse des contenus.

#### **5 - DIFFICULTES ET LIMITES METHODOLOGIQUES**

Il est à noter que cette étude constitue une grande première dans le domaine au Cameroun. Cette primeur ne se fait pas sans que des difficultés ne soient rencontrées. Au nombre de celles-ci, on peut citer les principales suivantes:

- faible disposition des documents de référence;
- données désagrégées genre et TIC rarement disponibles;
- réticence de certains enquêtés à répondre aux questions "personnelles";
- collaboration parfois difficile de certaines institutions.

La recherche étant exploratoire et non exhaustive, et la population enquêtée étant un échantillon et non un recensement, la lecture des résultats devrait être faite avec beaucoup de circonspection.

### **III - ECHANTILLONNAGE**

Notre échantillon est composé de 50 institutions et de 1547 individus. Les institutions enquêtées sont des secteurs public, para-public, privé et de la société civile. Quant aux individus, ce sont des hommes et des femmes (756 femmes soit 48.9% et 791 hommes soit 51.1%) répartis sur l'ensemble du territoire national (Centre, Littoral, Ouest et Nord Ouest) et dans les trois zones géographiques à savoir urbain (47.6%), péri-urbain (26.8%) et rurale (25.7). Les individus enquêtés étaient tous des camerounais(es) âgés d'au moins 15 ans et résidents au Cameroun. 51.7% de l'échantillon sont des jeunes de 15 à 29 ans, 29.7% de 30 à 44 ans, 13.4% de 45 à 59 ans et 5.2% de 60 ans et plus. Pour une meilleure représentativité et des résultats reflétant l'opinion de toutes les franges de la population, toutes les couches sociales ont été atteintes. Le choix des répondants s'est fait sur une base aléatoire, mais tenant compte du pourcentage des hommes et des femmes dans la population totale et de la stratification par âge.

## **1<sup>ère</sup> PARTIE : CONTEXTE NATIONAL DES TIC ET GENRE AU CAMEROUN**

Situé au coeur de l'Afrique, le Cameroun de par sa grande diversité géographique, humaine et linguistique, fait de lui l'Afrique en miniature. Sa superficie est de 475 000 km<sup>2</sup> dont environ 238 600 km<sup>2</sup> de surface forestière et un taux de déforestation d'environ 1% l'an. Les conditions climatiques favorables ont permis le développement d'une agriculture aussi bien de rente que vivrière. Mais la faiblesse d'infrastructure de transport et du réseau de communication ne permet pas une répartition équitable des produits sur l'ensemble du territoire.

### **I - CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**

**1- Population:** En 2003 la population camerounaise était estimée à 15 746 179 habitants avec 49.7% de femmes et une densité de la population de 33 habitants au km<sup>2</sup>. Avec un taux de croissance de l'ordre de 2.02%, les jeunes forment la majorité de la population: 70.6% sont des jeunes de moins de 30 ans. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes. En moyenne, l'espérance de vie à la naissance est de 48.05 ans: 48.97 pour les femmes et 47.15 pour les hommes.

**2-Urbanisation:** Le Cameroun connaît une urbanisation rapide soutenue principalement par l'exode rurale: 50.4% de la population vit en milieu urbain. A Yaoundé et Douala, les principales villes, le taux de croissance de la population est respectivement de 7% et 6.4% avec pour corollaire l'insuffisance et la non adaptation des infrastructures de base.

### **II - CARACTERISTIQUES SOCIO-POLITIQUES**

Le régime politique au Cameroun est un régime présidential. Le mandat du Président est de 7 ans renouvelable une fois. Le gouvernement est composé de 65 ministres et assimilés avec seulement 6 femmes; soit 9% de l'effectif. Le Parlement comprend 2 chambres: l'Assemblée nationale avec 180 députés dont 16 sont des femmes (9%) élus pour un mandat de 5 ans et le Sénat, pas encore opérationnel. Au niveau du commandement, aucune femme n'est Préfet ou Gouverneur de province.

Les années 90, années de braise à cause de fortes tensions socio-politiques, ont vu le passage du parti unique au multipartisme et le déploiement de la société civile. On dénombre une centaine de partis politiques et seulement un dirigé par une femme qui a vu sa candidature rejetée lors des dernières élections présidentielles, et plus de 500 ONG et associations au Cameroun.

### **III - CARACTERISTIQUES SOCIO-CULTURELLES**

La société camerounaise est une société patriarcat où le mari est le chef de famille. Dans cet univers, la femme est très souvent relayée à un rôle de subordination ce qui entrave son accès et son contrôle aux ressources, sa mobilité et son droit à la prise de décision.

Plus de 200 ethnies et près de 200 langues locales sont dénombrés au Cameroun. L'anglais et le français sont les deux langues officielles. 80% de la population est de culture francophone contre 20% de culture anglophone.

#### **IV - ÉDUCATION**

Le secteur de l'éducation est caractérisé par une offre des services insuffisante à la demande et à la précarité des revenus des parents. Le ratio enseignant/élèves reste très élevé en raison de l'accroissement continu de l'effectif des élèves, du manque d'enseignants et du faible accroissement des infrastructures scolaires. Le faible revenu des parents pénalise beaucoup plus les filles en âge scolaire que les garçons car les familles se trouvent très souvent à sacrifier l'éducation des filles au profit de celle des garçons.

Malgré les faiblesses de son système éducatif, le Cameroun reste l'un des pays au Sud du Sahara le plus scolarisé et le plus alphabète comme le témoignent les différents indicateurs: en 2003, 79% de la population âgée de plus de 15 ans était alphabète et de ce taux, 84.76% sont des hommes contre 73.4% des femmes et en 2000-2001, le taux brut de scolarisation était de 48%.

Au niveau primaire, l'enseignement est obligatoire et gratuit au public. Avec entre autres, la suppression des frais d'écolage, le taux de scolarisation s'est beaucoup amélioré; en 2000, il était de 91%: soit 84% chez les filles et 98% chez les garçons.

L'enseignement secondaire dispensé est de 2 types: général et technique/professionnel. L'enseignement général comprend 2 filières: la série littéraire et la scientifique. En 2000, 47% de l'effectif scolarisé était des filles et dû à des stéréotypes de genre, les filles se retrouvent surtout dans la filière littéraire. Toujours dans la même année, le ratio filles/garçons était de 85.6%.

Depuis 2003, l'enseignement de l'informatique est inscrit dans le cursus scolaire et à partir de la rentrée 2005/06, il y aura création d'un brevet informatique et internet et ouverture d'une filière technologie de l'information.

Au niveau supérieur, en 2003-2004, 64% de l'effectif était des hommes contre 36% de femmes et dans la même période, 14.3% d'enseignants étaient des femmes contre 85.69% d'hommes. Toutes les universités d'Etat, au nombre de 6, sont équipées d'infrastructures d'accès à internet pour la plupart des VSAT. En moyenne, chaque université possède 111 ordinateurs et une dizaine pour les services administratifs.

#### **V - CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES ET EMPLOI**

L'économie camerounaise a connu ces cinq dernières années une croissance soutenue de l'ordre de 4.8%, due principalement à la stabilité du pays, à l'allègement du fardeau de la dette et à la maîtrise de l'inflation qui se situait autour de 4.5% en 2002. Malgré cette performance, le Cameroun se classe au 141<sup>ème</sup> rang sur 177 en terme d'IDH et cette croissance reste insuffisante pour réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 conformément aux ODM. Le taux de chômage reste élevé surtout chez les femmes et les jeunes diplômés. En 2001, il était 17.1% soit 32.3% en milieu urbain et 8.6% en milieu rural. En 2002, le PNB per capita était estimé à 1700\$us. La pauvreté reste encore au Cameroun un défi majeur à surmonter car près de la moitié de la population vit avec moins de 1 \$us par jour (48%). Cette pauvreté a encore une couleur féminine car 70% de cette catégorie est constituée de femmes surtout de milieu rural. L'agriculture est le secteur le plus important avec une contribution de 46% à l'économie comparativement à 21% pour l'industrie et 33% pour les services. Elle emploie 70% de la main d'oeuvre contre 13% à l'industrie et au commerce et 17% aux autres secteurs. En ce qui concerne la participation de la femme à la vie économique, et au travail, elle reste encore faible; en 1998, les femmes représentaient 37.5% de la population active. On les retrouve principalement dans le secteur agricole ou elles évoluent surtout dans l'agriculture vivrière à cause de leurs moyens limités. Le travail des femmes est moins bien payé que celui des hommes. Il est de 1235\$us contre 2787\$ pour les hommes.



## **VI - GENRE, TEXTES LEGAUX ET POLITIQUE NATIONALE AU CAMEROUN**

La constitution camerounaise ne fait pas de différence entre les sexes. Au préambule, il est mentionné que tout être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe et de croyance possèdent des droits inaliénables et sacrés. L'Etat garantit à tous les citoyens de l'un et de l'autre sexe, les droits et libertés. Avec la création d'un nouveau ministère, celui de la promotion de la femme et de la famille, on espère qu'enfin le Cameroun va se doter d'un code de la famille.

Dans son document de stratégie de lutte contre la pauvreté en vu de l'atteinte des objectifs du millénaire, le Gouvernement camerounais a adhéré à l'objectif de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en ciblant d'éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. Pour atteindre cet objectif, le Cameroun a mis en place des mécanismes nationaux et s'est allié à la communauté internationale en ratifiant des textes à l'instar de la CEDAW.

En matière de politique nationale en genre, c'est le nouveau ministère de la promotion de la femme et de la famille qui est en charge. C'est lui qui veille au respect de l'application de la politique nationale en genre. En effet, au Cameroun, la politique préconise que dans chaque ministère, au moins 30% de l'effectif doit être constitué de femmes, objectif loin d'être atteint. En principe, dans chaque ministère, il existe un point focal pour y veiller. La politique nationale met l'accent sur le renforcement des capacités des femmes aux petits métiers (couture, artisanat, puériculture...) à travers ses centres de promotion de la femme répartis sur tout le territoire.

**Au regard des caractéristiques politique, économique et socio-culturelle de la société camerounaise, la femme bien que scolarisée en terme absolu, ne bénéficie pas toujours des mêmes avantages que l'homme dans la vie publique. Cette situation la pénalise et contribue en quelque sorte à sa faible appropriation des TIC.**

## **VII - ÉTAT DES LIEUX DES TIC**

### **VII.1- Cadre réglementaire et législatif**

La réglementation en vigueur date de 1998. Les textes de lois et règlements dans le secteur des TIC accordent une part belle au sous secteur des télécommunications. Il n'existe pas encore de cadre juridique réglementant les TIC défini comme informatique et internet. Ces textes, d'une vingtaine, démontrent de la volonté du Gouvernement de faire des TIC un outil de promotion du développement socio-économique du pays, de réduction de la pauvreté et de la bonne gouvernance. Dans son contenu, les textes de loi ne font pas de distinction de genre, mais dans les principes, l'égalité de sexes constitue le fondement des textes. La politique sectorielle et l'élaboration des textes de loi et règlements relèvent du Ministère des postes et télécommunications. Le Cameroun a opté pour une séparation de la réglementation des contenants et des contenus. Le régime juridique des contenants s'applique aux infrastructures, réseaux et services des télécommunications. Le cadre réglementaire des contenus, en cours d'élaboration, concerne la prévention des crimes informatiques, les signatures électroniques, la sécurité et la cryptographie.

## **VII.2 - Cadre institutionnel**

C'est au plus haut niveau de l'autorité suprême de l'Etat que l'engagement pour une société de l'information inclusive et équitable s'est manifesté. On note une certaine volonté, bien qu'elle ne soit pas véritablement traduite dans les faits, d'arrimer le Cameroun à la société de l'information en y impliquant tous les acteurs du développement. Dans les textes, c'est l'ANTIC qui sera chargée de promouvoir et de suivre l'action gouvernementale dans le domaine des TIC. En l'absence de son existence concrète sur le terrain, c'est le MINPOSTEL, avec des moyens très limités en terme de ressources humaines qualifiées en ce qui concerne le sous secteur informatique et internet, qui exerce la fonction de réglementation et de supervision générale du secteur. Il élabore et met en oeuvre la politique sectorielle des télécommunications. La politique met l'emphase sur le développement des infrastructures et réseaux de télécommunications, mais également sur le développement d'une industrie viable de fabrication des équipements et des matériels de télécommunications ainsi que de production d'une main d'oeuvre suffisante et qualifiée nécessaire à la société et à l'économie de l'information et du savoir. La stratégie en cours d'élaboration, vise à accroître l'offre et l'usage des TIC en vue d'accélérer la croissance économique, de garantir la compétitivité du territoire national et d'assurer le bien être économique, social et culturel de tous les camerounais. De même l'égalité des chances et la valorisation de l'identité camerounaise sont des objectifs qui devront être atteints. Dans ses principes, la stratégie va accorder la priorité aux programmes et initiatives qui contribuent au renforcement des capacités de réalisations des ODM, de réduction de la pauvreté et de bonne gouvernance. Tous les groupes sociaux, les femmes et les jeunes diplômés en chômage, seront bénéficiaires des résultats de cette stratégie.

L'ART assure la régulation, le contrôle et le suivi des activités des opérateurs et des exploitants du secteur des télécommunications. En tant qu'organe régulateur du marché concurrentiel des télécommunications, elle veille dans sa mission, au respect du principe d'égalité de traitement des usagers dans toutes les entreprises de télécommunications, de même elle s'assure que l'accès aux réseaux ouverts au public s'effectue dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

## **VII.3 - Offre en infrastructures et services TIC**

L'exploitation du secteur des télécommunications au Cameroun est entre les mains d'un établissement public, CAMTEL et des intervenants du secteur privé (MTN, Orange et une dizaine de FAI).

### **VII.3.1. CAMTEL**

Entreprise d'Etat en cours de privatisation, elle est chargée de fournir tout service public de télécommunications au niveau national et international, en particulier les services de téléphone, de télex, de télégramme et de télécopie entre points fixes et les données, et internet. Elle jouit d'un monopole sur le service de téléphonie fixe et exploite un réseau constitué de trois centres de télécommunications spatiales à Yaoundé, Douala et Garoua. Conformément à la réglementation en vigueur, CAMTEL est jusqu'à ce jour le seul fournisseur d'accès officiellement reconnu. Elle applique un tarif préférentiel sur les communications vers internet; c'est ainsi qu'un abattement de l'ordre de 60% est appliqué.

Le développement des TIC étant étroitement lié à la qualité des infrastructures de télécommunications, on constate que les capacités nationales restent encore faibles, mal réparties et les infrastructures vétustes: moins de 2% des camerounais disposent d'une ligne de téléphone fixe à cause des lourdeurs administratives et du coût élevé d'obtention des lignes téléphoniques (officiellement, cela coûte 118 700cfa pour obtenir une ligne commerciale et 47 480cfa pour une ligne résidentielle). Cette situation a favorisé l'expansion depuis ces trois dernières années du téléphone mobile.

### **VII.3.2. Intervenants du secteur privé**

Pour ce qui est de la téléphonie mobile GSM, deux sociétés privées exploitent ce sous secteur au Cameroun: MTN et Orange. Quant à internet, une dizaine de FAI se déploient sur le terrain. En matière de formation en TIC, en plus des universités, lycées et collèges, quelques structures privées formelles dispensent des cours en informatique et internet: Acerfi, Global net, GC net, CISCO...

Orange et MTN Cameroun sont titulaires depuis 1999 pour Orange et 2000 pour MTN des conventions de concession pour une durée de 15 ans. Ces opérateurs fixent librement leurs tarifs en se conformant aux principes de tarification définis par l'ART.

La croissance du parc des abonnés du service de téléphonie mobile est exponentielle: il est passé de 5000 abonnés en janvier 2000 à près de 1 000 000 en octobre 2003 pendant que celui des abonnés de la téléphonie fixe a stagné voire regressé se situant autour de 100 000 abonnés. Malgré ces gros efforts consentis par ces deux opérateurs ces trois dernières années, le taux de couverture du pays se situe au-dessous de 10% pour près de 55% de la population couverte. Il y a lieu de signaler que le service de téléphonie mobile terrestre est depuis 2001 un service de substitution au service de la téléphonie fixe: non seulement CAMTEL n'a pas pu répondre valablement à la demande du service de téléphonie fixe, mais aussi il a trop longtemps pratiqué des tarifs élevés pour les communications interurbaines et internationales.

Les FAI utilisent les VSAT pour leur connexion internationale. A peu près une dizaine d'intermédiaires à qui on confère abusivement la qualité de FAI offrent un service d'accès à internet de qualité variable. Ils ont généralement des connexions par VSAT aux points de présence de leurs fournisseurs d'accès à l'étranger. La plupart d'entre eux raccordent leurs clients en utilisant, sans licence d'autorisation, la boucle locale radio. Les services offerts par les FAI restent encore élevés par rapport à la bourse des camerounais. Le coût d'abonnement est de 45 000 cfa, celui de connexion à internet pour 20 heures d'utilisation par mois est de 30 000 cfa et le coût total de connexion en pourcentage du revenu national brut par habitant est de 110,7%. Dans les cybercafés, l'heure de connexion varie selon les endroits; elle est de 250 à 500cfa.

Les centres de formation privé, en dehors de CISCO, ne font pas du genre une préoccupation de politique. CISCO, à travers ses académies au nombre de 7 au Cameroun, essaye de promouvoir l'équité hommes-femmes. Sa politique genre se situe au niveau des résultats; en effet, au moins 30% des formés doivent être des femmes.

## **VII.4 - Partenaires au développement**

### **VII.4.1. Coopération bilatérale**

Plusieurs pays développés interviennent dans les programmes et initiatives de développement des TIC au Cameroun. Dans ce domaine, c'est la coopération canadienne qui a su concilier TIC et genre. Dans sa programmation au Cameroun, elle a défini sa politique en matière d'égalité des sexes. Cette politique vise la prise en compte du genre à tous les stades de projets. Dans la mise en oeuvre de sa politique, plusieurs projets dans le domaine du genre et des TIC sont mis en place. Le "Fonds genre et développement" vise la participation équitable des hommes et des femmes au processus de développement. Egalement 2 projets dans le domaine de la formation en TIC ont vu le jour à Douala et Yaoundé. Ces 2 projets prennent en compte l'approche genre dans leur planification et dans l'atteinte des résultats.

L'Ambassade du Japon, à travers le projet TICAD-IT géré et logé au sein du PNUD, appuie et finance des initiatives de développement des TIC au Cameroun.

La coopération française, en partenariat avec le MINESUP, développe un projet d'interconnexion des universités d'Etat. De même dans le cadre de leur projet ADEN, des points d'accès collectifs à internet seront mis en place. Concernant la préoccupation genre, elle n'est pas explicitement mentionnée et il faut dire que la coopération française n'a pas de politique en la matière.

La Grande Bretagne à travers le British Council, a mis en place un programme "Computer aid" d'appui à l'acquisition des ordinateurs de seconde main.

### **VII.4.2. Coopération multilatérale**

Dès la décision prise par le chef de l'Etat en 1995 de mettre en oeuvre la politique de la réforme du secteur des télécommunications et de la privatisation des entreprises publiques de ce secteur vital de la société et de l'économie de l'information et du savoir, la Banque Mondiale s'est investie dans le secteur en suivant et finançant les programmes et les initiatives du Gouvernement; en l'occurrence les projets SIGIPES, SIGEFI. La coopération multilatérale, à travers l'ONUDI, l'UIT, le PNUD, la CEA, l'Union européenne, l'UNESCO et l'IAI, appuie et développe des projets et programmes de promotion et de vulgarisation des TIC.

ONUDI: Dans le cadre de sa politique de développement industriel, l'ONUDI fait des TIC un outil de promotion industriel. A cet effet, plusieurs initiatives sont menées par elle à savoir: Technologies avancées de la globalisation, Informations industrielles, Salon Electronique Interactif Permanent des Entreprises (SELIPE).

L'UIT: Elle a appuyé les projets de promotion du commerce électronique, en l'occurrence celle de l'association des femmes ingénieurs du Cameroun qui a mis sur pied un portail commercial pour les femmes africaines. L'UIT prend part aux travaux d'élaboration de la stratégie sectorielle des télécommunications et TIC.

L'Union européenne: L'Union européenne et l'UIT mettent en place un centre régional de veille technologique.

L'UNESCO: a appuyé le projet de développement d'un cadre juridique pour la société de l'information au Cameroun, les projets de villages solaires, des radios communautaires des femmes et les centres multimédia communautaires.

La CEA: La Commission économique pour l'Afrique finance la réalisation du plan NICI.

Le PNUD: Il a réalisé le projet “Sustainable Development Networking Programme” SDNP, qui à travers l’initiative School Net renforce les capacités des écoles de formation en mettant à leur disposition des ordinateurs reconditionnés. Il a appuyé le Salon de création des entreprises et l’initiative TICAD-IT qui est un projet multibailleurs. Il appuie également l’élaboration de la politique sectorielle.

L’IAI: L’Institut Africain d’Informatique en partenariat avec le MINPROFF, a lancé l’opération 100 000 femmes formées en informatique d’ici 2010. Il s’agit pour l’IAI, de démystifier l’outil informatique aux yeux des femmes. Toutes les catégories sociales des femmes sont visées.

#### **VII.4.3. La Société civile**

Les TIC et en particulier les TIC et genre, sont un domaine où les ONG et les associations camerounaises n’évoluent pas encore en grand nombre. Quelques unes se démarquent à savoir:

ASAFE: Association pour le soutien et l’appui à la femme entrepreneur, a mis en place un centre de développement des TIC au service des femmes en particulier. Sa politique genre consiste à appliquer un taux préférentiel aux femmes; elles bénéficient d’une réduction de 50% sur les frais d’inscription pour la formation.

ANAI.AC: ONG qui a pour mission l’appropriation sociale des TIC par un large public, en particulier les femmes et les jeunes déscolarisés. Ses domaines de compétences sont la recherche-action, les études, la sensibilisation et la vulgarisation, et la formation. L’approche d’Anais.Ac consiste en une discrimination positive des femmes dans ses activités de formation. C’est ainsi que dans ses centres de renforcement de capacités, la préoccupation genre est prise en compte à tous les niveaux : formateurs, apprenants et approche méthodologique.

AFISAF et CEFEP: Toutes deux des associations féminines, ont des programmes de formation des femmes en informatique.

AFIC: Association des femmes ingénieures met sur pied un portail commercial pour la femme africaine, financé par l’UIT.

### **VIII - GENRE ET SITES “CM” AU CAMEROUN**

Au Cameroun, les noms de domaines nationaux “cm” sont gérés par CAMTEL. D’après leur plus récente statistique, 134 noms de domaines sont enregistrés sous “cm”. Des 134 noms enregistrés, 38 ont été visités car un bon nombre n’existe plus ou le site n’est pas alimenté. Un constat ressort de cette liste, c’est que pour la majorité des cas, il s’agit des sites gouvernementaux et des entreprises para-publiques ou privées. Les ONG et agences de coopération sont très peu représentées.

L’objectif de l’exercice était de voir si dans la conception et l’information véhiculée sur le site, l’approche genre est prise en considération. La méthodologie que nous avons utilisée pour qualifier un site de prenant en compte les préoccupations de genre ou non, a été d’ouvrir non seulement la page d’accueil, mais deux ou trois autres pages. Comment avons-nous qualifié un site de “genriste” ou pas? en voyant si dans l’information qu’il donne, ou le message qu’il véhicule, ils prennent la peine de différencier les hommes et les femmes; ou tout simplement dans l’architecture du site, la présentation du site, on observe par exemple une valorisation de la femme. C’est ainsi que par exemple, sur la page d’accueil d’un site que nous avons visité “globalnet”, on retrouve une femme assise sur le globe entraînant d’utiliser son ordinateur portatif.

Cette méthodologie adoptée, on constate qu'il y a très peu de sites abordant ou se préoccupant des questions de genre. Nous en avons recensé seulement quatre sur les 38 visités. Cette situation s'explique pour plusieurs raisons:

- généralement les concepteurs des sites n'ont pas reçu de formation en genre; ce sont très souvent des purs techniciens qui se préoccupent peu de l'approche genre;
- comme nous l'avons mentionné plus haut, les sites ".cm" sont pour la plupart des sites gouvernementaux ou privés. Pour les sites gouvernementaux, en dehors du MINPROFF et de l'Université de Yaoundé 1 avec son académie CISCO, les questions de genre ne font pas partie de leur priorité de programmation, ils n'ont pas de politique de genre en tant que tel. Pour ce qui est des sites privés, leur préoccupation est la rentabilité.

De cette analyse, on ne peut pas tirer la conclusion que les sites web au Cameroun n'ont pas d'approche genre, car bon nombre de sites sont hébergés hors du pays pour raison essentiellement de coût.

**La faiblesse des infrastructures et services TIC et sa cherté, le cadre politique peu développé et léger en matière de genre, et la non mise en place de l'organe en charge des TIC au Cameroun, fait en sorte que les TIC ne jouent pas suffisamment leur rôle d'impulsion dans le développement harmonieux de la société. Bien que le secteur ait connu une évolution ces cinq dernières années, plus particulièrement en téléphonie mobile, des défis restent encore à surmonter. Cet état de fait affecte beaucoup plus les femmes que les hommes à s'investir dans les TIC et partant, réduit leur participation dans le secteur.**

L'environnement macro-camerounais en matière de TIC et genre laisse transparaître une faible visibilité de la femme en tant qu'actrice de développement. Qu'en est-il sur le terrain quant à l'accès, l'accessibilité et l'utilisation des TIC par les femmes et les hommes? Nous essayerons de répondre à cette question dans la deuxième et la troisième partie du document à partir des données et des indicateurs obtenus de notre échantillon.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : GENRE ET TIC : ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE

Dans cette section, il s'agit d'analyser la fracture numérique de genre à partir des données quantitatives et qualitatives recueillies sur le terrain durant notre enquête.

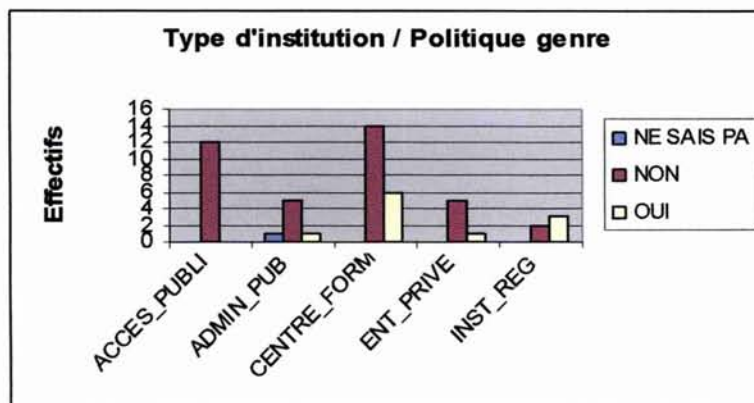
### I - GENRE DANS LES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES

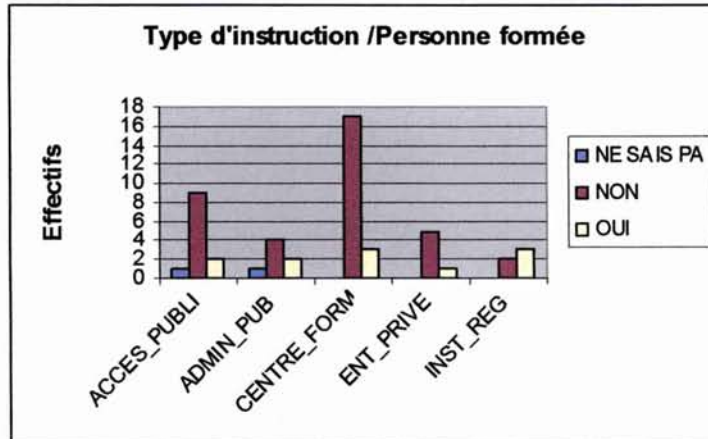
La politique nationale en matière de genre préconise entre autre qu'au moins 30% de femmes constituent l'effectif dans chaque ministère et que chaque ministère définisse sa politique de genre ; quota et politique loin d'être atteints.

Avec son niveau d'éducation bas comparé à celui de l'homme, la femme camerounaise occupe généralement des positions inférieures à celles des hommes dans le monde du travail et de ce fait, se trouve en dehors des instances de prise de décision. D'après notre enquête, seulement 17% des femmes occupent des positions de cadres supérieurs.

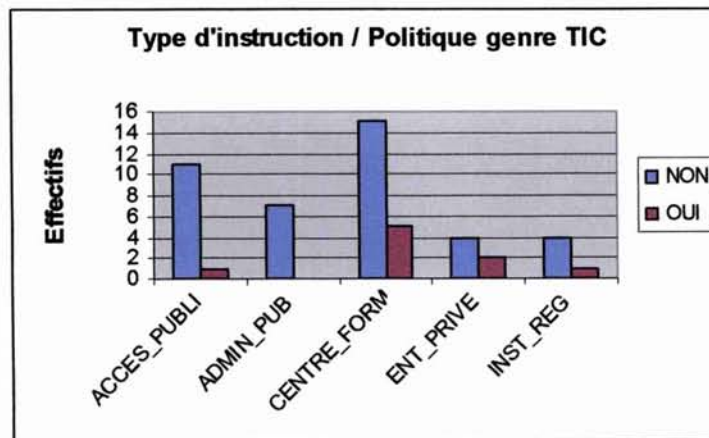
*« J'ai le portable, mais mon mari surveille toujours mes conversations quand je reçois un appel. Lorsque je rentre du travail, il crée toujours une situation pour vérifier mon téléphone, ce qui fait que je l'utilise malgré moi, bien que je sois convaincue de son utilité et de son importance. Je ne peux même pas me permettre d'aller au cyber quand il est là »,  
dame, cadre moyen.*

Les résultats de notre enquête témoignent un constat général : s'agissant de politique genre, très peu d'institutions, surtout de l'administration publique, en ont élaboré une de manière formelle ; même si toutes ces institutions disent pratiquer l'équité de genre. Il en va de même pour la formation des personnes aux questions de genre. Dans notre échantillon, c'est surtout dans les centres de formation et les institutions régionales qu'il existe une politique de genre qui est axée essentiellement sur le résultat en terme de quota et où l'on retrouve quand même une concentration de personnes ayant reçues une formation en genre. L'existence d'une politique genre est fonction de la taille de l'institution ; plus elle est grande, plus on a des chances qu'une politique soit élaborée.



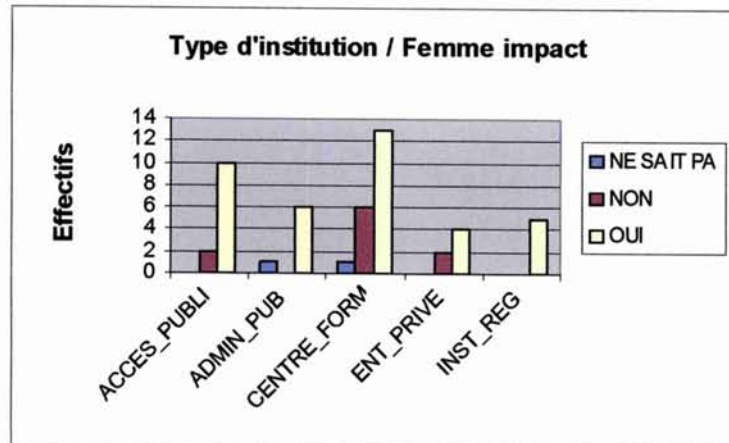


En ce qui concerne la politique genre et TIC, on constate que parmi les administrations publiques enquêtées, aucune n'en possèdent, pourtant ces institutions sont les principales actrices dans le domaine. C'est encore dans les centres de formation que le taux est élevé. Ceci s'explique par le fait qu'un certain nombre de centres qu'on a interviewés logent les académies CISCO qui sont reconnues pour leur politique de quota en genre en terme de pourcentage de femmes formées.

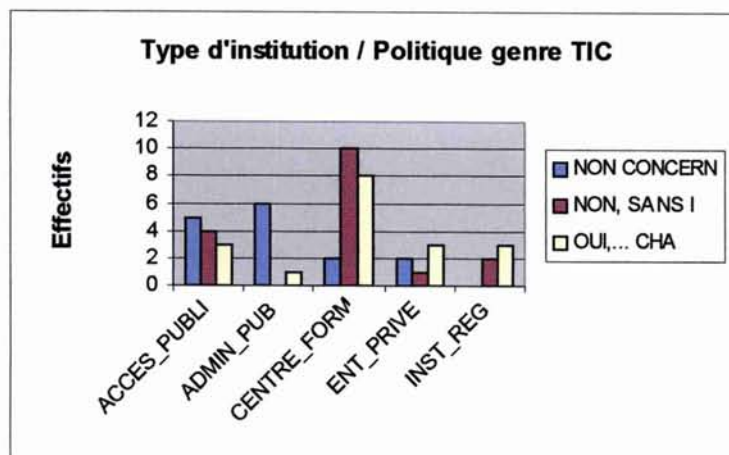
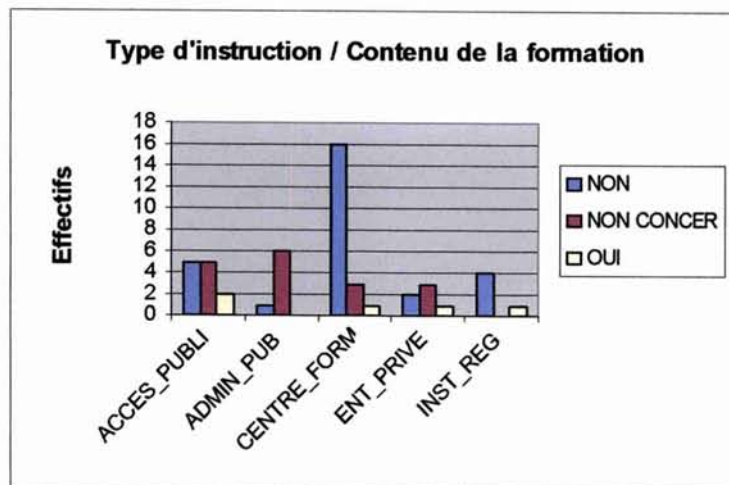


L'enquête révèle que dans le domaine des TIC, le travail de la femme est apprécié car il apporte une autre dynamique dans la productivité. D'après les personnes interviewées, les femmes donnent un rendement meilleur à celui des hommes quand elles s'y mettent. Moins la taille de l'institution est grande, plus l'impact de la femme est grand et se fait sentir sur l'ensemble de l'organisation du travail.





Au niveau du contenu de formation, les questions de genre sont très peu prises en considération ; par contre les questions de politiques TIC constituent un aspect important dans la formation.



**Au niveau des instances de décision en matière de TIC, très peu de femmes sont présentes ; ce qui explique en partie, la faible élaboration de politique genre et TIC dans les institutions enquêtées. De même les personnes ayant reçu une formation en genre sont rares.**

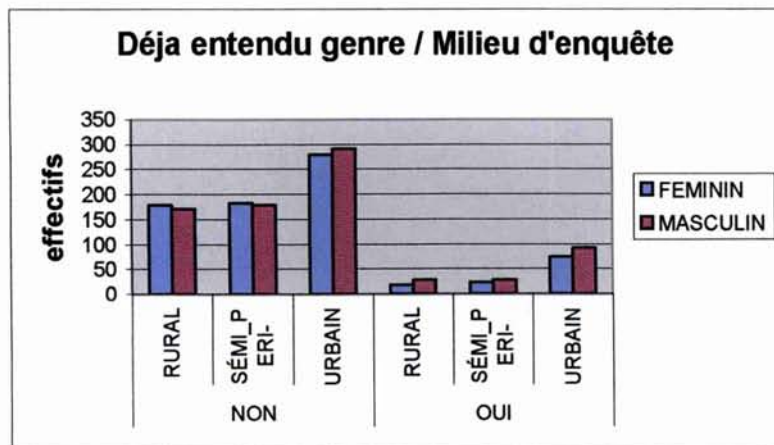
## II - CONNAISSANCE DE GENRE ET SEXE

L'étude nous permet de constater que les relations de genre n'est pas la notion la plus partagée aussi bien en milieu rural, péri-urbain qu'urbain parmi les camerounais enquêtés : 82.8% n'ont jamais entendu parler de relations de genre contre seulement 17.2% qui ont connaissance du concept. Même pour ceux et celles qui ont connaissance, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils saisissent le sens du terme car sur le terrain, lorsqu'on poussait la question à la définition du concept, beaucoup faisait allusion au sexe.

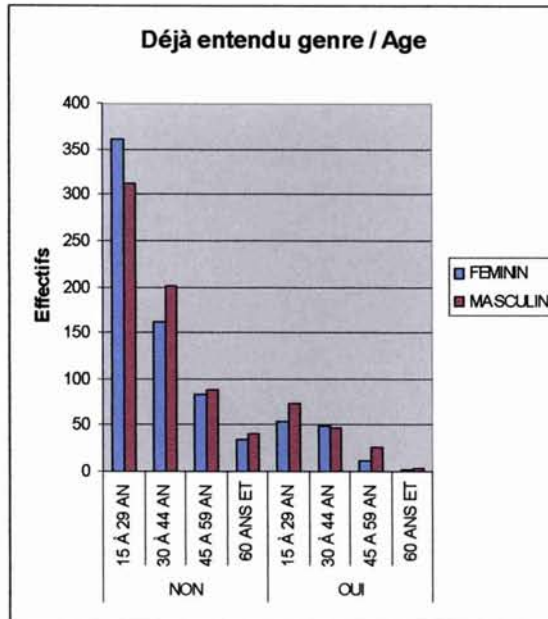
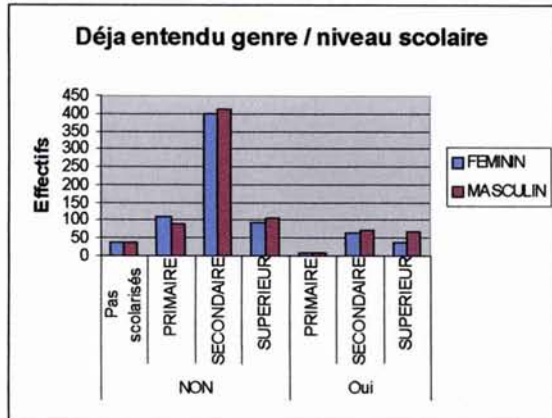
*«Oui je sais ce que c'est. Les femmes veulent être égales aux hommes mais ce n'est pas possible», Commerçant à Bafoussam.*

Les hommes beaucoup plus que les femmes, estiment que la lutte pour l'égalité de genre n'a pas sa raison d'être dans la société actuelle, car on ne peut plus parler en ces temps-ci de marginalisation de la femme ; les filles vont à l'école comme les garçons, les femmes sont présentes dans les sphères publiques et elles ont même plus de pouvoir que les hommes.

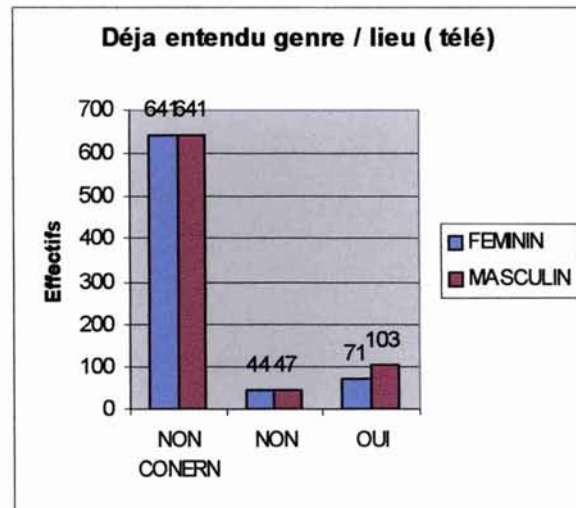
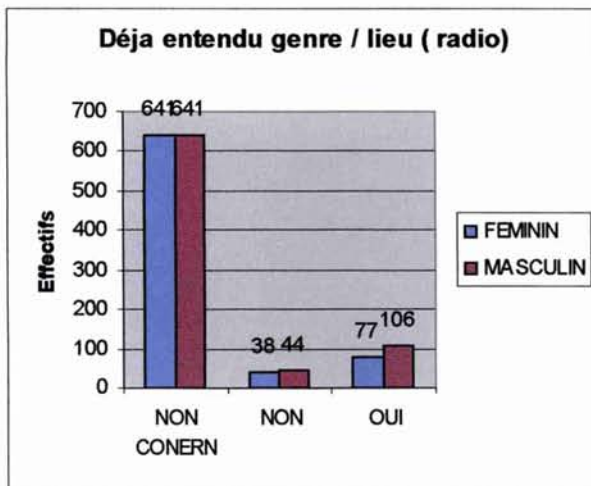
Le genre reste un concept nouveau et exige un niveau de scolarisation assez poussé pour pouvoir capter et saisir ses contours. Le milieu urbain étant le lieu où on retrouve une forte concentration de personnes éduquées, c'est dans cette zone que les gens sont les plus informés à ce sujet : des répondants ayant déjà bruit du genre, 10.73% viennent de l'urbain contre 3.36% du péri-urbain et 3.04% du rural.

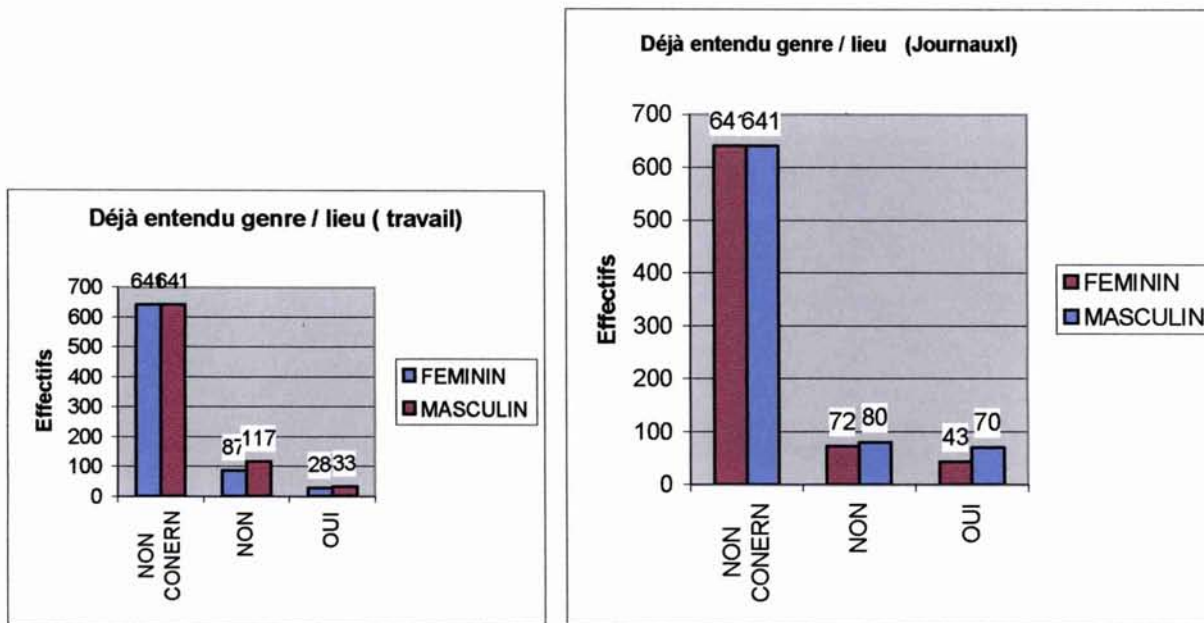


Contrairement à ce que l'on pouvait penser, ce sont les hommes qui sont les plus avertis que les femmes en la matière. Cette situation s'explique par le niveau d'instruction des femmes plus bas que celui des hommes, par le fait qu'elles occupent des positions et postes marginaux dans la société, et par le désintéressement de celles-ci aux aspects de la culture sociale qui ne corroborent pas avec leurs préoccupations ou besoins pratiques. La connaissance du genre est proportionnelle au niveau de scolarisation et inversement proportionnelle à l'âge; c'est dans la catégorie 15 à 29 ans que le concept est le plus connu et surtout chez les jeunes, tout sexe confondu, du niveau secondaire. Au niveau supérieur, les femmes sont beaucoup moins au courant de la notion que les hommes.



Les camerounais, par culture et pour des raisons financières, ne sont pas de grands lecteurs, c'est pour cette raison que la télévision et la radio et dans une certaine mesure les séminaires, surtout pour les femmes, constituent les principaux médium ou les enquêtés ont déjà entendu parlé de relations de genre.





Comme la connaissance des relations de genre, très peu d'individus ont suivi une formation à ce sujet ; les femmes, encore moins que les hommes, parce qu'occupant très souvent des postes non stratégiques. Les formations administrées se sont faites pour la plupart dans le cadre de séminaires et ateliers, donc de courte durée et de moindre portée.

**Le genre reste un concept d'élite au Cameroun. Il n'est pas encore vulgaire auprès des camerounais. Les hommes beaucoup plus que les femmes de niveau d'éducation élevé et de jeune âge, ont déjà entendu parler de genre dans leur milieu respectif.**

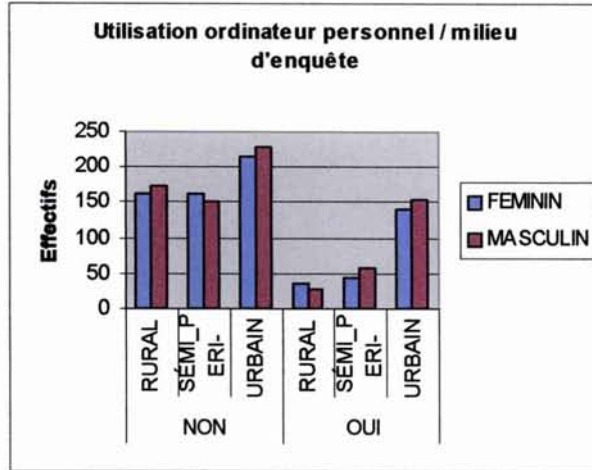
### III - GENRE ET ORDINATEUR

On aurait cru qu'avec l'avènement de l'informatique et les bienfaits que cela procure à l'individu en terme d'amélioration de sa productivité et partant de ses conditions de vie, une grande majorité de la population devrait être numériquement alphabétisée. Or les résultats de l'enquête nous atteste autre chose. Une faible proportion de gens sait utiliser un ordinateur : 29.6% contre 70.39% d'analphabètes.

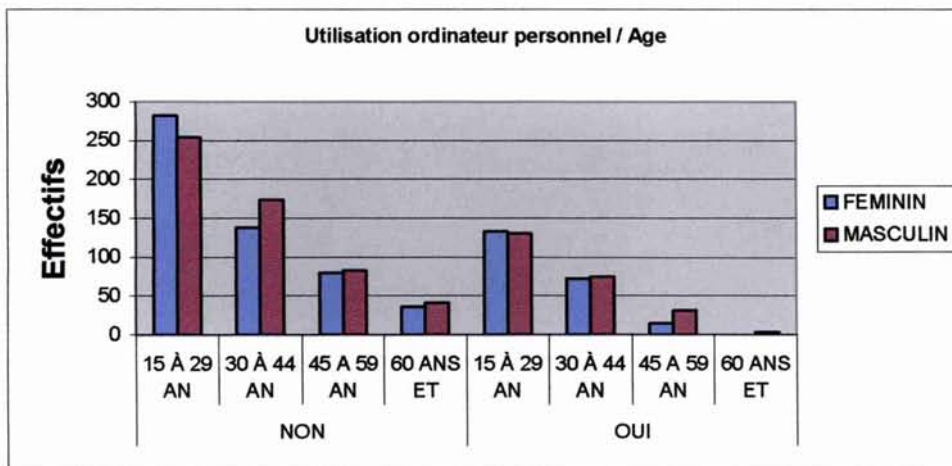
*« L'ordinateur va servir à quoi pour quelqu'un qui vit au village ? Peut-être le téléphone portable peut lui être utile parce qu'on peut l'utiliser pour joindre facilement ses parents ou ses enfants ».*

De plus, on constate que les femmes en matière informatique, ne sont pas aussi ignorantes comparées aux hommes. Elles s'intéressent aussi bien que les hommes à l'ordinateur. L'assertion selon laquelle la femme est réfractaire à la machine ne se vérifie pas dans notre enquête. Les résultats nous révèlent que l'utilisation de l'ordinateur n'est pas fonction du sexe, car hommes et femmes savent utiliser l'ordinateur dans des proportions à peu près semblables ; des

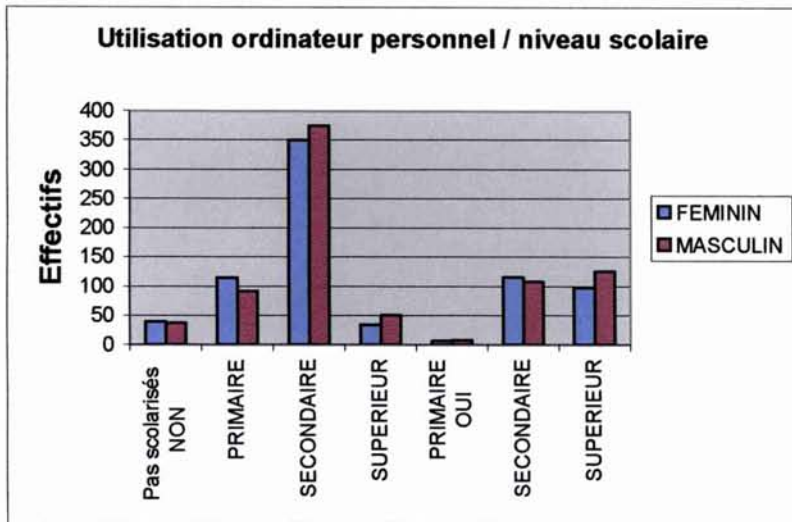
29.61% d'interviewés qui savent utiliser un ordinateur, 14.16% sont des femmes contre 15.45% des hommes. Par contre, l'utilisation est fortement corrélée avec le milieu de résidence ; c'est en milieu urbain que la majorité des utilisateurs se trouve : 64% ; les hommes dominant les femmes.



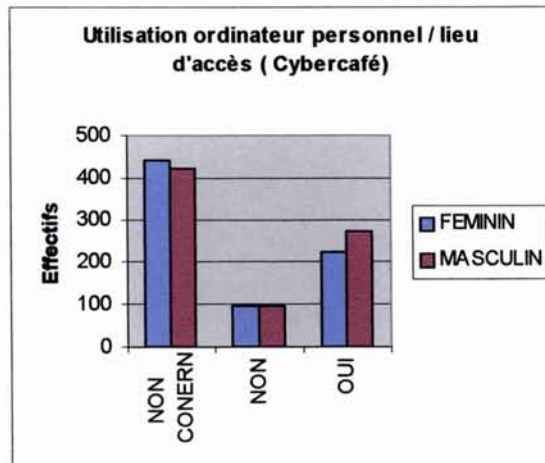
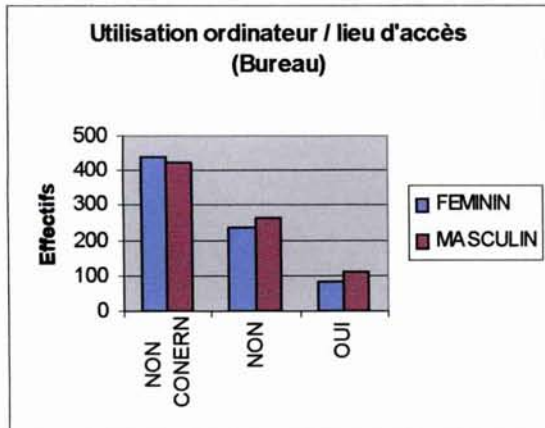
L'âge est un facteur déterminant; c'est dans la tranche 15 – 29 ans que l'on observe un grand engouement aussi bien chez les femmes que chez les hommes et surtout chez les étudiants et élèves. La démarcation au détriment des femmes commence à se faire ressentir à partir de la tranche 45-59 ans. Ceci s'explique car les femmes de cette catégorie d'âge sont moins ouvertes à l'outil informatique et généralement sont actives dans des travaux ne nécessitant pas son utilisation.

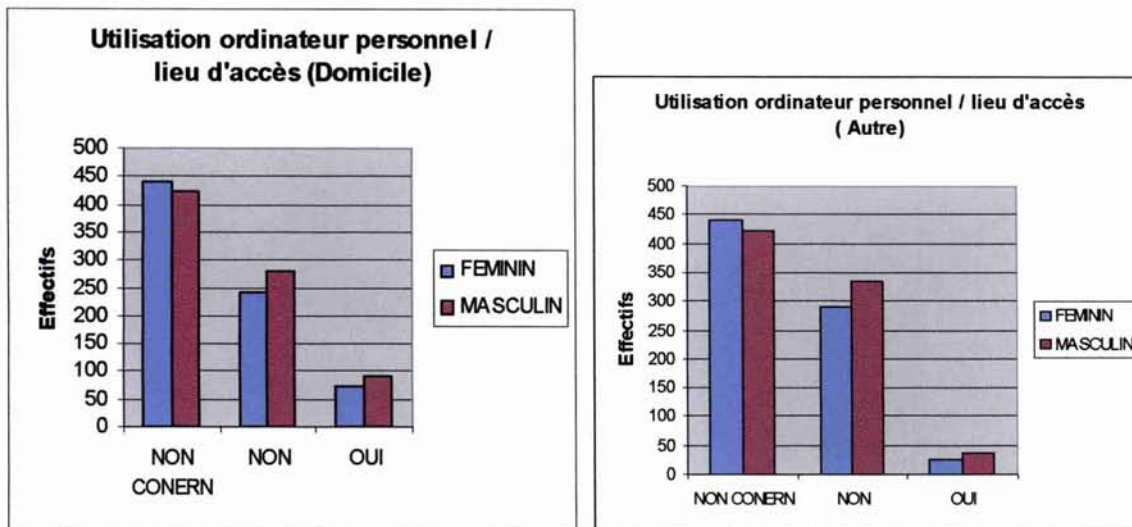


Le niveau scolaire est proportionnel à l'utilisation de l'ordinateur beaucoup plus chez les hommes que chez les femmes car on observe que les femmes de niveau secondaire savent plus utiliser un ordinateur que celles de niveau supérieur. C'est au niveau supérieur que les hommes ont une certaine longueur d'avance sur les femmes : 56.1% d'hommes contre 43.9% de femmes.



Femme comme homme utilisent l'ordinateur occasionnellement et dans le meilleur des cas une ou plusieurs fois par mois généralement pour leurs activités personnelles de traitement de texte et de navigation sur Internet. Les lieux d'accès public (bureau et cybercafé) sont les plus sollicités aussi bien par les femmes que par les hommes, à cause principalement du faible moyen financier dont dispose les familles camerounaises. Un grand nombre d'enquêtés nous ont témoigné leur envie de posséder leur propre machine mais leur faible pouvoir d'achat les limite. Il faut souligner qu'au Cameroun, malgré la détaxe à l'importation des ordinateurs entre les années 2000 et 2004, leur coût sur le marché reste encore élevé par rapport à la bourse du camerounais moyen. En moyenne, un ordinateur neuf coûte 800 000cfa, ce qui représente près d'un an de salaire d'un cadre moyen de la fonction publique.



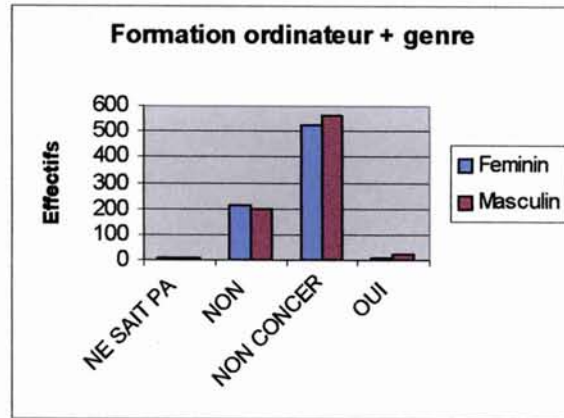
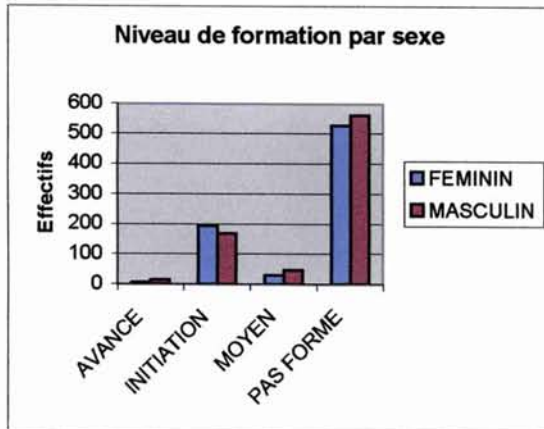


Une des contraintes fortes qui est ressortie de l'enquête expliquant la non-utilisation de l'ordinateur par les femmes est le manque de temps ; Elles doivent se partager entre leur rôle de reproduction (mère), de production et de vie sociale, ce qui leur laisse très peu de temps aux autres activités.

Même si la majorité des répondants (en moyenne 82%) n'ont pas suivi de formation à l'utilisation de l'ordinateur, les femmes beaucoup plus que les hommes savent l'utiliser grâce à une formation formelle qu'elles ont reçue. Sur ce plan, il faut dire que l'esprit vif des hommes en matière de sciences et techniques les amène généralement à se former soient par eux-mêmes, soient par un tiers ou sur le tas.

*« Les philosophes féministes qui s'intéressent aux sciences ont fait remarquer que les structures cognitives des femmes diffèrent de celles des hommes, ce qui influe sur l'attitude et l'approche féminine face à l'utilisation des TIC », Rathgeber 2000.*

A noter qu'au Cameroun, l'enseignement de l'informatique dans les lycées et collèges fait partir du programme scolaire seulement depuis 2003. Pour ceux et celles qui ont reçu une formation que ce soit en privé ou en académique, il s'est agit dans la majorité des cas de cours d'initiation, faisant rarement appel aux questions de genre. Les femmes à 53.4% et les hommes à 46.6% se sont limités au cours d'initiation. Par contre pour le niveau avancé, les hommes prennent largement le devant avec 70% contre 30% des femmes.



**D'après notre échantillon, l'accès et l'accessibilité à l'ordinateur ne constituent pas un problème de genre car homme ou femme connaît et utilise un ordinateur à proportion à peu près égale, même si très peu d'enquêtés savent l'utiliser. L'utilisation de l'ordinateur est fortement liée au milieu de résidence, inversement proportionnel à l'âge et corrélée avec le niveau d'éducation aussi bien chez la femme que l'homme.**

#### IV - GENRE ET INTERNET

Même si la majorité des camerounais et camerounaises enquêtés (86.43%) ont déjà entendu parler d'Internet et reconnaissent les avantages qu'il procure, son usage reste encore timide et limité pour plusieurs raisons : accès et accessibilité limitée, coût élevé, manque d'intérêt et, pour la femme en particulier, manque de temps et faible contrôle de son agenda. 20% des femmes naviguent sur Internet contre 22% d'hommes.

*« Ma sœur est mariée à un blanc grâce à internet, elle nous a envoyé deux voitures qui font la ligne du village. C'est un outil important », Commerçant à Douala.*

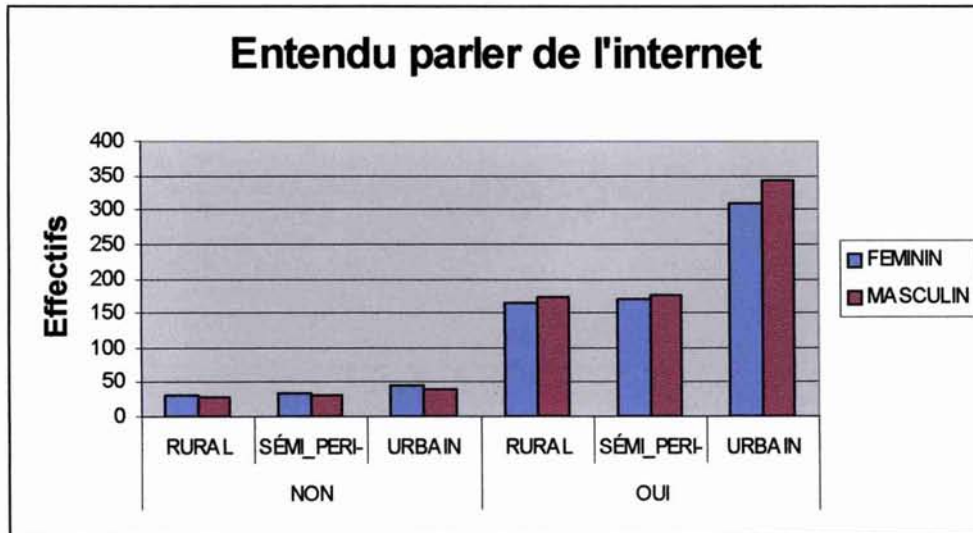
*« Je trouve que l'Internet est mieux que la poste, parce que lorsque tu envoies un message par Internet, tu es sûr qu'il va arriver chez son destinataire et en très peu de temps. On peut l'utiliser pour informer facilement un parent qui est à l'étranger s'il y a deuil dans la famille », Commerçant à Douala.*

Le milieu de résidence est un facteur déterminant dans son accessibilité et son usage. C'est ainsi qu'en milieu rural et dans une certaine mesure en milieu péri-urbain où les infrastructures d'accès sont peu disponibles, les individus ne sont pas en mesure de bénéficier des bienfaits qu'offre Internet. Cet état des lieux pénalise davantage la femme que l'homme, car la majorité de la population féminine camerounaise se trouve en milieu rural.

*« Je sais très bien ce qu'est Internet, mais ce n'est pas facile pour nous qui sommes au village. Je me connecte une fois par mois quand je vais à Yaoundé, parce qu'ici à Sa'a, il n'y a même pas de téléphone fixe, donc pas d'Internet », Lycéenne dans une zone rurale située à environ 80 Km de la capitale Yaoundé.*

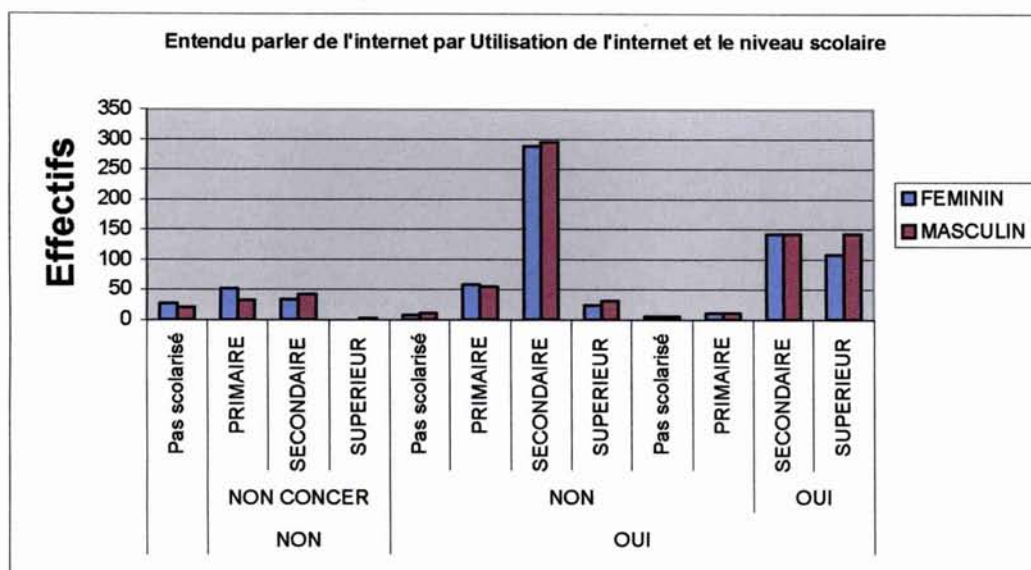


*«Je viens de Foumban rural et j'entends parler d'Internet. C'est quoi Internet, ça sert à quoi ? Il n'y a pas ça dans mon village », Jeune vendeur à la sauvette à Deido-Douala.*



La population jeune, surtout les élèves et les étudiants, reste la plus avertie, que ce soit en terme de connaissance que d'usage d'Internet. Ce sont surtout les jeunes des deux sexes de niveau secondaire qui sont les plus grands utilisateurs.

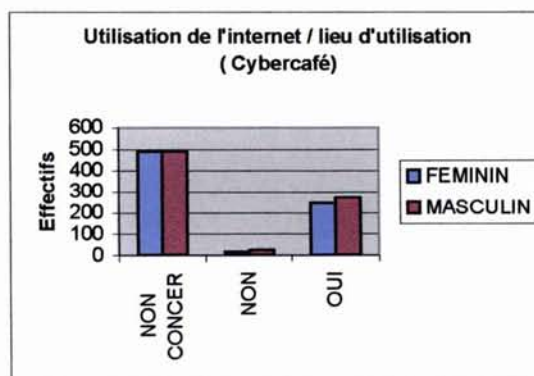
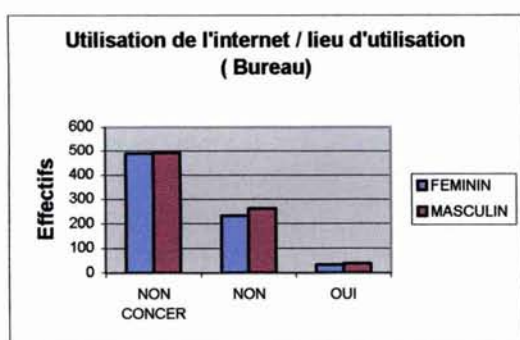
*« Je passe au moins 2 heures par semaines au cyber et sur Internet. C'est une véritable révolution ces TIC. Vous rendez-vous compte, nos enseignants nous communiquaient en début d'année la liste des ouvrages utiles pour nos études, mais nous ne pouvions pas les trouver la plus part du temps sur le marché et dans nos bibliothèques. Nous avions tous les problèmes pour faire nos devoirs. Aujourd'hui, nos recherches sont plus facilités, car il nous suffit d'aller sur Internet et lancer la recherche pour nous retrouver avec un large éventail d'informations», Etudiante à Yaoundé.*

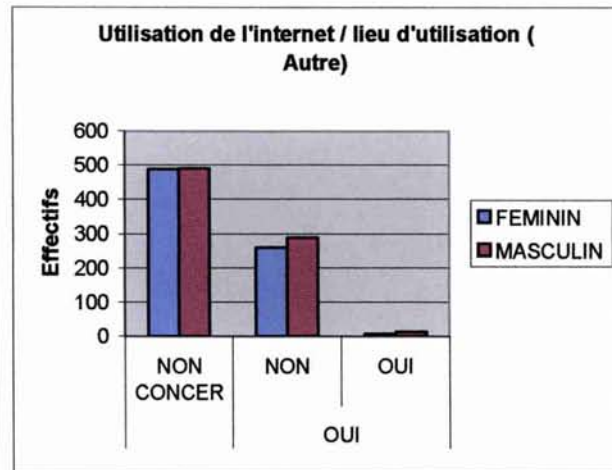
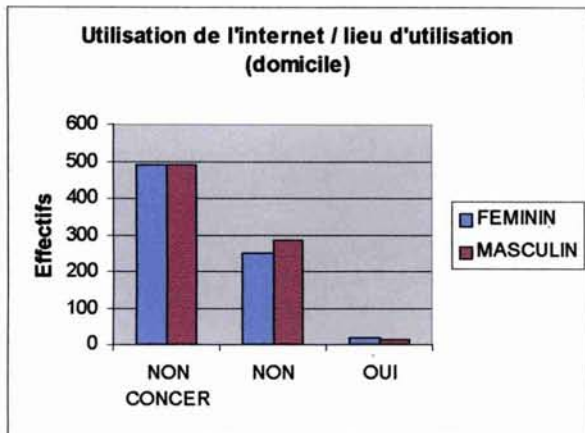


A cause du coût élevé de connexion, sa fréquence d'utilisation est réduite ; rares sont ceux et celles qui naviguent journalièrement. Hommes et femmes utilisent Internet surtout pour la messagerie électronique et ensuite la recherche documentaire et sur ce plan, les hommes ont une avance sur les femmes. Ce constat témoigne de deux choses :

- Les coûts d'accès et d'utilisation étant chers, les gens naviguent au strict minimum ;
- Le manque de formation à Internet fait en sorte que les gens sont limités dans l'utilisation de cet outil.

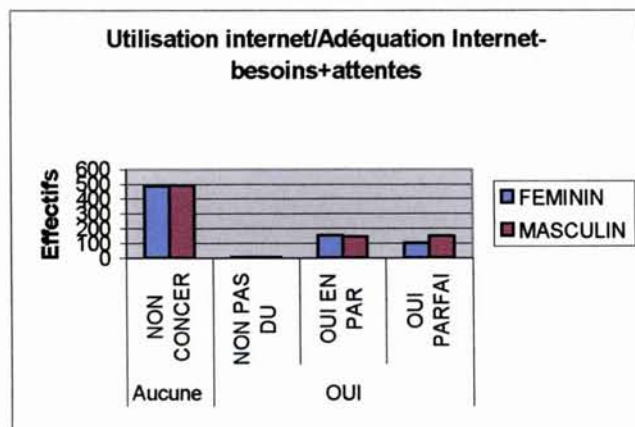
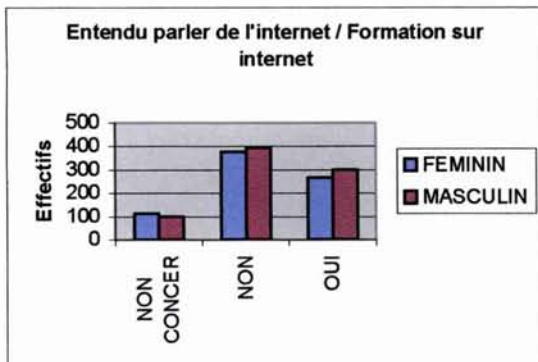
Comme l'ordinateur, et pour les mêmes raisons pécuniaires, en plus de la faible disponibilité en ligne fixe, les lieux d'accès les plus courus sont, sans distinction de sexes, les espaces communautaires et les bureaux.





En général, la plupart des enquêtés trouvent leur compte en naviguant, même si la satisfaction totale des femmes est moindre que celle des hommes. Ils naviguent pour la majorité des cas, sans avoir reçus de formation aussi bien formelle que non formelle. Pour les rares qui ont suivi une formation, les relations de genre sont rarement abordées.

*« J'ai entendu parler de Internet, je l'utilise même souvent pour communiquer, chatter, mais je ne suis pas encore satisfaite du résultat car je n'ai pas encore trouver le mari "blanc" dont je suis à la recherche », jeune dame a Bandjoun, zone rurale a l'Ouest du Cameroun.*



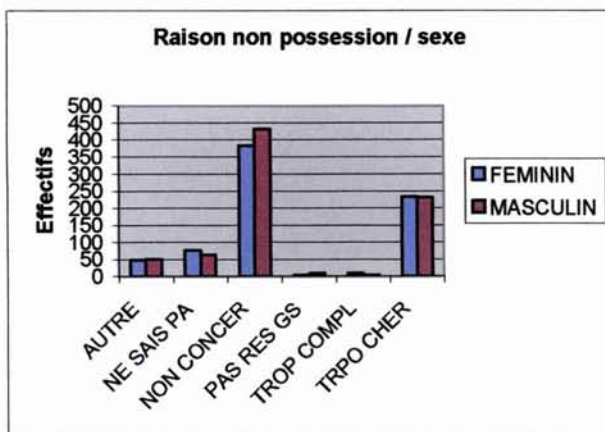
**Même si en général l'accès et l'accessibilité à Internet constituent un obstacle à son utilisation, ils ne représentent pas un problème de genre, car homme ou femme l'utilise à peu près à proportion égale. Par contre, le milieu de résidence, l'âge et le niveau scolaire influencent fortement son utilisation. Plus on est jeune, d'éducation élevée et vivant en ville, plus la propension à la navigation sur Internet est élevée pour des besoins surtout de messagerie électronique.**

## V - GENRE ET TELEPHONE MOBILE

Le téléphone mobile reste, dans les nouvelles TIC, l'outil le mieux et le plus apprivoisé par la population aussi bien féminine que masculine ; les hommes beaucoup plus que les femmes. 46.5% de femmes en possèdent contre 53.4% d'hommes.

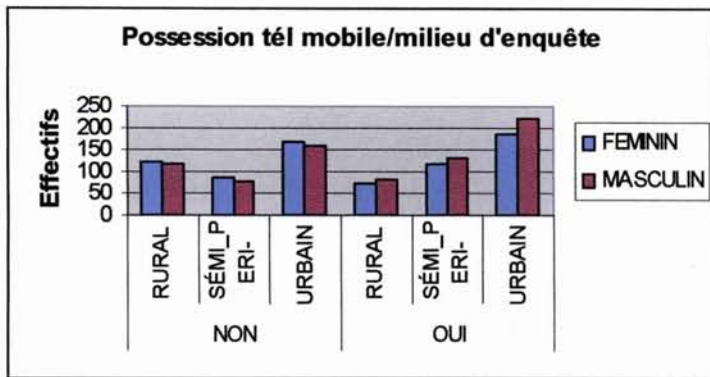
Pour les adultes, surtout les femmes, ne possédant pas de téléphone, la raison en est son coût élevé d'acquisition et d'utilisation. Même pour ceux et celles qui en possèdent, ils font parfois recourt aux portables des tiers personnes ou des « call box » qui sont des points d'accès public situés au bord de la route. Ce comportement généralement observé chez les femmes qui utilisent surtout les téléphones des « call box » traduit un fait : les communications en passant par un « call box » coûtent moins chères que lorsqu'on utilise son portable. Une minute de communication dans un call box coûte en moyenne 175 francs CFA comparativement à 250 francs CFA pour la carte téléphonique. Notons aussi que les téléphones portables que les femmes possèdent sont parfois des cadeaux offerts par un tiers. Ayant en général des moyens financiers plus limités que ceux des hommes, elles vont se rabattre soient vers les call box, soient vers les parents ou amis pour faire leurs appels.

*« J'ai un téléphone portable mais je vais très souvent au call-box parce que le prix de la minute de communication y est moins élevé que lorsque j'appelle de mon portable. Si votre étude peut faire que les prix baissent, ce serait un très bonne chose et ça pourra permettre que chacun s'achète un portable et que ceux qui en ont un l'utilisent davantage pour leurs affaires. », Couturière à Yaoundé.*



Une fois de plus c'est en milieu urbain que la propension à la possession et à l'utilisation du mobile est la plus forte en raison du pouvoir d'achat des citadins plus élevé que celui des ruraux et de la faible couverture du réseau en zone rurale. C'est aussi en milieu urbain que la démarcation homme-femme est la plus accentuée.

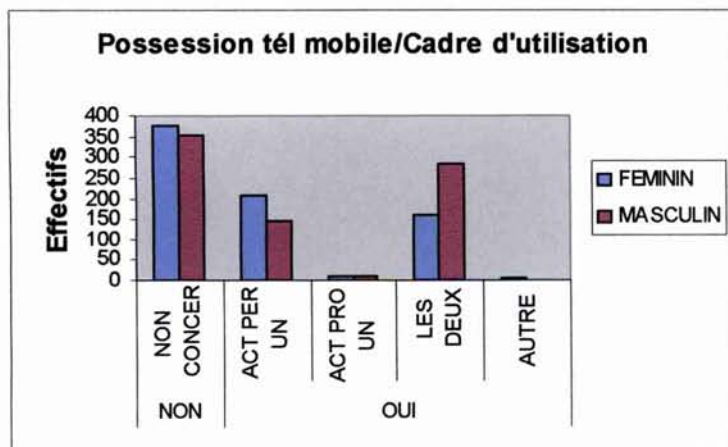
*« Je fais des affaires et le portable est très utile dans mon travail, seulement il n'y a pas le réseau dans notre ville. J'ai un poste, mais je ne peux l'utiliser que quand je voyage dans une zone où il y a le réseau, j'espère que vous allez faire quelque chose pour que nous ayons aussi le réseau ici », une agricultrice et commerçante de Ngoro, zone rurale de la province du centre.*



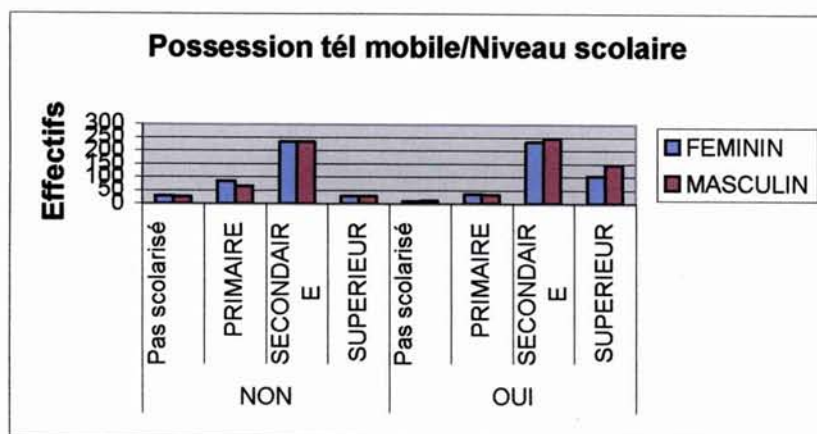
Quand les femmes utilisent leur téléphone pour régler surtout leurs problèmes personnels, les hommes s'en servent généralement pour leurs activités personnelle et professionnelle. Ceci s'explique par le fait que la majorité des femmes enquêtées n'occupaient pas de poste professionnel dans le sens qu'elles sont employées dans une organisation.

*« Ma maman souffre d'hyper tension, j'étais très régulier au village. Depuis que je lui ai offert un téléphone, elle m'appelle quand il y a un problème et je ne me déplace que rarement, sauf s'il y a véritablement urgence ».*

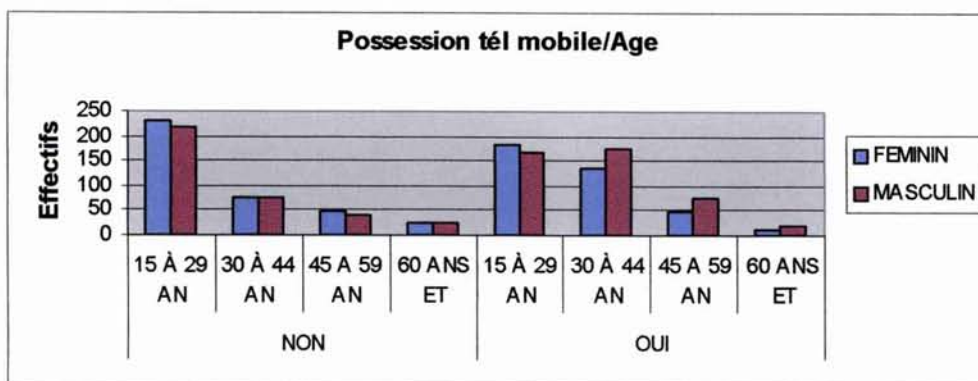
*« Avec le téléphone portable, je n'ai plus besoin de me déplacer pour mes commandes, j'appelle mon fournisseur et quelques temps après, je reçois ma livraison, donc je fais plus de bénéfice », vendeur de cigarette au détail à Douala*



Lorsqu'on observe le niveau scolaire, on constate qu'il n'est pas fortement proportionnel à la possession du téléphone mobile que ce soit chez la femme ou l'homme. C'est au niveau secondaire que la propension à l'utilisation du portable est forte : 28.4% de femmes contre 30.2% d'hommes. Alors qu'au niveau supérieur, 12.73% de femmes en possèdent contre 17.76% d'hommes. Cette tendance s'explique par le fait que la majorité des répondants étaient de niveau secondaire.



Par contre l'âge est inversement proportionnel à l'acquisition du téléphone. C'est dans la catégorie 15-29 ans que l'utilisation du mobile est la plus importante ; les femmes ayant un léger avantage sur les hommes. La situation se renverse dans les autres tranches d'âge.



Bien que la majorité des répondants ait reconnu la place importante sur le plan socio-économique que joue le téléphone portable dans la vie des communautés, certains, surtout les hommes, estiment que c'est un outil qui cause beaucoup plus de tort dans la société qu'il n'en répare.

*« Le téléphone portable a accentué les débauches dans les ménages. Pour moi c'est un outil qui sert à mentir son partenaire, sa ou son conjoint(e) bien que c'est un outil utile », artisan en zone péri-urbaine.*

*« Mon mari n'accepte pas que j'ai un téléphone portable, plusieurs fois je lui ai demandé de m'en offrir un, il me répond que si je veux le divorce, je n'ai qu'à le lui dire », ménagère à Édéa.*

**Comme les autres TIC, ordinateur et Internet, l'accès et l'accessibilité au téléphone mobile ne constituent pas un problème de genre. Il est même parmi les trois TIC étudiées, le plus apprivoisé au sein de la population aussi bien féminine que masculine. À cause du coût élevé d'utilisation du mobile, les femmes beaucoup plus que les hommes font recourt parfois aux téléphones des tiers. Le niveau scolaire n'est pas fortement corrélé avec l'acquisition et l'utilisation du portable ; par contre l'âge est inversement proportionnel à son utilisation surtout chez les femmes.**

## **3<sup>ème</sup> PARTIE : INDICATEURS DE LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE**

Cette partie qui est en fait la résultante de la section précédente, interprète la fracture numérique de genre sous l'angle d'un certain nombre d'indicateurs et d'indices que l'on s'est définis et calculés (voir annexe 2, Tableau synthétique des indicateurs) en fonction de nos quatre domaines stratégiques (contrôle, contenu, capacités et connectivité).

La problématique de genre dans le secteur des TIC au Cameroun révèle que hommes et femmes n'utilisent pas, n'ont pas accès ou ne bénéficient pas de ces technologies de la même façon. Les pesanteurs sociales, culturelle, économique, éducationnelle ou politique font en sorte que même lorsque la volonté y est, le passage à l'acte est une autre réalité. Cet état de fait affecte beaucoup plus la femme que l'homme à s'investir dans le secteur.

Bien que les TIC soient reconnues comme outils de promotion et de valorisation du capital humain, beaucoup reste encore à faire pour qu'ils soient à la portée de tous et de toutes. L'incidence des TIC sur les femmes et les hommes est fonction de plusieurs facteurs que l'on peut regrouper sous l'appellation des 4C (contrôle, contenu, capacités et connectivité) correspondant aux quatre domaines stratégiques où l'impact des TIC est significatif.

Comme l'on pouvait s'y attendre, au Cameroun, au regard de notre échantillon, **il y a une réelle FNG en faveur de l'homme**, d'après notre échelle de mesure (voir annexe 3, Échelle de mesure de la fracture numérique de genre). **L'indicateur synthétique de FNG est de 0.81**, selon notre mode de calcul qui est l'indicateur de la femme sur celui de l'homme. Ce chiffre global masque des disparités de genre en fonction du domaine d'observation.

### **I - INDICATEUR DE CONTROLE**

On entend par contrôle la participation des hommes et des femmes aux décisions prises dans le secteur des TIC. Le contrôle, parmi les autres domaines stratégiques, est prioritaire car c'est lui qui permet une meilleure appropriation des TIC. Au Cameroun, il faut dire que le secteur des TIC reste encore masculin à tous les niveaux et plus particulièrement au niveau du contrôle. D'après notre enquête, les femmes participent très peu à la prise de décision parce qu'elles sont très minoritairement présentes dans les sphères de pouvoir. En fonction des variables qu'on s'est définies, **l'indicateur de contrôle révèle un gouffre numérique de genre en faveur de l'homme de l'ordre de 0.41.**

#### **I.1 Le genre dans les sphères de décision**

Le résultat obtenu reflète la réalité de la société camerounaise où les femmes n'ont pas assez de contrôle sur le cours des affaires publiques en général et celles des TIC en particulier. Lorsqu'on regarde l'échiquier politique en général et en particulier les sphères de décisions au Cameroun, on se rend compte que les femmes sont très peu représentées là où les décisions se prennent. Cette faible représentation de la femme est le fruit de plusieurs facteurs dont essentiellement celui de

stéréotype socio-culturel dans la société camerounaise. Même si la femme a moins de capacité intellectuelle que l'homme pour prendre les commandes des affaires, cette lacune n'est pas proportionnelle à sa faible représentativité dans les sphères décisionnelles. Au niveau de l'Assemblée Nationale, on a seulement 9% de femmes Députés et c'est le même taux qu'on observe au niveau du Gouvernement. Dans les instances publiques et parapubliques du secteur des TIC, c'est le même scénario. Au MINPOSTEL, ministère en charge des TIC, le poste le plus élevé occupé par une femme est celui de conseiller technique et on a qu'une seule femme à ce niveau, il en va de même au ministère de la communication en charge des contenus. De même à CAMTEL, à l'ART les femmes sont peu visibles à la haute hiérarchie.

Cet état des lieux s'observe aussi dans notre échantillon où seulement 17% des femmes occupent des positions stratégiques au sein des institutions enquêtées.

Le système camerounais est conçu de telle sorte que la femme, même à compétence égale ou supérieure à celle de l'homme, ne peut pas accéder à certains postes stratégiques et plus loin, on observe une certaine acceptation de la situation par les femmes elles-mêmes et une faible motivation ou prise de conscience des femmes lorsqu'il s'agit de soutenir une candidature féminine à un poste. Ne dit-on pas que « *l'Homme est un loup pour l'Homme* ».

Lorsqu'on prend l'indicateur de contrôle par sexe, **0.55 pour l'homme et 0.22 pour la femme**, on constate que l'indice de l'homme est un peu plus du double de celui de la femme. Cet écart n'est pas assez grand au regard de la place de la femme camerounaise dans les instances publique, privée et domestique de la société. Si l'on prend le secteur public, la politique genre préconise qu'au moins 30% de l'effectif soit féminin ; quota qu'aucun ministère n'a encore atteint. Ce qui a en quelque sorte biaisé le résultat de notre enquête, c'est que les variables utilisées pour calculer l'indicateur comprennent aussi les instances économique et de la société civile qui ont une approche tout à fait différente de celle du secteur public.

## **I.2 Prise en compte du genre dans les politiques TIC**

Une des conséquences de ce gouffre numérique de contrôle en faveur de l'homme, est que les politiques TIC, lorsqu'elles existent, ne prennent pas suffisamment en compte les préoccupations de genre. Rares sont les institutions qui ont défini clairement une politique genre et TIC. Même au MINPOSTEL, la politique en place reste très vague, voire inexistante en ce qui concerne l'équité de genre ; la priorité est le développement des infrastructures. Au niveau du MINPROFF, même s'il est reconnu l'importance des TIC dans le développement harmonieux de la femme, le ministère n'a pas élaboré de manière distincte une politique genre et TIC. Les institutions enquêtées prétendent respecter l'équité de genre dans leur politique, pourtant dans la réalité, il en est autrement. Le genre se limite très souvent à l'effectif de la population féminine dans l'organisation et lequel effectif, est fortement concentré au niveau des postes d'agent. Généralement les personnes (qui sont majoritairement les hommes) en charge d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques, ne sont pas sensibilisées ou formées aux questions de genre dans leur approche méthodologique.



## II - INDICATEUR DE CONTENU

Le contenu fait référence ici à l'information véhiculée à travers Internet et aux espaces de communication répondant aux besoins pratiques (de court terme), et stratégiques (long terme) des hommes et des femmes dans des langues et des formats adéquats.

### II.1 Catégories et adéquation des contenus aux besoins exprimés

Les hommes et les femmes de notre échantillon naviguent sur Internet essentiellement pour les besoins de messagerie électronique (15.19% de femmes et 15.38% d'hommes) et dans une certaine mesure, les étudiant(e)s, pour la recherche documentaire (9.44% de femmes contre 12.48% d'hommes). Le champ d'utilisation d'Internet ainsi circonscrit, les enquêtés ont trouvé les contenus pertinents. Des 36.65% d'internautes, pratiquement la totalité sont satisfaits: 16.74% de femmes contre 18.88% d'hommes ; les 1% qui ne sont pas satisfaits, ne le sont pas pour des raisons essentiellement de lenteur dans la connexion à internet. Le problème de langue ne s'est vraiment pas posé au sein de la population car pour la plupart, elle était alphabétisée et scolarisée en général et numériquement aussi, et pour ceux et celles qui ne l'étaient pas, Internet « *pour quoi faire* ». En milieu rural ou la langue peut constituer un facteur de blocage, Internet n'est presque pas disponible.

La pertinence des contenus doit être comprise ici comme la satisfaction en terme de fiabilité technique de la messagerie électronique. D'autre part, pour ce qui est de la recherche documentaire, les étudiants (es) sont satisfaits parce qu'ils comparent la situation avant l'avènement de l'Internet ou ils étaient limités à faire leur recherche dans des bibliothèques vides de références, « des bibliothèques que de nom ». **L'indice de contenu signale une fracture numérique de genre en faveur de la femme de l'ordre de 1.13.** Ce résultat s'explique car la majorité des femmes enquêtées naviguent sur Internet uniquement pour le courrier électronique, pour satisfaire leurs besoins immédiats. Selon elles, elles trouvent leur compte car chaque fois qu'elles envoient des messages, ils arrivent à destination à temps et elles ont un retour pour ceux qu'elles attendent. Ce constat révèle un autre point à savoir que le manque ou la faible formation des femmes en général et en particulier des TIC comparée aux hommes, les limitent dans leur possibilité d'explorer toutes les potentialités qu'offrent internet.

### II.2 Genre dans les contenus virtuels

Une des variables de mesure de l'indicateur de contenu est le pourcentage de produits électroniques nationaux traitant du genre. Au Cameroun, très peu de sites enregistrés sous ".cm", soit environ 10%, se préoccupent ou abordent les questions de genre. Ce faible pourcentage de sites "genriste" explique en partie pourquoi les femmes sont limitées dans leur usage d'Internet. Ne voyant pas de grand intérêt sur la toile, elles naviguent surtout pour satisfaire leurs besoins immédiats.

### **III - INDICATEUR DE CAPACITES**

La capacité renvoie aux aptitudes, aux moyens dont disposent les hommes et les femmes pour tirer le maximum des TIC et ainsi améliorer leur situation. **La valeur de l'indicateur de capacités est de 0.97, cela traduit une fissure numérique de genre en faveur de l'homme.** Ce résultat démontre que dans notre échantillon, hommes et femmes ont à peu près les mêmes capacités intellectuelles pour accéder ou utiliser les TIC.

En effet, la différence de scolarisation entre les hommes et les femmes enquêtées n'est pas très significative d'après nos résultats ; 46.36% de femmes sont allées à l'école contre 51.13% d'hommes.

#### **III.1 Scolarisation/Formation**

Ce constat ne corrobore pas avec la réalité de la société camerounaise (voir 1<sup>ère</sup> partie), car en général, l'homme a plus de facilités que la femme que ce soit en terme de scolarisation, de formation, de pouvoir d'achat, de disponibilité en temps, pour bénéficier davantage des TIC. L'indicateur ainsi trouvé s'explique par le fait que la population féminine enquêtée est une population alphabétisée/scolarisée en général et numériquement aussi. En plus, elle dispose d'information sur les enjeux liés aux TIC et de ce fait, exprime peu de difficultés d'accessibilité et d'utilisation des TIC par rapport à la moyenne des femmes. Le facteur scolarisation ne constitue pas un handicap pour la femme. En plus du fait que ces femmes ont un niveau d'éducation acceptable, il y a dans l'environnement camerounais des incitatifs et programmes qui concourent à faciliter l'accessibilité de l'outil informatique et de l'Internet aux femmes. Notons aussi que les facteurs âge et milieu de résidence ont contribué à réduire la fracture numérique de genre en terme de capacité. L'échantillon était constitué en majorité de jeunes, et ce sont eux qui sont généralement plus portés aux TIC que les moins jeunes ; 51.7% était des jeunes de moins de 30 ans contre 29.7% des jeunes de 30 à 44 ans. De même, c'est en milieu urbain que le gros des enquêtés ont été interviewés et c'est dans ce milieu que l'on retrouve plus de femmes ou d'hommes éduqués qu'en zone rurale et que les TIC sont plus disponibles : 47.6% des enquêtés étaient des urbains contre 26.8% des péri-urbains et 25.7% des ruraux.

#### **III.2 Genre et formation numérique**

En matière de formation en informatique ou à Internet en général, hommes et femmes utilisent l'ordinateur ou naviguent sur Internet sans avoir reçu de formation, qu'elle soit formelle ou informelle. En moyenne seulement 17.5% des enquêtés ont reçu une formation en informatique et 15% en Internet. La démarcation entre les hommes et les femmes est insignifiante ; quand 6.72% de femmes naviguent sur Internet grâce à une formation quelconque, 8.27% d'hommes sont dans la même situation et pendant ce temps, pour ce qui est de la formation informatique, les femmes prennent un très légère avance : 17.58% des femmes contre 17.45% d'hommes. Ce faible écart de genre en terme de formation numérique est le fruit de plusieurs facteurs dont on peut relever quelques-uns à savoir : l'instauration obligatoire de l'enseignement de l'informatique depuis 2003 dans les écoles secondaires et notre échantillon est constitué d'un bon nombre d'élèves et d'étudiants. A cela on peut ajouter l'impact du programme de l'Institut Africain d'Informatique de Yaoundé, « Opération 100 000 femmes formées d'ici 2010 à l'outil informatique » sur la masse critique de la population féminine capable d'utiliser les TIC.

## **IV- INDICATEUR DE CONNECTIVITE**

La connectivité est non seulement l'accès physique et matériel aux TIC, mais aussi son accessibilité sociale en termes de temps, coût et lieu. Avec leur triple rôle de reproduction, de production et de vie sociale, on peut à priori dire que les femmes, même avec toute la volonté, sont limitées dans leur effort de s'investir dans les TIC. La grande majorité d'entre-elles ne sont pas en mesure de fréquenter les lieux de connexion en temps voulu. Cette observation ne se vérifie pas dans notre échantillon car en matière de connectivité, l'accès ou l'accessibilité ne constitue pas un problème de genre: hommes et femmes ont accès aux TIC à proportion à peu près semblable. **L'indice calculé est de 0.96 qui témoigne d'une fissure numérique de genre en faveur de l'homme.**

### **IV.1 Accès/Accessibilité aux TIC**

Ce faible écart numérique de genre est le fait que les femmes enquêtées étaient pour la plupart des jeunes scolarisées des milieux urbains, n'exprimant pas particulièrement des difficultés à accéder aux TIC. Même si les facteurs temps et coût, contrairement au lieu ou à l'éducation, ont constitué pour certaines un élément de blocage, cela n'a pas empêché ces femmes d'utiliser des moyens contournés pour accéder aux TIC. C'est ainsi qu'elles vont faire recourt aux tiers personnes (enfants, amis, parents) pour s'insérer dans la société de l'information. Ce phénomène s'observe surtout en milieu urbain pour ce qui est de l'ordinateur et de Internet ; car contrairement au téléphone mobile, l'utilisation de ces deux outils nécessite un minimum d'éducation scolaire. Pour le téléphone portable, elles sont même plus avantagées que les hommes bien qu'elles ne disposent pas toujours les moyens financiers pour se les procurer. Elles les obtiennent parfois en cadeau, ce qui est assez rare chez l'homme. Il faut dire qu'au Cameroun, en matière d'accès aux TIC, des efforts se font sentir, que ce soit au niveau du secteur public avec la mise en place de programmes de vulgarisation des TIC dans les écoles ; de même que la politique de défiscalisation de l'outil informatique entre les années 2000 à 2004, du secteur privé avec la prolifération des cybercafés à coût devenu de plus en plus abordable, en moyenne 375cfa l'heure de connexion, des téléphones portables à 25 000cfa ; ou des organismes de coopérations bilatérale ou multilatérale avec des programmes de vente d'ordinateurs reconditionnés à moindre coût.

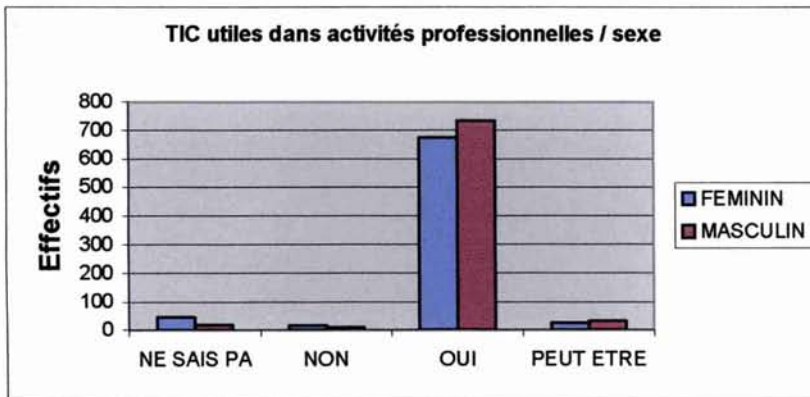
### **IV.2 Difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC**

La valeur de l'indicateur de connectivité nous renseigne que, en matière d'accessibilité aux TIC, hommes et femmes ont à peu près les mêmes chances d'y accéder. La femme, à ce qu'on pourrait croire, n'éprouve pas d'énormes difficultés comparées aux hommes. Ce constat global ne signifie pas qu'hommes et femmes expriment les mêmes difficultés. Pendant que les femmes expriment surtout des difficultés en terme de disponibilité en temps, les hommes mentionnent le manque de moyens financiers. Des variances sont observées en fonction du milieu de résidence, de l'âge et du niveau de scolarisation. Il est indéniable qu'en milieu rural, où l'accès et l'accessibilité sont limités, les femmes comme les hommes, peu importe leur niveau, âge ou classe sociale, ne pourront pas prétendre utiliser les trois TIC au même titre que les habitants des villes.

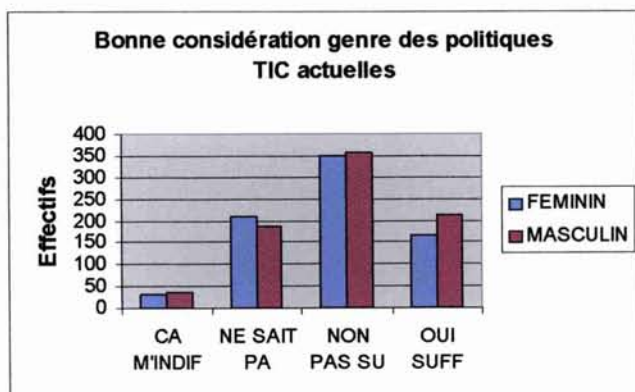
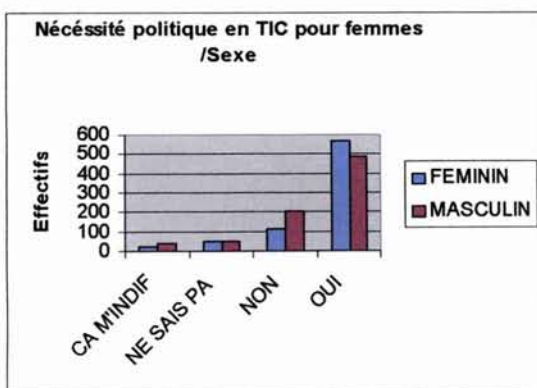
## CONCLUSION

L'étude nous a permis de constater que les TIC, même si elles restent encore un secteur dominé par les hommes, les femmes de plus en plus s'y intéressent. Les résultats de l'enquête nous révèlent **une fracture numérique de genre en faveur de l'homme avec un indicateur synthétique qui se situe autour de 0.81**. Cette fracture est particulièrement tangible au niveau du contrôle et du contenu ; par contre, elle est insignifiante pour ce qui est de la capacité et de la connectivité. Ce constat pour ces deux domaines ne signifie pas que la femme bénéficie des mêmes avantages que les hommes dans la société camerounaise. Elle reste toujours confrontée aux obstacles culturels, en matière d'éducation, de finance et de prise de décision.

Il est indéniable qu'homme et femme reconnaissent l'importance des TIC en tant qu'outil de développement socio-économique dans la vie de la communauté, même s'ils ne l'utilisent pas à proportion égale de leur reconnaissance.



Des trois TIC étudiées, les hommes plus que les femmes estiment que les femmes bénéficient équitablement de ces outils et parfois même davantage, lorsqu'il s'agit du téléphone portable. Les contraintes auxquelles font face les femmes en matière de TIC sont par ordre d'importance : l'insuffisance des moyens financiers, le manque de temps, le manque de formation et la faible capacité de décision. Il faut mentionner à ce niveau que la femme camerounaise est très peu soumise, très vite elle prend son autonomie. Les hommes comme les femmes, en majorité les femmes, pensent que, pour que les femmes bénéficient encore plus des TIC, la nécessité de mettre en place des politiques et programmes spécifiques aux femmes s'imposent car les stratégies actuelles ne prennent pas suffisamment en compte les questions de genre.



## RECOMMANDATIONS

Au terme de notre étude et au vu des résultats de notre enquête, il se dégage deux principaux constats :

- Les données sociales désagrégées par sexe dans le domaine des TIC sont rares voire inexistantes ;
- Même si la fracture numérique de genre est nette en faveur de l'homme, la femme camerounaise, de plus en plus, s'intéresse et s'approprie les TIC.

Au regard de ces deux éléments, nos recommandations iront dans le sens de la mise en place de mécanismes permettant de résorber ce vide en terme de données et de renforcer ou d'améliorer la place de la femme camerounaise dans cette société de l'information. Il s'agira pour ce qui est des données, de créer un dispositif de veille technologique impliquant les principaux acteurs et ayant en son sein l'expertise genre.

Afin d'améliorer la position de la femme camerounaise dans la e-société, il serait nécessaire de renforcer ses capacités, indépendamment du lieu de résidence pour lui permettre de bénéficier équitablement des TIC dont elle perçoit l'importance et la nécessité. Il serait important de

- Mener des actions de lobbying auprès :
  - o des pouvoirs publics, responsables des programmes et politiques genre et TIC, afin qu'ils intègrent davantage le concept de genre et que des programmes et actions spécifiques soient entreprises et menées en faveur des femmes, surtout celles des zones rurales et péri-urbaines, pour leur permettre de s'arrimer au train de la modernité qui passe nécessairement par les TIC.
  - o des multinationales et autres investisseurs privés du secteur des télécoms dans le sens de l'extension et de la facilitation de l'accès aux TIC pour résorber le problème de connectivité, car notre étude nous permet de constater qu'une frange non négligeable de femmes et d'hommes exprime des difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC, soit 33,35% pour ce qui est de Internet, et 38,20% pour ce qui est du téléphone Portable.
- Mener des actions ponctuelles de formation par le truchement des ONG actives sur le terrain, à travers des séminaires et autres ateliers.

# **Rapport National du Mali**

# **Fracture Numérique du Genre au Mali**

## **Existence, Ampleur, Pourquoi?**

Document à l'intention des décideurs politiques, des ONG et de la société civile.

Réalisé par Mme Sonya NOUDEHOU

## Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des tableaux .....	3
Liste des sigles et acronymes .....	4
Résumé .....	5
Introduction .....	7
Problématique.....	7
Méthodologie.....	8
1. Présentation des résultats bruts.....	10
1.1. Les relations du genre.....	10
1.1.1. Institutions et genre.....	10
1.1.2. Entendre parler du genre.....	10
1.1.3. Formation en genre.....	
1.2. L'ordinateur.....	12
1.2.1. Cadre d'utilisation .....	13
1.2.2. Lieux d'accès .....	14
1.2.3. Formation .....	14
1.3. L'Internet .....	16
1.3.1. Entendu parler d'Internet.....	16
1.3.2. Usage d'Internet.....	17
1.3.3. Niveau de satisfaction.....	17
1.3.4. Lieux de Connexion .....	18
1.3.5. Raisons et Cadres d'utilisation.....	19
1.3.6. Raisons de non utilisation.....	19
1.3.7. Formation en Internet.....	20
1.4. Le téléphone mobile.....	21
1.4.1. Cadre d'utilisation.....	21
1.4.2. Raisons de non utilisation.....	22
2. Calcul des Indices.....	22
2.1. Indice de contrôle.....	22
2.2. Indice de pertinence des contenus.....	23
2.3. Indice de capacité.....	23
2.4. Indice de connectivité.....	24
3. Analyse critique des résultats.....	24
3.1. La connectivité.....	25
3.1.1. L'accès.....	
3.1.2. L'accessibilité.....	
3.2. La capacité.....	27
3.3. Le contrôle.....	28
3.4. Le contenu.....	29
3.5. Récapitulatif.....	30
Conclusion.....	30
Annexe1 : Tableaux Statistiques Individu	
Annexe2 : Tableaux Statistiques Institution	
Annexe3 : Bibliographie	



<b>Liste des Tableaux</b>	<b>Pages</b>
<b>Tableau 1</b> : Présentation de l'échantillon Individu	9
<b>Tableau 2</b> : Présentation de l'échantillon Institution	9
<b>Tableau 3</b> : Entendu parler du genre selon le milieu et le niveau d'étude	11
<b>Tableau 4</b> : Formation en genre selon le milieu et le niveau d'étude	11
<b>Tableau 5</b> : Usage de l'ordinateur selon le milieu et le niveau d'étude	14
<b>Tableau 6</b> : Lieu d'accès à l'ordinateur selon le sexe	14
<b>Tableau 7</b> : Formation en Informatique selon la scolarisation, le niveau d'étude et le niveau de la formation	16
<b>Tableau 8</b> : Entendu parler d'Internet selon le milieu, la scolarisation et le niveau d'étude	16
<b>Tableau 9</b> : Usage d'Internet selon le milieu, la scolarisation et le niveau d'étude.	17
<b>Tableau 10</b> : Lieux de connexion à Internet selon le sexe	18
<b>Tableau 11</b> : Raisons d'utilisation selon le sexe	19
<b>Tableau 12</b> : Formation en Internet selon le niveau d'étude et le niveau de la formation	20
<b>Tableau 13</b> : Avoir un téléphone mobile selon le sexe et le milieu	21
<b>Tableau 14</b> : Raison de non utilisation du téléphone mobile selon le sexe	22
<b>Tableau 15</b> : Indice de contrôle	22
<b>Tableau 16</b> : Indice de pertinence des contenus	23
<b>Tableau 17</b> : Indice de capacité	23
<b>Tableau 18</b> : Indice de connectivité	24

## **Liste des sigles et acronymes**

**AgeTIC : Agence des Technologies de l'Information et de la Communication**

**CES : Conseil Economique et Social**

**ENDA: Environnement et Développement du Tiers Monde**

**EG : Enseignement Général**

**ETP : Enseignement Technique et Professionnel**

**ES : Enseignement Supérieur**

**HCC : Haut Conseil des Collectivités**

**NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication**

**ONG : Organisation Non Gouvernemental**

**TM : Téléphone Mobile**

## Résumé

De nos jours, les Technologies de l'Information et de la Communication sont devenues des outils incontournables dans le processus de développement global de toute nations. Cependant l'appropriation de cet outil se fait de manière différente selon le genre.

Cette différence d'appropriation qualifiée de fracture numérique du genre est invisible car il n'existe pas d'indicateurs désagrégés par sexe permettant de le mettre en évidence.

L'objectif de l'étude sur la fracture numérique du genre initiée par le Réseau Genre et TIC et l'ONG internationale ENDA est de **rendre visible l'invisible** : mettre à la disposition des décideurs politiques des indicateurs pouvant les guider lors de l'élaboration des projets de lutte contre la disparité du genre.

Au Mali, l'étude a été réalisée dans trois régions à savoir : Bamako, Mopti et Sikasso.

Les outils de collecte sont : questionnaire individus et questionnaire Institutions.

Les cibles de notre collecte sont :

- les individus : 51% de femmes, 49% d'hommes, âge minimum de 18 ans et résidents au Mali.
- Les ONG, les entreprises privées et publiques, les Télé- Centres, les associations, les fournisseurs d'accès, les centres de formation.

Les résultats de notre étude sont présentés et analysés sous les 4 rubriques de l'appropriation des TICs à savoir : le Contrôle, la Pertinence des Contenus, la Capacité et la Connectivité.

### Le contrôle

Les résultats exposés au niveau de la représentativité du genre au niveau des institutions ainsi que la place de la femme sur l'échiquier politique (Graphique 11 : Représentativité de genre sur l'échiquier politique) nous confirment que les femmes maliennes sont très peu présentes dans les instances de décision.

### La Pertinence des Contenus

La pertinence des contenus est évaluée par rapport au taux de satisfaction exprimé par les personnes enquêtées. Aucune personne enquêtée n'a déclaré être insatisfait. 83% des personnes déclarent être satisfaits contre 17% qui le sont partiellement. L'écart de satisfaction entre les deux sexes est 51,4% hommes et 48,6% de femmes. Les personnes ayant atteints le niveau supérieur sont plus satisfaits (56%).

### La Capacité

La capacité d'appropriation des TICs est fonction de la scolarisation/ alphabétisation et du niveau d'étude.

Le taux global de scolarisation en 2002 au Mali est de 64%. Ce taux présente un déséquilibre en faveur des garçons : 75,3% contre 56,3% pour les filles.

Les femmes représentent seulement 11% des auditeurs des centres d'alphabétisation.

En Informatique, 56,5% des personnes ont reçu une formation formelle ou informelle : 27,5% hommes et 29% femmes. Parmi eux, nous avons 42% de formation informelle et 58% de formation formelle.

En Internet, 36,3% des personnes enquêtées ont reçu une formation informelle ou formelle. Ce taux d'initiés comprend 34% de formation formelle et 66% de formation informelle.

Parmi les personnes non-scolarisées, 0% ont reçu une formation formelle et seulement 5% ont reçu une formation informelle.

Le nombre de personnes ayant reçu une formation en informatique est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural : 84% des formations formelles et 83% des formations informelles.

Les formations reçues tiennent très peu compte des différents aspects du genre.

## **La Connectivité**

L'usage de l'ordinateur et de l'Internet n'est pas équilibré. Nous avons au niveau de notre échantillon, 52% qui utilisent l'Internet.

En général l'accès à l'ordinateur est plus dominant en milieu urbain qu'en milieu rural : 79% en milieu urbain et 9% en milieu rural.

L'accès à l'Ordinateur est plus élevé dans le milieu professionnel : environ 47% des personnes enquêtées (51% hommes et 49% femmes). Cela est aussi vérifié que l'on soit en milieu urbain que rural.

35% des utilisateurs de l'ordinateur le font dans le cadre de leurs activités professionnelles, 24% dans le cadre de leurs activités personnelles et 41% pour les deux.

Beaucoup plus de personnes utilisent personnellement l'ordinateur (54%) par rapport au nombre de personnes qui ont recours à l'aide (46%).

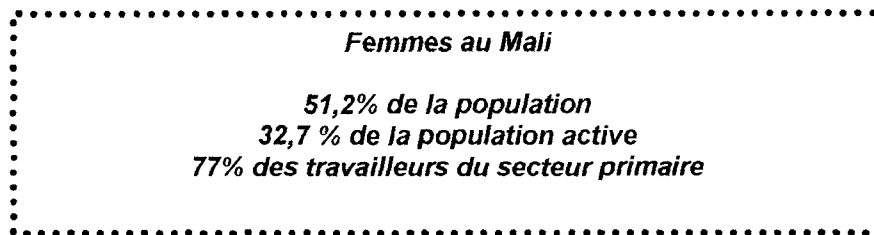
L'usage de l'Internet ou de l'ordinateur à domicile reste encore un luxe pour tous les maliens quelque soit leur sexe.

L'utilisation du téléphone portable est très élevée : 92,7% des personnes enquêtées. Parmi elles, nous avons 68,6% qui possèdent leur TM propre et 24,1% qui utilisent le TM à travers les revendeurs de communication et leurs conjoints/parents. Il faut aussi noter que le TM est plus utilisé en milieu rural qu'en milieu urbain.

## Introduction

Le domaine des technologies du développement a connu une véritable révolution mondiale durant ces dernières années avec l'essor des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et l'apparition des nouvelles infrastructures de communication et multimédia.

La population féminine est en marge de cette évolution car elle éprouve beaucoup de difficultés en ce qui concerne l'appropriation des TIC. Cependant, elle représente la majeure partie de la population des pays en voie de développement et y joue un rôle économique prépondérant.



C'est dans ce contexte et sous la tutelle de l'ONG internationale ENDA, que le projet « Fracture numérique du genre en Afrique Francophone : données et Indicateurs » a été initié dans le but de mettre en évidence l'ampleur des disparités de genre dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans six pays témoins à savoir : le Bénin, le Burkina- Faso, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal.

## Problématique

L'intérêt pour les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) comme facteur de développement en Afrique remonte maintenant à près d'une décennie. Suscitant de grands **espoirs**, les TICs ont été perçues comme permettant de rattraper, en sautant les étapes, les retards de développement accumulés par le continent. On attendait d'elles :

- la promotion des ressources humaines, naturelles, culturelles et économiques.
- une meilleure communication entre les individus, les populations ainsi que les cultures locales, nationales, et mondiales.

### Quel est le diagnostic de la situation dix ans après ?

La diffusion des infrastructures et des équipements, la définition des stratégies régionales et nationales ainsi que la multiplication des actions de vulgarisation des TICs certifient que l'Afrique est entrée dans l'ère numérique.

Entrée dans l'ère numérique : oui mais sous quelles conditions ?

Les disparités nord-sud en termes de ressources d'accès, de capacité, de culture, de pouvoir et d'information ; les déséquilibres régionales, nationales et locales au sein de

l'Afrique, sont les conditions qui caractérisent l'entrée des pays africains dans cette ère numérique.

La fracture numérique du genre est une partie intégrante de la fracture numérique globale parce-qu'en plus des déséquilibres énumérés ci-dessus, la femme subit aussi des pressions de la société en ce qui concerne les us et coutumes locales.

Cette **fracture est invisible** à cause de l'inexistence des données statistiques et indicateurs sur la dimension du genre dans le secteur des TICs.

**L'objectif de ce document est de rendre visible l'invisible.** Il met à la disposition des décideurs politiques des outils permettant de quantifier l'ampleur de la fracture numérique du genre au Mali.

## Méthodologie

La méthodologie nous permet d'expliquer comment la collecte des informations a été réalisée et de justifier nos choix en terme de TIC, de zone de couverture, de population cible et d'échantillon.

MALI
<b>Superficie</b> : 1.21.238 Km <sup>2</sup>
<b>Population</b> : 10.235.202
<b>Langue officielle</b> : Français
<b>Découpage administratif</b> : 8 régions et Bamako district
<b>Proportion de femme</b> : 50,7%
<b>Religion principale</b> : l'Islam avec 90% de la population

La collecte des informations a été réalisée à travers une enquête par sondage basée sur deux questionnaires : le questionnaire Individus et le questionnaire Institutions.

Les **TICs considérées** sont : L'Ordinateur, l'Internet et le Téléphone portable.

**Zone de couverture** : En priorité nous avons considéré les zones couvertes par l'énergie et les réseaux téléphoniques ; base de toute utilisation des TICs. Le caractère exploratoire de la recherche justifie le fait que le sondage a été réalisé dans trois zones à savoir : Bamako, Mopti et Sikasso.

**Population cible** : Dans le souci de préserver le droit des mineurs, l'âge minimum requis est de 18 ans (âge de la majorité légale). Les personnes enquêtées résident au mali (au moins 6 mois sur le territoire malien). Ce critère a été utilisé pour assurer que les données recueillies reflètent réellement la situation des TICs au mali.

## Les échantillons

Nous avons utilisé un échantillon de 1000 individus dont 49% d'hommes et 51% de femmes.

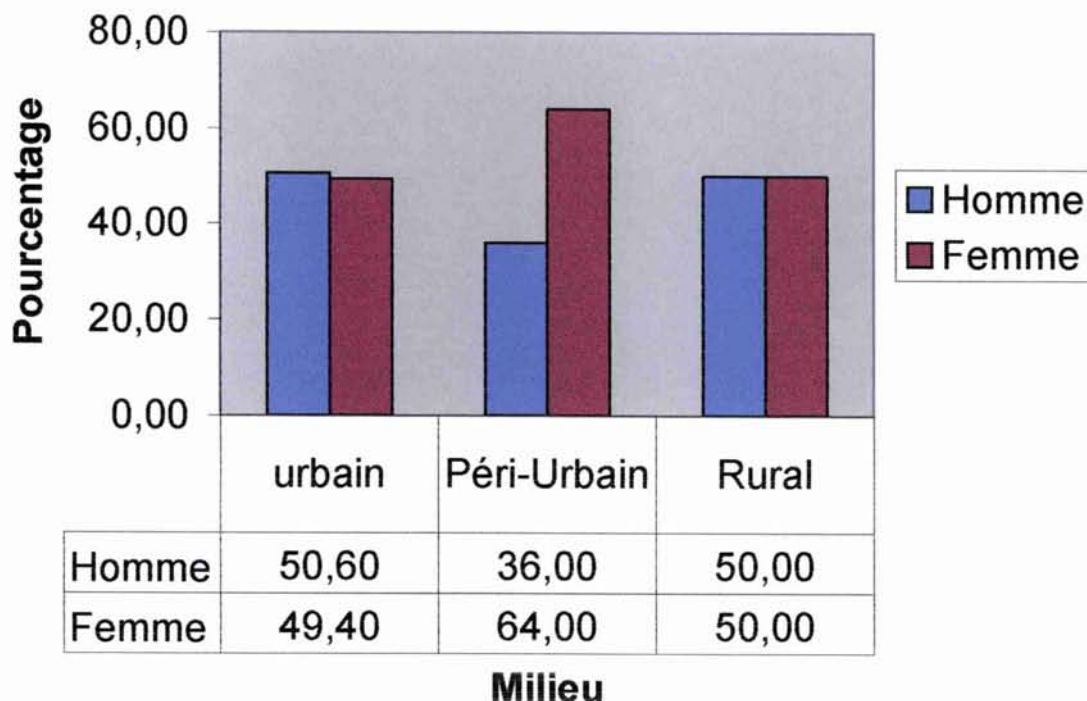
**Tableau 1 : Présentation de l'échantillon Individu**

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Scolarisation</b>		
Oui	50,3%	49,7%
Non	38,7%	61,3%
<b>Niveau d'étude</b>		
Primaire	48,4%	51,6%
Secondaire	48,6%	51,4%
Supérieur	52,7%	47,3%
<b>Alphabétisation</b>		
Oui	52,9%	47,1%
Non	45,8%	54,2%

**Tableau 2 : Présentation de l'échantillon Institution**

<b>Type de l'Institution</b>	<b>Fréquence</b>
Centre de formation	8
Cybercafé, lieu d'accès public et communautaire	10
Entreprise privée	12
Administration publique	11
Parlement	1
Société civile	7
Institution régionale-Internationale	1
<b>Total</b>	<b>50</b>

Graphique 1: Répartition de l'échantillon selon le milieu et le sexe



Les institutions considérées interviennent dans les domaines suivants : les TICs, le Genre, les droits de l'homme, l'administration, la formation professionnelle, le commerce et la santé publique.

## 1. Présentation des résultats bruts

Le but de cette partie est d'exposer les données quantitatives et qualitatives qui ont été recueillies sur le terrain. Ces données sont classées sous les rubriques suivantes :

- Les relations du genre
- L'ordinateur
- L'Internet
- Le téléphone mobile

### 1.1. Les relations du genre

*Le genre est une catégorie sociale qui, comme la classe, le milieu social, l'âge etc... influe sur les chances d'une personne en termes de vie personnelle, sociale et économique.*

#### 1.1.1 Institutions et Genre

##### Représentativité du genre :

Au niveau des institutions qui ont été ciblé dans notre échantillon, nous avons remarqué que sur les 50 institutions qui ont participé à la recherche, 36% n'ont aucune femme cadre au niveau supérieur et décisionnel contre 10% qui n'ont pas d'homme à ce niveau.



**Formation en genre** : 32% des institutions ont un personnel ayant reçu une formation en genre contre 62% qui n'en ont pas.

**Politique en genre** : 40% des institutions ont une politique de genre et 58% n'en ont pas.

### 1.1.2. Entendre parler du genre

Sur les 1000 personnes enquêtées, 580 ont entendu parler de Genre soit 58 pour 100 habitants. La fragmentation en genre nous donne : 52,5% hommes contre 47,5% femmes.

**Tableau 3** : Entendu parler du genre selon le milieu et le niveau d'étude

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Milieu</b>		
Urbain	52,5%	47,5%
Péri Urbain	41,2%	58,8%
Rural	51,8%	48,2%
<b>Niveau d'étude</b>		
Primaire	57,7%	42,3%
Secondaire	47,4%	52,6%
Supérieur	56,3%	43,7%

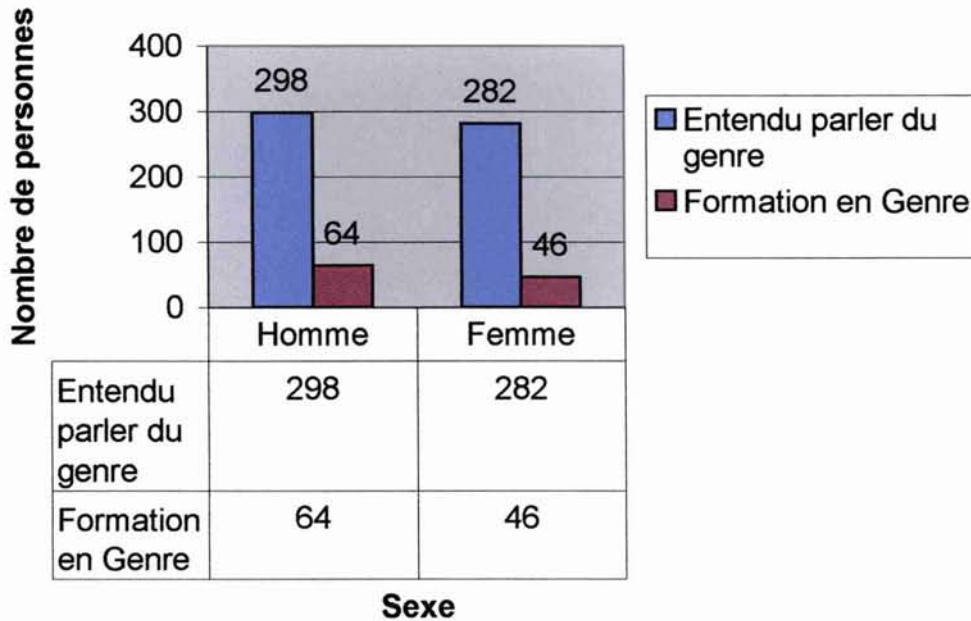
### 1.1.3. Formation en Genre

Sur les 580 individus ayant une fois entendu parler du genre, seul 110 ont reçu une formation en genre. Les femmes représentent 41,8 % de ce nombre soit 46 femmes pour un ratio de 16,30 femmes sur 100.

**Tableau 4** : Formation en Genre selon le milieu et le niveau d'étude

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Milieu</b>		
Urbain	59,0%	41,0%
Péri Urbain	55,6%	44,4%
Rural	55,6%	44,4%
<b>Niveau d'étude</b>		
Primaire	57,1%	42,9%
Secondaire	52,8%	47,2%
Supérieur	63,9%	36,1%

**Graphique2:Entendu parler de Genre VS formation en genre par sexe**



Les tableaux 2 et 3 , les graphes 3 et 4 ; nous montrent que le nombre de personnes ayant entendu parler du genre ou ayant reçu une formation en genre varie selon les milieux, la scolarisation et le niveau d'étude. 51% (293) des personnes ayant entendu parler du genre, l'ont fait à travers la télévision

*Parmi les personnes ayant entendu parler du genre :*

- 72% vivent en milieu urbain contre 19% en milieu rural.
- 5% ont un niveau d'étude primaire contre 44% au niveau supérieur.
- 19% ont reçu une formation en genre

## 1.2. L'ordinateur

L'étude révèle que l'utilisation de l'ordinateur est quasi inexistante dans le monde des non scolarisés.

**Graphique 3:Usage de l'Ordinateur en rapport avec la scolarisation**



Il y a un équilibre entre l'utilisation personnelle de l'ordinateur et le recours à l'aide. Ceci cache cependant une disparité entre le monde rural et le monde urbain.

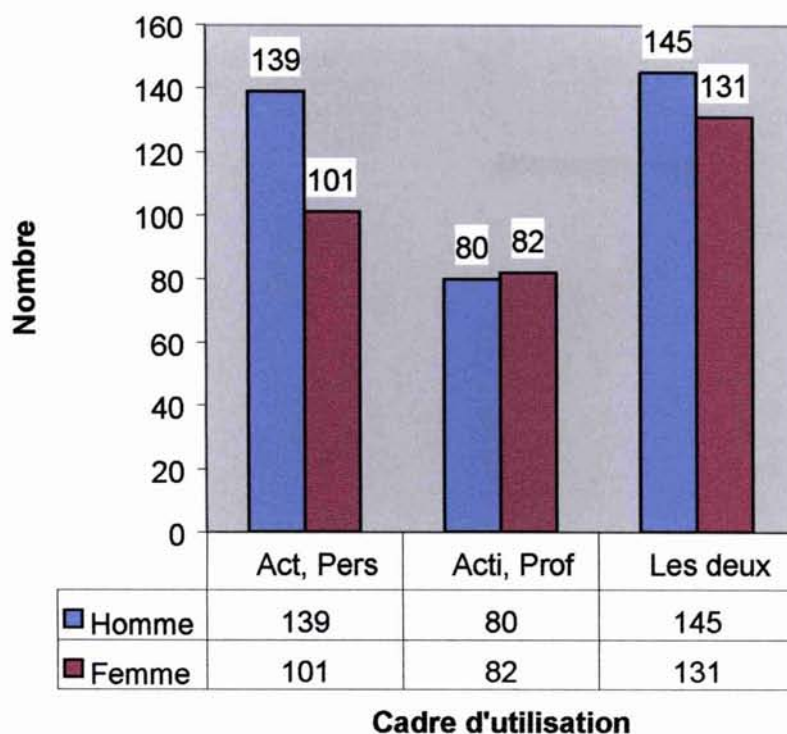
Parmi les 62% des personnes qui utilisent personnellement l'ordinateur, nous avons :

- 51% de femmes et 49% d'hommes
- 80% en milieu urbain contre 6% en milieu rural
- 98% scolarisées contre 2% non scolarisées
- 3% au niveau primaire contre 51% au niveau supérieur

### 1.2.1. Cadre d'utilisation

35% des utilisateurs de l'ordinateur le font dans le cadre de leurs activités professionnelles, 24% dans le cadre de leurs activités personnelles et 41% pour les deux.

**Graphique4: Cadre d'utilisation de l'ordinateur**



**Tableau5** : Usage de l'ordinateur selon le sexe et le niveau d'étude

	Usage Personnel		Aide à l'utilisation	
	Homme	Femme	Homme	Femmes
<b>Milieu</b>				
Urbain	252	245	211	209
Péri Urbain	27	53	23	37
Rural	22	21	23	22
<b>Total</b>	<b>301</b>	<b>319</b>	<b>257</b>	<b>268</b>
<b>Niveau d'étude</b>				
Primaire	11	7	11	19
Secondaire	119	155	107	129
Supérieur	168	150	134	106
<b>Total</b>	<b>298</b>	<b>312</b>	<b>252</b>	<b>254</b>

Le tableau 5 ci dessus montre que le nombre de personnes l'usage de l'ordinateur est plus courant dans le milieu urbain que dans le milieu rural.

*La majorité de ceux qui utilisent l'ordinateur ont un niveau d'étude supérieur que ce soit parmi les hommes que les femmes*

### 1.2.2. Lieux d'accès

Les lieux d'accès les plus utilisés sont les bureaux et les espaces communautaires.

**Tableau 6** : Lieu d'accès à l'ordinateur selon le sexe

Lieu	Masculin	Féminin	Total
Au bureau	195	188	383
Au Cyber, Centre Communautaire	159	185	344
A domicile	45	43	88

### 1.2.3. Formation

La formation en informatique prend en compte la formation formelle (formation reçue dans un centre agréé suivie de délivrance de certificat) et la formation informelle (reçue par le biais d'un ami, d'un milieu associatif etc.)

La formation en informatique est aussi quasi nulle dans le monde des non scolarisés. Il faut noter qu'il y a des facteurs qui agissent sur le taux de ces formations à savoir :

## Type de la formation et scolarisation

Parmi les 111 personnes non scolarisées enquêtées, 0 (0%) ont reçu une formation formelle et 6 (5%) ont reçu une formation informelle.

## Formation et niveau d'étude

Parmi les personnes ayant reçues une formation en informatique, 4% ont un niveau d'étude primaire contre 54% qui ont un niveau d'étude supérieur.

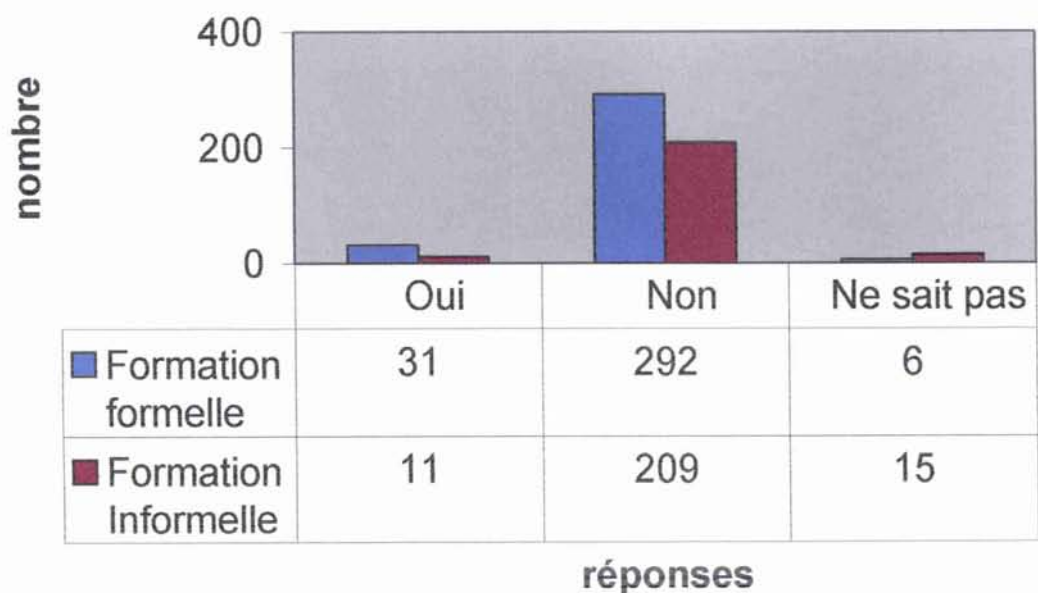
## Niveau de la formation et Sexe

Sur les 8% qui ont reçu une formation avancées, 3,5% sont des femmes alors que sur les 77% des personnes initiées, 41% sont des femmes.

## La prise en compte du genre

Elle est très rare dans les formations reçues et surtout dans les formations informelles.

Graphique5:Prise en compte du genre dans les formations en informatique



**Tableau 7** : Formation en Informatique selon la scolarisation, niveau d'étude et le niveau de la formation.

	Formation formelle		Formation Informelle	
	Homme	Femme	Homme	Femme
<b>Scolarisation</b>				
Oui	166	163	104	125
Non	0	0	1	5
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>163</b>	<b>105</b>	<b>130</b>
<b>Niveau d'étude</b>				
Primaire	3	5	6	6
Secondaire	62	69	40	64
Supérieur	101	89	58	55
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>163</b>	<b>104</b>	<b>125</b>
<b>Niveau Formation</b>				
Initiation	113	121	89	111
Moyen	31	25	10	14
Avancé	22	17	6	5
<b>Total</b>	<b>166</b>	<b>163</b>	<b>105</b>	<b>130</b>

### 1.3. L'Internet

#### 1.3.1. Entendu parler d'Internet

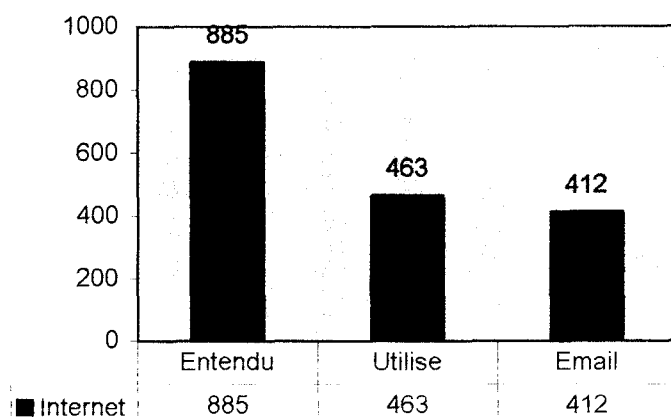
Les statistiques nous montrent que 88,5% des personnes enquêtées ont une fois entendu parler d'Internet.

*51% des personnes ayant entendu parler d'Internet sont des femmes*  
*49% des personnes qui utilisent l'Internet sont des femmes*  
*50,2 % des personnes qui possèdent une adresse électronique sont des femmes*

**Tableau 8** : Entendu parler d'Internet selon le milieu, la scolarisation et le niveau d'étude

	Homme	Femme
<b>Milieu</b>		
Urbain	341	335
Péri Urbain	36	64
Rural	65	44
<b>Total</b>	<b>442</b>	<b>443</b>
<b>Niveau d'étude</b>		
Primaire	30	33
Secondaire	199	216
Supérieur	197	176
<b>Total</b>	<b>426</b>	<b>425</b>

### Graphique 6: Entendu/Utilise Internet et Possède un Email



#### 1.3.2. Usage d'Internet

Sur les 885 personnes ayant entendu parler d'Internet, 463 (52%) l'utilisent dont 236 (51%) hommes et 227 (49%) femmes.

82% des internautes sont en milieu urbain.  
 2% des internautes sont non scolarisés.  
 57% des internautes ont un niveau d'étude supérieur.

**Tableau 9:** Usage d'Internet selon le milieu, la scolarisation et le niveau d'étude

	Homme	Femme
<b>Milieu</b>		
Urbain	202	176
Péri Urbain	21	35
Rural	13	16
<b>Scolarisation</b>		
Oui	234	223
Non	2	4
<b>Niveau d'étude</b>		
Primaire	7	9
Secondaire	80	96
Supérieur	147	118

#### 1.3.3. Niveau de satisfaction

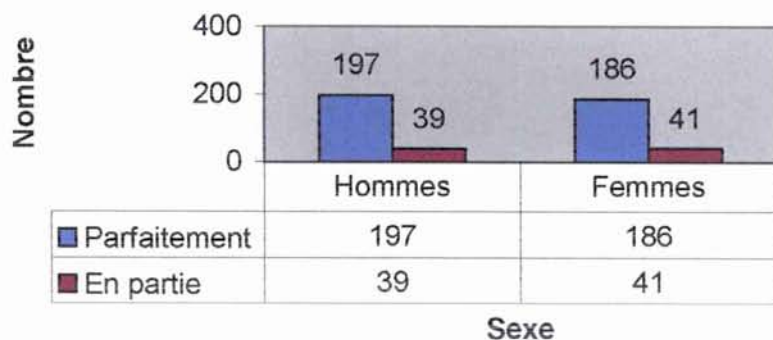
Sur les 463 utilisateurs d'Internet interrogés:

- 383 (83%) déclarent être entièrement satisfaits de ce qu'il trouvent sur Internet soit 51,4% hommes et 48,6% femmes.

- 80 (17%) déclarent être en partie satisfaits soit 48,8% d'hommes et 51,3% de femmes

*Aucun des internautes interrogés n'a déclaré être insatisfait par ce qu'il trouve sur Internet*

**Graphique9: Niveau de satisfaction des utilisateurs d'Internet**



#### 1.3.4. Lieux de connexion

Les cybercafés sont les plus utilisés par les individus pour avoir accès à l'Internet.

L'Internet à domicile est rare que ce soit chez les femmes (7%) que chez les hommes (10%)

**Tableau 10:** Lieu de connexion à Internet selon le sexe

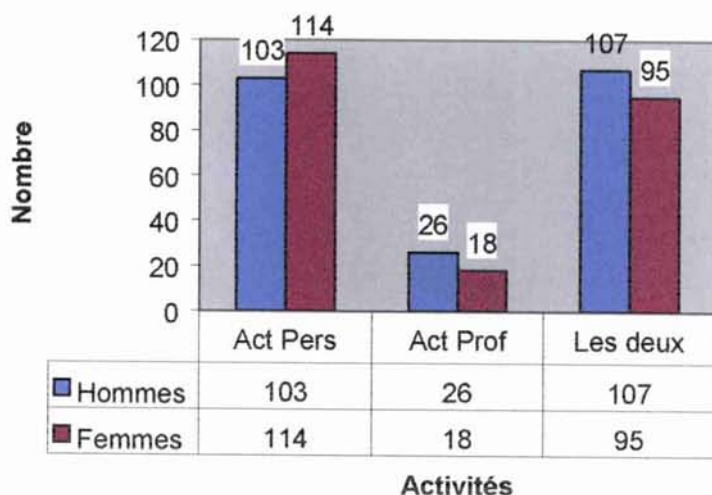
Lieu	Homme	Femme
Au bureau	109	97
Au cyber,	154	149
A domicile	24	16



### 1.3.5. Raisons et cadres d'utilisation

Sur les 463 internautes, 47% l'utilisent pour leurs activités personnelles, 9% l'utilisent pour leurs activités professionnelles et 44% l'utilisent pour les deux

**Graphique10: Cadre d'utilisation de l'Internet**



Les raisons d'utilisation les plus fréquentes sont : communication Inter Individuelle, recherche documentaire et infos et presse en ligne

*L'e-commerce est une notion très peu connue*

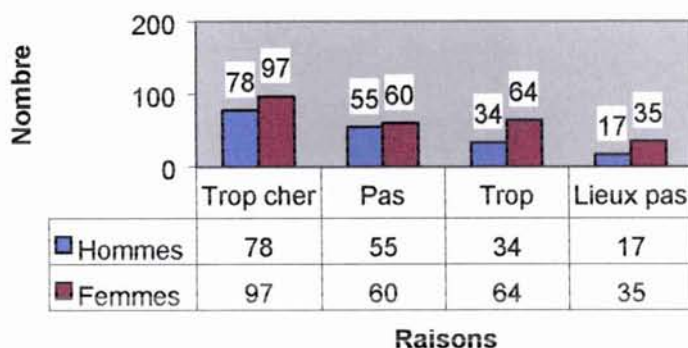
**Tableau 9** : Raison d'utilisation d'Internet selon le sexe

	Masculin	Féminin
Comm Inter Individuelle	178	178
Com Groupe	31	24
Recherche documentaire	123	111
Infos et presse en ligne	56	11
Jeux et loisirs	38	32
Achat en ligne	3	4

### 1.3.6. Raisons de non utilisation

Sur les 855 enquêtés qui ont entendu parler d'Internet, 422 (49%) ne l'utilisent pas pour des raisons multiples dont les plus courantes sont : trop cher, pas d'utilité, trop compliqué, lieux pas sûrs etc.

**Graphique11:Raisons de non utilisation d'Internet**



### 1.3.7. Formation en Internet

Tout comme la formation en informatique, la formation en Internet prend en compte la formation formelle et la formation informelle.

La formation en Internet est aussi quasi nulle dans le monde des non scolarisés.

Le canal informel est beaucoup plus utilisé pour la formation en Internet.

**Tableau 11** : Formation en Internet selon le niveau d'étude et le niveau de la formation

	Formation Formelle		Formation Informelle	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Niveau d'étude				
Primaire	1	1	5	3
Secondaire	26	18	45	63
Supérieur	43	33	69	50
Niveau Formation				
Initiation	43	32	102	107
Moyen	23	16	18	13
Avancé	4	4	1	0

#### Type de la formation et scolarisation.

Parmi les 111 personnes non scolarisées, 0(0%) ont reçu une formation formelle et 6(5,4%) ont reçu une formation informelle.

#### Formation et niveau d'étude

Parmi les personnes ayant reçues une formation en Internet, 2% ont un niveau d'étude primaire contre 42% qui ont niveau d'étude supérieur.

#### Niveau de la formation et Sexe

Sur les 2% qui ont reçu une formation avancée, 0,8% sont des femmes alors que sur les 61,3% des personnes initiées, 30% sont des femmes.

## Prise en compte du genre

La prise en compte du genre dans les formations en Internet est très rare.

### 1.4. La téléphonie mobile

L'étude révèle que :

- 68,6% des personnes enquêtées ont leur propre TM à raison de 339 (49,4%) hommes et 347 (50,6%) femmes.
- 24,1% des personnes enquêtées ne possèdent pas de TM mais l'utilisent à raison de 121(50,2%) hommes et 120 (49,8%) femmes.
- 7,3% des personnes enquêtées ne l'utilisent pas.
- 72,70% des utilisateurs du TM sont en milieu urbain

**Tableau 12** : Avoir un téléphone mobile selon le sexe

	<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>
<b>Avoir un téléphone mobile</b>		
Urbain	279	259
Péri Urbain	26	58
Rural	34	30
<b>Total</b>	<b>339</b>	<b>347</b>
<b>Ne possède pas TM mais l'utilise</b>		
Urbain	63	73
Péri Urbain	9	6
Rural	49	41
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>120</b>

Les personnes ne possédant pas le TM, l'utilisent la plupart du temps à travers :

- les revendeurs de communication : 71 hommes et 64 femmes
- leurs conjoints : 29 hommes et 56 femmes.

#### 1.4.1. Cadre d'utilisation

Sur les 927 utilisateurs de TM, 46,2 % l'utilisent pour leurs activités personnelles, 2,6% pour leurs activités professionnelles et 51,2% pour les deux.

## 1.4.2. Raisons de non utilisation

**Tableau 13 :** Raisons de non utilisation du téléphone mobile selon le sexe

Raison	Hommes	Femmes
Pas d'utilité....	23	34
C'est trop cher	117	115
C'est trop compliqué	4	5
Zone non couverte	151	163

## 2. Calcul des indices

Les données quantitatives ci-dessus exposées et certaines données qualitatives recueillies sur le terrain, vont nous permettre de quantifier la fracture numérique du genre en terme de contrôle, de pertinence des contenus, de capacité et de connectivité.

### 2.1. Indice de contrôle

	Global	Hommes	Femmes
<b>1. Indice de Contrôle</b>	<b>0.48</b>	<b>0,65</b>	<b>0.37</b>
11-Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances de décision politique des TIC	0.35	0.67	0.24
12-Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des entreprises économiques des TIC	0.13	0.90	0.12
13-Disparité de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile	0.40	0.75	0.30
14-Nombre d'organisation de la société civile actives sur les questions de genre et TIC.	0.03	0.03	0.03
15 Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC.	1.00	1.00	1.00
16- Disparités en formation de genre dans les institutions de TIC	0.97	0.55	0.53

## 2.2. Indice de Pertinence des contenus

	<b>Global</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Indice de Pertinence des contenus</b>	<b>0.69</b>	<b>0.59</b>	<b>0.58</b>
21-Disparité de genre dans la consommation des produits virtuels.	1.02	0.86	0.88
22- Taux de produits électroniques nationaux traitant du genre en langue française ou nationale.	0.05	0.05	0.05
Pourcentage Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes	0.98	0.83	0.82

## 2.3. Indice de capacité

	<b>Global</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Indice de Capacité</b>	<b>0.64</b>	<b>0.31</b>	<b>0.26</b>
31-Disparité de genre en alphabétisation / Scolarisation	0.45	0.35	0.16
32- Disparité de genre en formation aux TIC.	1.02	0.47	0.48
33-Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques de TIC dans les formations en TIC.	0.28	0.28	0.28
34-Disparité de genre chez les professionnels des TIC actifs / en formation.	0.80	0.15	0.12

## 2.4. Indice de Connectivité

	<b>Global</b>	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
<b>Indice de Connectivité</b>	<b>0.94</b>	<b>0.47</b>	<b>0.44</b>
<b>41- Disparité de genre dans l'utilisation des 3 TIC.</b>	<b>0.98</b>	<b>0.69</b>	<b>0.68</b>
<b>42-Disparité de genre dans l'accès à l'ordinateur et à l'Internet</b>	<b>0.87</b>	<b>0.40</b>	<b>0.35</b>
<b>43- Disparité de genre en termes d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse e mail.</b>	<b>0.97</b>	<b>0.55</b>	<b>0.53</b>
<b>44- Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC</b>	<b>0.95</b>	<b>0.34</b>	<b>0.32</b>
<b>45- Disparité de genre en terme de difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable.</b>	<b>0.92</b>	<b>0.35</b>	<b>0.32</b>

## 3. Analyse critique des résultats

*Notre étude révèle l'existence de la fracture numérique du genre au Mali. Cette fracture recoupe d'autres disparités au niveau de la scolarisation, le niveau d'étude et le milieu.*

*L'indice synthétique de la fracture est 0.69.*

*L'indice synthétique de la fracture numérique du genre au Mali regroupe les indices des « 4C » à savoir :*

- l'indice de contrôle : 0.48*
- l'indice de pertinence des contenus : 0.69*
- l'indice de capacité : 0.64*
- l'indice de la connectivité (accès et accessibilité) : 0.94*

La fracture numérique du genre au Mali évaluée par l'indice synthétique de 0.69 peut être qualifiée de « cassure »

Cependant l'observation des indices entrant dans la composition de cette cassure nous révèle l'existence d'une fracture interne à ces composantes. Au niveau du contrôle nous avons un gouffre (indice de contrôle =0.48), au niveau de la capacité (indice de capacité =0.64) et de la pertinence des contenus (indice de pertinence de contenus =0.69) nous avons une cassure et au niveau de la connectivité nous avons une fissure (indice de connectivité =0.94)

### **3.1. La Connectivité**

La connectivité regroupe :

- l'accès ou la faculté des personnes à accéder physiquement aux infrastructures relatives aux TICs.
- l'accessibilité ou le coût des infrastructures, équipement, services et abonnements par rapport au revenu du genre.

L'indice de connectivité global est 0.94. Cela dénote une grande aptitude des maliens tous sexes confondus à pouvoir se connecter aux différentes Technologies de l'Information et de la communication étudiées. L'indice de connectivité féminin est 0.44 alors que celui des hommes est de 0.47

#### **A. L'accès**

L'accès physique est fonction :

- de l'existence des infrastructures,
- de la répartition géographique équitable de ces infrastructures.
- Temps matériel nécessaire pour y accéder

#### **Existence des Infrastructures**

Au Mali, des efforts ont été fournis par le gouvernement et Organisations Internationales pour mettre à la disposition de la population des infrastructures nécessaires pour accéder aux TICs.

La Société de Télécommunication du Mali (SOTELMA) avec ces 66.095 abonnés offre les services suivant : téléphonie câblée, la communication sans fils, la liaison X25 et la gestion du domaine « .ml ».

Le nœud national est relié au backbone avec un débit de 1Mbits/s, 11 liaisons spécialisées d'accès Internet en services dont 3 pour les institutions et 8 pour les fournisseurs d'accès.

Le projet de connexion des 703 communes du Mali est en cours de réalisation ainsi que d'autres projets grâce au gouvernement malien et ses partenaires tels que l'AgeTIC, le PAVD, et le milieu associatif.

Il y a toute une floraison de cybercafés dans tous les coins si nous nous basons sur ce que nous avons vu sur le terrain.

Est ce que l'existence de ces infrastructures implique l'accès facile au TICs par le peuple malien en général et par la femme malienne en particulier ? La problématique de l'accès physique est là.

Le taux d'accès des femmes reste faible parce-qu'elles n'ont pas le temps matériel nécessaire. Elles sont submergées par les travaux champêtres et ménagers qui leur laissent peu de temps pour les repos et loisirs. Les mentalités et les us et coutumes viennent aussi corsés la situation.

Ma femme a un diplôme de technicien mais je **ne veux pas qu'elle travaille. Elle ne va pas non plus au cybercafé car c'est un endroit où les femmes se font draguer** et aussi quand elle va prendre goût elle risque de ne plus être à l'heure pour ses engagements. Elle **utilisera Internet quand j'aurai la possibilité de lui acheter un ordinateur à la maison et de prendre un abonnement.** » »

Témoignage d'un enquêté

## L'accessibilité

Le facteur économique est primordial dans cet aspect de la connectivité.

L'étude montre que 347 femmes enquêtées (soit 68%) ont un TM mobile mais ce que cela cache est qu'elles ne s'achètent pas cela. C'est souvent en cadeau par leur conjoint et leurs parents. Ce manque de moyen pour accéder au TIC se manifeste aussi dans l'utilisation des prestataires de services pour l'utilisation des TM. 15 % des hommes utilisent les revendeurs de TM contre 13% des femmes alors que 11% des femmes utilisent le TM de leur conjoint contre 6% des hommes.

Pour utiliser l'Internet au niveau d'un cybercafé, il faut payer 500 F pour une heure de connexion, et ce luxe beaucoup de femmes ne peuvent pas se le permettre à cause de leur position sur l'échelle économique. Les raisons d'une telle situation sont :

- ♣ Les femmes représentent 50,6% des pauvres et elles contribuent pour 75% à 80% dans l'agriculture cependant leur travail n'est pas toujours comptabilisé mais est rémunéré dans le cadre des prestations de service.

- ♣ Au niveau de la fonction publique, elles représentent seulement 21,2% de l'effectif. Les femmes gagneraient en moyenne 30% de moins que les hommes: le salaire net mensuel moyen des hommes dans la Fonction Publique est supérieur à celui des femmes : 130 071 F CFA contre 108 824 F CFA (soit un écart de 20% environ).

- ♣ Le taux de formation professionnelle des femmes est plus faible que celui des hommes (1% contre 2%).

Les aspects cités ci-dessus révèlent une discrimination économique en faveur des hommes. Toutefois cette discrimination économique ne devrait pas exister si nous nous référons aux points suivants :

- ♣ Le Mali a ratifié les conventions 100 et 101 de l'OIT relatives à l'égalité de rémunération en main d'œuvre masculine et féminine d'une part et à la discrimination dans l'emploi et la profession de l'autre.

- ♣ Le code de travail malien à travers ses recommandations N°90 et N°111 prohibe toutes discriminations entre la femme et l'homme.



Quelle lecture est faite des textes et lois qui sont sensés protéger et améliorer les conditions économiques de la femme malienne?

La disparité d'accessibilité entre les milieux se justifie aussi par le fait que le prix de la connexion appliqué n'est pas le même partout que l'on soit au niveau de la capitale, des grandes villes à l'intérieur du pays ou dans les zones rurales.

Quel rôle joue alors les organes de contrôle ou de régulation des télécommunications ?

### 3.2. La Capacité

La capacité prend en compte les connaissances (enseignement, formation et acquisition de compétences). Il est clair que pour avoir la capacité d'utiliser les TICs, il faut être tout au moins alphabétisé en français et tout au plus avoir un cursus scolaire acceptable.

L'indice de capacité global est de : 0.64

L'indice de capacité des femmes est : 0.26

L'indice de capacité des hommes est : 0.31

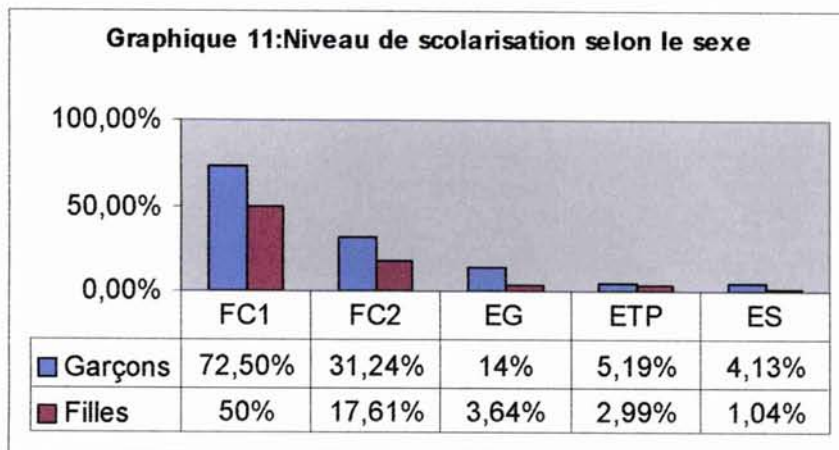
La cassure numérique du genre en terme de capacité est la conséquence des faits suivants :

#### Scolarisation et Alphabétisation

**Scolarisation** : Le taux brut de scolarisation global en 2002 est 64%. Ce taux dissimule des disparités entre les sexes à savoir 75,3% pour les garçons contre 53,6% pour les filles.

**Alphabétisation** : Les femmes ne représentent que 11% des auditeurs des Centres d'alphabétisation. Elles sont en marge des activités d'alphabétisation en raison de leur non-disponibilité due à la surcharge de leur emploi du temps, de la réticence des maris, des pesanteurs socioculturelles, etc.

**Abandon** : Au 2<sup>ème</sup> cycle fondamental le taux d'abandon des filles était de 8,2% en 1994-95 contre 7,5% pour les garçons. En 1995-96 il a augmenté et a atteint 9,6% contrairement à celui des garçons qui a légèrement baissé (6,4%). Cette désertion est due aux mariages forcés, grossesses précoces et aux manques de soutien financiers.



L'application de la convention de l'UNESCO sur la discrimination dans l'éducation adoptée le 14 décembre 1960 par la République du Mali et l'égalité de chance consacrée par la constitution du Mali en ses articles 17 et 18 sont encore invisibles.

Les chiffres piliers ci dessus en ce qui concerne l'éducation montre clairement que très peu de filles ont accès à la scolarisation d'une part et bon nombre déserte l'école avant la fin du cursus scolaire. Cela constitue en effet la raison cruciale pour laquelle l'utilisation et l'appropriation des TIC est plus difficile dans le monde féminin.

### 3.3. Le Contrôle

L'indice de contrôle global est : 0.48

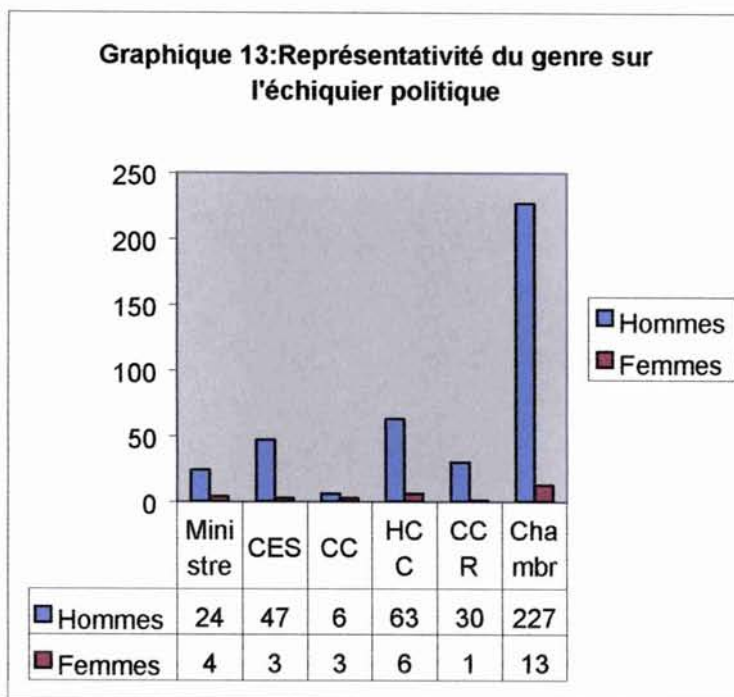
L'indice de contrôle des femmes est : 0.37

L'indice de contrôle des hommes est: 0.65

Il est à noter que sur les 50 interlocuteurs que nous avons eu pour le sondage des institutions, 5 seulement étaient des femmes.

Sur l'échiquier politique national nous avons très peu de femmes. Elles sont certes actives dans la vie politique du pays mais elles ne sont pas en position de contrôle ni de décision.

Ce sont en majorité les hommes qui élaborent les projets de développement et autres lois même ceux visant à effacer l'inégalité du genre. Mais comment un homme peut décider de ce qui est convenable pour une femme alors qu'il ne sait pas ce que vit cette dernière en tant que personne physique et morale.



Oui, le discours qui va suivre cela est sans doute « il n'y a pas assez de femmes ayant cette qualification » et oui la solution sera de donner la chance à la fille depuis le base âge d'être scolarisée et de poursuivre ses études jusqu'au bout sans aucune contrainte. Le faible taux de participation de la femme malienne à la prise de décision est en contradiction avec :

- ♣ La constitution du 25 février 1992 qui ne fait aucune discrimination entre l'homme et la femme en ce qui concerne leur participation à la vie politique et publique
- ♣ La loi n°00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis qui rappelle dans son préambule l'égalité de participation des citoyens à la vie politique.

### 3.4. Le Contenu

L'indice global de pertinence des contenus : 0.69

L'indice de pertinence des contenus des femmes : 0.58

L'indice de pertinence des contenus des hommes : 0.59

Très peu de sites hébergés par le gestionnaire de domaine au Mali tiennent compte des différents aspects du genre.

Au moment de notre enquête, Il y a 160 sites dans le fichier du gestionnaire de domaine .ml. Sur les 40 sites que nous avons sélectionnés pour notre échantillon, seuls 8 (20%) sites ont un aspect genre

En plus de ces données statistiques, nous avons les préjugés et mentalité qui empêchent la fille de se diriger vers une filière technique car c'est une filière dite « homme ». La finalité est que le nombre de femmes pouvant produire des contenus Internet est très faible.

Je regrette aujourd'hui tous les sacrifices faits pour en arriver là, car aujourd'hui avec son rôle de femme mariée elle ne peut plus exercer dans ce domaine. Pourquoi ? Les heures de travail et la totale disponibilité qu'il faut pour ce travail ne convient pas à sa vie de mariée.

## Récapitulatif

La fracture numérique du genre est bien réelle au Mali. L'indicateur synthétique qui la mesure est de 0.69. Nous pouvons donc qualifier cette fracture de fissure.

**Contrôle** : l'indice de contrôle est 0.48. Les femmes sont presque inexistantes au niveau des postes de décision que ce soit au niveau politique que institutionnel (voir les chiffres sur la représentativité des femmes sur l'échiquier politique).

**Capacité** : l'indice de capacité est 0.64. Le faible taux de scolarisation des filles (53,6%) et le taux élevé d'abandon (9,6%) en raison des mariages précoces et manque de soutien fait que les femmes sont défavorisées par rapport aux hommes en terme d'aptitude à utiliser les TICs.

**Connectivité** : l'indice de connectivité est de 0.94. La situation économique de la femme au mali ne lui permet pas d'avoir accès au TICs au même titre que les hommes. Les écarts de salaire par catégorie sont au maximum de 11% et les femmes gagnent en moyenne 30% de moins que les hommes.

**Contenu** : L'indice de pertinence des contenus est 0.69.

**La fracture numérique du genre montre les données exposées dans la présentation des résultats brut ; est corrélée avec d'autres domaines le lieu de résidence et l'éducation.**

## Conclusion

Il est clair que la fracture numérique du genre est une réalité au Mali avec 30% de chance en moins pour les femmes. Au niveau des quatre composantes de l'indicateur synthétique de la fracture, l'indice de contrôle est le plus faible (0.48 = gouffre).

Il est important et urgent que des politiques de développement pour la réduction de la pauvreté prennent en compte les questions du genre et des nouvelles technologies afin de prétendre à une égalité du genre dans la société de l'information.

# **Rapport National de la Mauritanie**

	<p>grâce à une subvention du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI, Ottawa, Canada)</p>	
<p>Le réseau international « Genre &amp; TIC »</p>	<p><b>&amp;</b></p>	<p>L'Ong mauritanienne « Ntic &amp; Citoyenneté »</p>

# Etude sur la Fracture Numérique de Genre en Afrique francophone : données et indicateurs

Rapport national de la  
**Mauritanie**

Juillet, 2005

## REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont tout d'abord au réseau « **Genre & TIC** » (initiative de l'ong internationale, ENDA) et à travers lui, à Marie-Hélène Mottin-Sylla coordinatrice de cette étude pour sa confiance, sa patience et sa grande capacité à diriger l'équipe aussi hétérogène que multinationale que nous étions.

Notre gratitude va aussi au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI, Ottawa, Canada), sans qui cette étude n'aurait eu lieu, ou du moins, pas au moment opportun à savoir, avant les différentes et futures étapes du processus du Sommet Mondial de la Société de l'Information (Tunis et Genève, juin et novembre 2005).

Nous remercions aussi toutes les bonnes volontés qui nous ont aidé à mener à bien ce travail, en particulier :

- les responsables, cadres et agents des institutions et entreprises que nous avons eu à rencontrer dans le cadre de cette modeste étude, pour leur collaboration et leur compréhension ;
- mais aussi les Parlementaires (surtout les femmes) et les Elus locaux ;
- Sans oublier les organisations de la société civile et les populations anonymes à qui nous avons souvent volé des minutes, voir des heures, de leur précieux temps.

Notre reconnaissance va également à nos chefs, collègues et frères qui, au-delà de leur intérêt pour ce que nous faisons et leur appui moral et technique, nous ont toujours aidé dans notre travail militant dans le sens d'une réelle appropriation des TIC par les populations mais aussi pour la promotion et la prise en compte du concept « Genre » dans notre pays. J'en citerai seulement quelques 'uns, car la liste est longue :

- Pr. Ahmedou Ould Habouba, Doyen de la Faculté des sciences et techniques de l'Université de Nouakchott ;
- Mohamed Lemine Ould Hales, Directeur de Cabinet au SETN,
- Sid'Ahmed Fall dit Dah (Directeur des ressources informatiques à l'université de Nouakchott) ;
- Aziz Ould Dahi et Nani Ould Chrougha, du SETN, sans qui l'ong « Ntic & citoyenneté » n'aurait pas vu le jour ;
- Sall Amadou, Enseignant-Chercheur à la Faculté des Lettres et Sciences, pour l'appui moral ;
- David Louis et Kane Abdoul, du CAI de Nouakchott pour l'appui technique ;
- Mohamed Ould Beyah, inspecteur de l'Enseignement secondaire, chef de département au Ministère de l'Education Nationale,
- Ahmed Salem, Diarra, Karim Dièye, Aida, Meilemnine, Khady Sarr ...et tous les autres.

Enfin, nous nous excusons auprès de tous ceux qui liront ce rapport et les remercions d'avance pour l'indulgence dont ils voudront bien faire preuve quant à la qualité « littéraire » de ce rapport.

**Fatma MINT ELKORY**  
**Responsable locale de l'étude**

## PRESENTATION DU PAYS

La République Islamique de Mauritanie est située entre le 15<sup>ème</sup> et le 27<sup>ème</sup> parallèle Nord et couvre une superficie de 1.030.000 Km<sup>2</sup>. Elle compte actuellement un peu plus de 2.700.168 habitants et une population résidente de 3 millions. Population composée de 95% de sédentaires et 5% de nomades.

Le pays est divisé, sur le plan administratif, en 13 wilaya (régions), 53 Moughataa (départements) et 216 communes dont 163 sont rurales. Elle a une densité de 2,43 habitants au Km<sup>2</sup> avec, cependant, des disparités régionales considérables allant de 7,39 dans les Wilaya du sud-est et moins dans les Wilaya sahariennes (3,8) à plus de 19,37 dans certaines Wilaya du Sud.

L'indicateur de développement de la Mauritanie est, selon le dernier classement des Nations-Unies, de 0,465 (la note parfaite étant de 1). Ce qui classe le pays au 152<sup>ème</sup> rang mondial (sur 177). Il fait, d'ailleurs partie des pays dits « à faible développement humain » avec, quand même, un score meilleur que celui du Sénégal (0,437), de la Côte d'Ivoire (0,399) ou celui du Mali (0,326). Elle compte 775.000 personnes actives âgées de 10 ans et plus, un taux de chômage de 19,1%, un taux de croissance économique de 4,2% (de 1993 à 2003) qui devrait atteindre 6,7% entre 2003 et 2007 ; ce qui a nettement amélioré le revenu par habitant qui devrait approcher les +4,8% avant 2007.

La Mauritanie s'est très tôt engagée dans la voie de la maîtrise des Nouvelles Technologies en vue d'en faire un outil privilégié au service du développement social, comme en témoigne son ambitieuse réforme des télécommunications, en 1998 et la mise en place d'un Secrétariat d'Etat chargé des Technologies Nouvelles en 2000 ; ce qui a eu des effets immédiats tangibles sur la disponibilité des services ainsi que des effets très avantageux sur d'autres réformes et d'autres secteurs.

Parmi ces effets on peut citer la réalisation du document national du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), qui aborde plusieurs thématiques dont celles qui nous intéressent dans le cadre de la présente étude à savoir les technologies de l'information et de la communication et la promotion féminine. Ce CSLP qui répond à un souci de bonne gouvernance a fait surgir beaucoup de paramètres transversaux et parfois nouveaux comme, celui de « l'égalité de Genre ».

Malgré cela, la Mauritanie bien que toujours très engagée dans la promotion de la femme et aujourd'hui, dans les questions de « Genre », ne semble pourtant pas mettre l'accent sur l'insertion des femmes et des filles dans le domaine des TIC. Sa politique en matière de TIC non plus, n'est pas explicite quant au rôle que les femmes doivent jouer à ce niveau.

Notons, en tout cas, que le secteur des technologies de l'information et de la communication est en pleine expansion et d'importants investissements privés ont été réalisés dans les télécommunications (notamment par Maroc- télécom et Tunisie- télécom).



### 1 – Contexte général :

Le «Genre» concernant les rôles sociaux attribués aux femmes et aux hommes et aux relations de pouvoir qui définissent comment et pourquoi ces activités doivent être accomplies (exclusivement ou en général) par les hommes ou par les femmes, le «Genre» est une catégorie sociale qui, comme la classe, le milieu social, l'âge ...influence sur les chances d'une personne en termes de vie personnelle, sociale et économique. On peut donc dire que c'est une construction sociale.

Aussi, placer le «Genre» au centre du développement, c'est reconnaître que l'égalité de «Genre» est une question de société et pas seulement une question de femmes. C'est également attester de la légitimité de «Genre» comme valeur fondamentale que devraient refléter les choix de développement et les pratiques institutionnelles.

Dans ce sens, les technologies de l'information et de la communication, par exemple, peuvent être un important facteur de changement dans les relations entre hommes et femmes, nord et sud, riches et pauvres, milieu urbain et milieu rural, ceci à l'échelle locale, régionale et internationale. Leur utilisation s'étend à presque tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle moderne et ont, de ce fait, un impact majeur sur notre société. Elles sont l'un des vecteurs de la mondialisation. Elles peuvent contribuer au développement humain durable.

Par contre, si elles se développent dans un contexte d'inégalité elles renforcent la marginalisation des personnes, des peuples, des pays et des régions défavorisées. On parle alors de « fracture numérique ». Ce terme signifie l'inégale répartition des TIC entre les individus, entre les peuples, entre les pays et est souvent le reflet de disparités économiques et sociales. Le sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) offre le cadre idéal pour mener un plaidoyer mondial, à différents niveaux, pour réduire cette fracture,

Or pour engager la réduction de cette fracture numérique, faut-il savoir son ampleur et rendre compte de la place préférentielle des hommes et des femmes dans la société numérique nationale. Il existe certes des statistiques (notamment celles de l'UIT) mais rarement ou pas du tout la part féminine, ce qui est justement la question que pose notre étude, conformément (entre autres) au Caucus de Genre de Bamako 2000.

C'est donc un travail avant-gardiste, puisqu'il s'agit de travailler à un moment où les conditions d'accès tant des hommes que des femmes sont encore très réduites en Afrique. Travail qui aura aussi le mérite, entre autres, de produire une méthodologie encore perfectible qui peut être utilisée dans bien des domaines.

## **2 - Contexte thématique :**

L'objectif principal de cette étude est donc de vérifier s'il existe une différence d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) que sont :

- L'Ordinateur,
- L'Internet,
- Le Téléphone portable

Et cela entre les hommes et les femmes en Mauritanie. Cette approche est surtout orientée sur une mesure quantitative de la fracture numérique du genre. Pour cela des indices ont été dégagés, à savoir :

- o Indice de contrôle
- o Indice de pertinence des contenus
- o *Indice de capacité*
- o Indice de connectivité (accès et accessibilité)

Ces quatre indices, analysés par rapport aux hommes et aux femmes et en observant les écarts vont permettre de voir si les femmes sont plus défavorisées que les hommes ou le contraire, dans le domaine des TIC.

Avec l'indice de contrôle, par exemple, on pourra voir le degré d'implication des femmes, dans les sphères de décisions (instances politiques de TIC, législatives, économiques...), prise en compte du genre dans les politiques et les textes réglementaires, etc...

Tandis que l'indice de pertinence de contenu est un indicateur qui apprécie la qualité des contenus en terme de « Genre », l'indice de capacité permet de mesurer la capacité intellectuelle et professionnelle pour travailler et utiliser les TIC selon les sexes et l'indice de connectivité d'observer la disponibilité des TIC pour les hommes et pour les femmes et le degré de difficulté d'accès à ces outils auquel ils faut tous les deux face.

Non exhaustive et limitée géographiquement à un ensemble de six pays-témoins en Afrique de l'Ouest francophone, elle a été faite sous forme d'enquête sur un échantillon déterminé proportionnellement à la population de chacun des pays membres. Elle a pour objectif de produire un indicateur synthétique de la fracture numérique de «Genre» dans chacun des ces pays de manière particulière et dans la sous région de manière globale.

Recherche quantitative et qualitative initiale, entendue comme devant être critiquée, complétée, amendée, et reproductible ensuite et / ou dans d'autres contextes, son but principal est d'encourager les organisations et pays à collecter systématiquement des données et indicateurs sensibles au «Genre» dans le domaine des TIC pour promouvoir la conception, la formulation, la mise en place et l'évaluation de politiques de TIC sensibles au «Genre».

C'est ainsi qu'elle s'adresse aux responsables des services de l'Etat, des organismes publics chargés de mettre en place des directives politiques, aux représentants, élus et parlementaires qui votent les politiques, aux responsables de la formulation, mise en œuvre et surveillance des politiques de «Genre» et/ou de TIC des différents acteurs de la société de l'information (télécommunications, médias, audiovisuel, fournisseurs d'accès, les organisations internationales, organisations de la société civile, ... ) mais aussi, à la communauté de recherche (universitaire, statistique, populaire) et au grand public notamment les citoyen(ne)s qui, du fait de l'avènement de la « Bonne Gouvernance » deviennent, intrinsèquement, décideurs dans la cité.

### **3- Objectifs et résultats escomptés :**

Le but de la présente étude est donc de dégager/produire, à partir d'un ensemble pilote de six pays dont la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Bénin et le Cameroun, un indicateur synthétique de la fracture numérique de «Genre» en Afrique de l'ouest francophone. Il ne s'agit donc pas d'un simple état des lieux, comme on peut le croire, à prime abord.

Les données quantitatives ressorties et certaines données qualitatives recueillies sur le terrain, vont permettre de quantifier cette fracture en terme de contrôle, de pertinence des contenus, de capacité et de connectivité.

Aussi, après une brève présentation du pays, du contexte général et thématique de l'étude ainsi que ses objectifs, on essaiera de commenter les résultats des deux enquêtes individuelle et institutionnelle qui ont été menées sur le terrain afin de voir s'il y a effectivement une fracture numérique de genre en Mauritanie et dans ce cas, en cerner l'étendue à travers les indicateurs qui vont émerger et son impact sur la notion de participation dans le contexte de « Bonne Gouvernance » qui est, actuellement, celui du pays.

A la fin, on essaiera de faire des propositions et recommandation pour éviter que cette fracture ne s'accroisse.

## I – L'Enquête individuelle

Pour la Mauritanie, l'étude a démarré en octobre 2004, par la mise en place d'une équipe locale composé d'un superviseur, d'un staticien, de 5 enquêteurs et de 4 opérateurs de saisie.

Rappelons que ce projet avait commencé par le lancement d'un appel à candidature pour trouver un responsable local dans chaque pays puis une formation en ligne et plusieurs mois d'échanges et de concertation sur, entre autres, les principes directeurs, les concepts de base, la méthodologie, les limitations de la recherches, etc... enfin le démarrage et tous ses détails, lors d'un atelier tenu à Dakar du 9 au 14 août 2004 (Enda-CRDI), notamment la remise des budgets et leurs détails d'utilisation

L'enquête avait pour objet un échantillon de 1000 individus et environ 48 institutions (voir liste en annexe). Pour l'enquête individuelle il devait y avoir 51% de femmes et 49% d'hommes or nous nous sommes retrouvés avec 55,8% de femmes et 44,2% d'hommes. De plus pour éviter d'avoir à solliciter, à chaque fois l'autorisation des tuteurs, on a préféré ne pas enquêter les mineurs et donc les moins de 18 ans. Par contre, pour ce qui est de l'âge maximum de nos enquêtés (60 ans), c'est un pire hasard ou encore le fait d'une autre forme de fracture numérique en terme d'âge ? Bref.

Le choix des répondants s'étant fait sur une base aléatoire, on s'est retrouvé avec un échantillon ainsi composé :

### Caractéristiques générales de l'échantillon

	Effectif
<b>Sexe</b>	
Masculin	<b>44.2</b>
Féminin	<b>55.8</b>
<b>Milieu</b>	
Urbain	61,4 %
Péri Urbain	26,8 %
Rural	10,0 %
ND	1,8%
<b>Scolarisation</b>	
Oui	89,3%
Non	8,7%
ND	2,0%
<b>Niveau d'étude</b>	
Primaire	16.9%
Secondaire	39,6%
Supérieur	34,2%
ND	9,3%
<b>Alphabétisation</b>	
Oui	21,6%
Non	7,1%
ND	71,3%

Les individus enquêtés étaient tous des mauritanien(ne)s âgés d'au moins 18 ans et très rarement sinon pas plus de 60 ans et résidant en Mauritanie depuis au moins 6 mois. Pour une meilleure représentativité et des résultats reflétant l'opinion de toutes les franges de la population, toutes les couches sociales ont été atteintes, sexe et niveau d'étude confondus.

L'enquête individuelle a donc, géographiquement, couvert :

1. **une ville du littoral** : Nouakchott, la capitale du pays et ses périphéries :

- |                |                            |
|----------------|----------------------------|
| 1. Arafat,     | 6. Tenweich,               |
| 2. Riadh,      | 7. Dar Naim,               |
| 3. Toujounine, | 8. Mzeilga,                |
| 4. Tensweilem, | 9. <sup>2</sup> éTeyarett, |
| 5. Bouhdida,   | 10. Machrou                |

2. **une ville du Sud et sa région** : Rosso (200km de la capitale, vers le sud, sur le fleuve Sénégal) et ses périphéries :

1. Tiguend,
2. Garak,
3. PK10

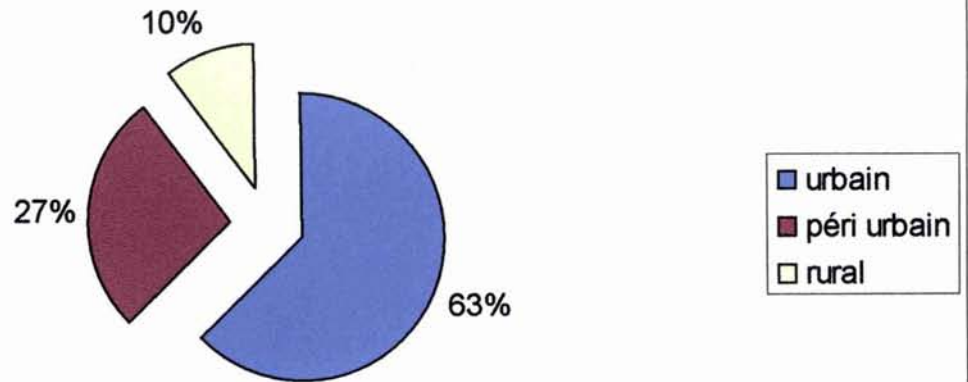
3. **une ville de l'est** avec Aioun (capitale de la Wilaya-région du Hodh El Gharbi à 800km de Nouakchott sur la route de l'Espoir) ;

4. **une zone intermédiaire** : Wadnaga (située à 40 Km de Nouakchott vers le sud-est) et ses environs :

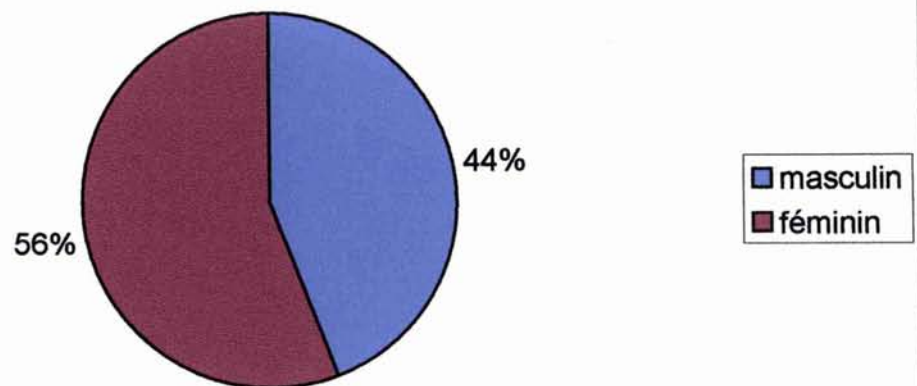
1. Tenadi,
2. Idini

*On tient à signaler que toutes ces références se rapportent uniquement à notre échantillon et non à la population de Mauritanie en général.*

Répartition de l'Echantillon par Milieu



Répartition des enquêtés par Sexe



## **A - Les relations de «Genre»**

Bien que la **Constitution du 20 juillet 1991** fait clairement mention de l'égalité de «Genre» et donne légalement à la femme mauritanienne le droit de participer à la vie politique ou publique et à tout ce qui y a trait et donc de prendre part au vote, être éligible publiquement à tous les organismes, appartenir et militer au sein de toute formation politique( ainsi que tous les textes régissant le droit civil et commercial, le Code pénal, le statut de la Fonction publique, le Code du Travail et la Convention Collective, le Code de la Nationalité, et mêmes les textes régissant l'accès à la propriété foncière, etc..) ce concept ne sera réellement introduit en Mauritanie qu'au début du millénaire par le système des Nations Unies.

Il est actuellement géré par le **Groupe de Suivi «Genre»** émanant du Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine mais ne dispose encore que du seul appui du FNUAP. Soulignons que le Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine qui n'est pas un Ministère connaît un certain nombre de difficultés qui entravent l'efficacité de toute action initiée dans le sens de la prise en compte de la dimension «Genre» de manière transversale. Parmi ces difficultés on peut, par exemple, citer :

- Le positionnement par rapport aux autres ministères, le département dans sa position hiérarchique actuelle ne peut guère exercer un contrôle sur l'application des décisions du Gouvernement en matière de «Genre» par les autres ministères ;
- Le manque de ressources humaines et matérielles suffisantes et spécialisées mais surtout de moyens financiers (0,4% seulement du budget pour 2004/05),
- Etc....

Malgré cela, il a été fait pas mal d'activités d'information, de formation autour du thème lui-même en Mauritanie et parfois en partenariat avec des réseaux sous-régionaux (Guinée, Mali, Maroc,...), ou internationaux (France, Espagne, ...). Plusieurs documents (articles, synthèses, rapports, études, communications, discours...) disponibles dans les structures d'information et de documentation de Nouakchott, à travers la presse locale et même sur le Net, évoquent aussi le sujet.

Par ailleurs, il faut reconnaître que la Mauritanie a fait un travail de fond sur le plan officiel et même si certaines actions sont à prendre en compte dans le cadre de la politique politicienne, beaucoup de choses ont quand même changé dans la mentalité populaire. Parmi ces actions on peut citer la formation militaire des femmes, leur participation à certaines activités dans les différents corps militaires et para-militaires (Gendarmerie, Police, Douanes, ...).

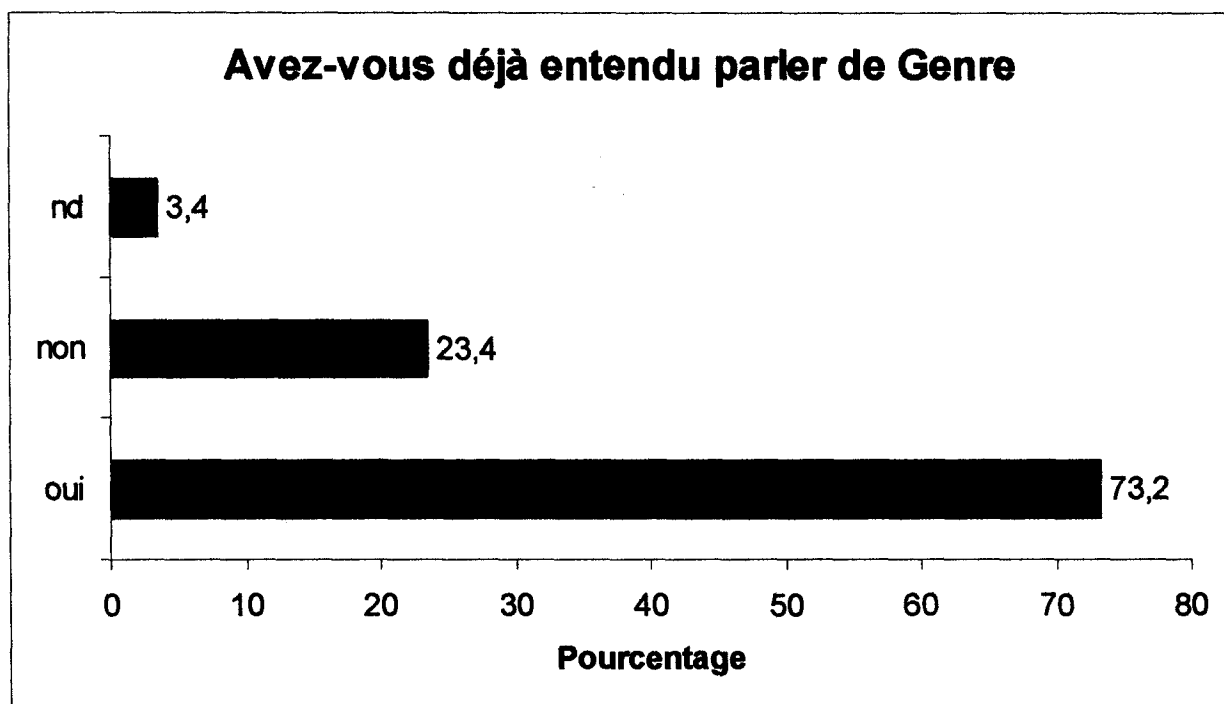
C'est ainsi que de plus en plus de stéréotypes fondent ainsi à cause d'une volonté politique bien sûr mais aussi du mouvement des femmes mais surtout de la pauvreté de la population qui pousse les femmes à travailler et à chercher de nouveaux débouchés. Il faut souligner que le simple fait de voir des femmes occuper des postes de responsabilités, ou gagner leur vie dans de nouveaux métiers (électricien, mécanicien, pilote d'avion, calligraphe, pompiste...), joue aussi sur les mentalités des parents (au sens large du terme) qui, désormais commencent à abandonner certains préjugés, certains comportements.

Hélas ! Dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC, aucune référence explicite n'est faite au « Genre».

Rappelons, une fois encore, que la présente étude cherche à dégager, de manière quantifiée, la dimension «Genre» uniquement dans le domaine des TIC en terme de contrôle, de capacité, de connectivités (accès/accessibilité), de contenu ..

## **1 - Entendu parler de «Genre» :**

Le graphique ci-après démontre qu'en Mauritanie, sur l'échantillon de 1000 personnes 73,2 % ont entendu parlé de «Genre» contre 23,4%. Parmi ces 73,2% on note 54,9% de femmes 45,1% d'hommes.



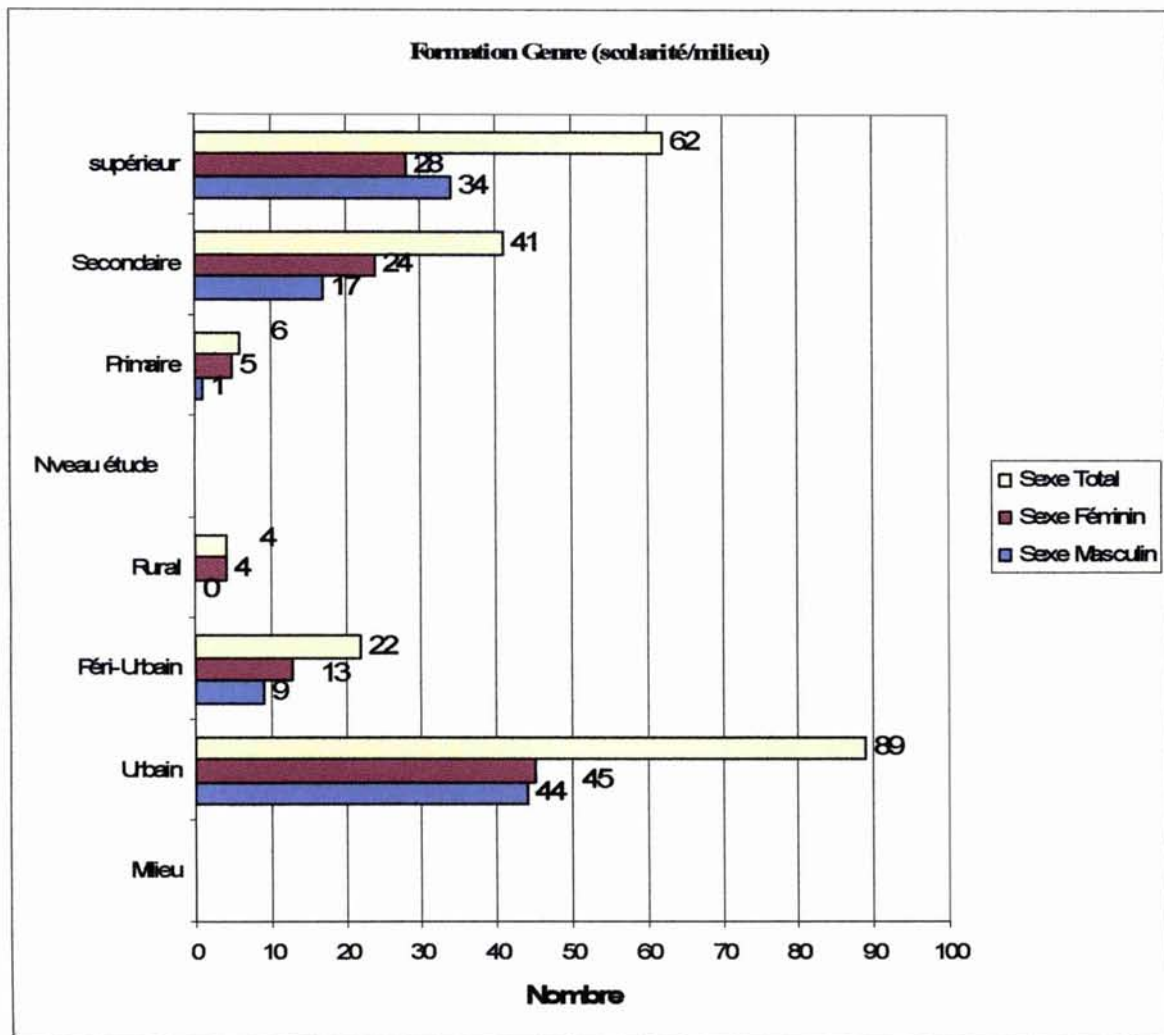
## **2 - Formation en «Genre» :**

Cependant, l'analyse des tableaux ci-dessous démontre l'existence d'un écart de connaissance des relations de «Genre» et de formation en «Genre» entre les hommes et les femmes.

Paradoxalement, ceux qui avaient reçu une formation «Genre», ont pour 34% des hommes un niveau supérieur contre 28% seulement des femmes ; le milieu rural étant encore en retard dans le domaine (4%) seulement de ceux qui ont reçu ce «Genre» de formation.

*Sur un total de 73,2%, le pourcentage de femmes ayant entendu parler de «Genre» (54,9% ) prime sur celui des hommes (45,1%) malgré le faible niveau de scolarisation de la majorité d'entre elles : 28% seulement ont un niveau supérieur .*





*On a constaté que certaines personnes interrogées confondaient « promotion féminine », « féminisme » et « égalité de genre ».*

## B – L'ordinateur

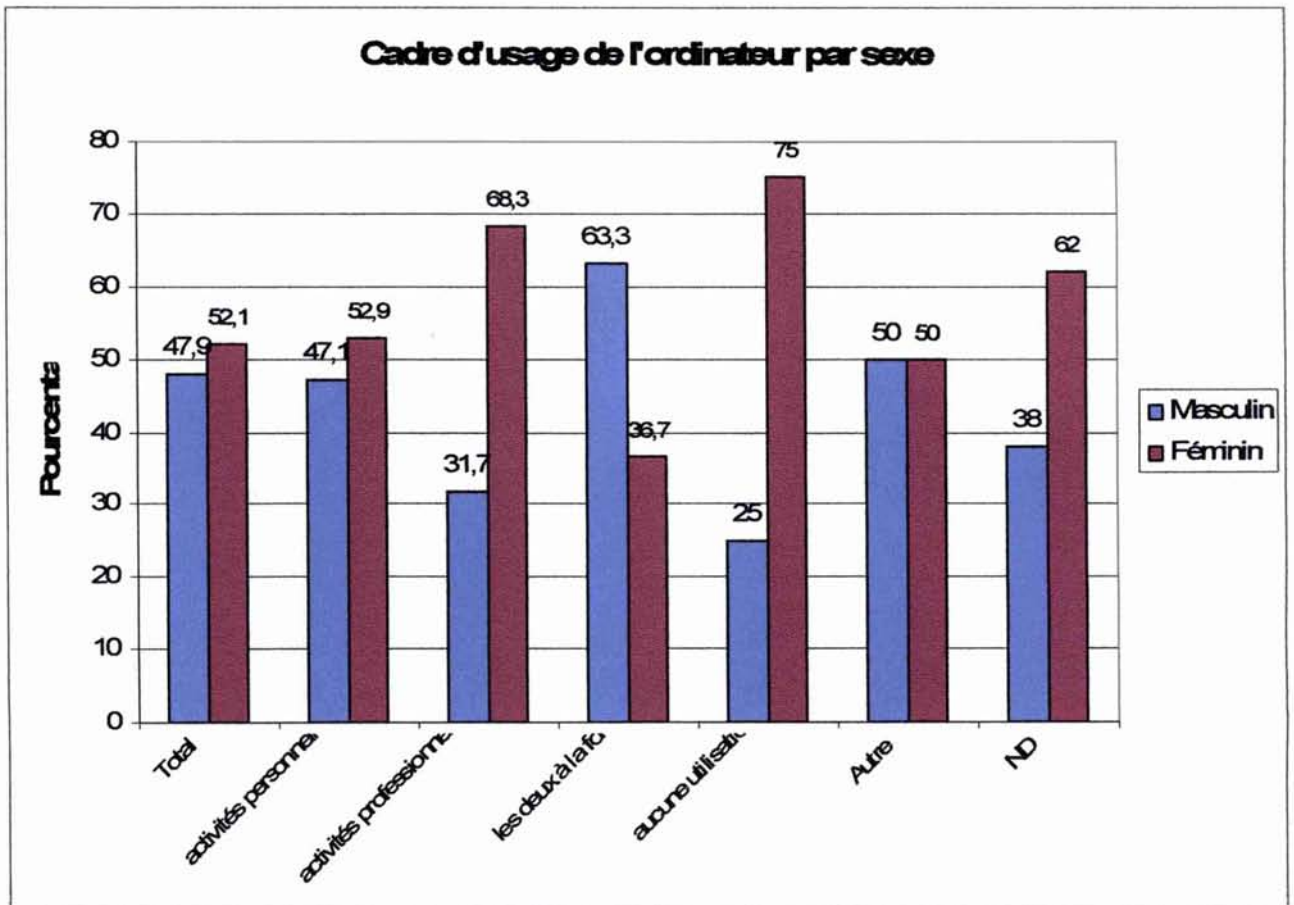
L'utilisation de l'informatique a commencé, en Mauritanie, depuis le début des années 80 et la présente étude démontrant le degré d'appropriation de cet outil dans ce pays. C'est ainsi que sur les 1000 personnes interrogées, 63,3% utilisent l'ordinateur dont 49,7% de femmes et 50,3% d'hommes.

*Les femmes (49,7%) et les hommes (50,3%) sont presque à égalité en matière d'usage de l'ordinateur.*

Cette appropriation de l'ordinateur, se mesure à travers, des indicateurs dont les plus importants sont : le cadre et le mode d'utilisation, le niveau de formation, etc...

### 1-Cadre d'utilisation de l'ordinateur :

24% des utilisateurs de l'ordinateur le font dans le cadre de leurs activités professionnelles, 15,9% dans le cadre de leurs activités personnelles et 27,8% pour les deux. Les femmes (68,3%) sont plus nombreuses à l'utiliser pour leurs activités professionnelles contre 31,7% pour les hommes. Seuls 6% des utilisatrices de l'ordinateur le font sans assistance, 50% avec assistance et 15% avec les 2.

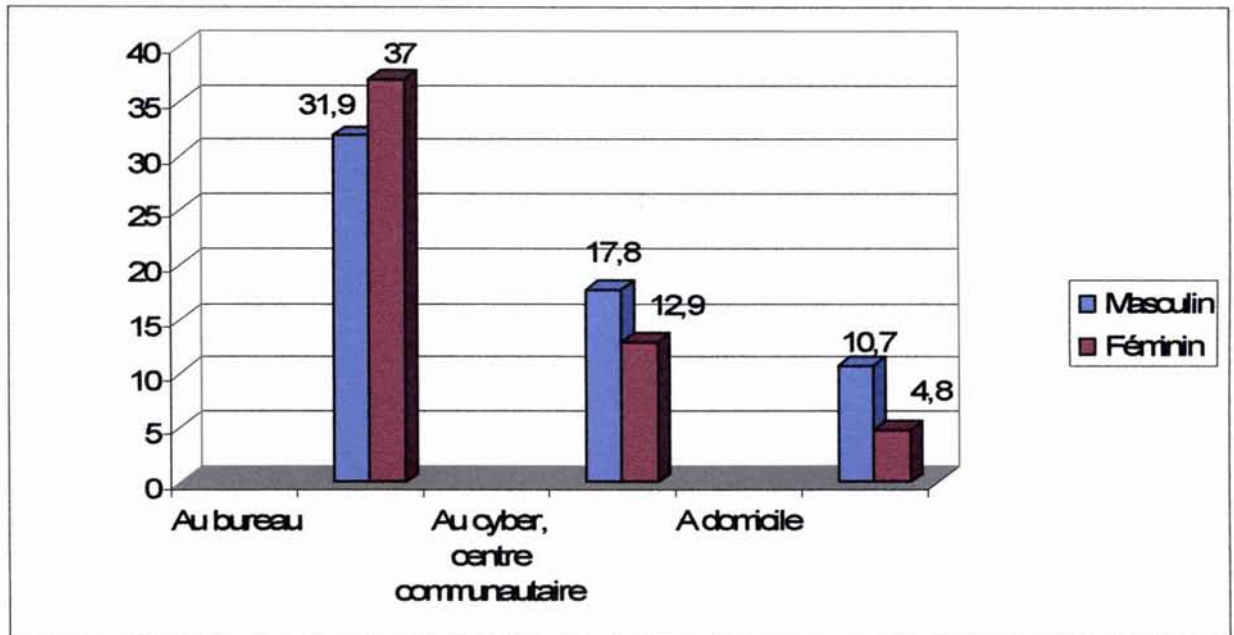


### 3- Lieu d'accès à l'ordinateur :

Pour ce qui est des lieux d'accès à l'ordinateur les plus courants, le bureau et les espaces communautaires tels que les cybercafés sont les plus fréquemment évoqués par les utilisateurs.

Comme le démontre le tableau suivant, seuls 15,6% des 63,3% d'utilisateurs de l'ordinateur interrogés dans le cadre de cette enquête, déclarent l'utiliser chez eux.

### Lieu d'accès à l'ordinateur



En Mauritanie l'utilisation de l'ordinateur à domicile demeure encore un luxe aussi bien pour les femmes (4,8%) que pour les hommes (10,7%). Le bureau constitue le lieu d'accès à l'ordinateur le plus courant pour les femmes (37%) suivi par les cyber et autres lieux d'accès communautaire (12,9%).

#### 4 - Formation à l'informatique :

La lecture des tableaux ci-dessous, montre que sur les 43,6% de notre échantillon qui ont reçu une formation en informatique 55,91% sont des femmes contre 44,5% des hommes.

*Les femmes sont plus nombreuses à avoir reçu une formation en informatique (55,91%).*

Ces chiffres révèlent, l'existence d'une autre fracture, à plusieurs niveaux, en matière de formation mais cette fois-ci en défaveur des femmes. A savoir :

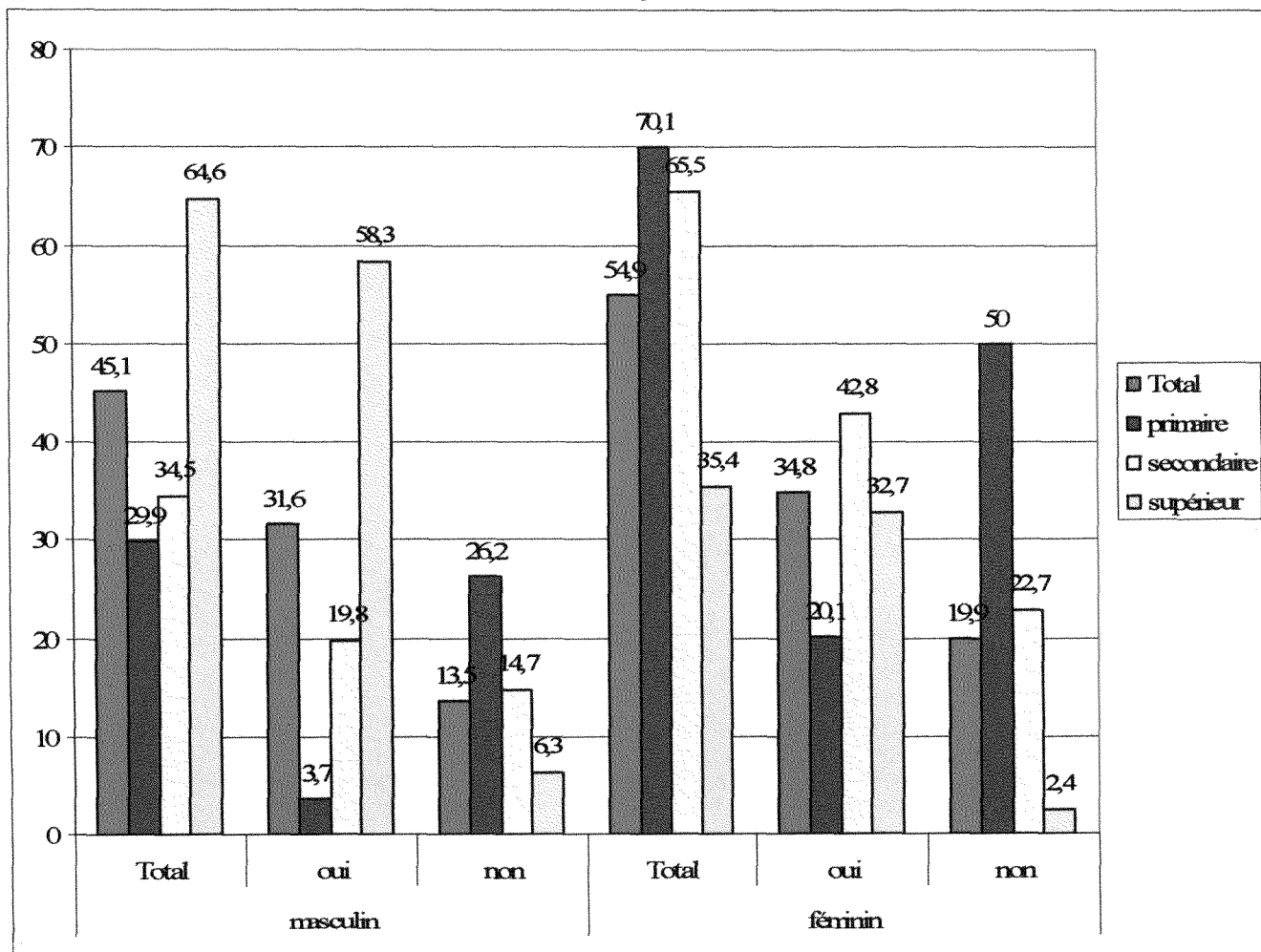
1. type de la formation et sexe : On constate ici, par exemple, que sur les 28,6 personnes qui ont reçu une formation avancée en informatique 5,7 seulement sont des femmes. Par contre sur les 61,1 qui ont seulement été initiés à l'informatique 38,4 sont des femmes.

#### Niveau formation informatique/sexe

	masculin				Féminin			
	Total	oui	non	nd	Total	oui	non	nd
<b>Total</b>	45.3	22	0.4	22.9	54.7	32.3	0.2	22.2
<b>Initiation</b>	43	23.2	0.2	19.6	57	38.4	0.2	18.3
<b>Moyen</b>	47.4	25.6	-	21.8	52.6	24.4	-	28.2
<b>Avancé</b>	74.3	22.9	2.9	48.6	25.7	5.7	-	20
<b>Nd</b>	38.9	-	-	38.9	61.1	5.6	-	55.6

2. type de la formation et niveau scolaire : parmi les personnes qui ont reçu une formation en informatique on trouve 58,3% d'hommes de niveau scolaire supérieur et 32,7% seulement de femmes de ce niveau. D'où un écart considérable entre les hommes et les femmes par rapport au niveau scolaire/niveau de la formation en informatique.

**Niveau formation informatique/niveau scolaire/sexe**



3. type de la formation et niveau formation : En matière de formation, l'étude révèle également que 13,9% de la population enquêtée ont reçu une formation en informatique dont 43,6 une formation formelle et 13,9 de façon informelle. Dans ce cadre et tous niveaux confondus, on remarque que les hommes (71,7%) sont les plus concernés par rapport aux femmes qui sont 68,5% (voir tableaux ci-dessous).

*Hélas ! plus le niveau de la formation en informatique avance moins on trouve de femmes (5,7%).*

## 5- Cadre de formation en informatique :

Le premier cadre de formation est l'ensemble « **activité ponctuelle, associative, académique, en ligne** » avec 20,1% des personnes qui ont reçu une formation, dont 10,4% d'hommes et 9,7 de femmes. (tableau 11). Pour les femmes, il est le cadre de formation de niveau moyen pour 21,8 d'entre elles 14,1 hommes. Tandis que pour les hommes, il constitue le cadre de formation de niveau avancé pour 37,1 d'entre eux.

Le second cadre est « **par une personne, un(e) ami(e)** » qui concerne environ 5,9% des personnes formés. Là, le niveau étant de niveau seulement moyen, il concerne 40% des hommes et 60% des femmes (tableau 12).

### **Cadre formation : activité ponctuelle, associative, académique, en ligne/niveau formation informatique**

q308	Masculin				féminin			
	Total	oui	non	nd	Total	oui	non	nd
<b>Total</b>	45.3	10.4	0.4	34.6	54.7	9.7	0.2	44.8
<b>Initiation</b>	43	7.8	0.2	35	57	7.3	0.2	49.4
<b>Moyen</b>	47.4	14.1	-	33.3	52.6	21.8	-	30.8
<b>Avancé</b>	74.3	37.1	2.9	34.3	25.7	20	-	5.7
<b>nd</b>	38.9	5.6	-	33.3	61.1	-	-	61.1

### **Cadre formation : par une personne, un(e) ami(e) /niveau formation informatique**

q308	Masculin				féminin			
	Total	oui	non	ndf	Total	oui	non	nd
<b>Total</b>	58.8	5.9	-	52.9	41.2	-	-	41.2
<b>Initiation</b>	66.7	8.3	-	58.3	33.3	-	-	33.3
<b>Moyen</b>	40	-	-	40	60	-	-	60
<b>Avancé</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

*Pour 60% de femmes, le cadre de formation le plus courant est « par une personne, un(e) ami(e) »*

## **C – L'Internet**

A l'occasion de la préparation du document national du « **Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté** », douze groupes thématiques ont été constitués dont le groupe thématique numéro 12 chargé de réfléchir sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (GNTIC).

C'est au nom de ce groupe thématique que le **Cadre stratégique National de Développement des Technologies Nouvelles** pour les années 2002-2006 a été créé. Une stratégie énergique qui s'attache, entre autres, à réduire le fossé numérique avec les pays riches et à faire accéder les mauritaniens à la Société de l'Information. A travers les données fournies par notre étude, nous allons voir l'ampleur de ce fossé en terme de connaissance de l'outil, de connectivité, de formation, etc....

## **1- La dynamique des femmes dans la société civile et privée et leur intérêt pour l'internet**

Malgré la sous représentativité des femmes au niveau des instances publiques, nous constatons un grand dynamisme de ces dernières au niveau développement notamment dans le secteur privé et dans le domaine associatif.

En effet les femmes mauritaniennes ont, de manière spectaculaire, investi le secteur du commerce (de l'informel à l'import export... +). L'union des femmes commerçantes et entrepreneurs de Mauritanie est un exemple de dynamisme et de succès des femmes dans le secteur économique.

La participation et la détermination des femmes mauritaniennes a conduit à la création de plus de 4000 coopératives et plusieurs centaines d'ong depuis 1990. Ces organisations de la société civile, couvrent pour la plupart, des domaines de développement. Des ong comme Espoir, AMSME, ASPOM ou encore TJFAD, illustrent l'impact de la femme dans ce domaine.

La plupart des associations de femmes commencent à percevoir l'intérêt des NTIC. C'est le cas, justement, de l'Union des Femmes Commerçantes et Entrepreneurs de Mauritanie qui ont créé un cyberspace pour initier leurs adhérentes aux outils de l'internet à l'instar du Cyberforum de la société civile où les femmes comme les hommes issus des organisations membres, accèdent à l'internet et bénéficient de tous les services qu'il offre avec une participation féminine assez importante à la vie de cet espace. C'est le cas aussi de la Cybercommune d'Aioun, qui offre les mêmes prestations et services aux membres des organisations issues de la société civile du Hodh ElGharbi (800km à l'est du pays).

### **2- Entendu parler d'internet :**

Parmi les critères de mesure du degré de la fracture numérique, en matière d'internet, on peut citer le nombre de personnes qui ont déjà entendu parler d'internet, son usage en rapport avec le cadre d'utilisation, le niveau de scolarisation, le degré de connectivité et d'accessibilité, etc....

Les statistiques suivantes vont nous faire découvrir que 53,5% des 96,2% de la population cible qui a déjà entendu parlé d'internet sont des femmes et seulement 42,7 d'hommes. Notons que sur notre échantillon, seulement 2,5% n'ont jamais entendu parler d'internet. Cela relève de l'intérêt accordé aux TIC, particulièrement à l'internet, par la direction nationale, relayée par les médias.

*Les femmes constituent 53,5% des 96,2% qui ont déjà entendu parlé d'internet.*

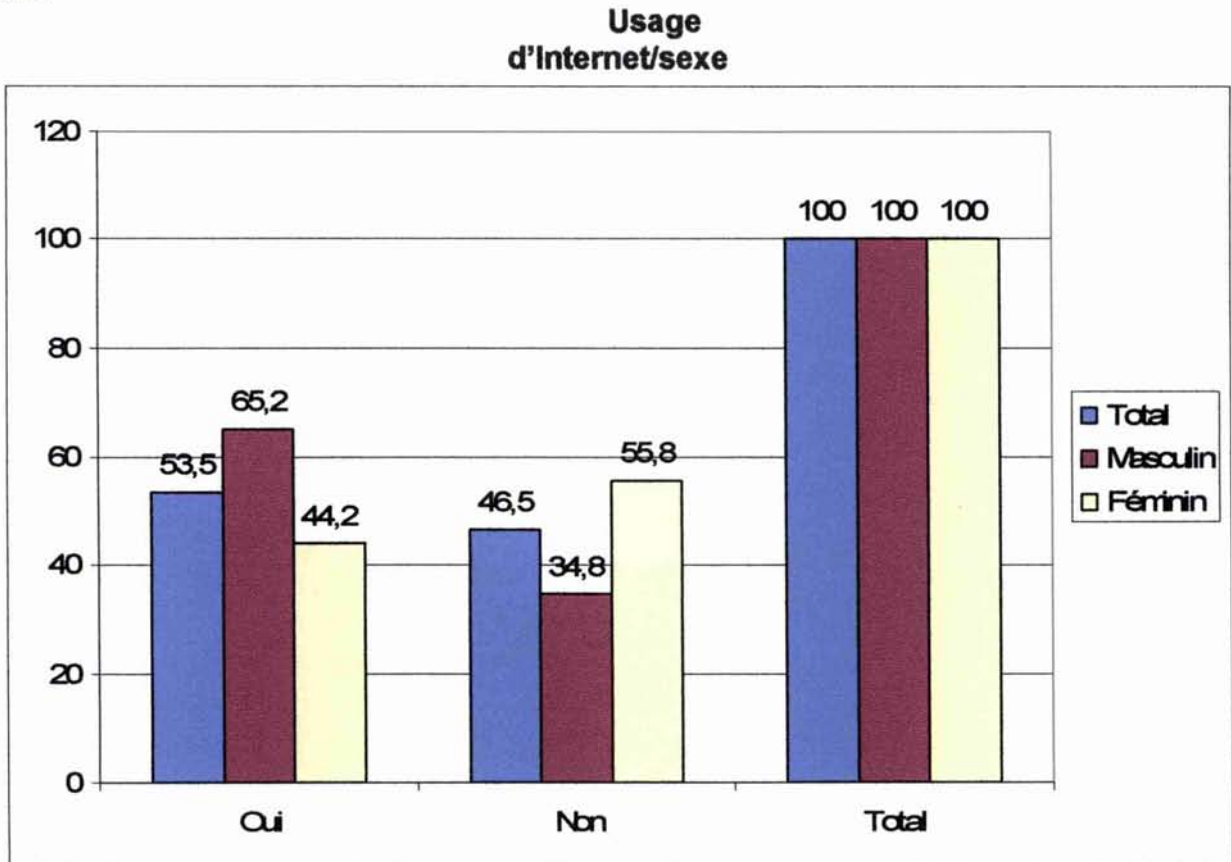
On découvre que sur les 96,2% qui ont entendu parler d'internet, 51,1% utilisent internet dont 64% ont des adresses électroniques et parmi ces derniers 35,5% sont des femmes.

#### ***Entendu parlé d'internet/milieu/sexe/usage***

	Sexe		Total
	Masculin	Féminin	
<b>Milieu</b>			
Urbain	47,6	48	95,6
Péri-Urbain	33,6	48	81,6
Rural	37,0	50	85,0
Nd	44,4		94,4
<b>Adresse électronique</b>	64,4	35,5	100
<b>Usage d'internet</b>	53,6	46,3	100

### 3- Usage de l'internet :

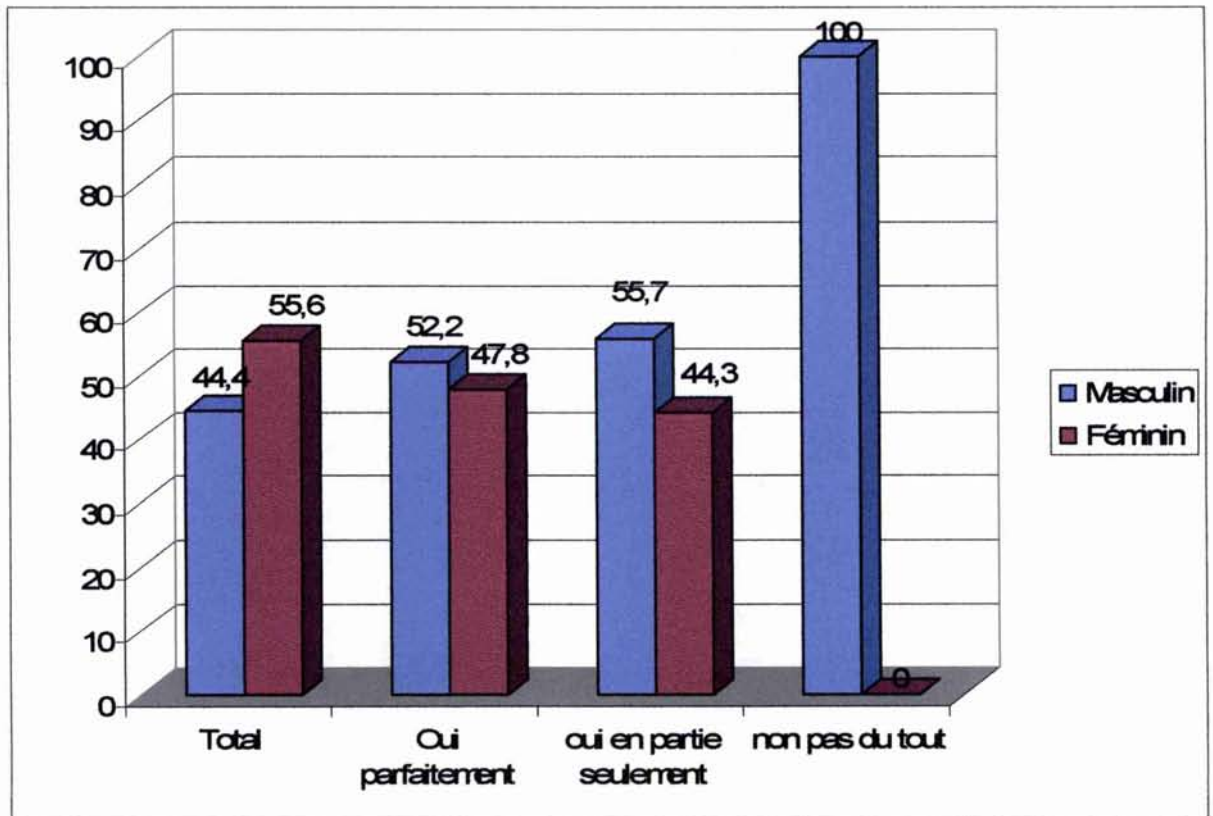
Les chiffres qui apparaissent dans le tableau suivant, ne sont pas étonnants du fait du contexte mauritanien très sensibilisé sur l'internet et l'économie du savoir de manière générale. On découvre donc que sur les 1000 personnes interrogées, 535 (53,5%) utilisent internet dont 65,2% d'hommes et 44,2% de femmes .



*Les femmes sont 44,2% des 535 internautes interrogés.*

52,2% des internautes de sexe masculin disent être parfaitement satisfaits de ce qu'ils trouvent sur internet contre 47,8% de femmes, tandis que les femmes sont 44,3% des satisfaits à moitié contre 55,7% d'hommes.

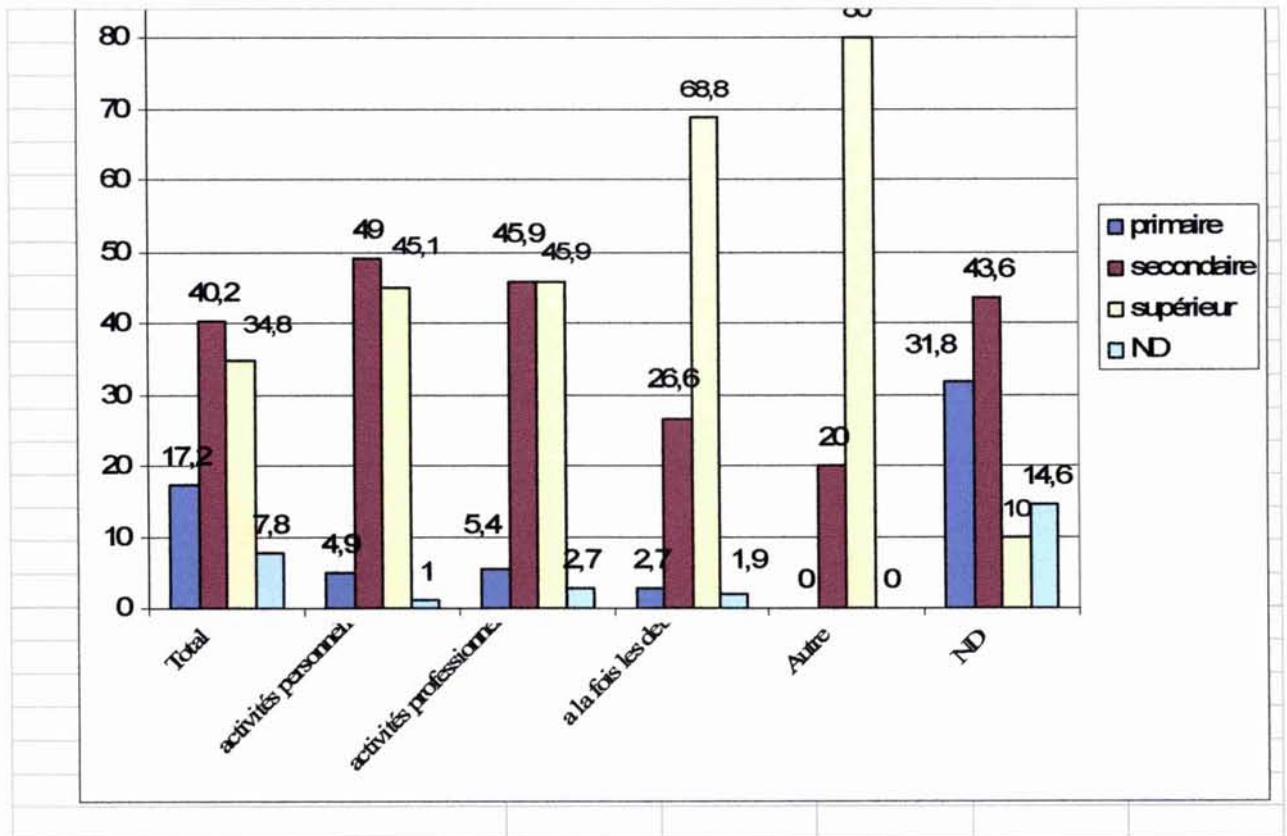
### Satisfaction internet/sexe



*Les femmes sont moins satisfaites de ce qu'elles trouvent sur internet (47,8%) que les hommes (55,7%).*



### Cadre usage internet/niveau scolarisation



On voit que le taux le plus élevé d'utilisateurs d'Internet se trouve dans la tranche des « niveau supérieur ».

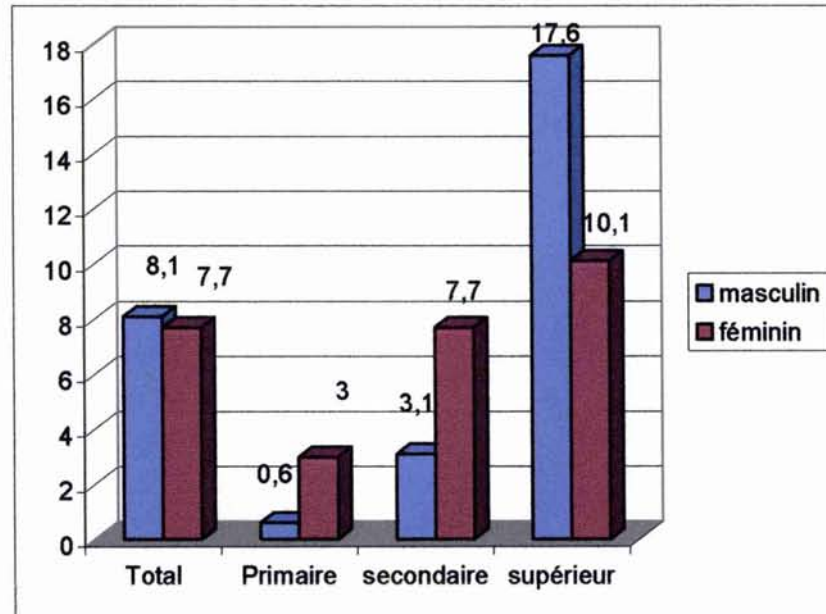
Sur 535 usagers d'internet, 37,1% des femmes y ont accès au bureau contre 36,12% des hommes; tandis que 2,2% de femmes seulement déclarent y accéder à la maison contre 6,1% d'hommes.

*Tandis que le bureau constitue pour les femmes, comme pour l'ordinateur, le lieu d'accès le plus courant à l'internet (37,1%); l'internet à domicile demeure également un luxe pour les femmes (2,2%) comme pour les hommes (6,1%).*

#### 4 -Formation en Internet :

Les chiffres nous révèlent que 22,5% de notre échantillon ont reçu une formation en Internet (formelle ou/et informelle) et que très peu de ces formations prennent en compte les questions de «Genre». Dans le domaine de la formation en internet on remarque un écart évident en relation au sexe, niveau scolaire et milieu.

### Formation internet/niveau scolarisation/sexe



*Et comme pour l'informatique, plus le niveau avance moins on trouve de femmes (10%) contre 17,6% chez les hommes.*

Ces chiffres révèlent des disparités socio-économiques qui sont, souvent, à l'origine d'une inégalité d'accès aux TIC qui fait, qu'en Mauritanie, la majorité de la population ne peut pas acquérir un ordinateur ou prétendre à une connexion internet à titre personnel. Rappelons que seuls 4% des utilisateurs ont internet à domicile.

Les raisons les plus évoquées pour la non utilisation de l'Internet sont le « coût » et le « manque de formation » ce qui fait que l'utilisation d'internet est souvent jugée comme étant « trop compliquée ».

## D – Le Téléphone Mobile

Rappelons tout d'abord, que le Gouvernement mauritanien a pris ces dernières années, un certain nombre de mesures très importantes qui visent à renforcer la croissance par une politique de libéralisation, à savoir :

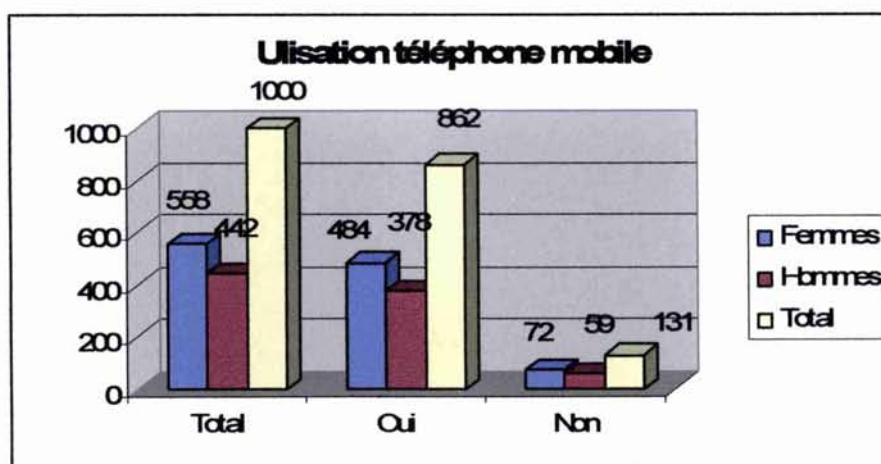
- la libéralisation du secteur des télécommunications marquée par la privatisation, l'ouverture du secteur à la concurrence ;
- la création de l'Autorité de Régulation, organe indépendant ;
- la création de l'Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services Régulés ;
- l'exonération du matériel informatique des droits et taxes à l'importation ;
- etc...

## 1 – L'utilisation du téléphone mobile (avoir un TM) :

Le tableau suivant ressort une importante utilisation du téléphone mobile en Mauritanie, puisque que 86.2% de notre échantillon ont un téléphone mobile contre 13% seulement. Ces derniers évoquent surtout la raison matérielle « trop cher » contre seulement 3% qui évoquent la « non couverture de leur zone par le réseau GSM ».

La couverture par GSM tendant à se généraliser sur l'ensemble du territoire, grâce, entre autres, aux mesures, précédemment citées, prises par le Gouvernement dans le domaine des télécommunications. Mesures marquées par l'arrivée des deux opérateurs privé et semi privé Mattel et Mauritel.

Au rythme où se développement le réseau GSM, on peut prédire un marché encore plus florissant pour le téléphone mobile en Mauritanie.

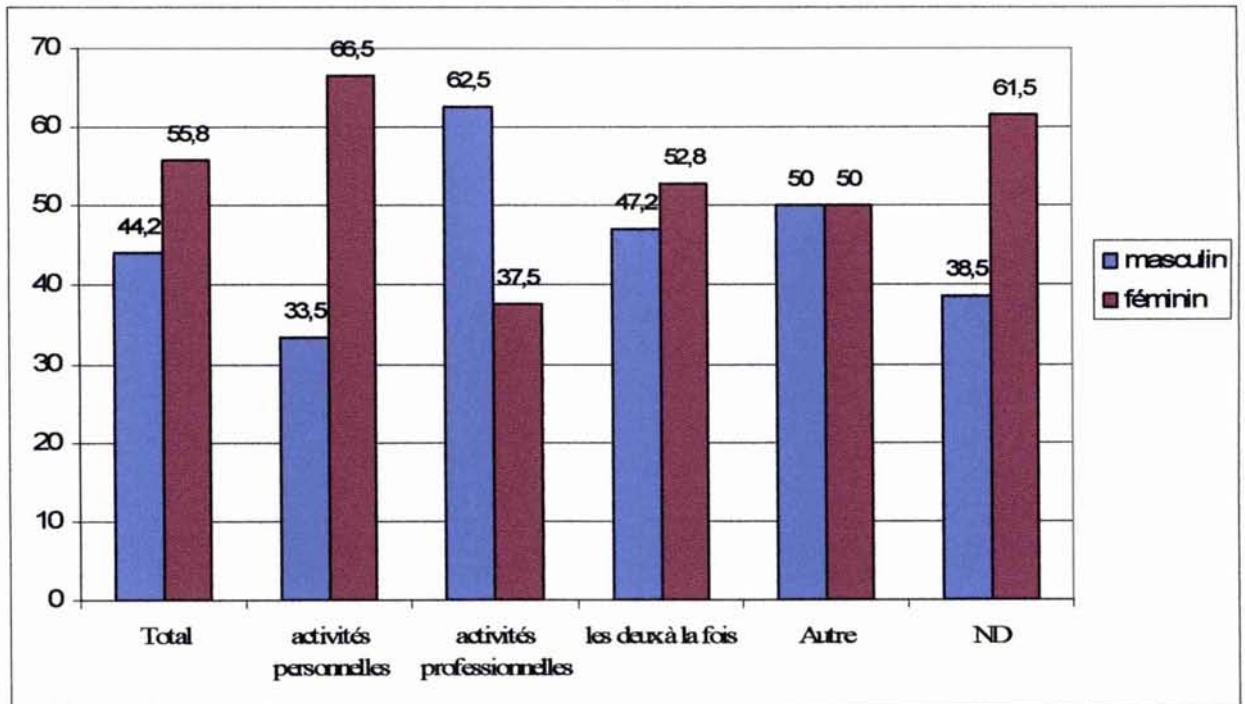


*Les femmes sont 56% des 862 utilisateurs du téléphone mobile. La majorité de ces femmes sont d'un niveau scolaire moyen (60,8%).*

## 2 - Cadre d'utilisation du téléphone mobile :

Les femmes qui utilisent le téléphone mobile dans leurs activités personnelles (66,5%) sont plus nombreuses que les hommes (33,5%). Aussi, 52,8% d'entre elles l'utilisent à la fois pour leurs activités professionnelles et personnelles contre seulement 47,2% chez les hommes (voir tableau ci-après).

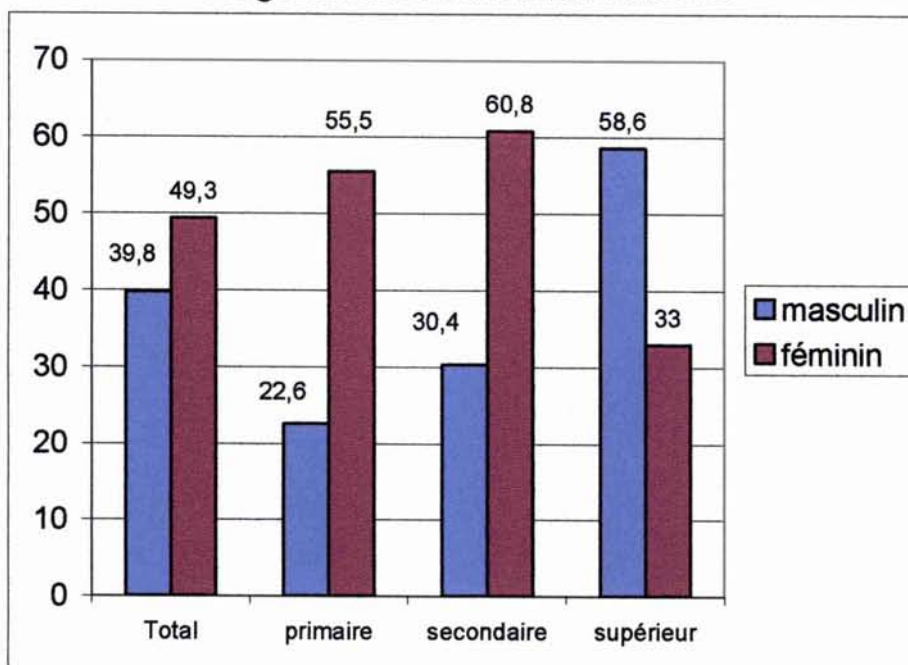
### Cadre usage TM/sexe



*37,5% des femmes utilisent le téléphone mobile pour leurs activités professionnelles contre 62,5% des hommes.*

Les femmes utilisatrices du téléphone mobile sont plus nombreuses dans le niveau « secondaire » (60,8%) alors que les hommes le sont dans le niveau « supérieur » (58,6%). D'où une certaine disparité hommes/femmes dans ce domaine en matière de niveau scolaire, comme le montre le graphique suivant :

### Usage TM/Niveau scolarisation/sexe



## E- Utilité des TIC

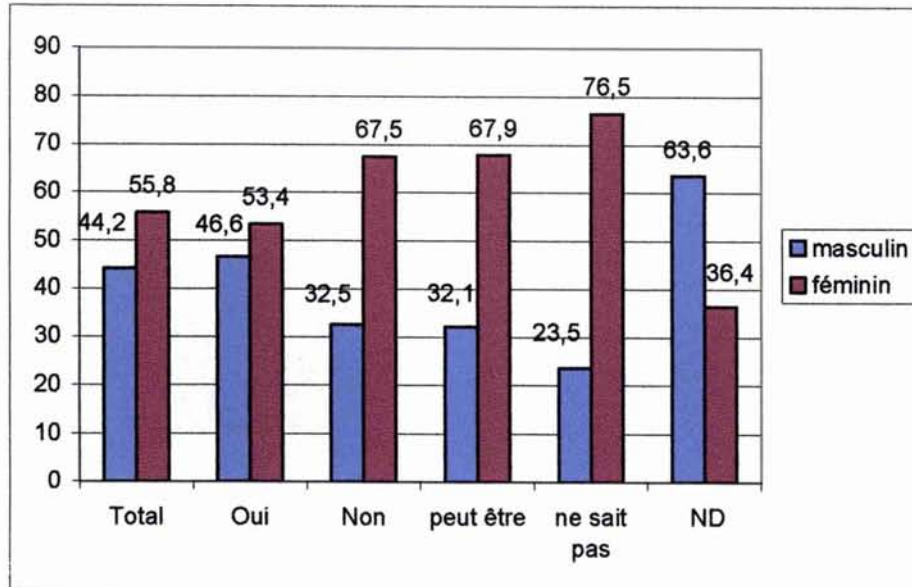
### 1 - Utilité des TIC :

S'agissant de ce paramètre, sur les 97 personnes de notre échantillon, actives dans le domaine des TIC, 8,21% sont des femmes contre 11,54% d'hommes.

Notons que 58,24% de femmes avouent éprouver des difficultés d'accès et d'accessibilité à l'internet (contre 38% chez les hommes) ; 30% pour accéder à l'ordinateur (contre 37,8% des hommes) et 8,8% pour accéder au téléphone mobile (contre 7% des hommes).

78,4% (46,6% de femmes et 53,4% d'hommes), estiment utile l'utilisation des TIC tandis que 4% (67,5% de femmes et 32,5% d'hommes) estiment que non, alors que 10,9% doutent de leur utilité (67,9% femmes et 32,1% d'hommes) et que 3,4% ne savent pas (76,5% de femmes et 23,5% d'hommes).

### Utilité utilisation TIC/sexe



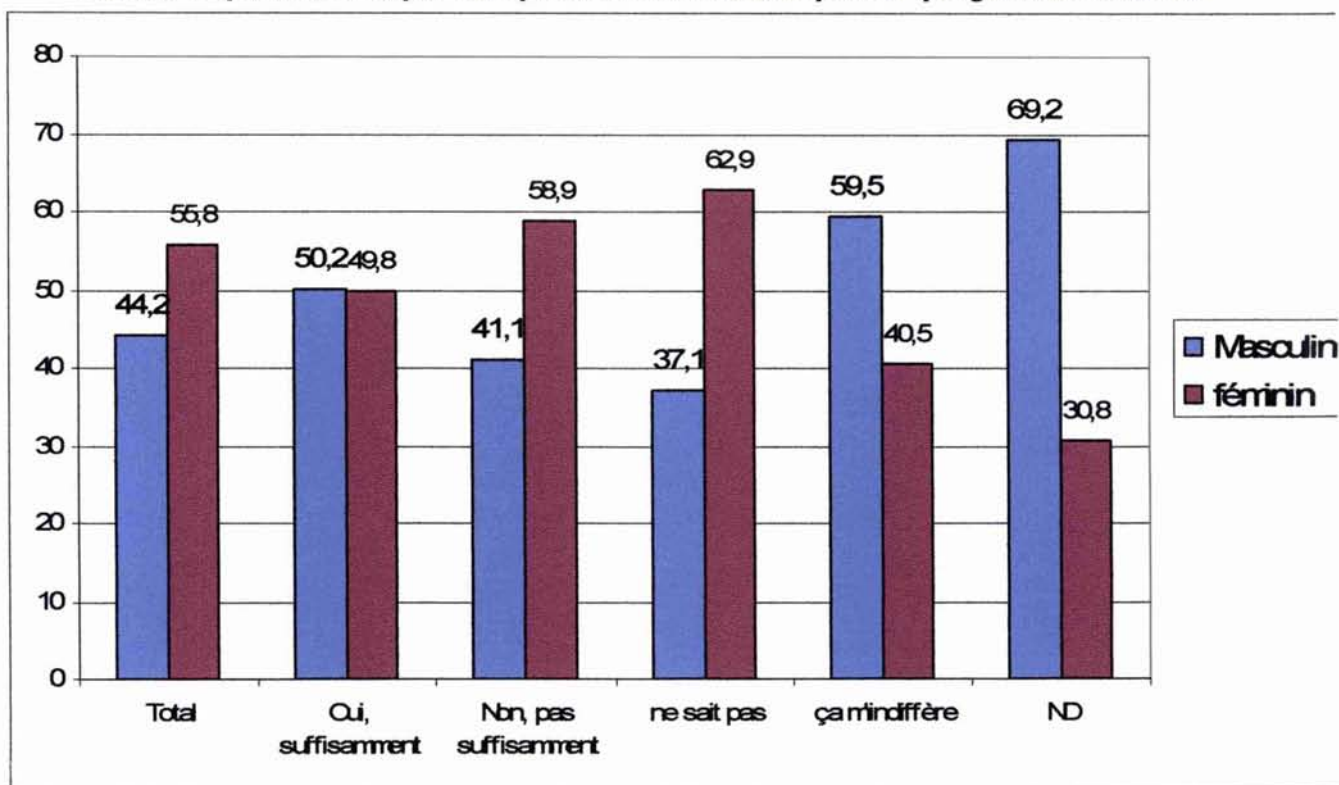
*Surprise : Les femmes sont 67,5% des 78,4% qui trouvent inutile l'utilisation des TIC (contre 32,5% des hommes) et 67,9% des 10,9% qui doutent de leur utilité (contre 32,1% d'hommes).*

### **2 - Prise en compte des questions de «Genre» par les programmes actuels :**

24,9% de notre échantillon (58,9% de femmes et 41,1% des hommes) trouvent que le niveau de « prise en compte des questions de «Genre» par les programmes actuels » est insuffisant, tandis que 44,3% (49,8% de femmes et 50,2% d'hommes) trouvent suffisant le niveau de prise en compte de ces questions par les programmes actuels. 23,2% ne savent pas (37,1% de femmes et 62,9% hommes) et que 3,7% déclarent être indifférents à cette question (40,5% de femmes et 59,5% d'hommes).

Notons que l'ensemble des personnes qui n'ont pas répondu à cette question sont composées d'une majorité de 69,5% d'hommes contre 30,8% de femmes. .

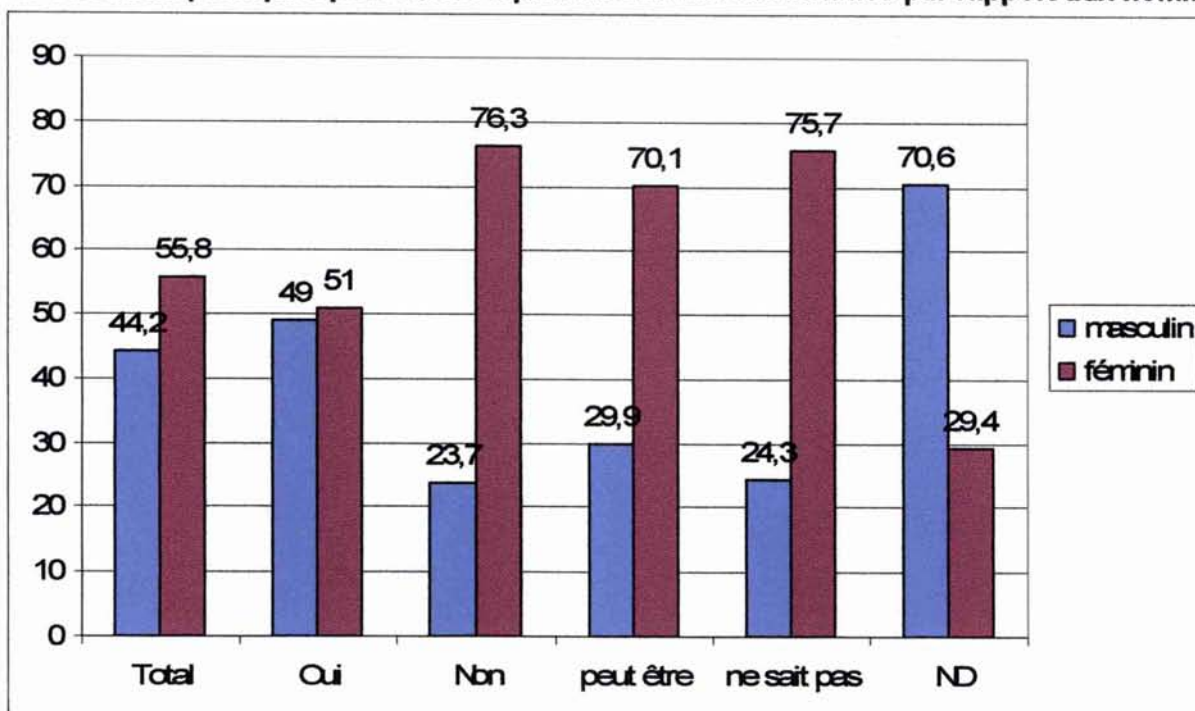
### Niveau de prise en compte des questions de «Genre» par les programmes actuels



### **3 - Pour ou contre politiques pour accès équitable aux tic des femmes par rapport aux hommes :**

70,6% sont favorables « pour un accès équitable aux TIC des femmes par rapport aux hommes » (51% de femmes et 49% d'hommes). 5,9% seulement sont contre dont 23,7% de femmes et 76,3% d'hommes, alors que 3,7% ne savent pas dont 24,3% de femmes et 75,7% d'hommes et 16,4% en doutent (dont 29,9% de femmes et 70,1% d'hommes).

### Pour ou contre politiques pour accès équitable aux TIC des femmes par rapport aux hommes



*Fait singulier, les femmes représentent 4,5% des 5,9% qui sont « contre un accès équitable aux TIC des femmes par rapport aux hommes », contre 1,4% d'hommes.*

En tout cas, si conformément au **Cadre stratégique National de Développement des Technologies Nouvelles** (2002-2006), les axes prioritaires de ce document sont réalisés, le fossé numérique ne sera limité et avec lui la fracture de « Genre », puisqu'ils doivent, entre autres, tendre à :

- Acquérir les moyens d'accès pour tous à la société de l'information;
- Valoriser les ressources humaines;
- Moderniser l'administration par l'outil numérique;
- Adapter des capacités institutionnelles et juridiques au contexte des Technologies Nouvelles;
- Développer l'utilisation des Technologies Nouvelles dans le secteur privé;
- Développer des contenus numériques et la visibilité de la Mauritanie sur le Web;
- Appuyer les technologies sectoriels ;
- Etc....

Enfin notons ici que, dans le cadre du plaidoyer national en vu du SMSI, la dimension « Genre » a été souligné grâce au plaidoyer des ONG qui participent, par ailleurs, à plusieurs phases du processus du **Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI)**, notamment les processus « Femmes/Genre » et « société civile » et cela dans plusieurs espaces notamment ouest africain et francophone.

L'ONG « Ntic & citoyenneté », par exemple, y assure un rôle non négligeable.

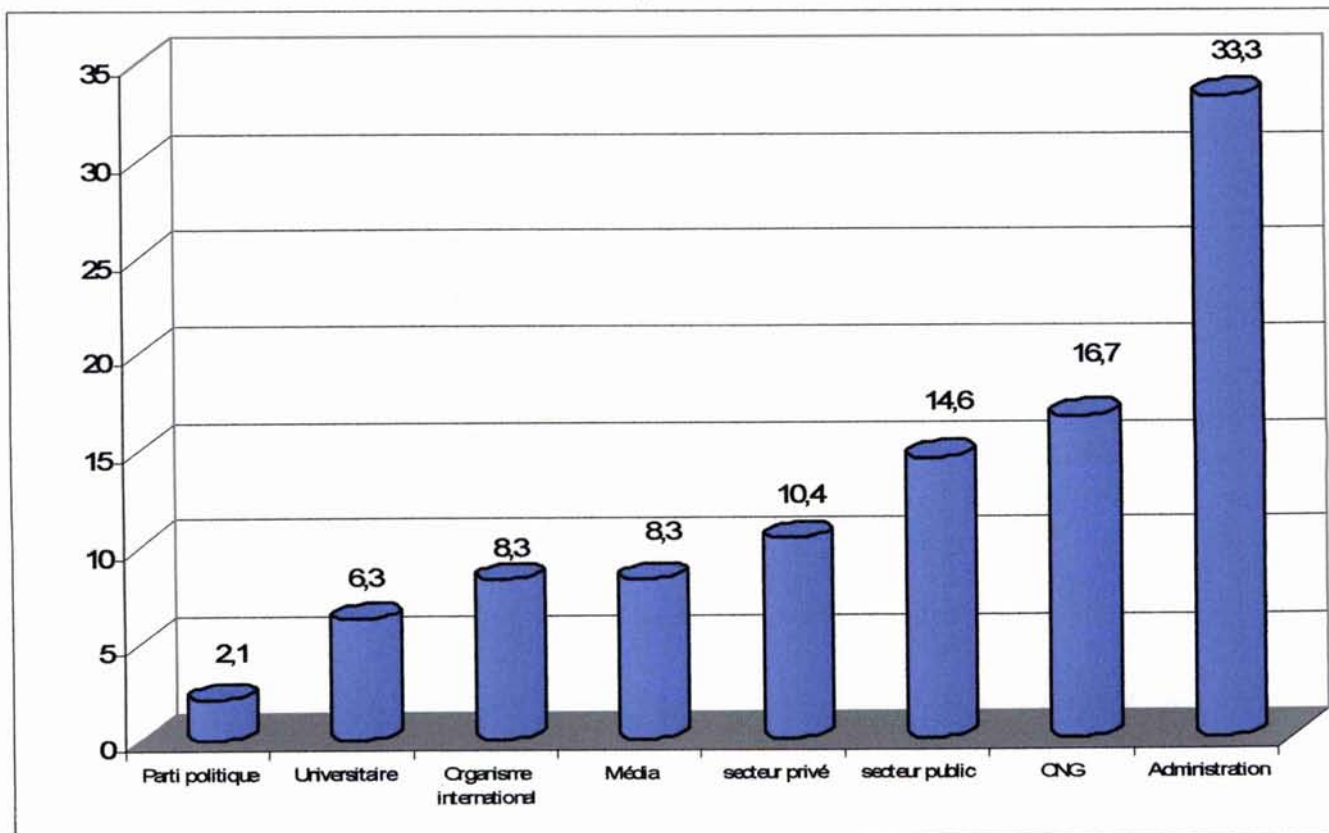


## II - L'Enquête institutionnelle

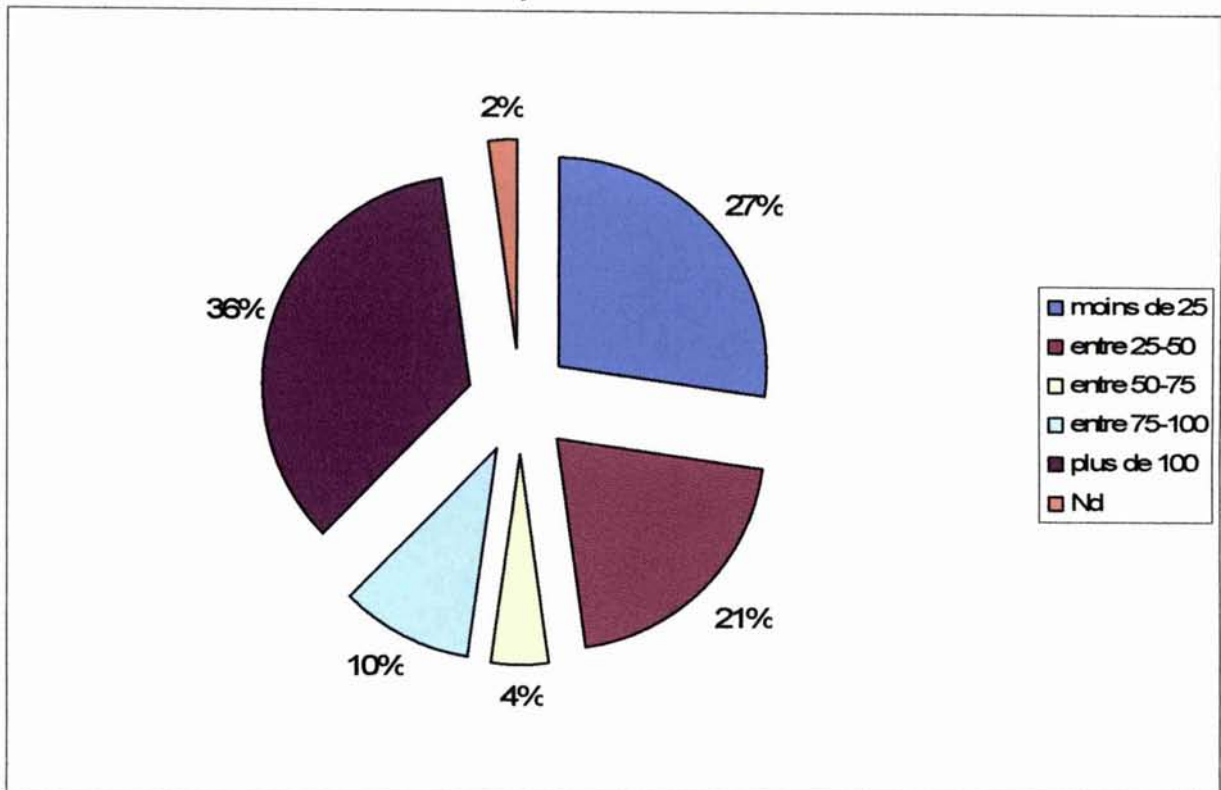
### 1 - L'échantillon :

Concernant l'enquête institutionnelle, elle se limitait à la connaissance et à l'implication de la dimension «Genre» et des TIC dans les politiques et orientations existant dans les institutions en Mauritanie. Sur 48 institutions, on a en 22 (45,8%) qui ont des activités de « TIC » et 13 (27,1%) des activités de « Genre ». L'échantillon est ainsi composé :

Echantillon par secteurs



## Echantillon par taille des institutions



## Le «Genre»

### 1 - Sphères de la décision :

Tout d'abord, on note une première fracture de «Genre» en termes d'effectifs dans les instances de décision de manière générale et dans les institutions qui oeuvrent dans le domaine des TIC en particulier puisqu'elles ne comptent que 24,5% de femmes.

En effet, sur les 19 institutions actives dans le domaine des TIC on compte environ 254 cadres supérieurs et décisionnels dont seulement 63 femmes.

**Exemple** : Fatimétou Mint Mohamed Saleck (ancienne Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargée des Technologies Nouvelles, consultante) : C'est la première mauritanienne Docteur-ès-Math.informatique. Après avoir travaillé pendant quelques années à TOTAL-France, elle rentre au pays pour enseigner au département math-informatique de la faculté des Sciences et Techniques de l'Université de Nouakchott. En 2000 et après la réussite de la fête de l'Internet qu'elle a initiée et organisée avec un groupe de collègues, elle est désignée pour diriger le tout premier département du Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles. Avec elle, l'image de la femme en voile va beaucoup changer notamment auprès des partenaires africains, européens et américains. Sa jeunesse et sa féminité se reflètent sur les décisions et politiques du tout jeune département même si, par exemple, la dimension «Genre» n'était pas son premier souci.

Concernant les organisations de la société civile ayant pour mandat les TIC nous n'avons pu recueillir que l'interview de 2 d'entre elles sur environ 5 ou 6. Sur les 12 personnes que comptent ces 2 organisations nous avons 3 femmes dont 1 seule, comme cadre décisionnel.

Notons qu'en Mauritanie, sur plus de 950 organisations de la société civile, il n'y a que 6 dans le domaine des TIC et parmi celles-ci 1 seule œuvre, réellement, sur les questions de «Genre» dans le domaine des « TIC » (Ntic & Citoyenneté).

*Seuls 0,63% des organisations de la société civile sont actives dans le domaine des TIC  
Dont 16,6% sur la dimension «Genre».*

## **2 - Formation en «Genre» :**

Globalement sur les 48 institutions il y a très peu voir, pas du tout, de personnes qui ont reçu une formation «Genre», malgré les formations qui ont été effectivement organisées dans ce domaine, çà et là depuis quelque temps, surtout dans le secteur public.

Le comble se trouve parmi les 19 institutions qui oeuvrent dans le domaine des TIC puisque que sur les 1645 personnes qu'elles comptent, seules 2 personnes ont reçu une formation « Genre» soit 0,13% et ces 2 personnes sont des femmes.

Sur le plan institutionnel, on a trouvé du personnel formé au « Genre » seulement dans 19 (39,6%) contre 25 ou on ne sait pas ce que c'est (soit 52,1%). Les gens ne savent même pas ce qu'est une formation en « Genre ».

*Sur le plan décisionnel, la formation en «Genre» est quasi inconnue aussi bien pour les hommes que pour les femmes (0,06%) !*

## **3 – Avoir une politique en matière de « Genre » :**

La présente étude nous révèle que 15 des institutions (31,2%) affirment avoir une politique en matière de «Genre» et TIC contre 32 (66,6%) et que sur les 48 institutions enquêtées, 22 (45,5%) ont défini une politique de «Genre» contre 24 (50%) qui avouent le contraire. Il apparaît aussi que dans 19 (39,5%) de ces 48 institutions, il y a des personnes qui ont reçu une formation en «Genre», contre 25 (52%).

*31,2% des institutions interrogées déclarent avoir une politique en matière de «Genre».*

Concernant la prise en compte des questions de «Genre» dans les formations dispensées par les 6 centres et projets formels et informels de formations en TIC soit 12,5 de notre échantillon, il apparaît que ces centres le font notamment dans :

- **La sélection des formateurs** : 6 institutions (soit 12,5%) ;
- **la sélection des bénéficiaires** : 9 institutions (soit 18,8%),
- **le contenu des formations** : 3 institutions (soit 6,3%) ;
- **le support pédagogique** : 2 institutions (soit 4,2%) ;

Soulignons ici, que l'aménagement des formations de manière à tenir compte des contraintes spécifiques aux femmes se résume en :

- **horaires adaptés** : 6 institutions (soit 12,5%) ;
- **quotas de femmes** : 4 institutions (8,3%) ;
- **formations pour les femmes seulement** : 5 institutions (10,5%).

Toujours dans les « formations et leur contenu en matière de politiques de TIC » c'est-à-dire les règles selon lesquelles est organisé le développement des TIC (gouvernance et participation, droits, décision, sécurité,....) on a ce qui suit :

- 34 institutions (70%) les trouvent « sans intérêt » ;
- 12 institutions (25%) les abordent « à chaque fois » (bonne gouvernance, participation, sécurité, politiques sociales et économiques....Etc.) ;
- 39 institutions (81%) estiment que dans leurs activités liées aux TIC « les femmes pourraient avoir un impact » ;4% pensent le contraire et 4,2% doutent de cet impact.;

Parmi les impacts que pourraient avoir les femmes sur ces activités liées aux TIC, on cite souvent :

- la vulgarisation, sensibilisation, reconversion, changement des mentalités... (31,6%),
- la participation au développement (24,4%),
- l'utilisation des TIC (22%).
- la productivité et la qualité du travail (12,2%),

#### **4 - Les contenus nationaux traitant du « Genre » :**

Très peu de sites web typiquement mauritaniens traitent de la question de « Genre », encore moins les sites d'associations féminines en dehors d'Anaif-pie, de TJFAD, ... et quand c'est le cas, il n'y a pas d'interactivité, car ces sites là, sont souvent des répertoires-vitrines d'informations documentaires et n'entretiennent pas des activités ou des débats concernant ce sujet.

C'est ainsi que sur la soixantaine (60) de sites web nationaux que nous avons pu consulter, 25 seulement traitent du « Genre » (41,6%) et un seul traite, concrètement, de la dimension « Genre » dans les « TIC » (1,66%). La plupart des références sur cette question se retrouvent dans les sites web des institutions et organisations qui appuient le Gouvernement et les organisations de la société civile (système des Nations-Unies en Mauritanie (Pnud, Fnuap, Unicef, ....), GTZ (projet PAC..).

L'absence de savoir faire, de moyens ainsi que le manque d'informations et de vulgarisation sur l'utilité et les perspectives qu'offrent les outils de l'internet (messagerie, sites web, moteurs de recherches, forums de discussions, mailing-list,....) font que très peu des organisations de la société civile et même des secteurs public et privé entreprennent de créer des outils de ce genre.

D'ailleurs, en dehors de la liste de discussion du site web « Maurifemme » (qui connaît de sérieux problèmes techniques : manque de protection et donc de sécurisation) et « Mauritaniegenre », il n'y a pratiquement pas d'espaces d'échanges et de discussions spécifiques à la femme et au Genre en Mauritanie. Pourtant la participation des femmes à ces débats est remarquable puisque pour « Maurifemme » elle est de plus de 55 membres dont environ 30% contribuent régulièrement ( ).

Soulignons, au passage, que le site web « Maurifemme » ([www.maurifemme.mr](http://www.maurifemme.mr)) est un site web initié et réalisé par une femme et qu'il est riche, bien actualisé et constitue, aujourd'hui, une source d'information incontournable sur tout ce qui a trait à la Femme, au « Genre » et au TIC, à la culture et aux traditions mais aussi à la société civile de manière générale ... il joue un rôle interactif entre les associations mauritaniennes mais aussi entre elles et l'extérieur (annonces, appels d'offres, à candidature ou à communication, financements, concours, partenariat, lobbying,....).

### **Consommation de contenu :**

**Témoignage 1 :** Marième M'Bengue (Présidente d'un réseau) : Moi, je ne connaissais pas l'internet. Mais depuis que je le connais (2001), je sais que mes activités ont changé et même ma vision des choses ainsi que ma façon de les appréhender. Par exemple, je me consulte plus souvent avec mes collègues des autres ONG sur un point avant de prendre une décision et cela sans avoir à me déplacer, ou aller rechercher la personne, ou lui téléphoner, ou réunir les gens, etc... Et puis un jour, une collègue à moi qui travaille dans le domaine des TIC m'a téléphoné pour me dire qu'elle avait sélectionné notre réseau pour faire partie d'un groupe d'associations à qui l'Unesco va donner du matériel informatique. Effectivement, quelques mois plus tard, notre réseau recevait une unité informatique. Tout cela s'est fait en ligne sans que ma collègue voyage, ou quoi que ce soit. Depuis lors, j'ai compris que nous, femmes africaines plus que les autres, nous devons vraiment nous approprier cette technologie car elle nous fait une économie d'efforts, de moyens et de temps considérable.

**Témoignage 2 :** Fatma Mint Elkory (Présidente d'une ong) :

Personnellement, les TIC m'ont ouvert beaucoup de voies et donné le moyen d'expression dont j'avais besoin pour exprimer mes aspirations, mes visions, ma personnalité... sans trop bouger. C'est ainsi que j'ai pu participer au lobbying et au plaidoyer régionaux et internationaux et faire de « Maurifemme » une véritable plate-forme d'informations et d'échanges. J'ai pu faire profiter plusieurs personnes physiques et morales d'opportunités telles que participer à des rencontres, concertations (réelles ou virtuelles) régionales ou internationales, faire des formations (sur les TIC, entre autres), bénéficier de matériels informatiques, rencontrer des chercheurs, journalistes et photographes, se faire connaître sur le net, ....

J'ai participé à une trentaine de rencontres régionales et internationales, j'ai contribué à plusieurs concertations en ligne, j'ai liés énormément de relations avec d'autres femmes, d'autres organisations tout cela grâce à l'internet. Grâce à lui, je me suis bien auto-formée tant sur le plan de culture civile que sur les techniques d'entretiens, de communications, de rédactions, de construction/réalisations de produits en ligne,.... tout cela sans faillir ni à mes devoirs de mère, d'épouse ou encore de fonctionnaire ».

## **5 - Les producteurs ou responsables de contenus sur le web traitant du « Genre » :**

Par ailleurs, dans la catégorie de producteurs, responsables ou professionnelles du contenu web, un pourcentage de 8,24% de femmes et 11,54% d'hommes.

Il faut reconnaître que, dans le cadre de cette étude, seuls les sites francophones ont été consultés et toutes nos données concernent donc exclusivement l'espace francophone.

**Production de contenu : Témoignage : Fatma Mint Elkory (webmaster amatrice) :**

« J'ai attrapé le virus du web, en juillet 1999, au sortir d'un atelier sur la conception de services en ligne dans le cadre du programme de formation continue initié par l'aupef-uref. Depuis je ne peux plus me passer de l'internet et mon passe-temps favori est la conception en ligne. Pourtant je ne suis pas informaticienne, mais j'ai déjà réalisé deux sites web « maurifemme » sur/et pour la femme mauritanienne dans sa diversité ([www.maurifemme.mr](http://www.maurifemme.mr)) et « minterrif » sur/et pour la femme rurale en Mauritanie ([www.minterrif.mr](http://www.minterrif.mr)) ainsi que plusieurs pages web (sur la bibliothèque universitaire de Nouakchott, sur le département des langues et littératures nationales,...) en plus d'un groupe de discussions et d'échanges sur tout ce qui se rapporte au « Genre » en Mauritanie. Je fais moi-même partie de beaucoup de forums et de listes de diffusion à travers le monde notamment sur le plan associatif et dans des domaines comme le « Genre », les TIC, le développement durable, etc... D'autre part, je fais aussi de la formation comme consultante dans le domaine des TIC (construction web, documentation et de l'informatique documentaire, ...).

*Seul 41,6% du contenu mauritanien ou sur la Mauritanie, traite du « Genre » et  
Seulement 1,6% du « Genre » dans les TIC*

## 6 – Quelques produits en ligne sur le « Genre » en Mauritanie :

Premier site web sur la et pour le genre et la femme en Mauritanie	<a href="http://www.maurifemme.mr">www.maurifemme.mr</a>
Site web sur la femme rurale de Mauritanie	<a href="http://www.minterrif.mr">www.minterrif.mr</a>
Forum de discussion sur la femme et le genre en Mauritanie	<a href="mailto:maurifemme@yahoogroupes.fr">maurifemme@yahoogroupes.fr</a>
Diagnostic-Bilan de la situation de la femme en Mauritanie :...	<a href="http://www.cmap.mr/BilanFemme.pdf">www.cmap.mr/BilanFemme.pdf</a>
FAO, «Genre» et développement: un cadre d'analyse tenant compte ... l'appui des cellules "Intégration de la femme au développement": Mauritanie	<a href="http://www.fao.org/DOCREP/V2715f/v2715f04.htm">www.fao.org/DOCREP/V2715f/v2715f04.htm</a> -
<b>«Genre» et sécurité alimentaire</b>	<a href="http://www.fao.org/DOCREP/x0233f/x0233f02.htm">www.fao.org/DOCREP/x0233f/x0233f02.htm</a>
Claude Paulet, représentant résident du FNUAP en Mauritanie, a dans ... la circonstance souligné que l'approche «Genre» fait appel ... de l'homme et de la femme et qu ...	<a href="http://www.ami.mr/fr/bulletin20010402.htm">www.ami.mr/fr/bulletin20010402.htm</a>
Actualisation du profil de pauvreté féminine en Mauritanie. Finalisation de la base de données «Genre» sur la situation de la femme en Mauritanie. ...	<a href="http://www.anaif-pie.kabissa.org/programs.htm">www.anaif-pie.kabissa.org/programs.htm</a>
... 'un atelier de formation sur l'approche «Genre». Nouakchott	<a href="http://www.ami.mr/fr/bulletin20010409.htm">www.ami.mr/fr/bulletin20010409.htm</a>
<b>Budgétisation et planification nationales sensibles au «Genre»</b>	<a href="http://www.»Genre»enaction.net/article.php3?id_article=3078">www.»Genre»enaction.net/article.php3?id_article=3078</a> -
... d'une série de conférences sur la femme Maghrébine ... 'expérience de la Mauritanie en matière ... Expert sur l'approche «Genre» pour le ...	<a href="http://www.»Genre»enaction.net/IMG/rtf/mintabdellah.rtf">www.»Genre»enaction.net/IMG/rtf/mintabdellah.rtf</a>
<b>«Genre» et promotion de la femme en Mauritanie ». – UNFPA</b>	<a href="http://www.unfpa.mr/gt_»Genre».htm">www.unfpa.mr/gt_»Genre».htm</a> -
... organisée par le Centre de la Femme Arabe (CAWTAR ... menées à l'échelle arabe dans les domaines du «Genre» . La Mauritanie a pu aussi adhérer au réseau arabe ...	<a href="http://www.pdm.mr/fnuap.htm">www.pdm.mr/fnuap.htm</a> - 25k
Prise en compte de la dimension «Genre» dans ...atelier de renforcement du rôle de la femme dans la lutte contre la désertification en Mauritanie. PNUD	<a href="http://www.undp.org/seed/unso/women/resmaur.htm">www.undp.org/seed/unso/women/resmaur.htm</a>
programmes relatifs à la promotion de la femme. ... introduction de l'approche «Genre» dans toutes ...	<a href="http://www.un.org/womenwatch/daw/followup/beijing+5stat/statments/mauritania6.htm">www.un.org/womenwatch/daw/followup/beijing+5stat/statments/mauritania6.htm</a>
de Pékin (Promouvoir l'égalité homme-femme. ... santé...) pour quelques pays d'Afrique (Mauritanie, Niger, Cameroun ... du programme d'actions «Genre»), Promotion du ...	<a href="http://www.diplomatie.gouv.fr/solidarite/ministere_femmes/pg_integration2.htm">www.diplomatie.gouv.fr/solidarite/ministere_femmes/pg_integration2.htm</a>
...figure du féminin dans la société maure (Mauritanie),... cet interdit franchissant aussi les frontières de «Genre». ... ici (et ailleurs) entre femme et musique ... - Aline TAUZIN, Edition Karthala	<a href="http://clio.revues.org/document632.html">clio.revues.org/document632.html</a>

### III – RESUME CHIFFRE DES RESULTATS DE L'ETUDE

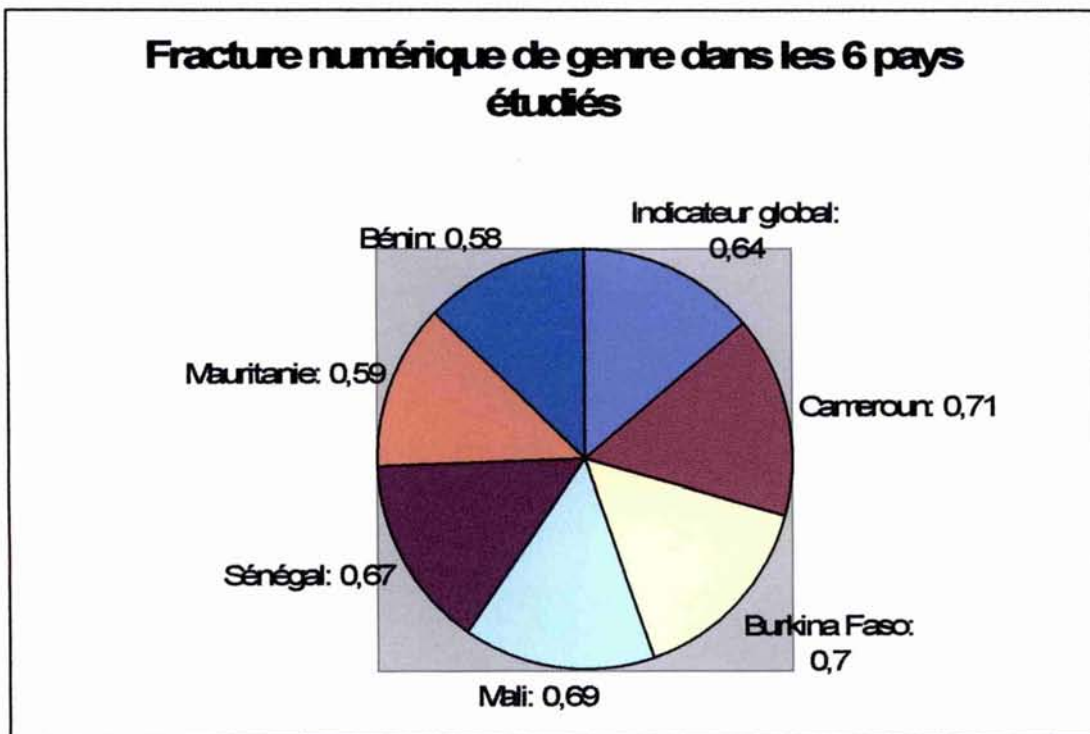
	M/R
<b>Indicateur de contrôle</b>	
11 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances de décision politique des TIC	<b>0,22</b>
12 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des entreprises économiques des TIC	0,46
13 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des organisations de la société civile	0,00
14 - Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC	0,03
15 – Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC	0,00
16 - Disparités en formation de genre dans les institutions de TIC	0,53
<b>Indicateur de pertinence de contenus</b>	
21 – Disparités de genre dans la consommation des produits virtuels	<b>0,61</b>
22 - Taux de produits électroniques nationaux traitant du genre en langue française ou nationale :	0,77
23 – Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes	0,03
<b>Indicateur de capacités</b>	
31 - Disparités de genre en alphabétisation/scolarisation	<b>0,63</b>
32 - Disparités de genre en formation aux TIC	0,59
33 - Explicite prise en compte des questions de genre et de politiques de TIC dans les formations en TIC	0,94
34 - Disparité de genre chez les professionnels des TIC actifs/en formation :	0,33
<b>Indicateur de connectivité</b>	
41 - Disparités de genre dans l'utilisation des 3 TIC	0,67
42 - Disparités de genre dans l'accès à l'ordinateur et à Internet	<b>0,88</b>
43 - Disparités de genre en termes d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse e-mail	1,01
44 - Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC	0,54
45 - Disparité de genre en terme de difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable	0,95
	1,01
	0,91

## SYNTHESE DES CES RESULTATS :

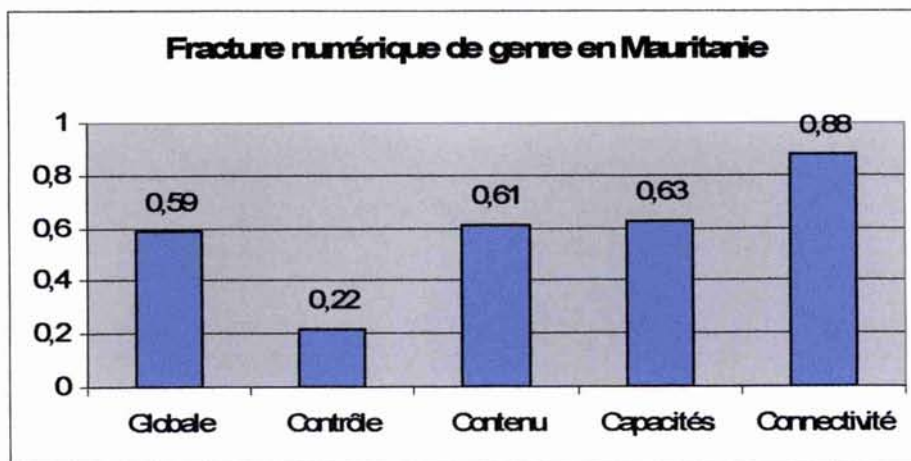
Au terme de cette étude, apparaît, effectivement, une inégalité de genre dans le domaine des TIC, en Mauritanie.

**0,59** constitue une fracture de taille qu'il faut impérativement prendre en charge, dans la perspective de la future société de l'information juste et équitable.

Cet indice place la Mauritanie au 5<sup>ème</sup> rang des 6 pays couverts par cette étude, comme le montre le tableau suivant :



Cette fracture numérique de genre « nationale » est alarmante à plusieurs niveaux, comme l'illustre le graphique suivant :





- Tout d'abord, la composante **Contrôle** qui témoigne des disparités de Genre en termes de participation à la décision politique, économique, et citoyenne, du degré de préparation pour la prise en compte du genre dans les politiques de TIC et de la sensibilité des politiques de TIC aux questions de genre, c'est-à-dire :
  - place quantitative et qualitative des femmes dans les organigrammes et dans les hiérarchies des hautes instances de décisions publiques, privées et civiles intervenant dans le secteur des TIC, aux niveaux de la direction, de la technique, du commercial et de l'exécution ;
  - les préoccupations de genre traduites dans les politiques, législations et réglementations des TIC ;
  - l'analyse de genre qu'on peut faire des principes fondateurs des politiques de TIC...);
  - etc...

En Mauritanie la fracture est assez profonde dans ce domaine (**0,22**), ce qui veut dire que les femmes sont très largement défavorisées en termes de participation à la décision dans le secteur des TIC. La moyenne en Afrique de l'ouest étant de **0,65**.

- En termes d'**accessibilité** aux TIC, elle existe mais simplement sous forme de fissure (0,88) et c'est le cas pour toute la région étudiée (les 6 pays impliqués par cette étude).
- Sur le plan des **Capacité** à les utiliser que la fracture numérique de Genre s'accroît aussi bien en Mauritanie (**0,63**) que dans la sous-région (**0,70**) et tiendrait, surtout de la faible alphabétisation/scolarisation des femmes.
- De même que sur le plan du **Contenu** où la fracture s'approfondit : les femmes sont très lésées en terme de participation et/ou création de contenu. **0,61** est l'indicateur général en Mauritanie et **0,62** dans la sous-région.

Résultats assez étonnants quand même, dans un contexte national et régional en développement, où ces pays sont considérés comme parmi "les mieux lotis" (en termes de TIC) , même si l'analphabétisme et la pauvreté imposent d'autres priorités que les TIC.

En tout cas, malgré cela, en Mauritanie, la priorité a été donnée à la promotion du Savoir et de tous les outils qui y mènent notamment le Livre et l'Internet. De plus, les visions très ambitieuses du Gouvernement ont permis de grandes réalisations en matière d'infrastructures et d'énergie qui ont généré un certain nombre de conséquences, dont on peut citer, en vrac :

- une couverture du GSM très étendue (grâce, entre autres, à la privatisation...);
- participation de plus en plus nombreuse des femmes dans les sphères de la décision (notamment politique, législative, communale, ...);
- un changement remarquable dans les mentalités et pratiques des populations (appropriation sans heurts des TIC ;...);
- situation singulière des femmes mauritaniennes par rapport à leurs biens, à leurs droits et à leurs mouvements (liberté de contracter, d'investir, ....., etc...);

Soulignons qu'en Mauritanie comme dans tous les autres pays impliqués dans cette étude, les contextes socio-politiques, géo-économiques et religio-culturels doivent être bien compris pour mieux situer cette inégalité de Genre dans tous les domaines (notamment politiques macro-économiques) et dans notre cas, le domaine des TIC.

Aussi et comme pour le fossé social, le fossé numérique de genre doit être envisagé avec plus de sérieux et non pas considéré comme une manière de plus de faire, systématiquement, des femmes des "victimes".

En tout cas, ce n'est pas le but de la présente étude qui se veut un travail militant pour l'égalité de genre et qui cherche cette « **défaillance** » dans le secteur des TIC pour donner une idée, le plus exactement possible, de son degré et de son ampleur pour une meilleure justice de genre dans la société de l'information.

C'est ainsi qu'elle fait apparaître les différents niveaux où on peut déceler cette inégalité qui va de la **formulation des politiques** à leur **mise en œuvre**, leur **suivi** et leur **évaluation**. C'est le cas aussi au niveau de la formation, de l'emploi et même des indicateurs (statistiques) !

Pour cela il faut que les pouvoirs tri-sectoriels (public, privé et civil) commencent par donner une priorité centrale à la dimension genre dans les politiques économiques et sociales majeures, impliquant la **participation de toutes les composantes sociales** sous toutes leurs dimensions.

**Promouvoir l'égalité de genre dans le domaine des TIC, c'est placer la femme au centre du développement** et lui donner les **outils nécessaires pour une plus grande participation**, un meilleur contrôle et un **accès équitable à la gestion de la cité**.

Gestion qui gagnerait en valorisant d'avantage les similarités et les différences entre les femmes et les hommes et les rôles assumés par chacun. N'est-ce pas ce qu'on appelle la « **bonne gouvernance** » ?

En tout cas, toutes les actions nationales, régionales et internationales basées sur l'altémondialisation sont sous-tendues par ces convictions

## IV – CONCLUSION

Comme le montre bien le tableau au-dessus, toutes ces disparités d'utilisation des TIC en rapport avec le sexe, révèlent l'existence d'une importante fracture numérique de genre en Mauritanie.

Fracture due à une corrélation/intersection entre plusieurs facteurs qui font qu'en plus de l'incapacité d'acquérir, par exemple, à titre personnel, un ordinateur par la population, ou l'incapacité d'accéder à une connexion internet à domicile, se trouve une économie précaire et un arrière fond d'analphabétisme non encore éradiqué qui conditionnent tout effort dans le sens d'une réelle appropriation des TIC, dans notre pays.

Les raisons les plus évoquées pour la non utilisation de ces TIC (surtout l'Internet et le téléphone mobile) sont le « coût » et le « manque de formation », ce qui fait que leur utilisation est souvent jugée « compliquée » et ne concerne qu'une certaine élite.

Cependant et contrairement à beaucoup de pays de la sous-région, la Mauritanie détient une couverture, en matière d'infrastructures de TIC (réseau GSM, réseau électrique,...) assez satisfaisante qui fait que ces deux notions sont rarement cités comme prétexte à la non utilisation de l'une ou l'autre de ces TIC, ici étudiées.

En revanche et sous l'angle focal, «Genre et TIC», on discerne quand même un environnement politique et économique propice et favorable, bien que la prise en compte des questions de «Genre» en matière de TIC soit encore quasi inexistante et vice versa. Parmi ces facteurs favorables, on peut citer :

❖ **l'évolution remarquable de la scolarisation des filles :**

- aide matérielle aux parents des fillettes,
- lutte contre certaines pratiques jugées néfastes à la santé de la fille (excision, gavage, mariage et grossesse précoces, ....),
- lutte contre leur déperdition scolaire surtout au niveau du secondaire, du professionnel et du supérieur par la discrimination positive pour faciliter leur accès aux filières scientifiques et techniques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (médecine, écoles d'ingénieurs, ....) ;

❖ **l'augmentation du taux des femmes dans les sphères de la décision :**

- parlement et sénat,
- gouvernement,
- administration....
- Secteur des TIC,
- Etc....

❖ **réformes et développement de réalisations en terme de TIC, telles :**

- couverture presque totale du territoire par le GSM,
- création de plusieurs structures telles que l'agence d'accès universel, le centre de formation et d'échanges à distance,...
- l'émergence d'espaces comme le « cyberforum » de la société civile, « la maison de la presse », la « cybercommune », celui des femmes commerçantes et entrepreneures de Mauritanie,...
- des contenus comme « Maurifemme », « Minterrif »,...
- des ONG comme « secoursnet », « Ntic & citoyenneté », « Anais »,...

❖ **l'implication et la participation des femmes de la base :**

- émergence et implication de plus en plus grande des organisations et mouvements de la société civile,
- campagnes d'alphabétisation, d'appui et d'organisation au profit des mouvements sociaux,
- etc...

Certes, il reste encore beaucoup à faire pour combler cette fissure numérique et les espaces communautaires d'accès et de formation aux TIC doivent être l'objet d'une plus grande priorité de la part des autorités, des partenaires au développement et de la société civile afin de permettre un accès équitable et durable capable d'engendrer une perspective de développement humain réellement réductrice de la pauvreté et des inégalités, en Mauritanie.

Parce qu'elle est sensée être basée sur le partage (du savoir, du pouvoir), la civilisation du savoir (la civilisation numérique) suscite beaucoup d'espoirs de la part des "oubliés du développement" (femmes, handicapés, jeunes, pays du Sud, société civile, .....).

Enfin et pour que les efforts et les synergies ne soient pas vains mais mieux rationalisés, il est nécessaire de continuer le travail entamé par cette étude dans un cadre de réseaux et de partenariats ouvert aux échanges, à l'action et au plaidoyer. Réseaux capables de faire de propositions à partir des différentes composantes et ressources existantes pour, entre autres, continuer la fonction de recherche (au sein du réseau « Genre & TIC », pourquoi pas) et créer des instruments de plaidoyer et des propositions concrètes destinés aux décideurs et aux différents partenaires au développement.

## Bibliographie

### Support papier :

- « Citoyennes Africaines de la Société de l'Information », Etudes et Recherches N°231, ENDA, Dakar, 2004
- Recensements sur les conditions de vie des ménages, Mauritanie 1999 et 2001.
- « Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté », Mauritanie, 2000 : Ministère de l'Economie et des finances;
- « Cadre stratégique de promotion des technologies nouvelles, 2002 », Premier Ministère , Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles,;
- "Rapport mondial sur le développement humain 2004 » , Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2004 : "
- « Synthèse de l'étude sur l'implication des femmes dans les sphères de décision » : Pognon, Lydia et Mint Sidi Mohamed, Marième consultants pour le PNBG, Juin 2004.
- « Egalité de genre dans le marché du travail et dans le système éducatif en Mauritanie Mint Sidi Mohamed, Marième – mai, 2004
- « Diagnostic de la situation de la femme en Mauritanie », CMAP/SECF, 2003
- L'intelligent -Jeune Afrique n°2302 du 20-26 fev.2005 (dossier économique sur la Mauritanie).

### Support numérique :

- ICT at a glance Mauritania (publications en ligne de la Banque Mondiale)
- Site web de l'ONS (statistiques de l'ONS), ([www.ons.mr](http://www.ons.mr))
- Libéralisation des télécommunications en Mauritanie . - : Findings : région Afrique n°17, dec.2001
- Site web du Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles ([www.setn.mr](http://www.setn.mr))
- Site web du Gouvernement mauritanien ([www.mauritania.mr](http://www.mauritania.mr))
- Site web de l'autorité de régulation ([www.are.mr](http://www.are.mr))
- Portail mauritanien pour le développement ([www.pmd.mr](http://www.pmd.mr))
- Site web de l'université de Nouakchott ([www.univ-nkc.mr](http://www.univ-nkc.mr))

## Liste des institutions contactées dans le cadre de l'enquête

	<b>INSTITUTIONS</b>	<b>SIGLES</b>
	<b>FORMATION /RECHERCHE</b>	
	RECTORAT DE L'UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT	
	FACULTE DES SCIECES ET TECHNIQUES	F.S.T
	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	E.N.A
	LYCEE COMMERCIAL	L.C
	ACADEMIE CISCO	
	<b>SECTEUR PRIVE</b>	
	BANQUE NATIONALE DE MAURITANIE	B.N.M. (N)
	BANQUE MAURITANIENNE POUR LE COMMERCE INTERNAT.	B.M.C.I.
	SOCIETE MAURITANIENNE D'ELECTRICITE	SOMELEC
	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE	B.C.M.
	CHINGUITY BANK	
	<b>PROVIDERS/OPERATEURS</b>	
	C.D.D.	CDD
	TOPTECHNOLOGY	B.M.C.I.
	MATTEL	
	MAURITEL	
	DIGITECH	
	<b>SECTEUR PUBLIC</b>	
	MINISTERE DES FINANCES : DIRECT° DE L'INFORMATIQUE	
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
	SECRETARIAT D'ETAT A LA CONDITION FEMININE	S.E.C.F.
	SECRETARIAT D'ETAT AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES : DIRECT° DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE	S.E.T.N.
	PARLEMENT	
	SENAT	
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE : DIRECTION DE LA FONCTION PUBLIQUE	D.F.P
	AGENCE DE REGULATION	A.R.
	AGENCE D'ACCES UNIVERSEL	
	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET A L'INSERTION	C.D.H.L.C.P.
	PORTAIL NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT	
	CENTRE DE FORMATION ET D' ECHANGES A DISTANCE	C.F.E.D
	CONSEIL EXECUTIF NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	
	DOMAINE INTERNET	(N)
	MAURIPOST	.
	RADIO MAURITANIE	R.M.
	TELEVISION DE MAURITANIE	T.V.M.

	<b>CENTRES DE DOCUMENTAT<sup>o</sup>/INFORMATION</b>	
	CENTRE D'INFORMATION MAURITANIEN SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TECHNIQUE	C.I.M.D.E.T.
	AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE : CENTRE D'ACCES A L'INFORMATION	C.A.I.
	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE CENTRALE	B.U.C. (N)
	CENTRE CULTUREL FRANÇAIS	C.C.F.
	<b>ORGANISATIONS INTERNATIONALES</b>	
	FNUAP	
	GTZ	(N)
	BANQUE MONDIALE	(N)
	PNUD	
	<b>ONG NATIONALES OU INTERNATIONALES</b>	
	RESEAU FEMMES SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT	R.F.S.D.
	GRDR	
	GRET	
	ECODEVELOPPEMENT	ECODEV
	SILATOU RAHIM	
	NTIC & CITOYENNETE	
	UTM	
	CONFEDERAT <sup>o</sup> GLE DES EMPLOYEURS DE MAURITANIE	C.G.E.M. (N)
	GROUPE PARTENARIAT POUR LE DEVELOP. DURABLE	G.P.D.D.
	ASSOCIATION MAURITANIEENNE DE SECOURS AUX MALADES SUCRIERS	A.M.S.M.S
	<b>COLLECTIVITES LOCALES</b>	
	MAIRIE D'ELMINA	
	MAIRIE D'ARAFAT	
	MAIRIE DE TEVRAGH-ZEINA	
	<b>PRESSE INDEPENDANTE</b>	
	LA TRIBUNE	
	LE CALAME	
	<b>PARTIS POLITIQUES</b>	
	PARTI REPUBLICAIN DEMOCRATIQUE ET SOCIAL	PRDS
	UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES	UFD (N)

## Acronymes ....

<b>SECF</b>	Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine
<b>SETN</b>	Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles
<b>FNG</b>	Fracture Numérique de Genre
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>FST</b>	Faculté des Sciences et Techniques
<b>ENDA</b>	Enda-Tiers Monde : ong internationale
<b>REGENTIC</b>	Réseau régional Genre et TIC
<b>SMSI</b>	Sommet Mondial de la Société de l'Information
<b>PrepCom</b>	Commission préparatoire (dans le processus en vu du SMSI, par exemple)
<b>TM</b>	Téléphone Mobile
<b>RIM</b>	République Islamique de Mauritanie
<b>NTIC</b>	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile



## PLAN DU DOCUMENT

REMERCIEMENTS .....	1
PRESENTATION DU PAYS .....	2
PRESENTATION DE L'ETUDE.....	3
-Contexte général .....	3
-Contexte thématique.....	4
-Objectifs et résultats escomptés .....	5
I – L'enquête individuelle.....	6
• Le Genre .....	6
• Les relations de «Genre».....	9
• Entendu parler de «Genre».....	10
○ Formation en «Genre».....	10
• L'ordinateur.....	11
○ Usage et cadre d'utilisation de l'ordinateur... ..	12
○ Lieu d'accès à l'ordinateur.....	12
○ Formation à l'informatique.....	13
○ Cadre de formation à l'informatique.....	15
• L'internet .....	15
○ Entendu parler d'internet.....	16
○ Usage et cadre d'utilisation de l'internet.....	17
○ Lieu d'accès à l'internet.....	18
○ Formation à l'internet.....	19
• Le téléphone mobile .....	20.
○ Utilisation du téléphone mobile.....	21
○ Cadre d'utilisation du téléphone mobile.....	22
• Utilité des TIC .....	23
○ Prise en compte des questions de «Genre» par les programmes actuels .....	24
○ pour ou contre politiques pour accès équitable aux tic des femmes par rapport aux hommes.....	25
II – L'enquête institutionnelle.....	27
○ Echantillon.....	27
○ «Genre» & TIC (politiques, formation, prise en compte.....)	28
○ Formation en genre dans les institutions.....	29
○ Avoir une politique de genre .....	29
○ Les contenus nationaux traitant de genre.....	30
○ Les producteurs ou responsables de contenus sur le web traitant du genre.....	31
○ quelques produits en ligne sur le genre en Mauritanie.....	32
III – RESUME CHIFFRE DES RESULTATS DE L'ETUDE.....	33
○ Synthèse de ces résultats.....	34
IV – CONCLUSION .....	37
Bibliographie.....	39
Liste des institutions contactées au cours de l'étude.....	40
Acronymes.....	42
Table des matières.....	4

# **Rapport National du Sénégal**



**ENDA**  
**RESEAU GENRE ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA**  
**COMMUNICATION**  
**REGENTIC**

**PROJET DE RECHERCHE FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE**  
**« FNG » EN AFRIQUE**

**Sous la direction de Madame Marie Hélène Mottin Sylla**

**ETUDE SUR LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE**

**« FNG »**

**AU SENEGAL**

**Document réalisé par :**  
**Madame Oumoul Khayri NIANG M'Bodj**  
**Anthropologue, Expert en Genre**

A la Mémoire de Monsieur Fallou N'Diaye dit Galass,  
Statisticien Démographe  
Chargé des travaux de statistiques de l'étude.  
*Que la terre de Touba lui soit légère, Amen.*

**Equipe de recherche**

- Madame Oumoul Khayri Niang MBODJ Coordonnatrice de l'Etude « FNG » pour le Sénégal
- Monsieur Fallou NDIAYE dit Gallas, Chargé des travaux de Statistiques de l'Etude « FNG » Sénégal.

Equipe d'enquête

Monsieur Selle BA Superviseur des enquêtes sur le terrain

1. Monsieur Daouda DIOP
2. Monsieur Cheikh Tidiane DRAME
3. Monsieur Rawane MBAYE
4. Madame AISSATOU DIAMA MBAYE
5. Madame Aissatou Elisabeth MBENGUE
6. Monsieur Amadou Bamba NDIAYE
7. Madame Aminata DIEYE SALL
8. Monsieur Ciré Boubacar SY

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>I- CONTEXTE ET DEMARCHE.....</b>	<b>6</b>
1-1. DISPARITES DE GENRE.....	6
1-2. MECANISMES DE PRISE EN COMPTE DU GENRE.....	8
1-3. PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE GENRE ET TIC.....	9
1-4. SITUATION DES TIC.....	10
1-5. CONDITIONS DE PRISE EN COMPTE GENRE ET TIC.....	11
1-6. METHODOLOGIE.....	13
1-6-1 Localités d'investigation.....	13
1-6-2 Ciblage des acteurs à enquêter.....	14
1-6-3 Démarche et outils.....	16
1-6-4 Axes d'investigation.....	16
1-6-5 Problèmes rencontrés.....	17
<b>II ACTEURS ENQUETES : PROFIL, CONNAISSANCES, POLITIQUES.....</b>	<b>17</b>
2-1 CARACTERISTIQUES DES INSTITUTIONS.....	17
2-1-1-Type d'institutions.....	17
2-1-2- Domaine d'activité des institutions.....	18
2-1-3- Taille des institutions.....	18
2-1-4 Structure du personnel.....	19
2-2- PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES INDIVIDUS.....	19
2-2-1 Structure démographique.....	20
2-2-2 Niveau d'instruction et alphabétisation.....	20
2-2-3 Situation professionnelle des individus.....	21
2-2-4 Les individus et les domaines TIC.....	24
2-3- INFORMATION ET FORMATION LIEES AU GENRE ET AUX TIC.....	24
2-3-1 Notoriété du Genre.....	24
2-3-2 Perception du Genre.....	25
2-3-3 Niveau d'information sur l'Internet.....	26
2-3-4- Formations liées au genre.....	27
2-3-5- Formation en Informatique.....	27
2-3-6 Formation à l'Internet.....	28
2-4 GENRE ET POLITIQUES INSTITUTIONNELLES.....	29
2-4-1 Adoption d'une Politique genre.....	29
2-4-2 Place de l'Expertise dans la politique genre.....	30
2-4-3 Politique Genre et TIC.....	31
<b>III APPLICATIONS, APPORTS TIRES, VALEURS PROJETEES.....</b>	<b>33</b>
3-1 USAGE DES TIC : ACCES ET CONNECTIVITE.....	33
3-1-1 Capacité d'utilisation de l'ordinateur.....	33
3-1-2 Recours à l'adresse E-mail.....	35
3-1-3 Accessibilité à l'Internet.....	36
3-1-4 Possession et usage du téléphone cellulaire.....	38
3-2- TIC ET GENRE : MOTIVATIONS ET VALEURS PROJETEES.....	40
3-2-1 Contenu et utilisation d'Internet.....	40
3-2-2. Adéquation d'Internet aux préoccupations des utilisateurs.....	42
3-3- PLACE DU GENRE DANS LES FORMATIONS.....	43
3-3-1 Pour la formation en TIC des individus.....	43
3-3-2 Pour les formations en TIC dans un cadre institutionnel.....	43
3-4 QUESTIONS D'ETHIQUE ET DROITS HUMAINS AU NIVEAU DES FORMATIONS.....	44
3-5 DIMENSION TIC ET GENRE DANS LES PROJECTIONS INSTITUTIONNELLES ET SOCIALES.....	45
3-5-1 Vision institutionnelle du rôle femmes et TIC.....	45
3-5-2 Perception de l'apport des TIC dans les dynamiques personnelles et professionnelles.....	46
3-5-3 Perception de l'équité entre les sexes dans les TIC.....	46
3-5-4 Enjeu d'une mobilisation par l'égalité et l'équité dans l'accès aux TIC.....	47

**CONCLUSION.....48**

## **INTRODUCTION**

La présente étude sur «la Fracture Numérique de Genre - FNG - au Sénégal » est partie intégrante du Projet de Recherche « Fracture Numérique de Genre en Afrique Francophone » initié par le Réseau Genre et TIC (Regentic) . Le Regentic, à l'initiative conjointe de ENDA, OSIRIS et ART, appuyé par le CRDI, vise à travers cette étude à produire et analyser des données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest francophone.

La situation de disparités entre les hommes et les femmes, l'exclusion des femmes dans différents domaines, persistent et malgré des efforts considérables, ne semblent pas voir son terme. Ces facteurs d'entrave au développement pourraient encore être aggravés par l'essor des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dont les répercussions dans un pays comme le Sénégal qui ne détient ni le leadership et ni la maîtrise des processus, peuvent creuser les écarts et inégalités socio-économiques.

Les politiques bien informées sont néanmoins à même de mettre en place des mécanismes structurants prévenant les effets incontrôlés et négatifs des TIC.

Dans cette optique, la recherche détient un rôle d'information et de fourniture d'éléments fiables pour le plaidoyer et la sensibilisation.

Le Projet de recherche « FNG » est ainsi une démarche exploratoire visant à produire des données et indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la fracture numérique de genre au Sénégal. Les investigations sont basées sur trois TIC essentiels que sont : l'ordinateur, l'Internet, le Téléphone Cellulaire avec pour axes de réflexion la situation de genre en lien avec les TIC, mettant l'accent sur le contrôle, les contenus, les capacités, la connectivité.

Le présent rapport analyse les résultats des recherches menées au Sénégal.

## **I- CONTEXTE ET DEMARCHE**

### **1-1. Disparités de genre**

Les femmes représentent 52% de la population du Sénégal. Elles sont assurées par la « **Constitution sénégalaise** » d'avoir droit à l'égalité de traitement. Cette Loi fondamentale inscrit dans son préambule l'adhésion du Sénégal à la « Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes ». Elle reconnaît entre autres, en son Article premier, « l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion ».

Malgré ce dispositif institutionnel, les femmes à travers leurs différents cycles de vie, voient leur situation marquée par des disparités généralisées à tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle.

**Dans le domaine de l'éducation**, le taux brut de scolarisation est de 62,8% et le taux net de scolarisation de 45,4% au niveau national, varie de 36% en milieu rural à 61,4% en milieu urbain (DPS, 2002 – ESSAM II). La scolarisation est entravée principalement par des facteurs tels que la dispersion des infrastructures, la pauvreté, les échecs scolaires, le caractère sélectif du système scolaire, le travail des enfants. Ces facteurs pèsent davantage sur la scolarisation des filles et se greffent aux pesanteurs liées à la valorisation du rôle de future épouse et de mère, socialement attendu d'elles. Il en découle un niveau de scolarisation inférieur à celui des garçons, avec des taux de déperditions, abandons et redoublements supérieurs à ceux des garçons. Le taux net de scolarisation est de 53% pour les garçons alors qu'il s'établit à 43% pour les filles (ESSAM2).

Au niveau du préscolaire, avec entre autres la Politique de promotion de la Case des Tout Petits, la présence des filles connaît une amélioration et une tendance à la hausse (52,6% des effectifs en 2001-2002 - Situation économique DPS, 2002-2003). En dehors de ce niveau, les filles sont moins représentées que les garçons. Au niveau de l'enseignement élémentaire, le taux brut de scolarisation (TBS) de 75,8% au plan national est de 72,3% pour les filles contre 79,3% pour les garçons. Au niveau de l'enseignement secondaire, les filles représentent seulement 38% des effectifs en 2002 et 2003. Au niveau de l'enseignement supérieur, seul 4% de garçons et 1% de jeunes filles parviennent jusqu'à l'enseignement supérieur (PANAF, 1997).

L'analphabétisme reste assez élevé ; « seules 37,8% des adultes (âgés de 15 ans et plus) ont la capacité de lire et écrire dans une langue quelconque. Quel que soit le milieu de résidence, l'analphabétisme affecte davantage les femmes. La proportion de personnes alphabétisées varient de 49,1% chez les hommes à 28,2% chez les femmes » (DPS 2002 - ESSAM II op. ct.p48).

**Sur le plan de la santé**, la prévalence de la mortalité infantile et celle de la mortalité maternelle à des taux élevés, affectent la vie des femmes. Sur 1000 naissances vivantes, 143 meurent avant l'âge de cinq ans. Sur 100 000 femmes qui donnent naissance à un enfant, 510 meurent (450 en zone urbaine et 950 en zone rurale) (MICS). A cela s'ajoute la propagation de l'infection au VIH/SIDA dont le taux estimé à 1,51% en 2003, suit une tendance ascendante (environ 2% en 2010 -CNLS, septembre 2004). La vulnérabilité des femmes à cette pandémie se reflète à travers les statistiques : « En 2003, 40 590 femmes sont infectées



par le VIH contre 34 300 hommes (Conseil National de Lutte contre le SIDA/CNLS, septembre 2004) ».

Sur le plan économique, le nombre de femmes en âge de travailler (3 557 403) est (environ) plus de 1,13 fois supérieure à celui des hommes (3 136 857) et quel que soit le milieu de résidence, plus de la moitié des personnes en âge de travailler sont des femmes (ESAM-II, DPS 2005) ». Les femmes forment pourtant 66,8% des inactifs, de même que la population active occupée (estimée à 3.491.694 habitants, en 2001/2002) connaît un rapport de masculinité de 121,8%. Le rôle des femmes dans le foyer en charge des tâches domestiques et de l'entretien des enfants et autres personnes de la communauté, n'est pas économiquement valorisé par la société.

Les disparités qui affectent les femmes, loin d'être fortuites découlent des systèmes sociaux fondés sur la vision d'une inégalité fondamentale entre l'homme et la femme, en tant que catégories et acteurs sociaux. Les différentes ethnies qui composent la société sénégalaise, établissent une différenciation entre les rôles masculin et féminin. Elles accordent une plus grande considération sociale au statut de chef de famille conféré aux hommes, comparativement au statut de mère et d'épouse dévolu aux femmes. Les systèmes sociaux valorisent la subordination des femmes et la domination par l'homme. Ces facteurs constituent des valeurs inculquées aux hommes et aux femmes dès l'enfance, par le biais de canaux tels que les initiations, les stéréotypes ou représentations des rôles sociaux. Les rôles sociaux sont perçus comme étant dévolus aux hommes et aux femmes en fonction de capacités féminines/masculines « normales » et « naturelles ».

La société en préparant les hommes et les femmes de façon inégale, a édifié une discrimination multiforme dans les possibilités qui s'offrent à chaque catégorie (hommes et femmes). Le caractère socialement défavorisé de la situation des femmes par rapport à celle des hommes, a amplement généré les conditions de leur marginalisation, par rapport aux centres majeurs de décision. La valorisation du rôle des hommes imbus de pouvoir et d'autorité structurants, a généré dans une large mesure, une masculinisation des cadres d'orientation de la vie économique, sociale, culturelle, politique, etc. C'est à juste titre que les femmes sont incluses par le DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté) dans la catégorie des groupes vulnérables. Elles sont définies dans ce cadre comme faisant partie « des groupes (enfants, femmes. Handicapés, âgés, jeunes, personnes déplacées et réfugiées. Etc.) dont les capacités d'action sont limitées par des facteurs d'exclusion sociale, liés au statut social, à l'âge, à l'handicap physique, à des situations d'exception ou d'urgence, etc. ».

La reproduction de cet ordre social inégalitaire structurel, implique au même titre les hommes et les femmes en tant que parties prenantes. Néanmoins, de façon consciente ou inconsciente, les femmes expriment à travers leurs initiatives, leur aspiration à l'équité. Leur aspiration s'inscrit dans l'optique de la volonté politique de transformation des contextes sociaux marqués par les préjugés, les stéréotypes et autres facteurs discriminants qui entretiennent l'exclusion sociale et la domination. En même temps, elle est portée par les institutions dont le rôle structurant et facilitateur de dynamiques novatrices, vecteurs de changements, constitue un atout certain pour la création d'opportunités favorables au développement d'un leadership féminin en harmonie avec le leadership masculin.

## 1-2. Mécanismes de prise en compte du genre

Le Sénégal a été partie prenante des stratégies de Promotion de la Femme développées à l'échelle mondiale par les Nations Unies, avec entre autres, la mise en œuvre de la Plateforme d'Action de Beijing. Sans insister sur l'évolution historique de la question, il convient de souligner qu'à l'échelle nationale, le Deuxième Plan d'Action National de la Femme (PANAF -1997-2001) mettait entre autres, l'accent sur le fait que « la mondialisation de l'économie et de la communication impose la nécessité d'une prise de conscience des évolutions en cours ». Ce Plan déplorait les stéréotypes qui enferment les femmes dans des modèles désuets. Ses différentes stratégies sont allées dans le sens des axes suivants :

- La promotion économique des femmes, la lutte contre la pauvreté ;
- L'amélioration du niveau de scolarisation, de formation et d'alphabétisation des femmes ;
- L'amélioration de la santé des femmes (santé reproductive et sexuelle) ;
- L'amélioration du statut juridique et le pouvoir de décision des femmes et le renforcement des mécanismes de pouvoir et de financement des femmes.

Le Ministère de la Famille et du Développement Social vise à promouvoir l'intégration de l'égalité et l'équité de genre dans les programmes de développement. Les actions dans ce cadre ont porté sur la sensibilisation, la formation d'acteurs aux niveaux politique, stratégique et technique, opérationnel et communautaire et incluant des parties prenantes des sphères publiques, de la société civile, des collectivités locales etc. Mécanisme institutionnel en charge des questions liées aux disparités de genre, sa mission s'inscrit dans un contexte où La lutte pour les droits des femmes est devenue un maillon essentiel de la « Lutte pour les Droits Humains ». Ses différentes actions traduisent la reconnaissance institutionnelle de la problématique de l'équité et de l'égalité de genre comme enjeu de développement de plus en plus lisible dans bien des mécanismes nationaux.

Au plan international, l'engagement du Sénégal auprès de la communauté internationale pour la régression des facteurs de disparités et des discriminations de genre, a impliqué :

- la signature en 1985 de la « Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) »,
- la ratification du « Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des femmes » en 2002,
- la ratification de la « Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples » en 1982,
- la ratification du Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, relatif aux Droits des Femmes en 2004).

Au niveau national, la Constitution Sénégalaise (votée en 2001), garantit les droits humains pour l'homme et pour la femme. Elle reconnaît l'Égalité de droit dans l'exercice du pouvoir à tous les niveaux, l'Accès de tous les citoyens aux services publics. Elle assure le Rejet de l'injustice, des inégalités et discriminations sous toutes leurs formes, la Protection contre toutes les mutilations physiques, l'Interdiction et la punition du mariage forcé, l'Interdiction de la discrimination entre l'homme et la femme devant l'emploi, etc.).

La famille considérée par la Constitution comme la base naturelle et morale de la communauté humaine, est placée sous la protection de l'Etat. Le Code de la Famille stipule la

répression des violences faites aux femmes (Juillet 99), le relèvement de l'âge au premier mariage des jeunes filles (à 18 ans), la pénalisation des mutilations génitales (Avril 99-), etc..

Les efforts sont importants et des avancées existent dans les domaines de la santé, de l'éducation et du juridique. Toutefois, les disparités entre les hommes et les femmes persistent, les lois sont faiblement vulgarisées et ont encore peu d'impact pour la majorité des femmes, voire des hommes. Les valeurs d'inégalité de genre constituent le soubassement des relations familiales et communautaires. Ce qui freine les possibilités des femmes à pouvoir maximiser l'ensemble de leurs capacités de créativité sociale et culturelle et de greffer leur leadership à celui des hommes pour la construction d'une société juste et propice à l'éclosion du potentiel de créativité de l'humain.

La volonté politique d'enclencher des mutations plus profondes dans les relations entre les hommes et les femmes au sein des institutions et des communautés, est fortement affirmée. La Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre en 2004, a mis l'accent sur l'engagement du gouvernement à promouvoir une égalité de traitement fiscal entre les hommes et les femmes. Le mécanisme institutionnel chargé de la conduite des politiques touchant les questions de femme et de famille : Ministère de la Famille et du Développement Social, a initié un processus visant à asseoir une stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre, comme cadre global de référence et instrument opérationnel pour l'intégration effective des questions de genre dans les politiques.

### 1-3. Problématique de l'étude Genre et TIC

La recherche sur **Genre et Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)** intervient dans un contexte où les « TIC sont perçues comme pouvant apporter beaucoup de bienfaits aux pays en développement » (PNUD, 2001). Dans le contexte actuel de mondialisation, elles comptent parmi les leviers indispensables de réduction des disparités dans l'accès à l'information. Dans leur diversité, les TIC constituent autant de canaux et d'ouvertures permettant d'agir sur les situations de précarité. Elles ont « l'avantage d'être accessibles à tous les peuples en ce sens qu'elles ne demandent que de l'intelligence heureusement répartie de façon équitable entre les communautés humaines. Elles constituent un facteur de contact permanent, d'échanges de biens et services à la même vitesse pour tous, qui est celle de la lumière (Message du Président A. Wade) ».

Les TIC sont assurément incontournables face aux enjeux de repositionnement de l'Afrique dans le contexte de mondialisation. Elles constituent de précieux leviers pour répondre aux défis majeurs qui se posent au Sénégal. Elles sont en effet principalement liées à l'édification de ressources humaines de qualité susceptibles de peser sur les orientations et programmes de développement, à la modernisation systématique et rapide des infrastructures et équipements en dépit du manque de ressources de base.

Les TIC sont susceptibles d'être des catalyseurs de la réduction des disparités de toutes sortes dans différents domaines (économique, médical, culturel, etc.). Elles se situent ainsi au cœur des paradigmes et idéaux d'égalité et d'équité. En outre, au regard du rôle fondamental que joue la communication dans la construction des représentations sociales et partant, dans le

processus de socialisation, les TIC sont au centre des actions pour la revalorisation du statut de la femme.

Néanmoins, force est de souligner que les TIC, au même titre que toute autre technique, sont des outils dont l'apport dépend des systèmes d'utilisation, de mise en place et de distribution.

Les femmes se trouvent encore dans des positions où elles tirent moins profit des possibilités de développement et risquent encore une fois de plus, d'être exclues des bienfaits des TIC. Il peut même arriver que dans certaines situations de vulnérabilité (pauvreté, analphabétisme, sous information, ..) qui les affectent le plus souvent, qu'elles soient mal servies par les TIC ou que celles-ci aggravent la précarité de leurs conditions de vie.

Dans une telle optique, la problématique Genre et TIC intègre d'emblée les questions des droits de la personne et celles de l'accompagnement des catégories défavorisées pour l'accès, la maîtrise et la créativité en référence aux TIC.

La prise en compte des droits humains est quelque peu ébauchée dans la Constitution qui énonce que « le secret de la correspondance, des communications postales, télégraphiques, téléphoniques et électroniques est inviolable ». Dans le même esprit, le nouveau Code des Télécommunications entend instituer les activités de communication à partir de principes fondamentaux de bonne gouvernance. Il s'agit singulièrement de la transparence, la concurrence saine et loyale, le respect des valeurs de confidentialité liées aux correspondances, la contribution des opérateurs au service universel des télécommunications, le respect des accords et traités internationaux en matière de télécommunications, l'obligation d'interconnexion des réseaux.

L'accompagnement des catégories défavorisées à l'accès, la maîtrise, la créativité dans le cadre des TIC, dépend d'abord du contexte d'ensemble. L'accès et la décision sur les TIC, en particulier pour certaines tranches de la population, comporte bien des limites et contraintes. Fort heureusement, il existe des institutions qui créent des opportunités pour les femmes, les jeunes, les enfants et pour d'autres catégories d'acteurs.

#### 1-4. Situation des TIC

Le Sénégal, en plus d'une longue expérience, dispose d'une infrastructure assez développée dans le domaine des TIC. Des acquis solides existent dans le secteur des télécommunications avec les téléphonies fixe et mobile, les réseaux et services internationaux, divers autres services (communications téléphoniques et transmission de télécopies via Internet ; centre d'appel, télex, Minitel, serveurs vocaux, services prépayés, etc..). Ces acquis résident également dans l'équipement en ordinateurs, on enregistrait déjà en 1997, une moyenne de 11,4 ordinateurs pour 1 000 habitants. L'environnement des télécommunications est aujourd'hui favorable au développement des TIC. La numérisation complète du réseau ainsi que l'équipement en fibre optique, ont amélioré la téléphonie. Le niveau actuel de développement des infrastructures de base, offre un potentiel certain d'accessibilité.

La fracture numérique est toutefois criarde entre les milieux rural et urbain, entre les chefs lieux de communauté rurale et les villages intérieurs. Mais également entre les mieux lotis et les défavorisés sur le plan économique, au plan de l'éducation, au niveau culturel. « Le milieu

urbain concentre la quasi-totalité des lignes et le milieu rural en totalise moins d'1% ». La densité téléphonique en milieu rural est largement en dessous de la densité nationale (0,05% contre 2,54% au niveau national). La téléphonie rurale semble encore être une gageure, « moins de 1000 villages sur les 13 500 du pays, ont été raccordés (Baba Thiam, 2004) ». Les problèmes liés à l'aménagement de l'espace territorial ainsi que l'insuffisance infrastructurel constituent de réels handicaps.

La volonté politique de l'Etat à intégrer les TIC au niveau des stratégies de développement dans les secteurs clé est toutefois clairement affirmée. L'Etat du Sénégal est engagé dans le Nouveau Partenariat pour l'Afrique (NEPAD) où il a en charge, entre autres la supervision du volet NTIC. Il déclare dans sa Lettre de Politique Sectorielle (Secteur des Télécommunications - Janvier 2005) sa « ferme intention de réussir son pari technologique ». Par le biais des discours officiels, le Président de la République réaffirme son engagement « à construire la route conduisant à l'émergence du e-Sénégal (Président Abdoulaye WADE, janvier 2005) ».

Des acteurs tels que le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), le PNUD, etc., ont un rôle notoire dans la promotion de pistes novatrices pour un élargissement des ouvertures en faveur de la maîtrise universelle et spécifique des TIC.

Le Programme **Acacia** développé par le CRDI au Sénégal depuis 1998, appuie entre autres, différents projets dans les secteurs de l'éducation, la gouvernance, le renforcement de capacités, la sensibilisation et le plaidoyer, etc.

Les possibilités et ouvertures dans le domaine des TIC peuvent globalement permettre un accès des femmes et des hommes aux TIC.

Les infrastructures de base existantes sont fiables et susceptibles d'offrir un environnement favorable à l'intégration des TIC dans le développement.

La disponibilité des services en téléphonie et sur Internet est une réelle opportunité pour la population sénégalaise prise dans sa globalité. Mais il n'en demeure pas moins que l'accès effectif est tributaire du niveau d'éducation, de la culture technologique et de l'état d'esprit par rapport à l'apprentissage, des moyens financiers.

#### *1-5. Conditions de prise en compte Genre et TIC*

Le contexte de la prise en compte du genre et de celui des TIC, se caractérise par un manque de corrélation entre les deux thématiques. La transversalité de la question genre par rapport aux différents domaines, est loin d'avoir motivé une politique transversale. Les missions attendues des TIC par les Politiques nationales, de combler le gap entre l'Afrique et le reste du monde, ne sont pas assignées aux TIC dans la prise en compte des disparités de genre. Les acteurs dans différents domaines oeuvrent séparément selon les objectifs directs liés à leurs missions ou à leurs activités.

La priorité dans le domaine des TIC n'est pas souvent la lutte contre les inégalités et disparités de genre, mais plutôt l'accès.

La problématique Genre et TIC est une question émergente et le fait qu'elle se pose dans un contexte de pauvreté, implique des enjeux des plus cruciaux qui interpellent les populations

en même temps que les institutions, à différents niveaux. La pression sur les ressources, les conflits entre les besoins vitaux, les intérêts stratégiques pour sortir de la précarité, sont autant de facteurs à prendre en compte pour s'inscrire en droite ligne dans une optique de repositionnement vers un développement générateur de dignité humaine pour les hommes, les femmes et pour la nation.

La question de l'accès aux TIC, lorsque la faim est le lot quotidien des populations, peut facilement être reléguée au second plan. L'on peut penser que les femmes étant plus pauvres que les hommes, ne disposent pas des moyens nécessaires pour y accéder. En même temps, la surcharge de travail des femmes peut entraver la réussite de certaines expériences utilisant les TIC.

Des phénomènes tels que la féminisation de la pauvreté, l'analphabétisme plus élevé chez les femmes, les fléaux sanitaires tels que la mortalité maternelle et celle des enfants en bas âge, la vulnérabilité des femmes aux IST et VIH/SIDA, sont l'objet des Politiques de développement qui cherchent surtout à répondre aux problèmes pratiques qui leur sont liés.

La description du contexte des TIC, montre que les femmes et les hommes peuvent bénéficier de la disponibilité et de l'accessibilité des TIC. Ils et elles peuvent aller à la conquête de la maîtrise, voire du contrôle de celles-ci. Toutefois, s'il est vrai « la fracture numérique ne coïncide pas forcément avec celle des revenus (PNUD, 2001 – Rapport Mondial sur le Développement Humain) », les possibilités d'utilisation des ressources renvoient à des coûts qui se présentent souvent comme un paramètre décisif. Cela correspond en plus à une question d'état d'esprit car lorsque l'on se situe dans une perspective de satisfaire aux besoins primaires, il est difficile d'en émerger pour attendre un autre niveau de besoins moins immédiats dont la satisfaction peut être différée.

L'on peut souligner que les inégalités et disparités dans l'accès aux TIC dans un pays tel que le Sénégal, suivent la structure des inégalités socio-économiques de façon générale comme cela ressort entre le rural et l'urbain. Cela signifie par ailleurs une tendance à établir un ordre de priorité dans la satisfaction des types de besoins des communautés qui sans doute, situent les TIC à un échelon « inférieur » au-delà de l'immédiat quelque soit leur caractère bénéfique. Toutefois, il est certain que lorsque l'innovation technologique répond aux préoccupations pratiques et à l'intérêt stratégique des groupes auxquels elle s'adresse, ces groupes sont prêts à développer des stratégies leur permettant de s'en approprier.

Les politiques de TIC sont faiblement associées aux stratégies visant à résoudre les problèmes d'inégalités de genre. Les défis intrinsèques à la problématique Genre et TIC sont principalement :

- l'institution de la transparence et la simplification du secteur pour les exploitants quelque soient leurs niveaux d'intervention ;
- l'allègement des coûts d'exploitation et d'installation ou de démarrage ;
- la prise en compte dans le cadre des stratégies liées aux TIC, des situations de précarité dans lesquelles évoluent les femmes affectées par les disparités dans tous les domaines.

La prise en charge de telles questions devrait s'accompagner de stratégies faisant de l'éducation à la maîtrise des TIC, un droit pour les jeunes générations filles et garçons, afin de doter le Sénégal, à terme de ressources humaines et d'une culture, susceptibles de transformer positivement ses réalités en même temps que sa position sur l'échiquier international. En conséquence, une volonté politique soutenue par une politique genre et TIC articulée à des

programmes efficaces, peut progressivement créer des opportunités qui réduisent les disparités de genre et développent un état d'esprit et une mentalité favorable à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Dans cette perspective, l'étude Genre et TIC a voulu investir la position des individus et des institutions selon la problématique « Genre et TIC ».

### 1-6. Méthodologie

La méthodologie de recherche sur la Fracture Numérique de Genre au Sénégal (FNG) découle du document de base du projet de recherche en Afrique de l'Ouest qui a été progressivement affiné au cours des interactions sur le site du Projet et au cours de l'atelier régional tenu à Dakar. L'étude sur le terrain s'est adressée à des individualités hommes et femmes, ainsi qu'à des institutions dans des contextes urbains, semi urbain et rural.

#### 1-6-1 Localités d'investigation

L'étude au Sénégal a été réalisée dans les régions de Dakar, de Saint Louis et de Thiès en ciblant des individus ainsi que des institutions et des organisations communautaires.

**Les zones d'enquête se présentent comme suit :**

- **Région de Dakar**

Communes d'arrondissement et villages suivants ont été visitées :

#### Dans la commune de Dakar

- les Communes d'arrondissement (CA) de : Médina, Dakar Plateau, Dieuppeul-Derklé, Liberté, SACRÉ-CŒUR/Mermoz, Grand Yoff, Fass/Colobane/Gueule-Tappée, Parcelle Assainies, Ngor, Yoff et Ouakam.

#### Dans la commune de Guédiawaye

- les Communes d'arrondissements de : Golf, Sam Notaire, Wakhinane et Ndiarème Limamoulaye.

#### Dans la commune de Pikine

- Les Communes d'arrondissement de : Pikine Est, Pikine Ouest, Pikine Nord, Guinaw Rail Nord, Guinaw Rail Sud, Diamaguène/ Sicap-Mbao, Mbao et Thiaroye Gare.

#### Dans la Communauté Rurale de Sangalkam

- Les Villages de: Sangalkam et de Yène de la Communauté Rurale de Yène.

- **Région de Saint-Louis**

Dans la commune de Saint-Louis : tous les grands quartiers

Dans l'arrondissement de Rao : les villages de : Rao et Gandon

Dans l'arrondissement de Ross-Béthio : les villages de Ross-Béthio et Savoigne.

- **Région de Thiès**

Dans la commune de M'Bour : les grands quartiers

Dans le département de M'Bour : Les villages de Malikounda et de Sally

Dans la commune de Tivaouane : les grands quartiers

Dans le département de Tivaouane : les villages de Pire et Méouane

Dans la commune de Thiès : les grands quartiers

Dans les villages de Thiénaba : les villages de Touba Gouye et de Croisement Ngoundiane.

## 1-6-2 Ciblage des acteurs à enquêter

### **L'enquête individus**

L'enquête quantitative en direction des individus a été menée à partir d'un échantillonnage par ciblage aléatoire des zones et des tranches d'âge. Les individus ont été sélectionnés au hasard en respectant les quotas pré définis selon les paramètres de milieu, de tranche d'âge, de sexe.

L'échantillonnage a été réalisé à partir des données de la population (répartie par âge et éclatées par sexe selon le ratio 52 femmes pour 48 hommes) sur la base des estimations et projections de la population effectuées par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) pour l'année 2003. Les effectifs de population ainsi obtenus ont été intégrés dans le programme de tirage de l'échantillon pour en tirer l'échantillon effectif à enquêter selon les régions cibles (Dakar, Saint-Louis et Thiès). Il est à noter que le premier tirage effectué a été revu du fait de la particularité démographique de la région de Dakar qui à elle seule, devait prendre 551 individus sur les 1040 résidant surtout en milieu urbain. Il a donc fallu distinguer Dakar (département de Dakar), milieu urbain, de sa banlieue (départements de Pikine, Guédiawaye et Rufisque) milieu péri urbain. L'échantillon dans la région de Dakar a compté 532 individus en milieu urbain (241 dans Dakar, 291 dans Pikine/Guédiawaye/Rufisque) et 19 individus en milieu rural.

Au niveau des régions de Saint-Louis et de Thiès, la différenciation de milieu s'est faite entre urbain et rural. Dans la région de Saint Louis, sur un total de 167 individus, la répartition est de 63 en milieu urbain et 104 en milieu rural. Dans la région de Thiès, sur 322 on compte respectivement 146 et 176 pour les milieux urbain et rural.



**Tableau 1 : Contexte démographique des régions**

Régions	Population urbaine			Population rurale			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
<b>Dakar</b>	1 051 805	1 139 455	2 191 260	37 095	40 187	77 282	2 268 542
<b>Thiès</b>	272 661	295 383	568 044	353 962	383 458	737 42	1 305 464
<b>St Louis</b>	121 937	132 098	254 035	215 839	233 825	449 664	703 699
<b>Ensemble 3 régions</b>	1 446 403	1 566 936	3 013 339	606 896	657 47	1 264 366	4 277 705

**Tableau 2 : Echantillon d'individus enquêtés selon les milieux**

Milieu D'enquête	Régions			Total
	Dakar	Saint-louis	Thiès	
Urbain	241	63	146	450
Semi urbain	291	0	0	291
Rural	19	104	176	299
Total	551	167	322	1040

**Tableau 3 : Répartition de l'ensemble de l'échantillon**

Régions	Milieu enquêté	Sexe		
		Hommes	Femmes	Ensemble
<b>Dakar</b>				
	Dakar- urbain	115	126	241
	Dakar- semi/urbain	134	157	291
	Dakar-rural	10	9	19
	Total region Dakar	259	292	551
<b>Saint-louis</b>				
	Saint-Louis urbain	47	57	104
	Saint-Louis-rural	30	33	63
	Total region St-Louis	77	90	167
<b>Thiès</b>				
	Thiès-urbain	69	77	146
	Thiès-rural	80	96	176
	Total region Thiès	149	173	322
Ensemble échantillon enquêté		485	565	1040

La concentration dans la région de Dakar est plus importante que dans les autres régions. Parmi les zones enquêtées, cette région présente une certaine spécificité. Située à l'extrême ouest du pays, elle occupe 0,3% du territoire national (550 km<sup>2</sup>). Elle est subdivisée en quatre départements, avec 6 communes, 43 communes d'arrondissement et 2 communautés rurales (situées dans le département de Rufisque. Fortement urbanisée (97% de la population). Sa population est très active avec un secteur économique marqué par le développement du

secteur Informel et intégrant l'implantation d'offre de services liés aux TIC (les télécentre, centre d'accès à Internet ou Cyber, services de maintenance, d'entretien, de réparation pour ordinateurs, téléphones portables, d'appui à l'usage d'Internet, d'ouverture et gestion de sites et pages Web, etc.)

### **L'enquête institutionnelle**

L'enquête institutionnelle s'est adressée à la fois aux grandes institutions actives dans le domaine des trois TIC retenues dans le cadre de l'étude (ordinateur, Internet, téléphone mobile), à des structures d'application des TIC et à des organisations intervenant sur les questions de genre.

Les grandes institutions ont été listées et rencontrées selon leur disponibilité à accueillir l'étude.

Les structures d'application et les organisations communautaires, ont été sélectionnées à partir d'entretiens préliminaires auprès de collectivités locales ou de personnes ressources des localités d'enquête, sur les institutions intervenant dans les domaines du genre et des TIC.

Le ciblage des institutions d'application des TIC devait permettre d'avoir entre autres une vision de la dimension créativité dans le domaine.

#### 1-6-3 Démarche et outils

La démarche de collecte des informations a combiné d'une part l'enquête quantitative sur la base de deux questionnaires : le « questionnaire individus » et le questionnaire institutions » ; d'autre part, aux entretiens qualitatifs et/ou témoignages de personnes de référence dans le domaine des TIC. Les informations collectées sur le terrain ont été complétées par des informations issues de sites Internet.

#### 1-6-4 Axes d'investigation

Les axes de recherche pour l'étude FNG au Sénégal, reprennent les orientations du document de base du projet de recherche en Afrique.

Précisément, la recherche sur le terrain a visé la collecte d'informations désagrégées selon le sexe et le milieu de résidence. Les investigations ont été focalisées sur les paramètres fondamentaux de **contrôle, contenus, capacité, connectivité (accès et accessibilité)**.

**Le contrôle est sensé informer sur le pouvoir de décision et d'orientation qui revient aux acteurs hommes et femmes. Les éléments de contrôle ont été recherchés à partir de facteurs tels que la formation de base de la personne en tant que ressource humaine, sa position dans la sphère et la hiérarchie professionnelles qui traduit son rôle dans la prise de décision, ses capacités dans les domaines du genre et du TIC, la perception sur l'apport potentiel du genre au développement, la formation en genre. La traduction de la problématique genre dans les politiques. Les centres de formation devaient entre autres répondre à la question de la place du genre et des principes de droits humains dans les formations en TIC.**

**Le contenu réfère à tout ce que les personnes peuvent trouver, chercher ou introduire dans les TIC, en particulier l'ordinateur et l'Internet. Les questions clé ont porté sur l'adresse mail, la catégorie de besoins à satisfaire, les contenus utilisés, la perception de l'adéquation des contenus par rapport aux besoins. Les questions adressées aux centres de formation ont entre autres cherché à comprendre la place de l'éthique liée aux TIC dans les formations en TIC et les liens entre genre et TIC dans les formations.**

**La capacité a été traitée selon le niveau d'éducation et de formation en genre et TIC.**

**La connectivité traduit l'accessibilité et l'accès effectif. Les paramètres d'accès sont corrélés aux conditions et moyens d'accès, ainsi qu'à la qualité de l'accès.**

#### **1-6-5 Problèmes rencontrés**

L'étude s'est bien déroulée dans l'ensemble. Les problèmes rencontrés ont été principalement les restrictions de quelques institutions à accueillir des enquêtes.

## **II ACTEURS ENQUETES : PROFIL, CONNAISSANCES, POLITIQUES**

### **2-1 Caractéristiques des institutions**

#### **2-1-1-Type d'institutions**

Les institutions enquêtées se composent de Centres de formation (25,8 %), de Cyber et télé centres (10%), d'entreprises privées (11,7%), de structures de l'administration (22,5% - incluant les institutions de l'Assemblée Nationale), d'organisations de la société civile (12,5%), d'institutions régionales et internationales (3,3%), d'associations communautaires (14,5%).

Il s'agit ainsi d'organismes fournisseurs d'accès ou autres services dans le domaine des TIC, de centres de formation, d'organisations de femmes ou de jeunes, d'ONG actives dans les domaines du genre ou des TIC. Ces différentes institutions ont été regroupées en cinq catégories : Centres de formation (25,8%), instances économiques (21,7%), instances politiques (25,8%), société civile (12,5%), associations communautaires (14,2%).

Les institutions rencontrées dans le milieu urbain comportent une majorité d'instances politiques (19,2%) et de centres de formation (17,5%). Les institutions de la société civile sont concentrées dans ce milieu (12,5%). Les milieux semi urbain et rural regroupent principalement des instances économiques (5,3% pour le semi urbain et 3,3% pour le rural), des centres de formation et dans des proportions significatives par rapport à l'effectif d'institutions en place, des instances politiques (22,7% pour le semi urbain et 20% pour le rural) et des associations communautaires (22,7% pour le semi urbain et 26,7% pour le rural).

**Dans l'ensemble, en dehors des organisations de la société civile rencontrées exclusivement dans le milieu urbain, les différentes catégories d'institutions enquêtées se retrouvent dans les trois milieux d'enquête : urbain, rural et péri urbain.**

### 2-1-2- Domaine d'activité des institutions

Les institutions se différencient par leurs domaines d'activité. Sur l'échantillon de 120 institutions, 68 institutions à savoir 56,7% sont actives dans le domaine des TIC et 15 (12,5%) le sont dans le domaine du genre (les autres institutions s'impliquent dans autre domaine).

Les institutions qui interviennent dans le domaine des TIC sont d'abord des centres de formation (40,6%), des instances économiques (34,8%) et des instances politiques (14,5%). Les organisations de la société civile (7,2%) se retrouvent très peu dans ce domaine (5 sur les 23) et les organisations communautaires (1,4%) y sont exceptionnelles. Les institutions intervenant dans le domaine du genre sont peu nombreuses (12%) et sont surtout des organisations de la société civile (47,1), quelque peu des centres de formation (17,6%), des instances politiques (11,8%), à titre exceptionnel des instances économiques (5,9%) et des organisations communautaires (5,9%).

**A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, les institutions intervenant dans le domaine des TIC sont en majorité de type économique et des centres de formation. Par contre, celles qui sont actives dans le domaine du genre relèvent principalement de la société civile.**

### 2-1-3- Taille des institutions

Concernant leur taille, les institutions ont été classées selon cinq types à savoir moins de 25 personnes, 25 à 50 personnes, entre 50 et 75 personnes, entre 75 et 100 personnes, plus de 100 personnes.

Les institutions de moins de 25 personnes représentent 61,7% de l'échantillon ; les institutions dont la taille est de 25 à 50 personnes, représentant 15%. Les institutions ayant entre 50 et 75 personnes et celles ayant entre 75 et 100 personnes, font respectivement 9,2% et 3,3%. Les institutions de plus de 100 personnes font 10%.

Le plus grand nombre d'institutions se classe ainsi au niveau des moins de 25 personnes. On y retrouve la majorité des instances économiques (19,2%), des centres de formation (21,7%) et des organisations de la société civile (10%). Les instances politiques (10%) comptent également davantage des structures de moins de 25 personnes bien qu'elles regroupent un nombre plus ou moins significatif, d'institutions dont la taille se situe entre 25 et 50 personnes (8,3%).

Les institutions de 50 à 75 personnes regroupent quelques uns des centres de formation (1,7%), des instances économiques (1,7%), des instances politiques (3,3%), des organisations communautaires (2,5%).

Les institutions de 75 à 100 personnes regroupent quelques instances politiques (1,7%) et organisations communautaires (1,7%).

Les institutions de la classe de plus de 100 personnes se singularisent par le poids numérique des organisations communautaires sur leur effectif (6,7%), à côté d'instances politiques (2,5%) et d'organisations de la société civile (1,7%). Il est à noter que le personnel des

organisations communautaires compte surtout un nombre élevé de membres s'activant bénévolement sans rémunération.

Les organisations intervenant dans le domaine des TIC se situent en majorité parmi les moins de 25 personnes (79,7% de leur effectif) de même que celles du genre (64,7% de leur effectif).

**L'on peut constater que les institutions, quelque soit leur nature, sont généralement de taille réduite. L'existence de grandes institutions est toutefois une réalité, particulièrement dans le cadre du mouvement associatif et pour quelques instances politiques.**

#### 2-1-4 Structure du personnel

La structure du personnel au sein des institutions étudiée à travers les instances politiques, les instances économiques, les organisations de la société civile, les associations communautaires et les centres de formation comporte trois échelons : Cadre supérieur, Cadre moyen et Agent.

##### Les cadres supérieurs hommes et femmes

Pour un total de 104 institutions, on compte un total de 399 cadres supérieurs dont 231 hommes et 168 femmes. Les moyennes par institution se chiffrent à plus de 2 hommes et moins de 2 femmes.

##### Les cadres moyens hommes et femmes

Pour 103 institutions (où les données sont disponibles), on compte un total de 462 cadres moyens dont 284 hommes et 178 femmes cadres moyens. Les moyennes par institution se situent à près de 3 hommes et près de 2 femmes.

##### Les agents hommes et femmes

Pour 103 institutions, le nombre d'agents est de 1682 dont 984 hommes et 698 femmes avec pour moyennes par institution près de 10 hommes agents contre près de 7 femmes agents.

Globalement, pour un total de 105 institutions, on dénombre 1499 hommes et 1044 femmes. L'effectif est donc de 2543 cadres et agents hommes et femmes 58,9% d'hommes et 41% de femmes.

Précisément au niveau des structures enquêtées, le pourcentage hommes femmes du personnel est constitué comme suit :

- Cadres supérieurs : 58% hommes et 42% de femmes
- Cadres moyens : 61,4 % hommes et 38,6% de femmes
- Agents hommes : 58,5% et 41,5% femmes.

**La physionomie professionnelle des institutions montre que ce sont les hommes qui dominant dans les instances de décision.**

#### 2-2- Profil socio-économique des individus

Le profil socio-économique des individus enquêtés repose sur l'âge, la situation matrimoniale, le domaine d'activité, le niveau d'instruction, le statut socioprofessionnel.

### 2-2-1 Structure démographique

Sur le plan démographique, les individus enquêtés sont des hommes et des femmes âgés de 15 à plus de 55 ans. L'échantillon est dominé par les tranches d'âge de 15-24 ans et 25-34 ans qui représentent respectivement 29,4% et 28,3%. Ces tranches les plus jeunes concentrent 31,5% et 26,8% des femmes, 26,9% et 30,1% des hommes.

Les femmes sont en majorité mariées (50% d'entre elles) tandis que les hommes sont surtout célibataires (54,9% d'entre eux). Les divorcé(e)s et le veuf(ve)s sont minoritaires au niveau de l'échantillon (4% et 4,3%).

L'on peut constater que l'échantillon d'individus reflète singulièrement une caractéristique fondamentale de la population sénégalaise, à savoir la prédominance numérique des femmes et aussi des jeunes.

### 2-2-2 Niveau d'instruction et alphabétisation

L'échantillon global comporte 811 personnes autrement dit, 78% de l'effectif des « ayant été à l'école » et 229 personnes à savoir 22% des « n'ayant pas été à l'école ». La tranche scolarisée compte 48,8% d'hommes (396) et 51,2% de femmes (415). Les personnes non scolarisées comptent 33,2% d'hommes (76) et 66,8% de femmes (153). La physionomie globale des personnes scolarisées révèle une prédominance des femmes sur les hommes. De même, les femmes constituent la majorité du groupe des non instruits. Le profil de scolarisation selon le sexe, se présente pourtant différemment. Les groupes d'hommes et de femmes dépassent chacun 50% d'instruits. Toutefois, la proportion de personnes ayant été à l'école, considérée à l'échelle des sexes, montre qu'au niveau des hommes, sur un effectif de 472 hommes, 83,9% ont été à l'école contre 16,1% n'ayant pas été instruits. Au niveau des femmes, sur un effectif de 568 femmes, 73,1% ont été à l'école contre 26,9% de non instruites. Il ressort à ce niveau que le groupe des hommes compte un pourcentage de scolarisés plus élevé que le pourcentage enregistré au sein du groupe des femmes.

Le niveau de scolarisation des personnes ayant été à l'école se distribue comme suit :

- La part des personnes ayant atteint le niveau primaire est de 32% dont 13,4% d'hommes et 18,6% de femmes,
- La part des personnes ayant atteint le niveau secondaire est de 49,4% dont 23,1% d'hommes et 26,3% de femmes
- La part des personnes ayant atteint le niveau supérieur est de 18,6% dont 12,3% d'hommes et 6,3% de femmes.

**Les femmes sont donc un peu plus nombreuses pour les cycles primaire et secondaire et sont en nombre infime au niveau du supérieur**

Les personnes alphabétisées font 29% de l'échantillon (302 individus), les non alphabétisées font 71% (738). La tranche des alphabétisés comporte 15,2% d'hommes et 13,8% de femmes et celle des non alphabétisés, 30,2% d'hommes et 40,8% de femmes.

**Les femmes sont moins alphabétisées que les hommes car étant minoritaires parmi les alphabétisés et majoritaires parmi les non alphabétisés.**

**Dans l'ensemble, les hommes et les femmes présentent un profil d'éducation différencié.**

**Le premier constat qui caractérise l'échantillon, renvoie au nombre relativement plus élevé de femmes que d'hommes ayant été à l'école. De plus, l'accès des femmes aux niveaux primaire et secondaire est plus significatif. Cette situation diffère quelque peu de la réalité de l'éducation au plan national où « les filles se distinguent, quel que soit le milieu de résidence considéré, par leur faible accès à l'instruction (...). Le Taux Brut de Scolarisation (TBS) est en effet de 75% chez les garçons et 57% chez les filles (DPS 2004, ESSAM II)».**

**Le second constat est qu'à l'échelle des sexes pris séparément, le groupe des hommes compte une plus grande part d'instruits que celui des femmes.**

**Le troisième constat est celui de la majorité des hommes alphabétisés. Cette caractéristique reflète bien la situation de l'alphabétisation au niveau national où « La proportion de personnes alphabétisées varie de 49,1% chez les hommes à 28,2% chez les femmes, DPS, 2004 ESSAM II) ».**

**Le quatrième constat réside dans la prédominance des femmes parmi les personnes non instruites et non alphabétisées et leur très faible place dans le niveau supérieur. Cette caractéristique constitue un élément à prendre en compte dans l'analyse de la situation des hommes et des femmes dans le domaine de l'éducation. Elle constitue un indicateur fortement significatif des disparités en défaveur des femmes sur le plan de l'éducation et corrobore la fracture entre les hommes et les femmes telle qu'elle est établie au niveau national, « Quel que soit le milieu de résidence, l'analphabétisme affecte davantage les femmes DPS, 2004 , ESSAM II, op. cit.».**

### 2-2-3 Situation professionnelle des individus

La situation professionnelle des individus a été catégorisée selon 11 groupes : Cadre supérieur, Cadre moyen, Agent, Commerçant, Agriculteur, Entrepreneur indépendant, Retraité, Sans emploi/au foyer, Elève/étudiant, Artisan, Formateur (avec la rubrique Autre). Le tableau ci-après présente les principaux éléments de cette situation professionnelle.

## Situation professionnelle des individus

		Masculin	Féminin	Total
Cadre supérieur	Effectif	22	14	36
	% dans Situation professionnelle	61,1%	38,9%	100,0%
	% du total	2,1%	1,3%	3,5%
Cadre moyen	Effectif	30	12	42
	% dans Situation professionnelle	71,4%	28,6%	100,0%
	% du total	2,9%	1,2%	4,0%
Agent	Effectif	37	44	81
	% dans Situation professionnelle	45,7%	54,3%	100,0%
	% du total	3,6%	4,2%	7,8%
Commerçant	Effectif	40	117	157
	% dans Situation professionnelle	25,5%	74,5%	100,0%
	% du total	3,8%	11,3%	15,1%
Agriculteur	Effectif	16	6	22
	% dans Situation professionnelle	72,7%	27,3%	100,0%
	% du total	1,5%	0,6%	2,1%
Entrepreneur indépendant	Effectif	11	3	14
	% dans Situation professionnelle	78,6%	21,4%	100,0%
	% du total	1,1%	0,3%	1,3%
Retraité	Effectif	34	8	42
	% dans Situation professionnelle	81,0%	19,0%	100,0%
	% du total	3,3%	0,8%	4,0%
Sans emploi/au foyer	Effectif	21	194	215
	% dans Situation professionnelle	9,8%	90,2%	100,0%
	% du total	2,0%	18,7%	20,7%
Elève/étudiant	Effectif	80	77	157
	% dans Situation professionnelle	51,0%	49,0%	100,0%
	% du total	7,7%	7,4%	15,1%
Artisan	Effectif	26	7	33
	% dans Situation professionnelle	78,8%	21,2%	100,0%
	% du total	2,5%	,7%	3,2%
Formateur	Effectif	15	7	22
	% dans Situation professionnelle	68,2%	31,8%	100,0%
	% du total	1,4%	,7%	2,1%



Autre	Effectif	140	79	219
	% dans Situation professionnelle	63,9%	36,1%	100,0%
	% du total	13,5%	7,6%	21,1%
TOTAL	Effectif	472	568	1040
	% dans Situation professionnelle	45,4%	54,6%	100,0%
	% du total	45,4%	54,6%	100,0%

Les sans emploi/au foyer (20,7% de l'échantillon) sont presque exclusivement des femmes qui en constituent les 90,2%. En fonction du milieu, cette catégorie (sans emploi/au foyer) est plus importante pour les milieux péri urbain et rural que pour le milieu urbain. Les cadres supérieurs et cadres moyens identifiés en faibles proportions, sont en majorité des hommes. Les cadres supérieurs concentre 61,16% contre 38,9% de femmes et les cadres moyens 71,4% d'hommes contre 28,6%. Par contre, la catégorie agent est dominée par les femmes (54,7% contre 45,7% d'hommes). Les commerçants assez présents dans l'échantillon comptent une majorité de femmes (74,5% contre 25,5% d'hommes). Les élèves et étudiants sont un peu plus d'hommes que de femmes. De même les agriculteurs regroupent davantage d'hommes que de femmes et se retrouvent surtout en zone rurale (77,3%). Les entrepreneurs indépendants avec plus de 78% d'hommes se trouvent en majorité en milieu péri urbain (51,1%). Les retraités et les artisans sont également surtout des hommes. Les formateurs sont en majorité des hommes (68,2% contre 31,8% des femmes).

**Dans l'ensemble, les hommes prédominent dans les catégories d'agriculteurs, de retraités, d'artisans, d'élèves étudiants, d'entrepreneurs indépendants. Ils sont quasi absents de la catégorie de sans emploi/au foyer. Les femmes par contre sont majoritaires dans les catégories de sans emploi/au foyer et de commerçants. Dans le milieu rural, les femmes figurent selon de faibles proportions, au niveau des groupes d'Entrepreneur indépendant, de Retraité, de Cadre moyen.**

De telles différences constatées dans l'échantillon, s'inscrivent bien dans le contexte national marqué non seulement par le statut économique des femmes, mais aussi par leur confinement à certains types d'emploi reflétant dans une certaine mesure leur rôle traditionnel. Ainsi les statistiques nationales montrent que « si plus de la moitié des personnes en âge de travailler sont des femmes », « les femmes par opposition aux hommes, sont généralement les plus confinées aux différents statuts d'inactivité (DPS, ESSAM II) ». En outre, les femmes occupées sont plus présentes que les hommes dans les entreprises individuelles ou du ménage et inversement, les hommes occupent davantage les secteurs privé et du gouvernement. Par ailleurs, « l'exercice de travail salarié est plus le fait des hommes que des femmes » (DPS, 2004).

Les disparités et différenciations entre les hommes et les femmes sur le plan socioprofessionnel, augurent des disparités dans les possibilités d'accès aux TIC. Au vu de la position économique plus favorable des hommes, leur potentiel à disposer de revenus nécessaires à cet accès est plus évident. De surcroît, leur statut plus favorable dans les instances de décision leur offre davantage d'ouverture et des chances d'acquérir plus rapidement une culture d'utilisation des TIC. Au regard du niveau d'instruction, l'on peut considérer qu'en dépit du poids numérique des femmes, les hommes, plus introduits au plus haut niveau d'éducation, sont potentiellement plus à même d'accéder et surtout d'acquérir une maîtrise et le contrôle des TIC.

**L'on peut retenir des différentes données relatives à l'instruction et à la situation professionnelle, que les femmes ont été à l'école au même titre que les hommes. Leur niveau d'instruction reste cependant bas par rapport à celui des hommes qui ont davantage atteint le niveau supérieur. Elles sont en plus moins alphabétisées que les hommes (qui dans bien des cas, sont instruits au moins en langue arabe). En outre, leur situation professionnelle est moins favorable. Elles se retrouvent certes pour l'essentiel, dans toutes les catégories définies pour l'étude, mais leur prédominance dans la catégorie de sans emploi/au foyer, traduit une position défavorable liée à leur statut de femmes au foyer. Par ailleurs, elles sont moins présentes par les instances et niveaux de décision des institutions qui comptent plus d'hommes.**

#### 2-2-4 Les individus et les domaines TIC

Les domaines d'activité TIC identifiés sont ceux de l'informatique et des télécommunications  
La présence des individus dans ces domaines se présente comme suit :

- 2,8% des individus interviennent au niveau de l'informatique, dans cette tranche, les 41,8% sont des hommes et les 55,2% des femmes,
- 1,1% des individus interviennent au niveau des télécommunications dont 18,2% d'hommes et 81,8% de femmes.

**L'on constate que la proportion très infime de l'échantillon d'individus intervenant dans les domaines de l'informatique et des Télécommunications, se singularise toutefois par le poids numérique des femmes, particulièrement dans les télécommunications.**

**Les acteurs hommes et femmes présents dans les deux domaines, sont surtout concentrés dans les milieux urbain et péri urbain. En milieu urbain, ce sont les hommes qui sont plus présents dans le domaine de l'informatique (5,5% d'hommes contre 3,9% de femmes de l'échantillon) tandis que les femmes sont plus représentées dans les télécommunications (2,1% de femmes contre 0,5% d'hommes de l'échantillon). En milieu péri urbain, les femmes sont majoritaires dans l'informatique (3% de femmes contre 0,7% d'hommes de l'échantillon).**

#### 2-3- Information et Formation liées au genre et aux TIC

Les connaissances dans le domaine du genre et des TIC dépendent du niveau d'information sur les concepts et mécanismes, des politiques institutionnelles, de la formation. Il s'agit plus spécifiquement du niveau d'information sur le genre, de l'appréciation des apports du genre, de la connaissance de l'Internet.

##### 2-3-1 Notoriété du Genre

Galvaudé depuis au moins une décennie, le genre est en principe un concept devenu public.

Les personnes de l'échantillon qui ont entendu parler de ce concept genre, représentent 72,6% de l'échantillon, avec 33,4% d'hommes et 39,2% de femmes. Les personnes qui n'ont jamais

entendu parler du genre font 27,4% de l'échantillon avec 15,4% des femmes et 12% des hommes.

Les femmes forment la proportion légèrement plus importante des personnes ayant entendu parler du genre, comme de celles qui n'ont jamais entendu parler de ce concept.

La connaissance du genre est plus prononcée dans le milieu urbain et reste relativement faible, dans les milieux péri urbain et rural. Sa méconnaissance est plus importante en milieu péri urbain (10%) et selon des différences peu significatives dans les milieux urbain et rural (8,9 et 8,5%) ou à peu près égales dans les trois milieux.

Les sources d'information sur le genre sont d'abord la radio (53,8%) et la télévision (48,6%), ensuite les journaux (17,8%) et enfin le lieu de travail (15,1%) et autres sources (16,7%).

**On peut considérer que la notoriété du concept de genre est relativement importante car elle concerne plus de la moitié de l'échantillon d'individus enquêtés. Cette notoriété est assez bien partagée par les hommes et les femmes mais concerne principalement le milieu urbain. Le rôle des médias dans cette notoriété est certain. La radio, la télévision constituent les principales sources d'information. Toutefois, malgré la notoriété du concept genre, sa méconnaissance par des hommes et des femmes selon des proportions peu négligeables dans les différents milieux, est un indicateur réel d'une appropriation sociale encore parcellaire.**

### 2-3-2 Perception du Genre

Le genre est une notion interprétée selon ses différentes facettes. La majorité des personnes, soit un pourcentage de 59,2% (615 individus) dont 45,7% d'hommes et 54,3% de femmes, définit le genre comme étant la « Prise en compte de disparités entre les hommes et les femmes dans l'éducation, l'accès aux ressources, la prise de décision ». D'autres, 387 personnes soit 37,4% de l'échantillon dont 42,5% d'hommes et 57,2% de femmes jugent que le genre traduit la « Prise en compte du statut d'inégalités entre Hommes /Femmes qui limite le développement des capacités des femmes ». Une minorité (64 individus) soit à d'autre perception ou n'a aucune idée de ce que peut apporter le genre.

**On constate que l'apport du genre est plutôt perçu comme un levier de résolution des disparités d'accès aux ressources de façon générale. La prise en compte de l'inégalité entre les hommes et les femmes, frein au développement, est moins reconnue. Les femmes forment la majorité des personnes qui adhèrent à ces deux définitions. Par contre, les hommes ont été plus nombreux à donner la réponse autres (61,8% contre 38,2% des femmes). Les femmes forment pourtant les 66,7% des personnes ignorant tout du genre ce que traduit leur situation de sous information.**

**L'on peut retenir que la connaissance du genre se situe à un échelon somme toute primaire. En effet, si sa notoriété est assez développée et l'acceptation de sa pertinence effective, sa perception est limitée. Elle se dessine sous une optique principalement de rémédiation aux disparités et beaucoup moins sous l'angle d'une remise en cause des fondements sociaux des relations inégalitaires de genre.**

### 2-3-3 Niveau d'information sur l'Internet

L'information sur l'existence d'Internet a été analysée à travers le fait d'en avoir entendu parler ou de n'en avoir jamais entendu parler.

Dans l'ensemble, 77,6% de l'échantillon (807 personnes) ont entendu parler d'Internet et 22,4% (233) n'en ont jamais entendu parler. Le premier groupe qui connaît Internet se compose de 49,8% d'hommes et 50,2% de femmes. A l'échelle de l'échantillon, ils représentent respectivement 38,7% des hommes et 38,9% des femmes. Le second groupe - personnes ne connaissant pas Internet - se compose de 30% d'hommes et 60% de femmes. Il s'agit de 6,7% d'hommes et 15,7% de femmes de l'échantillon.

L'examen du niveau de connaissance au sein des sexes, révèle :

- pour les hommes : 85,2% qui connaissent Internet, contre 14,8% qui ne connaissent pas
- pour les femmes : 71,3% qui connaissent Internet contre 28,7% qui ne connaissent pas.

La connaissance de l'Internet selon le milieu est la suivante :

- En milieu urbain, 49,75% hommes et 55,80% de femmes affirment avoir entendu parler d'Internet, contre 28,57% d'hommes et 33,13% de femmes qui n'en ont jamais entendu parler
- En milieu péri urbain 32,59 % d'hommes et 29,14% en ont entendu parler et 25,71% d'hommes et 28,22 % de femmes n'en ont jamais entendu parler
- En milieu Rural, 17,66 % d'hommes et 15,06% de femmes en ont entendu parler et 45,71% d'hommes et 38,65% de femmes n'en ont jamais entendu parler.

**L'Internet est relativement bien connu à travers l'échantillon, principalement dans les milieux urbain et péri urbain. La connaissance d'Internet varie en effet selon les différents milieux. Dans le milieu urbain, elle concerne environ la moitié des hommes et des femmes ; en milieu péri urbain, elle touche le tiers de l'échantillon et en milieu rural elle se situe en deçà du quart de l'effectif. Ainsi, le niveau de connaissance assez significatif dans le milieu urbain et surtout pour les femmes, est moins élevé dans le milieu-péri urbain tant pour les hommes que pour les femmes. Il est littéralement faible dans le milieu rural principalement pour les femmes.**

**Globalement, les femmes ont le plus souvent entendu parler d'Internet, car constituant plus de la moitié des personnes connaissant Internet (alors que les hommes sont en dessous de la moitié). Toutefois, il convient de noter que les femmes sont largement majoritaires du groupe n'ayant jamais entendu parler d'Internet (70% contre 30% des hommes).**

**Il est certain que la connaissance d'Internet dépend davantage du milieu que du sexe. La fracture numérique entre les hommes et les femmes en terme d'information sur l'Internet est assez mitigée. Malgré la position dominante des femmes informées sur l'Internet, leur poids dans le groupe ignorant tout de l'Internet, est assez révélateur du fait que les hommes ont certainement plus accès aux sources d'information liées à l'Internet.**

#### 2-3-4- Formations liées au genre

Dans toute problématique, particulièrement dans l'optique de changement de comportements, attitudes, pratiques, voire de mentalité, la formation est en principe un des premiers maillons à mettre en place. Dans le cadre de l'appropriation de la problématique genre, la formation est d'autant plus un élément clé, que le genre s'adresse aux soubassements du référentiel psycho anthropologique des sociétés. Elle pourrait ainsi être le premier jalon pour l'adoption du genre.

L'examen de la formation au niveau institutionnel, montre qu'un total de 64 institutions (53,3%) dispose de personnes formées en genre, ce total se compose de 13,3% de centres de formation, 1,7% de cyber et téléc centres, 3,3% d'entreprises privées, 15% d'instances administratives, de 10% d'organisations de la Société Civile, de 7,5% d'associations communautaires.

**La proportion d'institutions impliquant des personnes formées en genre est moyenne voire faible si l'on prend en compte le fait que l'absence d'une masse critique d'acteurs formés, limite les possibilités d'application du genre qui par ailleurs se heurtent à de multiples obstacles socioculturels et institutionnels.**

#### 2-3-5- Formation en Informatique

##### L'accès

Le rôle de la formation en termes d'acquisition de capacités et de renforcement de l'auto estime de soi, est capital pour un domaine à la fois nouveau et complexe comme celui des TIC.

L'enquête a recherché l'accès des individus à la formation formelle et informelle en informatique.

La formation formelle en informatique concerne un total de 264 individus représentant 25,4% de l'échantillon, avec 11,3% d'hommes et 14,1% de femmes. Il s'agit d'une légère majorité de femmes à la fois à l'échelle de l'échantillon et de la part du groupe des femmes, comparativement à celui des hommes. En effet 25,9% des femmes ont bénéficié de cette formation formelle en informatique contre seulement 24,8% des hommes.

La formation informelle en informatique concerne 80 personnes, à savoir 7,7% de l'échantillon dont 4,5% d'hommes et 3,2% de femmes. Ce sont ainsi 10% des hommes et 5,8% des femmes de l'échantillon qui sont concernés.

**La formation formelle en informatique qui concerne le quart de l'échantillon, touche un peu plus de femmes que d'hommes ; alors que la formation informelle, moins de 10 % de l'échantillon, concerne presque deux fois plus d'hommes que de femmes.**

##### Le cadre

Les personnes ayant reçu une formation en informatique le doivent soit à un centre privé (professionnel, payant), à une activité ponctuelle (associative, communautaire, académique, en ligne), à un tiers (ami ou autre relation), à autres.

La situation se présente comme suit :

- formation informatique par un centre privé (professionnel, payant) pour 51,8% des hommes et 48,6% de femmes,
- Formation au cours d'une activité ponctuelle pour 38,9% d'hommes et 61,1% de femmes
- Formation par un ami ou autre relation pour 57,4% d'hommes et 42,6% de femmes
- Formation par autres pour 46,7% d'hommes et 53,3% de femmes.

**Les hommes ont eu un peu plus accès à des formations au niveau de Centre de formation formelle et de la part d'ami ou de relation. Les femmes ont quant à elles, davantage tiré profit de la formation au cours d'une activité ponctuelle (cadre associatif ou autre) et par autre.**

#### Les niveaux de formation en informatique

Les niveaux de formation en informatique atteints par les hommes et par les femmes, partent de l'Initiation au Niveau Avancé, en passant par le Niveau Moyen.

- L'initiation (bureautique, logiciel de traitement de texte et tableur) : touche 28,1% de l'échantillon dont 15,2% d'hommes et 12,9% de femmes ;
- Le Niveau moyen (autre logiciel, installation de programme, mise à jour anti-virus) : concerne 0,2% de l'échantillon avec 0,1% hommes et 0,1% femmes
- Le Niveau avancé (maintenance informatique, programmation, réseaux) : concerne 0,3% de l'échantillon avec 0,1% des hommes et 0,2% des femmes.

Dans l'ensemble, si l'on compare le groupe d'hommes au groupe de femmes, on note que 33,5% des hommes et 23,6% des femmes ont été initiés en informatique ; 0,2% des hommes et 0,1% des femmes ont atteint le niveau moyen ; 0,2% des hommes et 0,4% des femmes ont un niveau avancé.

**Il ressort que seul le niveau initiation en informatique touche un nombre significatif de personnes. La part des hommes de l'échantillon ayant été initié en informatique est plus importante que celle des femmes. La faiblesse des taux de personnes formées à des niveaux moyen et avancé, est sans doute en lien avec le faible nombre de formés, force est toutefois de souligner que les femmes sont légèrement plus nombreuses pour le niveau avancé.**

#### 2-3-6 Formation à l'Internet

##### L'accès

La formation dans le cadre d'activités liées à l'Internet repose sur trois piliers:

- l'initiation (surfer, naviguer, aller, sur Internet, envoyer ou recevoir un message électronique)
- le niveau moyen (chercher des informations sur Internet, utiliser des moteurs de recherche, participer à une liste électronique, un forum de discussion)

- le niveau avancé (publier sur Internet, créer un site Web, ...).

La formation formelle liée à l'Internet touche 17% de l'échantillon avec 7,9% d'hommes et 9,9% des femmes. Au sein des deux groupes, cette formation formelle à l'Internet concerne 15,7% des hommes et 18,1% des femmes.

La formation informelle à l'Internet concerne 7,1% de l'échantillon avec 3,8% des hommes et 3,3% des femmes. Elle touche 8,5% des hommes et 6% des femmes.

### Le cadre

Le cadre de formation des acteurs correspond au privé (centre privé professionnel payant), à quelque activité ponctuelle (associative, communautaire, académique, en ligne), à un tiers (ami ou autre relation), à autres.

La situation pour les hommes et les femmes ayant reçu une formation à l'Internet se présente comme suit :

- formation Internet dans privé : 51% d'hommes et 49% de femmes
- formation dans le cadre d'activité ponctuelle : 37,3% d'hommes et 62,7% de femmes
- formation par un tiers : 55,9% d'hommes et 44,1% de femmes
- formation selon autres sources : 40% d'hommes et 60% de femmes.

**On relève les mêmes tendances constatées au niveau de la formation en informatique. Les hommes ont davantage bénéficié des formations données par des structures privées et des mécanismes relationnels tandis que les femmes tirent leur formation principalement de leur implication à une activité ponctuelle et à d'autres sources.**

### Les niveaux de formation en Internet

Le niveau de formation à l'Internet s'arrête à l'initiation pour 17% de l'échantillon avec 8,5% d'hommes et 8,6% de femmes. Il atteint le niveau moyen pour 9% de l'échantillon avec 4,3% d'hommes et 4,7% de femmes. Il est de niveau avancé pour 2,4% de l'échantillon avec 1,3% d'hommes et 1,1% de femmes.

**Le niveau de formation en Internet est assez faible et dans ce cadre, les disparités entre hommes et femmes aux différents niveaux sont peu significatives.**

## 2-4 Genre et Politiques institutionnelles

### 2-4-1 Adoption d'une Politique genre

L'adoption d'une politique genre par les institutions est sans doute un indicateur clé de leur volonté politique de contribuer à faire progresser la question.

Dans le cadre de l'étude FNG, près de la moitié des institutions intègre le genre dans sa politique. Il s'agit de 45,5% de l'échantillon d'institutions dont 24,6% sont actives dans le domaine des TIC.

Parmi ces institutions qui ont défini une politique de genre, on compte 10% des Centres de formation, 25,5% des Instances économiques, 36,4% des Instances politiques, 27,3% des organisations de la société civile et des organisations communautaires. La plus grande partie d'entre elles (34 sur 53), se situe en milieu urbain et à ce niveau, relève davantage de niveau politique et de la société civile (respectivement 35,3% et 29,4%). Celles qui sont localisées en milieu péri urbain, sont surtout des organisations communautaires (près de 34%) et celles du milieu rural, des instances Politiques et/ou des centres de formation (près de 86%).

**La proportion d'institutions intégrant le genre dans sa politique n'est pas négligeable si l'on se réfère par ailleurs au fait que le niveau d'implication de personnes formées en genre dans les programmes des institutions de façon générale, est assez faible.**

Au plan général, l'on peut souligner que l'adoption d'une politique genre même elle n'atteint pas 50% des institutions, s'inscrit dans un contexte où la sensibilité des institutions à la question du genre est d'actualité. Bien des institutions se préoccupent en effet de répondre aux préoccupations des différentes catégories de parties prenantes à leurs interventions.

Les entretiens menés en direction des institutions ont montré des expériences intéressantes. Par exemple, dans le cadre de la volonté politique, le Ministère chargé entre autres du NEPAD, développe une stratégie de communication visant à permettre aux femmes alphabétisées et non alphabétisées de pouvoir s'exprimer. Son programme NTIC s'oriente vers la réduction des écarts entre les hommes et les femmes au niveau des centres de décisions et vers la levée des obstacles qui entravent l'accès des femmes aux pouvoirs de décision et limitent leur force d'interpellation sur les plans social, politique, économique, etc.

Dans une structure telle que la Direction de la Prévision et des Statistiques, précisément au niveau de la Division des Enquêtes démographiques et sociales, on assiste à la promotion de l'expertise féminine dans la gestion et la direction des études. Au niveau des ONG, le « réseau Book Jang » met l'accent sur l'accessibilité des jeunes y compris dans les quartiers pauvres aux TIC en mettant à leur disposition l'équipement, les moyens de connectivité, la formation et l'appui conseil. Dans ce cadre, le principal défi est celui des moyens de pérennisation de l'activité du fait des difficultés de renouvellement du matériel informatique. Une formation en gestion pourrait cependant beaucoup aider à résoudre certaines difficultés. Les bénéficiaires bien formés et sensibilisés, pourront gérer l'équipement ainsi que les ressources tirées des offres de connexion.

#### 2-4-2 Place de l'Expertise dans la politique genre

Les institutions ayant défini une politique genre, dans 32,3% de cas, impliquent des personnes formées en genre à la mise en œuvre de cette politique. Il s'agit de :

- 43,5% de celles intervenant dans le domaine des TIC où 40% ne disposent pas de personnes formées en genre
- 62,2% des institutions du domaine du genre
- 56,3% des institutions d'autres domaines.

La présence de personnes formées en genre pour la mise en œuvre de la politique de genre lorsque celle-ci est adoptée, est relativement moyenne. Elle concerne surtout les institutions intervenant dans le domaine du genre et celles qui interviennent dans autres domaines que les institutions du domaine des TIC.



L'on peut se demander dans quelle mesure, cette expertise est expressément formée concomitamment à la politique. Les entretiens qualitatifs en direction des institutions (préliminaires à l'enquête par questionnaire), ont montré que l'adoption de la politique genre, n'implique pas systématiquement la formation des acteurs en place. S'il est vrai que pour certaines institutions la formation genre est un élément central dans leur politique genre, pour d'autres, l'essentiel est d'adopter la politique et de responsabiliser le personnel en place. Pour quelques unes de ces institutions, l'autoformation pour le genre est de règle « Nous avons défini une politique de genre et les personnes en charge de la question ont un niveau d'éducation qui leur a permis de s'auto former sur le tas », souligne un des interlocuteurs de l'étude. Dans certains cas, les institutions disposent d'experts qui doivent leur formation en genre à des expériences antérieures.

**L'expertise genre peut être considérée comme un appui à la politique genre, mais elle n'existe pas systématiquement. Elle est encore loin d'être partie intégrante de l'essence de la culture des institutions. Sans pouvoir affirmer dans le cadre de cette étude que l'adoption d'une politique genre reste le plus souvent informelle, force est de souligner que cette politique risque d'avoir peu d'effets significatifs si elle n'est pas soutenue par une expertise avérée pour sa mise en œuvre. Or, il est certain que la définition et l'adoption d'une politique genre ne s'accompagnent pas systématiquement de formation en genre des personnes impliquées.**

### 2-4-3 Politique Genre et TIC

#### Définition

Traiter de la politique genre et TIC a signifié pour l'étude tenter de cerner dans quelle mesure les institutions développent une stratégie d'intégration des deux pôles de ce binôme ou comment le genre et les TIC sont combinés pour asseoir une base de promotion de l'équité et de l'égalité.

Les institutions ayant défini une politique genre et TIC, représentent 37,5% de l'échantillon (45 institutions) contre 55,8% n'en ayant pas défini (les reste ne sait pas). Il s'agit des 33,8% des institutions actives dans le domaine des TIC, 52,9% de celles actives dans le domaine du genre, 42,4% dans autre domaine.

#### Acteurs impliqués

Au sein de ces institutions, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique genre et TIC, implique 266 hommes et 284 femmes. Sur ce total de 550 personnes impliquées 48% sont des hommes et 52% de femmes.

L'implication des hommes et des femmes dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique genre et TIC a été catégorisée selon 4 groupes d'hommes/femmes (entre 1 et 5, entre 6 et 10, entre 11 et 15, plus de 15) :

- Les institutions qui impliquent entre 1 et 5 hommes/femmes sont 26 touchant les hommes et 27 touchant les femmes,
- Les Institutions impliquant entre 6 et 10 hommes/femmes sont 12 touchant les hommes et 6 impliquant les femmes,

- Les institutions impliquant entre 11 et 15 hommes/femmes sont 8 touchant les hommes et 7 touchant les femmes,
- Les institutions de plus de 15 hommes/femmes sont 2 touchant les hommes et 4 touchant les femmes.

La situation de l'implication des hommes et des femmes dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique genre et TIC, est très peu disparate. On compte presque le même nombre d'institutions impliquant entre 5 et 10 et entre 11 et 15 hommes ou femmes. Les institutions impliquant entre 6 et 12 hommes sont le double de celles impliquant entre 6 et 12 femmes. Les institutions avec une présence de plus de 15 femmes font aussi certes le double de celles plus de 15 hommes, mais elles sont très peu nombreuses.

Le calcul des moyennes montre que la présence des hommes au niveau de ces mécanismes de décision, de conception et d'évaluation, varie entre 1 et 50 avec une moyenne de 6 par institution tandis que la présence des femmes varie entre 1 et 40, avec une moyenne inférieure à 5.

En fonction du type d'institution, la moyenne des hommes et des femmes est de :

- 3 hommes (entre 0 et 10) pour 1 femme (entre 0 et 2) au niveau des Centres de formation
- 2 hommes (entre 0 et 7) pour 2 femmes (entre 0 et 6) au niveau des Instances économiques
- 9 hommes (entre 1 et 52) pour 4 femmes (entre 0 et 25) au niveau des Instances politiques
- 3 hommes (entre 0 et 13) pour 5 femmes (entre 0 et 15) au niveau de la Société civile
- 8 hommes (entre 0 et 30) pour 20 femmes (2 et 40) au niveau des Associations communautaires.

**Il ressort que les femmes impliquées dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique genre et TIC, sont principalement au niveau des associations communautaires et de la société civile. Les hommes, certes présents à tous les niveaux, ont une présence plus marquée dans les instances politiques.**

**Dans l'ensemble les femmes sont plus représentées dans ces mécanismes. Néanmoins, hommes et femmes sont tous impliqués dans la conception, la mise en œuvre, l'évaluation de la politique genre et TIC avec cependant une prépondérance des hommes dans les instances politiques et des femmes dans les organisations communautaires.**

#### Acteurs impliqués formés en genre

La formation en genre des acteurs impliqués dans les mécanismes de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de la politique genre et TIC concerne pour 41 institutions, 224 hommes et 248 femmes. Sur ce total de 472, les hommes font 47,5% et les femmes 52,5%.

**La prépondérance des femmes parmi les acteurs impliqués et formés en genre est assez nette.**

L'adoption d'une politique genre et TIC est une réalité de la part de certaines institutions. Pour celles qui sont actives dans le domaine des TIC et relèvent du privé, elle est plutôt orientée vers l'élargissement des possibilités de commercialisation de leurs produits (selon les entretiens qualitatifs en direction des institutions sur FNG). Elle traduit beaucoup moins une volonté de contribuer à l'équité et à l'égalité sociale. Pour les institutions chargées des politiques de TIC, la politique genre et TIC vise surtout à renforcer la promotion des TIC en tant qu'outil de développement. Ces institutions se positionnent cependant en aval des mécanismes nécessaires à la concrétisation de cette optique et n'ont pas de maîtrise sur les orientations politiques. Le lien entre le genre et les TIC est encore loin d'être suffisamment élaboré.

Quelque soit la vision des institutions, il est certain que l'accès aux TIC par une masse critique de personnes au niveau de toutes les catégories, est un enjeu de développement à la fois social, politique, économique, etc. « Il faut toutefois satisfaire aux conditions structurantes telles que le relèvement du niveau d'éducation, la formation aux technologies, la révision des coûts d'accès prohibitifs par rapport aux contraintes économiques (Entretien- ART)».

### **III APPLICATIONS, APPORTS TIRES, VALEURS PROJETEES**

#### **3-1 Usage des Tic : Accès et Connectivité**

##### **3-1-1 Capacité d'utilisation de l'ordinateur**

La capacité à utiliser l'ordinateur est assez variable. Au niveau des hommes et des femmes, elle se présente comme suit :

- Sur un total global de 1040 personnes, 407 (39,1%), à savoir un peu plus du tiers, savent utiliser l'ordinateur ;
- Au niveau des hommes, sur 472 individus, 214 (20,6% de l'échantillon), savent utiliser l'ordinateur. Une proportion de 45,3% de l'effectif des hommes savent utiliser l'ordinateur contre 54,7% qui ne savent pas
- Au niveau des femmes, sur 568 femmes, seules 193, à savoir 18,6% de l'échantillon savent utiliser l'ordinateur. L'effectif des femmes se compose de 34% sachant utiliser l'ordinateur contre 66% qui ne savent pas.

**Près de la moitié des hommes et seulement un peu plus du tiers des femmes ont la capacité d'utilisation de l'ordinateur.**

En fonction du milieu, la connaissance de l'ordinateur selon le genre se structure comme suit :

- Le milieu urbain abrite la grande majorité des personnes sachant utiliser l'ordinateur : 57,2%.
- Le milieu péri urbain compte 31,4% ayant cette capacité;
- Le milieu rural compte 11,3% de personnes sachant utiliser l'ordinateur.

Selon le milieu et le sexe, les personnes sachant utiliser l'ordinateur comportent :

- Au niveau du milieu urbain, 47,6% d'hommes et 52,4% de femmes
- En milieu péri urbain, 59,4% d'hommes et 40,6% de femmes
- En milieu rural, 58,7% d'hommes et 41,3% de femmes.

**Les disparités de genre liées à la connaissance de l'ordinateur, se situent entre les milieux et entre les sexes.**

**Le milieu urbain est nettement plus favorisé que les autres milieux et les hommes sont globalement plus avantagés que les femmes sauf pour le milieu urbain.**

Les personnes ayant recours à l'assistance de tiers dans l'utilisation de l'ordinateur, font 32% de l'échantillon avec 17,1% des hommes et 14,9% des femmes. Elles sont essentiellement dans les milieux urbain et péri urbain où sans doute la disponibilité de services privés ou d'organisations communautaires dont les prestations sont liées aux TIC, permet quelque peu de pallier au manque de capacité d'utilisation de l'ordinateur.

### Accès à l'ordinateur

#### Le cadre

Le cadre d'utilisation de l'ordinateur correspond aux activités personnelles ou professionnelles, ou à la fois aux deux types d'activités :

- dans le cadre d'activités personnelles pour 12,3% de l'échantillon (128 individus) dont 56,2% d'hommes et 43,8% de femmes
- dans le cadre d'activités professionnelles pour 9,4% de l'échantillon avec 45,9% d'hommes et 54,1% de femmes,
- à la fois dans le cadre d'activités professionnelles et personnelles pour 20,4% (212 individus) avec 57,1% des hommes et 42,9% des femmes

Un pourcentage de 57,9% de l'échantillon (58,3% des hommes et 41,7% de femmes) ne fait aucune utilisation de l'ordinateur et 1,3% ont autre cadre d'utilisation.

**Le cadre d'utilisation dominant pour les hommes et pour les femmes est à la fois professionnel et personnel. Les femmes sont légèrement prépondérantes dans le cadre exclusivement professionnel.**

#### Les lieux

Les lieux d'accès à l'ordinateur (au bureau, dans un cyber ou télécentre, lieu collectif, à domicile, autres) concernent 57,5% de l'échantillon. Cet accès se structure comme suit:

- L'accès au bureau pour 15,7% (163 individus) avec 52,8% des hommes et 47,2% des femmes
- L'accès à partir d'un cyber, d'un télécentre, d'un lieu d'accès collectif ou communautaire pour 26,7% (278 personnes) avec 56,1% d'hommes et 43,9% de femmes.
- L'accès à domicile pour 8,3% (86 personnes) avec 60,5% d'hommes et 39,5% de femmes
- Autre accès à l'ordinateur pour 6,8% (71 individus) avec 46,5% d'hommes et 53,5% de femmes.
- Nulle part pour uniquement 0,3% dont 33,3% des hommes et 66,7% de femmes.

**Le principal lieu d'accès pour les hommes comme pour les femmes est le cyber, le télécentre ou lieu d'accès collectif ou communautaire. Les lieux d'accès à domicile et autre, sont pratiquement insignifiants.**

### La fréquence

La fréquence d'utilisation de l'ordinateur pour un nombre de 500 individus (hommes et femmes), les réponses sont les suivantes :

- Très occasionnellement 12% (54,4% d'hommes et 45,6% de femmes)
- Moins d'une fois/mois 2,2% de l'échantillon (60,9% d'hommes et 39,1% de femmes)
- Une/plusieurs fois/mois par 5% de l'échantillon (67,3 % d'hommes et 32,7% de femmes)
- Une/plusieurs fois/semaine par 13,3% de l'échantillon (51,4% des hommes et 48,6% de femmes).
- Une/plusieurs fois/jour par 11,8% de l'échantillon (47,2% d'hommes et 52,8% de femmes).

Selon le milieu, la fréquence d'utilisation de l'ordinateur est principalement :

- pour l'urbain une ou plusieurs fois par jour (17,4% des cas),
- pour le péri-urbain, le plus fréquent est très occasionnellement (14,7% des cas) suivi cependant de près par une ou plusieurs fois par semaine (14,4% des cas)
- pour le milieu rural, le plus fréquent est une ou plusieurs fois par semaine (7,9% des cas).

Selon les domaines Informatique et Télécommunications, la fréquence d'utilisation d'une/plusieurs fois/jour est respectivement de 89,7% et 63,1% des cas. Les faibles fréquences d'utilisation (Très occasionnellement, Moins d'une fois/mois, Une/plusieurs fois/mois, Une/plusieurs fois/semaine) sont très peu significatives (moins de 11%) dans ce cadre.

Il est à noter que les hommes sont plus concernés par les délais de fréquences d'utilisation les plus longs que les femmes. Celles-ci dominent pour le temps de fréquence d'utilisation le plus court « Une/plusieurs fois/jour ».

**La fréquence d'utilisation est généralement importante de la part des utilisateurs. Les fréquences les plus courantes sont d'abord une ou plusieurs fois par semaine, ensuite très occasionnellement et enfin une ou plusieurs fois par jour.**

**L'on peut considérer que lorsque les conditions d'accès sont réunies, la fréquence d'utilisation de l'ordinateur dépend surtout des besoins et non du sexe, comme le corrobore les rythmes d'utilisation à travers les domaines d'activité Informatique et Télécommunications.**

### 3-1-2 Recours à l'adresse E-mail

Le recours à l'adresse E-mail porte sur des facteurs tels que la possession d'adresse mail ou l'utilisation de l'adresse de tiers.

#### E-Mail personnel

La possession d'une adresse E-mail personnelle concerne 20,1% de l'échantillon (209 personnes) avec 55% d'hommes et 45% de femmes. Les individus possesseur d'E-mail, se situent à 57% en milieu urbain, 29% en milieu péri-urbain, 12,9% en milieu rural.

**La possession de l'adresse E mail se révèle principalement être l'apanage des milieux urbain et péri urbain et concerne davantage les hommes que les femmes.**

### E-Mail de tiers

La question de l'utilisation de l'adresse de tiers a enregistré une réponse négative selon une proportion de 49,1% d'hommes et 50,9% de femmes qui ne la pratiquent pas.

L'utilisation d'adresse de tiers touche un effectif de 143 personnes (près de 14% de l'effectif des individus). Elle se répartit comme suit :

- adresse de collègue : 4,7% de l'échantillon (57,1% d'hommes et 42,9% de femmes)
- adresse de leurs organisations : 3,7% de l'échantillon (42,1% d'hommes et 57,9% de femmes)
- adresse d'ami ou parent : 5,4% de l'échantillon (53,6% d'hommes et 46,4% de femmes).

L'utilisation d'adresse E-mail de tiers n'est pas très courante, mais l'existence de cette pratique par les hommes et les femmes traduit sans doute un besoin et pourrait être un indicateur de difficultés d'accès soit faute de temps, de moyens, de capacité ou même d'ouverture intellectuelle, voire de culture. Cette hypothèse de manque d'ouverture intellectuelle est corroborée par quelques propos de personnes qui ont décliné l'invitation à participer à l'enquête « j'ai dépassé âge d'aller à Internet et pourtant mon fils m'envoie toujours des messages mails à travers son frère, je ne pourrais donc pas répondre à votre enquête qui va parler d'Internet (propos d'un homme de plus de 55 ans au cours de l'enquête pilote)».

**Le recours à l'adresse Mail de tiers, bien que marginale, est une pratique réelle qui s'inscrit principalement dans une dynamique relationnelle (parent, ami et collègue, organisation).**

### 3-1-3 Accessibilité à l'Internet

L'accessibilité à Internet est abordée selon l'utilisation, la fréquence, le temps et le cadre d'utilisation, l'espace de connexion.

### Utilisation d'Internet

L'utilisation d'Internet touche 29,7% de l'échantillon (309 personnes). Ce groupe utilisateur d'Internet est constitué de 54,4% d'hommes et de 45,6% femmes. A l'échelle de l'échantillon, il s'agit de 35,6% de l'effectif masculin et de 24,8% de l'effectif féminin.

Les utilisateurs d'Internet se trouvent en majorité (61,2%) dans le milieu Urbain. Seuls 27,8% et 11,2% se retrouvent respectivement dans les milieu péri urbain et Rural. L'utilisation selon le sexe et le milieu est la suivante :

- urbain 18,4% d'hommes et 19,4% de femmes
- péri-urbain : 17,3% d'hommes et 10,2% de femmes
- rural : 9,7% d'hommes et 5,3% de femmes.

Pourtant, les personnes qui n'utilisent pas Internet sont également dans leur majorité du milieu urbain et en moindre proportion du milieu rural. En effet, 45,9% de l'échantillon n'utilisent pas Internet et au sein de cette catégorie de non utilisateurs d'Internet, 47% résident en milieu urbain, 32,9% en milieu péri-urbain et 20,1 en milieu rural.

**L'utilisation de l'Internet globalement faible, est plus importante dans le milieu urbain. Elle est par ailleurs plus significative pour les hommes, à l'exception du milieu urbain où les utilisatrices dépassent légèrement les utilisateurs.**

### Fréquence et temps d'utilisation d'Internet

La fréquence d'utilisation de l'Internet est définie selon 5 rubriques : Très occasionnellement, Moins d'une fois par mois, Une/plusieurs fois/mois, Une ou plusieurs fois par semaine, Une ou plusieurs fois par jour. Elle est appuyée par le temps d'utilisation par semaine traité selon 4 modalités : à savoir moins d'une heure, entre 1 et 4 heures, entre 5 et 10 heures, plus de 10 heures.

La fréquence d'utilisation se présente comme suit :

- Très occasionnellement :
  - o 9% de l'échantillon – 5,6% des hommes et 3,5% des femmes
  - o Utilisateurs selon le milieu : 6% urbain – 2,5% péri-urbain – 0,6% rural
- Moins d'une fois par mois :
  - o 1,5% de l'échantillon – 0,9% des hommes et 0,7% des femmes
  - o Utilisateurs selon le milieu 0,8% urbain - 0,5% péri-urbain- 1,4% rural
- Une/plusieurs fois/mois :
  - o 4,1% de l'échantillon – 2,2% des hommes et 1,9% des femmes
  - o Utilisateurs selon le milieu : 1,8% urbain, 1,4% péri-urbain, 0,9% rural
- Une ou plusieurs fois par semaine :
  - o 11,3% de l'échantillon – 5,8% des hommes et 5,6% des femmes
  - o Utilisateurs selon le milieu : 6,7% urbain, 3,3 péri-urbain, 1,3 rural
- Une ou plusieurs fois par jour :
  - o 5% de l'échantillon – 2% des hommes et 2,3% des femmes
  - o Utilisateurs selon le milieu 4,1% urbain – 0,6 péri-urbain, - 0,3% rural.

**L'examen de la fréquence d'utilisation d'Internet montre que les rythmes les plus cités sont une à plusieurs fois par semaine et très occasionnellement. La fréquence d'utilisation se situe aux deux pôles d'un accès dynamique et régulier avec un délai assez proche d'une part et d'un accès exceptionnel, lié à des situations ponctuelles, d'autre part.**

**Du point de vue du genre, la fréquence d'utilisation par les hommes et par les femmes présente de faibles différences. Par contre, il existe des disparités assez nettes entre les milieux. La fréquence d'utilisation d'Internet est plus développée en milieu urbain et moins dynamique dans le milieu rural.**

Le temps d'utilisation par semaine:

- moins d'une heure pour : 3,5% de l'échantillon (1,7% des hommes et 1,7% des femmes),

- entre 1 et 4 heures pour : 22% de l'échantillon (12,4% des hommes et 9,6% des femmes)
- entre 5 et 10 heures pour : 3,3% de l'échantillon (1,8% des hommes et 1,4% des femmes)
- plus de 10 heures pour : 1,3% de l'échantillon (0,6% des hommes et 0,8% des femmes).

Le temps d'utilisation est marqué par la dominance de la tranche 1 à 4 heures avec de faibles disparités entre les hommes et les femmes.

Ce temps d'utilisation d'1 à 4 heures marque chacun des trois milieux, 28,2% pour le milieu urbain, 18,8% en milieu péri urbain, 12,8% en milieu rural. Le temps de plus de 10 heures, insignifiant dans les deux premiers milieux, est inexistant dans le milieu rural.

**La fréquence et le temps d'utilisation d'Internet empruntent une certaine régularité qui traduit une constance des besoins d'utilisation. L'amointrissement des rythmes en fonction des milieux peut signifier l'existence d'une régulation de l'utilisation en fonction des moyens d'accès et de connectivité.**

#### Cadre d'utilisation d'Internet

L'utilisation de l'Internet est liée :

- aux activités personnelles pour 11,9% de l'échantillon (54% d'hommes et 46% de femmes)
- aux activités professionnelles pour 2,9% de l'échantillon (56,7% d'hommes et 43,3% de femmes),
- à la fois aux deux types d'activités pour 15,2% de l'échantillon (55,1% d'hommes et 44,9% de femmes).

La connexion a lieu au bureau, dans un cyber ou autre lieu d'accès public, à domicile.

La connexion se fait :

- au bureau pour 8,3 % de l'échantillon (3,7 % des hommes et 4,6% des femmes) ;
- au cyber ou autre lieu d'accès public pour 14,8 % de l'échantillon (8,5% des hommes et 6,3 % des femmes),
- à domicile pour 0,9% de l'échantillon (0,4% des hommes et 1,2% des femmes).

**La connexion à domicile est exceptionnelle ; la connexion au bureau un peu plus importante surtout en milieu urbain est moins fréquente que la connexion dans un cyber ou autre lieu public qui s'avère la plus courante.**

#### 3-1-4 Possession et usage du téléphone cellulaire

La possession d'un téléphone cellulaire concerne 42% de l'échantillon (437 individus). Sur cette catégorie 51,7% sont du milieu urbain, 34,3% du péri-urbain et 14% du milieu rural.



Cet effectif de personnes possédant un téléphone cellulaire, regroupe 24% (250) des hommes et 18% (187) des femmes de l'échantillon. La part des hommes est celle des femmes au sein de leurs groupes respectifs, sont de 57,2% et de 42,8%.

Le groupe de personnes ne possédant pas ce type de téléphone, à savoir 58% (603) de l'échantillon, se compose de 36,8% d'hommes et 63,2 % de femmes.

Les raisons avancées par le groupe ne possédant pas de téléphone cellulaire, sont les suivantes :

- « N'en voit pas l'utilité pour 21,7% (41,2% des hommes et 58,8% des femmes)
- « C'est trop cher » pour 56,7% de l'échantillon (34,5% des hommes et 65,5% des femmes)
- « C'est trop compliqué » selon 1,7% de l'échantillon (50% d'hommes et 50% de femmes).

**Les femmes qui ne possèdent pas de téléphone cellulaire, forment un pourcentage plus important que celui des hommes dans la même situation. Elles invoquent davantage les arguments d'information et de moyens et se retrouvent à égalité avec les hommes pour l'argument technique. Cela traduit à leur niveau, plus de difficultés à accéder à la téléphonie mobile.**

Le manque de possession du téléphone cellulaire n'exclut pas son utilisation. Ainsi, 308 personnes (125 hommes et 183 femmes) à savoir 51,3% des non possesseurs, sont également utilisateurs de téléphone cellulaire.

Les cadres d'utilisation du téléphone cellulaire sont alors :

- télécentre pour 3% de l'échantillon
- cellulaire d'un collègue pour 1,4% de l'échantillon
- celui d'un ami pour 0,6% de l'échantillon
- celui d'un parent pour 19,8% de l'échantillon.

L'utilisation du téléphone cellulaire a lieu :

1. dans le cadre d'activités personnelles pour 34,8% de l'échantillon (40,1% d'hommes et 59,9% de femmes)
2. dans le cadre d'activités professionnelles pour 2,2% de l'échantillon (60,9% d'Hommes et 39,1% de Femmes).
3. dans le cadre d'activités à la fois personnelles et professionnelles pour 33,7% (60,9 d'hommes et 39,1% de femmes).

**Le nombre d'utilisateurs de la téléphonie cellulaire dépasse celui des propriétaires. L'usage est surtout lié à des activités personnelles ou à la fois aux activités personnelles et professionnelles. Les cas d'Usage professionnel exclusif sont exceptionnels.**

L'usage du téléphone mobile, pour 710 individus (51,1% d'hommes et 48,9% de femmes) se résume à appeler et recevoir. Pour 333 personnes dont 56,8% d'hommes et 43,2% de femmes, il sert aussi à la messagerie (SMS). Il est à noter que c'est surtout la tranche d'âge de 25 à 34 ans (40,5% des cas) qui s'adonne à la messagerie SMS.

### 3-2- TIC ET GENRE : MOTIVATIONS ET VALEURS PROJETEES

#### 3-2-1 Contenu et utilisation d'Internet

Internet se veut un creuset d'informations, un vecteur de communication et de formation. Pour que cette vocation soit effective, les institutions jouent leur partition à travers d'importants efforts de construction de l'information. Ainsi :

- le site [www.irdc.ca](http://www.irdc.ca) (CRDI - voir aussi le site [www.acdi-cida.gc.ca](http://www.acdi-cida.gc.ca) ) dans la perspective de la mission du CRDI « Affranchir par le Savoir » basé sur des enjeux et thématiques de développement majeurs (Paix, application des TIC au Développement social et économique des Populations Africaines, Equité sociale et économique, Gestion de l'environnement et des Ressources Naturelles, Santé, Equité de genre etc..) Il informe sur les expériences développées démontrant l'utilisation des TIC en articulation aux objectifs, culture et forces des communautés, comme moyen de résolution de problèmes de développement et organisant une base de savoirs au service des politiques de promotion de l'utilisation des TIC par des acteurs défavorisés tels que les femmes.
- Le site [www.itu.int](http://www.itu.int) (Union Internationale des Télécommunications/IUT) est une source d'informations sur les télécommunications.
- Le Site [www.famafrique.org](http://www.famafrique.org) (ENDA-SYNFEV (Synergie Genre et Développement Environnement et Développement du Tiers Monde – Programme Communication pour les Femmes) vise à renforcer la visibilité et les capacités d'action des organisations de femmes d'Afrique. Il dispose d'informations utiles aux organisations engagées sur les questions de femmes et de genre, de développement durable, d'égalité, de paix, etc..
- Le site [www.enda.sn/cyberpop](http://www.enda.sn/cyberpop) (ENDA Tiers monde - CRDI), fournit des informations sur les dynamiques populaires d'appropriation des TIC par les communautés dans le cadre de leurs options propres, de leurs stratégies de développement et de leurs activités quotidiennes.
- Le site [www.ynternet.org/](http://www.ynternet.org/) fournit des informations dans le sens de la dimension sociale d'Internet
- Le Site : [www.undp.org/franch/itnew-f](http://www.undp.org/franch/itnew-f) (PNUD) dans le sens d'un paradigme cher au PNUD « les TIC sont une composante fondamentale du développement et non un luxe » il constitue un espace orienté vers la révolution des communications dans le monde à travers la promotion de l'esprit d'entreprise et la croissance économique dans le domaine des TIC afin entre autres de réduire les inégalités sociales entre les sexes
- Le Site : [www.unrisd.rg/publication](http://www.unrisd.rg/publication) UNRISD (Institut de recherche des Nations pour le Développement social) intègre dans ses sources d'information la problématique : Technologie et Société. Il convient d'y signaler une publication : « les TIC et le Développement Social au Sénégal ; un état des lieux » par Olivier Sagna
- Le Site : [www.osiris.sn](http://www.osiris.sn) (OSIRIS - Observatoire sur les Systèmes d'Information, les Réseaux et les Inforoutes au Sénégal) s'inscrit dans l'optique des recommandations de l'Initiative : Société Africaine à l'ère de l'information adoptée par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Il constitue un espace dynamique d'information et de communication sur les initiatives d'utilisation et d'appropriation des Technologies d'information et de la communication. Il encourage les synergies, informe les décideurs et les citoyens sur les opportunités et les enjeux liés aux TIC.
- Le Site : [www.art-telecom-senegal.org](http://www.art-telecom-senegal.org) ou [www.art.sn](http://www.art.sn) (ART - Agence de Régulation des Télécommunications) informe également sur les missions et activités de l'ART

- Le Site [www.africanti.org](http://www.africanti.org) (CNRS) en tant « qu'observatoire de l'insertion et de l'impact des technologies de l'information et de la communication en Afrique », fournit des informations sur l'implantation géographique des TIC en mettant en exergue leur orientation majeure de service universel ou en faveur d'une fraction de la population
- Le site: [www.siggiljigeeen.com](http://www.siggiljigeeen.com) (Réseau Siggil jigeeen – vaste réseau d'organisations de femmes au Sénégal) présente les activités et réalisations du Réseau (Bulletin « Kaddu Jigeeen » axé sur des thèmes d'intérêt pour la femme
- Le site: [www.h-net.org](http://www.h-net.org) (Conseil Sénégalais des Femmes/COSEF) contient les publications du COSEF et les réalisations notamment liées aux questions de citoyenneté et de démocratie
- Le site: [www.genreenaction.net](http://www.genreenaction.net) (Réseau genre en action) développe une communication sur les enjeux de l'approche « genre et développement » et vise à renforcer les connaissances et les capacités en genre, à capitaliser les approches francophones sur les questions de genre.
- Le site: <http://www.unifem.org> (Unifem) dispose d'informations sur les femmes en lien avec des thématiques de Lutte contre la pauvreté, Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM), etc., sur les droits des femmes, la sécurité économique, la gouvernance et la paix.
- Le site: [www.ilo.org](http://www.ilo.org) (Bureau International du Travail) dispose de données relatives à l'égalité entre hommes et femmes et présente les conventions de l'OIT relatives aux droits des femmes en matière d'emploi et d'emploi décent.
- Le site: [www.unicef.org](http://www.unicef.org) (Unicef) : contient des informations liées à sur la protection des enfants en lien avec des thèmes tels que les conflits armés, les mariages précoces, les mutilations génitales féminines (excision), la justice des mineurs, etc.
- Le site: [www.penelopes.org](http://www.penelopes.org) ( Les Pénélopes) fait l'analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Beijing en mettant en exergue des notions telles que « empowerment », « mainstreaming », les questions de micro-crédit, d'indices de développement humain (IDH) et les indices de genre (IDH) du PNUD, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance et la participation.

Cette liste est loin d'être exhaustive, elle traduit cependant l'ampleur et la diversité du rôle des institutions dans l'apport des contenus d'Internet.

Les utilisateurs enquêtés recourent à Internet de la façon suivante :

- La communication interpersonnelle par 23,5% de l'échantillon (244 personnes) dont 53,7% d'hommes et 46,3% de femmes.
- La communication de groupes par 5,9% de l'échantillon (61 personnes) dont 45,9 % d'hommes et 54,1 % de femmes.
- La recherche sur Internet est le fait de 20,3% de l'échantillon (211 personnes) dont 53,1% d'hommes et 46,9% de femmes.
- L'information en ligne concerne 9,3% de l'échantillon (49,5% d'hommes et 50,5% des Femmes).
- Les jeux par 8,5% de l'échantillon (51,17% d'hommes et 48,9% de femmes).
- Des achats pour 1,2% de l'échantillon (75% d'hommes et 25% de femmes).
- Autres raisons pour 2% de l'échantillon (71,4% des Hommes et 28,6% de Femmes).

**La communication interpersonnelle et la recherche sur Internet, deux utilisations les plus fréquentes, connaissent une légère majorité d'utilisateurs hommes qui par ailleurs dominant largement pour les jeux, les achats en ligne et autre raison. Les femmes**

**utilisent un plus fréquemment que les hommes, la communication de groupes et l'information en ligne.**

**L'examen des types d'utilisations d'Internet révèle l'existence d'une fracture de genre. S'il est vrai l'utilisation d'Internet est relativement faible pour les deux groupes, il convient de souligner que les hommes bénéficient davantage de la diversité des possibilités qu'offre Internet.**

### 3-2-2. Adéquation d'Internet aux préoccupations des utilisateurs

Les personnes s'adressant à l'Internet donnent leur appréciation des contenus en rapport à leurs propres attentes. Ainsi les utilisateurs d'Internet, considèrent que:

- Pour 24,6% (54,7% d'hommes et 45,3% de femmes) Internet répond parfaitement à leurs attentes;
- Pour 6,2% (53,1 d'hommes et 46,9% de Femmes) jugent qu'Internet répond seulement en partie à leurs attentes ;
- Selon 69,2% (41,4% d'hommes et 58,6% de Femmes) considèrent qu'Internet ne satisfait pas du tout à leurs attentes.

**La proportion d'utilisateurs qui trouve ample satisfaction dans l'Internet (près du quart des utilisateurs) est en dessous de la moyenne et comporte une majorité d'hommes. De plus, les femmes sont plus nombreuses à ne trouver aucune satisfaction à leurs besoins. Les raisons pourraient résider dans le fait que la construction d'informations qui réfèrent aux réalités locales et notamment au niveau des femmes soit pour l'heure limitée. Il pourrait aussi s'agir d'une vision idéale d'Internet souvent présentée comme une manne d'informations infinies et illimitées.**

L'appréciation de la satisfaction des besoins par les hommes et les femmes est un peu plus étayée par la perception d'Internet de la part des personnes qui la connaissent sans pour autant l'utiliser. Celles-ci avancent les raisons suivantes :

- Sans intérêt selon 19,5% (203 individus) dont 44,3% d'hommes et 55,7% de femmes.
- Lieux d'accès non pratiques selon 7,1% (74) dont 44,6% d'hommes et 55,4% de femmes.
- Lieu d'accès pas sûr par 1 homme et 2 femmes.
- Connexion non possible pour 2,3% (24) dont 54,2% d'hommes et 45,8% de femmes.
- Trop cher pour 4,7% pour (49) dont 49% d'hommes et 51% de femmes.
- Trop compliqué pour 4,7% (49) avec 40,8% d'hommes et 59,2% de femmes.
- Pas de proximité pour connexion par 2,4% (25) dont 44% d'hommes et 56% de femmes.

**L'argument le plus avancé par les hommes et par les femmes est celui de « sans intérêt ». Cet argument à connotation intellectuelle ou psychologique, mérite une grande considération dans l'analyse des motivations. En tant que jugement de valeur, sa prédominance sur les arguments d'accessibilité géographique et de connectivité technique, qui réfèrent plutôt à des faits concrets, tend à indiquer une insuffisance d'intégration de l'Internet à l'univers des valeurs.**

**Le profil de la relation de l'homme à l'Internet est quelque peu différent de celui de la femme à l'Internet mais ils vont dans le même sens d'un niveau encore faible d'automatisation du réflexe d'utilisation de l'Internet.**

### 3-3- Place du Genre dans les Formations

La prise en compte du genre dans les formations en TIC est ressortie à partir de l'expérience des individus et des pratiques des institutions.

#### 3-3-1 Pour la formation en TIC des individus

L'expérience de formation au niveau des individus et l'intégration des spécificités hommes /femmes présente la situation suivante :

##### Dans le cadre de la formation en Informatique

- 4,8% de l'échantillon (50 personnes) dont 50% d'hommes et de femmes affirment que les spécificités hommes/femmes ont été abordées au cours de leurs formations ;
- 33,2% (345) dont 51,9% d'hommes et 48,1% de femmes n'ont pas vu leurs formations aborder ces questions.

##### Dans le cadre de la formation en Internet

- 2,9% des individus (30 personnes dont 43,3% d'hommes et 56,7% de femmes) affirment que les questions hommes/femmes ont été abordées au cours de leurs formations.
- 21,4% des individus (223 personnes dont 49,8% d'hommes et 50,25 de femmes) n'ont pas vu leurs formations aborder ces questions.

#### 3-3-2 Pour les formations en TIC dans un cadre institutionnel

Les centres de formation intègrent les questions de genre dans les formations à travers la sélection des formateurs, la sélection des bénéficiaires, le contenu de la formation, les supports pédagogiques.

- un effectif de 19 centres donne des réponses affirmatives selon les rubriques ci-dessus en citant un ou plusieurs en même temps.
  - La sélection des formateur (trice)s selon 19 réponses
  - la sélection des bénéficiaires selon 13 réponses
  - dans le contenu de la formation selon 17 réponses
  - dans les supports pédagogiques selon 12 réponses.

**Les centres tenant compte du genre représentent un peu plus de la moitié des centres de formation et certains d'entre eux combinent les stratégies. Ils veillent dans le choix des formateurs, au sexe le plus approprié pour pouvoir répondre aux besoins du groupe cible. C'est pourquoi, le mécanisme de sélection des formateur(trices) a reçu le plus**

**grand nombre de réponses affirmatives. Ils définissent également le contenu de la formation en fonction des besoins de leurs cibles afin que ce contenu soit adapté. La sélection des bénéficiaires ainsi que la prise en compte dans du genre dans les supports pédagogiques ont reçu les moindres réponses.**

**Généralement, les centres de formation sont des privés ou des instances communautaires avec des mandats bien circonscrits. Les offres de formation sont assez standardisées et basées sur l'ensemble des facteurs potentiels de réussite. Dans certains cas, les spécificités des femmes lorsqu'elles ne sont pas bien considérées, constituent un frein au succès des formations**

**Il est évident que lorsque le genre devient une clé de voûte de la réussite des formations, sa prise en charge est automatique. La question qui se pose alors, est de savoir dans quelle mesure, l'opérationnalisation de mécanismes liés au genre traduit l'engagement et la motivation des institutions à relever le défi de l'équité et de l'égalité de genre.**

Les questions sur l'aménagement de l'offre de formation visant à la prise en compte des contraintes spécifiques aux femmes, en termes de temps, de place, de cible permettent de développer la question de la prise en charge des contraintes spécifiques aux femmes.

Ainsi, pour 30 centres de formation, les réponses données sont les suivantes :

- 24 réfèrent à la planification d'un horaire adapté,
- 10 à la prévision d'un quota de femmes,
- 4 au développement des formations réservées uniquement aux femmes.

**L'on peut souligner que pour les centres de formation, même si la conception de mécanismes standard dans les offres de formation est de rigueur, qu'ils prennent également en compte les situations d'acteurs ayant des besoins spécifiques tels que les femmes.**

### *3-4 Questions d'éthique et Droits Humains au niveau des formations*

L'éthique et les droits humains forment une composante essentielle dans l'utilisation des TIC. Les individus et les communautés ainsi que les institutions ont droit à la protection des informations qui directement ou indirectement, se rapportent à leur vécu, leur histoire, leurs réalités présentes et les alternatives aux contraintes et situations de précarité. En effet l'utilisation des TIC dans un contexte de démocratie ne devrait aucunement impliquer une soumission ou une conformité docile à un ordre pré-établi avec une structure bâtie sur des normes solides et déjà bien élaborée instaurant une passivité et une psychologie d'incapacité à apporter du nouveau. Les acteurs quelque soit leur spécificité doivent pouvoir incorporer dans Internet par exemple les contenus leur permettant de se sentir partie prenante en tant que constructeur, décideur, consommateur, interlocuteur pour la créativité. Un tel travers susceptible de s'instaurer facilement, constitue l'objet des actions de quelques institutions qui tentent de les prévenir en mettant en place des dispositifs parmi lesquels, les règles d'organisation du développement des TIC constituent un élément capital.

L'enquête montre que plus de la moitié des centres de formation (62,1%) ne prennent cependant pas ce facteur en charge. Les décideurs à ce niveau le trouvent « sans intérêt ». Seule une proportion de 34,5% des centres de formation le prennent en compte en abordant dans les formations qu'elles donnent, les questions de gouvernance, de participation, de

droits, de décision, de sécurité, etc... Les questions les plus abordées dans ce cadre sont en premier lieu la formation (21,7%), ensuite la sécurité (17,4%) le marketing (13%), le droit 8,7%, l'utilisation (4,3%), enfin, la communication et le changement social.

Ces questions et d'autres ont l'avantage d'aiguiser la sensibilité des acteurs sur les enjeux relatifs aux droits humains dans le domaine des TIC.

La sensibilité des institutions sur les questions liées aux droits humains dans le domaine des TIC est un fait réel. Toutefois, l'on relève que les centres de formation intégrant cette dimension dans leurs formations sont numériquement beaucoup moins importants que ceux qui ne le font pas. Le contenu de cette prise en compte est assez intéressant dans la mesure où il touche non seulement aux habilités favorables à l'utilisation (formation) des TIC, aux moyens et conditions nécessaires (financement), mais également au renforcement des forces psychologiques (communication, marketing, changement social)

### 3-5 Dimension TIC et Genre dans les projections institutionnelles et sociales

#### 3-5-1 Vision institutionnelle du rôle femmes et TIC

Les femmes du fait de leurs spécificités pourraient jouer un rôle spécifique pour le développement des TIC. Cette question constitue un enjeu dans le cadre des paradigmes à la base du concept genre. La femme étant socialement considérée comme élément d'un ensemble auquel l'homme est le leader qui en impulse l'organisation et les orientations, joue cependant un rôle qui n'est pas valorisé et produit un impact sur les initiatives des institutions et sur la maîtrise des phénomènes. Cet impact n'est malheureusement pas toujours reconnu et pas souvent pris en compte dans les politiques et stratégies.

Au niveau des institutions, dans 89,9% des cas, les acteurs pensent que les femmes pourraient avoir un impact spécifique pour le développement des TIC. Cet impact attendu pourrait, selon ces acteurs, se traduire par divers résultats, notamment :

- l'accès à l'emploi et aux revenus,
- le développement des capacités des femmes qui peut être associé à d'autres impacts qui sont, sur le plan professionnel, le renforcement des capacités d'accueil des femmes, de rapidité dans le travail,
- l'émergence d'un statut élevé des femmes, l'élargissement des possibilités à devenir cadres moyens, le développement de la qualification professionnelle,
- la participation à la décision, l'ouverture au monde
- l'utilisation des qualités des femmes telles que le pragmatisme, le réalisme,
- la promotion des femmes et la valorisation de leur rôle multiplicateur de l'usage des TIC.

**La reconnaissance de cet impact ne devrait pas se limiter au cadre d'une affirmation formelle mais aussi aller dans le sens d'un engagement et de réalisations axés sur la valorisation des possibilités et potentialités liées au rôle des femmes dans le développement des TIC.**

**Assurément, les institutions accordent une attention réelle à la spécificité de l'impact que les femmes ont ou pourraient avoir dans leurs activités et programmes. La**

**perception de cet impact renvoie foncièrement à l'amélioration de la situation des femmes notamment au plan professionnel, à la mise à contribution des capacités et atouts des femmes et à la promotion des femmes.**

Une grande part des institutions, à savoir 91,7%, affirme être prête à participer et à soutenir des initiatives de politique visant à valoriser la place des femmes dans leurs activités de TIC. Il s'agit de 87,5% des institutions du domaine d'activités genre et 98,4 % du domaine d'activité TIC. L'enjeu est de taille et la position favorable des institutions dénote l'existence d'une volonté politique que les organisations actives dans ces domaines pourraient explorer dans leurs stratégies.

**L'image de l'impact que les femmes sont susceptibles d'avoir dans le développement des TIC est loin d'être de simple obédience idéologique ou normative. Elle réfère à des possibilités pratiques d'amélioration des capacités, de relèvement de la position des femmes et de l'exploitation et de la valorisation des rôles qu'elles jouent. La vision tout à fait pratique de l'avantage comparatif des femmes dans les TIC justifie l'ampleur de l'adhésion des institutions à l'idée de soutenir la valorisation de la place des femmes dans les TIC.**

### 3-5-2 Perception de l'apport des TIC dans les dynamiques personnelles et professionnelles

L'utilité des TIC dans les activités personnelles et professionnelles ne fait l'objet d'aucun doute pour les personnes enquêtées. Un effectif 890 individus (85,6% de l'échantillon - 96,5% des hommes et 53,5% des femmes) estime que les TIC (Ordinateur, Internet, Téléphone cellulaire) peuvent être utiles dans leurs propres activités professionnelles. Dans le même sens, 965 individus (92,8% de l'échantillon - 48,1% des hommes et 51,9% des femmes) considèrent qu'elles peuvent être aussi utiles dans leurs activités personnelles.

**Les TIC sont plus qu'une fascination mais des outils que les individus connaissent ou côtoient de près et dont ils sont à même de mesurer les avantages susceptibles d'en découler pour leur vie sociale et professionnelles.**

### 3-5-3 Perception de l'équité entre les sexes dans les TIC

La question de l'équité entre les hommes et les femmes dans le domaine des TIC se présente comme suit :

- 65,9% de l'échantillon (33,8% des hommes et 32,1% des femmes) considèrent que les femmes et les hommes **utilisent équitablement l'ordinateur** contre 26,4% de l'échantillon (9,6% des hommes et 16,8% des femmes) qui estiment que les hommes et les femmes **n'utilisent pas équitablement l'ordinateur**
- 62,3% de l'échantillon (31,5% des hommes et 30,8% des femmes) pensent les hommes et les femmes **utilisent équitablement l'Internet** contre 26,9% de l'échantillon (10,2% des hommes et 16,7% femmes) qui estiment que les hommes et les femmes **n'utilisent pas équitablement l'Internet**
- 76,4% de l'échantillon (36,7% des hommes et 39,7% des femmes) pensent que les hommes et les femmes **utilisent équitablement le téléphone cellulaire** contre 14,6% de l'échantillon (5,2% des hommes et 9,4% des femmes) qui pensent que les hommes et les femmes **n'utilisent pas équitablement le téléphone cellulaire.**



**Il ressort globalement que pour les différentes TIC, les perceptions vont davantage dans le sens d'une utilisation équitable entre les hommes et les femmes. Pourtant si une large majorité pense que l'équité est réelle dans l'utilisation des trois TIC, force est de souligner l'absence de manque d'unanimité sur la question. Celle-ci est assez révélatrice de la reconnaissance du manque d'équité entre les hommes et les femmes dans cette utilisation, de l'ordinateur, de l'Internet et du téléphone mobile.**

**L'on peut constater par ailleurs, que sauf pour le téléphone mobile, les hommes prédominent dans l'adhésion à l'idée de l'usage équitable de l'ordinateur et l'Internet. Les femmes, quelque soit la nature des TIC, forment la majorité des personnes qui défendent le manque d'utilisation équitable.**

La question de l'utilisation équitable est complétée par celle des contraintes des femmes en matière de TIC.

Les individus estiment que les femmes ont des contraintes

- de formation selon 61,7% de l'échantillon (25,3 % des hommes et 36,4% des femmes) contre 38,3% qui pensent que les femmes n'ont pas de problèmes de formation en matière de TIC
- financières selon 71% de l'échantillon (29,3% des hommes et 41,7% des femmes) contre 29% qui pensent que les femmes n'ont pas de contraintes financières en matière de TIC
- en capacité de décision selon 72,2% de l'échantillon (31,4% des hommes et 40,8% des femmes) contre 27,8% qui pensent que les femmes n'ont pas de contraintes en terme de capacité de décision en matière de TIC.

**La reconnaissance des contraintes des femmes dans le domaine des TIC est assez bien partagée par les individus. Ces contraintes sont exprimées d'abord comme manque de capacités de décision, ensuite comme difficultés financières, enfin comme manque de formation. Les femmes constituent la majorité des personnes qui reconnaissent les différentes contraintes des femmes.**

#### 3-5-4 Enjeu d'une mobilisation par l'égalité et l'équité dans l'accès aux TIC

Le genre intègre la discrimination positive en faveur des femmes pour répondre au manque d'équité qui désavantage les femmes.

Dans le cadre de l'étude, la nécessité de mener des politiques et programmes spécifiques pour que les femmes aient un accès aux TIC à égalité avec les hommes est reconnue par 87,8% de l'échantillon (38,8% des hommes et 48,9% des femmes). Seuls 8,6% (dont les 5,3% sont des hommes) pensent que de telles politiques ne sont pas nécessaires.

Les individus qui jugent que les politiques et programmes actuels tiennent suffisamment compte des questions de genre dans le domaine des TIC font seulement 15,1% de l'échantillon (7,8% des hommes et 7,3% des femmes). Par contre, 74,9% de l'échantillon (33,5% des hommes et 41,4% des femmes) estiment que les politiques et programmes actuels ne tiennent pas suffisamment compte des questions de genre dans le domaine des TIC.

**L'enjeu d'une mobilisation pour l'égalité et l'équité de genre dans l'accès aux TIC trouve toute sa pertinence dans la volonté des hommes et des femmes à voir se réaliser des politiques et programmes spécifiques favorables à l'accès équitable aux TIC pour les hommes et les femmes. De telles initiatives apporteront une réponse certaine au manque de prise en compte suffisante des questions de genre dans le domaine des TIC, par les politiques et programmes actuels.**

## **CONCLUSION**

Le genre traduit une exigence d'égalité et d'équité entre les personnes, quelque soit le contexte. Il relève du respect des droits humains qui est à la fois une question d'actualité et d'enjeu de développement. Il vise une remise en cause des relations sociales puisant leur source dans des valeurs d'inégalité fondamentale entre les hommes et les femmes.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont des instruments d'ouverture pour dépasser les niveaux de connaissance limités et accroître les performances des personnes et des institutions dans différents domaines. Elles constituent entre autres, des appuis aux processus de changement de disparités entre parties prenantes de mêmes dynamiques sociales, politiques, institutionnelles, etc...

Genre et TIC peuvent donc interagir dans des dynamiques de lutte contre l'exclusion et la discrimination, d'initiatives de réduction des disparités entre différents acteurs. Les enjeux liés à cette problématique relèvent à la fois des approches et pratiques institutionnelles, des visions et motivations des individus.

Au Sénégal, le développement des TIC bénéficie d'un environnement infrastructurel globalement propice et avantageux, mais la réalité de l'appropriation des TIC est un monde de disparités de genre.

La situation des femmes se caractérise d'une part par un niveau d'instruction inférieur à celui des hommes qui ont davantage atteint le niveau supérieur et sont plus alphabétisés, d'autre part par un statut professionnel moins avantageux. En majorité dans la catégorie de sans emploi/au foyer, les femmes sont en minorité dans les instances et niveaux de décision des institutions. Les positions éducationnelles et professionnelles inégales des hommes et des femmes peuvent naturellement générer des inégalités d'accessibilité, de maîtrise et de contrôle des TIC.

La fracture numérique de genre est dès lors multiforme.

Sur le plan de l'information, l'accès des hommes et des femmes à l'information liée à l'Internet est assez mitigé. Les femmes sont à la fois dominantes dans le groupe des personnes ayant entendu parler d'Internet et de celui des personnes ignorant tout de l'Internet.

Sur le plan de la formation, les hommes sont davantage formés à l'informatique, niveau initiation (la faible suprématie des femmes dans la formation formelle est surpassée par l'écrasante majorité des hommes dans la formation informelle) qui pour leur majorité. Les femmes sont certes légèrement plus nombreuses pour la formation informatique de niveau avancé, mais celle-ci est marginale pour l'échantillon. La formation à l'Internet est assez faible avec des disparités peu significatives.

Dans le cadre de l'utilisation des TIC, la capacité d'utilisation de l'ordinateur touche près de la moitié des hommes et seulement un peu plus du tiers des femmes. La possession de l'adresse E mail est surtout l'apanage des milieux urbain et péri urbain et concerne les hommes plus que les femmes. De même, l'utilisation de l'Internet globalement faible, est plus importante dans le milieu urbain et concerne essentiellement les hommes. La possession de téléphone cellulaire est surtout le fait des hommes ; les femmes forment le pourcentage le plus important des individus ne disposant pas de téléphone cellulaire. Par ailleurs, l'utilisation d'Internet certes relativement faible, concerne plus les hommes qui bénéficient davantage de la diversité des possibilités qu'offre Internet. Ce sont aussi les hommes qui trouvent plus ample satisfaction à leurs besoins dans l'utilisation d'Internet que les femmes.

La fracture numérique de genre est ainsi un fait réel et il est impérieux d'y apporter des solutions appropriées.

Le cadre de prise en compte du genre est celui d'une volonté politique nationale visant à impulser des mutations profondes dans les relations d'inégalités entre les hommes et les femmes au niveau des institutions et des communautés. Les institutions traduisent leur engagement dans ce cadre en intégrant le genre dans leur politique. Malheureusement, cette politique n'est pas soutenue par une expertise avérée. Certaines de ces institutions développent des politiques genre et TIC qui impliquent plus de femmes que d'hommes parmi les acteurs impliqués et formés en genre.

Les centres tiennent compte du genre à travers des stratégies pertinentes (choix des formateurs appropriés aux besoins du groupe cible, contenu de formation axé sur les besoins des bénéficiaires, supports pédagogiques intégrant le genre) mais en tant que privés ou instances communautaires avec des mandats bien circonscrits, la nature des offres de formation restent tributaires de leurs priorités et facteurs de réussite. L'adoption du genre est alors automatique lorsqu'elle constitue un levier de succès.

Un des atouts susceptibles de soutenir de nouvelles voies dans l'action des institutions, réside dans la reconnaissance sans ambages par les institutions, de l'impact comparatif que pourraient avoir les femmes dans leurs activités et programmes liés aux TIC et leur motivation à soutenir des actions de valorisation de la place des femmes dans les TIC.

Cette ouverture pourrait être confrontée à quelque difficulté si l'on se réfère au fait qu'au niveau des individus, le genre jouit certes d'une certaine notoriété, principalement dans le milieu urbain, mais il est l'objet d'une faible appropriation sociale. En effet, la perception communément partagée est celle de sa dimension primaire de correction des disparités dans l'accès aux ressources. Ce niveau de perception relègue au second plan une dimension essentielle du concept qu'est la remise en cause des fondements sociaux des relations inégalitaires de genre. La connaissance du genre par les individus est ainsi parcellaire et quelque peu tronquée.

Par contre, l'ouverture des institutions à soutenir l'avancée de la question genre et TIC, trouve un terrain propice dans la perception très claire que les individus ont des apports potentiels des TIC dans leur vie sociale et professionnelle. Si elle peut se heurter à la faible reconnaissance d'une équité entre les hommes et les femmes dans l'utilisation de l'ordinateur, de l'Internet et du téléphone mobile, elle sera favorisée par le consensus assez large sur l'existence de contraintes des femmes dans le domaine des TIC (manque de capacités de

décision, difficultés financières, manque de formation). En outre, il est certain que les facteurs justificatifs d'une mobilisation pour l'égalité et l'équité de genre dans l'accès aux TIC coïncident avec la volonté des hommes et des femmes à voir se réaliser des politiques et programmes spécifiques favorables à l'accès équitable aux TIC pour les hommes et les femmes.

# **Rapports nationaux de restitution**

# **Restitution du Bénin**



**Atelier national de présentation de l'ouvrage  
« fracture numérique de genre en Afrique  
francophone : une inquiétante »**

*Rapport du déroulement  
Bénin*

*Août 2005*

L'ouvrage *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* a été présenté conjointement par le Centre de Formation et de Recherche en matière de Population (CEFOP) et le Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS), le 28 Juillet 2005 à la salle de conférence du "Chant d'oiseau" à Cotonou.

La cérémonie a été placée sous le parrainage du Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS) représenté par son Directeur de cabinet. Etaient également présents les responsables de structures s'occupant des TIC ou des questions liées au genre. Il faut signaler que la cérémonie a bénéficié d'une forte couverture médiatique : outre la télévision nationale, une dizaine de journalistes des organes de la presse écrite (publique et privée) étaient présents. Sur cent (100) invités attendus, une soixantaine avait répondu présent.

Chaque participant a eu droit à un dossier composé :

- d'un exemplaire de l'ouvrage,
- d'une copie de son résumé,
- de la page publicitaire sur laquelle est consigné le lien de téléchargement du document
- et du dépliant du REGENTIC.

La matinée de présentation a été marquée par quatre temps forts : la projection du documentaire "Justice de genre", la cérémonie d'ouverture, la présentation du livre suivi d'un enrichissant débat.

### **1- Projection du documentaire**

En prélude à la cérémonie d'ouverture, le documentaire "Justice de genre" a été présenté à la soixantaine de participants.



## 2- Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions :

- un mot de bienvenue du Professeur Albert NOUHOUAYI représentant le Directeur du CEFORP ;
- le discours d'ouverture de Monsieur Théophile Cocou HOUNKPONOU, Directeur de Cabinet du Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS)



*Cérémonie d'ouverture :*

*A l'extrême droite, le Professeur Albert NOUHOUAYI représentant le D/CEFORP,  
Au centre, le Directeur de Cabinet du MFPSS, Mr Théophile Cocou HOUNKPONOU  
A l'extrême gauche, Moustapha GIBIGAYE.*

Leurs interventions se sont articulées autour de quatre principaux axes :

- Félicitations à toutes les institutions impliquées dans la réalisation de l'étude;
- Remerciements aux partenaires financiers ;
- Caractère novateur de l'étude ;
- Nécessité de s'inspirer des résultats de l'ouvrage pour développer des

stratégies en vue de corriger les inégalités de genre dans l'utilisation des TIC.

### **3- Présentation de l'ouvrage**

Les résultats-clés de l'ouvrage *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* ont été présentés suivant quatre axes :

- Contexte de l'étude ;
- Objectifs de l'étude ;
- Approche méthodologique ;
- Principaux résultats et recommandations;



*Vue partielle des participants lors de la présentation de l'ouvrage*

### **4- Débat**

Un présidium de trois membres a été mis en place pour animer le débat. Il est composé du Monsieur Achille HOUSSOU (modérateur, spécialiste des TIC), Madame Scholastique ASSOGBA (spécialiste du genre) et moi-même. Les

échanges ont porté sur trois types de préoccupations : des questions d'ordre méthodologique, des préoccupations liées aux TIC et des suggestions.

### *Préoccupations d'ordre méthodologique*

- Clarification de certains concepts tels que milieu urbain, milieu rural
- Critères de choix de l'aire d'étude ;
- Echantillonnage et représentativité des résultats ;

### *Préoccupations liées aux TIC*

- Il a été noté que l'État ne promeut pas suffisamment l'accès aux TIC : cherté de la communication téléphonique, faible couverture du réseau téléphonique... ;
- La nécessité de faciliter l'accès des TIC aux analphabètes, en particulier ceux du milieu rural a fait l'objet d'un riche débat ;
- Les discussions ont également porté sur la possibilité pour le REGENTIC de constituer un lobbying auprès des organismes internationaux et les pouvoirs publics aux fins de réduire la fracture constatée.

### *Suggestions*

- Améliorer la capacité des femmes à pouvoir mieux contrôler le secteur des TIC ;
- Développer des stratégies idoines afin que les résultats et recommandations soient effectivement pris en compte. Par exemple encourager les structures intervenant dans le domaine du TIC ou du genre à s'approprier les résultats qu'il s'agisse du volet national ou régional de l'étude ;
- Promouvoir la production de logiciels adaptés aux réalités locales qui intègrent les préoccupations des hommes et femmes.

## **5- Cérémonie de clôture**

Lors de la cérémonie de clôture, le Professeur Albert NOUHOUAYI a remercié les invités pour leur attention soutenue et la pertinence de leurs préoccupations.

Un cocktail a marqué la fin de l'atelier.



*Vue partielle des participants au cocktail*

Fait à Cotonou, le 03 Août 2005

**Moustapha GIBIGAYE**

Vient de paraître à Cotonou

## «Fracture numérique de genre en Afrique francophone: une inquiétante réalité»

**Fidélia S. R. Bohissou**

*Fracture numérique de genre en Afrique francophone*

une  
inquiétante  
réalité



**L**e Réseau Genre et Tic a procédé hier dans la salle de conférence de «Chant d'Oiseau» à la présentation de l'ouvrage «Fracture numérique de genre en Afrique francophone: une inquiétante réalité». C'est un ouvrage publié par l'Ong Enda (Dakar) avec la collaboration de M. Moustapha Gibigaye (chercheur au Ceforp). Cet ouvrage présente les résultats d'une recherche menée dans six

pays francophones à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Il s'agit des principaux résultats de la recherche sur la Fracture numérique de genre en Afrique francophone, réalisée en 2004-2005 par le Réseau genre et Tic. L'objectif de cette recherche est de promouvoir l'égalité de genre dans la société de l'information. L'étude s'est focalisée sur trois Tic: l'ordinateur, l'Internet et le téléphone portable. Selon cette recherche les chances des femmes de bénéficier des avantages des Tic ne représentent que globalement le tiers de celles des hommes. Mais en terme de contenus et de capacité, les chances des femmes représenteraient les deux tiers de celles

des hommes. En somme l'indicateur synthétique de la fracture numérique de genre au plan régional établit que, dans les six pays visités, les femmes ont globalement un tiers de chances en moins que les hommes de bénéficier des avantages des technologies de l'information et de la communication et que les liens politiques entre les questions de genre et de Tic y sont largement méconnus. Seules les populations jeunes scolarisées en cycle secondaire sembleraient échapper aux disparités de genre. C'est donc pour présenter cet état de chose au public que le Réseau genre et Tic a décidé de mener les recherches dont le rapport est minutieusement détaillé dans l'ouvrage.

**Concert du groupe «Nu Vice»**

**Concert live au Palais des Sports**

**Richard Bemba**

**M**ythique groupe haïtien, «Nu Vice» donne ce soir et demain un concert live au stade de l'Amitié. Ce groupe qui pratique la musique Kompa va envoûter plus d'un avec son rythme qui dépasse d'un cran la simple sonorité zouk. «Nu Vice» est aussi un trio de jeunes artistes qui font parler les instruments. A leur tour sur podium, ils chantent, jouent à la guitare, batterie et au piano. Ces trois artistes, Robert Martino, Robert Charlot et Herly Jacques arborent un style

de musique beaucoup plus varié et agréable à écouter. Ce qui fait d'eux des professionnels du Kompa et Troubadour. Le public dès ce soir vibrera aux sons et rythmes ensorcelants du Kompa dans une ambiance époustouflante. Pour s'en convaincre, tous les mélomanes branchés à la musique antillaise s'égailleront à entendre les morceaux phares tels «Tout cloué» et «Cepa pou dat». Le groupe a invité à cette occasion les artistes Pari Alex et Djoka pour servir d'ingrédients.

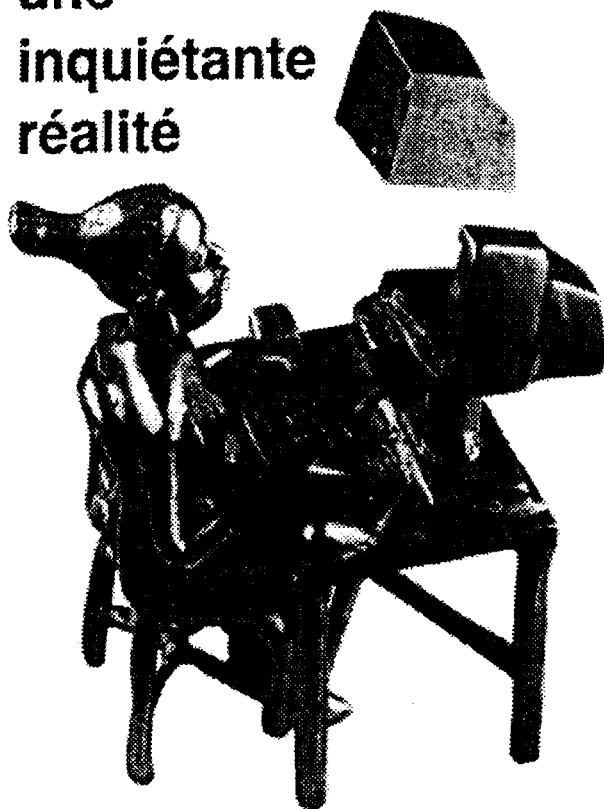
PRÉSENTATION D'UNE FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE

# Pour une société juste et égale en Tic

Le réseau genre et Tic (Régentic) en collaboration avec le Ceforp (Centre de formation et de recherche en matière de population) a procédé dans la journée d'hier à une cérémonie de réflexion sur les disparités qu'offrent les Tic à travers la mise sur

**Fracture numérique de genre  
en Afrique francophone**

**une  
inquiétante  
réalité**



le marché d'un ouvrage dénommé : « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : Une inquiétante réalité ». L'objectif de cette cérémonie est de présenter au public les résultats qui ont conduit à l'édition de cet ouvrage. Pour le conférencier M. Moustapha Gibigaye, chercheur au Ceforp, c'est la recherche d'une société plus juste et inclusive en termes de genre qui a abouti à ces résultats. Selon lui, les résultats sont très criards vis-à-vis de la position des femmes dans ce renouveau de technologie de l'information et de la communication. En réalité, l'étude s'est focalisée sur trois Tic : l'ordinateur, l'internet et le téléphone portable. Selon les résultats, les chances de la femme de bénéficier des avantages des Tic ne représentent que le tiers de celle des hommes et seules les populations jeunes et scolarisées en cycle secondaire semblent échapper aux disparités de genre. C'est une triste réalité car, à l'heure où les technologies de l'information et de la communication (Tic) sont investies de la mission de lutter contre la pauvreté, il est nécessaire de mener des actions politiques courageuses pour que le secteur des Tic bénéficie équitablement aux femmes et aux hommes, condition nécessaire du développement durable. C'est pourquoi beaucoup de recommandations ont été faites surtout aux décideurs politiques et aux acteurs du développement à qui le livre est destiné en priorité pour assurer et accélérer le processus de développement économique et social dans le continent.

Il faut rappeler que Régentic est composé de personnes et d'organisations actives pour la promotion de l'égalité de genre dans le secteur des Tic.

**Sir HERMOS**

VIENT DE PARAÎTRE

## " Fracture numérique de genre : une inquiétante réalité "

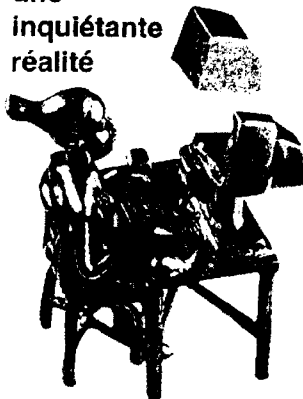
COMMENT COMPRENDRE LES INÉGALITÉS DES CHANCES D'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LES PAYS AFRICAINS ? TELLE EST LA PRÉOCCUPATION D'UN GROUPE DE CHERCHEURS AFRICAINS QUI ONT MIS SUR LE MARCHÉ, UN LIVRE INTITULÉ " FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE : UNE INQUIÉTANTE RÉALITÉ ". LA CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE LANCEMENT DUDIT OUVRAGE S'EST DÉROULÉE HIER À LA SALLE DE CONFÉRENCE DU CHANT D'OISEAU À COTONOU.

RHÉTICE G.

**A L'HEURE** où les technologies de l'information et de la communication (Tic) sont investies de la mission de lutter contre la pauvreté, les femmes ont globalement moins de chance que les hommes pour bénéficier des avantages de la société africaine de l'information. C'est le constat qui découle des résultats du travail d'un groupe d'experts africains sur les fractures entre l'homme et la femme dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. " Fracture numérique de genre : une inquiétante réalité " est une œuvre collective élaborée par des chercheurs comme Moustapha Gibidaye (Bénin), Sylvestre Ouédraogo (Burkina Faso), Robertine Tankeu (Cameroun), Sonya Noudéhou (Mali), Ftma Mint Elkory (Mauritanie) Ousmoul Khayri Niang Mbodj (Sénégal), sous la coordination de Marie-Hélène Mottin-Sylla (Sénégal). L'œuvre s'appuie sur les résultats d'enquêtes et les travaux menés dans six pays africains (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie et Sénégal). Finacée

*Fracture numérique de genre  
en Afrique francophone*

**une  
inquiétante  
réalité**



par le Centre de Recherche pour le développement international (Cri, Ottawa-Canada), cette étude qui a porté sur trois technologies (internet, ordinateur, téléphone portable) révèle que sur le continent africain, moins de femmes que d'hommes bénéficient des avantages et des commodités de ces technologies. L'étude, dont les résultats sont consignés dans le livre "fracture numérique de genre : une inquiétante réalité" révèle par ailleurs que seules, les populations jeunes et scolarisées en cycle secondaire semblent échapper aux disparités de genre. Le livre met donc en lumière, la faible participation des femmes à la prise de décision et à l'exercice du pouvoir dans le secteur des Tic en Afrique, l'impact des tic sur la promotion de l'approche genre, la capacité de l'homme et de la femme à pouvoir s'approprier les technologies de l'information et de la communication et enfin, les disparités entre hommes et femmes en matière d'accès aux Tic. La grande fracture enregistrée par les experts en qui concerne les deux genres, et ce, au profit de l'homme les ont conduit à la conclusion qu'à l'ère des technologies avancées qui font bouger le monde entier de nos jours, il est impérieux que les gouvernants opèrent des choix responsables pour que l'homme et la femme jouissent équitablement des avantages de ces technologies, gage d'un développement durable " Il faut des politiques hardies pour une société plus juste et inclusive en termes de genre " ont souligné les auteurs. Rappelons que la cérémonie officielle du lancement de cet ouvrage a été présidée par le Directeur de Cabinet du Ministre de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité, M. Théophile Hounkponou.

« Une semaine après la présentation du document, la presse fait toujours cas des résultats, seulement une mauvaise présentation des chiffres entache un peu qualité. »  
Professionnalisme d'abord.

## «FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE»

# Un plaidoyer pour un meilleur accès des femmes au Tic

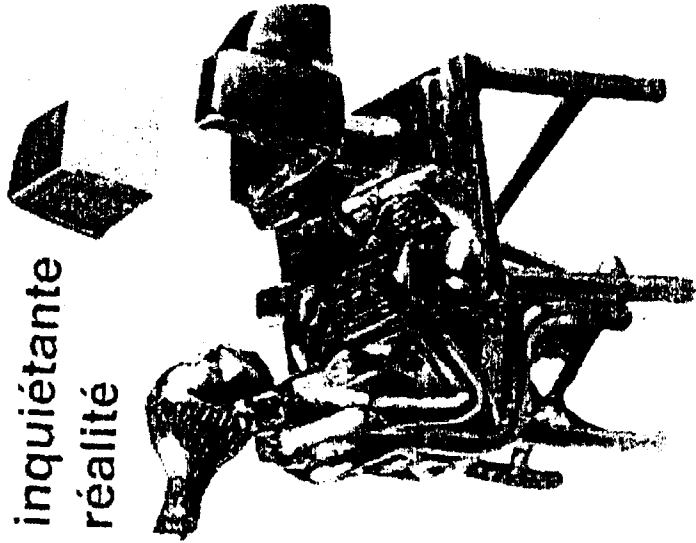
Avec le soutien du «Réseau genre et Tic» et de «Enda-osiris-Art», le Centre de formation et de recherche en matière de population (Ceforp) de l'Université d'Abomey-Calavi et des structures partenaires de cinq pays de la sous-région viennent de publier: «Fracture numérique de genre en Afrique Francophone, une inquiétante réalité». Un état des lieux de la situation des femmes par rapport au Tic dans les pays concernés et des propositions pour la correction des insuffisances constatées.

Romario Lucien D. DOUSSI

Selon les résultats d'une enquête réalisée au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal par les auteurs du document, «les femmes ont globalement un tiers de chances en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société africaine de l'information». Une situation qui, de l'avis des mêmes auteurs, est inacceptable car «à l'heure où les technologies de l'information et de la communication sont investies de la mission de lutter contre la pauvreté, il est nécessaire de mener des actions politiques courageuses pour que le secteur des Tic bénéficie équitablement aux femmes et aux hommes, condition nécessaire du développement humain durable. Les trois éléments de technologie pris en compte étant l'ordinateur, l'internet et le téléphone portable, la disparité d'accès entre homme et femme est plus criarde pour les deux premiers que pour le dernier. Dans l'enquête réalisée, au total quatre indicateurs appelés les «4c» ont été pris en compte à

Fracture numérique de genre en Afrique francophone

## une inquiétante réalité



savoir: le contrôle, le contenu, la capacité et la connectivité. Ainsi, le contrôle c'est-à-dire la prise de décision et de l'exercice du pouvoir dans le secteur des Tic se révèle comme l'aspect le plus inquiétant de la fracture numérique de genre: en termes de contrôle, les femmes et les questions de genre ne pèsent que pour un tiers». Au Bénin, 69,4% des hommes enquêtés, contre 30,6% de femmes, contrôlent les instances de décision politique en matière de Tic. Pour ce qui concerne le contenu, «la fracture numérique de genre est de plus d'un tiers...Seuls 0,40% des produits virtuels et produits hébergés dans le pays traitent des questions de genre». Le volet adéquation aux besoins ne compte pour sa part que pour 0,95%. «Un regard sur la toile burkinabè montre la quasi-absence des questions de genre».

Sur le plan de la capacité, l'on peut retenir que les femmes sont globalement, nettement pénalisées, en particulier du fait qu'elles ont moins accès à l'école et que les spécificités de genre ne sont quasiment pas prises en compte dans les contenus des formations...

Il est curieux de constater que le milieu rural semble favoriser davantage l'égalité de genre que les milieux urbains et périurbains. L'indicateur de connectivité touche aux disparités entre hommes et femmes en matière d'accès (physique) et d'accessibilité (sociale) aux trois Tic étudiés. L'étude révèle que globalement par rapport à cet indicateur, les disparités bien qu'étant en défaveur des femmes, sont minimes. En ce qui concerne l'abonnement à une adresse électronique, la disparité est de 0,79% et de 0,87 pour l'abonnement au téléphone portable. Par ailleurs, il est constaté que les femmes font un usage davantage personnel et social des Tic tandis que chez les hommes, l'usage est à des fins professionnelles et citoyennes. □

## COOPÉRATION ETATS-UNIS - BÉNIN

# Dorrit Marks visite la

# Fondation Regard d'Amour

Il a conseiller de M. A. et son

La présidente propriétaire de la société Nkm association



***Le Point au Quotidien N°1842 du Vendredi 29 Juillet 2005***

**LE CEFORP ET L'ONG ENDA PUBLIENT UN OUVRAGE  
CONTRE LA «FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE»**

**Mieux impliquer les femmes dans les enjeux technologiques**

***L'ouvrage: «Fracture numérique de genre en Afrique francophone, une inquiétante réalité» a été présenté hier au public et à la presse au centre «Chant d'Oiseau»***

**Romarc Lucien BADOUSI**

L'ouvrage est publié par l'Ong Enda (Dakar) en collaboration avec M. Moustapha Gibigaye, chercheur au Ceforp. Selon ses auteurs, sa rédaction et sa publication sont inspirées par le constat que: «Au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal, les femmes ont globalement un tiers de chance en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société africaine de l'information». Et un tel constat «appelle de la part des décideurs politiques, publics et civils, la mise en œuvre d'actions, pour une société plus juste et inclusive en terme de genre». L'ouvrage est donc publié en vue de sensibiliser les uns et les autres, notamment les décideurs afin qu'une attention particulière soit accordée aux femmes dans la vulgarisation des Technologies de l'information et de la Communication. Toutes les communications et les débats menés hier au «Chant d'Oiseau» se sont articulés autour de cette problématique. Moustapha Gibigaye, Albert Nouhouayi du Ceforp et Achille Houssou, spécialiste des questions de Tic, ont chacun dans sa communication présenté les enjeux de ces technologies pour les sociétés africaines en déve-

loppement. Ils ont fortement mis l'accent sur les avantages que les sociétés en question ont à promouvoir les Tic dans le monde féminin. Avantages qui peuvent se résumer en termes de lutte efficace contre le sous-développement. Les communications ont entrepris d'apporter des éléments de réponses aux préoccupations formulées par différentes personnes présentes hier à la rencontre de présentation de «Fracture numérique de genre en Afrique, une inquiétante réalité». Les débats, faut-il le souligner, ont été précédés d'une cérémonie d'ouverture présidée par le directeur de Cabinet du Ministre de l'Enseignements Techniques et de la Formation Professionnelle. Ce dernier a assuré les responsables de l'Ong Enda, ceux du Ceforp et tous les acteurs du secteur des Tic du soutien de son ministère à toutes les initiatives visant à briser «la fracture numérique de genre». □

**Fracture numérique de genre, une inquiétante réalité**

**Les disparités entre l'homme et la femme dans un livre**

**«Fracture numérique de genre, une inquiétante réalité» vient de paraître. C'est un document de près de 90 pages qui présente les principaux résultats de la recherche dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, réalisée dans six pays francophones. La réalité est qu'il existe une disparité entre l'homme et la femme.**



La couverture jaune du document présente une image bien expressive. Une femme, assise devant son ordinateur, a malheureusement le moniteur complètement détaché de l'outil informatique. C'est dire par là, qu'il y a quelque chose qui l'empêche de se servir de l'outil informatique. En effet sans l'écran elle ne peut rien faire et sa marge de manœuvre pour accéder aux technologies de l'information et de la communication est considérablement réduite. La couverture du document traduit de cette manière la réalité inquiétante qui donne aux

femmes un tiers de chance en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société africaine de l'information. Les chercheurs lui consacrent la formule la plus appropriée: «Fracture numérique de genre, une inquiétante réalité». Le décor du document est celui des milieux rural et urbain dans six pays francophones, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal et le Bénin. Les recherches ont permis d'interroger 6743 personnes dans ces pays dont 1006 au Bénin notamment à Co-

tonou et sa périphérie ; Allada, Parakou, Adjarra identifiées comme des zones où l'ordinateur, l'internet et le téléphone portable sont d'usage. Le rapport établit qu'en matière d'accès et d'accessibilité à ces trois indicateurs, seules les populations jeunes et scolarisées en cycle secondaire semblent échapper aux disparités de genre. En revanche, les données recueillies et qui mesurent la participation des femmes non scolarisées, indiquent que leurs chances de bénéficier des avantages des Tic ne représentent que le tiers de celles des hommes. Le chercheur béninois Moustapha Gibigaye, l'un des auteurs du document en présentant les résultats des recherches, fait la nuance que l'indicateur au Bénin est nettement inférieur à celui de la sous-région. Le Bénin a encore beaucoup à faire, a-t-il fini par dire. Les données dont dispose le public, constituent à ses yeux un outil d'aide à la décision pour l'élaboration de politiques pertinentes et efficaces en matière de Tic. Des propos qui sont tombés dans les oreilles du directeur de cabinet du ministre de la famille, de la protection sociale et de la solidarité M. Théophile Houinkponou. Le Centre de formation et de la recherche en matière de population (Ceforp) se chargera de veiller à la bonne utilisation du document interdit à la vente.

*Fidèle H. Nanga*

LA NATION N°3794 du Vendredi 29 Juillet 2005

## NTIC et genre

# Les femmes de l'Afrique francophone marginalisées

*Dans le cadre de la journée de la femme africaine édition 2005, il a été présenté au public, sous l'égide du Réseau Genre et TIC (REGENTIC) et du CEFORP, un ouvrage intitulé « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité ». Ce livre qui fait le point de l'inégalité d'accès aux NTIC entre hommes et femmes, propose quelques pistes pour corriger cette situation. C'est le directeur de cabinet du ministère de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité (MFPSS), Théophile Cocou Hounkponou, qui a procédé au lancement. C'était hier jeudi 28 juillet au « Chant d'oiseau » de Cotonou.*

Par Wilfried Léandre HOUNGBEDJI


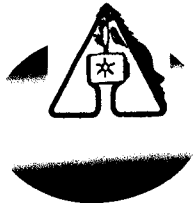

Ce livre est en fait le résultat d'une enquête menée dans six pays, focalisée sur trois TIC : l'ordinateur, l'Internet et le téléphone portable. Les pays considérés sont le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. C'est pourquoi, Théophile Cocou Hounkponou a salué les acteurs-clés qui ont fait aboutir les recherches, et a loué la synergie dont ils ont fait preuve entre eux. Pour lui, les NTIC ont investi de nos jours, tous les domaines d'activités. Car, alors qu'on les avait prises au départ pour des technologies de luxe, on se rend compte maintenant qu'elles concernent même les politiques de lutte contre la pauvreté et qu'elles devraient permettre de réduire les inégalités, même s'il s'observe que le fossé s'accroît. Et, en matière de fracture, le livre

révèle que quand 10 hommes ont des chances d'accéder aux NTIC, seulement 6 femmes le peuvent. Cela est surtout dû, d'après l'étude, à l'absence du genre dans les textes de loi qui régissent la politique des TIC dans la sous-région, et aussi que seuls 4% des contenus virtuels produits et hébergés, traitent de la question du genre.

Cependant, il s'est avéré que les femmes ayant un niveau d'étude secondaire, souffrent moins de la fracture. C'est dire qu'il est important de promouvoir l'éducation des filles.

Et, c'est sans doute aussi l'avis de Théophile Hounkponou qui observe à juste titre que les résultats contenus dans le livre, appellent à la mise en œuvre d'une politique hardie pour la promotion du genre. Ce qui induira une société plus juste et inclusive.

# **Restitution du Burkina Faso**

	<p><b>Environnement et Développement du Tiers Monde</b>  <b>ENDA</b></p> <p><b>Association Yam Pukri</b> Tel 36 04 83,  09 BP 1170 Ouagadougou 09  Tel 50 36 04 83//70 25 04 49// 76 64 97 42</p>	
	<p><b>Réseau Genre et Technologies de l'Information et de la</b>  <b>Communication</b></p>	

**Atelier de restitution de l'étude sur la fracture numérique de genre en  
Afrique francophone du 30 juillet 2005 à Ouagadougou, Burkina Faso.**

**Rapport final**

**Août 2005**

## Sommaire

1.	Résumé.....	3
1.1	Pertinence et intérêt de l'étude.....	3
1.2	Craintes des participants.....	3
1.3	Recommandations pour la société civile présente à l'atelier.....	3
1.4	Actions à faire :.....	3
2 -	Déroulement de l'atelier.....	4
2.	Rapport de synthèse.....	5
2.1	La recherche sur la fracture numérique de genre est pertinente et est la bienvenue..	5
2.2	La crainte de la non prise en compte des résultats de l'étude par les politiques .....	5
2.3	Initier des cadres de concertation et des instruments de sensibilisation sur le Genre et TIC	6
2.4	Trouver des outils adaptés pour la population rurale.....	6
2.5	S'inspirer du film justice de genre pour faire un autre spécifique sur le cas du Burkina.....	6
2.6	Genre et enjeux pour le développement.....	6
2.7	L'étude locale Genre et TIC.....	7
2.8	Remise du livre fracture numérique de Genre.....	8
3.	Liste des participants.....	9
4.	.....	9
5.	Programme de l'atelier.....	11
6.	Discours d'ouverture du Délégué Général à l'Informatique.....	12

## 1. Résumé

### 1.1 *Pertinence et intérêt de l'étude.*

Les participants ont trouvé que l'étude était pertinente et qu'elle venait à point nommé combler un vide. L'étude se révèle un outil efficace de plaidoyer et de lobbying pour la prise en compte du genre dans les politiques TIC au Burkina Faso.

Le Burkina vient d'adopter sa stratégie nationale en matière de TIC, mais rien n'est encore fait sur le terrain d'où l'intérêt de s'insérer dans la dynamique en prenant en compte le genre.

Le sujet est nouveau et il faut sensibiliser la population sur les enjeux afin qu'elle s'implique dans les actions de plaidoirie et de lobbying en faveur de la prise en compte du genre dans les TIC

### 1.2 *Craintes des participants*

Les études sont souvent restées lettre morte. Il faut pour ce c agir afin que les résultats servent à quelque chose. Il ne suffit pas de présenter des résultats aux décideurs mais d'imaginer des formes d'action pratiques afin que ces derniers les intègrent dans leur démarche quotidienne. Si l'étude est une réussite, tout un travail doit être fait par la suite pour son utilisation.

### 1.3 *Recommandations pour la société civile présente à l'atelier:*

- Mettre en place un *comité de plaidoirie* pour la prise en compte des résultats et des recommandations de l'étude dans la politique de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication au Burkina Faso.
- Rencontrer les autorités pour les proposer une approche claire pour la prise en compte du genre dans les politiques TIC au Burkina.
- Ventiler le livre à tous les niveaux au Burkina Faso et informer la population sur son existence.

### 1.4 *Actions à faire :*

- Faire une rencontre pour rédiger le document de plaidoirie propre à la situation spécifique du Burkina
- Faire une proposition de projet pour faire un film de sensibilisation sur le Genre et TIC au Burkina Faso.

*Aujourd'hui, des études ont montré que les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) peuvent être une opportunité d'accélération du processus de développement des pays en voie de développement. La plupart des pays africains ont donc élaboré des stratégies de promotion de ces nouvelles technologies en vue de favoriser leur appropriation par les populations dans la logique du développement de leur pays. Le réseau genre et TIC adonc menée une étude pour savoir la place des femmes dans cette politique. Un atelier de restitution a été donc organisé pour présenter les résultats de la recherche à la société civile et aux décideurs.*

### **Déroulement de l'atelier**

L'atelier de restitution du Burkina a été parrainé par la Délégation Générale à l'Informatique. (DELGI). Il a connu la participation de ministères, des entreprises publiques et privée, des associations Féminines et de plusieurs participants. (Voir listes des participants en annexes).

Elle s'est déroulée autour de quatre (4) grands axes. Tout d'abord il y a eu une présentation du livre **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité**. Par la suite les participants ont pu voir un film sur la fracture numérique de genre au Sénégal.

En plus une communication sur genre et enjeux pour le développement a été donnée par Mme Traoré, membre de l'association des femmes scientifiques.

Et enfin les résultats de la recherche sur la Fracture numérique de genre en Afrique francophone : cas du Burkina Faso a été présenté par Mr Ouédraogo Sylvestre, coordonnateur de l'étude au Burkina



## 2. Rapport de synthèse

### ***1.5 La recherche sur la fracture numérique de genre est pertinente et est la bienvenue***

Notre atelier a identifié plusieurs raisons de prendre en compte les résultats et les suggestions de la recherche sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone dans la stratégie nationale de promotion des NTIC au Burkina Faso. Mais aussi, il a souligné la nécessité de continuer le combat pour la prise en compte du concept genre de façon précise et explicite dans tous le processus d'utilisation de ces nouvelles technologies. Le présent livre s'avère être une arme utile dans cette lutte.

Parmi les raisons qui amenaient certains d'entre nous à penser qu'il fallait faire quelque chose, il y avait tout d'abord la reconnaissance de l'importance de l'implication des femmes dans le processus de l'utilisation des NTIC pour le développement. Considérer que les nouvelles technologies peuvent aider les femmes à améliorer leur situation sociale et économique, reste un angle d'attaque tout à fait pertinent et peut aider à mener une plaidoirie pour la prise en compte des spécificités du statut des femmes dans ce cadre.

On constate que de plus en plus l'approche genre est prise en compte dans la plupart des projets et stratégies de développement dans nos pays. Par exemple dans le plan stratégique de promotion des NTIC au Burkina on souligne cet aspect. Mais malheureusement elle vient très souvent comme quelque chose d'additive c'est à dire qu'elle ne mentionne pas clairement l'enjeu de cette prise en compte.

On remarque également par exemple dans le domaine de l'éducation que la prise en compte du concept genre est bien venu en aide à la génération féminine actuelle car, elle a permis de lever certaines barrières sociales et culturelles qui ont engendré pendant longtemps l'exclusion de cette couche en terme d'accès à l'instruction en Afrique. Cela a eu un impact certain sur notre processus de développement.

Mais une série de bonnes raisons nous permet de considérer que le combat pour l'inclusion des femmes dans la société de l'information doit se poursuivre ou être plus créatif.

Nous avons relevé le fait que des études aussi ciblées restent encore insuffisamment menées d'où l'intérêt de ce travail.

### ***1.6 La crainte de la non prise en compte des résultats de l'étude par les politiques***

Il est ressortit le fait aussi que très souvent les résultats d'études originales comme celle sur la fracture numérique de genre ici restent plus souvent pas utilisés, sont parfois très mal connues même dans les milieux des associations féminines.

Nous avons tout de même remarqué des prises de position permettant de voir que de plus en plus les associations sont entrain de percevoir l'importance de la question, ce qui montre que le débat est entrain d'être lancée. Presque toutes les associations sont entrain d'introduire des volets nouvelle technologie dans leur approche pour la promotion de la femme.

S'agissant donc des résultats de l'étude menée par le réseau Genre et TIC, nous considérons avant tout qu'elle est d'un grand intérêt, dans la mesure où elle donne à l'état actuel une situation assez réelle et chiffrée de ce qui se passe dans la réalité. D'autre part nous avons mis en évidence le manque d'engagement de la société civile pour obliger les décideurs à accorder

plus d'importance aux études menées sur le terrain ; ce qui peut avoir des conséquences énormes dans les réussites des objectifs que nos pays se fixe.

### ***1.7 Initier des cadres de concertation et des instruments de sensibilisation sur le Genre et TIC***

Plusieurs intervenants, avisant les représentants du réseau de la nécessité de développer des cadres de concertations et d'initier de l'instrument de sensibilisation et d'échange avec les populations, ont reconnu que ce serait une méthode assez efficace pour favoriser l'inclusion des femmes dans la société de l'information. Ceux ci ont quand même un fondement, un point d'ancrage dans les différentes les déclarations prises au sein des institutions qui œuvrent pour une société de l'information juste.

### ***1.8 Trouver des outils adaptés pour la population rurale.***

Par rapport à la situation particulière des femmes qui vivent en milieu rural où même la méconnaissance de l'existence, voire des potentialités de ces NTIC peut continuer de persister, ce qui aussi est une forme de discrimination, nous nous sommes aussi posé la question s'il ne fallait dans la plaidoirie un volet particulier visant à amener les autorités à voir dans quel mesure mettre des cadres de réflexion pour trouver des outils adaptés aux réalités et aux besoins de cette frange de notre population.

### ***1.9 S'inspirer du film justice de genre pour faire un autre spécifique sur le cas du Burkina***

Par ailleurs, notre atelier, composé de représentants d'associations féminines, d'entreprises publiques et privées, de représentants de ministères, de centre de formation, a été amené à réfléchir aussi à partir de situations concrètes. Nous avons réfléchi sur comment s'inspirer du film fracture numérique de genre au Sénégal pour réaliser un film sur le cas du Burkina Faso. Ainsi ce film pourrait d'être un outil de sensibilisation, et un moyen d'attirer l'attention de plus de personnes sur la problématique.

Par rapport au film Justice de Genre, la plupart des intervenants ont souligné la nécessité de donner la parole aux concernés. Au lieu que ce soit des experts qui décrivent les situations, il faut qu'on aille sur le terrain, qu'on montre les réalités de ces femmes pour montrer concrètement les problèmes qu'elles rencontrent dans l'appropriation de ces nouvelles technologies. On a aussi souligné les opportunités que ces nouvelles technologies offrent aux femmes pour améliorer leur condition de vie. Montrer aussi pourquoi, elles doivent s'engager dans la lutte contre la fracture numérique du genre. Mais il faut également noter que certains participants ont appuyé en disant qu'en fonction des objectifs que l'on va se fixer, il faudrait réaliser le film sous cet angle.

### ***1.10 Genre et enjeux pour le développement***

Nous avons également engagé un débat sur genre et enjeux du développement. La plupart des intervenants ont souligné que le lien existe. Les femmes représentent 50% de notre population, elles mènent aujourd'hui plusieurs activités économiques, donc elles contribuent pour une grande part dans la lutte contre la pauvreté. Mais ce qui est ressortit aussi autour de

ce débat c'est le fait que de plus en plus les décideurs ont compris la nécessité d'intervenir en faveur des femmes pour les permettre de s'affirmer réellement sur le terrain. Même s'il est aussi ressorti que c'est très souvent sur papier.

Sur le cas spécifique de la place de la femmes dans la société de l'information, il est ressorti que de l'accès à ces NTIC peut permettre au femmes d'être plus efficace dans leurs activités socioéconomique. Par exemples certains intervenants ont noté que les structures de femmes qui mènent des activités renumératrices pourraient créer une boutique sur Internet. Ce qui va les permettre de vendre leur produits au monde entier au lieu d'être limité au Burkina.

### ***1.11 L'étude locale Genre et TIC***

Après la présentation des résultats de l'étude cas du Burkina Faso par Ouédraogo Sylvestre, coordonnateur de l'étude et du réseau au Burkina, un nouveau débat s'est engagé. Les intervenants ont salué l'initiative du réseau genre et Tic. Ils ont reconnu, la pertinence et l'originalité de l'approche. Ils ont souligné aussi que désormais il pourra mieux mener les débats devant les décideurs. Par exemple une participante de RECIF /ONG a souligné que très souvent leur structure est associée au cadre de réflexion nationale sur la promotion des NTIC mais , elles n'ont pas des arguments solides pour impulser une réflexion profonde sur la spécificité des femmes à prendre en compte.Elle a également souligner le fait que le manque d'outils de références les posait pas mal de difficultés pour convaincre leurs partenaires de la nécessité de les appuyer pour la vulgarisation des NTIC au sein de la couche féminine. Donc pour elle ces outils seraient désormais un outil de travail.

Il est ressorti également le fait qu'il faut une réelle vulgarisation de ces nouvelles technologies auprès des femmes pour leur montrer que ce n'est pas sorcier et qu'elles peuvent belle et bien utiliser ces NTIC comme les hommes. Cela s'explique par le fait que certains intervenants ont souligner le fait que les femmes elles même craignent souvent d'aller jusqu'au bout dans leur quête de savoir en matière de NTIC.

Alors face à tout cela qu'elle est le rôle des acteurs présents à l'atelier ? Nous avons cherché à identifier les possibilités d'intervention des acteurs participants.

Plusieurs moyens sont susceptibles d'affronter les insuffisances en faveur des femmes de la politique nationale de promotion des NTIC. Il y a encore un espace pour mener une plaidoirie, par une approche plus originale et plus créative à travers les données dont on dispose avec cette étude.

Nous constatons la grande disponibilité des institutions internationales, à travers des déclarations en faveur de femmes. La société civile qui était présente à l'atelier nous a permis de raisonner sur l'effectivité de prendre en compte la spécificité des femmes par rapport à la promotion des NTIC. Plusieurs textes sont en cours de discussion mais la représentativité des femmes au sein de ces débats reste limitée. Pour cela des débats sont proposés et des appels aux organisations féminines sont lancés pour qu'elles s'engagent tous dans la lutte contre l'exclusion de la femmes dans la société de l'information sans limiter leur interventions auprès de leurs seuls membres.

La DELGI, le ministère de la Promotion de la Femme sont des institutions clés qui peuvent aider à la prise en compte des résolutions de l'étude.

Des participants ont donc suggéré qu'on pourrait organiser une rencontre pour présenter les résultats au Délégué Général à l'Informatique et au Premier Ministre. Les travaux qui ont été engagé sur les indicateurs de la fracture numérique de genre pourraient être intéressant pour développer un langage commun sur la fracture de genre. Plusieurs Intervenants ont mis en avant, comme condition, que ces indicateurs ne soient pas seulement quantitatifs, l'appropriation n'étant pas seulement un problème de disponibilité des outils. Il ne faudrait donc pas surtout se satisfaire d'un objectif quantitatif qu'une fois résolu n'en restera pas moins toujours insuffisant. Il ne faut pas oublier les objectifs de promotion de ces nouvelles technologies définies sur le plan national.

Une séance de travail est prévue avec les structures participantes à l'atelier pour mieux ficeler les recommandations à présenter au Gouvernement.

### ***1.12 Remise du livre fracture numérique de Genre***

Une remise officielle du livre FNG a permis de le donner à la DELGI ainsi qu'à toutes les structures présentes. Pour les particuliers, il a été demandé de le télécharger sur l'Internet.

### 3. Liste des participants

4.

(Salle de conférences  
PNUD)

	Tel	Email
<b>MINISTERES /STRUCTURES ETATIQUES</b>		
Premier ministre	50 32 48 89/90	
Ministère de la femme	50 36 09 80 / 50 30 01 04	
Délégation Générale à l'Informatique	50 32 48 40/ 48	
Ministère du travail; de l'emploi et de la jeunesse	50 31 09 60 /61	
Ministère de la fonction publique	50 30 19 52/53	
Assemblée Nationale	50 33 24 02      50 33 41 98	
Conseil supérieur de l'information	50 30 11 24	
OXFAM Quebec	50 36 11 18	
Campus numérique francophone		
Francophonie		
TIC		
<b>Associations /ONG</b>		
Amical des femmes du Burkina	50 31 37 54	
RECIF/ONG	50 31 22 25	
Marche mondiale des femmes	50 36 94 20	
Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des femmes	50 31 31 50      50 31 32 28	
ABBEF	50 31 05 98 /50 31 75 10 /50 30 81 89	
Entraide Féminine Burkinabé	50 30 81 39	
Sahel Solidarité	50 34 27 02	
PAG LA YIRI	50 36 34 00	
Association voix de femme	50 38 55 70	
Centre de promotion féminine	50 38 29 55	
APSB	50 31 73 28	
Association des femmes 2000	50 30 97 08	
Centre féminin d'INI (CFIA)	50 30 09 45	
prog d'appui et conseil promotion activité féminine	50 34 27 11	
FIAB	50 30 85 99	
WILDAF BURKINA	50 33 22 41	
AUF	50 31 61 92	

APRODIC		
RESOCID		
CIEFFA		50335849
Club@		
Projet des centres de production et de formation pour jeunes filles	50 30 68 44/	50 31 84 11
CIJEF	50 36 17 74	
<b>Entreprises TIC</b>		
ZCP	50 33 25 47	
SULGA CONCEPT		
DATASYS	50 31 76 38 /48	datasys@fasonet. bf
HUGO TECH	50 36 07 37	hugo@hugotech.b f
OCB INFORMATIQUE	50 33 15 09	Contact.buro@co ntact.bf
CERI BURKINA	50 33 72 79	Ceri-b@fasonet.bf
DIAFA HIGH-TECH	50 31 36 21	Diacfa.hightech@f asonet.bf
FASO COPIE SARL	50 36 32 51	Fasco.copie@faso net.bf
SOFTNET BURKINA	50 30 19 41	softnet@fasonet.b f
SORECO CONSULT	50 33 22 32	soreco@fasonet.b f
ONATEL	50 33 40 01	
SONAPOST	50 30 64 23	
TELMOB	50 30 30 30	
RESAFAD		
Centre multimédia de Ouaga		

## 5. Programme de l'atelier

### Programme

Heures	Activité
8h30	Mise en place des invités
9h 05	Présentation du programme par le Maître de cérémonie
9h10	Discours d'ouverture de Monsieur le Délégué Général à l'Informatique ou son représentant
9h10-9h20	Présentation du livre et remise officielle aux autorités <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délégation Générale à l'informatique</li> <li>• Ministère de l'Information</li> <li>• Ministère de la Femme</li> <li>• Réseau communication Information des femmes pour le développement (RECIF-ONG)</li> </ul>
9h20-9h35	Présentation d'un film réalisé au Sénégal sur la fracture numérique de genre
9h30	Départ de l'officiel suivi de cocktails (officiels)
9h35	Annonce de constitution de groupe organisation de la salle en groupe <ul style="list-style-type: none"> <li>- groupe suggestions sur le film</li> <li>- groupe/suggestions genre et enjeux</li> <li>- groupe présentation des résultats sur la fracture numérique au Burkina Faso</li> </ul>
9h35- 9h50	Débats sur le film : <i>Justice de genre</i>
10h- 10h 15	Communication sur le genre et les enjeux pour le développement
10h15-10h30	Questions/débats sur la communication
10h30-1045	Pause café
10h45-11h05	Présentation des résultats de la recherche sur la fracture numérique de genre (étude locale)
11h10h 11h45	Questions/débats sur l'étude locale
12h-1230	Synthèse des travaux,
13h	Communiqué final, recommandation Cérémonie de clôture
13h 10	cocktails d'au revoir rencontre avec la presse, interviews

## 6. Discours d'ouverture du Délégué Général à l'Informatique

Mesdames et Messieurs les représentants du Ministère de la Promotion de la femme, du Ministère de l'information, du Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, du Ministère du travail de l'emploi et de la jeunesse, Mesdames et Messieurs les représentants de l'assemblée nationale

Mesdames et messieurs les représentants des entreprises publiques et privées, Mesdames et Messieurs les représentants des associations féminines, chers participants, chers invités

Je suis heureux de pouvoir parrainer cet atelier sur le genre et les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui est une première dans son approche et dans sa philosophie. Nous pensons que les NTIC peuvent, nous aider à atteindre les objectifs d'éducation et d'insertion pour tous et contribuer à réduire l'écart entre les différentes couches sociales.

Le gouvernement à travers la mise en place de la stratégie nationale de développement des technologies de l'information lancées en 2004 a décidé de prendre désormais en compte cette question importante que sont les genres dans les programmes et projets qui découlent de sa mise en œuvre. C'est donc avec joie que nous accueillons les résultats de cette étude qui vient aussi réaffirmé l'importance de la prise en compte du genre dans la politique des NTIC.

Cet atelier qui se tient aujourd'hui aura une orientation axée sur la mise en relation de trois acteurs privilégiés qui interviennent dans le secteur des TIC, à savoir le secteur public, à travers ses structures spécialisés, le secteur privé à travers les prestataires de services et la société civile avec les associations en vue de promouvoir une société de l'information qui tient compte des impératifs sociaux et culturels.

Mesdames et Messieurs, sur fond d'information et d'échange sur la place actuelle de la femmes dans la société de l'information , cet atelier sera un cadre d'information pour les prestataires et les consommateurs et un cadre d'échange exceptionnel entre les décideurs , les promoteurs et les utilisateurs des TIC

A cet effet, les différents acteurs auront durant cette demi journée à échanger autour de la thématique du genre et surtout du genre en rapport avec les NTIC.

A travers la restitution de cette étude sur la fracture numérique de genre en Afrique de l'ouest cas du Burkina, nous voyons une interpellations des décideurs politiques, du secteur privé, de la société civile pour une orientation de leur actions vers la construction d'une société africaine de l'information informée, responsable, citoyenne et inclusive.

Mesdames et Messieurs, je voudrais ici réitérer mon engagement et celui de ma structure à appuyer de telles initiatives et pour particulièrement l'association yam pukri lui traduire tous mes encouragements pour sa volonté à être un acteur qui contribue a lutter contre l'exclusion en faisant la promotion de l'appropriation du potentiel des TIC par les couches défavorisées son cheval de batailles.



Mesdames et Messieurs, je voudrais enfin vous souhaiter une bonne séance de travail et qu'au sortir de cette rencontre se projette une vision et un partenariat fort entre les acteurs ici présents pour la promotion d'une société de l'information plus juste.

Sachez que les résultats de vos travaux nous permettront également de modeler notre stratégie d'approche pour le bonheur de tous.

Sur ce je déclare ouvert cet atelier sur le genre et les NTIC.

Je vous remercie.

## Photos



Burkina-Faso : le panel



Burkina Faso : le débat



Burkina-Faso : l'assistance

# **Restitution du Cameroun**

## ATELIER DE RESTITUTION

### « FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE : UNE INQUIETANTE REALITE »

SALLE DE CONFERENCE, CHAMBRE DE COMMERCE

YAOUNDÉ, LE 26 JUILLET 2005



## RAPPORT GENERAL DE L'ATELIER

présenté par

**Robertine Tankeu**  
**Consultante Genre et TIC**  
**Directrice ANAIS.AC**

**Yaoundé**

**Juillet 2005**

# SOMMAIRE

I -	Introduction	3
II -	Rapport détaillé d'organisation de l'atelier	4
III -	Difficultés rencontrées	12
IV -	Recommandations	12
V -	Annexes	14

Annexe 1 Chronogramme détaillé de l'atelier

Annexe 2 Discours de bienvenue de madame la Directrice de ANAIS.AC, Chercheur national

Annexe 3 Discours d'ouverture de Mme l'inspecteur Général, représentant Madame le Ministre de la promotion de la femme et de la famille

Annexe 4 Liste d'invités

Annexe 5 Liste des participants

Annexe 6 Recommandations issues de l'atelier

Annexe 7 Discours de clôture de Mme l'inspecteur Général du MINPROFF

Annexe 8 DVD de couverture de la cérémonie de clôture du séminaire de formation, à envoyer par la poste

Annexe 9 Coupures de presse

## I - INTRODUCTION

Par la signature du contrat no. 04-03 AG 020304/3 en date du 2 mars 2004 et conformément à ses termes, Madame Robertine Tankeu, Consultante en genre et TIC et Directrice nationale de ANAIS.AC a été engagée comme Chercheuse nationale pour le Cameroun et reçu mandat du réseau Genre et TIC de conduire la recherche sur la « *fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs* ». Selon les termes de ce contrat, l'étude devait être menée en plusieurs étapes (collecte des données sur le terrain, analyse des données et rédaction d'un rapport national) et au terme de celles-ci, l'organisation d'un atelier national de restitution de la recherche.

L'atelier de restitution de la recherche avait pour but de présenter, à l'intention des décideurs multilatéraux, publics, privés et de la société civile, le livre « *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* » qui est en fait le résultat de l'étude régionale. Au terme de cet atelier, un rapport du déroulement de l'atelier serait soumis à la coordinatrice régionale.

Le présent rapport vise donc à honorer cet engagement contractuel ainsi qu'à éclairer la coordination de la recherche sur la manière dont s'est déroulé l'atelier de Yaoundé et lui apporter quelques suggestions pour une organisation plus efficiente de pareilles activités dans le futur.

## II - RAPPORT DETAILLE D'ORGANISATION DE L'ATELIER

### - Lieu du déroulement

L'an deux mille cinq et vingt six juillet, s'est déroulé dans la salle des conférences de la Chambre de commerce, des industries, des mines et de l'artisanat du Cameroun, direction provinciale du centre à Yaoundé, l'atelier de restitution de la recherche sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone et la présentation publique du livre « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité ».

Photo 1: vue de la CCIMA qui a accueilli l'atelier



### - Organisation et Supervision de l'atelier

L'atelier était organisé par ANAIS.AC qui, dans le souci de conférer un plus grand impact à l'évènement et d'atteindre les décideurs dans la haute hiérarchie, a sollicité le haut parrainage de Madame le Ministre de la Promotion de la femme et de la Famille (MINPROFF), Madame Bomback Suzanne.

Un expert en TIC, Dr Olivier Nana Nzépa, a été sollicité pour présenter un exposé sur l'état des lieux des TIC et genre au Cameroun.

La présentation du livre et des résultats de la recherche a été assurée par la Chercheuse nationale, Mme Robertine Tankeu.

La modération était assurée par un communicateur, Enseignant à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication de l'Université de Yaoundé II (ESSTIC), Dr Serge W. Yondou.

L'organisation pratique de l'atelier a été assurée grâce à l'appui technique du personnel de ANAIS.AC en l'occurrence Marie-Angèle Ngaffi et M. Anatole Lougbake.

#### **- Les participants**

L'atelier de restitution qui a donné l'occasion aux participants d'échanger non seulement sur la problématique du genre et TIC dans la sous région, mais aussi a permis de discuter sur le secteur des TIC au Cameroun. Il a connu la participation effective de 70 personnes issues des secteurs publics (Ministères, Entreprises publiques), des représentations du corps diplomatique (ambassades et organismes du système des Nations Unies), du secteur privé des TIC, des organisations de la société civile (ONG et Consultants), des académiciens et de la presse tant écrite qu'audio visuelle (cf. annexe 5).



Photo 2: une attitude des participants pendant les travaux



#### - **Résumé des activités de la session**

L'atelier, programmé pour durer de 8h à 13h30, a effectivement commencé à 8h avec l'arrivée et l'enregistrement des participants, suivi de la remise du « kit du participant » composée du nécessaire pour la participation à l'atelier et du livre « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité » prévu à cet effet par les organisateurs. La cérémonie d'ouverture consacrant le début officiel de l'atelier s'est déroulé à partir de 9h45 et a été présidée par Madame Messi, Inspecteur Général du MINPROFF, représentant madame la Ministre empêchée. Cette cérémonie a connue deux allocutions, le mot de bienvenue de madame Tankeu, Directrice nationale de ANAIS.AC et Chercheure nationale pour l'étude (annexe 2), et le discours d'ouverture de Madame le MINPROFF (annexe 3).

Photo 3 : Discours de bienvenue de la Directrice Anais



Dans son allocution, Madame l'Inspecteur Général du MINPROFF a, au nom de Madame la MINPROFF, Mme Bomback, loué cette initiative d'une organisation de la société civile et a souligné l'importance et la nécessité de mener des actions de promotion du genre et surtout des femmes dans ce secteur stratégique des TIC qui sont la clé incontournable pour le développement humain durable et la lutte contre la pauvreté. Elle a en outre insisté dans un message d'espoir, pour que les participants à l'atelier, chacun à son niveau, devienne « des ambassadeurs de la promotion du genre, et des personnes ressources en matière de genre et TIC dans vos différentes organisations et administrations ».

Photo 4 : Discours d'ouverture de Mme l'inspecteur Général du MINPROFF



Au terme de cette première phase des activités, une pause café s'en est suivie ainsi qu'une photo de famille avec la représentante du Ministre.

Photo 5: Photo de famille





L'atelier en lui-même, avait prévu deux présentations :

- Un exposé sur l'état des lieux des TIC et genre au Cameroun. Cet exposé très apprécié du public a été suivi d'un riche échange entre le présentateur, les différents acteurs et intervenants du secteur des TIC et le public présents dans la salle.

Photo 6: Présentation de l'état des lieux des TIC au Cameroun



- La présentation de la recherche et des résultats obtenus. Cette présentation était bâtie autour des points suivants :

- Introduction à la recherche ;
- Objectifs de la recherche ;
- Rappel méthodologique ;

- Résultats obtenus au terme de la recherche ;
- Conclusions ;
- Recommandations.

Photo 7: Présentation des résultats de la recherche par la Chercheuse nationale



Au terme de la présentation des résultats de la recherche, les participants ont trouvé l'étude fort intéressante car riche en informations et données permettant une meilleure compréhension des relations de genre dans le secteur , de même qu'un instrument factuel de prise de décision. Une séance de question-réponses et recommandations du public a animé la session qui a précédé le discours de clôture de Madame le représentant du Ministre de la promotion de la femme et de la famille prononcé à 14h00 (annexe 7).

La journée s'est achevé par un cocktail.

### **Couverture médiatique**

Avant, pendant et après l'atelier, une bonne couverture médiatique a assuré la propagande de l'évènement. C'est ainsi que la télévision nationale (CRTV), les radios publique (FM 94) et privée ( TBC,

Satellite FM, Sky FM) et la presse écrite (Messenger et Mutations) ont, en fonction de leur domaine de compétences, donné une grande visibilité à l'atelier. (annexe 9)

Sur un plan général, nous avons noté un intérêt remarquable de tous les participants qui ont conseillé à ANAIS.AC de souvent organiser des rencontres de ce type qui permettent de sensibiliser davantage les décideurs, les acteurs et le public en général, soit pour restituer et partager les résultats des autres recherches qu'il a menées, soit pour sensibiliser le public et les décideurs aux multiples questions relatives au développement des TIC en général et celui des TIC et genre en particulier, qui restent en suspens et qui constituent parfois des goulots d'étranglement dans nos institutions.

Les participants se sont déclarés en général satisfaits du contenu des présentations, et de l'organisation même de l'atelier. Les recommandations qu'ils ont émis (annexe 6) sont adressés au gouvernement en général pour un meilleur développement et une appropriation partagée des TIC au Cameroun.

Photo 8: Une vue des participants à la fin de l'atelier



### **III - DIFFICULTES RENCONTREES**

Les difficultés rencontrés lors de l'organisation de cet atelier ont été relatives à la transmission des documents qui justifiait notre atelier. En effet, nous avons eu beaucoup de peine à rentrer en possession de notre colis auprès du transitaire qui était charger de nous le faire parvenir. Nous avons du faire le sitting dans leur agence et batailler avec la douane pour enfin rentrer en possession de nos livres qu'après 21 heures le 25 juillet, veille de notre atelier, contre paiement des frais de douanes.

### **IV - RECOMMANDATIONS**

De façon générale, nous recommandons que pour plus d'efficacité dans l'organisation de ce type d'atelier, que soit prévus des délais un peu plus long pour la transmission des colis, pour anticiper les

éventuelles perturbations qui pourraient advenir dans le transport et dans le transit. Lesquelles pourraient compromettre au succès de l'évènement.



## **V - ANNEXES**



## ATELIER DE RESTITUTION

### « FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE : UNE INQUIETANTE REALITE »

SALLE DE CONFERENCE, CHAMBRE DE COMMERCE

YAOUNDÉ, LE 26 JUILLET 2005

## PROGRAMME DE LA JOURNÉE

*Modération : Dr. Serge Willie Yondou, Chargé de cours ESSTIC*

- 8H00 :** Arrivée et enregistrement des participants
- 9H00 :** Arrivée de Madame la Ministre de la promotion de la femme et de la famille
- 9H05 :** *Cérémonie d'ouverture :*  
Objectifs et résultats attendus de l'atelier  
Discours de bienvenue de la Directrice de ANAIS.AC  
Discours d'ouverture de l'atelier par Madame la Ministre
- 9H30 :** *Pause café et photo de famille*
- 10H00 :** Début des travaux :  
Présentation du programme de la journée
- 10H15 :** Exposé sur l'état des lieux des TIC et le genre au Cameroun suivi de discussion  
*Olivier Nana Nzepa, Ph.D Expert TIC*
- 10H45 :** Présentation du livre : "FNG en Afrique francophone : une inquiétante réalité"  
*Robertine Tankeu, Consultante genre et TIC et Chercheur nationale*
- 11H15 :** Débat et échanges
- 12H15 :** Présentation du film "Justice de genre"
- 12H45 :** Cérémonie de clôture de l'atelier  
*Discours de clôture du Représentant Zone Afrique Centrale UIT*
- 13H00:** *Cocktail*

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**Paix - Travail - Patrie**

Ministère de la Promotion de la femme  
et de la famille

**REPUBLIC OF CAMEROON**  
**Peace - Work - Fatherland**

Ministry of women empowerment  
and family

**DISCOURS D'OUVERTURE DE**  
**" L' Atelier de restitution de l'étude sur la fracture numérique**  
**de genre en Afrique francophone"**

**THÈME**

**" Fracture numérique de genre en Afrique**  
**francophone : une inquiétante réalité"**

*Yaoundé, le 26 Juillet 2005*

Mesdames et messieurs les représentants du Corps diplomatique  
Mesdames et messieurs les représentants des organismes internationaux,  
public et privés,  
Madame la Directrice de ANAIS.AC,  
Mesdames, Messieurs

Vous êtes réunis ici ce jour dans le cadre d'un atelier de restitution organisé par l'ONG ANAIS.AC en partenariat avec le Réseau Genre et TIC et ENDA Sénégal, avec le soutien du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.

Cet atelier, organisé en prélude à la Journée de la Femme Africaine 2005, a pour objectif de présenter aux décideurs et au public les résultats d'une étude sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone. Ces résultats sont compilés dans le livre "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité".

Il s'agit en fait des résultats d'une recherche menée depuis près de deux ans dans six pays (Cameroun, Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Sénégal), avec l'appui du Centre de Recherches pour le Développement International (Canada). Il fait l'objet d'ateliers de restitution organisés simultanément dans les six pays concernés par la recherche.

Il montre que les femmes ont globalement un tiers de chance en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société de l'information en Afrique francophone. A l'heure où les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont investies de la mission de lutter contre la pauvreté, cela appelle de la part des décideurs la mise en œuvre de politiques hardies pour une société plus juste et inclusive en termes de genre.

Pour permettre à cet atelier d'atteindre ses objectifs, des experts dans les domaines du genre et des TIC vous feront un exposé sur l'état des lieux des TIC au Cameroun de même qu'ils vous présenteront dans les détails les contours de la recherche.

J'attends de vous qu'au terme de cet atelier, vous soyez des ambassadeurs de la promotion du genre, et des personnes ressources en matière de genre et TIC dans vos différentes organisations et administrations.

C'est sur cette note d'espoir, que je déclare ouvert les travaux de cet atelier .

Vive la coopération internationale,  
Vive la coopération État - Société civile,  
Vive le Cameroun.

Je vous remercie.

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**Paix - Travail - Patrie**

**Ministère de la Promotion de la femme  
et de la famille**

**REPUBLIC OF CAMEROON**  
**Peace - Work - Fatherland**

**Ministry of women empowerment  
and family**

## **Atelier de restitution de l'étude sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone**

### **THÈME**

## **" Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité"**

*Yaoundé, le 26 Juillet 2005*

### **DISCOURS DE CLOTURE**

Mesdames et messieurs les représentants du Corps diplomatique  
Mesdames et messieurs les représentants des organismes internationaux,  
publics et privés,  
Madame la Directrice de ANAIS.AC,  
Mesdames, Messieurs

Nous sommes arrivés au terme de notre journée consacrée à l'atelier de restitution de l'étude sur la fracture numérique de genre en Afrique Francophone.

Nous restons convaincus que cet atelier a fourni aux participants des informations nécessaires à la compréhension de la fracture numérique de genre.

Les exposés, suivis des séances de questions réponses ont davantage permis de comprendre les enjeux des technologies de l'information et de la communication sur la vie des consommateurs, notamment celle des femmes.

Les outils et les données qui ont été élaborés au terme de cette recherche ont abouti à des résultats pertinents. Ces résultats sont autant d'éléments nécessaires pour conduire à la prise de décisions stratégiques en matière de

réduction de la fracture numérique et pourquoi pas d'atteinte de l'égalité de genre.

Le Gouvernement camerounais à travers le Ministère de la Promotion de la femme et de la famille ne ménagera aucun effort pour examiner attentivement les recommandations de l'atelier, et encourager l'accessibilité des femmes en matière de maîtrise et d'appropriation des Technologies de l'information et de la communication.

Je profite de cette occasion pour encourager l'initiative de ANAIS.AC.

Comme je l'ai souligné ce matin à l'ouverture des travaux, je reste convaincue que tous les participants seront des ambassadeurs de la promotion du genre, chacun dans son milieu.

Sur ce, je déclare clos les travaux de l'atelier de restitution de l'étude sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone.

Je vous remercie.



## ATELIER DE RESTITUTION

### « FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE : UNE INQUIETANTE REALITE »

SALLE DE CONFERENCE, CHAMBRE DE COMMERCE

YAOUNDÉ, LE 26 JUILLET 2005

Excellence, Madame le Ministre de la Promotion de la femme et de la famille,  
Excellence, Monsieur le Représentant Zone Afrique Centrale de l'UIT,  
Messieurs/Mesdames les représentants des organismes internationaux, publics, privés et  
de la société civile,  
Honorables invités, Mesdames et messieurs,

C'est à la fois un plaisir et un grand honneur pour moi, de vous souhaiter la plus  
chaleureuse des bienvenues dans cette magnifique salle de conférence de la Chambre de  
Commerce.

L'ONG Anais.Ac, que j'ai le privilège de diriger, est pionnière dans la lutte pour  
l'appropriation sociale des TIC en vue du développement. Sa vision prospective et sa  
capacité d'anticipation sur les besoins des publics cibles que sont les femmes et les jeunes  
déscolarisés lui ont valu une reconnaissance internationale sous la forme du prix de la  
"Meilleure initiative au développement" par Africa Telecom People Award, et le cabinet  
IDATE en France.

ANAIS.AC a la première senti l'importance stratégique de sensibiliser les décideurs  
publics aux enjeux de la société de l'information et l'impact structurant du Sommet  
Mondial sur la société de l'information sur nos vies et nos politiques. C'est dans cet esprit  
qu'il a lancé le trimestriel intitulé le "défi numérique". Afin de mettre à la disposition des  
décideurs publics des outils de prise de décisions fiables et éprouvées, elle mène, en  
partenariat avec les meilleurs réseaux dédiés à la recherche en Afrique, des études-actions  
depuis 1998.

La présente étude s'inscrit dans cette dynamique. "La Fracture numérique de genre en  
Afrique francophone: une inquiétante réalité" est une interpellation adressée à la fois aux  
décideurs politiques, économiques et citoyens pour inscrire cette préoccupation en bonne  
place sur leur agenda. La présentation des résultats de cette recherche se situe  
opportunément à la veille de journée de la femme africaine 2005.

Au moment où le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (dont la première  
phase s'est tenue à Genève en décembre 2003, et la deuxième phase attendue à Tunis du  
16 au 18 novembre 2005) se présente comme le cadre structurant d'une société du savoir  
et de la connaissance en gestation, l'ensemble des acteurs engagés dans sa formulation et  
son organisation s'accorde pour rappeler que "le mieux être des personnes reste l'objectif  
final du développement" (*Société civile pour le SMSI, 2003*).

A ce premier défi se pose un autre, beaucoup plus grand pour les pays d'Afrique  
francophone qui figurent en grand nombre parmi les plus pauvres de la planète, celui de

canaliser leur stratégie d'appropriation des TIC en fonction de la capacité de celles-ci à promouvoir les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et notamment: l'éradication de l'extrême pauvreté, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes, (*Sommet Mondial sur la Société de l'Information, 2003*). Les TIC, moteur et symbole de la mondialisation, doivent contribuer à promouvoir un développement solidaire, durable et démocratique, centré sur les communautés et la coopération régionale (*CEA, 2003*). Elles ne sont nullement une fin en soi, et ne peuvent donc à elles seules créer l'égalité de genre ou mettre fin à la pauvreté. Mais ce sont de puissants outils, des moyens incontournables dans le cadre de politiques de développement humain.

Trois décennies ont suffi pour démontrer (*Parpart et Connelly, 2000*) qu'il n'est pas indifférent, en termes de chances et de possibilités, d'être un homme ou une femme dans la société. Comme le rappelle la *CEA, 2004*, "l'égalité entre les sexes ne signifie, en aucune façon, similitude entre hommes et femmes, mais renvoie à l'égalité de droits, de chances, d'accès et de contrôle sur les ressources". Les inégalités de genre, les inégalités de statut et de chances entre les hommes et les femmes, ne tiennent pas à un ordre supposé naturel ou d'ordre biologique, mais sont créées et maintenues par des processus de construction sociale favorisant le genre masculin (*APC/WNSP, 2004*). L'incidence des inégalités de genre sur le mal-développement est si important que la communauté internationale s'est accordée pour faire de la réduction de ces inégalités l'un des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (*ONU, 2002*).

La réalité des inégalités de genre, dans les domaines démographique, éducatif, sanitaire, professionnel et politique, a pu être mise en évidence grâce à un travail de collecte de données désagrégées selon le sexe. Elle l'est aussi malheureusement dans le secteur stratégique des TIC, comme le démontre cette étude, fondée sur une conviction séculaire: " Sans données, pas de visibilité; et sans visibilité, pas de priorité", (*Huyer & Westholm, 2001*). Les données actuellement utilisées pour la planification des TIC sont aveugles aux questions de genre et par conséquent, deviennent inaptes à appuyer des politiques correctives.

Dans la vie quotidienne et pour peu qu'on se donne la peine de les observer, les inégalités de genre sont facilement repérables, dans les domaines de l'accès aux ressources et aux capacités (économiques, éducatives, financières, temporelles). Celles-ci sont les conséquences d'inégalités en termes de participation au contrôle et au pouvoir de décision, dans les sphères publique et privée. C'est à cause de la faible participation des femmes aux instances de décisions, que les besoins, préoccupations et valeurs féminines sont "invisibilisées" dans une vision dominante déterminée par le modèle masculin (*Klasen, 2004*).

Pour mettre le potentiel des TIC au service d'une société inclusive, le Plan d'action du SMSI, validé par les États signataires de la Déclaration sur les Objectifs de Développement pour le Millénaire, recommande de collecter des données désagrégées par sexe et de développer des statistiques et indicateurs sur la société de l'information.



Les pays francophones d'Afrique, compte tenu de leur niveau de développement et de leur grande marginalisation du fait de la fracture numérique, constituent dans cette veine un champ d'étude et de recherche digne d'intérêt. Dans ces pays plus que partout ailleurs, la réduction de la pauvreté, passe par la promotion des femmes, qui constituent un peu plus de la moitié des populations.

L'ouvrage "Fracture numérique de genre en Afrique francophone: une inquiétante réalité" publié par l'organisation ENDA basée à Dakar, présente les résultats de la recherche menée pendant près de deux ans dans six pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec l'appui du Centre Canadien de Recherches pour le Développement International.

La recherche n'est pas consacrée uniquement aux femmes, mais aux disparités entre la situation des femmes et celles des hommes, appréciées du point de vue de la promotion de l'égalité de genre. La Fracture Numérique de Genre (FNG) ne peut donc être appréhendée qu'en comparant la situation des femmes et celles des hommes, ainsi que l'intérêt porté aux questions de genre, dans les contextes où les TIC sont disponibles. De ce fait, les résultats de cette étude ne peuvent servir à juger de la pénétration des TIC dans les pays concernés.

L'ensemble du travail est basé sur les problématiques relatives au **genre**, aux **TIC** et à l'utilisation **d'indices** comme outil de décision. Ces termes, bien que de plus en plus utilisés, peuvent prêter à confusion. Le genre (donnée sociale) est couramment confondu avec le sexe (donnée biologique) ou réduit aux questions de femmes. Égalité hommes-femmes est pourtant une composante intrinsèque d'un développement durable et équitablement partagé. Or pour la plupart des gens, elle paraît souvent, au mieux, simplement souhaitable. Elle est même encore très souvent considérée comme un objectif accessoire des politiques de développement national, qu'il convient de subordonner à d'autres, juges supérieurs.

D'autre part, le secteur des TIC est très souvent perçu comme se limitant aux seules questions d'équipement, d'accès, d'infrastructure et de connexion.

Cette initiative pionnière nous permet de voir qu'il s'agit de beaucoup plus que tout simplement cela. C'est l'occasion pour moi de remercier tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cette étude. Je ne voudrais pas les nommer individuellement par risque d'en oublier certains. Votre présence ici démontre de la richesse de la fertilisation croisée secteurs public, privé et de la société civile.

Merci de votre bien aimable attention



## **ATELIER DE RESTITUTION**

### **"ÉTUDE SUR LA FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE AU CAMEROUN"**

**YAOUNDE, 26 JUILLET 2005 - Salle de conférence de la CCIMA**

#### **RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER**

- 1- Accélérer la mise en place de l'ANTIC (Agence nationale des TIC) ou Rassembler les différentes ressources qui sont dissolues dans diverses administrations et organisations pour constituer un noyau fort afin de développer le secteur des TIC au Cameroun.
- 2- Recommander qu'au niveau de prise de décision dans les instances gouvernementales soit intégrées des personnes plus au faite des enjeux de la société de l'information.
- 3- Favoriser la baisse des coûts d'accès aux TIC.
- 4- Prendre des mesures incitatives dans les administration et institutions pour promouvoir et favoriser l'accès des filles et des femmes aux TIC.
- 5- Concevoir des programmes adéquats dotés d'objectifs bien déterminés pour le système scolaire.
- 6- Promouvoir la maintenance des matériels informatiques dans les institutions d'éducation et les administrations en général.
- 7- Créer au sein de la primature une cellule chargée du développement des TIC. Cette cellule serait dotée pas seulement d'administrateurs civil, mais davantage d'experts en matière des TIC.
- 8- Créer un fond d'appui aux initiatives locales de développement des TIC.
- 9- Des cellules ou directions de l'informatique existent dans toutes les administrations selon la prescription gouvernementale, bien que parfois les responsables ne sont pas nommés. Il serait judicieux que toutes ces cellules soient dotées de responsables et que ces responsables s'investissent également dans le développement des TIC chacun à son niveau.
- 10- Mener des politiques en faveur de l'orientation des filles vers les métiers du secteur des TIC pour réduire à terme la fracture numérique de genre, multiplier les opérations du types « 100 000 femmes » à travers le pays.
- 11- Faciliter l'accès aux TIC par l'organisation de séminaires pour le renforcement des capacités TIC des femmes, des étudiants et des jeunes défavorisé ou en difficulté.

**Fiche d'enregistrement**

N°	Nom & Prénoms	Institution	Contact	
			Téléphone	E-mail
1	Mme. Koussa Etémé Célestine o.	MINESEC	984 77 73	nkoussa_ode@yahoo.fr
2	M. Ngann Peck J.M.	MINESEC	961 97 04	njeanmark@yahoo.fr
3	Mme. Ngouewe Lucienne	SACONETS. SA	971 11 99	ncounot@yahoo.fr
4	Dr Bomia Michèle	CAMNAFAW	777 36 00	michbomia@yahoo.fr
5	M Kemgang Jean	CENADI	779 41 08	kems@yahoo.fr
6	M. Kouamo Luc	SOPECAM	986 40 94	mvoo@yahoo.fr
7	Mme Mabong Marie-Thérèse	MINRESI	981 94 77	
8	Mme. Bissekie M.	MINJEUN	761 65 97	ombesombono@yahoo.fr
9	Tenkeu Claude	Centre Pilote	980 82 63	C_tenkeu@yahoo.fr
10	M. Kouakou Chrstiand		902 57 60	kouakoucd@yahoo.fr
11	M. Biakeu Jean-Paul	CLP	997 77 19	mbiakeujp@yahoo.fr
12	M. Zang III	MINCOM	998 37 20	zang3@yahoo.fr
13	M. Ma'a Ma'a David	MINTSS	997 85 49	
14	M. Oum Edouard	MINFOPRA	792 60 61	oumedouard@yahoo.fr
15	Nzéale Jacques	ISSEA	763 69 14	nzeale@yahoo.fr
16	Richard Fegue Ekani	MINCOM	763 55 15	bofegue2000@yahoo.fr
17	Mebara Sylvain	MINPLAPDAT	739 06 80	sylvamebs@yahoo.fr
18	Mme Monthé Marie-Paule	CCIMA-Ydé	778 00 41	paulemonthe@yahoo.com
19	Mme Edoa Virginie	HC Canada	223 23 11	virginie.edoa@international.gc.ca
20	Beat Songué Paulette	UNFPA	221 98 63	paulette@unfpa.org
21	Mme. Annette NONO	CEFEPD	725 21 31	
22	Mgbanza Jeannot	ISSEA	983 42 55	mgbanza@cenadi.cm
23	Mme. Nonga Marie	MINTOUR	991 61 72	
24	Yondou Serge	ESSTIC	989 16 93	yondou00237@lycos.com
25	Ndongo Segbe Michel	MINTSS	762 92 09	
26	Djoumessi Fabrice	ART	931 05 48	fabrice.djoumessi@hotmail.com
27	Mr Monthe	CCIMA	222 01 55	
28	Mme Kayo Elise	CCIMA -Ydé	771 63 92	elise_kayo@yahoo.fr
29	M. Tchonang L. Michel	CAPDA	775 39 63	capda@voila.fr
30	Mme. Delphine NANA	CEFEPD	999 86 16	delynana2002@yahoo.fr
31	M. Ngonthé Robert	ISSEA	770 46 62	rngonthe@yahoo.fr
32	Mme. Nganko Véronique	Lycée Anguissa	758 08 67	
33	Mme. Ngah Mveng Aline	MINJEUN	778 68 57	
34	Mme. Atangana Marie-Paule	CUA Ydé 4	997 13 91	
35	M. Mbianda Patrice	ESSTIC	770 02 02	
36	Mme Mbianda Eliane	ESSTIC	774 18 19	
37	M. SOFO Jean	MINPROFF	763 70 92	jeansof@yahoo.fr
38	M. Jean Bruno Tagne	Mutations	948 97 22 / 222 51 04	Jeanbrunot2000@yahoo.fr
39	M. Simon Njeiwei	Gender Lenses	112 71 35 /	Gender_lenses@yahoo.fr

			952 48 72	
40	Mme ENI Tembon	GTZ	221 29 29 / 222 93 90	Emma_eni2003@yahoo.co.uk
41	M. G'barak Bienvenu	FOREJE	766 25 17	forejea@yahoo.fr
42	M. Momeni Avis	PROTEGE QV	993 60 28	avismomeni@yahoo.fr
43	Mme. Ekeng Céline Marie	MINCOM	987 30 61	Ebgaceli3@yahoo.fr
44	Rahmatou Sadjo	MINJEUN	775 96 44	
45	Mme. MAMA Alim	RR Banque Mondiale	998 97 32	malimahmed@worldbank.org
46	Mme. Damaris Moulom	FESADE	223 42 32 / 777 10 81	damoulom@yahoo.fr / fesade@yahoo.fr
47	Mme. Ndoumbé Nkotto	FOCARFE	980 62 87 / 998 41 58	focarfe@yahoo.com
48	M. Luc Bienvenu ONANA	CRTV	735 51 42	
49	M. Eugene Wehla	CEA	968 59 70	ewehla@yahoo.fr
50	M. Souley ONOHIOLO	Le Messenger	775 96 82	onosouley@yahoo.fr
51	M. Martial Owona	Satellite FM	927 58 17	martial_owona@yahoo.fr
52	Claude Bernard Nyaga	Africa Expression	959 99 98	nyaclauber@yahoo.fr
53	Mme. Monthé Céline	RESADE	506 68 98	Resade2000@yahoo.fr
54	Mm. Matia Josiane	Mutations	960 99 10	madhuza@yahoo.fr
55	M. Romain Njeumo	MINPOSTEL	773 71 93	njeumoromain@yahoo.fr
56	Mme. Chi Asafor Gisèle	MINESUP	743 10 02	chigisele@yahoo.fr
57	Junior Binyam	Mutations	998 44 88	jbinyam@yahoo.com
58	Mme. Adakou Apedo Amah	FGED Coopération Canadienne	775 29 14 / 989 06 20	Adakou.apedoamah@baccyde.org
59	M. Mboussou Blaise	Opticien	774 20 25	
60	Mme Sophie Beyala	UNESCO	222 57 67	s.beyala@unesco.org
61	M. Youmbi Jean Paul	CAPDA	748 95 00	
62	Mlle Ngaffo Sandrine	Étudiante	910 79 06	sandrinesduboiss@yahoo.fr
63	M. Djiometio Emmanuel	Consultant	223 83 32	djiometion2002@yahoo.fr
64	Mme Toni Nanyongo	CRTV Télé	962 46 31	mado99us@yahoo.com
65	M. Charles Oumbé	CamSantéNews	762 55 12	charlesoumbe@yahoo.fr
66	Mme Berthe Tchamba	ISMP	952 55 85	berthe.t@hotmail.com
67	M. Nestor Ngah Etoga	Le Détective	504 71 02	ngahetoga@yahoo.fr
68	M. Francis Bonga	TBC radio	967 53 33	francisbonga2@yahoo.fr
69	Mme Tommo Monthé	ONU/UNIC	761 16 01	therese.tommo2undp.org
70	M. Abega Francis	ONU	740 76 74	abega4@yahoo.fr

ROBERTINE TANKEU

# La fracture numérique affecte surtout les femmes

## Un collectif de chercheurs publie une étude sur les politiques Ntic en Afrique.

**Vous venez de publier une étude intitulée " La fracture numérique du genre en Afrique francophone ". Pourquoi spécifiquement la question de genre?**

Tout simplement parce que dans les pays où on a travaillé, il n'existe pratiquement pas de données et d'indicateurs qui permettent d'apprécier la situation des Ntic. Le point de vue du genre. Or, si on veut vraiment atteindre une société d'information juste, équitable et inclusive, on n'a pas d'autre choix que d'aborder les questions d'équité en terme de relation homme-femme dans la société. Pour nous, il est important de savoir comment le secteur est organisé et essayer de dégager des éléments qui permettraient aux décideurs de mettre en oeuvre de bonnes politique et stratégie pour corriger les failles qu'on observe dans le secteur.

**Donc, pour vous, la fracture numérique en Afrique est une réalité, mais c'est davantage les femmes qui en sont les premières victimes ?**

Oui! Quand on s'est lancé dans la recherche, c'était pour voir quel est le rapport que les femmes entretiennent avec les



Ntic, que ce soit en terme d'accessibilité, d'usage, de contrôle au niveau des décisions politiques et économiques, les femmes, vraiment, ne compte pas pour beaucoup. Mais de

manière générale les questions de genre dans les politiques Ntic mises en place ne sont que très peu prises en compte. C'est un tort, parce qu'on ne peut pas vraiment élaborer de bonnes

politiques en mettant de côté une bonne frange de la population que constitue les femmes. **Le fait d'avoir réalisé votre étude dans six pays seulement, rend-il réellement compte des rapports des femmes avec les Ntic en Afrique?**

On a essayé de faire un travail qui n'est pas exhaustif. Evidemment, les moyens ne permettent pas toujours un travail exploratoire, mais on a quand même essayé, dans notre collecte, de couvrir un échantillon qui serait représentatif de la population et, sur ce, on a quand même couvert un centième de la population qui, sur le plan statistique, et sur le plan scientifique, est assez représentatif de la cible. Donc, on pense que les résultats témoignent d'une certaine réalité sur le terrain.

**Qu'est-ce que vous suggérez en terme de construction d'une meilleure stratégie?**

Nous suggérons de mettre en place un cadre croisé, c'est à dire impliquant tous les acteurs dans le domaine, qu'il s'asseyent autour d'une même table pour élaborer et mettre en place une politique qui tienne vrai-

ment compte de tous les aspects qu'on a observé en terme de fracture numérique de genre, surtout au niveau du contrôle, parce que c'est là où la réalité est vraiment inquiétante. C'est là où il faut agir. Faire en sorte que les femmes ne soient plus en retrait dans les sphères de la décision.

**Pour vous, la question de la fracture du numérique est une question de politique ou d'accès matériel à l'information?**

Justement, quand on parle des Ntic, on se limite très souvent à l'accès, à l'infrastructure. Mais l'équipement seul ne peut pas améliorer la situation ou ne peut pas changer les choses comme on le souhaite. Il faudrait que les stratégies qu'on met en place permettent de rendre ce matériel vraiment utile pour le développement humain, pour le développement durable de la société. Donc, le plus important c'est au niveau des politiques qui tiennent compte de tous les aspects : les disparités, les inégalités qu'on a observées dans le secteur.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
R.A.T.

## FEMMES ET APPROPRIATION DES TIC

*Faisant suite à la publication d'un ouvrage intitulé "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité" un atelier organisé le, 26 juillet 2005, a cristallisé l'essentiel des travaux sur l'évaluation des capacités des femmes à l'usage des Tic.*

# L'appel à la conscience collective et au bon sens des décideurs

Après la mise en évidence des réalités sur les inégalités des genres, dans les domaines démographiques, éducatif, sanitaire, professionnel et politique, le réseau genre, " *Advisory Network for African Information Society (Anais)* ", appuyé par l'Ong, l'organisation Enda, basée à Dakar, vient d'établir une autre différence entre les deux sexes, en invitant au débat, le secteur stratégique des technologies de l'information et de la communication (Tic). Mardi, 26 juillet dernier, en prélude à la journée de la femme africaine, qui se célèbre le 31 juillet prochain, un atelier greffé autour des femmes et les Tic a été organisé à la chambre de commerce, des industries, des mines et de l'artisanat (Ccima) de Yaoundé. Les participants ont plaidé pour une meilleure valorisation de la place de la femme africaine dans la société mondialisée, en procédant à l'examen des résultats d'une recherche menée depuis près

de deux ans et rendus sous la forme d'un ouvrage intitulé : " *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* ". L'atelier, a permis d'interpeller le public, les femmes en particulier, mais surtout les décideurs politiques, le monde économique et citoyen, sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone.

" *C'est un atelier qui va permettre aux décideurs de tous horizons de prendre un peu conscience de la situation des inégalités dans le secteur des Tic* ", entendait-on clamer Robertine Tankeu, la coordinatrice nationale pour le Cameroun de Anais. Elle est la seule Camerounaise dans un groupe de six femmes à faire partie du collectif des rédactrices de l'ouvrage, " *la fracture numérique de genre est une réalité, que les femmes subissent au quotidien, parce que la société africaine de l'information est engagée dans un processus cynique et vicieux, à réserver aux femmes de*

*demain, juste une place de secondaire de consommation et de petites mains* " tranche-t-elle.

### Recommandations

Tout en expliquant que " *la recherche n'est pas consacrée uniquement aux femmes, mais aux disparités entre la situation des femmes et celles des hommes, appréciées du point de vue de la promotion de l'égalité de genre* ", Robertine Tankeu a soutenu que la fracture numérique de genre, ne peut donc être appréhendée, qu'en comparant la situation des femmes et celle des hommes, ainsi que l'intérêt porté aux questions de genre, dans les contextes où les Tic sont disponibles. " *L'ensemble du travail est basé sur les problématiques relatives au genre, aux Tic et à l'utilisation d'indices, comme outil de décision* " serine-t-elle. Accélérer la mise en place de l'agence nationale des Tic, recommander qu'au niveau de la prise de

décision, dans les instances gouvernementales soient intégrées des personnes plus au faite des enjeux de la société de l'information, prendre des mesures incitatives pour favoriser l'accès des femmes et filles aux Tic, créer un fond d'appui aux initiatives locales de développement des Tic... sont autant d'attentes qui ont

été exprimées. Tout cela, n'élude pas la volonté de tous de voir les pouvoirs publics renforcer les capacités d'accès aux Tic à travers l'organisation des séminaires, en plus de mener sur le terrain, des politiques en faveur de l'orientation des jeunes filles vers les métiers du secteur des Tic.

**Souley ONOHILO**

## Le Messenger

A l'écoute du peuple

Direction - Rédaction Centrale - Administration - Commercial

Rue des Ecoles (entre carrefour Idéal et Camtel Akwa)

B.P. 5925 - Akwa Douala - Cameroun — Tél. : (237) 342.04.39

Tél/Fax : (237) 342 53 74/343 63 37/968 89 20

e-mail: [lemessenger@lemessenger.net](mailto:lemessenger@lemessenger.net) — Site web : [www.lemessenger.net](http://www.lemessenger.net)

Agence Centre - Sud - Est

Agence Ouest - Nord-Ouest Bafoussam

B.P. 7915 - Yaoundé (Montée Ane Rouge)

Tél. : 344 18 42/ 968 26 69 / 929 71 84

Tél/Fax : 223 78 01

Fax : 344.59.41

e-mail : [lemessenger@lemessenger.net](mailto:lemessenger@lemessenger.net)

*Genre et T.I.C, les stéréotypes demeurent. L'ouvrage intitulé "Fracture numérique et genre en Afrique francophone, une inquiétante réalité" apporte des chiffres et données en guise de plaidoyer.*

## Le manuel contient des outils d'aide à la décision

La société africaine de l'information et de la communication semble ne prédestiner les femmes, qu'à une place secondaire de consommatrice et de "petites mains". C'est en réaction à cette "fatalité", qu'on peut situer la publication de l'ouvrage intitulé : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité". Fruit d'un travail en réseau, il contient les synthèses des résultats d'une recherche conduite depuis près de deux ans par une équipe de chercheurs francophones du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Dans le rendu de cette publication qui a bénéficié de l'appui du Centre de recherches pour le développement international (Canada), l'indicateur synthétique de la fracture numérique de genre, construit dans le cadre de cette recherche, est basé sur quatre composantes (contrôle, contenus, capacités, connectivité) et regroupe 18 indices. Cet indicateur, permet de mesurer les disparités de genre dans l'accès, l'usage et la maîtrise de trois technologies de l'information et de la communication, d'importance stratégique pour la promotion de l'égalité de genre : l'ordinateur, Internet et le téléphone portable. "Le résultat de notre travail n'a pas lieu de surprendre" préviennent d'emblée les auteurs.

En plus de lever un pan de



voile sur cette autre fracture sociale, qui se joue sur le

champ de bataille des technologies de l'information et de la

communication (Tic), l'ouvrage prend la conscience collective à témoin. En même temps que le contenu de l'ouvrage, s'emploie à démontrer comment les femmes ont globalement un tiers de chance en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société de l'information en Afrique francophone. Le comité rédactionnel relève pour le déplorer, qu'à l'heure où les technologies de l'information et de la communication (Tic), sont investies de la mission de lutter contre la pauvreté, les décideurs, hésitent à mettre en œuvre des politiques hardies, pour une société plus juste et inclusive en terme de genre. Sur la base des calculs, un indice global de 0,64 permet de comprendre que quand les hommes ont "dix chances", dans le vaste et multiforme secteur des Tic, les femmes n'en ont que six. Pour les auteurs, ces résultats, peu rassurants dans l'immédiat et préoccupants à long terme, doivent particulièrement interpeller les décideurs politiques, publics et civils, en vue d'une orientation stratégique de leurs actions vers la construction d'une société africaine de l'information informée, responsable, citoyenne et inclusive.

### Prendre en compte les questions de genre

Selon Maureen O'Neil présidente du Centre de recherches pour le développement international (Crdi), une Ong cana-

dienne, cet ouvrage de 90 pages paru aux Enda Editions, Dakar, 2005 "ambitionne de fournir aux décideurs et responsables chargés des politiques des Tic des outils pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques inclusives qui tiennent compte des particularités sexospécifiques. De plus, les indicateurs et indices de mesures de la fracture numérique de genre développés dans ce travail de pionnier offrent aux chercheurs et aux institutions de veille de la société de l'information, des instruments, supports méthodologiques et bases de mesure de l'évolution de cette société et de son caractère équitable".

La section intitulée "des politiques de développement durable" rappelle pourquoi il est indispensable, à l'aube de la société de l'information, de prendre en compte les questions de genre dans les politiques de Tic, si l'on veut réellement lutter contre la pauvreté. "Construire un indicateur pertinent" quant à elle, retrace la méthode suivie pour déterminer comment appréhender, en vue de la mesurer, la situation relative des femmes et des hommes dans le secteur des Tic. "Un faisceau d'inégalités" présente les résultats et données issus de la recherche de terrain, et la dernière section en propose une analyse synthétique et ouvre des pistes d'actions pour promouvoir l'équité de genre.

Nadège Christelle BOWA

# **Restitution du Mali**



**Réseau Genre et TIC, ENDA**  
**Projet Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs**  
**Réalisé avec le soutien du CRDI Canada.**

**Atelier de restitution au Mali**  
**des résultats de recherche sur la Fracture numérique de genre**  
**26 juillet 2005, Mémorial Modibo Kéita, Bamako, Mali**

**En prélude** à l'atelier, un article est paru dans le journal "Challenger". L'atelier a été inclus dans les manifestations et activités officielles de la Journée panafricaine des femmes.

**Participant(e)s** : 56 personnes

**Panel :**

- Mr Brice AHOANGANSI Brice VNU Spécialiste NTIC
- Mme Nicole PONSIO Direction Nationale de la Promotion de la femme
- Mr Michel DIAWARA CEPROCIDÉ- Mali
- Mme Sonya NOUDEHOU Chercheur National

**Programme :**

- 09 h - 09h30 : Mise en place ; Ouverture de la séance
- 09h30 - 10h : Motivation du Projet et Projection du film
- 10h - 10h 30 : Pause Café
- 10h30 - 11h45 : Présentation des résultats ; Commentaires et observations
- 11h45 - 14h : Plaidoyer
- Point de presse
- Cocktail dînatoire de clôture

**Point de presse**

Couverture par l'Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM) : diffusion le même jour sur les ondes de la radio nationale ainsi qu'à la télévision dans les éditions de 13h, 20h et 23 heures. Des articles de presse sont parus dans les journaux de la place.

Un débat animé et très fructueux. Questions principales : Une restitution parlementaire est-elle prévue après l'atelier ? Pourquoi seulement six pays ? Pourquoi une enquête dans trois régions du pays ? Quelle est la suite du projet ? quelles réalisations concrètes sont-elles prévues pour aider à réduire cette fracture ? Quelles ont été les difficultés sur le terrain ? Comment les TIC peuvent promouvoir la femme ? Un film pourrait montrer les réalités de chaque pays.

**Photos**



**Panel :**  
**Mmes Nicole PONSIO (en rose) et Sonya NOUDEHOU**  
**MM Brice AHOUANGANSI et Michel DIAWARA,**



**Assistance à l'atelier de restitution**



**Point de Presse : question du Journal L'indépendant**



## MEDIA ET NTIC

### L'accès à internet coûte encore cher à la presse

En partenariat avec le centre national de Presse Nohert Zongo du Burkina-Faso, l'Institut Panos Afrique de l'Ouest et le Fonds francophone des inforoutes, la Maison de la presse organise depuis lundi dernier un atelier de formation sur «Les media ouest africains et les enjeux des Nouvelles technologies de l'information et de la communication».

**L**a cérémonie d'ouverture de cet atelier qui regroupe une dizaine de journalistes a démarré en présence du chef de cabinet du ministère de la Communication et des Nouvelles technologies de l'information et de plusieurs partenaires.

Evoquant l'utilisation des Ntic dans les media, Ousmane Sissoko, secrétaire permanent de la Maison de la presse, a affirmé que rares sont les journalistes qui maîtrisent techniquement l'usage des nouvelles technologies et que l'accès à internet leur coûte encore cher. Et de s'interroger sur le nombre d'organes de presse qui sont connectés à l'internet. Il a aussi parlé de la participation des hommes de media aux différentes rencontres sur les Ntic. En jugeant peu le nombre de journalistes participants à ces forums, M Sissoko a demandé au gouvernement de prendre des mesures au moins

**PAR ★ Chiaka DOUMBIA**

six journalistes de la presse privée lors de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information.

Prenant bonne note de ce qu'il a entendu, M. Mohamed Souda Yattara, chef de cabinet du ministre de la Communication qu'il a représenté à la cérémonie d'ouverture, a salué cette initiative de la maison de la presse et ses partenaires. Cet atelier qui prend fin demain s'inscrit dans le cadre d'un programme étalé sur deux ans qui couvrira six pays francophones de l'Afrique de l'ouest.

Pendant cinq jours, les participants vont acquérir des connaissances qui leur permettront de jouer un rôle prépondérant dans la société de l'information. A l'issue de l'exercice, les deux meilleurs participants de l'atelier régional. ★

## FEMMES ET TIC

Le Mémorial Modibo Kéita a abrité mardi dernier l'atelier de lancement du livre «Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité». La présentation de l'important document a été faite par la coordinatrice nationale du projet Femmes et Tic, Mme Marcelle S. Noudehou, en présence de Mme Pouzisa Nicole de la direction nationale de la Promotion de la femme, de représentantes d'Ong, de personnes ressources et de la presse.

### Un outil d'aide à la décision

**D**'entrée de jeu, Mme Marcelle a souligné la motivation réelle du projet en rappelant l'inexistence de données désagrégées concernant les Tic. D'où le sens même de cette étude exploratoire dans trois régions des six pays choisis, à savoir le Mali, le Sénégal, la Mauritanie, le Cameroun, le Bénin et le Burkina Faso. Elle a aussi précisé qu'aujourd'hui, l'égalité homme et femme est considérée comme l'objectif «accessoire» des politiques de développement des décideurs au lieu d'être primordiale. Il convient de rappeler que ce sont les Etats signataires de la Déclaration sur les objectifs de développement pour le Millénaire (Omn 2002) qui ont reconnu que le bien-être des personnes et des sociétés passait par la réduction de la pauvreté et le renforcement du statut et des capacités des femmes. Et, pour mettre le potentiel des Tic au service d'une société inclusive, ceux-ci ont souscrit au Plan d'action du sommet mondial sur la société de l'informa-

**PAR ★ Amy N'DIAYE**

tion (2003) qui recommande la collecte des données désagrégées par sexe le développement des statistiques et indicateurs sur société de l'informatic Pourquoi un outil de décision ?

*Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* présente l'ampleur et caractéristiques actuelles des disparités entre les hommes et les femmes par rapport à la maîtrise des Tic comme outil de développement durable. Les données collectées ont permis de culer un indicateur synthétique de cette fracture, constituant un outil d'information, d'action, de suivi et contrôle à l'usage des décideurs des secteurs public et privé qui ont permission de formuler et mettre en œuvre des politiques publiques de développement sensible au genre dans tous les domaines, en particulier dans celui des Tic. Les études ont porté sur trois types de Tic : l'ordinateur, l'internet et le téléphone portable. ★

# **Restitution de la Mauritanie**

## MEMO MAURITANIE

**ACTIVITE : ATELIER**  
**THEME : DIFFUSION DES RESULTATS DE L'ETUDE SUR**  
**« LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE : DONNEES ET INDICATEURS »**

**ORGANISATEUR : ONG « NTIC & CITOYENNETE »**  
**INITIATEUR : RESEAU INTERNATIONAL « GENRE & TIC »(ENDA)**  
**FINANCEMENT : CENTRE DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI), CANADA.**  
**DATE : JEUDI 28 JUILLET 2005**  
**HORAIRES : DE 8H30 A 14H**  
**LIEU : CENTRE DE FORMATION ET D'ECHANGES A DISTANCE (CFED)**  
**VILLE : NOUAKCHOTT**  
**PAYS : MAURITANIE**  
**NOMBRE D'INVITES : 71**  
**NOMBRE DE PARTICIPANTS : 43**

### AU PROGRAMME :

- PROJECTION D'UN DOCUMENTAIRE SUR « LA JUSTICE DE GENRE DANS LA SOCIETE DE L'INFORMATION » (Enda) (dvd);
- PRESENTATION DU RAPPORT REGIONAL ET DU LIVRE « FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE EN AFRIQUE FRANCOPHONE : UNE INQUIETANTE REALITE » (Enda);
- SYNTHESE DU RAPPORT NATIONAL (powerpoint);

**DOSSIER : dépliant « Genre & TIC », dépliant « Ntic & Citoyenneté », livre « Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité », copie du rapport national, programme de l'atelier, bloc-note, crayon noir.**

**PRESIDENT DE LA SEANCE : MR AHMEDOU OULD HAOUBA, DOYEN DE LA FACULTE DES SCIENCES ET TECHNIQUES ;**

### OUVERTURE OFFICIELLE :

- MR LE DIRECTEUR DU CABINET DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGEE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES (discours en arabe) ;
- MR LE DIRECTEUR DU CABINET DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGEE DE LA CONDITION FEMININE ;
- MME FATMA MINT ELKORY, PRESIDENTE DE L'ONG « NTIC & CITOYENNETE », RESPONSABLE LOCALE DE L'ETUDE (discours en français)
- MME LA PRESIDENTE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES FRANCOPHONES .

### MEDIAS PRESENTS :

- 1 équipe de la **télévision de Mauritanie** ;
- 2 envoyés de la **radio Mauritanie** ;
- 1 envoyé de « **L'Horizon** » (presse officielle : agence mauritanienne de l'information) ;
- 1 envoyé de « **Nouakchott-info** » (quotidien indépendant) ;
- 1 envoyé de « **La tribune** » (hebdomadaire indépendant) ;

### NOMBRE D'INTERVENANTS :

- 5 femmes
- 15 hommes

« Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indications »  
Organisé au Centre de Formation et d'Echanges à Distance de Nouakchott

(sis palais des congres),  
Jeudi 28 juillet 2005  
(de 8H30 A 13H30)

-----  
**Rapport d'atelier**

**Déroulement de l'atelier :**

Au terme de l'étude sur « **LA FRACTURE NUMERIQUE DE GENRE : DONNEES ET INDICATEURS** » qui a débuté en Mauritanie en début octobre 2004 en prélude à la journée internationale de la femme africaine, un atelier a été organisé à Nouakchott, capitale du pays pour la diffusion des résultats nationaux et régionaux de ladite étude.

Organisé par l'ong « **Nti & Citoyenneté** » qui était responsable locale de l'étude, cet atelier s'adressait aux décideurs des secteurs public, privé et civil et aux partenaires au développement ainsi qu'aux médias (voir liste des invités en annexe).

L'atelier avait pour cadre le Centre de Formation et d'Echanges à Distance qui été choisi du fait de la disponibilité de tous les outils multimédias dont on avait besoin pour communiquer, même si la capacité de la salle ne dépassait pas **70** places assises.

La capacité limitée de la salle pouvait constituer un défaut si la totalité des invités était venue. Ce ne fut pas le cas et sur les **75** invitations officielles (voir annexe 3) qu'on avait lancées, seules **43** (voir annexe 4) ont eu une réponse et donc une participation. Cela est peut-être dû au fait notamment que plusieurs manifestations avaient lieu ce jour-là, notamment la **Cérémonie de remise des prix aux lauréates de l'enseignement** par la Première Dame du pays, un **atelier sur la monétique** et une **réunion ministérielle de l'Union du Maghreb Arabe**, le tout aux mêmes horaires et au même lieu : le site du palais des congrès (même enceinte que le CFED) .

**Documents de communication :**

Des dossiers ont été distribués aux participants, à l'enregistrement. Ces dossiers comportaient :

- 1 copie de l'ouvrage « **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité** »,
- 1 copie du rapport national sur l'étude « **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs** » ;
- 1 dépliant sur le réseau « **Genre & TIC** » ,
- 1 autre sur l'ong « **NTIC & Citoyenneté** »,
- 1 copie du programme de la journée (voir annexe 1),
- 1 bloc-note ;
- 1 crayon noir.

Sur le dossier on avait collé une affiche comportant les logos du réseau « **Genre et TIC** » et de l'ong « **Ntic & citoyenneté** » comme co-organisateur de l'atelier de Nouakchott avec mention de l'appui du C.R.D.I. (voir annexe 2).

L'atelier était présidé par Mr le Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques Professeur **Ahmedou OULD HAUBA** (math-informatique), consultant international et représentant la Mauritanie dans plusieurs instances internationales notamment dans le domaine des NTIC. Il apporte par ailleurs, un grand soutien moral à l'ong « **Ntic & Citoyenneté** » et fait partie des grands défenseurs du concept « **Genre** » et de sa prise en compte dans le secteur des TIC.

**Le programme de l'atelier :** (voir annexe 1)

Après l'enregistrement des participants, Mr le Président de la séance a ouvert les travaux en souhaitant la bienvenue à l'assistance et en plaçant l'étude dans le contexte très important de la conception de la future société de l'information, selon les recommandations de la communauté internationale à travers les objectifs du millénaire et le plan d'action du SMSI.

J'ai ensuite pris la parole pour présenter le réseau « **Genre et TIC** » dans le cadre duquel cette étude a été réalisée, puis du livre « **fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité** » son importance en tant qu'indicateur et en tant qu'outil d'aide à la décision dans une perspective d'équité et de durabilité mais aussi d'intégration régionale et de contribution concrète dans la conception de la future société de l'information.

Juste après, on a procédé à la projection du documentaire « **Pour une justice genre dans la société de l'information** » (ENDA). Documentaire qui a participé à mettre à jour nos participant et à les introduire en plein dans le thème de l'atelier.

Après le documentaire, les officiels ont fait leur entrée, accueillis par le Président de la séance, mon homologue **Mr Sid'Ahmed Fall dit Dah**, la Présidente de l'**association des femmes francophones** et moi-même.

Il s'agissait de Messieurs :

- **Monsieur Mohamed Lemine OULD HALES**, Directeur du cabinet de la Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargée des Technologies Nouvelles
- **Monsieurs SID'ELMOKHTAR**, Directeur du cabinet de la Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargée de la Condition Féminine.
- **Mr Cheikh Eikebir OULD CHBIH**, Conseiller technique de la Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargée des Technologies Nouvelles.

Après les avoir remercié d'avoir bien voulu rehausser de leur présence, nos travaux, le Président de la séance **Mr OULD HAUBA**, m'a donné la parole pour prononcer mon discours.

Discours dans lequel, j'ai repris de grands extraits du livre « **Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs** » notamment que : « Cette initiative pionnière est entreprise dans le cadre d'un partenariat civil-public : elle n'a pas l'ambition de se substituer aux institutions publiques et internationales chargées de la production des données et indicateurs nécessaires pour piloter les politiques internationales, mais d'ouvrir une voie permettant d'intégrer les questions de genre dans les politiques de TIC en produisant des outils d'aide à la décision ».

Quant à **Monsieur OULD HALES**, Directeur du cabinet du S.E.T.N. , il a souligné, dans son discours, l'importance de l'étude pour notre pays notamment dans la participation mauritanienne au SMSI, dans le cadre de la promotion du Genre. Il a encouragé ce genre d'initiatives régionales et a remercié le réseau « **Genre et TIC** » et à travers lui **ENDA** et ses partenaires ainsi que le **CRDI** qui ne cessent d'informer, d'orienter, d'appuyer et d'associer les organisations de la société civile et particulièrement celles ayant trait au savoir et à la connaissance.

Après le retrait des officiels, les équipes de la télévision, le Président a annoncé le début de la présentation d'une synthèse des résultats nationaux de l'étude.

Présentation que j'ai faite sur support Powerpoint, sur les principaux résultats nationaux en évoquant toujours les résultats régionaux et spécifiques à chacun des six autres pays concernés par l'étude, pour mieux ressortir ces résultats.

**Les débats et discussions :**

Je voudrais tout d'abord insister sur le fait que le choix limité des invités est essentiellement dicté par le désir d'avoir une assistance et un auditoire pertinent, ciblé, attentif capable de remonter l'information et de réagir sur place par des idées, des suggestions, des décisions. Cela a porté fruit, on le verra en lisant la suite de ce rapport.

Donc, à la fin, Mr le Président de la séance a ouvert le débat en louant la qualité de l'exposé et surtout la maîtrise avec laquelle il a été présenté avant de donner la parole aux participants qui voulaient intervenir.

Une vingtaine au total dont **5 femmes** (avec 2 interventions pour 2 d'entre elles) et **15 hommes**.

Ces interventions étaient toutes unanimes quant à la clarté de l'exposé l'intérêt des données qu'ils en ont puisé et l'importance de l'étude pour le pays et pour la région.

Parmi les interventions les plus importantes :

Tout d'abord celle du Conseiller technique de la Secrétaire d'Etat aux Technologies nouvelles qui s'est beaucoup attardé sur l'importance de l'étude et sur comment elle répond à une demande urgente de la communauté internationale quant à des données désagrégées par sexes, car sans cela, aucun travail ne peut être fait. « Il faut d'abord des chiffres, un diagnostic avant toute politique, toute stratégie. » devait-il dire. Il a par ailleurs saisi, l'occasion pour annoncer que l'ong « ntic et citoyenneté » était sur la liste des participants pris en charge par le département au SMSI, « car, a-t-il confirmé, elle a quoi exposer : un acquis de taille et de qualité, car original, pionnier et militant ».

A suivi, celle du représentant de l'**autorité nationale de régulation** qui a longuement loué les intérêts d'une telle étude et son impact dans le secteur des TIC, qu'il a qualifié de « vrai coup de jouvence, pour nos futures réformes, stratégies, politiques et actions ». Il s'est ensuite porté volontaire, au nom de son institution, à donner l'appui qu'il faut pour que l'étude nationale soit reprise sur une échelle plus grande afin d'en augmenter encore l'intérêt. Il a dit aussi la volonté de son institution à participer à l'information, orientation des jeunes filles vers les métiers des TIC, que j'avais suggéré au cours de mon exposé.

L'intervention du représentant de l'**Agence nationale d'accès universel**, a lui aussi souligné l'intérêt pour notre pays du travail dans de tel réseau en synergie, non seulement pour la société civile, mais même pour le secteur privé et public. Il a même affirmé que la Mauritanie, devrait d'office compter cette étude parmi les acquis à exposer au SMSI.

Il s'est même engagé à soutenir une autre idée que j'avais aussi avancé au cours de mon exposé, à savoir faire une sorte de documentaire-reportage, comme celui qui a été fait par ENDA (« **Pour une justice de genre dans la société de l'information** ») mais personnalisé et adapté à notre pays et qui illustrerait l'étude nationale.

Il a trouvé l'idée géniale notamment pour le stand de la Mauritanie au SMSI et a promis, doré et déjà, de prendre en charge les frais que cela engendrerait.

La **représentante de la Banque mondiale**, a exprimé sa fascination pour l'étude et a demandé que je me joigne à leurs efforts dans le domaine de la promotion du « Genre » où une composante est dédiée aux TIC mais qui reste encore inactive.

**Un des consultants** spécialisé dans le domaine de la formation (donc des capacités), Mr Salah OULD OUBEID, a regretté la fracture numérique de genre en Mauritanie, notamment dans le domaine des Capacités où, il y a eu pourtant beaucoup de moyens qui ont été mis non seulement pour former mais aussi pour lever le niveau de nos femmes dans le domaine de l'informatique, par exemple. Il a demandé que les centres de formations mettent plus de sérieux dans les formations et prennent plus en compte la dimension genre afin que ces formations puissent vraiment répondre aux attentes des bénéficiaires.

**Plusieurs intervenants** ont déploré l'absence de nombre de participants surtout les partenaires au développement (PNUD, FLM...) et les institutions privées (Toptechnology,... ) pour un thème aussi



important. Certains y ont même vu une forme de découragement pour tout ce que fait la société civile « **dès que cela devient intelligent** ».

Mme la présidente de l'**association des femmes francophones** s'est aussi longuement attardée sur la qualité et la clarté de l'exposé et la pertinence de l'étude et des résultats qui en sortent, même si elle regrette que le monde rural ne représente que 10% de notre échantillon. Elle a demandé que les générations de femmes d'aujourd'hui profitent des outils, moyens et cadres qui sont à leur disponibilité pour mieux s'exprimer, mieux défendre leurs droits, mieux participer au développement afin de mieux en bénéficier et surtout de ne pas oublier leurs sœurs du monde rural, leurs sœurs analphabètes, leurs sœurs handicapées... et les TIC peuvent être un outil efficace pour tout cela.

Le représentant de l'**école nationale d'administration** a aussi exprimé sa gratitude pour la masse d'informations qu'il a acquise durant l'atelier (sur le concept « Genre », les quatre C, l'importance des TIC pour la promotion féminine et l'importance de la place des femmes dans l'appropriation des TIC, la nécessité de prendre en compte la dimension « Genre » dans les formations etc...). En tant que formateur et responsable de la programmation des formations dans un aussi important établissement d'enseignement, il a affirmé avoir senti que quelque chose allait changer dans sa vision future et sa conception dans ce sens.

La représentante du **Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine**, anthropologue de formation, a déploré le non développement de l'aspect socio-culturel dans l'étude. J'ai répondu que dans le document « **Citoyennes africaines de la société de l'information** » Edité par ENDA, (avec adresse pour le télécharger) elle trouvera certainement réponse à sa question.

Le Directeur du **centre des ressources informatiques** à l'Université de Nouakchott, a déploré qu'il n'ait pas assez d'information et de sensibilisation sur le concept « Genre » lui-même dans les institutions notamment auprès des décideurs et autres responsables. Il a demandé à ce que les partenaires au développement présents à l'atelier, notamment la Banque Mondiale, aide l'ong « **Ntic & Citoyenneté** » pour qu'elle fasse des ateliers, ou édite des brochures sur le thème et publie des articles dans la presse.

Le débat fut très animé et très passionné. Le Président de la séance fut cependant obligé de s'excuser auprès des participants, de remercier l'exposante et ses différents collaborateurs pour la réussite de l'atelier de déclarer la clôture en proposant aux participants de bien vouloir profiter du buffet qui leur était réservé dans le hall. Il était **13h25**.

### **Couverture médiatique :**

Notons que l'atelier a été largement cité dans les différentes éditions du jeudi 28 et cela dans les journaux parlés de toutes les langues nationales (pular, soninké, wolof e arabe) et en français. Cela pour la radiodiffusion et la FM.

Pour ce qui est de la télévision, les 2 journaux parlés en arabe et en français ont évoqué l'évènement dans leurs deux éditions du soir (20h et 21h30) et dans les dernières (22h55 et 23h15) avec de larges extraits du discours de Monsieur le Directeur du Cabinet et du mien.

Pour ce qui est de la presse écrite, le quotidien Nouakchott-Info a sorti un article (dont copie jointe) et l'Horizon. Pour la Tribune elle devait sortir son hebdomadaire le jour le mercredi 3 aout et nous attendons encore. Il paraît que pour des raisons « techniques », il y a eu une suspension temporaire au niveau de l'imprimerie nationale (organe très influent de l'ancien régime).

Plusieurs photographes étaient présents aussi dont un spécialement à notre service pour la réalisation d'un album sur l'atelier.

### **Les perspectives que nous a donné cet étude :**

Tout d'abord de la matière à présenter au SMSI :

- Données désagrégées en terme de TIC en Mauritanie ;
- Projet de documentaire semblable à celui d'Enda « la justice de genre dans la société de l'information » ;
- ...

Nous comptons aussi consolider nos liens avec le réseau « Genre & TIC » et chercher à initier d'autres projets de l'envergure de la présente étude et qui ont l'avantage de profiter à un plus large espace (francophone), à rassembler les synergies et à consolider l'intégration régionale.

**Nouakchott 3 aout 2005**  
**Fatma MINT ELKORY**  
**Responsable locale de l'étude**  
**Présidente de l'ong « Ntic & Citoyenneté »**

X  
NTIC en Afrique francophone

# Les femmes à la traîne !

Dans le cadre du Sommet Mondial sur la Société de l'Information et de la Communication, il a été recommandé de "collecter des données désagrégées par sexe et de développer des statistiques et indicateurs sur la société de l'information." C'est dans ce cadre que l'étude "fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indicateurs." a été réalisée en 2004-2005 par le réseau "Genre et TIC". Ce réseau est né d'une initiative conjointe de ENDA( environnement et développement du tiers monde), de l'observatoire des systèmes d'information sur les réseaux et info routes du Sénégal (OSIRIS) et de l'agence sénégalaise de régulation des télécommunications (ART). L'étude en question a été effectuée dans 6 pays de l'Afrique francophone (Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Sénégal). En Mauritanie, c'est l'ONG "NTIC et Citoyenneté", membre du Réseau, qui l'a effectuée.

Pour restituer les résultats du rapport régional de l'enquête, cette ONG a tenu un atelier le jeudi 28 juillet au centre de formation et d'échanges à distance (CFED). La cérémonie d'ouverture de cet atelier a eu lieu en présence des directeurs de cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée des Nouvelles Technologies et de la secrétaire d'Etat à la condition féminine, du doyen de la Faculté des sciences et de plusieurs autres personnalités. Dans le discours prononcé en cette circonstance, la présidente de l'ONG "NTIC et citoyenneté", Mme Fatma Mint El Kory, a rappelé le but de l'étude qui "n'a pas l'ambition de se substituer aux institutions publiques et internationales chargées de la production des données et indicateurs nécessaires pour piloter les politiques internationales, mais d'ouvrir une voie permettant d'intégrer

les femmes.

En Mauritanie, l'étude a concerné un échantillon de 1000 personnes majeures (18 ans et plus) et 50 institutions. Elle a eu lieu en milieu urbain (61%) et péri urbain (26, 8%) et rural à (10%) dans des zones disposant de l'électricité.

Ainsi, sur les 1000 individus interrogés, 63, 3% utilisent l'ordinateur dont 49, 7% de femmes et 50, 8% d'hommes. Donc, en matière d'usage de cet outil, il y a presque parité.



Concernant la formation en informatique, il y a un léger avantage au profit des femmes. Elles représentent sur les 46, 6% de l'échantillon ayant été formé, 55, 91% contre 44, 5% d'hommes. Mais ce taux "brut" de 55, 91% en faveur des femmes cache une réalité moins réjouissante pour elles.

En effet, comme il est écrit sur le rapport "plus le niveau de la formation informatique avance, moins on trouve des femmes." Ainsi, sur les 26, 6% ayant reçu une formation avancée en informatique, elles représentent seulement 05, 7%. Par contre, sur les 61, 1% ayant seulement été initiées, il y a 38, 4% de femmes. Il a été souligné d'ailleurs par un intervenant que la plupart des femmes titulaires d'une attes-



S'agissant de l'usage d'Internet, sur les 1000 personnes interrogées, 53, 5% dont 65, 29% d'hommes et 44, 2% de femmes ont accès à la toile. Pour le téléphone mobile, sur les 82, 2% d'utilisateurs, on compte 56% de femmes. Mais le bémol, seuls 37, 5% d'entre elles l'utilisent pour une activité professionnelle contre 62, 5% d'hommes.

En fin, sur les 19 institutions actives dans le domaine des NTIC en Mauritanie, on compte 254 cadres administratifs et techniques dont 200



	<p align="center">Subvention du C.R.D.I (Ottawa, Canada)</p>	
<p>Le Réseau international « Genre &amp; TIC »</p>	<p align="center"><b>&amp;</b></p>	<p>L'ong mauritanienne « Ntic &amp; Citoyenneté »</p>

Liste des invités à l'atelier de diffusion des résultats de l'étude  
« Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indications »

Jeudi 28 juillet 2005

N°	INSTITUTION
<b>PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT</b>	
1.	PNUD
2.	FNUAP
3.	GTZ (coopération allemande)
4.	BANQUE MONDIALE
5.	UNION EUROPEENNE
6.	OXFAM
7.	FEDERATION LUTHERIENNE MONDIALE
8.	CORPS DE LA PAIX
	WORDVISION
<b>SECTEUR PUBLIC/ADMINISTRATION</b>	
9.	SENAT NATIONAL
10.	PARLEMENT NATIONAL
11.	MINISTERE DES FINANCES
12.	MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DEVELOPPEMENT
13.	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
14.	MINISTERE DE LA JUSTICE
15.	SECRETARIAT D'ETAT A LA CONDITION FEMININE
16.	SECRETARIAT D'ETAT AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES
17.	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION
18.	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME , A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET A L'INSERTION
19.	PROGRAMME NATIONAL DE BONNE GOUVERNANCE
20.	UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT (FAC DES SCIENCES ET TECHNIQUES)
21.	TELEVISION DE MAURITANIE
22.	RADIO MAURITANIE
23.	AGENCE D'ACCES UNIVERSEL
24.	AUTORITE DE REGULATION
25.	PORTAIL NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT
26.	DIRECTIION DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
27.	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE
28.	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL
29.	AGENCE MAURITANIENNE POUR LA PROMOTION ET L'EMPLOI DES JEUNES

30.	OFFICE NATIONAL DE LA STATISTIQUE (ONS)
31.	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
32.	AGENCE MAURITANIEENNE DE L'INFORMATION (AMI)
33.	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
34.	<b>SECTEUR PRIVE</b>
35.	TOPTECHNOLOGY
36.	MATTEL
37.	MAURITEL
<b>38.</b>	<b>COLLECTIVITES LOC./PARTIS POLITIQUES</b>
39.	COMMUNAUTE URBAINE DE NOUAKCHOTT
40.	PARTI REPUBLICAIN DEMOCRATIQUE ET SOCIAL (PRDS)
41.	MAIRIE DE TEVRAGH-ZEINA
42.	UNION DES FORCES ET DEMOCRATIQUES (UFD)
<b>43.</b>	<b>ONG NATIONALES ET INTERNATIONALES</b>
44.	CONFEDERATION GENERALE DES EMPLOYEURS DE MAURITANIE
45.	UNION DES TRAVAILLEURS DE MAURITANIE
46.	ONG A.F.E. (OULD BOUMOUZOUMA)
47.	ECODEV
48.	SECOURSNET
49.	CYBERFORUM DE LA SOCIETE CIVILE DE NOUAKCHOTT
50.	ASSOCIATION DES PRESTATAIRES DE SERVICES INTERNET (ong)
51.	ASSOCIAT° FEMMES FRANCOPHONES (AFF)
52.	ONG KHADAMATT NASR
53.	ONG QG FEMMES
54.	ONG SOLIDARITE
55.	FEMMES ENTREPRENEURES/COMMERCANTES
<b>56.</b>	<b>CENTRE FORMATION/ENSEIGNEMENT &amp; INFORMATION</b>
57.	CENTRE DE FORMATION ET D'ECHANGES A DISTANCE (CFED)
58.	C.D.D
59.	ACADEMIE CISCO
60.	KOMUNIK
61.	CENTRE D'ACCES A L'INFORMATION (CAI)
<b>62.</b>	<b>PRESSE INDEPENDANTE</b>
63.	NOUAKCHOTT-INFO
64.	LE CALAME
65.	LA TRIBUNE
<b>66.</b>	<b>PERSONNES RESSOURCES</b>
67.	ABDERRAHMAN OULD YESSA
68.	OLGA IVANES
69.	AMEL DADDAH
70.	SALAH OULD OUBEID
71.	GUISSET MALAL SAMBA
72.	BA ADAMA
73.	MOHAMED OULD TALEB
74.	ELHASSEN OULD TEGUEDI
75.	DIEYE KARIM , Staticien
76.	SALL AMADOU, consultant

	Subvention du C.R.D.I (Ottawa, Canada)	
Le Réseau international « Genre & TIC »	&	L'ong mauritanienne « Ntic & Citoyenneté »

**Liste des participants à l'atelier de diffusion des résultats de l'étude  
« Fracture numérique de genre en Afrique francophone : données et indications »**

**Jeudi 28 juillet 2005 (DE 8H30 A 13H20)**

organisé au centre de formation et d'échanges à distance de Nouakchott  
(sis palais des congrès),

	<b>PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>NOM/PRENOM &amp; ADRESSE</b>
1.	GTZ (coopération allemande)	Mme Salma MINT EKHYARHOUM PROGRAMME BONNE GOUVERNANCEGTZ Composante PROMOTION FEMININE/GENRE
2.	BANQUE MONDIALE	Mme Salamata BAL Spécialiste développement social BANQUE MONDIALE
3.	UNION EUROPEENNE	Sophie ROLLAND Sophierolland5@hotmail.fr
	<b>SECTEUR PUBLIC/ ADMINISTRATION</b>	
4.	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE & DE L'EMPLOI	Mr Mohamed OULD SMAEL Directeur de l'informatique
5.	MINISTERE DE LA JUSTICE	Mr Mohameden OULD MENDAH Conseiller, Ould-mendah@caramail.com
6.	SECRETARIAT D'ETAT A LA CONDITION FEMININE	Dr Marième MINT AHMED SABBAR Anthropologue, assistante Genre/gnsg/ S.E.C.F./FNUAP Mail : mariemasabar@yahoo.fr / Tél 6415735
7.	SECRETARIAT D'ETAT AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES	Mr Cheikh Elkebir OULD CHBIH , Conseiller auprès de la Secrétaire d'Etat Kebir1@mauritania.mr
8.	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION	Mr Mohamed OULD MOHAMED EWAH Chef de service
9.	UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT	Professeur Ahmedou OULD HAOUBA Doyen de la Faculté des sciences et techniques
10.	FAC DES SCIENCES ET TECHNIQUES	Dr Mohamed OULD JEDDOU Secrétaire Général de la Faculté des sciences et techniques (FST) :5256703
11.	CENTRE DES RESSOURCES INFORMATIQUES (univer.Nouakchott)	Mr Sid'Ahmed FALL dit Dah Directeur du centre dahfall@univ-nkc.mr /6552165

12.	TELEVISION DE MAURITANIE	Mr Hamow, Journaliste
13.	RADIO MAURITANIE	Mr Elhassen OULD MOHAMED Chef centre de formation 6979765
14.	PORTAIL NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT	Mr Ahmedou OULD HAMED Directeur du portail <a href="mailto:hamed@pmd.mr">hamed@pmd.mr</a> 6435723-5242152 ( <a href="http://www.pmd.mr">www.pmd.mr</a> )
15.	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Mr Mohamed OULD BEYAH Inspecteur de l'enseignement supérieur 6468136
16.	AGENCE D'ACCES UNIVERSEL	Mohamed OULD ZEIN Conseiller, Tél 6412272 <a href="mailto:zein@acces.mr">zein@acces.mr</a>
17.	AUTORITE DE REGULATION	Mr Cheikh Baye OULD CHEIKH ABDALLAHI Expert en NTIC, 6629535-5291270
18.	PORTAIL NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT	Mr Ahmedou OULD HAMED Directeur du portail <a href="mailto:hamed@pmd.mr">hamed@pmd.mr</a> Tél 6435723-5242152
19.	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	Mr Ahmedou OULD MOHAMED YAHYA
20.	DIRECTION DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Mr Laghdaf OULD KHAYE Directeur commercial , tél 6412295
21.	AGENCE MAURITANIENNE DE L'INFORMATION (AMI)	Mr Ahmed OULD MOHAMEDEN Journaliste <a href="mailto:Ahmedrim2004@yahoo.fr">Ahmedrim2004@yahoo.fr</a>
	SOCIETECIVILE/ COLLECTIVITES LOCALES	
22.	MAIRIE DE TEVRAGH-ZEINA	Mme Fatimétou MINT ABDELMALEK Maire de Tevragh-zeina , Informaticienne
23.	COMMUNAUTE URBAINE DE NOUAKCHOTT	Mr Abdy DIARRA, Directeur du centre culturel
24.	CONFEDERATION GENERALE DES EMPLOYEURS DE MAURITANIE	Mr Mohamed Lemine OULD MOHAMED MAHFOUDH Cadre, <a href="mailto:minidereghly@yahoo.fr">minidereghly@yahoo.fr</a>
25.	UNION DES TRAVAILLEURS DE MAURITANIE	Mr Sidiya OULD MOHAMED VALL
26.	ASSOCIATION MAURITANIENNE DES PRESTATAIRES DE SERVICES INTERNET	Moulaye Zein OULD WEDDADI <a href="mailto:mzein@dac.mr">mzein@dac.mr</a>
27.	ASSOCIAT° FEMMES FRANCOPHONES (AFF)	Mme Aissata Kane, ancien ministre, Consultante, Présidente de l'association : <a href="mailto:aissatakane@email.com">aissatakane@email.com</a> Tél 6470649
28.	ONG KHADAMATT NASR	Mme Elyakher MINT HAMOUD, Présidente Tél 6413157 / <a href="mailto:lyekhair@mauritel.mr">lyekhair@mauritel.mr</a>
29.	ONG ASSOCIATION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN Mie (APEM)	MR Cheikhna AIDARA Tél 6418902 , <a href="mailto:cheikhna.aidara@mauritel.mr">cheikhna.aidara@mauritel.mr</a>

	<b>CENTRES DE FORMATION/ENSEIGNEMENT OU INFORMATION</b>	<b>NOM ET PRENOM</b>
30.	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	Mr Abidine OULD LEVRAK Direction de la Programmation des formations Tél 6301585/6466270
31.	CENTRE DE FORMATION ET D'ECHANGES A DISTANCE (CFED)	Dr EkGhassem OULD AHMEDOU Directeur adjoint Tél 6461055
32.	C.D.D	Dr Mohamed OULD DRISS DG
	<b>PRESSE INDEPENDANTE</b>	
33.	NOUAKCHOTT-INFO	Mr Khalilou DIAGANA <a href="mailto:Khalilou.b@yahoo.fr">Khalilou.b@yahoo.fr</a> Tél 6706095
34.	LA TRIBUNE	<a href="mailto:latribune@yahoo.fr">latribune@yahoo.fr</a>
	<b>PERSONNES-RESSOURCES</b>	
35.	SALAH OULD OUBEID	Expert comptable-Consultant en NTIC <a href="mailto:sloubeid@caramail.com">sloubeid@caramail.com</a> Tél 6414567-5293479-6448810 b.p 40009
36.	ELHASSEN OULD TEGUEDI	Expert au PNUD Consultant en TIC <a href="mailto:Elhassen.teguedi@undp.org">Elhassen.teguedi@undp.org</a>
37.	DIALLO ALPHA , Consultant	
38.	DIEYE KARIM , Staticien	<a href="mailto:dieye@ons.mr">dieye@ons.mr</a> / Tél :6548536
39.	SALL AMADOU, consultant	<a href="mailto:sall@univ-nkc.mr">sall@univ-nkc.mr</a>
40.	MOHAMED OULD BABANA, consultant	<a href="mailto:mbabana@wanadoo.fr">mbabana@wanadoo.fr</a>
41.	Mr AZIZ OULD DAHI, Consultant	<a href="mailto:aziz@mauritania.mr">aziz@mauritania.mr</a>
42.	FATIMETOU MINT MOHAMED MAHMOUD, Etudiante en informatique (FST)	Tél :6420076 <a href="mailto:teitou@yahoo.fr">teitou@yahoo.fr</a>
43.	ELHADRAMI OULD MAHAM, prestataire de services informatiques	<a href="mailto:topshell@yahoo.com">topshell@yahoo.com</a> Tél 6374177



# **Restitution du Sénégal**



**Réseau Genre et TIC**  
une initiative en partenariat **ENDA-ART-OSIRIS**  
avec le soutien du **CRDI** (Canada)

Atelier de restitution au Sénégal  
des résultats de la recherche  
**"Fracture numérique de genre en Afrique francophone"**  
*réalisée avec le soutien*  
*du Centre de Recherches pour le Développement International (Ottawa, Canada)*  
*En prélude à la Journée de la femme africaine, 2005*  
Dakar, 28 juillet 2005

***Des politiques hardies pour une société de l'information juste et inclusive***

**Assistance** : 76 participant(e)s

### **Programme**

- 9 h 00      Allocution de bienvenue par Monsieur **Mohamed Soumare**, Secrétaire Exécutif d'**ENDA**
- 9 h 15      Allocution de Monsieur **Daniel Seck**, Directeur Général de l'**ART**
- 9 h 30      Allocution de Monsieur **Alex Corenthin**, représentant de **OSIRIS**
- 9 h 45      Allocution de Madame Ramata Molo Thioune, Administratrice de Programmes Acacia, Connectivité Afrique et Section Genre, **CRDI**
- 10 h 15     Allocution d'ouverture par Monsieur Mar Lo, Directeur de cabinet de Madame le Ministre de la **Famille et de la Solidarité Nationale**
- Pause et interviews**
- 10 h 45     **Vidéo** "Justice de genre dans la société de l'information"
- 11 h 00     "Ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique francophone : résultats de recherche", par Madame **Marie-Hélène Mottin-Sylla**, coordonnatrice de la recherche
- 11 h 30     Questions et Débat autour du thème "Agir maintenant", animé par Monsieur **Alex Corenthin**, OSIRIS

### **Couverture média**

- Diffusion électronique du communiqué de presse dans plus de 20 listes et forums virtuels
- Radio Télévision Nationale, informations de 20 heures
- Une vingtaine d'organes de presse et radio représentés (voir dossier de presse)
- Interview par téléphone à Radio Internationale d'Afrique du Sud

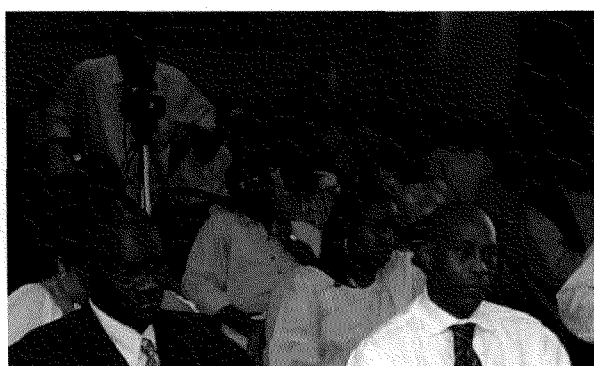
**Document joint** : "La fracture numérique de genre se mesure" (7 diapositives)

Informations :    **enda** : Tél. : 823 45 42 ; messagerie : [synfev@enda.sn](mailto:synfev@enda.sn)  
                          **OSIRIS** : Tél. : 822 81 05 ; messagerie : [osiris@osiris.sn](mailto:osiris@osiris.sn)  
                          **ART** : Tél. : 869 03 64 ; messagerie : [art@art.sn](mailto:art@art.sn)

## Photos



Le panel : OSIRIS, CRDI, Ministère de la femme, Agence de Régulation des Télécommunications, ENDA




76 participant(e)s



La diffusion des résultats de recherche

Informations : **enda** : Tél. : 823 45 42 ; messagerie : [synfev@enda.sn](mailto:synfev@enda.sn)  
**OSIRIS** : Tél. : 822 81 05 ; messagerie : [osiris@osiris.sn](mailto:osiris@osiris.sn)  
**ART** : Tél. : 869 03 64 ; messagerie : [art@art.sn](mailto:art@art.sn)




## La fracture numérique de genre se mesure


Atelier de restitution au Sénégal des résultats du projet  
"Fracture numérique de genre en Afrique  
francophone : données et indicateurs",

Réalisé par le Réseau Genre et TIC  
avec l'appui du CRDI (Canada)

En prélude à la **journée de la femme africaine 2005**  
Dakar, 28 juillet 2005



Marie Hélène Mottin-Sylla, ENDA  
Coordonnatrice du Réseau Genre et TIC  
Un partenariat ENDA – ART - OSIRIS



## Des idées et des faits



**Citoyennes  
africaines  
de la société  
de l'information**

31 juillet 2004

Pour  
**lutter contre la pauvreté**  
dans une perspective de  
**développement durable**,  
les politiques de TIC  
**doivent** s'intéresser  
aux questions de genre




**Fracture numérique de genre  
en Afrique francophone**  
**une  
inquiétante  
réalité**

31 juillet 2005

<http://www.famafrique.org/regentic/e-citoyennes.pdf>  
<http://www.famafrique.org/regentic/indifract/fracturenumeriquedegenre.pdf>




2




## Un réseau régional de recherche


Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie, Sénégal



Un groupe international de référence-conseil  
Une coordination régionale



3




## Les "4 C": 18 indices pour l'analyse de genre du secteur des TIC

**1 - Indicateur de contrôle**  
11 - 13 - Disparités de genre au niveau hiérarchique supérieur des instances de décision politiques, économiques et citoyennes actives dans le secteur des TIC  
14 - Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC  
15 - Explicite prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC  
16 - Disparités en formation de genre dans les institutions de TIC

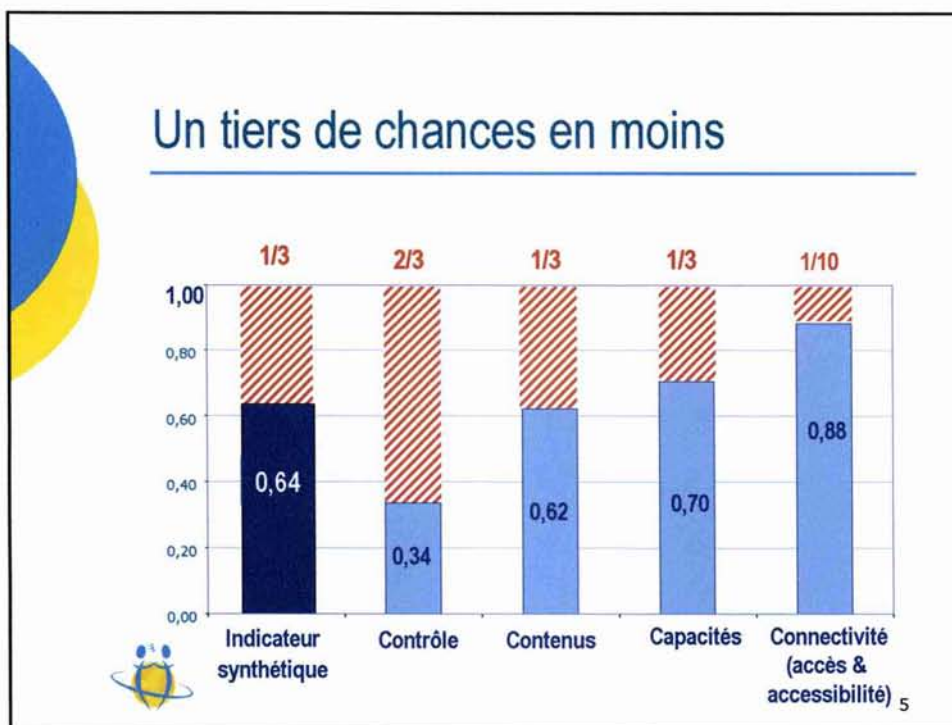
**2 - Indicateur de contenus**  
21 - Disparités de genre dans la consommation des produits virtuels  
22 - Taux de produits électroniques nationaux traitant du genre en langue française ou nationale  
23 - Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes

**3 - Indicateur de capacités**  
31 - Disparités de genre en alphabétisation/scolarisation (niveaux primaire, secondaire, supérieur)  
32 - Disparités de genre en formation aux TIC  
33 - Contenu genre et de politiques dans les formations en TIC  
34 - Disparité de genre chez les professionnels des TIC

**4 - Indicateur de connectivité**  
41 - Disparités de genre dans l'utilisation des 3 TIC  
42 - Disparités de genre dans l'accès à l'ordinateur et à Internet, selon le lieu d'accès  
43 - Disparités de genre en termes d'abonnement au téléphone portable ou à une adresse e-mail  
44 - Disparité de genre selon le mode d'usage des TIC : personnel, professionnel, citoyen  
45 - Disparité de genre en terme de difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet et au téléphone portable



4



### Les femmes dans la société africaine de l'information : Consommatrices et exécutantes

- ✓ TIC et genre : une ignorance mutuelle à tous les niveaux
- ✓ Les femmes sont marginalisées dans la prise de décision
- ✓ Technique et survie priment sur la prospective critique
- ✓ Les jeunes scolarisées du secondaire sont les grandes gagnantes de la révolution numérique
- ✓ Elles sont largement majoritaires au niveau de l'exécution
- ✓ Les TIC sont perçues comme une menace pour l'équilibre des relations domestiques

## Recommandations

---

- ✓ Valider l'analyse de genre dans le secteur des TIC
- ✓ Les stratégies de service universel ne pourront faire l'économie d'une démarche d'analyse de genre
- ✓ La connectivité doit se développer là où se trouvent les femmes adultes des zones pauvres
- ✓ Dépasser la seule dimension de l'accès
- ✓ Inspirer les instances nationales et africaines de mesure de la société de l'information
- ✓ Un cadre croisé de concertation en genre et TIC



## GENRE ET DEVELOPPEMENT

# L'inquiétante fracture numérique

A partir de connaissances empiriques, on parle de fracture numérique de genre. Depuis hier, une étude scientifique confirme cette réalité qualifiée d'inquiétante par les auteurs. Leurs travaux sont condensés dans un livre qui a été présenté hier au public, en présence de ses initiateurs et des acteurs qui évoluent dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Moussa GASSAMA

« Les femmes ont globalement un tiers de chances de moins que les hommes, de bénéficier des avantages de la société de l'information africaine ». Telle est la principale conclusion d'une étude menée dans six pays de l'Afrique francophone et contenue dans un livre qui a été lancé hier à Dakar par ses initiateurs. Intitulé *Fracture numérique en Afrique francophone : Une inquiétante réalité*.

Cet ouvrage d'environ 80 pages récapitule les résultats d'enquêtes menées au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal pendant 18 mois par des équipes pluridisciplinaires composées de chercheurs ressortissants de chacun de ces pays.

Les résultats ont été présentés par la coordonnatrice de l'étude, Mme Marie-Hélène Mottin Sylla, d'Environnement et développement du Tiers-monde (ENDA), membre du réseau genre et NTIC et initiatrice de l'étude avec l'Observatoire des systèmes d'information sur les réseaux et info routes du Sénégal (OSIRIS) et l'Agence sénégalaise de régulation des télécommunications (ART).

Selon la présentation faite, par Mme Sylla, le chiffre de 1/3 obtenu globalement varie suivant les quatre composantes de l'indicateur synthétique de recherche utilisé au cours de l'étude. Les chiffres obtenus au niveau



de la composante connectivité qui fait allusion à l'accès et à l'accessibilité sont différents de ceux des composantes contrôle, capacités et contenu des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ciblés : le téléphone, l'ordinateur et l'Internet. C'est pourquoi, après avoir montré la réalité crue, l'étude a recommandé des actions.

Après un film qui pose la problématique de la fracture numérique de genre en Afrique, les participants à la

cérémonie ont eu des échanges de point de vue sur les actions à entreprendre pour renverser la tendance. Les principales recommandations de cet échange sont la sensibilisation et la conscientisation des femmes sur l'intérêt des nouvelles technologies et même des actions de lobbying dans le sens de création de textes législatifs favorables à la réduction du gap numérique entre les hommes et les femmes au Sénégal.

Le directeur de cabinet du minis-

tre de la Femme, de la Famille et du Développement social, Mar Lô, qui a présidé la cérémonie, a affirmé que ce livre serait un pertinent outil de travail du gouvernement dans ce domaine. « Sans nul doute que ce livre contribuera à l'élaboration de stratégies pertinentes et de l'appropriation effective des TICs par les femmes, dans la triple dimension du contrôle, du contenu et des capacités, au-delà des aspects de consommation inerte », a-t-il déclaré.



## Genre et développement

### Lancement du livre "Fracture numérique de genre en Afrique francophone"

*L'accès des femmes aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue "un levier important pour éliminer les discriminations dont elles sont victimes", a soutenu, jeudi à Dakar, Mar Lô, directeur de cabinet du ministre de la Femme, de la Famille et du Développement social.*

"La définition des stratégies de vulgarisation des TIC doit prendre en compte les besoins des femmes en matière de formation et d'information", a relevé M. Lô qui intervenait lors de la présentation du livre "Fracture numérique et genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité". Le réseau "Genre et TIC", en prélude à la journée de la femme africaine 2005, a organisé cette rencontre pour présenter au public les résultats de recherche sur l'ampleur de la fracture numérique en rapport avec le genre en Afrique francophone. Pour sa part, Marie-Hélène Mottin-Sylla, coordinatrice, à [REDACTED], a estimé qu'il faudrait donner aux décideurs des chiffres, des renseignements adéquats pour une meilleure prise de décision dans les questions "Genre et TIC". "Le livre présenté doit servir d'appui à ces décideurs", a-t-elle souligné. Quant à Alex Corenthin, représentant de l'Observatoire sur les systèmes d'information des réseaux et des infos routes au Sénégal (OSIRIS), il a relevé qu'il reste beaucoup à faire dans la mesure où la "fracture numérique genre" est réelle aux Sénégal.

APS

## FRACTURE NUMÉRIQUE DE GENRE

# Les femmes au bas de l'échelle

Qu'est ce que la fracture numérique de genre ? « Il s'agit de disparités d'accès et de contrôle des hommes et des femmes sur les Technologies de l'information et de la communication (Tic), leurs contenus et les compétences permettant de les utiliser ». C'est en ces termes que le définit Joséphine Ouédraogo, secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en Ethiopie, dans la préface d'une étude intitulée *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité*. Cet ouvrage, de 70 pages, lancé, hier, par l'Organisation non gouvernementale pour l'Environnement et le développement du Tiers-Monde (Enda), présente les résultats d'une recherche menée depuis près de deux ans dans six pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mauritanie et Sénégal). Les travaux mettent en exergue

les disparités de genre dans l'accès, l'usage et la maîtrise des trois technologies de l'information et de la communication, stratégique pour la promotion de l'égalité de genre : l'ordinateur, Internet, le téléphone portable. Dans chacun de ces domaines, « la fracture numérique est une inquiétante réalité » indique le travail de recherche. Seules les populations jeunes et scolarisées, en cycle secondaire « semblent échapper aux disparités de genre ». *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* est réparti en 5 sections. L'une d'elles : « Un faisceau d'inégalités » présente « les résultats et données issus de la recherche de terrain ». Quant à la dernière section, elle « propose une analyse synthétique et ouvre des pistes d'actions pour promouvoir l'équité de genre ». Dans ces pays précités, « les femmes ont 35 % moins de chance

que les hommes, de bénéficier des avantages de la société africaine de l'information » signale Marie-Hélène Motin Sylla, responsable de l'équipe Synergie Genre et Développement (Synfev) de Enda Tiers-Monde, coordinatrice de l'étude. « Selon elle « pour ce qui est de l'accès à Internet dans les cybercafé, il y a plus d'hommes que de femmes » ». « Il y a des hommes qui disent que leurs femmes n'y auront accès que s'ils sont connectés à Internet chez eux » explique-t-elle. Le livre *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* montre aussi que « la marginalisation des femmes est particulièrement sensible dans les domaines de la décision politique et économique, et non moindre dans celui du contrôle citoyen exercé par les organisations de la société civile ».

SABELLE CISSÉ

## **SENEGAL-TIC-GENRE**

### **Lancement du livre "Fracture numérique de genre en Afrique francophone"**

*28/07/2005 12:54 GMT*

**Dakar, 28 juil (APS)** - L'accès des femmes aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue "un levier important pour éliminer les discriminations dont elles sont victimes", a soutenu, jeudi à Dakar, Mar Lô, directeur de cabinet du ministre de la Femme, de la Famille et du Développement social.

"La définition des stratégies de vulgarisation des TIC doit prendre en compte les besoins des femmes en matière de formation et d'information", a relevé M. Lô qui intervenait lors de la présentation du livre "Fracture numérique et genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité".

Le réseau "Genre et TIC", en prélude à la journée de la femme africaine 2005, a organisé cette rencontre pour présenter au public les résultats de recherche sur l'ampleur de la fracture numérique en rapport avec le genre en Afrique francophone.

Pour sa part, Marie-Hélène Mottin-Sylla, coordinatrice, à Enda Tiers Monde, a estimé qu'il faudrait donner aux décideurs des chiffres, des renseignements adéquats pour une meilleure prise de décision dans les questions "Genre et TIC". "Le livre présenté doit servir d'appui à ces décideurs", a-t-elle souligné.

Quant à Alex Corenthin, représentant de l'Observatoire sur les systèmes d'information des réseaux et des infos routes au Sénégal (OSIRIS), il a relevé qu'il reste beaucoup à faire dans la mesure où la "fracture numérique genre" est réelle aux Sénégal.

ND/TAP/MIS

# **Le questionnaire institutions**



**Réseau Genre et TIC**  
**Etude sur la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest**  
**Septembre 2004**  
**Questionnaire Institution, Associations et Infrastructures communautaires**

**Bonjour Mr/Mme, Mon nom est .....**  
Je travaille dans le cadre d'une étude sous régionale sur les Technologies de l'Information et de la Communication.(TIC). Nous consultons actuellement dans votre localité/institution, un certain nombre de personnes sur des aspects liés à l'utilisation, l'acquisition ou l'accessibilité des (TIC) que sont : l'ordinateur, le téléphone portable et Internet. L'objectif de cette étude est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de Genre en Afrique de l'Ouest francophone, pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

Vos réponses à ce questionnaire sont importantes pour les actions à mener ultérieurement. Elles seront tenues strictement confidentielles ainsi, personne ne saura comment vous avez répondu. L'interview durera à peine 20 minutes. Est-ce que vous acceptez de participer à cette étude capitale pour l'amélioration du secteur des NTIC au ..... ?

**MERCI D'AVOIR ACCEPTE**

**Section 1: Identification**

**Numéro du questionnaire (Ne pas remplir)** | | | | |

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
101		Numéro d'ordre		
102	Langue de l'interview	Français Anglais Arabe Langue nationale	1 2 3 4	
103	Nom de l'Enquêteur.....			
104	Situation professionnelle de l'enquêtée	Cadre supérieur Cadre moyen Agent(e)	1 2 3	
105	Date	- Jour - Mois	 	
106	Milieu d'enquête	- Urbain - Semi/péri-urbain - Rural	1 2 3	
107	Pays	Bénin Burkina Cameroun Mali Mauritanie Sénégal	1 2 3 4 5 6	
108	Région/province/district	_____		
109	Département	_____		
110	Commune	_____		

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
111	Arrondissement	_____	<input type="text"/>	
112	Village/quartier	_____	<input type="text"/>	
113	Nom de l'Institution/structure	_____		
114	Type de l'institution/structure	Centre de formation Cybercafé, télécentre, lieu d'accès public ou communautaire Entreprise privée Administration publique Parlement Société Civile Institution régionale/internationale	1 2 3 4 5 6 7	
115	Domaine d'activité de l'institution	TIC Genre Autre (à préciser) .....	1 2 1 2 1 2	
116	Taille de l'institution (nombre d'employés / membres / collaborateurs, quel que soit leur statut)	Moins de 25 Entre 25 et 50 Entre 50 et 75 Entre 75 et 100 Plus de 100	1 2 3 4 5	
117	Quelle est la décomposition homme/femmes suivant les niveaux hiérarchiques de votre structure ?	Hommes Cadres supérieurs et décisionnel Femmes Cadres supérieurs et décisionnel Hommes Cadres moyens Femmes Cadres moyens Hommes/ agents Femmes / agentes Total hommes Total femmes Données indisponibles	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 99	

## SECTION II : CONNAISSANCE / IMPLICATION DU GENRE

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
201	Votre institution a-t-elle défini une politique de genre (c'est-à-dire la réduction des disparités de statut entre les hommes et les femmes) ?	Oui Non Je ne sais pas ce que c'est	1 2 3	
202	Existe-t-il dans votre structure des personnes ayant reçu une formation aux questions de genre ?	Oui Non Je ne sais pas	1 2 3	
203	Votre institution a-t-elle défini une politique particulière en genre et TIC ?	Oui Non Je ne sais pas ce que c'est	1 2 3 99	Si 2 → 301
204	Combien de personnes sont directement impliquées dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de cette politique de genre et TIC ?	Total Hommes Femmes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 99	
205	Combien de personnes parmi elles ont reçu une formation de genre ?	Total Hommes Femmes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 99	

## SECTION III : UNIQUEMENT POUR LES CENTRES ET PROJETS FORMELS ET INFORMELS DE FORMATION EN TIC

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
----	-----------	----------	------	------

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
301	Vos formations en TIC abordent-elles les questions de politiques de TIC, c'est-à-dire les règles selon lesquelles est organisé le développement des TIC (gouvernance et participation, droits, décision, sécurité ...) ?	Oui, à chaque fois Non, sans intérêt Ne sait pas	1 2 3	Si 2 → 303
302	Si Oui, lesquelles ?	_____		
303	Les formations en TIC que vous dispensez, prennent-elles en compte les questions de genre (c'est-à-dire les questions relatives aux spécificités propres aux hommes et aux femmes) ?	Dans la sélection des formateurs/trices Dans la sélection des bénéficiaires Dans le contenu de la formation Dans les supports pédagogiques de formation Ne sait pas	1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 99	
304	Votre offre de formation est-elle aménagée de manière à tenir compte de contraintes spécifiques aux femmes?	Horaires adaptés Quotas de femmes Formations pour les femmes seulement Ne sait pas Autre, préciser .....	1 2 1 2 1 2 1 2 99	

#### SECTION IV CONCLUSION

N°	Questions	Réponses	codes	Aller à
401	Dans les activités de votre institution liées aux TIC, les femmes pourraient-elles avoir un quelconque impact ?	Oui Non peut-être ne sait pas	1 2 3 4	Si 2,4 → 403
402	Si oui, de quelle nature ?	_____		
403	Votre institution serait-elle prête à participer à et/ou soutenir des initiatives de politique visant à valoriser la place des femmes dans ses activités de TIC ?	Oui Non peut-être ne sait pas	1 2 3 4	

#### SECTION V FIN DE L'INTERVIEW

501	Mme / Mlle / M. Merci beaucoup, mais avant de nous quitter j'aimerais savoir si vous souhaiteriez recevoir par courriel (message électronique) les résultats d'analyse de notre enquête (= l'adresse de la page web où seront publiés les résultats) ?	Oui Non	1 2	
502	Quelle est votre adresse e-mail ? votre numéro de téléphone ?	.....		
503	Votre nom si possible/	.....		
504	Accepteriez-vous de répondre éventuellement à des questions complémentaires, par courriel (message électronique) ou par téléphone (à quel numéro de téléphone : _____)	Oui Non	1 2	

**Je vous remercie.**

# **Le questionnaire individus**





**Réseau Genre et TIC**  
**Etude sur la fracture numérique de genre Afrique de l'Ouest et au Cameroun**  
**Septembre 2004**

**Questionnaire individu (réservé aux résidents)**

**Bonjour Mr/Mme, Mon nom est .....**  
Je travaille dans le cadre d'une étude sous régionale sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Nous consultons actuellement dans votre localité/institution, un certain nombre de personnes sur des aspects liés à l'utilisation, l'acquisition ou l'accessibilité des (TIC) que sont : l'ordinateur, le téléphone portable et Internet. L'objectif de cette étude est de mesurer l'ampleur de la fracture numérique de Genre en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun, pour orienter la formulation de politiques sensibles au genre dans le domaine des TIC.

J'espère que vous résidez habituellement au .....

*Si non : alors, M. Mme. Mlle. nous aurions bien aimé recueillir vos réponses à ce questionnaire, mais étant donné que vous ne résidez pas habituellement au ..... il nous sera difficile de mener à terme l'interview car nous ne souhaiterions pas que vos réponses ne reflètent pas exactement la situation des TIC au ..... Excusez-nous du dérangement et merci pour votre disponibilité.*

**Si oui :** alors, M. Mme. Mlle. nous souhaiterions recueillir vos réponses à ce questionnaire. Elles sont importantes pour les actions à mener ultérieurement. Nous vous assurons que vos réponses seront tenues strictement confidentielles ainsi, personne ne saura comment vous avez répondu. L'interview durera à peine 20 minutes. Est-ce que vous acceptez de participer à cette étude capitale pour l'amélioration du secteur des NTIC au..... ?

**MERCI D'AVOIR ACCEPTE**

**Section 1: Identification**

**Numéro du questionnaire (Ne pas remplir)** |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
101		Numéro d'ordre	__ __ __	
102	Langue de l'interview	Français Anglais Arabe Langue nationale	1 2 3 4	
103	Nom de l'Enquêteur.....		__ __	
104	Date	- Jour - Mois	__ __   __ __	
105	Milieu d'enquête	- Urbain - Semi/Peri-urbain - Rural	1 2 3	
106	Pays	Bénin Burkina Cameroun Mali Mauritanie Sénégal	1 2 3 4 5 6	
107	Région/province/district	_____	__ __	
108	Département	_____	__ __	

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
109	Commune/Communauté rurale	_____	____	
110	Arrondissement	_____	____	
111	Village/quartier	_____	____	
112	Lieu de résidence de l'enquêté	_____	____	
113	Sexe de l'enquêté(e)	Masculin Féminin	1 2	
114	Situation matrimoniale	Marié Célibataire Divorcé(e)/Séparé (e) Veuf (ve)	1 2 3 4	
115	Âge de l'enquêté (en année révolue)	_____	____	
116	Avez-vous été à l'école ?	Oui Non	1 2	Si 2 → → 118
117	Jusqu'à quel niveau ?	Primaire Secondaire Supérieur	1 2 3	
118	Etes-vous alphabétisé ?	Oui Non	1 2	
119	Quelle est votre situation professionnelle ?	Cadre supérieur Cadre moyen Agent(e) Commerçant (e) Agriculteur (trice) Entrepreneur(e) indépendant(e) Retraité (e) Sans emploi / au foyer Elève/Étudiant(e) Artisans Formateur /formatrice Autre (préciser).....	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12	
120	Quel est votre domaine d'activité ?	Informatique Télécommunication Autre (à préciser) .....	1 2 3 99	

## SECTION II : CONNAISSANCE DU GENRE

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
201	Avez-vous déjà entendu parler de ce qu'on appelle les relations de genre ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 301
202	Où avez-vous entendu parler des relations de genre ?	A la radio A la télévision Au lieu de travail Dans les journaux Autre(préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
203	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur les questions de genre ?	Oui Non	1 2	

## SECTION III : L'ORDINATEUR

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
301	Savez-vous utiliser personnellement un ordinateur ?	Oui Non	1 2	
302	Avez-vous parfois recours à des tiers pour utiliser l'ordinateur ?	Oui Non	1 2	

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
Saut : si l'enquêté répond simultanément « Non » aux deux questions précédentes, alors passez à la question 306				
303	Dans quel cadre utilisez-vous l'ordinateur ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Aucune utilisation Autre (préciser).....	1 2 3 4 5 99	
304	Où avez-vous accès à l'ordinateur ?	Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire Au bureau Au domicile Autre (à préciser) ..... Nulle part	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 99	
305	Habituellement combien de fois utilisez-vous l'ordinateur ?	Très occasionnellement Moins d'une fois par mois Une ou plusieurs fois par mois Une ou plusieurs fois par semaine Une ou plusieurs fois par jour	1 2 3 4 5 99	
306	Avez-vous déjà reçu une formation informelle ou formelle en informatique ?	Formation formelle Formation informelle	Oui Non 1 2 1 2	Si 2 et 2 → 401
307	Dans quel cadre avez-vous suivi cette formation ?	Dans un centre privé/professionnel/payant de formation Au cours d'une activité ponctuelle, associative, communautaire, académique, en ligne Par une personne/ un(e) ami(e) Autre (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
308	De quel niveau ?	Initiation : bureautique, logiciel de traitement de texte et tableur Moyen : autre logiciel, installation de programme, mise à jour anti-virus Avancé : maintenance informatique, programmation, réseaux	1 2 3	
309	Durant votre formation à l'utilisation de l'ordinateur, avez-vous eu à aborder les questions relatives aux spécificités propres aux hommes et aux femmes ?	Oui Non Ne sait pas	1 2 3	

#### SECTION IV. INTERNET

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
401	Avez-vous déjà entendu parler de l'Internet ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 501
402	Avez-vous une adresse électronique (E-mail) personnelle ?	Oui Non	1 2	
403	Vous arrive-t-il d'utiliser Internet ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 410
404	A quelle fréquence utilisez-vous Internet ?	Très occasionnellement Moins d'une fois par mois Une ou plusieurs fois par mois Une ou plusieurs fois par semaine Une ou plusieurs fois par jour	1 2 3 4 5	

N°	Questions	Réponses	Code	Saut
405	En moyenne, combien d'heures passez-vous <u>par semaine</u> sur Internet ?	Moins d'une heure Entre 1 et 4 heures Entre 5 et 10 heures Plus de 10 heures	1 2 3 4	
406	Utilisez-vous Internet pour vos besoins personnels ou professionnels ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Autre (préciser).....	1 2 3 4 99	
407	Où est-ce que vous vous connectez ?	Dans un cybercafé/télécentre/lieu d'accès collectif ou communautaire Autre (à préciser) .....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
408	Pour quelles raisons utilisez-vous le plus souvent Internet ?	Communication inter-individuelle Communication en groupe (liste électronique, forum de discussion, chat) Recherche de documentation et d'informations Information et presse en ligne Jeux/loisirs Achat en ligne Autre (préciser) .....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
409	En tant que femme/qu'homme, ce que vous trouvez par le biais d'Internet répond-t-il à vos attentes et besoins ?	Oui parfaitement Oui en partie seulement Non pas du tout	1 2 3	Passer à 411
410	Si vous connaissez Internet sans pour autant l'utiliser, pourquoi ne l'utilisez-vous pas ?	Je n'en vois pas l'utilité, ça ne m'intéresse pas, je ne sais pas exactement Les lieux d'accès ne sont pas pratiques pour moi Les lieux d'accès ne sont pas sûrs, pour moi Je ne peux pas me connecter quand j'ai du temps libre C'est trop cher pour moi C'est trop compliqué à utiliser Il n'y a pas d'endroit où me connecter à proximité Autre (à préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
411	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation formelle ou informelle à l'utilisation d'Internet ?	Formation formelle Formation informelle	Oui Non 1 2 1 2	Si 2 et 2→ 501
412	Dans quel cadre avez-vous suivi cette formation ?	Dans un centre privé/professionnel/payant de formation Au cours d'une activité ponctuelle, associative, communautaire, académique, en ligne Par une personne/ un(e) ami(e) Autre (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
413	De quel niveau ?	Initiation : surfer (naviguer, aller) sur Internet, envoyer/recevoir un message électronique Moyen : chercher des informations sur Internet, utiliser des moteurs de recherche, participer à une liste électronique, un forum de discussion Avancé : publier sur Internet, faire un site web....	1 2 3	
414	La formation dont vous avez bénéficié a-t-elle pris en compte les spécificités propres aux hommes et aux femmes ?	Oui Non Ne sait pas	1 2 3	

**SECTION V. LE TELEPHONE MOBILE/PORTABLE/CELLULAIRE**

N°	Questions	Réponses	codes	Saut
501	Avez-vous un téléphone mobile ?	Oui Non	1 2	Si 1 → 505
502	Pourquoi (n'en avez-vous pas) ?	Je n'en ai pas l'utilité, ça ne m'intéresse pas, je ne sais pas exactement C'est trop cher pour moi C'est trop compliqué à utiliser Ma zone n'est pas couverte par le réseau GSM Autre (à préciser).....	1 2 3 4 5	
503	Même si vous ne disposez pas de mobile, vous arrive-t-il d'en utiliser ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 601
504	Si vous avez à utiliser un téléphone mobile qui n'est pas le vôtre, qu'utilisez-vous ?	Télécentre/publiophone/revendeur de communication Un collègue Un(e) ami(e)/ frangin(e) Un(e) parent(e)/d'un conjoint Ca n'arrive jamais Autre	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
505	L'utilisez-vous pour vos activités personnelles ou professionnelles ?	Dans mes activités personnelles uniquement Dans mes activités professionnelles uniquement A la fois dans mes activités professionnelles et personnelles Autre (préciser).....	1 2 3 4	

## SECTION VI CONCLUSION

N°	Questions	Réponses	codes	Aller à
601	Pensez vous que les TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable) peuvent/pourraient être utiles dans vos activités professionnelles ?	Oui Non peut-être ne sais pas	1 2 3 4	
602	Pensez vous que les TIC (ordinateur, Internet, téléphone portable) peuvent/pourraient vous être utiles dans vos activités personnelles ?	Oui Non peut-être ne sais pas	1 2 3 4	
603	Pensez-vous que, comparé aux hommes, les femmes bénéficient des TIC de façon équitable?	Ordinateur Internet Téléphone Ne sait pas	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2	
604	Pensez-vous que, comparé aux hommes, les femmes ont des contraintes en matière de TIC, en terme : (Enquêteurs suggérez les réponses. Plusieurs réponses sont possibles)	de formation Financiers/équipements Capacité de décision Ne sait pas Autres, (préciser).....	Oui Non 1 2 1 2 1 2 1 2 1 2	
605	Pensez-vous qu'il faudrait mener des politiques et programmes spécifiques pour que les femmes aient accès aux TIC à égalité avec les hommes ?	Oui, il faudrait en mener Non, ce n'est pas nécessaire Ne sait pas Ca m'indiffère	1 2 3 4	

607	Finalement, pensez-vous que les politiques et programmes actuels tiennent suffisamment compte des questions de genre dans le secteur des TIC?	Oui, suffisamment	1	
		Non, pas suffisamment	2	
		Ne sait pas	3	
		Ca m'indiffère	4	

**SECTION VII FIN DE L'INTERVIEW**

701	Mme / Mlle / M. Merci beaucoup, mais avant de nous quitter j'aimerais savoir si vous souhaiteriez recevoir par courriel (message électronique) les résultats d'analyse de notre enquête (= l'adresse de la page web ou seront publiés les résultats) ?	Oui Non	1 2	Si 2 → 704
702	Quelle est votre adresse e-mail ? votre numéro de téléphone ?	e-mail : ..... Téléphone : .....		
703	Votre nom si possible	.....		
704	Accepteriez-vous de répondre éventuellement à des questions complémentaires, par courriel (message électronique)? par téléphone	Par courriel : ..... Par téléphone : ..... <b>(Enquêteur, demander et inscrire si nécessaire les coordonnées fournies par l'enquête en 702)</b>	Oui Non 1 2 1 2	

**Je vous remercie.**

**Le rapport de l'Atelier "Protocoles de  
collecte de l'information", Dakar (Sénégal),  
9-14 août 2004**



Réseau Genre et TIC

*Un partenariat enda – osiris - art*

**Projet : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone  
données et indicateurs"**

*Réalisé avec le soutien du CRDI*

## **Atelier "Protocoles de collecte de l'information" Dakar (Sénégal), 9-14 août 2004 Rapport final**

Onze personnes ont pris part à l'atelier : la coordonnatrice de la recherche et le consultant en statistiques, les six chercheurs nationaux du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, de Mauritanie et du Sénégal, et trois des membres du groupe de référence (voir liste des participants en annexe). Chacun des participants a apporté au groupe ses compétences spécifiques : développement à la base, genre, TIC, recherche, statistique.

Plusieurs des participants ont témoigné qu'il s'agissait pour eux d'une première expérience de travail en communauté virtuelle. Les six premiers mois de travail en ligne ont permis de développer une problématique commune et de se mettre d'accord sur les objectifs et les grandes lignes de la méthodologie.

Le but de l'atelier était de finaliser les détails de la collecte et du traitement des informations quantitatives, qualitatives et de contenu, pour en permettre une exploitation synthétique tout en respectant les contextes nationaux.

### **1 - Problématique :**

L'objectif final est le développement pour tous et toutes, c'est-à-dire principalement la réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités des femmes (*triangle développement, pauvreté, femmes*). Les TIC sont reconnues comme apport stratégique face à cet objectif (*triangle développement, pauvreté, TIC*):

- Pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest : quelles sont les relations, que peuvent nous montrer les statistiques dans ce domaine ?
- Pour la société africaine de l'information dans la mondialisation (faire référence en note au Plan d'action du SMSI, demandant collecter des données désagrégées par sexe et de développer des statistiques et indicateurs.

Dans ce contexte, l'apport important des femmes dans le processus de développement est reconnu. Si les TIC sont un facteur important de développement, quel sont les apports et la participation des femmes ? Comment renforcer la participation des femmes pour atteindre l'objectif final. La recherche préexistante a celle-ci a mis en évidence que :

- la fracture numérique est une fracture de genre
- la fracture numérique de genre est invisible

Comment rendre visible la fracture numérique de genre ? en la mesurant et en la qualifiant :

- la fracture numérique est une fracture statistique
- spécificité des indicateurs dans les pays pauvres d'Afrique (accès collectif)

Le but est de mesurer pour agir et convaincre

- rien ne garantit que la fracture numérique de genre va se résorber, même si la fracture numérique se résorbe.
- mener la recherche en Afrique francophone



- faire une analyse de genre des statistiques produites
- renforcer les capacités de recherche en genre et tic

## **2 - Concepts**

### **- Genre et développement :**

Depuis l'Année Internationale de la Femme (1975), l'approche IFD, intégration des femmes dans le développement, a permis de faire beaucoup pour les femmes et les familles, mais sans changer fondamentalement la situation des femmes. En fait la question n'est pas les femmes en tant que telles, mais les *relations entre les femmes et les hommes* : pose la question d'une *dynamique* qui fait problème.

*Le problème n'est pas le sexe femme ou homme, donnée universelle, il n'y a pas d'inégalité entre femme et hommes, mais entre masculinité et féminité, des rapports qu'ils entretiennent.* Le sexe est un élément universel biologique, les genres sociaux sont dépendants des cultures, des temps et des régions. L'inégalité est construite socialement, on peut la changer. *Ce qui est construit socialement, c'est l'inégalité des relations de pouvoir.*

Dans les sociétés, il y a des éléments qui servent de base à l'inégalité. Le facteur de base de l'inégalité c'est le genre, basé sur le sexe. Dans l'approche genre, le sexe reste un élément fondamental car transversal. Toute la stratégie développée par le genre va mettre un accent important sur le sexe en fonction de sa transversalité. Mais toutes les formes de rejet, discrimination, vont être pris en compte. Les groupes sociaux soumis à discriminations (sexe, caste, métier, handicap). Le genre vise à la prise en compte de toutes les discriminations, pour avancer dans un contexte de développement.

Permet de trouver des outils et procédures pour permettre aux individus et aux sociétés de se développer dans le maximum de toutes ses potentialités. Si la société a minimisé ce que peuvent apporter les femmes au développement de la société, la société a perdu une partie importante de ses ressources de développement. Ca veut dire que toutes les politiques de développement, si elles avaient été menées dans une dimension de développement égal en terme de genre, on aurait obtenu des résultats plus équilibrés. Concepts clé : égalité, équité, relations de genre, relations de pouvoir.

Stratégies : discrimination positive (décriée) par les bailleurs de fonds. Si on part de niveaux différents, on ne peut pas avoir de même résultat. Si les hommes ont une avance en termes de développement (réponse à plus que leurs besoins immédiats), les femmes en sont à un autre niveau. Les femmes peuvent avoir les mêmes droits mais pas les mêmes passés. Implications dans l'accès à la décision.

Sur le plan de la santé, de l'éducation évolution plus rapide que sur le plan des droits, de la politique, des mentalités. Toutes les superstructures mentales ont plus de force de persistance que les facteurs matériels. Le plaidoyer et le lobby demeure dans ce cadre un élément fondamental.

Pendant longtemps, dans le cadre du féminisme (prémices du genre), la façon dont les questions de genre ont été traduites en acte ont posé problème. Une dynamique plus opérationnelle, non oppositionnelle, travaillant sur des cultures, façons de faire, les hommes convaincus de la problématique apportent plus et beaucoup. C'est une question de compréhension.

L'équité mène à l'égalité. L'équité est un moyen pour atteindre l'égalité. L'égalité c'est le but à long terme, l'équité c'est une stratégie à court terme. Une inégalité, ça veut dire qu'il n'y a pas d'égalité en termes de pouvoir, de forces. L'équité : "un crapaud et une cigogne ne peuvent pas manger dans le même plat. Si le plat tient compte du bec de la cigogne. Dans

une approche d'équité, il faut prendre en compte la situation des femmes, pour qu'elles puissent développer des actions qui bénéficient à l'ensemble du développement".

Dans le monde de la micro-entreprise, les femmes responsabilisées obtiennent beaucoup de résultat. Dans ces processus de socialisation, les femmes tirent beaucoup de parti. On veut que les sociétés marchent sur ses deux jambes, avec une seule tête, bien faite et valorisée. Ca fait appel à la notion d'équilibre. La hiérarchisation ne signifie pas nécessairement qu'il y a inégalité. Par exemple le leadership dans un contexte de respect de l'égalité des droits des personnes, dans un contexte d'entreprise démocratique, en équipe. Il y a des leaders investis de responsabilités. Tout ce qui est inégalité, rapport de force, domination, exclusion sociale a été voulu par la société, et légitimé sur la base de son sexe.

On n'évaluera pas la situation des femmes tout court, mais la situation des femmes par rapport à une population totale, c'est-à-dire par rapport à la situation des hommes. En trouvant des indicateurs qui permettent de trouver et mesure les disparités, voire leur ampleur. Par exemple face à une situation nationale identique pour tous, comment les genres se positionnent différemment.

Genre comme groupes vulnérables dans leur ensemble

La valorisation de la contribution des femmes à l'économie nationale, c'est comparable à la valorisation de la contribution de l'Afrique à la mondialisation.

#### - **TIC et développement**

Facteur de mondialisation.

Beaucoup de gens n'ont pas encore compris que les tic peuvent être utilisées comme facteur de développement,

Les Tic c'est un réseau, important. C'est important pour accroître les revenus au sein de leur corporation.

Confusion entre NTIC et TIC. Ce qui est nouveau c'est l'utilisation du numérique (0 et 1). Les nouvelles technologies intègrent les anciennes technologies (radio, télé, téléphone, communication directe). Avec l'accroissement de l'informatique et la possibilité de baisser les coûts. Les tic deviennent un enjeu pour le développement, en particulier pour les groupes marginalisés : vitesse, localisation, transparence. Les tic font peur aux pouvoirs établis (tradition d'état militaire), surtout l'interactivité et l'adaptabilité (aux analphabètes)

Comme le concept genre, le concept NTIC ou tic a évolué. Pour le genre, on est parti du concept IFD et les besoins pratiques des femmes, on s'est rendu compte que ça ne permettait pas de changer la situation, ce qui a évolué vers un concept évolutif en termes de pouvoir. Pour les TIC, le concept a évolué. Au départ, c'était les NTIC, à savoir ordinateur et Internet, en ignorant les anciennes technologies. Ca ne permettait pas de voir les choses sur un plan plus global. Ca a amené à utiliser TIC qui englobe toutes les technologies, nouvelles comme anciennes. Dans notre recherche, on devrait maintenir le concept TIC.

En plus la convergence du numérique : le numérique permet la convergence des TIC. Préconise qu'on utilise le concept de TIC. Mettre une note bas de page pourquoi on utilise tic plutôt que it ou ntic, et spécifier les tic qui sont retenues comme spécifiques dans cette étude : ordinateur, portable et internet.

#### - **Indicateurs**

Enquête par sondage aléatoire, pour recueillir des données brutes sur les variables traitées statistiquement. On peut suivre ces données dans une même population ou a des périodes différentes pour construire des indicateurs ou indices permettant la comparaison dans le temps. C'est à partir des variables qu'on en vient aux indicateurs ou indices.

Indicateur ou indice, indifféremment ou non. Un indicateur est un ensemble d'indices pour donner des indications. Derrière il y a une norme (par exemple indicateur de développement humain). Quand on parle d'indice ce n'est plus par rapport à une norme mais par rapport à une base. De telle sorte que les deux indicateurs et indice sont quasiment utilisés indifféremment.

En termes d'indicateur, on peut se limiter à une seule variable, mais les plus souvent on prend plusieurs variables en même temps. Par exemple la scolarisation, la santé, etc. Donc il faut construire l'indicateur. Les indicateurs sont par essence quantitatifs, mais il y a des indicateurs qualitatifs,; des enquêtes d'opinion par rapport à une même sélection de personnes au fil du temps.

On va comparer l'indicateur dans l'espace. Si on applique la méthodologie de façon identique dans le temps. Les institutions nationales de statistiques auront les moyens de reproduire dans le temps.

Les indicateurs dans le temps ne sont pas toujours comparables. Au niveau des indicateurs il y a des bouleversements de classement. Mais ce n'est pas suffisant pour savoir si les situations intrinsèques des deux individus. Mais un indicateur doit être plus ou moins stable, donc il faut minimiser les risques

Des résultats différents peuvent provenir de la méthodologie différente ou du risque d'erreur propre à l'échantillon. L'élément le plus important c'est le biais de sélection, auquel on ne peut pas échapper, seulement le minimiser; en, statistique l'erreur est minimisée à environ 5 % mais si elle se réalise l'erreur est de 100 %.

### **Analyse critique de la méthodologie par indicateur composite**

Indicateurs de la fracture numérique de genre = indicateurs de disparités ; méthodologie s'inspirant de l'IDH

IDH : f(Indice d'espérance de vie, indice de niveau d'instruction, indice de PIB), divisé par 3 = une moyenne des indices

ISDH est calculé de la même façon f(Indice d'espérance de vie, indice de niveau d'instruction, indice de PIB), divisé par 3

L'IDH a été contesté car implique une pénalité, subjective.

**Une autre méthode** : Partir de : Espérance de vie pour les femmes et Espérance de vie pour les hommes. Puis calculer espérance de vie générale = poids des femmes x espérance des vies pour les femmes (moins une pénalité) + le poids des hommes multiplié par l'espérance de vie des hommes

**Proposition** : parmi toutes les méthodes, privilégier celle qui donnera les résultats les plus conformes à notre plaidoyer. Ce n'est pas coûteux de calculer les indices, ensuite on verra lesquels prendre en compte.

## **3 - Questions de recherche**

### **Question principale :**

Comment peut-t-on rendre compte de la place différentielle des hommes et des femmes dans la société numérique nationale (= la fracture numérique de genre interne)

### **Se décompose en :**

- Quelle est l'**ampleur** de la fracture numérique de genre dans les 6 pays témoins ? Comment peut-on l'**illustrer** et la **caractériser** ? Quels sont les **lieux** où l'on peut identifier les disparités de genre, concernant la fracture numérique? La fracture numérique de genre est-elle seulement le reflet des disparités sociales de genre, ou présente-t-elle des **caractéristiques** spécifiques ? Les femmes ont-elles un **rapport aux TIC** différent de celui des hommes (par exemple en termes d'utilisation) ?

- Quels types de données permettraient-elles d'en rendre compte de manière significative (= stratégique pour la promotion de l'égalité de genre à long terme, pour permettre une comparaison dans le temps) ?
- Quelles sont les valeurs qualitatives et/ou quantitatives actuelles de ces valeurs dans les 6 pays témoins ?
- La fracture numérique de genre varie-t-elle en fonction des autres lignes de fracture (âge, localisation, alphabétisation et niveau d'éducation, statut socio-économique, langue de communication, handicap ...)
- Dans quels domaines les indices de la fracture numérique de genre sont-ils le plus préoccupants pour la promotion à terme de l'égalité de genre ?

Le but de la recherche est ainsi de rendre visible une réalité jusqu'ici (invisible) non mise en évidence, en produisant des données et indicateurs sur la fracture numérique de genre en Afrique francophone

## **4 - Méthodologie**

- **Principes directeurs** : recherche exploratoire, non exhaustive, interdisciplinaire, militante pour l'égalité de genre, convergente et holistique, documentaire et de terrain, quantitative et qualitative

### **- Délimitations de la recherche**

- **3 TIC** retenues comme stratégiques pour la promotion de l'égalité de genre dans la société de l'information, du fait qu'elles se développent très rapidement en Afrique, qu'elles vont marquer de manière spécifique la société africaine de l'information. On a privilégié ces trois TIC au détriment d'autres (par exemple la radio) dans une perspective de l'offre, un aspect actif de l'individu par rapport à l'outil. C'est moins coûteux, et interactif, ça permet mieux le bénéfice individuel, le choix individuel pour se promouvoir. On fait une étude micro-économique, s'intéressant à l'individu femmes.
  - o **L'ordinateur**, comme outil d'appropriation personnelle et démocratique, permettant la production, le traitement, le stockage, la diffusion et la communication entre personnes et groupes
  - o **Internet**, comme outil grand public et interactif d'information, d'expression, de communication, de plaidoyer et d'action
  - o **Le téléphone portable**, comme outil de communication individuelle et interpersonnelle de plus en plus utilisé, permettant de dépasser des contraintes en infrastructure matérielle
- **4 domaines** identifiés, au cours de la recherche documentaire, comme stratégiques par les groupes actifs dans le domaine genre et TIC, car répondant aux besoins immédiats et stratégiques des femmes et pour la promotion de l'égalité de genre :
  - o **Le contrôle** sur le développement des TIC comme outil de développement et de justice sociale : décisions, politiques, orientations stratégiques
  - o **La pertinence des contenus véhiculés** par les TIC pour la promotion du développement et de la justice sociale
  - o **Le renforcement des capacités** personnelles des femmes et des hommes pour utiliser les TIC
  - o **La connectivité**, comprise comme l'accès (physique et matériel, en équipement et en infrastructures) et l'accessibilité (possibilité culturelle, sociale et personnelle d'utiliser les TIC)

## **5 - Outils**

### **a) Recherche documentaire (données secondaires)**

- **analyse documentaire en ligne** dans le cadre du SMSI :
  - o sur le genre,

- sur les TIC,
- sur les statistiques et indicateurs de genre (directives pour l'établissement d'indicateurs sensibles au genre) indice sexo-spécifique du PNUD, Indice de la participation des femmes,

- **Contextes nationaux – présentation standard**

(Voir documents annexes)

**Présentation par tableau synthétique standard pour chaque pays, puis analyse globale. Les rapports nationaux complets seront disponibles sur le site web.**

- deux pays sur 6 enclavés
- **caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques :**
  - population,
  - alphabétisation et scolarisation, disparités par genre, par niveau de scolarisation, et de la filière scientifique et technique, et les enseignants (secteur public et privé combiné),
  - profil et disparités économiques et face à la pauvreté (IDH, ISSP, IPF) : analyse globale
  - linguistique et culturelle : disparités de situation (langues de communications, langues locales)
  - stéréotypes socioculturels limitant l'égalité de statut des femmes
  - disparités de genre dans les sphères de décision (tous domaines)
  - présence et activités des femmes par domaines, secteurs, milieux
- **politiques existantes en genre :** selon quel fil conducteur on va en faire l'analyse :
  - situations légales (cadre juridique existant, institutions et structures, degrés d'application, ressources) ; date de mise en œuvre ;
  - politiques nationales sectorielles et genre (besoin essentiel de femmes, télésanté et télémédecine)
- **politiques de TIC (en particulier les 3 TIC retenues)**
  - le point de l'existant, l'analyse du point de vue des disparités de genre dans le domaine des TIC (infrastructures, téléphonie, internet, cellulaire)
  - la prise en compte du genre dans les outils et institutions politiques de TIC
  - les 4 C : connectivité, capacités, contenus, contrôle
  - politiques sectorielles des TIC (aspects de genre) ## *recoupements avec politiques de promotion de l'égalité de genre ?*
  - cadres institutionnels : instruments internationaux (genre et TIC : NEPAD), constitutions (en terme de genre), lois nationales (en termes de tic et communication), réglementations (en termes de tic) : analysés sous l'angle de la prise en compte du genre
  - acteurs des politiques de tic : société civile et secteur privé : prise en compte du genre dans les tic et prise en compte des tic dans les questions de genre

**b) Questionnaires**

- **Questionnaire individus :** échantillon aléatoire, représentatif de la population (âge : minimum 15 ans, sexe, catégorie socio-professionnelle, zones rurales, péri-urbaines et urbaines selon découpages administratif + liste en annexe) ; enquête pilote

**Echantillon du questionnaire (individus et institutions confondus) :** minimum 1000 personnes par pays, détail : Bénin : 1000 ; Burkina : 1230 ; Cameroun : 1630 ; Mali : 1090 ; Mauritanie : 1000 ; Sénégal : 1040

**Enquête-pilote sur les 40 premiers questionnaires**

Conservation des questionnaires : 5 ans, détruits ensuite ; accord des autorités locales pour enquêter les 15-18 ans

Traitement sur logiciel SPSS

### **Plan de traitement des données**

- sortie des premières tendances : on sort toutes les fréquences de toutes les données produites par le questionnaire, on garde ce qui est significatif pour un premier niveau d'analyse
- ensuite on prend les données qui nous intéressent pour produire des indicateurs,
- Traitement des réponses littérales apportées par les interviewé(e)s : Toutes les questions qui ont la modalité autre, chaque pays doit donner le listing littéral des résultats obtenus, discutés en ligne pour obtenir des catégories? 10 % des questionnaires de l'enquête réelle (après ou y compris) l'enquête pilote) et on dépouille tous les autres, on essaye de synthétiser et de codifier par catégories, c'est ce code qui sera saisi dans le masque de saisie. Le masque de saisie reste identique, mais la codification de ces réponses est modifiée.

Tableau de calcul des indicateurs (voir annexe)

Plan de présentation du rapport national : sert de guide au calcul des ordinateurs

Restitution des comptes financiers (enquête de terrain et atelier de restitution)

Dates limites des rapports nationaux : le 15 décembre

Vie de la liste : partage de l'expérience de terrain, participation à la synthèse régionale

### **Plan d'analyse à partir du tableau des indicateurs**

- Corréler (par pays) le milieu, l'âge et le sexe : permet de présenter les caractéristiques de l'échantillon
- Etudier le comportement des femmes par rapport au comportement des hommes

Analyse stratégique : preuves statistiques permettant d'affirmer ou de ne pas infirmer quelque chose (l'existence la fracture numérique de genre)

### **Plan de présentation des rapports nationaux**

Première partie descriptive :

- présentation de l'échantillon
- partie par partie des questionnaires, ce que nous avons trouvé

En fonction de nos 4 domaines stratégiques, analyser les rapports de genre dans le pays, corrélés avec autres variables

- **indice de contrôle** : titre : participation des femmes à la prise de décision : qui contrôle quoi ?
  - o discours : les femmes sont en marge du contrôle
  - o où en trouver les preuves ? et variation par rapport aux autres lignes de fracture suspectées : avec présentation d'indicateur
    - place des femmes dans les instances politiques
    - place des femmes dans les instances économiques
    - place des femmes dans les organisations de la société civile
    - sensibilité des textes politiques au genre
    - activisme des organisations sur les questions de genre dans le secteur des TIC
- **indice de pertinence des contenus** : A qui est destiné le contenu ?
  - o discours : Il existe une fracture numérique de genre en terme de contenu, au dépend des femmes, et bien que les besoins des hommes ne soient pas non plus pleinement satisfaits.
  - o où en trouver les preuves ? et variation par rapport aux autres lignes de fracture suspectées : avec présentation d'indicateur
    - différences de consommation de contenus

- sensibilité des contenus au genre
  - adéquation des contenus aux besoins respectifs des hommes et des femmes
  - place des femmes dans la production de contenus
- **indice de capacités** : les femmes ont plus de difficultés à tirer bénéfice des TIC
- discours : quels sont les obstacles qui pénalisent davantage les femmes ?
  - où en trouver les preuves ? et variation par rapport aux autres lignes de fracture suspectées : avec présentation d'indicateur
    - disparités en formation générale
    - disparité en formation numérique
    - sensibilité des formations aux questions de politique des TIC
    - place des femmes dans les systèmes de formation
- **indice de connectivité** :
- les femmes ont plus de mal à accéder aux TIC que les hommes
  - où en trouver les preuves ? et variation par rapport aux autres lignes de fracture suspectées : avec présentation d'indicateur
    - disparités d'usage
    - disparité d'accès
    - disparité d'accessibilité
    - obstacles spécifiques
- chaque pays envoie la totalité des résultats de traitement statistique plus une analyse nationale de 20 pages maximum (bien articulé)
- l'étude régionale fait l'analyse comparative régionale des tendances et exploite le tableaux pour tirer des argumentations graphiques
- toutes les autres choses dignes d'intérêt (en particulier inattendues) doivent être mentionnées

Analyse régionale : Utiliser les mêmes types et maquettes de tableau ; Plus qu'une compilation, Des graphiques

- Questionnaire institution : Composition de l'échantillon raisonné (en moyenne 50 cas par pays), stratifié (1/10<sup>ème</sup> de la strate des institutions les plus importantes), aléatoire pour les autres, 1/10<sup>ème</sup> pour les centres de formation

Institutions = groupes

- public,
  - ministère des tic
  - agence public
  - ministère des femmes
  - parlementaires
  - agence de régulation (chargé des contenants)
  - conseil chargé des contenus
- privé (a but lucratif),
  - secteur formel
    - opérateur historique
    - concurrents privés / téléphonie mobile
    - FAI
    - Entreprises de vente et services de tic
    - Associations professionnelles du secteur privé des tic
    - Téléc centres

- secteur informel,
  - télécentres associatifs et communautaires
  - petits métiers liés aux tic
- civil (associations de la société civile, associations, ong)
  - ong et associations de femmes
  - ong et associations de la société civile (élus locaux, médias, partis politiques, syndicats dans les domaines des tic, des droits de la personne, pauvreté et gouvernance, sida, crédit et entrepreneuriat)
- centres de formation professionnelle et académique
  - privés
  - universitaires et scolaires

**NB** : instances régionales et initiatives de la coopération internationale, actives dans le secteur des tic et de genre et tic (association des régulateurs, des fournisseurs de services, de l'intégration régionale, de presse, ) : Sont mentionnés dans les états des lieux nationaux, et participent à l'échantillon seulement s'ils développent des initiatives pertinentes au sein du pays.

### **c) Témoignages qualitatifs ( ≠ indicateurs)**

Pour appuyer un résultat très fort. Peuvent être recueillis lors des interviews de l'enquête institution. Souvent on les trouve dans les commentaires que font les enquêtés sur les questions posées. On les note au revers du document d'enquête. On peut aussi recueillir des "anecdotes" auprès des "non-utilisateurs" pour expliciter leurs raisons de non-utilisation/participation.

#### **Fiche technique pour la présentation du témoignage**

Présenté en encadré dans le fil du texte

Volume total : 20 % du texte final

Mais on peut garder le total des témoignages recueillis pour une autre utilisation complémentaire ou additionnelle

#### **Contenu :**

- Identification : nom et fonction si personne de référence ; ou bien anonymat, initiales, nom forgé
- **Guide d'entretien** pour le recueil des témoignages auprès des champions
  - faire le portrait de la personne comme représentante d'un champion du genre et tic
    - références
    - expérience passée, accomplissements
    - en quoi est-elle champion de genre et politiques de tic
  - questions ouvertes :
    - que pensez-vous de la politique du pays par rapport à la question de genre et tic ?
    - peut elle donner des cas d'application de politiques de genre et tic qui ont donné des résultats ?

**Domaines (à titre indicatif)** dans lesquels on voudrait/pourrait faire le portrait d'un champion

Ou bien faire des mini groupes pour répondre à l'entretien

- les instances de décision politique, une ou deux personnes (une femme, un homme)
- les domaines technique et professionnel, une ou deux personnes (une femme, un homme)
- les usagers et des non-usagers, une ou deux personnes (une femme, un homme)



- les élu(e)s et collectivités publiques, une ou deux personnes (une femme, un homme), les parlementaires, une ou deux personnes (une femme, un homme)
- les organisations de femmes, et de la société
- les entreprises privées et centres de formation

### **Quelle analyse des témoignages recueillis ?**

Partager les témoignages et success story

Les présenter sous forme de citation courte, pas sous forme d'étude de cas

### **d) Analyse de contenu**

Etude de contenu des sites web // hébergés hors du domaine national.

Les domaines locaux ne sont pas représentatifs des sites web dans le pays, ne sont pas fiables et chers ; la plupart des ONG ont mis en place des sites web à partir de financements et/ou ressources étrangers

- faire étude de ce qui existe sous domaine local
- faire recherche sur sites de domaines .org, .net, .com et mots clés, pays, femme, genre

quels critères pour considérer qu'un site traite du genre ? mots clés : genre, femme ?  
ou procéder par expérience, remonter les pistes de fil en aiguille, selon la pertinence # non statistiquement représentatif

**Sources de contenus :** textes, sites web, contenus en formation (pas listes sauf exemples intéressants), contenus des enquêtes qualitatives

**Contenu :** tout matériel préexistant qui vient appuyer notre travail

Recensement des textes à analyser :

### **e) Traitement avec SPSS (initiation)**

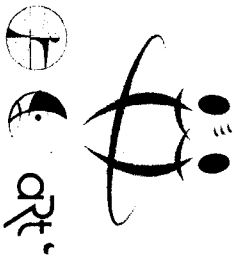
## **6 - Perspectives de réseau**

Session ouverte d'échanges de vue sur l'opportunité de constituer un réseau de recherche pour faire approprier la problématique genre et TIC et des indicateurs par les différentes institutions.

Recommandations :

- développer un réseau virtuel semi-formel de recherche action et plaidoyer,
- cherchant à renforcer la synergie en partenariat ou association avec les multiples réseaux existants,
- apte à faire des propositions, et orienté vers l'implication des décideurs
- s'appuyant sur les différentes masses critiques de femmes déjà dans le secteur des TIC, dans différents secteurs
- faisant une politique de publication
- conserver la dimension recherche dans Régentic

## **Le tableau des indicateurs**



**Réseau Genre et TIC**  
**Un partenariat enda – osiris - art**  
**Projet : "Fracture numérique de genre en Afrique francophone**  
**données et indicateurs"**  
**Réalisé avec le soutien du CRDI**

Indicateur	Indice	libellé des indicateurs observés	Signification	Méthode de collecte de l'information	Source de l'information	Lieu d'observation	Variables de corrélation possible
Indicateur synthétique de la fracture numérique de genre	1 - Indice de contrôle  Nlb = 5	11 - % de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) des instances politiques de décision des TIC ayant/ n'ayant pas reçu une formation en genre	Témoin de la FNG en termes de décision politique	Questionnaire institutions	Echantillon raisonné	Instances politiques nationales et locales	Zone de localisation Type de structure et hiérarchie interne
		12 - % de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs) des instances économiques (formelles et informelles) de TIC	Témoin de la FNG en terme de décision économique	Questionnaire institutions	Echantillon raisonné	Entreprises privées formelles/informelles	Zone de localisation Type de structure et hiérarchie Taille
		13 - % de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) dans les organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC	Témoin de la FNG en termes d'action citoyenne	Questionnaire institutions	Echantillon raisonné	Organisations de la société civile	Zone de localisation Type de structure et hiérarchie
		14 - % d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays	Témoin du degré de préparation au plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les politiques de TIC	Questionnaire institutions	Echantillon raisonné	Organisations de la société civile	Zone de localisation Type de structure et hiérarchie
		15 - Explicite référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC	Témoin la sensibilité des politiques de TIC aux questions de genre	Analyse de contenu	Lois, textes fondateurs	Textes principaux	n.a.
2 - Indice de pertinence des contenus  Nlb = 4	21 - Catégories de contenus virtuels "consommés" par les femmes et les hommes : Pourcentage de catégories de contenus virtuels utilisés par les femmes et les hommes (Communication inter-individuelle, communication en groupe, recherche de documentation et d'information, information et presse en ligne, jeux et loisirs, achats en ligne)	21 - Catégories de contenus virtuels "consommés" par les femmes et les hommes : Pourcentage de catégories de contenus virtuels utilisés par les femmes et les hommes (Communication inter-individuelle, communication en groupe, recherche de documentation et d'information, information et presse en ligne, jeux et loisirs, achats en ligne)	Témoin du type d'utilisation faite des TIC	Questionnaire individus (titulaire, sondage)	Echantillon	Organisations publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique, handicap

	<p>22 - % de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre (1) en langue française et (2) en langue nationale, selon typologie de producteur (public, privé, civil)</p>	Témoin de la sensibilité aux questions de genre dans les produits de TIC	Analyse de contenu	Gestionnaire national des noms de domaines et FAI	WWW	NB : contenus négatifs ne pas inclure dans le calcul du % mais mentionner dans l'analyse
	<p>23 - Adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes</p>	Témoin de la FNG en termes de pertinence de contenu	Questionnaire individus	Echantillon	Organisations publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
	<p>24 - % de femmes et d'hommes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre.</p>	Témoin de la FNG en terme de pertinence de contenu	Questionnaire individus	Echantillon	Organisations publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
3 - Indice de capacités Nb = 4	<p>31 - % de femmes et d'hommes alphabétisés/scolarisés (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue</p>	Témoin de la base originale de la FNG	Données secondaires	Rapports statistiques internationaux et nationaux	Espdoc Indifracit	
	<p>32 - % de femmes et d'hommes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique et à Internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)</p>	Témoin de la FNG en termes de capacités d'usage	Questionnaire individus	Echantillon	Organisations publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social Quartiers Centres de formation	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
	<p>33 - % de formations en TIC (y compris en ligne) prenant spécifiquement en compte les questions de genre / questions de politiques des TIC (formateurs, bénéficiaires, contenus, méthodes)</p>	Témoin de la tendance de la FNG à se reproduire	Analyse de contenu	Echantillon	Lieux nationaux de formation formelle et informelle	Niveau de formation, âge, localisation

		<b>34 - % de femmes et d'hommes professionnel(le)s des TIC, actifs/en formation, selon leur niveau (agent, cadre/professionnel, décideurs)</b>	Témoign de la FNG	Questionnaire Institutions	Echantillon raisonné	Organisations publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social, centres de formation	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
<b>4 - Indice de connectivité (accès et accessibilité)</b>  <b>Nb = 5</b>		<b>41 - % de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/un téléphone portable, dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles</b>	Témoign de la FNG en termes d'usage	Questionnaire Individus	Echantillon	Entreprises publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
		<b>42 - % de femmes et d'hommes ayant accès à l'ordinateur/le téléphone portable/Internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)</b>	Témoign de la FNG en termes d'accès	Questionnaire Individus	Echantillon	Entreprises publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
		<b>43 - % de femmes et d'hommes ayant souscrit à un abonnement au téléphone portable/abonné(e)s à une adresse Internet</b>	Témoign de la FNG en termes d'accessibilité	Questionnaire Individus	Echantillon	Entreprises publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
		<b>44 - % de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/le téléphone portable selon l'utilisation faite : usage personnel (loisir, développement social et personnel) ; professionnel (économique) ; les deux</b>	Témoign de la FNG en termes d'usage	Questionnaire Individus	Echantillon	Entreprises publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap
		<b>45 - % de femmes et d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC : disponibilité/coût ; disponibilité sur le lieu fréquenté ; horaires de disponibilités ; sécurité du lieu d'accès ; distance d'accessibilité ; langue ; divers</b>	Témoign des raisons de la FNG en termes d'accès	Questionnaire Individus	Echantillon	Entreprises publiques et privées, télécentres, milieu associatif et social quartiers	Age, niveau d'instruction, localisation, niveau socio-économique handicap

## **Le tableau de calcul des indicateurs**

## Indicateur synthétique de la fracture numérique de genre

1. Indice de contrôle		Femmes	
	Numérateur		Dénominateur
1.1.	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) des instances politiques de décision des TIC ayant/h'ayant pas reçu une formation en genre	Nombre de femmes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances politiques	Nombre total de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances politiques
1.2.	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs) des instances économiques (formelles et informelles) de TIC	Nombre de femmes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances économiques	Nombre total de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances économiques
1.3.	Pourcentage de femmes et d'hommes aux 3 échelons hiérarchiques (agent, cadre/professionnel, décideurs/direction) dans les organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC	Nombre de femmes présentes dans les organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC	Nombre total de femmes présentes dans les organisations de la société civile ayant pour mandat le secteur des TIC
1.4.	Pourcentage d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC, par rapport au total des organisations de la société civile actives dans le pays	Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC	Nombre total d'organisations de la société civile actives dans le pays
1.5.	Explicité référence à la prise en compte du genre dans les textes législatifs et réglementaires du secteur des TIC /dimension de genre des principes fondateurs des politiques de TIC		
2. Indice de pertinence des contenus		Femmes	
	Numérateur		Dénominateur
2.1.	Pourcentage Catégories de contenus virtuels "consommés" par les femmes et les hommes (loisir, domestique, formation, économique, politique)		

<p>2.2. Pourcentage de produits électroniques (sites, listes, téléphoniques) nationaux traitant du genre (1) en langue française et (2) en langue nationale, selon l'écologie de producteur (public, privé, civil)</p>			
<p>2.3. Pourcentage d'adéquation des contenus virtuels aux besoins exprimés des femmes et des hommes</p>	<p>Nombre de femmes se déclarant satisfaites des contenus</p>	<p>Nombre de femmes se déclarant satisfaites des contenus</p>	<p>Nombre de femmes se déclarant utilisatrices de Internet</p>
<p>2.4. Pourcentage de femmes et d'hommes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre.</p>	<p>Nombre de femmes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre</p>	<p>Nombre de femmes produisant ou s'occupant des contenus ayant reçu une formation en genre</p>	<p>Nombre de femmes produisant ou s'occupant des contenus</p>

3. Indice de capacités			
		Femmes	
	Numérateur		Dénominateur
<p>3.1. Pourcentage de femmes et d'hommes alphabétisés/scolarisés (3 niveaux d'éducation : primaire, secondaire, supérieur) quelque soit la langue</p>			
<p>3.2. Pourcentage de femmes et d'hommes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique et à Internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)</p>	<p>Nombre de femmes ayant reçu une formation formelle ou informelle en informatique (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)</p>	<p>Nombre de femmes dans l'échantillon</p>	
<p>3.3. Pourcentage de formations en TIC (y compris en ligne) prenant spécifiquement en compte les questions de genre / questions de politiques des TIC (formateurs, bénéficiaires, contenus, méthodes)</p>	<p>Nombre de femmes ayant reçu une formation formelle ou informelle à Internet (alphabétisation numérique de base et avancée ; utilisation d'Internet ; production de contenus)</p>	<p>Nombre de femmes dans l'échantillon</p>	
<p>3.4. Pourcentage de femmes et d'hommes professionnel(le)s des TIC, actifs/en formation, selon leur niveau (agent, cadre/professionnel, décideurs)</p>	<p>Nombre de formation en TIC prenant en compte les questions de genre</p>	<p>Nombre de formation en TIC</p>	
<p>4. Indice de connectivité (accès et accessibilité)</p>	<p>Nombre de femmes actives dans le domaine des TIC</p>	<p>Nombre de femmes dans l'échantillon</p>	

		Femmes	
	Numérateur		Dénominateur



4.1. Pourcentage de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/un téléphone portable, dans le cadre de leurs activités professionnelles ou personnelles	Nombre de femmes utilisant un ordinateur dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes utilisant le téléphone dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes utilisant internet dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes ayant accès à un ordinateur dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes ayant accès au téléphone dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
4.2. Pourcentage de femmes et d'hommes ayant accès à l'ordinateur/le téléphone portable/Internet selon le lieu d'accès (public, professionnel, privé)	Nombre de femmes ayant accès à internet dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes ayant une adresse e-mail dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
4.3. Pourcentage de femmes et d'hommes ayant souscrit à un abonnement au téléphone portable/abonné(e)s à une adresse Internet	Nombre de femmes ayant un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon
4.4. Pourcentage de femmes et d'hommes utilisant l'ordinateur/Internet/le téléphone portable selon l'utilisation faite : usage personnel (loisir, développement social et personnel) ; professionnel (économique) ; citoyen (politique, information, stratégique)		
4.5. Pourcentage de femmes et d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité aux TIC : disponibilité/coût ; disponibilité sur le lieu fréquenté ; horaires de disponibilités ; sécurité du lieu d'accès ; distance d'accessibilité ; langue ; divers	Nombre de femmes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un ordinateur	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet	Nombre de femmes dans l'échantillon
	Nombre de femmes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon

Méthode 1

#VALEUR!

Hommes		Hommes	
Valeur	Numérateur	Dénominateur	Valeur
Pas calculé	Nombre de femmes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances politiques	Nombre total de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances politiques	Pas calculé
Pas calculé	Nombre d'hommes présents aux 3 échelons hiérarchiques des instances économiques	Nombre total de personnes présentes aux 3 échelons hiérarchiques des instances économiques	Pas calculé
Pas calculé	Nombre d'hommes présents 3 échelons hiérarchiques dans les organisations de la société civile avant pour mandat le secteur des TIC	Nombre total d'hommes présents 3 échelons hiérarchiques dans les organisations de la société civile avant pour mandat le secteur des TIC	Pas calculé
Pas calculé	Nombre d'organisations de la société civile actives sur les questions de genre et TIC	Nombre total d'organisations de la société civile actives dans le pays	Pas calculé

#VALEUR!

#VALEUR!

#VALEUR!

#VALEUR!

#DIV/0!

Hommes		Hommes	
Valeur	Numérateur	Dénominateur	Valeur



Pas calculé	Nombre d'hommes utilisant un ordinateur dans le cadre de leurs activités	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes utilisant le téléphone dans le cadre de leurs activités	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes utilisant internet dans le cadre de leurs activités	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé		Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé		Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé		Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes ayant une adresse e-mail dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes ayant un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	Nombre de femmes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé				
Pas calculé			Pas calculé	
Pas calculé	Nombre d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un ordinateur	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à Internet	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!
Pas calculé	Nombre d'hommes exprimant des difficultés d'accès et d'accessibilité à un Téléphone portable dans le cadre de leurs activités	Nombre d'hommes dans l'échantillon	Pas calculé	#VALEUR!